UNION DES OFFICIERS DE RESERVE DE l'OCÉAN INDIEN
BP 60669 — 97473 SAINT-DENIS CEDEX
(Membre de l'Entente Patriotique de la Réunion : http://www.epr974.re/)

Union Nationale des Officiers de Réserve
Fondée en 1922/Déclarée d'utilité publique par décret du 24 février 1967
Siège social : 12 rue Marie Laurencin 75012 Paris
http://www.unor-reserves.fr/

BULLETIN N°2 en date du 14 janvier 2019

Je ne juge pas… je livre, sommairement triés et compilés, les médias tels qu'ils sont… à chacun de faire son Opinions, les articles n'engagent que leurs auteurs.

Planification des Thèmes & Sujets

1 – Lois & Décrets	**e) - Service de Santé**
2 – Nécrologies & Mémoires	**f) – Renseignement**
3 – Décorations & Commémorations	**g) – Cybersécurité**
4 – Autorités, Etats-Majors	**h) – Service du commissariat des armées**
5 – Chroniques & Libres propos	**i) – Service des essences des armées**
6 – Actualités internationales	**j) – Forces Prépositionnées**
7 – OPEX	**k) – Réserves**
8 – MISSINT/OPINT	**l) - D.G.A.**
9 – Défense de par le Monde	**11 – France : Armements & Industries**
10 – Nos Forces Armées	**12 – Le Monde : Modernisations & Equipements**
a) – Armée de Terre	**13 – Rubriques divers (Conférences, Sports, etc)**
b) – Marine Nationale	**14 – Livres & Publications**
c) – Armée de l'Air	**15 – Société**
d) - Gendarmerie Nationale	**16 – Vie de l'UOROI**

Le mot du président de l'UOROI



Chers amis

Le colonel ® Dominique BERTRAND
Président de l'UOROI

Adresse courriel du COL ® Dominique BERTRAND : dfbtd974@orange.fr
GSM : 06 92 05 11 47

Table des matières

1 – Lois et décrets 18
PRÉSIDENCE DE LA REPUBLIQUE 18
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR 18
MINISTÈRE DES ARMÉES 18
2 – Nécrologies & Mémoires 20
Rennes. Ba Xuan Huynh, prisonnier 23 ans du viet-minh 20
Une vie de combats 20
Une Rochambelle s'est éteinte le 30 décembre, au Brésil 20
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 06.01.2019 Par Philippe Chapleau 20





..... 21
Guy Charmot 22
Décès du médecin en chef Guy Charmot, doyen des Compagnons de la Libération 23
In memoriam. Capitaine Baptiste Chirié et lieutenant Audrey Michelon 24
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 11.01.2019 Par Philippe Chapleau 24
BSPP : décès en intervention de deux sapeurs-pompiers 26
Caporal-chef Simon CARTANNAZ 27



..... 27
Sapeur de première-classe Nathanaël JOSSELIN 27



..... 27
3 – Décorations & Commémorations 27
Une agrafe "intempéries Aude 2018" pour la médaille de la sécurité intérieure 27
4 – Autorités, États-Majors 28
Président de la République 28
Emmanuel Macron présentera ses vœux aux armées seulement 28
Avec l'armée, Macron est toujours d'attaque 28
Le chef de l'Etat annule tous ces vœux, sauf ceux aux armées. Depuis le début des Gilets Jaunes, ce sera son troisième déplacement militaire 28

Ministres 29
Castaner dévoile ses pistes pour l'ordre public… sans citer les Gilets jaunes 29
"Division et désordre" 29
Chantiers à venir 29
La minarm s'intéresse à un F4 30
http://lemamouth.blogspot.com/ jeudi 10 janvier 2019 par le journaliste Jean-Marc Tanguy 30
La ministre des Armées annonce un « financement exceptionnel » pour la recherche aérospatiale française 30
CEMA 31
Le chef d'état-major des armées à la rencontre des militaires de l'opération Sentinelle 31
CEMAA/Armée de l'Air 32
Le général Lavigne rencontre les aviateurs au Levant 32
DGGN/Gendarmerie Nationale 33
Le DDGN et la cagnotte pour Dettinger : "Quand on subventionne, on cautionne " (audio) 33
Cagnotte de l'ex-boxeur : le directeur de la gendarmerie nationale "indigné" 34
5 – Chroniques & Libres propos 34
CES 2019 : la France est assise sur un tas d'or 34
L'ère des réseaux interconnectés 34
IA, blockchain... ces innovations technologiques bientôt à la portée de tous 35
Devenir un acteur majeur de cette création de valeur 35
Ordre mondial: pourquoi 2019 fait craindre le pire 36
Les mêmes causes produisent les mêmes effets 36
Tout est fait pour n'y rien comprendre 36
La subversion de l'économie 37
Le politique enchaîné 37
Trump rebat les cartes 38
L'heure des choix 38
Crise sociale : halte au lynchage 39
« Collabos » 39
6 – Actualités internationale 39
AFRIQUE 39
80 militaires américains déployés au Gabon, prêts à intervenir en RDC 40
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 05.01.2019 Par Philippe Chapleau 40
Tentative de coup d'Etat au Gabon, quatre officiers mutins arrêtés 41
Gabon : le putsch fait pschitt mais la reprise en main s'annonce violente 42
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 07.01.2019 Par Philippe Chapleau 42
Une tentative de coup d'État militaire a été déjouée au Gabon 43
CENTRAFRIQUE 45
Des combats entre les forces armées centrafricaines et des groupes armés de l'ex-Séléka signalés près d'une ville minière 45
CONGO 46
République Démocratique du Congo. Victoire pour l'opposant Félix Tshisekedi à la présidentielle 46
Le vainqueur rend hommage à Kabila 46

Crainte de violences 46
Rumeurs sur des négociations secrètes 47
Fayulu dénonce un putsh électoral 47
ÉGYPTE 47
Moyen-Orient : au Caire, Mike Pompeo prend le contre-pied de Barack Obama 47
L'Amérique comme « une force du bien au Moyen-Orient » 48
Rassurer sur l'aide américaine 48
MALI 49
20 membres de groupes armés terroristes mis hors de combat au Mali 49
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 10.01.2019 Par Philippe Chapleau 49
Sécurité dans le centre du Mali : la stratégie du Premier ministre divise les parlementaires 50
Renforcer la sécurité 50
Des victimes plus nombreuses 51
MAROC 51
Lutte contre le changement climatique : le Maroc parmi les cinq pays les plus engagés au monde 51
«Mention Bien» dans les catégories «émissions de GES» et «politique climatique» 52
NIGÉRIA 52
Le président nigérian admet des revers face aux jihadistes issus du groupe Boko Haram 52
AMÉRIQUES 54
BRÉSIL 54
À peine investi, Bolsonaro lance l'offensive sur l'Amazonie 54
Le nouveau président brésilien veut exploiter davantage l'Amazonie, y compris les terres des populations amérindiennes. Quel est son réel pouvoir de nuisance? 54
Le modèle Trump 54
Les terres autochtones sous tutelle de l'agrobusiness 55
Une gauche pas toujours très verte 56
Réforme du code forestier en 2012 57
Un frein éventuel: le morcellement du Congrès 57
CANADA 58
Le Canada termine sa mission de police du ciel en Roumanie 58
De nouveaux signaux venus de l'espace intriguent les scientifiques 59
ÉTATS-UNIS 61
Trump pourrait-il forcer l'armée US à construire son mur? 61
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 08.01.2019 Par Philippe Chapleau 61
L'épave du Hawker d'ATAC sortie de l'eau à Hawaï 62
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 10.01.2019 Par Philippe Chapleau 62
L'US Air Force accepte son premier ravitailleur KC-46A de Boeing 63
Malgré des défauts, l'US Air Force a pris possession de son premier avion ravitailleur KC-46 Pegasus 63
Le Service de Santé des Armées américain pourrait perdre 13% de ses effectifs 64
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 12.01.2019 Par Philippe Chapleau 64

L'Administration Trump «dégrade» le statut diplomatique de l'Union européenne 65
Un retrait en catimini 65
Trump prêt à faire durer le «shutdown» : quelles conséquences pour les Américains ? 66
● Chômage technique 67
● Données économiques 67
Le «shutdown» de Trump, l'un des plus longs de l'histoire américaine 68
●1981, deux jours 69
● 1982, un jour puis trois jours 69
● 1983, trois jours 69
● 1984, deux jours puis un jour 69
● 1986, un jour 70
● 1987, un jour 70
● 1990, trois jours 70
● 1995, cinq jours 70
● 1995-1996, vingt-et-un jours 70
● 2013, seize jours 70
● 2018, trois jours puis un jour 70
● 2018-2019, au moins seize jours (en cours) 71
Le «shutdown» 2019, moins perturbant que l'édition 2013 sous Obama 71
Le Pentagone pas affecté 71
Californie : Trump menace de couper l'aide fédérale pour les incendies 72
L'ex-directeur de campagne de Trump a partagé des données internes avec un Russe 72
Paul Manafort est accusé d'avoir partagé des sondages avec un homme soupçonné d'être lié aux services de renseignement de Moscou. 72
Alexandria Ocasio-Cortez débarque au Congrès avec une proposition qui fait trembler les plus riches américains 74
Elle veut taxer ceux qui touchent plus de 10 millions par an à 60-70%. 74
Une taxe à hauteur de 60%, 70% 74
"Elle dit simplement ce que de bons économistes disent" 74
Pas une "petite fille" 75
"Seuls les radicaux ont, dans l'Histoire, changé ce pays" 75
États-Unis: la Maison-Blanche pourrait renoncer au béton de son mur… 76
Trump peut-il décréter l'État d'urgence pour construire son mur ? 76
Trump exhorte les démocrates à financer une "barrière en acier" à la frontière avec le Mexique 77
Le président américain faisait sa première "allocution à la Nation" depuis le bureau ovale de la Maison Blanche. 77
Donald Trump a littéralement claqué la porte d'une réunion sur le shutdown 79
Le président a subitement quitté une rencontre avec les démocrates Chuck Schumer et Nancy Pelosi, au sujet du mur à la frontière avec le Mexique. 79
Trump assure qu'il ne bougera pas 80
Trump a quitté la salle après avoir "distribué des bonbons" 81
L'hypothèse d'une "urgence nationale" 81
Donald Trump assure qu'il n'a pas demandé au Mexique de faire un chèque pour son mur. Sauf que... 82
L'idée du président américain pour faire payer son mur par le Mexique a beaucoup évolué depuis 2015... 82

Payer par le biais d'un accord de libre-échange 82
"Un paiement en une fois de 5-10 milliards" 83
Donald Trump dans une mauvaise passe 83
Démissions en cascade, menaces d'enquêtes parlementaires, shutdown : le président américain est soudain sur la défensive 83
Les démissions s'accumulent et fragilisent la présidence Trump 83
Trump est sur la défensive 85
Pas de cadeau 85
Au Texas, les élus des régions frontalières sont opposés au mur de Trump 85
Même certains Républicains considèrent qu'un mur est une façon inefficace et coûteuse de contrôler la frontière. 85
Le "shutdown" du gouvernement des Etats-Unis devient le plus long de leur histoire 86
Qui est Hedy Lamarr, la star hollywoodienne qui a inventé le Wifi ? 87
ASIE 89
CHINE 89
Le chasseur chinois post J-20 dès 2035 ? 89
Pékin proteste contre la présence d'un destroyer américain près d'un îlot contesté en mer de Chine méridionale 92
Face aux États-Unis, Pékin sort l'artillerie lourde 93
La Chine s'en prend à Taïwan pour faire pression sur les États-Unis avant les négociations commerciales du mois de mars. 93
Réunion à huis clos 94
Taïwan dans la ligne de mire 94
Faire d'une pierre deux coups avec la réunification 94
La «mère de toutes les bombes chinoises» 95
Négociations en mars 96
Chang'e 4 : Deux engins chinois sur la face cachée de la lune 96
La population chinoise devrait culminer à 1, 44 milliard en 2029 98
Recul de la force de travail 98
CORÉES 99
Kim Jong-un promet des «résultats» de son prochain sommet avec Trump 99
INDONÉSIE 99
L'armée de l'air indonésienne commande 8 hélicoptères Airbus H225M 99
JAPON 100
Les Japonais voudraient accueillir le Charles-de-Gaulle pour une escale 100
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 11.01.2019 Par Philippe Chapleau 100
Tokyo souhaite que le porte-avions Charles de Gaulle fasse une escale au Japon 101
Le pays claque la porte de la Commission baleinière internationale (actualisé) 103
Le Japon reprend la chasse à la baleine : et si cela était une bonne chose pour les cétacés... 103
MALAISIE 104
Mystérieuse abdication du roi Muhammad V de Malaisie 104
Un profil atypique et un mariage secret 104
TAÏWAN 105

Face à la menace chinoise, les forces taïwanaises vont revoir leur préparation opérationnelle 105
EUROPE 106
Pologne. Un employé chinois de Huawei arrêté pour espionnage, Pekin se dit « très préoccupé » 106
La directrice financière arrêtée en décembre 107
EUROPE (Union européenne) 107
Brexit : L'UE près d'un accord sur les sociétés d'investissement 107
L'état de droit ne se marchande pas. Tusk et Juncker admonestent Bucarest 108
Washington a discrètement déclassé l'UE de son statut protocolaire 109
Un déclassement très discrètement effectué 110
Encore une mesure de Barack Obama défaite par Donald Trump 110
Bitcoin, ICO : de nouvelles lois nécessaires en Europe selon les régulateurs 110
Harmonisation européenne nécessaire 111
Loi anti-blanchiment sur les échanges crypto à crypto 112
"Ne pas légitimer les crypto-actifs" 112
Ford ne quittera pas l'Europe, mais restructure ses activités 113
Des milliers de suppressions de postes 113
Jaguar supprime 4 500 emplois 114
Une solution en vue pour les rescapés du Sea Watch 3 ? 114
Un siège permanent à l'ONU pour l'UE. Est-ce une si bonne idée ? 115
Le débat sur l'Europe politique peut, et doit, être relancé 116
Une présidence roumaine… de tous les dangers 119
FRANCE 121
Une nouvelle pétition lancée pour rapatrier les cendres de Napoléon III en France 121
Napoléon III, une réputation usurpée ? 121
Stress, angoisse, pression : comment l'armée relève le moral des troupes 122
Longtemps tabou, le stress des soldats en opération fait désormais l'objet de toutes les attentions. Pour les aider, des médecins militaires et des psychologues ont développé des techniques de relaxation ou de projection mentale, les TOP. Revue de détail. 122
De nombreux exercices corporels 122
Gérer le stress en opération mais aussi au quotidien 123
Une "boîte à outils" multitâche 123
Incitation au départ de certains personnels militaires : le dispositif pour les années 2019 à 2025 publié 125
Une réforme simplifie la reconversion des militaires et des anciens militaires dans la fonction publique civile 126
Prélèvement à la source : Darmanin en opération déminage pour un premier bilan 128
Baisse des appels 129
Les retraités en première ligne 129
5, 5 milliards d'acomptes 129
6 millions de contribuables font des dons 130
Le retour des campements de migrants à Paris 130
Trois des quatre auteurs du bombardement ayant tué et blessé des militaires français à Bouaké renvoyés aux assises 131
M. Macron, votre grand débat doit avoir lieu dans les urnes 132
Les législatives anticipées, issue normale des grandes crises 132

Mieux vaut des empoignades d'assemblées que les caillassages du samedi. En France et ailleurs, les élections législatives anticipées sont l'issue normale des grandes crises. Une possible cohabitation ne serait une catastrophe ni pour le pays… ni pour Macron. 133
La discussion n'est plus possible 133
Vite des élections… 133
…et la cohabitation ! 133
Juste proportion 133
Chassez le FN… 134
…il revient au galop 134
En Italie, les gilets jaunes sont au pouvoir 134
Macron, le roi de la cohabitation ? 134
POINT DE VUE. Gilets jaunes et « RIC » : référendum et soif de démocratie 135
Rénover notre vie démocratique 135
Castaner dément avoir écrit cette (fausse) lettre 136
Sur Twitter, le ministre de l'Intérieur s'est insurgé contre cette fake news, partagée notamment sur des pages de gilets jaunes. 136
Déterminé, Emmanuel Macron veut aller "plus loin et plus fort" dans les réformes 138
Fermeté et main tendue 138
Pour le gouvernement, le grand débat national fera office de test 139
Philippe annonce une "loi nouvelle" durcissant les sanctions contre "les casseurs" 139
Au 20-Heures de TF1, le Premier ministre a aussi annoncé un dispositif policier "considérable" pour l'"acte 9" samedi 12 janvier. 139
Renforcer le principe du "casseur payeur" 140
Les premières doléances du grand débat sont là (et le mariage pour tous n'est nulle part) 141
Une première synthèse liste les revendications de gilets jaunes et citoyens recueillies dans 5000 mairies en France. 141
Des doléances reprenant les grandes thématiques des gilets jaunes 141
Gilets jaunes : pourquoi Marine Le Pen est la seule à en profiter 142
Prête à être Premier ministre en cas de dissolution 142
S'il voyait le jour, comment le référendum d'initiative citoyenne pourrait-il être encadré ? 143
Gilets jaunes: Comment la Manif pour tous tente d'infiltrer le mouvement 145
La fin du mariage pour tous arrive en tête d'une plateforme de revendications. Pourtant, le sujet n'a jamais figuré parmi les priorités des gilets jaunes. 145
L'offensive des anti-mariage pour tous 146
Rapprochement sur les ronds-points 147
«Gilets jaunes» : Benjamin Griveaux évacué après une intrusion dans son ministère 148
"Gilets jaunes": 35 gardes à vue à Paris 151
EN VIDÉOS - «Gilets jaunes» : un manifestant filmé en train de frapper un gendarme 152
Christopher Dettinger, star des Facebook de gilets jaunes après ses coups sur des gendarmes 153
Conspué par la grande majorité des politiques, l'homme qui a frappé plusieurs membres des forces de l'ordre est soutenu par toute une communauté. 153
"Et l'autre boxeur ?" 156
Les gilets jaunes annoncent déjà un acte IX, "au centre de la France" 158

L'acte 8 ce samedi 5 janvier a rassemblé plus de manifestants que la semaine dernière. 158
Une "acte 8" émaillé de violences 158
Le gouvernement communique enfin sur les radars : «près de 60% d'entre eux» sont dégradés 159
"Imbéciles, inconscients, inconséquents" 159
Jusqu'à 5 ans de prison et 75 000 euros d'amende 159
«Gilets jaunes» : tentative de discernement des dernières revendications 160
● Le Référendum d'initiative citoyenne 160
● Moins d'impôts et de taxes, un SMIC à 1300 euros... 160
● La retraite à 60 ans 161
● Un sentiment d'incompréhension 161
● La question du mariage pour tous 162
EN IMAGES - "Gilets jaunes" : de nouveaux slogans 162
Après « l'acte 8 », Gilets jaunes et gouvernement sont de nouveau face à face 163
« Une impression de 17 novembre » 164
Violences envers les forces de l'ordre 164
Le gouvernement dénonce l'attitude de l'opposition 164
Un fichier de « manifestants violents » 165
«Gilets jaunes» : comment le grand débat national va se dérouler 165
L'hypothèse d'un référendum 165
La mise en lumière des «gilets jaunes» a caché leur côté sombre 166
Si les leaders du mouvement ont su se mettre en scène, les médias ont péché par la faiblesse de leurs investigations 166
Storytelling spectaculaire 166
La redoutable efficacité du visuel 167
Force de l'image, faiblesse de l'investigation 167
Une sémiologie dieudonniste 168
Le règne du populisme digitalisé 169
Les «foulards rouges» préparent leur mobilisation du 27 janvier à Paris 169
«Ce qui est en train de se passer, c'est un putsch !» 170
8000 personnes ont annoncé leur venue 170
Cagnotte contre cagnotte: les forces de l'ordre font mieux que Christophe Dettinger 171
"La République triomphera toujours face aux voyous" 171
Gilets jaunes: le "référendum des percepteurs", la menace qui remonte 172
Avec son "opération je sauve mes ronds", Maxime Nicolle, un des visages de la mobilisation, veut viser Emmanuel Macron et le système banquier. 172
"C'est légal, c'est pas violent et c'est notre argent" 173
Serpent de mer 174
Les rumeurs concernant la cagnotte des policiers sont-elles fondées ? 176
Une augmentation exponentielle des dons en pleine nuit 176
44,07% de dons en double/triple/quadruple sur 1700 dons analysés 177
Cagnotte Leetchi en soutien aux policiers : d'étranges donateurs nocturnes et insomniaques 177

«Une attaque robot» 178
Les "TOPs" : ces techniques utilisées par les athlètes et validées par l'armée 178
Entretien avec Michel Nicolas, chercheur au laboratoire de socio-psychologie et management du sport de l'Université de Bourgogne. 178
Sciences et Avenir : Les techniques d'optimisation du potentiel (TOP) sont-elles transposables dans le milieu du sport ? 179
Qu'entend-on par "préparation mentale" des sportifs ? 179
Travaillent-ils aussi sur la gestion du stress ? 179
GRANDE-BRETAGNE 180
Brexit : les députés britanniques infligent un nouveau revers à Theresa May 180
Officiellement, pas de report prévu 180
Brexit. Jeremy Hunt déclare que le Brexit pourrait ne pas avoir lieu 181
« Risque d'une paralysie du Brexit » 181
Le Parlement contraint l'action de Theresa May 181
Les millennials dans le viseur des recruteurs de l'armée britannique 182
L'armée adapte son vocabulaire à la nouvelle génération pour rattraper son retard dans les recrutements. 182
Rattraper les jeunes 182
Viser les plus vulnérables 183
1 soldat sur 5 inapte: l'armée de terre britannique est vraiment à la peine 183
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 09.01.2019 Par Philippe Chapleau 183
Environ 20% des soldats de la British Army seraient inaptes pour être déployés sur un théâtre extérieur 184
ITALIE 185
"N'abandonnez pas" : le vice-Premier ministre italien déclare sa flamme aux gilets jaunes... et propose son aide 185
"Le gouvernement Macron ne se montre pas à la hauteur des attentes" 186
"Un gouvernement qui a plus de 60% d'opinion positive" 186
L'Italie plonge dans un classement des démocraties 187
Le pays est passé de la 21e place l'an dernier à la 33e place du classement. 187
The retreat of global democracy stopped in 2018 188
"Rhétorique anti-étrangers" 188
MADAGASCAR 189
Présidentielle à Madagascar : la victoire d'Andry Rajoelina confirmée par les résultats définitifs 189
« C'est une nouvelle page qui s'ouvre » 189
Madagascar : Marc Ravalomanana accepte sa défaite et félicite Andry Rajoelina 190
MOYEN-ORIENT 191
ARABIE SAOUDITE 191
Fin des divorces secrets en Arabie saoudite: les femmes recevront désormais un texto du tribunal 191
Jusqu'à présent, il était courant que les maris divorcent sans en informer leur épouse. 191
Connaître sa situation et ses droits 191
Tutelle masculine 192
IRAK 192
Cette étudiante a rejoint l'Irak pendant l'été pour aider les chrétiens d'Orient 192

À la rencontre des réfugiés 193
Les «SOS cafés», permettent se rencontrer autour d'un buffet, de jeux de cartes ou de loto 193
Avant l'arrivée de Daesh, les habitants ont pu cacher les objets chers à leur patrimoine. 193
■ L'association SOS Chrétiens d'Orient en bref: 194
IRAN 195
La marine iranienne annonce (encore) le déploiement prochain de deux navires dans l'océan Atlantique 195
La Banque d'Iran propose de supprimer quatre zéros du rial 196
ISRAËL 196
Israël-Palestine : la présentation du plan de paix de Donald Trump repoussée en raison du contexte tendu 196
Nouveau délai 197
Visite de John Bolton 197
Une société minière découvre un minéral inconnu sur Terre 197
SYRIE 198
Deux militaires britanniques auraient été gravement blessés lors d'une attaque de Daesh en Syrie 198
Retrait des troupes américaines de Syrie : Trump et Macron se sont parlé par téléphone 199
La Turquie veut jouer un rôle 200
Syrie: deux fois plus de frappes aériennes après l'annonce du retrait par Trump 201
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 08.01.2019 Par Philippe Chapleau 201
Syrie : Le président Trump parle maintenant d'un retrait mené à un « rythme adapté » et de façon « prudente » .. 201
Syrie : Les présidents Macron et Trump ont discuté d'un « retrait réfléchi et coordonné » des forces américaines . 202
Moyen-Orient : fin de missions des F-16 néerlandais 204
Syrie : La police militaire russe patrouille dans les environs de la ville de Manbij 204
Syrie: retrait engagé selon les Américains, Chammal pas concerné selon Paris 206
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 11.01.2019 Par Philippe Chapleau 206
Les forces américaines commencent à retirer des équipements de Syrie [MàJ] 207
Déni de justice envers les djihadistes étrangers détenus en Syrie 208
Torturés, exécutés ou privés de procès, les djihadistes occidentaux détenus en Syrie sont oubliés par leurs gouvernements respectifs. 208
Têtes pensantes du djihadisme 209
Les enfants d'abord 209
Procès inéquitables 210
Ouighours, Ouzbeks et Tchétchènes 210
Syrie : Les jihadistes ont pris le contrôle total de la provice d'Idleb 211
TURQUIE 212
Bolton quitte Ankara sans avoir été reçu par Erdogan 212
Ankara menace de lancer son offensive contre les milices kurdes syriennes sans attendre le retrait américain 213
YÉMEN 214
Le cerveau de l'attentat contre l'USS Cole éliminé au Yémen 214
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 06.01.2019 Par Philippe Chapleau 214
OCÉANIE 215
AUSTRALIE 215
Arrivée en Australie de deux premiers F-35A 215
ORGANISATIONS INTERNATIONALES 216

Banque mondiale 216
Départ subit du président de la Banque mondiale 216
La Banque mondiale baisse à son tour ses prévisions de croissance 216
Un coup de frein généralisé 217
Menaces sur la croissance 218
OTAN 218
En prenant la tête de la force de réaction très rapide de l'Otan, l'armée allemande passe un « test de résistance » 218
RUSSIE 219
La Russie attend 100 aéronefs en 2019 219
SANTÉ 220
La sortie d'hôpital encore mal organisée 220
Un document remis dans seulement 40% des cas 220
Des problèmes liés aux médicaments 221
CANCER 222
Ce qu'il faut faire ou pas pour minimiser les risques de cancer 222
DENGUE 223
Plusieurs nouveaux foyers actifs recensés 223
Attention : la dengue gagne du terrain 223
DIVERS 224
Une molécule pour empêcher le système immunitaire de devenir un instrument de la tumeur 224
Une protéine-clef 224
Vers une thérapie ? 224
7 – OPEX 225
POINT DE SITUATION DES OPÉRATIONS 225
Point de situation des opérations du 4 au 10 janvier 225
BARKHANE (SAHEL) 228
BARKHANE : Réveillon auprès des unités déployées pour le commandant de la force 228
BARKHANE : une formation logistique au profit de l'armée nationale tchadienne 229
BARKHANE : Entraînement pour les pompiers de Niamey 229
BARKHANE : Focus sur le train de combat numéro 2 de Gao 230
BARKHANE : Les détachés de liaison maliens et nigériens intègrent le Centre opération de la région du Liptako 232
BARKHANE : En opération dans la région d'Akabar 232
BARKHANE : Partenariat « approvisionnement et maintenance des matériels » au profit de l'armée tchadienne 233
BARKHANE : Livraison par air au profit des groupes de commandos parachutistes 234
BARKHANE : Immersion au sein d'un peloton de recherche et d'intervention en opération 235
BARKHANE : A bord du C-135, l'avion ravitailleur de la force 236
Mali : La force Barkhane vise un camp d'entraînement terroriste et neutralise une vingtaine de jihadistes 237
BARKHANE : Fouille des massifs rocheux près du village d'Hamakat 238
BARKHANE : Dans la peau d'un chargé de prévention 239
CHAMMAL (IRAK) 240
CHAMMAL : Appui aérien à la reprise d'Hajin 240
CHAMMAL : Le détachement de protection, maillon essentiel de la base aérienne projetée au Levant 240
CHAMMAL : Le sergent Clément, Instructeur « Heavy Weapon » à la Task Force Narvik 241
CHAMMAL : 1 500 frappes aériennes effectuées dans le cadre de l'opération Chammal 242
CHAMMAL : Bilan 2018 de l'opération 243
MISSIONS OTAN 244

EAP 244
La Pologne prend la tête de la Baltic Air Policing 244
MISSIONS DE L'UNION EUROPÉENNE 245
République Centrafricaine 245
EUTM-RCA : Fin de formation pour le bataillon amphibie 245
MISSIONS ONU 246
République Centrafricaine 246
Centrafrique : Deux Mirage 2000 français ont fourni un appui aérien à la mission des Nations unies à Bambari 246
DAMAN (Liban) 247
DAMAN : Les soldats français œuvrent pour la francophonie au Liban 247
DAMAN : Entraînement conjoint du génie avec les forces armées libanaises 248
DAMAN : Portrait du lieutenant Antoine, chef de peloton 248
8 – MISSINT 249
SERVICE NATIONAL 249
Service national : l'Observatoire de la laïcité préconise d'autoriser aux jeunes de 14 à 16 ans... le port de signes religieux 249
Arguties juridiques 250
Voiles, kippas, turbans et croix autorisés au service national universel 252
L'Observatoire moins laïque qu'un groupe de travail 252
[VIDÉO] Service national : Jean-Michel Blanquer recale l'Observatoire de la laïcité et s'oppose aux signes religieux 253
Un ministre plus laïque que l'Observatoire 254
9 – Défense de par le Monde 254
Faute d'accord avec les États-Unis, la Croatie pourrait renoncer à acquérir 12 F-16 d'occasion auprès d'Israël 254
La Croatie renonce officiellement à acquérir 12 avions F-16 d'occasion auprès d'Israël 255
La Roumanie suspend un appel d'offres pour 4 corvettes, alors que Naval Group était donné gagnant 256
10 – Nos Forces Armées 257
ATLAS « Accès en tout Temps, en tout Lieu Au Soutien » 257
ATLAS, l'espace qui va faciliter les démarches administratives des militaires 258
Les conditions pour bénéficier de tarifs SNCF réduits ont été assouplies pour les familles des militaires 259
Trois Français sur quatre ont confiance dans l'armée 260
L'Agence de l'innovation de Défense lance un défi pour améliorer la sécurité des bases aériennes 260
a – Armée de Terre 261
11 femmes et un vieux VPS dans la pub 261
http://lemamouth.blogspot.com/ mardi 8 janvier 2019 par le journaliste Jean-Marc Tanguy 261
Salon des peintres de l'Armée 2019 : ouverture des candidatures 261
Des œuvres sélectionnées par un jury 262
À retenir 262
Modalités d'inscription 262
Sortie du Brennus n°2 262
Deux sapeurs-pompiers et deux civils tués dans l'explosion au gaz, ce matin à Paris 263
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 12.01.2019 Par Philippe Chapleau 263
Deux militaires de la Brigade de Sapeurs-Pompiers de Paris mortellement blessés par une explosion due au gaz [MàJ] 264
b – Marine Nationale 265
Activités de rayonnement pour la Marne dans sa ville marraine 265
Le La Motte-Picquet signe son premier partenariat avec une classe de « défense et sécurité globale » 266

La Marine nationale songerait à prolonger un second sous-marin nucléaire d'attaque de type Rubis 267
La BAN de Landivisiau accueille le premier Rafale F3-R 267
Première corvette de l'année pour les élèves de l'École navale 268
Marine nationale : La Flottille 11F sera la première unité à être dotée de Rafale portés au standard F3R 269
c – Armée de l'Air 270
40e anniversaire de la base aérienne école de Rochefort : la journée des chefs 270
Un Mirage 2000D porté disparu alors qu'il survolait le Jura 270
Un chasseur tous temps 271
http://lemamouth.blogspot.com/ mercredi 9 janvier 2019 par le journaliste Jean-Marc Tanguy 271
Crash du Mirage 2000D : les dernières infos 271
http://lemamouth.blogspot.com/ mercredi 9 janvier 2019 par le journaliste Jean-Marc Tanguy 271
Communiqué : Perte de contact radio/radar avec un Mirage 2000 D 272
Accident du Mirage 2000: les deux membres d'équipage sont morts 273
Un Mirage 2000 avait disparu des radars entre le Doubs et le Jura mercredi. 273
Qui sont les deux officiers victimes du crash du Mirage dans le Jura ? 273
29 et 30 ans 274
Encore des moyens importants autour du crash 274
http://lemamouth.blogspot.com/ vendredi 11 janvier 2019 par le journaliste Jean-Marc Tanguy 274
Crash du Mirage 2000D : les accidents mortels sont devenus très rares 275
L'armée de l'air a confirmé la mort du capitaine Baptiste Chirié et de la lieutenant Audrey Michelon 275
[InMemoriam] Décès du capitaine Baptiste Chirié et de la lieutenant Audrey Michelon 276
d – Gendarmerie Nationale 277
Acte 8 des gilets jaunes : la gendarmerie mobilisée a protégé, maintenu l'ordre, malgré des agressions scandaleuses qui feront l'objet de réponses 277
Les blessés de l'EGM 24/5 de Grenoble reçus par le DGGN et le ministre de l'Intérieur 278
Le témoignage des gendarmes mobiles blessés sur la passerelle 279
Le boxeur s'exprime sur Facebook 279
La cagnotte fait polémique 280
Un gendarme condamné à 6 mois de prison avec sursis pour avoir blessé une opposante au barrage de Sivens 280
Les premiers pas de la guardia civil à l'école de gendarmerie de Dijon 281
L'hélico du PGHM en 'appui patin'. Une prouesse ordinaire ? 281
e – Service de Santé 282
Inauguration d'un poste médical avancé à Kidal 282
Témoignage : devenir cadre de santé au sein de la médecine des forces 283
f – Renseignement 285
L'Académie du renseignement décerne ses premiers grands prix 285
Jean-Christophe Notin et Baptiste Colom y Canals ont été récompensés pour leurs travaux 285
Les écouteurs sans fil d'Apple, nouveau gadget d'espionnage ? 285
g – Cybersécurité 286
h – Service du commissariat des armées 287
Plan famille 287
i - Service des essences des armées 288
j - Forces Prépositionnées 288
Forces de Souveraineté 288
FAA : Le Ventôse de retour en Martinique après deux mois au large de l'Afrique 288

FAZSOI : Coopération entre le Nivôse et les garde-côtes mauriciens 289
Forces de Présence 289
EFG : Formation nautique au profit du Bataillon amphibie des forces armées centrafricaines 289
EFS : L'équipe transit en action 290
EFS : Audit d'un bataillon guinéen à Kidal 291
EFS : Formation à la protection des emprises au profit des forces maliennes 292
k - Réserves 292
l - D.G.A. 293
Participer au Défi PRODEF – (systèmes de protection défense des bases aériennes) 293
Calendrier du défi 293
Critères de participation : 293
Florence Parly annonce des investissements pour l'avenir de l'ONERA 294
Madame Florence Parly, ministre des Armées ONERA Palaiseau, le 10 janvier 2019 295
Florence Parly annonce des investissements pour le futur de l'ONERA 298
11 – France : Armements & Industries 299
Généralités 299
Les Gilets jaunes appellent à retirer l'argent des banques : est-ce dangereux ? 299
Maxime Nicolle, alias "Fly Rider" du mouvement des Gilets jaunes, incite à retirer l'épargne des banques pour faire plier le gouvernement. Ce phénomène économique bien connu s'appelle un "bank run" ou une "panique bancaire". Il est très dangereux mais reste improbable. 299
Plusieurs références dans l'histoire économique 299
342 millions d'euros retirés chaque jour en France 300
Finances 301
Réformes : "Les "Gilets jaunes" ont écorné la confiance des investisseurs étrangers" 301
Les Fintech françaises ont récolté 365 millions d'euros en 2018, un nouveau record 304
Encore trop peu de champions tricolores 304
La Fintech française connaît une deuxième vague 305
Top 10 des levées de fonds des Fintech françaises en 2018 306
Industries 306
La fusion Alstom Siemens serait "proche du déraillement" 306
Inquiétudes à Londres, Bruxelles, Madrid et Amsterdam 307
Industrie. Rachat des chantiers navals de Saint-Nazaire : l'Europe va enquêter 307
Nuire à la concurrence ? 308
SEB rachète le numéro 2 américain des machines à café filtre 308
Les jolis coups de Vinci dans les aéroports confortent son statut de favori pour ADP 309
Doublement de la capacité 309
Les succès à l'international confortent la crédibilité industrielle de Vinci 310
Les aéroports compenseront la fin des concessions des autoroutes 310
Vinci veut avoir le contrôle d'ADP 310
Les entreprises tricolores de plus en plus disposées à acheter du "Made in France" 311
Seuls 10% des acheteurs considèrent le "Made in France" comme une contrainte 311
La réduction des coûts reste prioritaire pour les entreprises pour 2019 311
Delta commande quinze Airbus A220 supplémentaires 312
Un marché de 7000 avions régionaux en 20 ans 312

Industries d'armement 312
Clap de fin entre Michel Drucker et les industriels de défense 312
Refus des industriels de financer l'émission 313
Une émission à 1 million d'euros 313
La der des der ? 313
101 Rafale dans le carnet de commandes de Dassault aviation 314
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 07.01.2019 Par Philippe Chapleau 314
Essai du Simbad-RC de MBDA contre une cible de surface 314
SCAF : un contrat en janvier, un démonstrateur en juin 315
http://lemamouth.blogspot.com/ jeudi 10 janvier 2019 par le journaliste Jean-Marc Tanguy 315
28 mars : 2e Journée Innovations Métallurgiques pour l'Industrie de la Défense 315
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 10.01.2019 Par Philippe Chapleau 315
Le missile anti-aérien MISTRAL peut aussi être efficace contre des embarcations rapides 316
SCAF : le démonstrateur devrait voler « autour de 2025 » 317
Technologie numérique 317
IA vocale, robotique, 5G, voitures autonomes... ce qu'il faut attendre du CES 2019 317
CES 2019 : une batterie nomade universelle signée Otonohm 319
Pour les professionnels et les particuliers sportifs 319
Et aussi... 319
Transports 320
L'État met en compétition la SNCF sur les lignes ferroviaires Nantes-Lyon et Nantes-Bordeaux 320
"Que le meilleur gagne !" 321
Nantes-Lyon et Nantes-Bordeaux : 25 millions d'euros au frais de l'Etat 321
Ben Smith et les syndicats d'Air France enterrent Joon 321
Intégration des hôtesses et stewards de Joon à Air France 322
Joon, un positionnement illisible 322
Stratégie axée sur le haut de gamme 322
La problématique des coûts n'est pas réglée 323
12 – Le Monde : Modernisations & Équipements 323
Bourse 323
Rebond record à Wall Street qui reprend espoir 323
Jerome Powell pas prêt de démissionner 324
Industries 324
Aéronautique : Boeing l'emporte sur tous les tableaux face à Airbus 324
La performance commerciale de Boeing a surpris 325
Airbus se rapproche de Boeing en termes de production 325
L'énorme crash du marché des satellites de télécoms commerciaux en 2018 326
Des constructeurs français performants 326
Le marché fermé également atone 326
Lancement de satellites : le leader, c'est qui ? C'est Arianespace 327
Une très bonne année commerciale en 2018 327

Jusqu'à 12 lancements en 2019 328
Technologie 328
La télé « enroulable » de LG bientôt dans vos salons 328
Le smartphone de demain 329
Technologie numérique 329
CES 2019: 420 entreprises françaises présentes à Las Vegas 329
Peu de politiques 329
10.000 startups au CES : et les gagnants sont... 330
Ecrans, voiture autonome, smart home, French Tech... ce qu'il faut retenir du CES 2019 331
- Google star de la maison connectée, devant Amazon 331
- Démesure des écrans 331
- La voiture autonome en force 332
- Grand succès pour la French Tech et le business entre Français 332
- Le smartphone pliable ne convainc pas 333

13 – Rubriques divers (Conférences, etc) 333
Conférences 333
Conférence à Rennes: "Comment les citoyens réagissent-ils à la surveillance électronique de masse": 333
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 08.01.2019 Par Philippe Chapleau 333
Michel Goya, invité de Minerve le 24 janvier, à l'Ecole militaire 334
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 12.01.2019 Par Philippe Chapleau 334
14 – Livres & Publications 334
Livres 334
A la découverte du 1er Groupement de sapeurs-pompiers de Paris 334
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 06.01.2019 Par Philippe Chapleau 334
15 – Société 335
Sciences 335
Le réchauffement climatique transforme les mésanges en tueurs en série 335
Une montée de la violence ne met cependant en danger la survie des deux espèces 336
Climat: Les océans se réchauffent plus vite que ce que les mesures indiquaient 336
2018 sera sans doute l'année la plus chaude 338
Nouvelles balises plus précises 339
Océan Arctique 339
Arctique: l'US Navy pourrait s'installer dans le détroit de Béring 339
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 09.01.2019 Par Philippe Chapleau 339
Océan Indien 340
Le 11 janvier à Saint-Denis 340
Un hommage organisé pour les gilets jaunes "tombés pour la France" 340
Océan Pacifique 341
Océan Pacifique: Une partie des profondeurs serait en train de se refroidir 341
Circulation des eaux 341

Compenser le réchauffement de la surface 342
Le Monde est fou ! 342
Un appel aux dons pour soutenir l'agresseur présumé de deux gendarmes fait polémique 342
Insolite 344
Par erreur, un astronaute appelle les secours depuis l'espace 344
16 – Vie de l'UOROI 345

1 – Lois et décrets



PRÉSIDENCE DE LA REPUBLIQUE

AUTRES DECISIONS

Décret du 4 janvier 2019 portant attribution de la médaille nationale de reconnaissance aux victimes du terrorisme
https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000037952913&dateTexte=&categorieLien=id

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Avis de vacance d'un emploi de flûtiste à l'orchestre de la garde républicaine
https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000037965364&dateTexte=&categorieLien=id

Avis de vacance d'un emploi de clarinettiste à l'orchestre de la garde républicaine
https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000037965370&dateTexte=&categorieLien=id

Avis de vacance d'un emploi de violoncelliste à l'orchestre de la garde républicaine
https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000037965376&dateTexte=&categorieLien=id

Décision du 4 janvier 2019 fixant la répartition des sièges attribués aux organisations syndicales représentatives au sein du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail placé auprès du directeur général de la gendarmerie nationale
https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000037968085&dateTexte=&categorieLien=id

Arrêté du 31 décembre 2018 modifiant l'arrêté du 17 novembre 2010 fixant les titres professionnels et la qualification exigés pour la promotion des sous-officiers de gendarmerie aux grades de maréchal des logis-chef et d'adjudant-chef
https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000037995210&dateTexte=&categorieLien=id

MINISTÈRE DES ARMÉES

Arrêté du 21 décembre 2018 autorisant au titre de l'année 2019 l'ouverture d'un concours sur titres pour le recrutement d'infirmiers civils en soins généraux et spécialisés du ministère de la défense
https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000037958604&dateTexte=&categorieLien=id

Arrêté du 21 décembre 2018 fixant l'ouverture d'un concours d'accès à la formation au diplôme d'Etat d'aide-soignant à l'école du personnel paramédical des armées en 2019

https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000037958608&dateTexte=&categorieLien=id

Arrêté du 3 janvier 2019 fixant le nombre de sièges attribués aux organisations syndicales au sein de la commission chargée de donner des avis en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles
https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000037964700&dateTexte=&categorieLien=id

Décision du 21 décembre 2018 portant attribution du brevet de qualification militaire supérieure à des commissaires des armées
https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000037965243&dateTexte=&categorieLien=id

Arrêté du 20 décembre 2018 autorisant au titre de l'année 2019 l'ouverture d'un recrutement sans concours d'agents techniques du ministère de la défense
https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000037967988&dateTexte=&categorieLien=id

Arrêté du 21 décembre 2018 autorisant au titre de l'année 2019 l'ouverture de concours pour le recrutement d'agents techniques principaux de 2e classe du ministère de la défense
https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000037967993&dateTexte=&categorieLien=id

Arrêté du 27 décembre 2018 modifiant le montant de la rente viagère mensuelle versée au titre des dispositions du décret n° 2004-751 du 27 juillet 2004 instituant une aide financière en reconnaissance des souffrances endurées par les orphelins dont les parents ont été victimes d'actes de barbarie durant la Deuxième Guerre mondiale
https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000037972043&dateTexte=&categorieLien=id

Arrêté du 27 décembre 2018 modifiant le montant de la rente viagère mensuelle versée au titre des dispositions du décret n° 2000-657 du 13 juillet 2000 instituant une mesure de réparation pour les orphelins dont les parents ont été victimes de persécutions antisémites
https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000037972048&dateTexte=&categorieLien=id

Décision du 21 décembre 2018 portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2018 – réserve
https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000037972400&dateTexte=&categorieLien=id

Arrêté du 19 décembre 2018 modifiant l'arrêté du 10 octobre 2011 fixant les règles d'organisation, le programme et la nature des épreuves des concours de recrutement du personnel de surveillance de la direction générale de la sécurité extérieure et relatif à l'aptitude physique exigée des candidats à ces concours
https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000037995128&dateTexte=&categorieLien=id

Décret du 10 janvier 2019 portant affectation d'un officier général
https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000037995339&dateTexte=&categorieLien=id

2 – Nécrologies & Mémoires

Rennes. Ba Xuan Huynh, prisonnier 23 ans du viet-minh

Accueil Bretagne Rennes https://www.ouest-france.fr/ Pascal SIMON Publié le 05/12/2018 à 12h00



Né dans la Cochinchine française en 1929, l'officier Ba Xuan Huyhn a été élève de Saint-Cyr-Coëtquidan. Il a été prisonnier des geôles viet-minh durant vingt-trois ans. | ARCHIVES OUEST-FRANCE

Nécrologie. Le lieutenant-colonel Ba Xuan Huynh est décédé à 89 ans. Jeune officier français, il avait été fait prisonnier en 1953, pendant la guerre d'Indochine, jusqu'en 1976.

C'est un héros français de la guerre d'Indochine qui s'est éteint. Le lieutenant-colonel Ba Xuan Huynh, est décédé samedi 1er décembre, dans sa 89e année. Jeune officier, il avait survécu à 23 ans de captivité (1) dans les camps du viet-minh, organisation paramilitaire créée en 1941 par le Parti communiste vietnamien.

Ba Xuan Huynh est né en 1929, en Cochinchine, sud de l'actuel Vietnam, alors colonie française qui faisait partie de l'Indochine. Il avait la double nationalité vietnamienne et française. Sorti en 1950 de l'école d'infanterie de Saint-Cyr-Coëtquidan et de l'arme blindée de Saumur, il retrouve l'Indochine en pleine guerre de décolonisation. D'abord aide de camp du général de Lattre de Tassigny, il sera pris dans une embuscade le 10 avril 1953, à la tête du bataillon qu'il commande dans le delta tonkinois, nord de l'actuel Vietnam.

« J'ai été envoyé dans un camp de représailles. On m'a mis une chaîne en fer de 10 kg au pied, dans un cachot noir pendant six mois, en attendant d'être traduit devant le tribunal du peuple et d'être sans doute fusillé », avait-il confié en 2016 à notre confrère Éric Chopin. Les accords de Genève de 1954, mettant fin à la guerre d'Indochine, lui évitent le peloton d'exécution. Il croupira dans des camps jusqu'en 1973, avant d'être placé en résidence surveillée.

Une vie de combats

Ba Xuan Huynh passera à la clandestinité en 1976, à Saïgon. Il ne sera rapatrié en France qu'en 1984, comme réfugié (boat people), et devra encore se battre pour que sa nationalité française et sa qualité d'officier soient reconnues. Il y parviendra grâce au soutien de la Fondation De Lattre et d'anciens Saint-Cyriens. Sa femme Sinh et sa fille Quynh Nhu le rejoindront en France. Le lieutenant-colonel Ba Xuan Huyhn a fini sa carrière militaire au bureau du service national, quartier Foch à Rennes.

Commandeur de la Légion d'honneur, il avait reçu la médaille des évadés, en 2016, à Rennes, dans le cadre des cérémonies du 71e anniversaire du 8-Mai 1945.

Les obsèques du lieutenant-colonel Ba Xuan Huynh seront célébrées jeudi 6 décembre, à 10 h 30, en l'église Sainte-Jeanne d'Arc de Rennes.

(1) *Oublié vingt-trois ans dans les goulags viet-minh, 1953-1976* de Ba Xuan Huyhn, éditions L'Harmattan. 270 pages. 26,50 €.

Une Rochambelle s'est éteinte le 30 décembre, au Brésil

http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 06.01.2019 Par Philippe Chapleau





Arlette Ratard était l'une des dernières Rochambelles, ces conductrices ambulancières de la 2e division blindée du général Leclerc.

Née le 28 décembre 1919, Arlette Hautefeuille (Charles Hautefeuille, son père, était natif des Sables d'Olonne, en Vendée), avait rejoint Southampton, en Grande-Bretagne, pour débarquer à Utah Beach en juillet 1944. "Avec cinq camarades, nous faisions partie du groupe des Marocaines", racontait-elle en 2014 à l'un de mes consœurs de la rédaction des Sables d'Olonne, ville où l'ex-ambulancière s'était installée avec Georges Ratard qu'elle avait épousé en 1944 (il est mort en 1992).



Arlette Ratard, nommée chevalier de la Légion d'honneur en 2009, se remémorait souvent des moments douloureux. "Comme cette nuit passée à soutenir dans notre ambulance un soldat allemand touché au ventre. Il nous parlait de sa vie. Il a fini par mourir dans nos bras." Il y avait aussi des souvenirs joyeux comme son mariage, trois jours après la Libération de Paris avec Georges, Saint-Cyrien, appartenant lui aussi à la 2e DB. Une robe et un voile prêtés dans l'urgence, des fleurs offertes par la Résistance, et voilà les futurs mariés "devant un maire qui, venant d'être nommé, ignorait comment faire".

Elle est décédée au Brésil où elle avait rejoint un de ses fils.

Communiqué de l'Ordre de la Libération :

"L'Ordre de la Libération a la grande tristesse de vous faire part de la disparition du professeur Guy CHARMOT, Compagnon de la Libération, survenue le sept janvier 2019 à Marseille, dans sa 105ème année.

Grand officier de la Légion d'honneur, il était le doyen des Compagnons vivants et le dernier représentant des 39 médecins Compagnons de la Libération.

La cérémonie religieuse aura lieu vendredi 11 janvier 2019 à Marseille.

Bonsoir à toutes et tous,

Je vous propose d'avoir une pensée pour ce grand Français qui nous quitte en ce début d'année 2019.

Parmi les quatre Compagnons de la Libération encore avec nous, j'ai eu l'honneur d'en rencontrer deux :

- Daniel CORDIER (secrétaire de Jean MOULIN),

- Hubert GERMAIN.

Ces rencontres m'ont beaucoup impressionné et marqué.

Bien cordialement,

Etienne JACHEET

Délégué du Loiret de la Fondation de la France Libre

La Devinière
45510 TIGY
02 38 58 13 44
07 69 03 51 33

www.france-libre.net

http://compagnonsliberationloiret.jimdo.com/

Guy Charmot



Bataillon de Marche numéro 4 (BM4 de la 1ère Division française Libre).

Guy Charmot est né le 9 octobre 1914 à Toulon dans une famille de fonctionnaires.

Ressentant très jeune la vocation coloniale, il entre en 1934 à l'Ecole du service de Santé militaire à Lyon.

En 1939, il se trouve médecin-lieutenant d'active au 49e Régiment d'artillerie coloniale (49e RAC) dans le secteur de la Sarre.

Embarqué en mars 1940 pour la Haute-Volta, il passe en Gold Coast (Ghana) au début de juillet 1940 puis au Cameroun où il rallie les Forces françaises libres en septembre.

Affecté comme médecin au Bataillon de Marche n°4 (BM 4) dès sa formation, il part avec lui du Cameroun en décembre 1940 pour rejoindre en Palestine la 1ère Brigade Coloniale du lieutenant-colonel Génin.

Guy Charmot prend part à la campagne de Syrie en juin 1941 avec le BM 4 qui combat ensuite en Ethiopie avant de stationner au Liban pendant l'année 1942.

En janvier 1943, le Bataillon rejoint en Libye les rangs de la 2e Brigade Française Libre de la 1ère Division Française Libre.

Guy Charmot participe aux combats de Tunisie, faisant toujours preuve de beaucoup d'activité, de courage et de dévouement.

Guy Charmot se distingue particulièrement au cours des combats des 17 au 20 mai 1944 en Italie, poussant au plus loin ses postes de secours et sauvant ainsi plusieurs de ses camarades de combat par la rapidité de ses interventions sur la ligne de feu.

Il reçoit la croix de la Libération des mains du général de Gaulle le 30 juin 1944 à Marcianise.

Il débarque en Provence avec la 1ère Division Française Libre en août 1944 et est blessé lors des combats pour la libération de Toulon.

Il prend part ensuite à la campagne de France jusqu'en 1945 terminant la guerre au massif de l'Authion dans les Alpes-Maritimes.

Médecin-capitaine à la fin de la guerre, il devient médecin des Hôpitaux d'Outre-mer et professeur agrégé du Service de Santé des Armées, effectuant de nombreux séjours en Afrique jusqu'en 1965.

Spécialiste de la recherche en médecine tropicale, Guy Charmot démissionne avec le grade de médecin-colonel pour entrer au service de Recherches thérapeutiques de Rhône-Poulenc.

Professeur à l'Institut de médecine et d'épidémiologie africaine, il participe en outre à la rédaction de plusieurs ouvrages médicaux en collaboration et à 300 publications scientifiques.

Ancien président de la Société de Pathologie exotique, il est élu, en 1994, membre de l'Académie des Sciences d'Outremer.

Guy Charmot est décédé le 7 janvier 2019 à Marseille.

• Grand Officier de la Légion d'Honneur
• Compagnon de la Libération - décret du 20 novembre 1944
• Croix de Guerre 39/45 (4 citations)
• Chevalier des Palmes Académiques
• Chevalier de la Santé Publique
• Médaille Coloniale avec agrafe « Somalis »
• Médaille Commémorative 39/45
• Médaille Commémorative de la Campagne d'Italie
• Officier de l'Etoile Noire (Bénin)

Bien cordialement,

Etienne JACHEET
Délégué du Loiret de la Fondation de la France Libre

La Devinière
45510 TIGY
02 38 58 13 44
07 69 03 51 33
www.france-libre.net
http://compagnonsliberationloiret.jimdo.com/

Décès du médecin en chef Guy Charmot, doyen des Compagnons de la Libération

http://www.opex360.com/ Posté dans Histoire militaire, SSA par Laurent Lagneau Le 08-01-2019



Spécialiste de la médecine tropicale et doyen des Compagnons de la Libération, le médecin-chef Guy Charmot s'est éteint à l'âge de 104 ans, au matin du 7 janvier, à Marseille. Son décès a été annoncé par le président Macron qui, dans un communiqué, a salué « avec émotion la mémoire d'un homme qui s'est engagé avec un courage et une abnégation exceptionnels pour la liberté et l'honneur de la France. »

Né à Toulon le 9 octobre 1914, le jeune Guy Charmot rêve d'aventures et veut marcher dans les pas du docteur Albert Schweitzer, fondateur de l'hôpital de Lambaréné, au Gabon. À 20 ans, il est admis à l'École du service de Santé militaire, à Lyon. Après être passé par l'école d'application des troupes coloniales du Pharo [Marseille], le jeune médecin est affecté au 49e Régiment d'artillerie coloniale [RAC], alors installé dans le secteur de la Sarre.

Alors que l'offensive allemande contre la France s'annonce, Guy Charmot est affecté au poste de brousse de Batié, en Haute-Volta [actuel Burkina Faso]. C'est donc là, le 17 juin 1940, qu'il apprend l'armistice demandé par le maréchal Pétain. Refusant la défaite, comme la plupart de ses camarades, et sans avoir entendu l'appel du général de Gaulle, il traverse la Volta Noire pour rejoindre la Gold Coast [Ghana], alors sous domination britannique, puis le Cameroun, où le futur maréchal Leclerc est à la manœuvre pour faire pencher ce territoire sous mandat français du côté gaulliste. En septembre 1940, le jeune médecin rallie les Forces françaises libres [FFL].

Après avoir participé aux combats du Gabon et soigné ses premiers blessés, gaullistes et vichystes, Guy Charmot est affecté au Bataillon de Marche n°4 [BM 4] qui, formé au Cameroun, doit être intégré à la 1ère Brigade Coloniale du lieutenant-colonel Génin, alors basée au Proche-Orient. C'est ainsi qu'il prendra part à la campagne de Syrie, en juin 41. Puis il suivra son unité en Éthiopie et au Liban [1942].

En janvier 1943, le BM 4, affilié à la 2e Brigade Française Libre de la 1ère Division Française Libre, part en Libye. Durant la campagne de Tunisie, il obtient une première citation à l'ordre de l'Armée, pour avoir porté secours à ses camarades, alors pris sous un déluge de feu, à découvert, lors des combats du djebel Takrouna.

Après un bref retour en Libye, le BM 4 débarque à Naples, en avril 1944, en prévision de l'offensive contre la ligne Gustave [ou ligne d'hiver]. Là encore, Guy Charmot se distingue par son courage et son dévouement lors des combats menés du 17 au 20 mai. Il sauve ainsi la vie de plusieurs de ses camarades blessés. Le 30 juin, il se voit remettre la Croix de la Libération des mains du général de Gaulle.

Puis, le 16 août, Guy Charmot débarque à Cavalaire, toujours avec le BM 4. Il prend part à la libération de Toulon, sa ville natale. Mais il est blessé lors des combats. Remis, il prend part à la Campagne de France, toujours avec le même dévouement et le même courage sous le feu de l'ennemi. Il termine la guerre au massif de l'Authion [Alpes-Maritimes] sans avoir tiré le moindre coup de feu…

Alors médecin-capitaine, Guy Charmot n'a qu'un souhait : repartir en Afrique et retrouver la vie de broussard. Vie qu'il abandonnera après son mariage, en 1949. Devenu médecin des Hôpitaux d'Outre-mer et professeur agrégé du Service de Santé des Armées, il se spécialise dans la recherche en médecine tropicale, notamment pour trouver un remède au trypanosome.

Dans les années 1960, alors médecin-chef, Guy Charmot quitte le monde militaire pour rejoindre le service de Recherches thérapeutiques du laboratoire Rhône-Poulenc. Professeur à l'Institut de médecine et d'épidémiologie africaine, il mène une activité intense, publiant, seul ou en collaboration, plusieurs ouvrages médicaux et 300 publications scientifiques. Ancien président de la Société de Pathologie exotique, il devient membre de l'Académie des Sciences d'Outremer en 1994.

Compagnon de la Libération, Guy Charmot était aussi Grand officier de la Légion d'Honneur et chevalier des Palmes académiques. Il était aussi titulaire de la Croix de Guerre 39/45 avec 4 citations.

In memoriam. Capitaine Baptiste Chirié et lieutenant Audrey Michelon

http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 11.01.2019 Par Philippe Chapleau

L'armée de l'Air a diffusé, en amont de la visite ministérielle sur la BA de Nancy, les biographies des deux membres de l'équipage tué dans le crash de leur *Mirage 2000D*.



Le capitaine Baptiste Chirié est né le 20 juillet 1988 à Pau (64). Il était marié, père de deux enfants.

Promotion 2009 de l'École de l'air •

Breveté pilote de chasse en juillet 2015 •

Pilote de combat opérationnel depuis septembre 2018 •

24 missions de guerre (Sahel) •

940 heures de vol
2012: BA 701 Salon-de-Provence - Élève pilote, Centre de formation aéronautique militaire initiale
2013: BA 709 Cognac - Élève pilote, École de Pilotage de l'Armée de l'air 01.315
2014: BA 705 Tours - Élève pilote, École de l'Aviation de Chasse 00.314
2015: BA 120 Cazaux - Stagiaire pilote, Escadron de Transformation Opérationnelle 2/8
2016: BA 133 Nancy-Ochey - Officier pilote Mirage 2000D, Escadron de Chasse 1/3 « Navarre »
2018: BA 133 Nancy-Ochey - Pilote de combat opérationnel, Pilier tactique, Escadron de Chasse 1/3 « Navarre »

Détachements
2018 Opération Barkhane, Pilote de combat opérationnel, N'Djamena, Sahel

Décorations Médaille de l'outre-mer avec agrafe Sahel Médaille de bronze de la Défense nationale, agrafe Armée de l'air.



Le lieutenant Audrey Michelon est née le 17 janvier 1989 à St Germain en Laye (78)

Célibataire, sans enfant •

Entrée dans l'Armée de l'air en mars 2011 en tant qu'officier sous contrat •

Brevetée Navigateur Officier Systèmes d'Armes en juin 2013 •

Navigatrice de combat opérationnel en décembre 2016 •

Sous-chef navigatrice depuis avril 2018 •

97 missions de guerre (Levant et Sahel) •

1 250 heures de vol
2011: BA 701 Salon-de-Provence - Élève NOSA, Centre de Formation Aéronautique Militaire Initiale
2012: BA 705 Tours - Élève NOSA, École de l'Aviation de Chasse 00.314
2013: BA 120 Cazaux, Stagiaire NOSA, Escadron de Transformation Opérationnelle 1/8
2014: BA 133 Nancy-Ochey, Stagiaire NOSA, Escadron de transformation M2000D 4/3 Argonne »
2015: BA 133 Nancy-Ochey - Navigatrice Mirage 2000D, Escadron de Chasse 1/3 « Navarre »
2016: BA 133 Nancy-Ochey - Navigatrice de combat opérationnel, Escadron de Chasse 1/3 « Navarre »
2018: BA 133 Nancy-Ochey - Sous-chef navigatrice, Pilier traditions, Escadron de Chasse 1/3 « Navarre

Détachements
2015 Renfort temporaire à l'étranger, Navigatrice de combat opérationnel, Djibouti
2016 Opération Chammal, Navigatrice de combat opérationnel, Jordanie
2017 Opération Barkhane, Sous-chef navigatrice, N'Djamena, Sahel
2018 Opération Barkhane, Sous-chef navigatrice, N'Djamena, Sahel

Décorations
Croix de la valeur militaire avec 1 citation à l'ordre de la brigade aérienne
Médaille de l'outre-mer avec agrafes Sahel et Moyen-Orient
Médaille d'argent de la Défense nationale, agrafes forces aérienne et mission d'opérations extérieures

BSPP : décès en intervention de deux sapeurs-pompiers

Mise à jour : 12/01/2019

Le 12 janvier, vers 8h45, les militaires de la brigade de sapeurs-pompiers de Paris (BSPP) étaient appelés pour une fuite de gaz rue de Trévise, dans le 9e arrondissement de Paris. Une forte explosion se produisait alors que leur intervention était en cours. Cette explosion a provoqué la mort du caporal-chef Simon Cartannaz et du 1re classe Nathanaël Josselin de la BSPP, engagés sur cette opération.



Ce samedi 12 janvier vers 8h40, les secours de la Brigade sont alertés pour une odeur de gaz ressentie dans les étages d'un immeuble d'habitation situé au 6, rue de Trévise dans le 9e arrondissement de Paris. Environ 10 minutes après leur présentation sur les lieux, une très violente explosion suivie de feu survient, provoquant des dégradations très importantes sur l'ensemble des immeubles environnants. Le caporal-chef Simon Cartannaz et le sapeur de première classe Nathanaël Josselin sont gravement touchés. Evacués en arrêt cardio-respiratoire et malgré les soins rapides prodigués, ils n'ont malheureusement pas survécu à leurs blessures.

Au total, plus de 200 sapeurs-pompiers de Paris et environ 100 policiers de la préfecture de Police ont été engagés sur cette intervention au cours de laquelle le plan « nombreuses victimes » a été déclenché.

« *Profondément attristé par l'annonce du décès du CCH Simon CARTANNAZ et du SP1 Nathanaël JOSSELIN morts en intervention ce matin. Très sincères condoléances à leurs familles et tout mon soutien aux pompiers de Paris, fidèles à leur terrible devise « sauver ou périr ».* »

Général d'armée Jean-Pierre Bosser, chef d'état-major de l'armée de Terre

Caporal-chef Simon CARTANNAZ



Né le 29 juillet 1990 à Chambéry (73), le caporal-chef Simon CARTANNAZ intègre la brigade de sapeurs-pompiers de Paris le 06 août 2013. Il est par ailleurs sapeur-pompier volontaire à Chambéry.

Il sert à la 8ème compagnie au centre de secours Château-d'Eau où il se distingue lors du PEC (peloton d'élèves caporaux) et du PECCH (peloton d'élèves caporaux-chefs).

En 2016, il est décoré d'une médaille pour acte de courage et de dévouement (ACD) échelon bronze et d'une médaille de la Sécurité Intérieure (MSI), échelon bronze.

Il était célibataire et sans enfant.

Télécharger la photo du caporal-chef Simon CARTANNAZ.

Sapeur de première-classe Nathanaël JOSSELIN



Né le 17 février 1991 à Migennes (89), le sapeur de première-classe Nathanaël JOSSELIN intègre la brigade de sapeurs-pompiers de Paris le 07 octobre 2014. Il est également sapeur-pompier volontaire à Brienon (89). Il sert à la 8ème compagnie au centre de secours Château-d'Eau.

En 2016, il est décoré de la médaille de la Sécurité Intérieure (MSI), échelon bronze.

Il était pacsé et père d'un garçon de 3 ans.

Télécharger la photo du première-classe Nathanaël JOSSELIN.

Télécharger la photo du caporal-chef Simon CARTANNAZ et du première-classe Nathanaël JOSSELIN.

Droits : Armée de Terre 2018

3 – Décorations & Commémorations

Une agrafe "intempéries Aude 2018" pour la médaille de la sécurité intérieure

Accueil / A la une / https://lessor.org/ 10 janvier 2019 A la une, Brèves, L'actualité Occitanie, Officiel



Illustration(DC/L'Essor).

Une agrafe “Intempéries Aude 2018” a été créée pour la médaille de la sécurité intérieure annonce le journal officiel de ce jeudi 10 janvier.

Les gendarmes de l’Aude ont été particulièrement nombreux à être engagés aux cotés des secouristes.

Arrêté du 7 janvier 2019 pris pour l’application des articles D. 141-2 à D. 141-10 du code de la sécurité intérieure

Le ministre de l’intérieur,

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment l’article D. 141-6,

Arrête :

Article 1

Pour l’application de l’article D. 141-6 du code de la sécurité intérieure susvisé est créée l’agrafe suivante : “Intempéries Aude 2018”.

Article 2

Le présent arrêté sera publié au Journal officiel de la République française.

4 – Autorités, États-Majors

Président de la République

Emmanuel Macron présentera ses vœux aux armées seulement

Actualité Flash Actu Par Le Figaro.fr Mis à jour le 09/01/2019 à 00:06 Publié le 08/01/2019 à 23:56

Selon des informations du *Parisien*, Emmanuel Macron ne fera cette année qu'une seule cérémonie des vœux, qu'il destinera aux armées, pour se concentrer sur le "grand débat national". En janvier 2018, il y avait eu une vingtaine de cérémonies partout en France.

Habituellement, il est de coutume pour le chef de l'État de présenter ses vœux aux corps constitués, aux bureaux des assemblées ou encore à la presse. La cérémonie destinée aux armées aura lieu le 17 janvier prochain sur la base du 1er régiment du Train Parachutiste, à Cugnaux, près de Toulouse.

Avec l’armée, Macron est toujours d’attaque

https://www.lopinion.fr/ 10 Janvier 2019 à 06h00 Jean-Dominique Merchet

Le chef de l’Etat annule tous ces vœux, sauf ceux aux armées. Depuis le début des Gilets Jaunes, ce sera son troisième déplacement militaire.



Emmanuel Macron sur le porte-avions Charles-de-Gaulle, en novembre. © Sipa Press

Lorsque tout va mal, l’armée reste le dernier recours. Y compris en termes de communication politique. Tous au garde-à-vous et obligés d’applaudir ! En ces temps de Gilets jaunes, les militaires sont le public rêvé pour Emmanuel Macron et, depuis le début de la crise, le chef des armées ne se prive pas d’aller voir « ses » troupes. Le président de la République, qui cette année

ne compte pas se plier aux traditionnelles cérémonies de vœux – une vingtaine l'an passé – a ainsi maintenu ceux « aux armées ». Ils se tiendront jeudi 17 janvier près de Toulouse, au 1er régiment du train parachutiste (RTP).

Avant même les premières manifestations, Emmanuel Macron s'était rendu, le 17 novembre, sur le porte-avions Charles-de-Gaulle, à bord duquel il avait été interviewé sur TF1. Assis devant un Rafale, il avouait alors, avec une certaine prescience, « ne pas avoir réussi à réconcilier le peuple français et ses dirigeants ». Le 22 décembre, le chef de l'Etat s'envole ensuite pour le Tchad afin d'y réveillonner, un peu en avance, avec les militaires de l'opération Barkhane. Comme sur le porte-avions, l'accueil est chaleureux mais, patatras ! Alexandre Benalla a précédé de quelques jours son ancien patron à N'Djaména et voilà l'affaire relancée, avec son lot de découvertes sur les passeports diplomatiques de l'ancien garde du corps et ses liens maintenus avec l'Elysée.

Avec une ministre des Armées, Florence Parly, et un chef d'état-major assez discrets, Emmanuel Macron ne souffre guère de la concurrence sur le front des troupes. Sermonné en public et poussé à la démission, le général Pierre de Villiers est bien placé pour le savoir, comme le raconte la journaliste Nathalie Guibert dans son livre *Qui c'est le chef ?* (Robert Laffont). Le calme est aujourd'hui revenu. En tout cas tant que l'impact de la crise des Gilets jaunes ne se fera pas sentir sur le budget des armées.

Ministres

Castaner dévoile ses pistes pour l'ordre public… sans citer les Gilets jaunes

Accueil / A la une / https://lessor.org/ 7 janvier 2019 A la une Gabriel Thierry.



Le ministre de l'Intérieur, Christophe Castaner, à l'Ecole militaire ce lundi 7 janvier. (M.GUYOT/L'ESSOR)

Après plus de deux mois de manifestations, le gouvernement n'a toujours pas trouvé la parade face aux Gilets jaunes. Au point d'obliger le Premier ministre à une intervention télévisée, ce lundi 7 janvier au soir, pour faire des annonces relatives à l'ordre public.

Christophe Castaner, le ministre de l'Intérieur, avait lui prévu d'adresser ses voeux aux forces de sécurité ce même jour. Une cérémonie au cours de laquelle le locataire de la place Beauvau a esquissé les pistes de l'exécutif après les problèmes posés ces dernières semaines par les gilets jaunes en matière de maintien de l'ordre.

"Division et désordre"

S'il laisse la primeur des annonces au Premier ministre, le pilote sur ce sujet chaud, Christophe Castaner a dévoilé les pistes privilégiées. "*Nos engagements récents nous obligent à moderniser et à renforcer notre doctrine de maintien de l'ordre*", assure-t-il.

Et le ministre de l'Intérieur de préciser les axes de travail: anticipation des troubles, notamment sur les réseaux sociaux ou encore de "*revoir les effectifs des forces mobiles"*, sans plus de précisions. "*Les moyens spécialisés, les véhicules blindés à roues de la gendarmerie (VBRG) et les lanceurs d'eau de la Police ont montré leur efficacité",* poursuit-il, appelant à leur renouvellement.

Prenant bien soin de ne pas nommer directement les Gilets jaunes, Christophe Castaner a salué le professionnalisme et le dévouement des policiers, gendarmes et pompiers. "*Vous avez été présents*", salue-t-il. "*Vous avez un devoir d'exemplarité,* poursuit-il. *Cela demande une exceptionnelle maîtrise de soi, le fondement de votre force*."

Chantiers à venir

Terrorisme, technologie, ou encore dialogue social: le ministre de l'Intérieur a ensuite brossé le panorama des sujets chauds et des chantiers à venir dans son ministère. "*Il faut de la sécurité partout, sur chaque mètre carré de la République",* déclare-t-il ainsi à propos de la police de la sécurité du quotidien.

A peine un an après son lancement, le ministre de l'Intérieur parle déjà de relancer la réforme majeure de son prédécesseur Gérard Collomb. Quinze nouveaux quartiers de reconquête républicaine, qui s'ajoutent aux quinze premiers de l'année 2018, seront mis en place, dont, et c'est une nouveauté, cinq dans la zone de compétence de la Gendarmerie.

La minarm s'intéresse à un F4

http://lemamouth.blogspot.com/ jeudi 10 janvier 2019 par le journaliste Jean-Marc Tanguy

En visite dans un centre de recherches ce matin, la ministre des armées commence sa plongée dans une longue séquence française qui l'amènera avec le chef des armées à Cugnaux le 17 janvier pour les voeux présidentiels. Mais avant, à Mérignac (Gironde) pour visiter la chaîne Rafale chez Dassault Aviation, puis Aerocampus, de l'autre côté du fleuve.

Chez Dassault Aviation, **Florence Parly** pourra notamment (re)livrer la roadmap du Rafale F4, un des sujets de la LPM 2019-2025, mais aussi, découvrir sur chaîne, les futurs Rafale de l'émirat du Qatar, qui doivent être livrés en février prochain (un batch de trois égyptiens vient d'être livré).

Elle pourra aussi (re)découvrir comment Dassault Aviation fait travailler 400 PME dans le cadre du Rafale, qui mobilise 500 acteurs industriels.

Aerocampus, pour sa part, est un exemple intéressant de partenariat public-privé. Initié par le président de région (PS) Alain Rousset, l'association installée sur un ancien site DGA visait à l'origine à développer les formations de maintenance, un des réservoirs de croissance en Nouvelle-Aquitaine. Elle a depuis accueilli des acteurs industriels, notamment dans le domaine de la dronerie.

La ministre des Armées annonce un « financement exceptionnel » pour la recherche aérospatiale française

http://www.opex360.com/ Posté dans Technologie par Laurent Lagneau Le 10-01-2019



L'événement n'a pas suscité autant d'attention qu'il en aurait mérité… À l'heure où l'on parle pourtant de plus en plus de développer des engins hypersoniques, le projet « HEXAFLY-INTernational » a officiellement été lancé en octobre 2018.

D'origine européenne, ce programme visait initialement à mettre au point un concept d'avion civil de transport de classe Mach 8. Élargi à d'autres acteurs [Russie, Australie et Brésil], il affiche l'objectif de réaliser, d'ici 2020, des essais en vol d'un planeur hypersonique.

Et l'Office national d'études et de recherches aérospatiales [ONERA] y tiendra un rôle important dans la mesure où il participe « à la conception mécanique de la chaîne d'actionnement des élevons, au management thermique du véhicule, ainsi qu'au suivi des essais au sol. » Et ce centre français de recherche d'ajouter : « . Il s'agit notamment d'essais aérodynamiques en soufflerie, mais aussi d'essais de combustion préfigurant, au-delà du présent programme, les éventuels essais en vol d'une version propulsée du véhicule. »

Ce projet démontre, s'il en était encore besoin, l'excellence de la recherche aérospatiale française, tant dans le domaine civil que militaire. Sa réputation est internationalement reconnue, la Nasa, par exemple, en ayant fait son premier partenaire en recherche aéronautique, Ce qu'a rappelé Florence Parly, la ministre des Armées, lors d'une visite au site de l'ONERA implanté à Palaiseau, ce 10 janvier.

« Les stato-réacteurs qui sont l'une des clés de voûte de notre dissuasion aéroportée ont vu le jour dans les ateliers de l'ONERA. En étudiant l'aérodynamique, la furtivité, les matériaux, la navigation inertielle et la pénétration des défenses adverses pour la composante aéroportée, l'ONERA se place parmi les acteurs indispensables de notre dissuasion et donc de notre souveraineté », a en effet souligné Mme Parly. « Vos travaux et vos innovations servent des femmes et des hommes, qui prendront les airs et défendront la France. Votre travail, c'est pour eux, pour tous les pilotes qui, demain, en opération comme à l'entrainement s'empareront du ciel », a-t-elle insisté.

Pour la première visite, depuis 20 ans, d'un ministre des Armées à l'ONERA, et outre la Médaille de l'aéronautique qu'elle lui a remis, Mme Parly n'est pas venue les mains vides. Ainsi, elle a annoncé un investissement « exceptionnel » pour garantir l'avenir de ce centre de recherches.

« 160 millions d'euros, voilà l'enveloppe majeure que nous vous accordons. 160 millions pour mener à bien vos projets, pour permettre à votre expertise de pleinement s'exprimer. 160 millions d'euros pour réussir le projet déterminant de regroupement de vos trois implantations d'Ile de France, ici à Palaiseau, sur le plateau de Saclay », a détaillé la ministre.

Le regroupement des deux autres implantations franciliennes de l'ONERA [celles de Meudon et de Châtillon] à Palaiseau est en effet un dossier qui traîne depuis déjà près de 20 ans. Comme a eu l'occasion de l'expliquer Geneviève Darrieussecq, la secrétaire d'État auprès de la ministre des Armées en avril dernier, au Sénat, il « doit notamment permettre à la fois un fonctionnement intégré des différents départements de l'ONERA et […] des économies de fonctionnement. » En outre, avait-elle continué, « il est aussi prévu une implantation de l'ONERA à proximité directe du nouveau bâtiment 'Pôle de mécanique' de l'École polytechnique et de l'École nationale supérieure de techniques avancées, l'ENSTA, laquelle s'inscrit dans l'objectif de renforcer les liens entre l'ONERA et ces écoles. »

« La logique de ce regroupement à Palaiseau procède aussi de la proximité du potentiel scientifique unique en France qui se trouve autour du plateau de Saclay », avait encore précisé Mme Darrieussecq. Quant au financement de cette opération, il devait être assuré, « pour l'essentiel », par la vete des emprises de Châtillon et de Meudon. Et, à l'époque, un plan de financement était à l'étude en misant sur « un prêt de la Banque européenne d'investissement, la BEI, afin de pouvoir lancer ce projet sans faire appel à la mobilisation de crédits budgétaire. »

Finalement, le prêt de la BEI, d'un montant de 47 millions d'euros, servira à moderniser le parc de souffleries de l'ONERA, qui est le plus important d'Europe. Dans son discours, Mme Parly a parlé d'un « prêt exceptionnel » étant donné qu'il est le premier que la BEI accorde à un « organisme de défense. »

CEMA

Le chef d'état-major des armées à la rencontre des militaires de l'opération Sentinelle

Mise à jour : 07/01/2019

« Soldats de l'opération Sentinelle, vous êtes un rempart contre la menace terroriste ».

Le général d'armée François Lecointre, chef d'état-major des armées, a rencontré le 3 janvier des militaires de l'opération Sentinelle, déployés à Paris.

Cette visite a été l'occasion de les féliciter pour la qualité de leur engagement durant l'année 2018 et sa poursuite en 2019 au service de la protection des Français « Votre engagement mérite et suscite l'admiration de ceux que vous protégez.

Les défis que vous relevez avec brio sont nombreux et les exigences associées le sont tout autant. Soyez fiers ! »



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

CEMAA/Armée de l'Air

Le général Lavigne rencontre les aviateurs au Levant

Mise à jour : 09/01/2019 – Auteur : Lieutenant Julie Beck – Direction : Armée de l'air

Dimanche 30 décembre 2018, le général Philippe Lavigne, chef d'état-major de l'Armée de l'air, s'est rendu sur la base aérienne projetée au Levant. Une rencontre symbolique, à l'occasion des fêtes de fin d'année.



Le général Lavigne rencontre les aviateurs au Levant

Le général Philippe Lavigne, chef d'état-major de l'Armée de l'air (CEMAA), s'est rendu sur la base aérienne projetée au Levant aux côtés de Florence Parly, ministre des Armées. «*C'est le lieu de stationnement le plus avancé de nos forces prépositionnées, en première ligne, dans une zone stratégique où se jouent des enjeux de sécurité forts pour notre pays*», a souligné le CEMAA.

Le 30 décembre 2018, il a été accueilli par le général Jean-Marc Vigilant, représentant national de théâtre de l'opération *Chammal* (*Senior National Representative* – SNR), et le colonel Philippe, commandant la base aérienne projetée (BAP) au Levant. Pour sa 15e visite sur une base aérienne en qualité de CEMAA, le général Lavigne est allé à la rencontre des aviateurs représentant nombre de spécialités différentes. Nous citerons notamment les pilotes, mécaniciens, pompiers, fusiliers commandos, contrôleurs, personnels du soutien et de la logistique.

Engagés au sein de l'opération *Chammal* depuis quatre ans, les avions de chasse ont réalisé plus de 1 500 frappes et 8 700 sorties. «*C'est bien l'action aérienne qui a permis de reprendre l'ascendant et de réduire peu à peu l'emprise territoriale au sein de laquelle et depuis laquelle Daech fait régner la terreur et la barbarie*», a expliqué le général Lavigne.

Il a également souligné le rôle central de la BAP dans les opérations au Levant. Depuis quatre ans, la base a largement contribué à l'écroulement du califat. «*Une base qui reste le pivot de notre campagne aérienne au Levant et notamment depuis septembre dans la bataille d'Hajin. Cette BAP contribue aussi clairement à réduire les dernières poches occupées par Daech dans la moyenne vallée de l'Euphrate.*» Il a ensuite réveillonné avec la ministre des Armées, l'ensemble de la délégation de parlementaires et les militaires présents, et passé le cap de la nouvelle année en Jordanie.



Le général Lavigne rencontre les aviateurs au Levant

Sources : EMA COM Droits : © Armée de l'air

DGGN/Gendarmerie Nationale

Le DDGN et la cagnotte pour Dettinger : "Quand on subventionne, on cautionne " (audio)

Accueil / A la une / 9 janvier 2019 A la une, Société D.C



Richard Lizurey sur RTL le 9 janvier 2019 (capture d'écran twitter RTL)

Invité sur RTL, le général d'armée Richard Lizurey, directeur général de la Gendarmerie nationale, a été interrogé sur les cagnottes et notamment sur celle soutenant l'ex-boxeur et qui a été fermée par Leetchi.

Il a notamment réagi en se disant *"surpris*" et "*indigné"*. "*Je ne sais pas les motivations*" de ceux qui ont participé à cette collecte, mais "*quand on subventionne, on cautionne"*, a-t-il dit.

Egalement interrogé sur les cagnottes qui se sont depuis ouvertes, cette fois-ci en faveur des forces de l'ordre, le DGGN a affirmé que "*quand on subventionne, on cautionne le soutien aux forces de l'ordre".*

Le général Lizurey a également "estimé que le soutien aux forces de l'ordre est *"largement répandu"* dans la population, alors que plusieurs cagnottes à leur intention ont été ouvertes après l'affaire du boxeur.

RTL France

✔ @RTLFrance

Le directeur de la gendarmerie se dit "indigné" par la cagnotte lancée pour l'ex-boxeur soupçonné d'avoir agressé deux gendarmes #RTLMatin http://bit.ly/2H1IeLr

42

11:38 - 9 janv. 2019

Informations sur les Publicités Twitter et confidentialité



Cagnotte de l’ex-boxeur : le directeur de la gendarmerie nationale "indigné"

INVITÉ RTL - Le général Richard Lizuray, directeur général de la gendarmerie nationale, fait part de son "indignation" à propos de la cagnotte mise en place pour venir en aide à Christophe Dettinger...

rtl.fr

Le DGGN qui s’est rendu mardi à Dijon après l’attaque de la caserne Deflandre, le samedi 5 janvier, a aussi appelé les “Gilets jaunes” à manifester le 12 janvier, lors de leur neuvième samedi de mobilisation, en faisant “preuve de bon sens et de respect”.

345 gendarmes blessés depuis le début des du mouvement des Gilets jaunes

Près de 9.500 gendarmes ont été engagés chaque jour depuis le 17 novembre 2018, début du mouvement des Gilets jaunes, avec des pics à 65.000, le 15 décembre 2018.

345 gendarmes d’active et de réserve ont été blessés.

5 – Chroniques & Libres propos

CES 2019 : la France est assise sur un tas d'or

Opinions Tribunes https://www.latribune.fr/ Par Xavier Dalloz | 07/01/2019, 8:00



Xavier Dalloz, expert en stratégie digitale. (Crédits : François Lafite)

OPINION. Il faut miser sur les innovations digitales pour reconstruire la compétitivité de la France. Par Xavier Dalloz, expert en stratégie digitale.

L'ardente obligation est, désormais, de rompre avec le passé afin de construire l'avenir que nous voulons. Nous devons, pour cela, exploiter l'apport des innovations digitales dans un monde devenu massivement interconnecté, ce qui influence directement la production de valeur. Encore faut-il combattre une vision à la fois mécaniste et uniquement monétaire. La valeur financière, humaine, est toujours le fruit d'interactions pertinentes entre des objets, des idées, des personnes, des entreprises, des organisations...

L'objectif est de faire passer la création de valeur des équipements vers les services avec l'« *Internet of Me »,* c'est-à-dire l'implication du citoyen consommateur avec comme conséquence : repenser les métiers des entreprises pour les transformer en des entreprises plateformes. Rappelons que toute interaction ne débouche sur une transaction (et donc sur une création de valeur pour les parties prenantes) que si trois conditions sont remplies. Il faut qu'il y ait : 1) émotion, car toute décision comporte une dimension affective ; 2) communication (je n'achète un produit ou un service que si je sais qu'il existe) ; 3) confiance (j'achète l'espoir d'être satisfait). Les trois mots : émotion, relation, confiance résument les grandes tendances des innovations digitales.

L'ère des réseaux interconnectés

Outre cette facilitation des interactions, les capacités de traitement de l'information progressent constamment, parallèlement à la miniaturisation des composants. Ces tendances, qui vont de pair avec la facilitation des communications, font que tous les objets deviennent capables de traiter des données, voire de capter et de communiquer entre eux et avec nous. Le monde ne peut plus se décrire que comme un ensemble de réseaux intriqués à tous les niveaux. Ce sont des réseaux de capacités différentes, certains se bornent à transmettre des mesures et des ordres comme notre système nerveux, d'autres véhiculent des flux de données avec de très hauts débits, à l'instar de notre système sanguin transportant les substances dont notre organisme a besoin pour vivre.

Cette décentralisation massive de tout nécessite de mesurer le PEC (Productivité des échanges collaboratifs). Cet indicateur va être au cœur de la nouvelle façon de faire du business. D'où une logique de communication entre pairs, entre égaux, opposée à l'organisation centralisée, pyramidale, qui est celle de la majorité des entreprises et des administrations. Un autre facteur important est celui qui facilite les communications, au point, parfois, d'entraîner une confusion des genres. Il tient dans le mot unimédia : tous les modes d'expression, tous les produits de l'esprit humain peuvent être traduits, stockés, transformés et transmis en langage numérique. Les frontières entre marchés et métiers s'estompent, du même coup, suscitant des concurrences nouvelles. Pour comprendre ces enjeux, des innovations digitales doivent être au coeur de la reconstruction de la compétitivité de la France.

IA, blockchain... ces innovations technologiques bientôt à la portée de tous

La consumérisation de tout va redonner le pouvoir au consommateur sur des produits et services au départ destinés à un marché B2B à cause de leur coût et de leur complexité d'usage. Les progrès fulgurants de l'électronique grand public et dans la science des matériaux rendent accessibles au consommateur ou à un groupe de consommateurs, à une communauté, des objets qui ne l'étaient pas auparavant. La blockchain est probablement l'innovation la plus importante avec l'enjeu qui lui est lié : la destruction massive des tiers de confiance.

L'intelligence artificielle (IA) et l'apprentissage automatique joueront un rôle important avec leur application essentielle : l'intelligence prévisionnelle. L'utilisation de l'IA contribuera à améliorer l'expérience utilisateur et à rationaliser les processus métier. L'IA a besoin de son complément indispensable : les puces neuromorphiques. La gestion du big data généré par l'Internet des objets (IoT) de tous les actifs tout au long de la chaîne de valeur et sa traduction en termes de services. L'IA devrait s'imposer là aussi dans la lecture et le maillage de cet or numérique.

La performance énergétique et les échanges d'énergie, le bâtiment, la maison, la ville, la voiture, deviennent des acteurs énergétiques incontournables. Ils sont à la fois producteurs et consommateurs, et à la base d'échanges avec tout ce qui constitue une source d'énergie : Grid, VE, EnR... Avec l'intelligence, les interactions se font en temps réel « *on* » ou « *off* » grid avec pour objectif l'optimisation de sa consommation énergétique et la réduction de l'empreinte environnementale.

La construction et la gestion des espaces se transforment avec l'apport de l'IoT qui permet une gestion efficace de la construction en remplaçant les équipements de construction classiques par des capteurs qui fournissent une palette très large de fonctions à forte valeur ajoutée permettant notamment de vendre avant de produire. La sécurité et la sûreté englobent l'univers physique. À base d'IoT, de robotique et de *blockchain.* C'est aussi une nouvelle ère pour l'aide intelligente à la personne. Côté cybersécurité, le bâtiment, la maison et la voiture seront par exemple de plus en plus autonomes avec la *blockchain.*

Devenir un acteur majeur de cette création de valeur

La 5G à l'assaut de la mobilité et des smart cities. Elle va permettre aux villes intelligentes et aux véhicules autonomes de se connecter avec des vitesses plus élevées, une latence plus faible et une plus grande capacité. L'interface utilisateur basée sur de l'IA va être au cœur de la « moquité » (l'ubiquité en situation de mobilité) impliquant de nouveaux services et interactions avec l'écosystème de la *smart city.* La maintenance prédictive utilise l'IoT qui permet d'optimiser

une maintenance préventive souvent imprécise et génératrice de surcoût, et assure une parfaite continuité des activités commerciales, car elle est effectuée lorsque cela est nécessaire pour maintenir un environnement fonctionnel d'une manière permanente.

L'informatique portée va avoir de plus en plus d'importance. Aujourd'hui utilisés à des fins de communication ou de divertissement, ces appareils vont en effet évoluer pour devenir de véritables assistants personnels virtuels capables de répondre à des requêtes diverses et variées et de guider les pas de l'utilisateur avec des fonctions mains libres. Au-delà, ils pourront effectuer un certain nombre de tâches aujourd'hui exécutées par les smartphones. Les nouvelles interactions hommes/ machines. Simple est trop compliqué. Tout doit devenir naturel avec l'« ATAWADAB » (AnyTime, AnyWhere, Any Device, Any Blockchain). Toute implication doit se résumer de la façon suivante : voilà ce que je veux ; fais ce que cela implique. Il faut donc passer du moteur de recherche au moteur de « trouvage ».

L'informatique quantique. Elle va tout révolutionner et il y a d'excellents experts sur ce sujet en France, notamment au CEA Leti. Le magazine *Forbes* titrait en 2007 : *Qui peut remplacer Nokia ?* On connaît la suite. Il en est de même avec les Gafam et les Natu (Netflix, Amazon, Tesla, Uber). En misant sur ces innovations digitales, les prochains Gafam et Natu doivent être français. La France a en effet tout pour être un acteur majeur de cette nouvelle création de valeurs. Nous maîtrisons l'ensemble de ces innovations digitales et nous avons l'essentiel : la créativité. Mais la condition du succès nécessite de voir grand et loin.

Ordre mondial: pourquoi 2019 fait craindre le pire

Monde https://www.causeur.fr/ Par Henri Temple - 4 janvier 2019

Les mêmes causes produisent les mêmes effets



Un trader à la bourse de New-York, 28 décembre 2018. SIPA. AP22286036_000001

En ce début d'année 2019, si l'on tente de s'élever au-dessus de l'agitation politico-médiatique, on ne peut qu'être saisi par la grande incertitude qui marque la vie politique, financière, économique, diplomatique de la planète.

Et cela gagne les médias qui, il y a quelques semaines, titraient tous : « Et si Trump avait raison… ? » Puis, à la suite d'une baisse des indices boursiers aux Etats-Unis, certains d'entre eux avaient imprudemment programmé : « Le krach de Trump », sans point d'interrogation. Imprudemment car, après leur pire chute hebdomadaire depuis 2008, à la veille de Noël (chute de plus de 20% en peu de temps, ce qui se produit juste avant un krach), Wall Street a aussi connu peu après sa meilleure séance depuis 2009.

Tout est fait pour n'y rien comprendre

Ceci contredit absolument l'utilisabilité des cours boursiers pour tirer des leçons de politique ou d'économie. La Bourse fonctionne comme un révélateur d'événements vrais ou faux, réels, supposés ou anticipés, dans des domaines hétéroclites pouvant concerner : une ou plusieurs entreprises (résultats et événements managériaux ou faits politiques externes), une crise économique, politique ou géopolitique majeure (notamment l'anticipation de l'explosion d'une bulle ou une guerre).

Jamais autant de grandes incertitudes, et de telles ampleurs, n'ont pesé sur le monde. Par-delà les indices, les querelles d'experts et de chroniqueurs patentés contribuent à jeter le trouble car, souvent comme des « animaux savants », ils répètent leurs schémas, se reposent sur des statistiques choisies et des données fragmentaires, et toujours sont incapables ou réticents à rechercher les causes premières et profondes du grand désordre mondial persistant.

Ce désordre est avant tout notionnel, conceptuel, dialectique, ou, plus largement, philosophique. Il affecte l'économie et l'organisation politique.

La subversion de l'économie

L'économie, en premier lieu, n'est plus définie par ses objectifs, mais subie dans ses errances et inventions spéculationistes. Et on nous persuade d'avoir à les suivre comme si c'était la seule voie possible. Ainsi en ce qui concerne, la monnaie, la dette et le commerce mondial.

S'agissant de la monnaie, deux aberrations :

D'abord l'Euro, qui met les économies nationales au service de cette devise et non l'inverse. Avec la situation économique, et donc sociale, calamiteuse que l'on voit en Grèce, en Espagne, en Italie, en Espagne, en France.

Ensuite, l'incontinence des banques qui continuent, par l'émission monétaire résultant de crédits non couverts par leurs fonds propres, à émettre de la monnaie (de la fausse monnaie comme l'avait démontré notre prix Nobel, Maurice Allais). Cette gabegie monétaire encourage les spéculations boursières et enfle la bulle de la dette mondiale qui serait désormais de 200 à 300% du PIB mondial (la Chine contribuant à près de 50 % de cet enflement). Or il n'est pas d'exemple de bulle qui n'ait éclaté à force d'enfler, avec les ravages que l'on a vu en 2008.

La dette en résulte. Mais elle subit aussi un paradoxe : si la fabrication laxiste de monnaie est permise aux banques privées et aux banques centrales (notamment le « quantitative easing » par la BCE), le découvert est interdit, à l'euro près, aux particuliers. Et interdit aux Etats membres de l'UE : conformément à l'article 126 du Traité européen (TFUE), le déficit budgétaire ne doit pas dépasser 3% du PIB et la dette publique ne doit pas excéder 60% du PIB. Dans la zone euro, seuls les Pays-Bas et l'Autriche respectent ces critères aveugles.

Partout, en Europe, en Amérique et en Afrique, la situation humaine se dégrade du fait de la prise en tenaille des systèmes socio-économiques entre la contrainte de la mondialisation (ouverture des frontières) et les contraintes nationales qu'elles soient sociales, environnementales et monétaires.

S'agissant du commerce mondial, il a été lui aussi érigé en dogme et imposé (sans débat scientifique ni libre choix démocratique des peuples) par l'accord de Marrakech (OMC). Dès lors, il s'ensuit de fortes et légitimes tensions sociales, immédiatement répercutées politiquement, qui vont entretenir l'incertitude, voire le doute, l'inquiétude ; enfin la colère. Ces tensions sociales se sont exprimées successivement par les « émeutes de la faim », les « printemps », notamment arabes, les « balais citoyens », les « gilets jaunes ». Ce dernier mouvement, le plus récent, et qui fait tache d'huile dans d'autres pays, est le plus abouti car il corrèle, très clairement, les difficultés de survie économique et familiale à des choix politiques, et ces derniers à un système prétendument démocratique, bétonné en réalité par des intérêts du capitalisme globalisé et financiarisé. Ce désordre mondial ne peut que s'amplifier, les mêmes causes produisant les mêmes effets.

Le politique enchaîné

L'organisation politique est tout aussi invertie que la configuration économique. Si l'économie officielle consacre le *Triomphe de la cupidité* (selon le livre d'un autre Nobel, J.E Stiglitz), la construction politique a pour principe, désormais, de mettre le politique en sujétion de cet économie invertie. On peut donc parler, là encore, d'inversion politique puisqu'il il s'agit de revenir sur des progrès séculaires qui avaient fait l'objet de remarquables expériences à Athènes, et de résurrections en Europe et aux Etats-Unis à la fin du XVIIIe siècle : la Démocratie et la République. Il s'est agi, en effet, de supprimer peu à peu, sous des prétextes divers, la souveraineté des nations et la souveraineté des peuples qui en est le fondement.

A cause de l'OMC, mais aussi d'autres accords multilatéraux, les nations et les peuples sont interdits de choisir librement les cadres et les règles de leur commerce international. Il en a résulté, pour les pays les plus avancés socialement et techniquement, la destruction de leurs entreprises et le pillage de leurs savoir-faire. L'Union européenne (UE) s'est volontairement pliée

à cette sujétion, abandonnant un de ses deux grands principes fondateurs, inscrits dans les traités : la préférence communautaire.

A cause de l'OMC, l'UE a imaginé un outil et une stratégie politiques. Cet outil fut l'Euro ; cette stratégie est la réduction des souverainetés nationales. Dans une perspective purement doctrinaire, l'Etat fédéral européen est remis en dépôt à une aristocratie cooptée et transnationale. Pour bien montrer qui était le maître, on fit revoter des peuples qui n'avaient pas « bien voté » ou, pire, on effaça le vote souverain du peuple de France, lors du referendum de 2005, par la forfaiture du Congrès en 2008 (Traité de Lisbonne, évidemment nul et non avenu pour cette raison d'illégitimité).

Trump rebat les cartes

La propagande officielle insiste complaisamment sur les menaces que feraient courir au bel ordonnancement du TINA (« There is no alternative ») ou de sa forme repeinte du PCC (« Pas de changement de cap »), les fortes revendications populaires venant des gens qui souffrent et qui sont angoissés. On stigmatise (souvent avec des arguments grotesques ou diffamatoires) les populismes, les souverainismes, les protectionnismes commerciaux et migratoires. Et cette caste richissime et frauduleuse vient donner des leçons d'abnégation et de démocratie. Toutefois, la faillite de la Caste a commencé. Du Brexit à l'Italie en passant par les carrefours français et les pays d'Europe centrale, bientôt de l'Espagne, monte la lame de fond de la Vie qui va balayer les résidus de l'ancien monde, infructueux, avide, cynique, inculte et méprisant.

Le discours officiel refuse de comprendre ce que veut faire Trump.

Sur le plan économique, il peut réussir à briser l'étreinte chinoise qui met à mal les économies des nations du monde avec pour objectif un projet hégémonique non démocratique, non libéral et quasi racial (impérialisme Han). La Chine, dont la dette est de 200 ou 300% de son PIB, peut craindre des troubles sociaux majeurs si elle n'exporte plus ; or Trump essaie de faire redémarrer ses usines. Ce sera là le choc du XXIe siècle et l'Occident aura intérêt à appuyer cette démarche ; mais les pays européens devront néanmoins défendre leurs intérêts face aux Etats-Unis.

Sur le plan militaire et géopolitique, Donald Trump veut restituer sa suprématie technologique à son armée, ce qui supposera des économies de dépenses « improductives » (Corée, Syrie, Irak, Afghanistan, OTAN) en s'entendant t avec les Turcs, les Arabes, les Russes, afin de réinvestir dans la recherche l'industrie et l'équipement des armées. Et nous serons sans doute surpris en découvrant un accord avec l'Iran en 2019. Les discussions n'ont jamais cessé.

Or en Europe, seules la France et le Royaume Uni sont encore crédibles sur le plan militaire ; pour l'instant.

L'heure des choix

L'affrontement idéologique final, inéluctable, qui a d'ailleurs commencé, sera d'une immense virulence : l'ancienne caste veut préserver ses avantages et ses privilèges injustes, ne se rendant pas compte qu'elle tresse la corde qui va la pendre. Les savants : philosophes, économistes, juristes, historiens, géographes, psychosociologues, pédagogues, démographes, doivent déjà penser le monde de demain.

Trois questions majeures seront posées. La première sur le niveau de décision : organismes supranationaux ou nations (ce qui n'interdit pas pour autant les coopérations). La deuxième portera sur la conception de l'homme, de sa famille, de sa nation, de sa démocratie, de son système d'instruction. La troisième, en harmonie avec les réponses données à la première et à la deuxième question, sur la conception de l'économie, de l'entreprise, de la fiscalité, de la monnaie, de la finance, de l'environnement.

Donald Trump et Giuseppe Conte ont commencé à poser ces questions. Et ils ne sont pas les seuls. Car ils sont suivis par leurs opinions publiques. Ceci devrait forcer à l'écoute et pas à de vagues et méprisants anathèmes. Car le XXIe siècle sera philosophique ou ne sera pas…

Crise sociale : halte au lynchage

Idées Par Le Monde Publié le 10 janvier 2019 à 11h47 - Mis à jour le 10 janvier 2019 à 11h47

Editorial. Le déferlement d'attaques et d'injures visant tout ce qui ressemble à une institution est d'autant plus odieux qu'il s'exprime dans le lâche confort de l'anonymat.

Editorial du « Monde ». L'intimidation, la menace et la violence sont les armes de toutes les dictatures, qu'elles soient étatiques, populaires ou, comme jadis, prolétariennes. Il est pour le moins troublant, pour ne pas dire révoltant, qu'il faille rappeler de telles évidences en 2019 dans un pays qui, jusqu'à nouvel ordre, est une démocratie.

Que l'on sache, en effet, et quels que soient les arguments spécieux qui voudraient justifier le contraire, la France est bien une démocratie. Chacun y est libre d'élire ses représentants – à l'Elysée ou au Parlement, dans sa ville ou sa région –, de s'exprimer, de débattre, de défendre ses idées, de lire ou d'écouter les médias de son choix, de manifester ou de faire grève s'il le juge nécessaire.

Or le mouvement social qui ébranle le pays depuis bientôt deux mois s'est laissé peu à peu gagner par une vindicte inacceptable, qu'il convient de dénoncer. Qu'elle soit le fait de « gilets jaunes » radicalisés ou de groupuscules d'ultradroite ou d'extrême gauche qui profitent de l'occasion pour exprimer leur haine de l'Etat, du « pouvoir » et de la loi républicaine, la démonstration de cette agressivité est désormais quotidienne. Cette virulence peut être aggravée, mais non justifiée, par des violences policières tout aussi intolérables.

« Collabos »

C'est un déferlement d'attaques et d'injures visant tout ce qui ressemble à une institution. Le président de la République, bien sûr, qui est l'objet de tous les ressentiments. Par extension, les ministres et les parlementaires de la majorité. Sans même parler des journalistes, aimablement traités de *« collabos »,* empêchés de faire leur travail, voire molestés*,* dès qu'ils s'avisent d'émettre la moindre réserve sur un mouvement dont ils ont pourtant rendu compte de façon aussi exhaustive que possible.

Pour s'en tenir aux élus, une cinquantaine de députés ont ainsi été victimes, ces dernières semaines, d'agressions non seulement verbales, mais physiques ou matérielles contre eux-mêmes, leur famille, leur domicile, leur véhicule ou leur permanence. Toujours dans les mêmes termes, dont beaucoup devraient tomber sous le coup de la loi, puisque, en plus d'être orduriers, ils sont très souvent xénophobes, antisémites ou sexistes. Et fréquemment assortis de menaces de mort : *« On va te pendre », « te décapiter », « te mettre une balle dans la tête »*.

Cette tentation du lynchage est d'autant plus odieuse qu'elle s'exprime dans le lâche confort de l'anonymat. A commencer par celui que garantissent les réseaux sociaux. Que ceux-ci soient un formidable espace de liberté d'expression et de communication, fort bien, et il n'y a pas de raison de le déplorer. Qu'ils soient devenus un outil de mobilisation sociale instantanée et directe, les « gilets jaunes » ne sont pas les premiers à en faire la démonstration, et l'on sait que Facebook a joué un rôle essentiel dans l'extension du mouvement.

Mais qu'ils contribuent à faire circuler en toute impunité les haines de la pire espèce, qu'ils se transforment en pilori permanent est tout simplement inacceptable. D'autant que leurs responsables ne semblent guère s'en émouvoir et que leurs systèmes de modération censés servir de garde-fous sont à l'évidence inopérants, dépassés, voire complaisants. La liberté de pensée et d'expression est une condition élémentaire de la démocratie. Elle peut en devenir l'ennemie lorsque, loin de débattre, de critiquer, de contester ou de blâmer, elle agresse, violente et se laisse gangrener par la bêtise la plus hargneuse. Personne ne devrait l'oublier.

6 – Actualités internationale

AFRIQUE

Opérations

80 militaires américains déployés au Gabon, prêts à intervenir en RDC

http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 05.01.2019 Par Philippe Chapleau

80 militaires américains ont été déployés au Gabon pour intervenir en République démocratique du Congo (RDC) en cas de violences provoquées par l'annonce des résultats de l'élection présidentielle.

Dans une lettre adressée à des dirigeants du Congrès, le président américain a indiqué qu'ils resteraient "dans la région jusqu'à ce que la situation en RDC ne nécessite plus leur présence":



Office of the Press Secretary

FOR IMMEDIATE RELEASE
January 4, 2019

TEXT OF A LETTER FROM THE PRESIDENT
TO THE SPEAKER OF THE HOUSE OF REPRESENTATIVES
AND THE PRESIDENT PRO TEMPORE OF THE SENATE

January 4, 2019

Dear Madam Speaker: (Dear Mr. President:)

United States Armed Forces personnel have deployed to Libreville, Gabon, to be in position to support the security of United States citizens, personnel, and diplomatic facilities in Kinshasa, Democratic Republic of the Congo. This deployment of approximately 80 personnel is in response to the possibility that violent demonstrations may occur in the Democratic Republic of the Congo in reaction to the December 30, 2018, elections there. The first of these personnel arrived in Gabon on January 2, 2019, with appropriate combat equipment and supported by military aircraft. Additional forces may deploy to Gabon, the Democratic Republic of the Congo, or the Republic of the Congo, if necessary for these purposes. These deployed personnel will remain in the region until the security situation in the Democratic Republic of the Congo becomes such that their presence is no longer needed.

This action was taken consistent with my responsibility to protect United States citizens both at home and abroad, and in furtherance of United States national security and foreign policy interests, pursuant to my constitutional authority to conduct United States foreign relations and as Commander in Chief and Chief Executive.

I am providing this report as part of my efforts to keep the Congress fully informed, consistent with the War Powers Resolution (Public Law 93-148). I appreciate the support of the Congress in these actions.

Sincerely,

DONALD J. TRUMP

Ces 80 soldats pourraient être des marines du *Special Purpose Marine Air-Ground Task Force-Crisis Response Africa* qui connaissent bien le terrain; ainsi ils étaient déployés au Gabon en mai 2018 pour former des cadres gabonais.

On se souviendra par ailleurs que Libreville abrite une des 12 *Cooperative Security Locations* (CSL) d'Afrique (voir mon récent post **ici**). Cette CSL dispose de stocks de matériel et de carburant qui permettent à une force de 300 soldats d'opérer pendant 30 jours. En 2015, un test grandeur nature avait eu lieu au Gabon: 4 *MV-22 Osprey*, 2 *KC-130J* et quelque 200 US Marines s'étaient déployés sur la CSL (lire **ici**). Le soutien logistique de cette CSL est assuré depuis l'aéroport de Kotoka, au Ghana, où opère un détachement de la 405th Army Field Support Brigade et des *contractors* de la firme Fluor.

Enfin, des militaires US étaient déjà présents à Port-Gentil (voir mon post **ici**) avant l'envoi des forces d'intervention. Il s'agit de *Seabees* du *Naval Mobile Construction Battalion* (NMCB) n°1 qui, avec des sapeurs gabonais, construisent depuis novembre un Centre d'opérations maritimes (MOC).

Politique

Tentative de coup d'Etat au Gabon, quatre officiers mutins arrêtés

https://www.latribune.fr/ reuters.com | 07/01/2019, 8:40 par Geraud Wilfried Obangome



(Crédits : Tiksa Negeri)

LIBREVILLE (Reuters) - Une tentative de coup d'Etat semble avoir échoué lundi au Gabon, où quatre des cinq officiers de l'armée qui s'étaient emparés en fin de nuit du siège de la radio nationale ont été arrêtés, a déclaré un porte-parole du gouvernement.

Le cinquième mutin, l'officier qui a lu le message des putschistes à la radio, est en fuite, a ajouté Guy-Bertrand Mapangou.

"Le gouvernement est en place, les institutions sont en place", a-t-il déclaré à la chaîne France 24.

Se réclamant dans un message diffusé à la radio et sur les réseaux sociaux d'un Mouvement patriotique des jeunes des forces de défense et de sécurité du Gabon, le lieutenant Kelly Ondo Obiang avait appelé ses compatriotes à se soulever contre le président Ali Bongo, dont il disait douter de la capacité à continuer à assumer sa charge.

Le chef de l'Etat gabonais, qui est âgé de 59 ans, se remet au Maroc d'un AVC dont il a été victime le 24 octobre dernier alors qu'il participait à une conférence économique en Arabie saoudite, laissant son vice-président exercer le pouvoir en son absence sur décision de la Cour constitutionnelle.

L'appel lancé par les putschistes ne semble pas avoir été suivi d'effet, le calme régnant lundi en milieu de matinée dans la plus grande partie de la capitale, Libreville.

Des coups de feu sporadiques ont néanmoins été entendus près de la radio d'Etat, où des soldats loyalistes ont aussi tiré des grenades lacrymogènes pour disperser quelque 300 personnes qui s'étaient rassemblées pour soutenir les mutins, a constaté un journaliste de Reuters présent sur place.

La capitale gabonaise était survolée par des hélicoptères et quadrillée par l'armée et la police.

Dans son message diffusé vers 04h30 heure locale (05h30 GMT), le lieutenant Kelly Ondo Obiang jugeait que les vœux du Nouvel an enregistrés par Ali Bongo pour rassurer sur sa santé avaient "plutôt renforcé les doutes sur sa capacité à assumer les lourdes charges liées à la fonction de président de la République".

L'élection contestée de 2016

Dénonçant une "manipulation" du président pour s'accrocher au pouvoir, une "théâtralisation" de son discours de Nouvel an et la "complicité de la hiérarchie militaire", le lieutenant Kelly Ondo Obiang appelait les Gabonais à descendre dans la rue pour le soutenir.

Flanqué de deux soldats armés de fusils d'assaut, l'officier en uniforme et béret vert ajoutait que le putsch avait été lancé contre "ceux qui, dans la nuit du 31 août 2016, ont fait lâchement assassiner nos jeunes compatriote", une allusion aux violences qui ont suivi la réélection contestée d'Ali Bongo.

Un gradé de l'armée s'exprimant sous le sceau de l'anonymat avait déclaré à Reuters avant l'annonce de l'arrestation de plusieurs mutins que la tentative de coup d'Etat était l'œuvre d'une seule unité et que les autres "observaient" le déroulement des événements.

"Je ne sais pas si cela va réussir ou échouer", avait-il ajouté. "Cela dépend de nombreux facteurs."

Avant d'assumer la présidence du pays, Ali Bongo a été pendant dix ans ministre de la Défense, ce qui "limite la possibilité que la hiérarchie militaire actuelle soutienne son éviction", soulignait pour sa part Judd Devermont, directeur du programme Afrique au Center for Strategic and International Studies (CSIS) à Washington.

Dans son discours du Nouvel an, le chef de l'Etat gabonais a reconnu souffrir de problèmes de santé mais a assuré qu'il se remettait.

La famille Bongo dirige le pays pétrolier depuis près d'un demi-siècle. Ali Bongo est arrivé au pouvoir à la mort de son père, Omar, en 2009.

Il a été réélu en 2016 avec moins de 6.000 voix d'avance sur l'opposant Jean Ping, ancien président de la Commission de l'Union africaine, à l'issue d'une élection sous tension marquée par des accusations de fraude et de violentes manifestations.

L'Union européenne avait signalé des anomalies, notamment dans la province du Haut-Ogooué où Bongo a été crédité de 95% des suffrages exprimés et où la participation a atteint le taux de 99,9% des inscrits.

(avec David Lewis; Henri-Pierre André et Tangi Salaün pour le service français)

Gabon : le putsch fait pschitt mais la reprise en main s’annonce violente

http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 07.01.2019 Par Philippe Chapleau



Le putsch des bérets verts gabonais a fait long feu. Six heures après la diffusion d’un message radiophonique annonçant la création d’un "Conseil national de restauration", les forces loyalistes ont repris le contrôle de Libreville.

Le lieutenant Kelly Ondo Obiang, dirigeant d’un autoproclamé Mouvement patriotique des jeunes des forces de défense et de sécurité du Gabon (MPJFDS), a été arrêté, ainsi que la poignée de militaires putschistes. Ces soldats entendaient évincer le président Bongo et remplacer les institutions "illégitimes et illégales".

Ali Bongo, qui est âgé de 59 ans et qui est au pouvoir depuis 2009, a été hospitalisé le 24 octobre après avoir été victime d’un AVC lors d’une conférence économique en Arabie Saoudite. Hospitalisé plusieurs jours à l’hôpital Roi Fayçal de Ryad, il a poursuivi sa convalescence au Maroc, laissant son vice-président exercer le pouvoir en son absence sur décision de la Cour constitutionnelle. Le 31 décembre, le président Bongo a pris la parole pour la première fois depuis son hospitalisation. Cette prise de parole, peu fluide, était pour le MPJFDS une "honte" pour un "pays (qui) a perdu sa dignité". D’où la décision d’un putsch et d’un appel au "peuple afin de sauver le Gabon du chaos".



L’échec de ce putsch, putsch certainement téléguidé, risque de provoquer une sérieuse reprise en main par le camp supposé être évincé.

En effet, l’entourage d’Ali Bongo est divisé, chacun revendiquant l’héritage politique et financier du Président. "Un clan des durs rassemble plusieurs généraux et conseillers autour de Frédéric Bongo, le frère du Président et chef des services de renseignements", confiait en novembre un connaisseur des arcanes gabonais. "Il s’oppose au clan rassemblant le directeur de cabinet Brice Laccruche, la Première dame et des membres du Mouvement des amis d’Ali Bongo Ondimba".

L’enjeu est de taille : le pouvoir politique au Gabon, la fortune personnelle du chef de l’État (460 millions d’euros) et, plus largement, "toute l’économie du Gabon sous la coupe d’Ali et de Pascaline", sa soeur, selon Gilles Gaetner, l’auteur d’un récent *Pilleurs d’Afrique*.

En décembre, c’est le Franco-Gabonais Brice Laccruche, directeur de cabinet d’Ali Bongo depuis 2017, qui a été visé par des accusations de tripatouillage et de fraudes et traité d'"escroc vénal obsédé par l’argent et le pouvoir". Laccruche a riposté lors de ses vœux, dénonçant "les professionnels de la polémique, ainsi que les sycophantes modernes qui font profession de la calomnie et de la diffamation". Qui visait-il ? Certainement Frédéric Bongo, le chef des services de renseignements, qui aimerait bien que le pouvoir reste aux mains du clan Bongo. Un clan qui contrôle pouvoir et économie depuis 1967.

Simultanément a été établie et dénoncée la présence à Libreville d’une douzaine de Français, anciens militaires proches des Services français. La présence de ce "mystérieux commando français" a fait polémique. Certains ont pensé que cette présence n’avait pas pu échapper aux Services gabonais et à leur chef, Frédéric Bongo. Mais celui-ci aurait découvert le déploiement de cette équipe chargée, prétendument, d’un audit de sécurité commanditée par le porte-parole de la présidence gabonaise, Ike Ngouoni, lui-même aux ordres de Brice Laccruche. Le chef de cette équipe française, Stephan Privat, a été interpellé et interrogé par les services gabonais avant d’être relâché.

Encore une fois, le scénario s'organise autour de la rivalité entre Frédéric Bongo et Brice Laccruche.

Les machettes de sortie

La "drôle de guerre" de succession d’Ali Bongo a donc pris fin et la vraie guerre a démarré. Elle va opposer deux camps qui ont tout à perdre ou tout à gagner.

L’enquête qui va suivre, après le pitoyable putsch de ce lundi, pourrait bien dévoiler les responsabilités des uns et des autres et porter un coup fatal à l’un des clans qui se battent pour la "présidence bis" du petit pays pétrolier où la France garde toujours une (la ?) main et s'immisce dans les affaires les plus intimes de l'Etat.

Une tentative de coup d’État militaire a été déjouée au Gabon

http://www.opex360.com/ Posté dans Afrique par Laurent Lagneau Le 07-01-2019



Pays producteur de pétrole et par ailleurs bien pourvu en ressources naturelles [manganèse, bois], le Gabon connaît actuellement de grandes difficultés économiques, notamment en raison de la chute du prix de l'or noir, la part des recettes pétrolières dans son PIB étant tombée de 45% à seulement 27% en 2017. Résultat : des mesures d'austérité ont été prises, notamment pour la fonction publique, des entreprises sont en difficulté et le chômage augmente. Et cela alors que, déjà, un tiers de la population vit sous le seuil de pauvreté.

À ce marasme économique vient s'ajouter une crise politique, causée par la réélection contestée, en 2016, du président Ali Bongo, lequel avait succédé à son père – Omar Bongo – au décès de ce dernier, en 2009.

Inquiété par la justice française dans le cadre de l'affaire des « biens mal acquis » [c'est à dire l'établissement de fortunes en France grâce au détournement de fonds publics, ndlr], Omar Bongo a été victime d'un accident vasculaire cérébral [AVC] alors qu'il se trouvait en Arabie Saoudite, en octobre 2018. En convalescence à Rabat, il a fait une apparition le 31 décembre dernier, à l'occasion de son traditionnel message du Nouvel An.

« Aujourd'hui, comme vous pouvez le constater, je vais mieux et me prépare à vous retrouver très vite », a assuré M. Bongo à ses compatriotes. Seulement, l'opposition gabonaise n'est pas de cet avis. « Cette apparition, sous réserve d'un montage laborieux, suscite encore plus d'interrogations et d'incertitudes sur les capacités physiques et intellectuelles d'Ali Bongo à exercer les lourdes charges qui lui incombent », a ainsi estimé Alexandre Barro Chambrier, président du parti Rassemblement Héritage et Modernité, pour qui il faudrait « décréter la vacance du pouvoir et la mise en place d'une transition démocratique. »

En attendant le retour de M. Bongo, la Cour constitutionnelle a transféré une partie des pouvoirs du président au Premier ministre et au vice-président du Gabon.

C'est donc dans ce contexte que, ce 7 janvier, sur les ondes de la radio nationale gabonaise, au moins trois militaires mutins, dont le lieutenant Ondo Obiang Kelly, présenté comme commandant-adjoint compagnie de la garde d'honneur, ont annoncé la création d'un « Conseil national de restauration » afin de « garantir au peuple gabonais une transition démocratique », estimant « illégitimes et illégales » les institutions mises en place durant l'absence de M. Bongo.

« Si vous êtes en train de manger, arrêtez. Si vous êtes en train de prendre un verre, arrêtez. Si vous dormez, réveillez-vous. Réveillez vos voisins […], levez-vous comme un seul homme et prenez le contrôle de la rue […] jusqu'à ce que nous mettons hors d'état de nuire tous les ennemis de la patrie », a encore lancé le lieutenant Ondo Obiang Kelly, qui s'est dit président du « Mouvement patriotique des jeunes des forces de défense et de sécurité du Gabon » [MPJFDS]. Et il a également appelé « tous les hommes du rang et les sous-officiers » à se procurer « armes et munitions » et à « prendre le contrôle » des points stratégiques du pays, en ce « jour où l'armée a décidé de se mettre aux côtés de son peuple pour sauver le Gabon du chaos ».

Par la suite, des blindés des forces armées ont été déployés pour bloquer l'accès au boulevard Triomphal, autour de la Radio Télévision gabonaise. Alors que des tirs ont été entendus en bord de mer et dans le centre de Libreville, les unités du GIGN gabonais sont entrées dans le bâtiment où s'étaient retranchés les mutins. Et, finalement, quatre d'entre eux ont été arrêtés, tandis qu'un cinquième – le lieutenant Ondo Obiang Kelly – aurait réussi à s'enfuir.

« Le calme est revenu, la situation est sous contrôle », a ensuite assuré Guy-Bertrand Mapangou, le porte-parole du gouvernement, lequel a qualifié, sur les ondes de RFI, les cinq mutins de « plaisantins » car « jusqu'à présent, la hiérarchie militaire dit ne pas être au courant de ce groupe

et ne pas connaître comment ils se sont préparés ». Enfin, a-t-il précisé, les « els forces de sécurité ont été déployées dans la capitale et elles le resteront pour les prochains jours afin de maintenir l'ordre. »

Cette tentative de coup d'État est survenue alors que 80 militaires américains ont débarqué à Libreville afin d'anticiper d'éventuels troubles post-électoraux en République démocratique du Congo. En outre, la France y est aussi présente militairement, via les Éléments français au Gabon [EFG].

Pour rappel, la France et le Gabon sont liés par un traité de coopération en matière de défense depuis 1960. Ce dernier a été renégocié en 2010 pour entrer en vigueur en 2014.

CENTRAFRIQUE

Opérations

Des combats entre les forces armées centrafricaines et des groupes armés de l'ex-Séléka signalés près d'une ville minière

http://www.opex360.com/ Posté dans Afrique, Opérations par Laurent Lagneau Le 06-01-2019



En 2018, des unités des Forces armées centrafricaines [FACa], le plus souvent accompagnées par des instructeurs russes, ont été redéployées dans plusieurs localités du pays afin de contrer les groupes armés issus de l'ex-coalition rebelle de la Séléka et les mouvements anti-balaka.

Évidemment, ces derniers voient d'un très mauvais oeil l'arrivée des FACa dans la mesure où, explique le dernier rapport du groupe d'experts des Nations unies sur la Centrafrique, ils n'ont nullement envie de voir leur « intérêts économiques [être] contrariés de quelque manière que ce soit » et de se « retirer de régions où ils peuvent profiter de la manne que constitue l'exploitation des ressources naturelles. »

Tel est le cas à Bakouma, ville minière connue pour ses gisements d'uranium, située à une centaine de kilomètres de Bangassou, le chef-lieu de la préfecture du Mbomou, dans le sud-est de la Centrafrique. Depuis le 31 décembre, des combats ont éclaté entre les FACa et deux groupes armés issus de la Séléka, à savoir le Front populaire pour la renaissance de la Centrafrique [FPRC] et l'Union pour la paix en Centrafrique [UPC].

Alors qu'ils n'ont pas toujours entretenu de bonnes relations par le passé, l'UPC et le FPRC ont attaqué Bakouma, ce qui a contraint les FACa et les Casques bleus de la MINUSCA [Mission des Nations unies pour la République centrafricaine] à intervenir. Et cela, alors que les routes entre cette localité et Bangassou sont quasiment inexistantes.

Mais, visiblement, les deux groupes rebelles, qui ont « pillé et incendié » des maisons, selon Sylvain Ngwalima, le maire de Bakouma, ont pris le dessus pour le moment. « On a dégagé les FACa qui sont au niveau de Bakouma », a en effet affirmé, auprès de l'AFP, un membre de l'état-major du FPRC, dont les intentions étaient a priori connues.

Un rapport interne de l'ONU, cité par l'AFP, avait en effet souligné que le FPRC envisageait « d'établir une base permanente à Bangassou pour nettoyer la zone des éléments antibalaka et des Faca, après avoir affirmé qu'ils harcelaient la population locale. »

« Nous avons alerté les autorités de Bangui pour éviter l'attaque de Bakouma. Aucune autorité n'a prêté attention à nos messages. C'est toute une ville qui est abandonnée à l'ennemi », a confirmé Gabin Dieudonné Mbolifouefele, député de Bakouma.

Malgré l'embargo décrété par les Nations unies, les groupes issus de l'ex-Séléka n'ont eu aucune difficulté à s'approvisionner en armes et en munitions. Disposant de moyens importants grâce à la prédation des ressources naturelles exploitées dans les régions qu'ils contrôlent, le FPRC et l'UPC ont en effet pu renforcer leurs arsenaux auprès de trafiquants soudanais.

CONGO

Politique

République Démocratique du Congo. Victoire pour l'opposant Félix Tshisekedi à la présidentielle

Accueil Monde République Démocratique du Congo (RDC) https://www.ouest-france.fr/ avec Reuters et AFP Modifié le 10/01/2019 à 07h58 Publié le 10/01/2019 à 03h25



L'opposant Felix Tshisekedi proclamé vainqueur à la présidentielle. | LUIS TATO / AFP

La commission électorale a annoncé la victoire du candidat d'opposition Felix Tshisekedi à l'élection présidentielle en République Démocratique du Congo. Un autre opposant, Martin Fayulu, dénonce un « putsch électoral », tandis que Paris juge les résultats « non conformes ».

Le candidat de l'opposition Félix Tshisekedi a été déclaré vainqueur de l'élection présidentielle historique à un tour en République Démocratique Du Congo, qui a eu lieu le 30 décembre, par la Commission électorale nationale indépendante (Céni) dans la nuit de mercredi à jeudi.

Un résultat aussitôt contesté par un autre candidat de l'opposition, Martin Fayulu. A Paris aussi, le chef de la diplomatie, Jean-Yves Le Drian estime que les résultats annoncés ne semblent **« pas conforme aux résultats que l'on a pu constater ici ou là »**.

Le vainqueur rend hommage à Kabila

« Ayant obtenu 7 051 013 suffrages valablement exprimés, soit 38,57 %, est proclamé provisoirement élu président de la République Démocratique Du Congo M. Tshisekedi Tshilombo Félix », a déclaré le président de la Céni, Corneille Nangaa. Ce résultat sans précédent en RDC peut encore faire l'objet de recours devant la Cour constitutionnelle.

Lors de son discours de victoire, Félix Tshisekedi, a rendu hommage au président sortant Joseph Kabila, **« partenaire de l'alternance démocratique »**, dans sa première prise de parole.

« Je rends hommage au président Joseph Kabila. Aujourd'hui, nous ne devons plus le considérer comme un adversaire mais plutôt comme un partenaire de l'alternance démocratique dans notre pays », a déclaré Félix Tshisekedi devant une foule de ses partisans réunis au siège de son parti, l'UDPS.

Crainte de violences

Ces résultats sont en contradiction avec le décompte effectué par la Conférence épiscopale nationale du Congo(Cenco), selon laquelle la victoire revient à un autre dirigeant de l'opposition, Martin Fayulu, ont cependant déclaré deux diplomates quelques instants après l'annonce de la Céni. Le ministère français des Affaires d'étrangères a jugé que les résultats du vote étaient **« non conformes »**.

Les vaincus, parmi lesquels le candidat du parti au pouvoir Emmanuel Ramazani, ont la possibilité de déposer un recours devant le Conseil constitutionnel qui dispose alors de dix jours pour mener des auditions et juger de la validité des résultats.

Des policiers ont été déployés autour du siège de la Céni à Kinshasa et sur le principal boulevard de la capitale, de crainte de violences.

Rumeurs sur des négociations secrètes

Des opposants ont accusé les autorités de fraude et des rumeurs font état de négociations secrètes entre le gouvernement et l'opposant Félix Tshisekedi, en vue d'un partage du pouvoir. Prévue à l'origine dimanche dernier, l'annonce des résultats du scrutin avait été repoussée car la commission électorale n'avait pas reçu un nombre suffisant de procès-verbaux.

L'élection doit permettre la première transition pacifique du pouvoir dans l'histoire de la RDC dont le président sortant, Joseph Kabila, en place depuis 2001, avait décidé de ne pas se représenter.

Des partisans de Tshisekedi, qui ne doutent pas de sa victoire, ont déclaré mardi qu'ils avaient rencontré des représentants de Joseph Kabila en vue d'assurer un transfert pacifique du pouvoir. Les pro-Kabila ont démenti de tels contacts.

Les amis de Martin Fayulu, eux, soupçonnent Joseph Kabila de vouloir négocier un accord de partage du pouvoir avec Tshisekedi si Shadary est battu. Mardi, Martin Fayulu et six autres candidats à la présidentielle ont publié un communiqué soulignant que **« les résultats du scrutin ne peuvent être en aucun cas négociés »**.

Fayulu dénonce un putsh électoral

Les résultats annoncés par la Céni ne correspondent pas au décompte effectué par la Conférence épiscopale nationale du Congo (Cenco) qui attribue la victoire à un autre dirigeant de l'opposition, Martin Fayulu, ont déclaré deux diplomates cités par Reuters.

Les vaincus, parmi lesquels le candidat du parti au pouvoir choisi par Joseph Kabila, Emmanuel Ramazani, ont la possibilité de déposer un recours devant le Conseil constitutionnel. Il appartient au Conseil constitutionnel de confirmer sous dix jours la victoire de Félix Tshisekedi.

S'exprimant dans un entretien à Radio France Internationale (RFI), Martin Fayulu a qualifié les résultats du scrutin de **« putsch électoral »**. Cette déclaration alimente la suspicion qui entoure les résultats de l'élection, des observateurs ayant signalé des irrégularités et des rumeurs faisant état de négociations secrètes entre le gouvernement et Félix Tshisekedi en vue d'un partage du pouvoir.

L'élection s'est déroulée dans la confusion, marquée par des problèmes de sécurité, des pannes et autres difficultés logistiques, laissant craindre de nouvelles violences.

ÉGYPTE

Diplomatie

Moyen-Orient : au Caire, Mike Pompeo prend le contre-pied de Barack Obama

Diplomatie https://www.jeuneafrique.com/ 10 janvier 2019 à 20h10 | Par Jihâd Gillon



Le secrétaire d'État Mike Pompeo s'adresse à des étudiants de l'université américaine du Caire, le 10 janvier. © Andrew Caballero-Reynold/AP/SIPA

En visite au Caire le 10 janvier, le secrétaire d'État américain Mike Pompeo, qui a rencontré le président Sissi, a délivré un exposé en forme de contre-pied au fameux discours du Caire prononcé par Barack Obama le 4 juin 2009 et a tenté de rassurer les alliés des États-Unis.

« Ce voyage dans la foulée des célébrations de Noël de l'Église copte revêt une signification particulière pour moi en tant que chrétien évangélique. Nous sommes tous enfants d'Abraham. » Après cette traditionnelle et consensuelle évocation de la fraternité entre les peuples du Livre, le secrétaire d'État américain Mike Pompeo a exposé à l'université américaine de la capitale égyptienne la nouvelle doctrine américaine au Moyen-Orient, qu'il a choisi de présenter comme le contre-pied de la politique menée par Barack Obama.

« Souvenez-vous, c'est ici, dans cette ville, qu'un autre Américain vous a dit que l'islamisme radical ne vient pas de l'idéologie, il vous a dit que le 11 septembre a amené mon pays à abandonner ses idéaux en particulier au Moyen-Orient. Il vous a dit que le Moyen-Orient et les États-Unis avaient besoin d'un « nouveau départ ». Le résultat de ces erreurs de jugement a été désastreux », a-t-il déclaré au Caire le 10 janvier, où il effectuait une visite à l'occasion de sa tournée moyen-orientale.

L'Amérique comme « une force du bien au Moyen-Orient »

Au désengagement américain promu par l'ancien président, le secrétaire d'État a opposé le volontarisme de Donald Trump, présentant l'Amérique comme « une force du bien au Moyen-Orient ».

Mike Pompeo a assimilé la prudence de Barack Obama à un abandon des alliés régionaux de l'Amérique, porteur de catastrophes. Évoquant les printemps arabes, il s'est repenti de « l'absence de l'Amérique [aux côtés de l'Égypte, ndlr] dans ce moment historique », sans préciser s'il fallait agir pour maintenir le président déchu Hosni Moubarak ou accompagner l'Égypte sur la voie de la démocratie.

Le secrétaire d'État américain a ainsi déploré un emploi trop « timide » de la puissance américaine, qui aurait ouvert la voie à la répression du peuple syrien par Bachar al-Assad, aux progrès de l'État islamique et surtout au renforcement de l'Iran. La menace que constituerait la République islamique a d'ailleurs été le principal sujet abordé par Mike Pompeo, qui a estimé que les accords passés avec « des ennemis » – référence à l'accord sur le nucléaire iranien – leur profitait en définitive. « La réticence de l'Amérique à exercer son influence nous a tenu silencieux alors que les Iraniens se soulevaient contre les mollahs durant la révolution verte. »

En moins de 24 mois, les États-Unis sous le président Trump ont réaffirmé son traditionnel rôle de force du bien dans la région

« La bonne nouvelle, c'est que l'ère de l'auto-flagellation américaine est terminée, tout comme ces politiques qui ont provoqué une souffrance inutile. En moins de 24 mois, les États-Unis sous le président Trump ont réaffirmé son traditionnel rôle de force du bien dans la région. Nous avons appris de nos erreurs », a-t-il ajouté.

Rassurer sur l'aide américaine

Alors que les États de la région s'ouvrent de plus en plus à la Russie et à la Chine, Mike Pompeo a explicitement fait valoir les avantages du choix de l'Amérique : « À ceux qui s'effraient de l'usage de la puissance américaine, souvenez-vous de ceci : l'Amérique sera toujours une force de libération, non une puissance occupante (…). Pouvez-vous en dire autant de l'Iran ? Lors de la

seconde guerre mondiale, les GI américains ont aidé à libérer l'Afrique du Nord de l'occupation nazie, cinquante ans plus tard, nous avons mis sur pied une coalition pour libérer le Koweït de Saddam Hussein. Les Russes ou les Chinois viendront-ils à votre rescousse de la même manière, comme nous l'avons fait ? »

Le secrétaire d'État américain a poursuivi son allocution en expliquant la stratégie américaine consistant à faire émerger de nouvelles alliances entre « nos vieux amis dans la région ». « Notre effort a rassemblé des membres du Conseil de coopération du Golfe ainsi que l'Égypte et la Jordanie. (…) Nous assistons à des changements remarquables, de nouveaux liens se tissent, qui étaient inimaginables jusqu'à récemment. Qui aurait imaginé que le Premier ministre israélien visiterait Mascate [capitale d'Oman, ndlr] ? »

Critiqué pour avoir annoncé le retrait à venir des troupes américaines de Syrie, Donald Trump a voulu rassurer ses partenaires régionaux par la voix de son secrétaire d'État : « Je vais être très clair : l'Amérique ne se retirera pas tant que la guerre contre le terrorisme ne sera pas terminée. »

Critiqué ces derniers jours pour la répression de l'opposition en Égypte, le président égyptien Sissi a reçu le soutien de Mike Pompeo, qui a salué sa promotion « de la liberté religieuse, un exemple pour tous les dirigeants du Moyen-Orient ».

« L'Amérique a été critiquée à la fois pour en avoir trop fait et pas assez au Moyen-Orient, mais nous n'avons jamais été des oppresseurs », a-t-il conclu.

MALI

Opérations

20 membres de groupes armés terroristes mis hors de combat au Mali

http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 10.01.2019 Par Philippe Chapleau

L'EMA a annoncé ce jeudi soir que depuis le vendredi 4 janvier 2019, la force *Barkhane* conduit une opération de reconnaissance dans la région de Serma, au Mali.



Coordonnée avec les forces armées maliennes (FAMa), conduite par le groupement tactique désert (GTD) Picardie et s'appuyant sur des hélicoptères du groupement tactique désert aérocombat (GTD-A), les groupements de commandos de montagne et parachutistes, ainsi que des avions de chasse, cette opération vise à démanteler des sites d'entraînement de groupes armés terroristes repérés dans la forêt de Serma (au sud de la RN16).

Elle s'inscrit dans la continuité de deux opérations menées mi-décembre et début janvier au nord de la RN16, ayant permis la mise hors de combat de terroristes, la découverte d'armement lourd et léger ainsi que du matériel de confection d'engins explosifs improvisés.

Dans la nuit du 04 au 05 janvier, deux opérations héliportées au nord et au sud de la forêt de Serma ont été appuyées par une frappe aérienne. L'une d'entre elle a conduit à la neutralisation de terroristes. A la suite de ces actions, la force *Barkhane* a engagé en coordination avec les FAMa une vaste opération de reconnaissance de la forêt de Serma.

Dans la nuit du 8 au 9 janvier, une opération de force a été menée sur un groupe de terroristes. La fouille approfondie des zones boisées a permis de mettre à jour une zone d'entraînement et une véritable base logistique terroriste, et de saisir des véhicules, de l'armement lourd et léger et des munitions de tout calibre, des engins explosifs improvisés et le matériel servant à les confectionner.

Selon l'EMA, au total, une vingtaine de membres des groupes terroristes a été mise hors de combat.

Sécurité

Sécurité dans le centre du Mali : la stratégie du Premier ministre divise les parlementaires

Sécurité https://www.jeuneafrique.com/ 08 janvier 2019 à 20h29 | Par Baba Ahmed - à Bamako
Mis à jour le 09 janvier 2019 à 11h21



Le Premier ministre malien, Soumeylou Boubèye Maïga. © Daou Bakary Emmanuel pour JA

Face à la hausse des exactions contre les civils dans le Centre, le Premier ministre malien Soumeylou Boubèye Maïga était à l'Assemblée nationale le 7 janvier pour présenter les actions qu'il compte entreprendre afin de mieux protéger la population.

En colère après la mort de 37 civils peuls tués le 1er janvier dans une attaque attribuée à des chasseurs traditionnels dozos à Koulogon, dans le centre du Mali, les députés ont interpellé le 7 janvier le Premier ministre Soumeylou Boubèye Maïga, afin qu'il s'explique sur l'action militaire menée dans le Centre.

À l'Assemblée nationale, les députés n'ont pas mâché leurs mots : « Dans le Centre, nos populations ne peuvent plus aller tranquillement au marché, ni au champ. Les gens ne peuvent plus aller à la pêche ou même promener leurs animaux », déplore à *Jeune Afrique* le porte-parole du groupe parlementaire Vigilance républicaine et démocratique (VRD).

Renforcer la sécurité

« Il faut qu'on arrête de stigmatiser les Peuls. Malgré les différentes missions effectuées par le Premier ministre et d'autres cadres au centre du Mali, le résultat reste mitigé. Il n'y a pas de conflit intercommunautaire Peuls-Dogons mais des attaques effectuées par des bandits », a lancé Belco Bah, député élu à Niono dans la région de Ségou, touchée par la crise, et membre de la commission défense de l'Assemblée nationale.

Très attendu, le Premier ministre a expliqué l'action déjà entreprise depuis son arrivée à la primature en décembre 2017 et la politique qu'il compte désormais appliquer. « Les stratégies mises en place par le gouvernement sont la préoccupation de l'espace. Nous avons déployé, en 2018, 13 000 hommes dont la moitié au Centre, ce qui a réduit l'insécurité par rapport aux autres années », a-t-il déclaré. « Nous allons continuer à renforcer notre présence militaire », a précisé Soumeylou Boubèye Maïga.

Des explications qui ne semblent pas avoir rassuré certains députés du Centre, qui jugent que l'heure est « grave ». « Le gouvernement a déjà envoyé des soldats, quels sont les résultats ? Vous prenez par exemple des localités comme Dialloubé et Kouakourou où l'armée a fait des postes militaires dans les villages, mais les gens ont peur de sortir à l'extérieur parce qu'il y a des hommes armés qui tournent autour des villages », a souligné le député Mody N'diaye.

Lors de ses réponses aux questions des députés, le Premier ministre malien a reconnu que l'action militaire seule n'était pas la solution. Il a ainsi préconisé de l'associer au redéploiement de

l'administration, d'instaurer un mécanisme de dialogue intercommunautaire et le processus de désarmement et de réinsertion (DDR) des combattants des groupes armés du Centre.

Des victimes plus nombreuses

Cependant, Soumeylou Boubèye Maïga a rejeté les accusations de certains députés qui donnent le gouvernement malien responsable des affrontements intercommunautaires dans cette région du Mali.

« Quand le Premier ministre nous dit que le gouvernement n'a aucune responsabilité dans ce qui se passe dans le Centre, on lui rappelle que la mission première du gouvernement est d'assurer la sécurité des personnes et de leurs biens, et nous les tenons responsables de cette insécurité car ils ne protègent pas les populations », a déclaré le député Mody N'diaye.

Selon un responsable de la section des droits de l'homme de la Minusma, la mission de maintien de la paix au Mali, le nombre des attaques a diminué sur l'année écoulée, alors que le nombre des victimes reste inchangé. « Avant les milices tuaient une, deux ou jusqu'à cinq personnes dans différents zones et de façon continue. Actuellement les attaques ne sont pas nombreuses, mais dès qu'une milice attaque un village peul, par exemple, le nombre de victimes est important », confie à *Jeune Afrique* un haut responsable chargé des droits de l'homme à la Minusma, sous couvert d'anonymat.

Selon les ONG de défense des droits humains, plusieurs centaines de personnes ont trouvé la mort dans le centre du Mali dans des violences et exactions perpétrées par des milices dozos sur les populations peuls assimilées à des jihadistes qui attaquent l'armée malienne.

Un « phénomène mondial »

À l'Assemblée nationale, si certains députés ont quitté les lieux sans être complètement convaincus par l'action du gouvernement dans le Centre, d'autres ont tout de même appelé à une union sacrée pour protéger les populations. « Il faut amener les gens dans leur ensemble à parler le langage de la vérité et que chacun joue sa partition dans l'apaisement », a déclaré Lamine Thera, député élu dans la région de Mopti.

« Ce n'est pas une question de communauté, mais ce sont des éléments qui ont infiltré la communauté peule et à travers laquelle ils font des attaques. C'est un phénomène mondial qui n'est pas propre au Mali », a-t-il conclu.

MAROC

Environnement

Lutte contre le changement climatique : le Maroc parmi les cinq pays les plus engagés au monde

Politique Politique publique https://afrique.latribune.fr/ Par Emmanuel Atcha | 08/01/2019, 7:00



Les politiques publiques du Royaume du Maroc en matière de lutte contre le changement climatique sont prises aujourd'hui en modèle à l'échelle du Continent. (Crédits : Capture d'écran)

L'Indice de performance de changement climatique 2019 rendu public ce dimanche 06 janvier 2019 a placé le Maroc en très bonne position dans le monde. Le royaume chérifien est classé deuxième pays le plus performant, occupant le 5e rang mondial. Cet indice prend en compte divers paramètres dont l'efficacité de la «politique climatique».

Le gouvernement marocain vient de voir ses efforts en matière de lutte contre le changement récompensés. Dans le classement de l'Indice de performance de changement climatique 2019 (IPC-2019) rendu public ce dimanche 6 janvier 2019, le Maroc se positionne au 5e rang mondial, devenant le 2e pays le plus performant de l'indice cette année. Selon le rapport, ce classement obtenu par le Royaume chérifien se justifie par des efforts consentis ces cinq dernières années pour considérablement augmenter la part des énergies renouvelables et développer de nouvelles capacités d'énergie renouvelable.

Le Maroc a réussi à connecter la plus grande centrale solaire au monde et plusieurs nouveaux parcs éoliens au réseau électrique et est «*sur une bonne voie d'atteindre son objectif de 42% de capacités d'énergie renouvelable installées en 2020 et de 52% en 2030*», ont relevé les auteurs du rapport IPC-2019.

«Mention Bien» dans les catégories «émissions de GES» et «politique climatique»

Le Royaume chérifien a également consenti d'importants efforts, notamment sur le volet émissions de gaz à effet de serre (GES) et contributions définies au niveau national (Nationally Defined Contributions, NDC) où le pays atteint un niveau très faible. Ce qui lui a valu une note «bien» dans la catégorie des «émissions de GES».

Dans la catégorie de la «politique climatique», le Maroc a réitéré les mêmes performances recevant également une note «bien». Grâce à une stratégie à long terme pour 2050, le Maroc espère devenir un acteur de premier plan au niveau international, indique-t-on.

Rappelons que les résultats de l'IPC mettent en lumière les progrès en matière de protection et de performance climatiques dans 56 pays évalués et l'Union européenne (UE). Les classements sont faits en tenant compte de 14 indicateurs dans 4 catégories : «émissions de GES», «énergie renouvelable», «consommation d'énergie» et «politique climatique». Dans le classement de cette année, la Suède est premier Top performant suivi du Maroc et de la Lituanie. Quant aux pays comme la France ou l'Allemagne, ils sont classés parmi les pays à performance intermédiaire, alors que les Etats-Unis sont parmi les derniers avec les pires scores.

NIGÉRIA

Terrorisme

Le président nigérian admet des revers face aux jihadistes issus du groupe Boko Haram

http://www.opex360.com/ Posté dans Afrique, Opérations par Laurent Lagneau Le 10-01-2019



En dépit des rapports des Nations unies qui alertaient sur une recrudescence d'actes terroristes dans la région du Lac Tchad, le président nigérian, Muhammadu Buhari, assura, en janvier 2018, que son pays en « avait fini » avec le groupe jihadiste Boko Haram. « Des attaques isolées ont encore lieu, mais même les pays les plus sûrs ne peuvent pas empêcher des criminels déterminés de commettre des actes terroristes », avait-il affirmé.

Certes, grâce à l'intervention de la Force multinationale mixte [FMM], composée de troupes fournies par le Tchad, le Nigéria, le Niger et le Cameroun, Boko Haram a subi une série de revers à partir de 2015. Qui plus est, le groupe jihadiste s'est scindé en deux factions rivales : l'une restée fidèle à son chef « historique », Abubakar Shekau, l'autre étant devenue l'ISWAP, la branche ouest-africaine de l'État islamique, sous l'autorité d'Abou Mosab al-Barnaoui.

Seulement, ces deux factions ont relevé la tête, notamment l'ISWAP, qui, durant l'année 2018, a multiplié les attaques contre les bases de l'armée nigériane, infligeant à cette dernière de lourdes pertes qu'Abuja n'a jamais reconnues officiellement. Ou, quand cela été le cas, du bout des lèvres.

Le retrait du contingent tchadien de la FMM au Niger, les difficultés à obtenir du renseignement, la fin du recours à des sociétés militaires privées [SMP] par Abuja, le défaut d'une stratégie globale pour venir à bout de cette hydre jihadiste ou encore le manque de moyens des soldats nigérians expliquent en grande partie cette situation.

En outre, en multipliant les assauts contre les bases militaires, les combattants de l'ISWAP ont fait des razzias sur les armes, les munitions et les véhicules de l'armée nigériane. De quoi compléter leur arsenal, alimenté par le trafic d'armes en provenance de la Corne de l'Afrique, voire du Moyen-Orient, via le Soudan.

Cette branche de l'EI a sans doute reçu le renfort de jihadistes venus d'Irak ou de Syrie. Du moins, c'est ce qu'a affirmé le maréchal Sadique Abubakar, le chef d'état-major de la force aérienne nigériane. « Nous avons assisté à […] l'arrivée de combattants et technologies hautement expérimentés et qualifiés lorsque des éléments de l'EI ont été chassés de Syrie et transférés dans le nord-est » du Nigeria, a-t-il récemment expliqué.

S'agissant toujours des effectifs de l'ISWAP, ces derniers auraient été renforcés après une campagne de recrutement lancée par cette faction de Boko Haram au Nigeria, au Niger et au Tchad. C'est ce que semble montrer l'attaque de la base de Kukareta, dans l'État de Yobe [nord-est du Nigeria], menée le 24 décembre [17 soldats tués]. Selon un chef local, les assaillants étaient « étaient très certainement tchadiens d'après leur physique imposant et la langue qu'ils parlaient ».

Quelques jours plus tard, l'ISWAP a une nouvelle fois mis en échec l'armée nigériane en s'emparant de la ville – stratégique – de Baga, sur les rives du Lac Tchad. Ce qui, a depuis, provoqué un exode massif de civils – plus de 30.000 selon les Nations unies – vers Maiduguri, la capitale de l'État de Borno.

« Les Nations unies sont extrêmement inquiètes des conséquences des violences sur les populations civiles, dans le nord-est du Nigeria, particulièrement dans l'État du Borno », a fait savoir Edward Kallon, le coordinateur de l'ONU pour le Nigeria, après une visite dans les camps de réfugiés, le 9 janvier. « Quelque 260 travailleurs humanitaires ont été obligés de quitter les districts de Monguno, Kala/Balge et Kukawa, zones affectées par le conflit depuis novembre, mettant en péril l'assistance humanitaires pour des centaines de milliers de personnes », a-t-il aussi déploré. D'autant plus qu'il estimé qu'environ 1,8 million de personnes ne peuvent toujours pas regagner leur maison dans la région du Lac Tchad…

Cela étant, ce 10 janvier, l'état-major nigérian a indiqué avoir repris le contrôle de Baga… Mais sans livrer le moindre combat étant donné que les jihadistes de l'ISWAP avaient abandonné la ville, après avoir incendié et détruit les maisons des chefs communautaires, l'hôpital et les écoles.

Reste que la situation du Lac Tchad est préoccupante, d'autant plus que, selon un rapport de l'ONU diffusé durant l'été 2018, l'ISWAP chercherait à étendre sa présence à d'autres pays, en particulier au Sénégal et en Libye. Lors de sa visite à la force Barkhane, au Tchad, en décembre, le président Macron avait fait part de l'inquiétude de la France face à la dégradation de la sécurité dans cette région. Le Niger est aussi concerné, alors qu'il est déjà menacé, au Nord, par d'autres formations jihadistes, dont l'État islamique au Grand Sahara [EIGS].

Quoi qu'il en soit, un an, quasiment, après avoir affirmé que son pays en avait fini avec Boko Haram, le président Buhari a bien dû admettre que les forces nigérianes avaient subi des revers contre les jihadistes et que ces derniers affectaient son moral.

« La question du moral est juste », a reconnu M. Buhari, qui va briguer un nouveau mandat lors des prochaines élections, prévues cette année. Ayant assuré que des « efforts » allaient être faits pour « résoudre ce problème », il a admis que les troupes nigérianes étaient effectivement sous

pression. « Il est difficile de faire face avec des moyens conventionnels aux raids et aux attentats-suicides de Boko Haram. Il y a vraiment ce que j'appellerais un épuisement au combat », a-t-il dit. Aussi, « un nouvel entraînement aiderait à lutter contre les tactiques employées par le groupe jihadiste », a-t-il ajouté.

AMÉRIQUES

BRÉSIL

Environnement

À peine investi, Bolsonaro lance l'offensive sur l'Amazonie

Monde http://www.slate.fr/ Anne Denis — 7 janvier 2019 à 16h17

Le nouveau président brésilien veut exploiter davantage l'Amazonie, y compris les terres des populations amérindiennes. Quel est son réel pouvoir de nuisance?



Jair Bolsonaro reçoit les honneurs militaires à son arrivée à la base aérienne de Brasilia pour la cérémonie au cours de laquelle le lieutenant-brigadier Antonio Carlos Moretti prend les commandes des forces aériennes brésiliennes, le 4 janvier 2019. | Evaristo Sa / AFP

Le 1er janvier, Jair Bolsonaro a pris les rênes du Brésil avec quelque 75% d'opinions favorables, selon un sondage Ibope du mois dernier. Selon un autre, publié le jour de son investiture, 65% pensent que le travail de son gouvernement sera bon ou très bon et 17% qu'il sera «moyen». Sachant qu'il a été élu avec 55% des suffrages exprimés, ce résultat montre clairement que la transition entre son élection, le 28 octobre dernier, et sa prise de fonctions, n'a nullement entamé sa popularité et l'a même renforcée.

Et ce, alors qu'il a clairement montré sa volonté d'appliquer son programme très libéral économiquement, très conservateur au plan sociétal, et ultrasécuritaire. Son gouvernement compte sept militaires à la retraite et bon nombre de fervents évangéliques, ce qui résume assez bien ses deux sources principales d'inspiration. Il a d'ailleurs donné des gages de sa détermination en promettant de nouveau de libéraliser par décret le port d'armes à feu ou d'extirper le *«déchet marxiste»* des établissements scolaires. Une purge qu'il veut étendre à toute la fonction publique.

Le modèle Trump

Signe de son souci de s'inscrire dans le sillage de Donald Trump qu'il admire, il a reçu chaleureusement Benyamin Netanyahou, venu assister à son investiture (la visite d'un chef de gouvernement israélien au Brésil était une première). Il s'est abstenu de réitérer publiquement son intention de transférer l'ambassade brésilienne de Tel-Aviv à Jérusalem (comme Trump l'a fait en mai dernier), car la mesure est très critiquée jusque dans son camp, le Brésil étant le premier exportateur de viande halal. Mais à en croire les déclarations du Premier ministre israélien devant des membres de la communauté juive de Rio, ce n'est qu'une question de temps.

La communauté internationale est donc prévenue: Jair Bolsonaro entend tenir ses promesses de campagne avec le soutien, du moins pour le moment, d'une forte majorité de la population. Y compris en matière d'environnement, un thème qui dépasse le cadre national puisque le Brésil abrite environ 20% des réserves d'eau douce du monde et les trois cinquièmes de la forêt amazonienne, principal poumon de la planète.

Or, Bolsonaro est –comme Trump– allergique aux négociations sur le climat. Pendant la campagne électorale, il a menacé d'abandonner l'accord de Paris signé en 2015, avant de se raviser, sous la pression de certains proches, inquiets de l'impact d'une telle décision sur l'image du pays. Mais il a conditionné ce maintien au fait que *«la souveraineté du Brésil sur l'Amazonie soit pleinement respectée»* et que *«ni le triple A ni l'indépendance des terres indigènes ne soient en jeu»*.



Le «triple A» est un projet de corridor écologique transnational (Brésil, Colombie et Venezuela) allant des Andes à l'océan Atlantique *via* l'Amazonie, créant une zone de protection sur 135 millions d'hectares. Portée par l'ancien président Juan Manuel Santos lors de la COP21, cette initiative n'a cependant guère progressé depuis. Quant aux peuples amérindiens, il n'a jamais été question de leur donner leur indépendance *stricto sensu.* En revanche, certaines zones ont été sanctuarisées, les protégeant de toute activité extractive ou agro-industrielle. La démarcation des terres autochtones est d'ailleurs un droit inscrit dans la Constitution de 1988, article 231: ce dernier octroie l'usufruit du sol et du sous-sol des zones délimitées aux communautés amérindiennes qui y vivent. C'est l'un des éléments essentiels de la sauvegarde du mode de vie de certaines tribus et de la préservation de la forêt vierge.

Les terres autochtones sous tutelle de l'agrobusiness

Mais ces zones regorgent aussi d'un potentiel énorme aux niveaux agricole, minier ou hydraulique, que le nouveau président entend exploiter au plus vite. Quelques heures à peine après son investiture, le Journal officiel a publié un décret dépossédant la Funai (Fondation nationale de l'Indien, en charge des politiques relatives aux populations indigènes) de sa principale compétence –cartographier, délimiter et démarquer les terres autochtones– au profit du ministère de l'Agriculture. Or ce dernier a été attribué à Tereza Cristina, une agronome députée fédérale du Mato Grosso do Sul (un État très gros producteur de bétail et de soja), très proche du lobby de l'agrobusiness: elle a ainsi défendu l'an dernier le projet de loi dit *«empoisonné»,* qui allège les règles d'usage des pesticides.

Vidée de sa substance par ce décret, la Funai a aussi été transférée du ministère de la Justice à un nouveau ministère, celui de la Femme, de la famille et des droits de l'homme, confié à une pasteure évangélique, ce qui est une autre façon de l'affaiblir. Le puissant lobby «ruraliste», adversaire résolu de la démarcation, est ainsi récompensé de son soutien de la première heure à Bolsonaro.

«C'est la région la plus riche du monde. Il y a moyen de l'exploiter de manière rationnelle»
Jair Bolsonaro

Le même décret –qui doit être validé par le Congrès d'ici quatre mois– place d'autre part les ONG sous la *«surveillance»* et la *«coordination»* du Secrétaire du gouvernement, le général de réserve Carlos Alberto Dos Santos Cruz. Difficile à ce stade de savoir ce que cela implique vraiment, même si l'on sait que l'armée a toujours été hostile à *«l'ingérence»* des organismes étrangers de défense de l'environnement. Jair Boslonaro a lui-même souvent évoqué sa crainte de voir grandir les ambitions séparatistes des Indiens, en accusant l'ONU de les encourager.

Objectif de la mesure: permettre l'exploitation agricole et minière des terres amérindiennes et «normaliser» ces tribus, dont certaines évitent pourtant tout contact avec la société moderne. Le nouveau président l'a lui-même clairement énoncé dans un tweet: *«Plus de 15% du territoire national est délimité comme terres indigènes et quilombolas* [communautés de descendants d'esclaves en fuite, ndlr]*. Moins d'un million de personnes vivent dans ces lieux, isolés du vrai Brésil, exploités et manipulés par des ONG. Nous allons intégrer ensemble ces citoyens* [...]».



Jair M. Bolsonaro

✔ @jairbolsonaro

Mais de 15% do território nacional é demarcado como terra indígena e quilombolas. Menos de um milhão de pessoas vivem nestes lugares isolados do Brasil de verdade, exploradas e manipuladas por ONGs. Vamos juntos integrar estes cidadãos e valorizar a todos os brasileiros.

94,9 k

18:19 - 2 janv. 2019

Dans le collimateur: la vaste réserve indigène Raposa-Serra do Sol (17.000 kilomètres carrés), située dans le nord du pays, dans l'État de Roraima. Elle a été délimitée en 2005 par l'ancien président Lula, non sans créer des heurts récurrents avec les fermiers expulsés et avec le gouverneur de l'État. Abritant environ 17.000 Indiennes et Indiens, cette zone est très riche en métaux rares (comme le niobium), en or, en étain, en cuivre, en diamants. Elle détiendrait aussi une des plus grandes réserves mondiales d'uranium. De quoi attirer les convoitises. *«C'est la région la plus riche du monde. Il y a moyen de l'exploiter de manière rationnelle. Et du côté des indigènes, de leur verser des redevances et de les intégrer à la société»,* déclarait, mi-décembre, Jair Bolsonaro.

L'attitude climatosceptique du nouvel exécutif –à commencer par le ministre des Affaires étrangères Ernesto Araujo pour qui le changement climatique relève de l'idéologie et du *«marxisme culturel»*– constitue une profonde rupture avec l'histoire récente du Brésil, jugé très «vert» depuis le Sommet de la Terre de 1992 à Rio. Pendant l'ère Lula, il a en outre pris un poids considérable dans les négociations sur le climat. Bolsonaro a, lui, très logiquement décidé de ne pas accueillir en novembre 2019 la COP25 (finalement hébergée par le Chili). Il a même voulu confier l'Environnement au ministère de l'Agriculture avant d'y renoncer sous la pression de l'agro-industrie, inquiète de possibles représailles internationales. Le ministre de l'Environnement qu'il a choisi, Ricardo de Aquino Salles, un avocat proche des milieux agricoles, ne devrait cependant pas lui mettre de bâtons dans les roues.

Une gauche pas toujours très verte

Les conséquences de ce virage brutal sont inquiétantes mais il ne faudrait pas en conclure que tout allait bien jusqu'ici. Car l'écologie a cessé ces dernières années d'être une réelle priorité au Brésil.

La période la plus volontariste en la matière restera sans doute la fin des années 1980 et la décennie 1990: elle est née de la pression des mouvements écologistes, montés en puissance après la dictature, mais aussi de celle de la communauté internationale, très critique face à la déforestation, massive à l'époque. En 1988, le droit des peuples amérindiens de revendiquer des territoires est inscrit dans la nouvelle Constitution, qui consacre en outre un chapitre entier à l'environnement. En 1989 est créé l'institut de l'environnement, l'Ibama, doté de pouvoirs très importants. Au cours des années 1990, les aires protégées et les réserves naturelles privées se développent, le code forestier renforcé accroît les surfaces interdites au déboisement; la loi sur les crimes environnementaux est votée et le pays investit fortement dans les technologies satellitaires de surveillance, se dotant ainsi de précieux outils de contrôle et de sanctions.

Arrivé au pouvoir avec le Parti des travailleurs (PT) en 2003, Lula s'est efficacement servi de ces outils, tout en négociant avec les fermiers une réduction du déboisement en échange de labels de bonne conduite. Résultat: le rythme de la déforestation a connu une chute spectaculaire et régulière entre 2003 et 2012, tandis que les territoires autochtones et les aires protégées totalisaient plus de 2,2 millions de kilomètres carrés.

«Dans cette vision, l'environnement [...] est un luxe que l'on pourra se permettre lorsque le niveau de développement sera satisfaisant» François-Michel Le Tourneau, géographe

Un succès dont il faut créditer le PT, reconnaît le géographe et directeur de recherche au CNRS François-Michel Le Tourneau, même s'il juge le bilan écologique de l'ère «pétiste» (jusqu'à la destitution de Dilma Rousseff en 2016) plutôt mitigé. *«Ce n'est pas pour rien que Marina Silva a démissionné en 2008 de son poste de ministre de l'Environnement»,* souligne-t-il. La déception de cette écologiste convaincue fut telle qu'elle s'est ensuite présentée contre le PT aux élections suivantes. Dans un article publié en 2012 dans la revue Questions Internationales et intitulé «De Lula à Dilma: le Brésil du Parti des travailleurs est-il vert?», le chercheur résumait déjà la position ambivalente du parti de Lula: «*Le discours et l'idéologie du Parti des travailleurs constituent un productivisme de gauche,* écrit-il*, dans lequel la croissance économique est le moteur nécessaire à l'amélioration du niveau de vie de la population et à la mise en place d'une politique redistributive. Dans cette vision, l'environnement ne peut pas être une priorité. Il est un luxe que l'on pourra se permettre lorsque le niveau de développement sera satisfaisant. En attendant, il importe d'éviter qu'il ne devienne une "entrave au développement"».*

Par exemple, le Brésil tire de ses barrages les trois quarts de son électricité, une énergie certes propre du point de vue des émissions de gaz à effet de serre, mais qui perturbe les équilibres écologiques. Pourtant, face à la hausse exponentielle de la demande, Lula puis Dilma Rousseff ont fini par relancer les méga-projets hydrauliques –y compris en Amazonie– tel, en 2015, l'emblématique barrage de Belo Monte, un des trois plus grands au monde. Objet d'une intense bataille juridique, ce projet avait été bloqué la fin des années 1980 par les écologistes, les populations indigènes, la mobilisaton internationale et l'agence Ibama. Une agence que le gouvernement de Lula, irrité par son intransigeance, a délibérément affaiblie en la scindant en deux (elle a quand même interdit récemment à Total de forer à l'embouchure de l'Amazone).

Réforme du code forestier en 2012

La réforme en 2012 du code forestier par Dilma Rousseff fut un autre coin enfoncé dans la politique environnementale du PT. Elle a permis d'amnistier le déboisement illégal jusqu'en 2008, mais aussi d'assouplir les critères de choix des zones à protéger. Depuis, le déboisement est reparti à la hausse. D'après les chiffres officiels, il a même atteint 8.000 kilomètres carrés entre août 2017 et juillet 2018, soit près de 14% de plus en un an.



Vue aérienne de la déforestation en Amazonie occidentale au Brésil, le 15 septembre 2017. | Carl de Souza / AFP

On peut par ailleurs reprocher à la gauche pétiste d'avoir dès le départ été moins attentive à l'environnement dans des régions moins totémiques que l'Amazonie, mais fragiles elles aussi, telles le Cerrado (savanes du centre du pays), ou concernant l'activité des grands groupes miniers comme Vale. Malgré tout, ce qui peut être interprété de la part du PT comme des renoncements, des compromis ou des reculs face aux impératifs de croissance de ce grand pays émergent n'a rien à voir avec la politique qui s'annonce: Jair Bolsonaro l'a répété, il veut en finir avec les aires protégées et le statut spécifique des peuples autochtones.

Un frein éventuel: le morcellement du Congrès

En a-t-il les moyens? *«Il lui sera plus difficile de mettre la main sur les terres des Amérindiens, car l'article 231 de la Constitution leur en garantit l'usufruit exclusif»,* souligne François-Michel Le Tourneau. Modifier la Constitution implique une majorité de 60% lors de deux votes des parlementaires. Pas évident dans un Congrès extrêmement morcelé, qui compte une quarantaine de partis. Celui du président (le Parti social-libéral) est le deuxième de la Chambre des députés avec seulement 11% des voix. Si, malgré le soutien des ruralistes, la modification de l'article 231 est rejetée, Bolsonaro –qui connaît la musique pour avoir été député pendant vingt-sept ans– sera tenté d'agir comme ses prédécesseurs, c'est-à-dire acheter les votes des députées et députés.

Une pratique gênante pour un président qui a fait de la lutte contre la corruption un axe majeur de sa campagne.

En revanche, le président peut supprimer les unités de conservation sans passer par la loi. Et il n'aura sans doute guère de mal à trouver les soutiens pour accélérer la construction de barrages et de mines, ou assouplir les études d'impact environnemental, quitte à *«casser»* l'Ibama comme il en a l'intention. Sa volonté de réhabiliter la fameuse route transamazonienne BR-319 qui relie Manaus à Porto Velho fait hurler les écologistes car elle entraînera selon eux la construction de routes secondaires et, au bout du compte, la destruction des zones les plus préservées de la forêt. Mais d'autres se scandalisent –notamment dans ce groupe Facebook créé en 2012– de l'état déplorable de cette route, réduite à l'état de piste sur 400 kilomètres et quasi impraticable pendant les pluies. Le débat dure depuis des années, illustrant le dilemne entre développement et préservation de l'environnement.

Pour freiner le bulldozer Bolsonaro, il paraît hasardeux de miser, comme par le passé, sur les pressions internationales, sauf peut-être si le Brésil finit par sortir de l'accord de Paris. Quant aux activistes écologistes, elles et ils sont relativement démunis, d'abord parce qu'ils ont perdu une grande partie de leur audience auprès d'une opinion publique davantage préoccupée par la corruption, la violence et la crise économique (le score de 1% de Marina Silva à l'élection présidentielle est éloquent). Mais aussi parce qu'ils risquent de subir une sévère répression.

CANADA

Opérations

Le Canada termine sa mission de police du ciel en Roumanie

http://www.air-cosmos.com/ Actualité Avions de combat Actualité Défense 9 jan. 2019 | Par Justine BOQUET



Le Canada a déployé des CF-18 Hornet en Roumanie. © Justin Roy / NATO

Le Canada a annoncé avoir terminé sa mission de police du ciel en Roumanie.

Le 3 janvier, le ministère de la Défense canadien a annoncé la fin de sa mission de police du ciel conduite en Roumanie, dans le cadre de l'OTAN. Les cinq CF-18 Hornets et les 135 militaires canadiens vont ainsi quitter le pays au cours du mois de janvier et retourneront au Canada, après quatre mois de mission.

Outre la conduite de missions de surveillance aérienne, « les membres de la force opérationnelle aérienne ont pris part à un entraînement régulier avec leurs homologues roumains », a rapporté le Ministère de la Défense canadien. Et ce avant d'ajouter : « cet entraînement touchait divers roles et disciplines, y compris les opérations de vol, le soutien médical, la sécurité des vols, l'entretien des aéronefs, le commandement et le contrôle ainsi que la police militaire ».

Cette mission correspondait à la troisième participation du Canada à l'opération Reassurance. Un premier déploiement avait eu lieu d'avril à août 2014 en Lituanie et un second de septembre à décembre 2017 en Islande.

Sciences

De nouveaux signaux venus de l'espace intriguent les scientifiques

https://www.ouest-france.fr/ L'édition du soir Sciences jeudi 10 janvier 2019



Des signaux radio répétitifs, venus de l'espace, ont été détectés par des scientifiques canadiens, grâce à un télescope installé en Colombie-Britannique. Si la source reste encore indéterminée, cette découverte en appelle d'autres.



C'est la deuxième fois qu'on en détecte. Une équipe de scientifiques canadiens a enregistré un nouveau « sursaut radio rapide » répétitif venu de l'espace, à l'été 2018. Ces sursauts radio rapides, appelés en anglais *fast radio bursts* (FRB), sont de courtes impulsions d'ondes radio – d'une fraction de seconde chacune – provenant d'une source située bien au-delà de notre galaxie.

Ces FRB, extrêmement lumineux, émaneraient de phénomènes astrophysiques puissants. Ils émettent, en une milliseconde, autant d'énergie que le Soleil en 10 000 ans !

La première série de FRB répétitifs avait été détectée par un télescope de Porto Rico en 2015. La deuxième série en 2018 a été captée au Canada grâce à Chime, un télescope révolutionnaire.

Une cinquantaine de chercheurs canadiens de l'Université McGill à Montréal, de l'Université de Toronto, de l'Université de la Colombie-Britannique, de l'Institut Périmètre de physique théorique et du Conseil national de recherches du Canada ont travaillé ensemble pour élaborer ce télescope, dans le cadre du projet Chime, intitulé en français **« l'Expérience canadienne de cartographie de l'intensité de l'hydrogène »**.



Le télescope Chime, au Canada. (Capture d'écran : UBC Media Relations/Youtube)

Installé dans la vallée de l'Okanagan, dans la province canadienne de Colombie-Britannique, le télescope Chime a enregistré dans les deux premières semaines de sa mise en service à l'été 2018 (alors même qu'il n'était pas au summum de ses capacités) treize nouveaux sursauts radio rapides. Dont un répétitif.

« Il pourrait y en avoir d'autres »

Les découvertes, décrites dans deux articles parus dans la revue *Nature*, ont été présentées le 9 janvier à la réunion de l'American Astronomical Society à Seattle (États-Unis).

« Jusqu'à présent, il n'y avait qu'un seul FRB répétitif connu. Savoir qu'il y en a un nouveau suggère qu'il pourrait y en avoir d'autres. Et avec plus de signaux et de sources, nous pourrons peut-être comprendre ces puzzles cosmiques, d'où ils viennent et ce qui les provoque, commente Ingrid Stairs, astrophysicienne, membre de l'équipe Chime, dans un communiqué. **Avec la cartographie quotidienne de l'hémisphère nord assurée par Chime, nous allons sûrement trouver d'autres sursauts au fil du temps. Savoir où ils sont, permettra aux scientifiques de pointer leurs télescopes sur eux, nous pourrons alors étudier ces signaux mystérieux en détail. »**



Le télescope Chime a traité les signaux radio enregistrés par des milliers d'antennes. (Capture d'écran : UBC Media Relations/Youtube)

L'étude des FRB en effet n'est pas aisée. Ces « sursauts radio rapides » sont rarement repérés car extrêmement ponctuels. Mais avec Chime, les scientifiques espèrent changer la donne.

« Nous avons hâte de voir ce que notre télescope peut faire lorsqu'il fonctionne à pleine capacité, lance Deborah Good, une étudiante au doctorat en physique et en astronomie, membre de l'équipe Chime. **À la fin de l'année, nous aurons peut-être trouvé 1 000 nouveaux FRB. Ces données permettront alors de percer certains de leurs mystères. »**

« Comprendre l'évolution de l'univers »

Et notamment découvrir l'origine de ces signaux. **« Notre télescope peut nous donner une bonne idée de ce que sont les FRB et d'où ils viennent, en observant comment leur luminosité change à différentes fréquences et ce que rencontre le signal lors de son chemin vers la Terre »**, espère Ingrid Stairs.

« La lumière qu'ils émettent a voyagé par-delà l'univers observable pour arriver jusqu'à nous. Ils pourraient potentiellement être des outils pour comprendre l'évolution de l'univers », estime Seith Siegel, étudiant postdoctoral en physique à l'Université McGill, interrogé par le site québécois *L'Actualité*.

Plusieurs hypothèses divisent cependant l'équipe Chime : **« Un FRB pourrait provenir d'un amas dense, comme un reste de supernova, ou encore d'un point situé près du trou noir central d'une galaxie** *[à environ 1,5 milliard d'années-lumière de la Terre, NdlR]* **»,** avance Cherry Ng, astronome et membre de l'équipe, dans un communiqué.

Pour Seith Siegel, il ne s'agirait pas de l'explosion d'une étoile ou d'une supernova **« car si c'était le cas, il n'y aurait qu'un seul sursaut et non pas plusieurs. Je pense plutôt à un pulsar ou à un magnétar, une étoile à neutrons disposant d'un champ magnétique extrêmement intense, même si l'énergie captée serait supérieure à cela »**. Le mystère reste donc entier.

ÉTATS-UNIS

Défense

Trump pourrait-il forcer l'armée US à construire son mur?

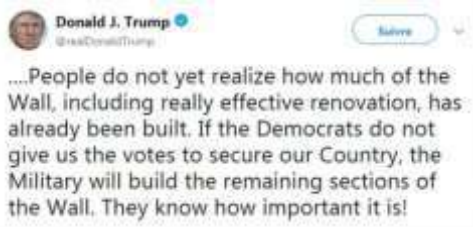
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 08.01.2019 Par Philippe Chapleau



Heureux militaires américains qui ne sont pas affectés par le *shutdown*..., à la différence de leurs camarades des *Costums and Border Protection* (CBP) qui veillent sur les frontières des Etats-Unis (photos DoD).

Mais les militaires US pourraient bien déchanter, non pas que le *shutdown* puisse leur être appliqué mais parce que Donald Trump pourrait déclarer une "urgence migratoire" à la frontière en vertu du National Emergencies Act qui permet au président des États-Unis d'avoir recours à des pouvoirs extraordinaires.

Bloqué par l'intransigeance des démocrates qui refusent tant le verrouillage de la frontière mexicaine que la facture astronomique de la construction du mur (5 milliards de $) et engagé dans un bras de fer qui a provoqué la fermeture partielle des administrations fédérales (le *shutdown*), Donald Trump pourrait recourir à l'armée pour réaliser ce chantier de sécurisation de la frontière. C'est ce qu'il a déclaré en décembre dernier :



Effectivement, le Corps du Génie pourrait se charger des travaux, tout en faisant appel à des sous-traitants. C'est ce qu'il fait déjà dans le domaine du curage des fleuves, des lacs et des ports. Ce *"dredging"* concerne 40 000 km de fleuves et de rivières et 400 ports.

Or, le Génie de l'armée de Terre US est déjà engagé le long de la frontière dans le cadre du renforcement sécuritaire décidé par Trump. Le Génie mais aussi des unités de la Garde nationale et des régiments d'active qui appuient les fonctionnaires des *Costums and Border Protection*.



En novembre, et en dépit des réticences du Pentagone, quelque 7 000 militaires (sans armes) étaient déployés au Texas, en Californie et dans l'Arizona. La décision de Trump n'était pas inédite puisque Bush (en 2006) et Obama (en 2010) avaient aussi engagé des troupes à la frontière.

Trump, toutefois, a étendu les missions des soldats qu'il a déployés.

Leurs missions ? Apporter au soutien logistique au CBP en transportant du matériel, fournir du renseignement grâce à des drones et des hélicoptères, jouer les petites mains en installant des

barbelés sur 257 kilomètres de barrières et grillages déjà en place, apporter un soutien médical et sanitaire aux migrants.



Autre mission confiée aux militaires : la formation des unités de police et du CBP et l'entraînement au maintien de l'ordre. Plusieurs exercices "grandeur nature" ont aussi eu lieu à des points de passage le long de la frontière.



Actuellement, 2 300 soldats d'active et 2 100 Gardes nationaux sont déployés sur la frontière. Les coûts de ce déploiement et des travaux que réalisent les soldats (en particulier le renforcement des 257 km de grillages) sont pris en charge par le budget de la Défense.

D'autres troupes pourraient être engagées, surtout si le CBP voit ses capacités réduites par le *shutdown*. Le Pentagone devrait faire des annonces fin janvier. A moins que Donald Trump n'accélère l'agenda et annonce la mobilisation des forces armées US pour des travaux de génie civil dans le cadre du *National Emergency Act*. Ce scénario pourrait voir la fin des travaux de curage par exemple et le transfert du budget et des moyens (tant humains que matériels) alloués à cette mission au profit de la construction du mur.

L'épave du Hawker d'ATAC sortie de l'eau à Hawaï

http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 10.01.2019 Par Philippe Chapleau



Le Chief Warrant Officer Russ Strathern, du détachement des Coast Guards de Honolulu, supervise le transport d'une partie de l'épave du *Hawker Hunter* de l'ESSD ATAC. Ce *Hawker Hunter* s'était écrasé en décembre lors d'un exercice avec l'Air National Guard de Hawaï (photos US Coast Guard).



L'appareil de la société US s'est écrasé le 13 décembre (lire mon post **ici**). Le pilote avait pu s'éjecter. Blessé au dos, il avait été secouru par des plaisanciers.

L'US Air Force accepte son premier ravitailleur KC-46A de Boeing

http://www.air-cosmos.com/ Actualité Avions de mission Actualité Défense 11 jan. 2019 | Par Emmanuel Huberdeau



L'US Air Force réceptionne son premier KC-46A © US Air Force

L'armée de l'air américaine a accepté le premier de ses nouveaux ravitailleurs en vol KC-46A Pegasus. L'appareil est livré avec un retard important.

Le 10 janvier 2019, **Boeing** a annoncé que **l'US Air Force** (USAF) a accepté son premier ravitailleur en vol KC-46A. Pour l'heure, 52 appareils ont été commandés et un total de 179 KC-46A devraient entrer en service dans l'USAF. Selon Boeing, neuf appareils subissent actuellement des essais d'acceptation.

La livraison de ce premier appareil intervient avec plusieurs mois de retard. Début 2017 Boeing annonçait que la livraison du premier KC-46A à l'USAF devait avoir lieu avant la fin de l'année. La livraison de cet appareil avait ensuite été annoncée pour 2018.

Le premier KC-46A de série a effectué son vol inaugural en décembre 2017. Le KC-46A Pegasus est dérivé de l'avion commercial Boeing 767. Il doit contribuer au renouvellement de la flotte de ravitailleurs américains composée de près de 400 KC-10 et KC-135.

Le contrat de conception et de développement du programme KC-46 a été attribué à Boeing en février 2011. Le vol initial du KC-46A été alors prévu pour 2014. Ce vol est finalement intervenu en septembre 2015.

Malgré des défauts, l'US Air Force a pris possession de son premier avion ravitailleur KC-46 Pegasus

http://www.opex360.com/ Posté dans Forces aériennes, Industrie par Laurent Lagneau Le 11-01-2019



En février 2011, le Pentagone annonça avoir choisi le KC-46A Pegasus de Boeing aux dépens du KC-45A proposé par le tandem formé par Airbus [EADS à l'époque] et Northrop Grumman pour moderniser la flotte d'avions ravitailleurs de l'US Air Force. Cette décision mit ainsi un terme à un long feuilleton…

Attribué une première fois à Boeing en 2002, puis annulé deux ans plus tard en raison de soupçons de corruption, ce contrat fut confié à EADS/Northrop Grumman en 2008, avant d'être une nouvelle fois remis en cause. L'appel d'offres lancé par la suite se termina donc par la « victoire » du KC-46 « Pegasus ».

Pour l'emporter avec un avion qui restait à mettre au point sur la base du B-767, Boeing proposa un rabais très généreux sur lequel ses concurrents ne purent s'aligner. Seulement, le développement du KC-46 donna lieu à une série de problèmes [câblage électrique pas aux normes, système de distribution du carburant défectueux, etc], lesquels obligèrent le constructeur américain à inscrire plus de 3 milliards de dollars de charges dans ses comptes… Et à retarder la livraison du premier appareil à l'US Air Force.

Selon les termes du premier contrat, Boeing devait livrer le premier des 18 KC-46 « Pegasus » commandés en 2017. Et il aura donc fallu attendre quelques mois de plus…

En effet, l'US Air Force a annoncé, le 10 janvier, qu'elle venait d'accepter la livraison de son premier KC-46, avec plus d'un an de retard. « C'est une étape majeure pour notre ravitailleur de nouvelle génération, qui va permettre à nos aviateurs de commencer les tests opérationnels et les essais en vol », a-t-elle précisé, via un communiqué.

Seulement, a indiqué l'US Air Force, l'appareil livré n'est pas exactement conforme à ce qui était attendu, plusieurs défauts ayant été détectés lors des tests préliminaires. « Boeing s'est engagé à les réparer à ses frais », a-t-elle assuré.



« L'US Air Force a des mécanismes en place pour s'assurer que Boeing respecte ses obligations contractuelles pendant que nous poursuivons nos tests et nos évaluations », est-il expliqué dans le communiqué.

A priori, l'un de ces problèmes identifiés concerne le logiciel du « Remote Vision System » [RVS] qui, fourni par Rockwell Collins, permet à l'opérateur de contrôler avec précision la manœuvre de ravitaillement en vol.

De son côté, Boeing a fait valoir que le KC-46 avait déjà effectué plus de 3.800 heures de vol et livré plus de 4 « millions de livres de carburant » à différents types d'appareils pendant « des mois d'essais ». C'est « un avion éprouvé, sûr et polyvalent, qui transformera le ravitaillement en vol et les opérations de mobilité pendant des décennies », a plaidé Leanne Caret, présidente de la division défense de l'industriel américain.

Cette livraison du premier KC-46 à l'US Air Force survient après l'annonce, en décembre 2018, d'un partenariat entre Airbus et Lockheed-Martin dans le domaine du ravitaillement en vol, les deux groupes ayant dit souhaiter « fournir des services afin de remédier aux déficits capacitaires identifiés et de satisfaire aux exigences des ravitailleurs de nouvelle génération, capables d'opérer dans les environnements complexes des futurs théâtres d'opérations. » Et cela en proposant une solution basée sur l'A330 MRTT.

« L'US Air Force mérite la meilleure technologie et la plus haute performance en matière de ravitaillement en vol, et c'est précisément ce que la formidable équipe industrielle regroupant Lockheed Martin et Airbus entend offrir », avait expliqué Tom Enders, le Pdg du groupe européen.

Le Service de Santé des Armées américain pourrait perdre 13% de ses effectifs

http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 12.01.2019 Par Philippe Chapleau

C'est une info parue sur le site *military.com*: le service de santé américain pourrait être amputé de 18 000 postes (-7300 par l'armée de Terre, -5300 pour la Marine et -5300 pour l'armée de l'Air) sur les 130 000 postes actuels. Ces 18 000 emplois seront reventilés dans les unités de combat ou de soutien.

Une des raisons réside dans l'effort de centralisation en cours (lire **ici**). Comme le recommandait la loi de finances (la *2019 Defense Authorization Bill*), les services de santé des trois armées sont peu à peu regroupés au sein de la *Defense Health Agency*, créée en 2013. Ainsi, d'ici à 2022, la DHA coordonnera toute la recherche médicale des armées. A terme, c'est un *Defense Health Command* qui pourrait même voir le jour.

Autre raison invoquée pour la disparition de ces 18 000 postes, l'efficacité. Trop de petits centres médicaux avec du personnel en surnombre qui accomplit un nombre réduit d'actes médicaux, en particulier spécialisés. Réduire le nombre de ces centres, réduire les effectifs..., autant de mesures qui permettront de mieux utiliser les ressources et les compétences.

Autre raison, que le DoD n'évoque pas en revanche, une plus grande externalisation dans le domaine du soutien médical et sanitaire. Déjà, le DoD externalise un grand nombre d'activités liées à la santé: santé des militaires et de leurs familles, santé aussi des "vétérans".

La facture pour les services externalisés était de 10,5 milliards en 2015, ce qui représentait 10% de toutes les externalisations du DoD. Cette année-là, en outre, Leidos s'était vu confier la gestion de quelque 9 millions de dossiers médicaux pour une durée de 10 ans (et pour 4,3 milliards de dollars, ce qui augmentait la facture).

Diplomatie

L'Administration Trump «dégrade» le statut diplomatique de l'Union européenne

Actualité International http://www.lefigaro.fr/ Par Philippe Gélie Mis à jour le 09/01/2019 à 09:33 Publié le 08/01/2019 à 23:49



David O'Sullivan MARK WILSON/AFP

L'ambassadeur de l'UE à Washington a été abaissé au rang de «chef de délégation», sans même en avoir été officiellement informé.

De notre correspondant à Washington

David O'Sullivan, un vétéran irlandais de la Commission européenne en poste à Washington depuis plus de quatre ans, a découvert par hasard que son étoile avait pâli dans la capitale américaine. Lors des cérémonies en hommage à feu l'ancien président George H. W. Bush au Capitole début décembre, son nom a été appelé à la 173e position au lieu de la 27e place qui était la sienne jusque-là, juste derrière l'ambassadeur de France Gérard Araud.

Un retrait en catimini

Ce brutal recul dans l'ordre protocolaire lui a signalé qu'il n'avait plus rang «d'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire» aux yeux du gouvernement américain, mais seulement celui de «chef de délégation», à l'instar du représentant de l'Union africaine. À travers sa personne, et au-delà de cette petite humiliation personnelle, le gouvernement de Donald Trump a renvoyé l'Union européenne (UE) au statut d'organisation internationale, lui déniant celui d'égale des États. Elle avait obtenu ce statut en 2016 sous l'Administration Obama. Il lui a été retiré l'an dernier sans que le département d'État ne l'annonce publiquement, ni même n'informe les intéressés. La délégation européenne à Washington a confirmé mardi que le changement ne lui avait «pas été notifié».

L'hostilité de l'Administration Trump envers l'Union européenne n'est pas un mystère. Le président la décrit comme «un groupe de pays mis ensemble pour tirer avantage des États-Unis», en particulier sur le plan commercial. Il a passé sa première année à suggérer à tous les dirigeants

européens qu'il rencontrait de «sortir de l'UE» à l'exemple des Britanniques, leur faisant miroiter un «deal» bilatéral plus avantageux. Lors d'un discours à Bruxelles le 4 décembre, consacré à «la restauration du rôle de l'État-nation dans l'ordre libéral international», son secrétaire d'État Mike Pompeo a vertement critiqué les «eurocrates», suggérant qu'ils œuvraient au détriment des citoyens européens.

L'immunité des diplomates en poste à Washington, en revanche, serait préservée

La délégation de l'UE à Washington dit être «en contact avec le département d'État» pour «examiner la question» de son statut diplomatique «et ses implications». Bruxelles garde l'espoir de voir la décision renversée: «En l'absence de faits nouveaux, nous ne voyons aucune raison de modifier les arrangements précédents», commente une source officielle dans la capitale américaine. Officieusement, le désarroi est plus palpable: «Nous ne sommes pas une simple organisation internationale, s'insurge un responsable. Il existe un Parlement européen et d'autres institutions politiques. L'enjeu est un peu plus grand que la question de savoir où l'on est assis à des funérailles.»

Les conséquences pratiques semblent pour l'instant limitées au domaine protocolaire. Le prochain représentant de l'UE, qui doit être nommé à l'été, ne présentera pas ses lettres de créances au président Trump. L'immunité des diplomates en poste à Washington, en revanche, serait préservée. «Mais vous devez vous interroger sur les motivations de cette Administration et sur les autres mesures qu'elle pourrait prendre», se méfie un diplomate.

Economie

Trump prêt à faire durer le «shutdown» : quelles conséquences pour les Américains ?

Économie Conjoncture http://www.lefigaro.fr/ Par Wladimir Garcin-Berson Mis à jour le 06/01/2019 à 11:31 Publié le 04/01/2019 à 06:00



Les représentants du Congrès à la sortie d'une réunion avec Donald Trump pour tenter de trouver une issue au «shutdown», le 4 janvier. MARK WILSON/AFP

Le «shutdown» dure depuis deux semaines aux États-Unis. Cet arrêt partiel du gouvernement fédéral, qui durera jusqu'à ce qu'un accord sur le budget soit trouvé entre la Maison Blanche et le Congrès, affecte directement la vie quotidienne des citoyens.

Donald Trump est prêt à faire durer le blocage partiel des administrations fédérales américaines, appelé «shutdown», tant que le Congrès (Sénat et Chambre des représentants) n'aura pas voté le budget, dans lequel sont compris les fonds nécessaires à la construction d'un mur à la frontière avec le Mexique. Les démocrates, devenus majoritaires à la Chambre des représentants, l'équivalent de notre Assemblée nationale, refusent de céder aux demandes de l'occupant du bureau ovale, qui réclame 5,6 milliards de dollars pour financer cette construction. Aucun signe de progrès n'a émergé vendredi d'une réunion organisée à la Maison blanche pour tenter de trouver une issue au blocage qui a débuté vendredi 21 décembre à minuit.

La présidente démocrate de la Chambre des représentants, Nancy Pelosi, a évoqué une «longue conversation par moments houleuse» avec le président américain, qui a au contraire parlé d'une réunion «très productive». Selon Chuck Schumer, le chef de la minorité démocrate au Sénat, Donald Trump «a même dit qu'il maintiendrait la fermeture du gouvernement pendant une très longue période, des mois voire des années.» Des propos confirmés par l'intéressé: «Absolument, j'ai dit ça. Je ne pense pas que cela se produira mais j'y suis préparé. J'espère que cela ne se prolongera même pas au-delà de quelques jours. Cela pourrait rouvrir très vite.»

Une nouvelle tentative de conciliation avec des responsables de la Maison blanche et du Sénat a eu lieu samedi, qui a débouché sur «peu de progrès», a indiqué Donald Trump sur Twitter, ajoutant que les discussions reprendraient ce dimanche. En attendant, la vie des citoyens américains est fortement affectée. Voici un tour d'horizon des effets de l'interruption partielle du fonctionnement de l'État fédéral dans la vie des Américains.



Donald J. Trump

✔ @realDonaldTrump

V.P. Mike Pence and team just left the White House. Briefed me on their meeting with the Schumer/Pelosi representatives. Not much headway made today. Second meeting set for tomorrow. After so many decades, must finally and permanently fix the problems on the Southern Border!

97,5 k

01:05 - 6 janv. 2019

● Chômage technique

Le «shutdown», qui dure depuis deux semaines, touche plus de 800.000 fonctionnaires fédéraux, dont 380.000 personnes au chômage technique, comme la majorité du personnel de la Nasa. Certains agents de l'État, jugés «essentiels», continuent de travailler et ne seront pas payés avant la fin du gel budgétaire. Les agences sont plus ou moins touchées: par exemple, le département de l'Intérieur, principalement chargé des parcs nationaux, est davantage touché que le FBI, la CIA ou la police des frontières et les agents chargés de lutter contre le trafic de drogue (DEA). À l'heure actuelle, le département du Travail a toutefois estimé que le «shutdown» n'avait pas encore un effet sensible sur le chômage.

● Données économiques

Au sein du département du Commerce, le Bureau des analyses économiques (BEA) et plusieurs autres instances chargées de publier des données économiques, comme le U.S Census bureau ne fonctionnent plus. Dès lors, plusieurs indicateurs qui devraient être rendus publics ces jours-ci pourraient ne pas l'être, comme les statistiques sur les revenus, l'inflation, les dépenses ou le commerce. Les analystes s'inquiètent des conséquences d'une telle absence de données vitales pour l'attractivité du pays et pour le bon fonctionnement des entreprises comme des marchés.

États-Unis : qu’est-ce que le «Shutdown» ?



Qu'est ce que le «Shutdow», ce classique de la vie politique américaine depuis 1976.

Le «shutdown» de Trump, l'un des plus longs de l'histoire américaine

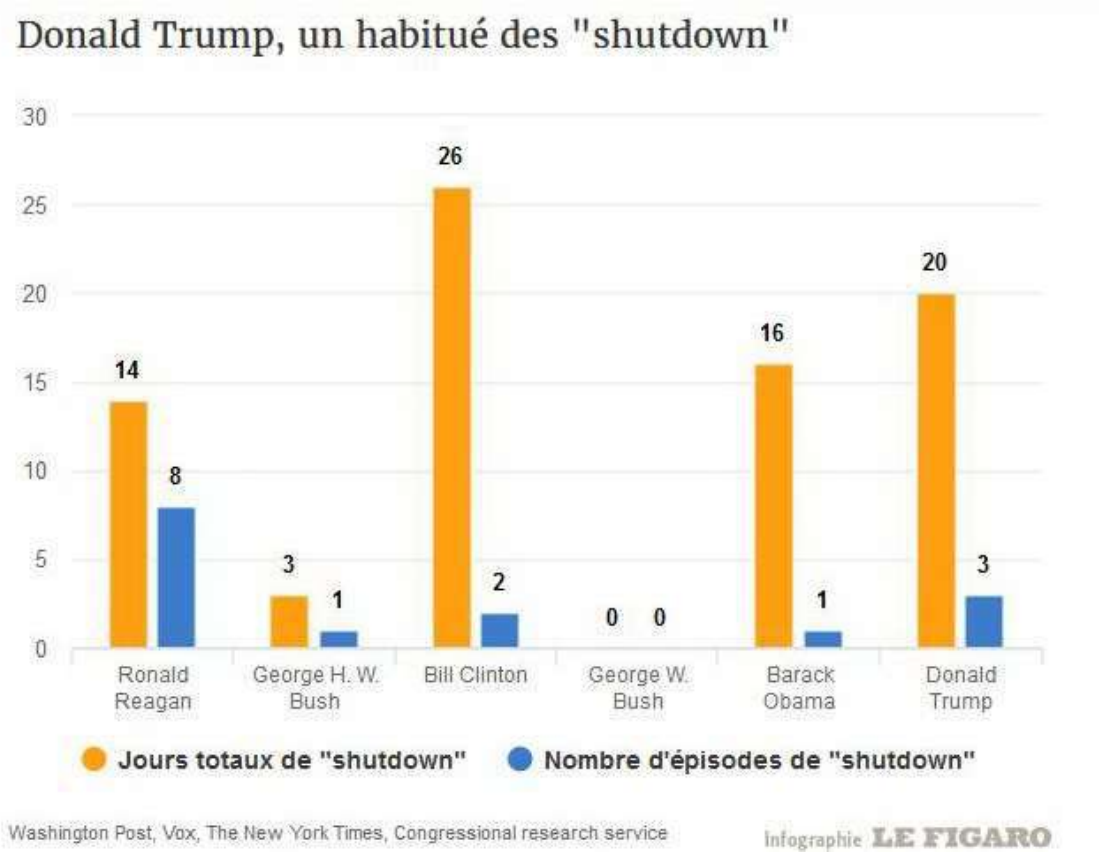
Économie Conjoncture http://www.lefigaro.fr/ Par Wladimir Garcin-Berson Publié le 07/01/2019 à 17:14



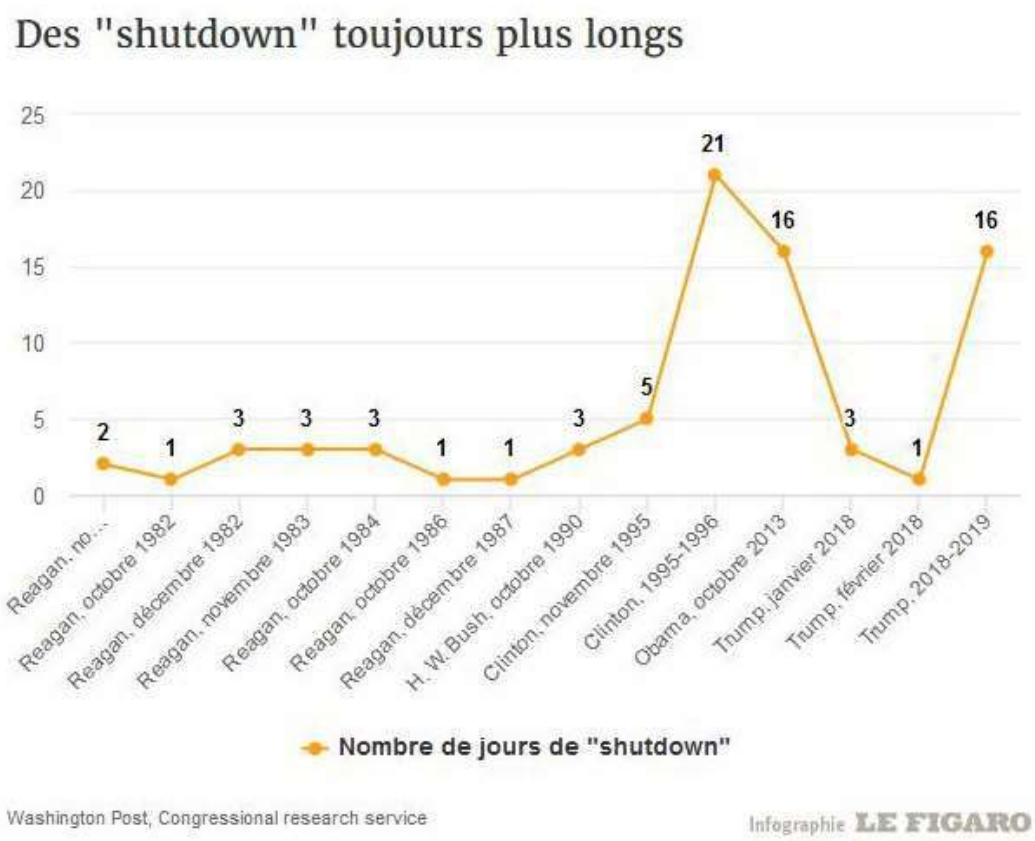
Alors que l'épisode actuel entame cette semaine son dix-septième jour, il reste difficile de voir une issue au conflit entre la Maison Blanche et les Démocrates. AFP / AFP

FOCUS - Causé par la question du mur à la frontière mexicaine, le «shutdown» actuel fait déjà partie des plus longs de l'histoire américaine. Retour sur ces épisodes extraordinaires de la vie politique outre-Atlantique.

Donald Trump le répète à cor et à cris depuis plusieurs semaines: il ne «cédera pas» sur la question du mur à la frontière mexicaine. L'occupant de la Maison-Blanche se dit même prêt à ce que l'arrêt partiel du gouvernement fédéral américain, ou «shutdown», dure «des mois voire des années», jusqu'à ce que l'opposition démocrate, désormais majoritaire à la Chambre des représentants, jette l'éponge. L'épisode actuel fait d'ores et déjà partie des plus longs de l'histoire américaine, qui a compté, depuis 1980, 15 «shutdown», souvent causés par des questions de politique intérieure plutôt que sur des considérations purement budgétaires.



Tous les présidents américains depuis 1980, George W. Bush mis à part, y ont été confrontés. A mi-mandat, Donald Trump fait partie des présidents ayant le plus fait face à ces épisodes. Et ces dernières années, la durée globale des «shutdown» n'a cessé de progresser.



●1981, deux jours

Fin novembre 1981, le président Ronald Reagan veut réduire le budget fédéral. Le Sénat, à majorité républicain, accepte, mais la Chambre des représentants souhaite concentrer la baisse sur le budget de la Défense. Reagan refuse, menant à un «shutdown». A l'époque, le président justifie sa décision en refusant de «poursuivre les politiques de dépenses et de déficits massifs du passé». Finalement, le Congrès et la Maison Blanche arrivent à un accord de court terme.

● 1982, un jour puis trois jours

Le premier arrêt a lieu début octobre 1982. Il ne dure alors qu'un jour, les élus du Congrès ayant échoué à adopter un accord avant le week-end à cause de leurs agendas: selon le New York Times, des «événements sociaux majeurs», dont un «barbecue à la Maison Blanche», ont empêché le vote avant la fin de la semaine.

Un second arrêt a ensuite lieu mi-décembre et dure trois jours. La Chambre des Représentants s'oppose au locataire du bureau ovale sur le financement d'un programme pour l'emploi souhaité par les Démocrates, et compte bloquer le financement de missiles MX et Pershing II. Finalement, un accord a lieu: le Congrès lâche son programme sur l'emploi et obtient l'abandon du financement des armes. En échange, Reagan accepte d'augmenter l'aide étrangère à Israël ainsi que les fonds alloués aux Américains les plus démunis.

● 1983, trois jours

En novembre, un désaccord éclate autour du montant alloué à l'éducation: alors que la Chambre souhaite l'augmenter et veut soutenir davantage Israël et l'Egypte, en s'appuyant sur une baisse du budget de la défense, Ronald Reagan voit les choses d'un autre œil. L'accord obtenu en fin de compte baisse le budget de l'éducation, finance les missiles MX mais valide l'aide internationale souhaitée par les Démocrates ainsi que des coupes dans la Défense.

● 1984, deux jours puis un jour

Début octobre, les Démocrates s'opposent aux Républicains autour de trois thèmes: les premiers souhaitaient des financements pour des projets liés à l'accès à l'eau ainsi que des mesures en faveur des droits civils, alors que les seconds défendaient une loi pour combattre le crime. Les deux camps s'accordent une trêve de quelques jours pour parvenir à un accord.

Quelques jours plus tard, le «shutdown» reprend lorsque l'accord temporaire expire. Les Démocrates finissent par céder aux demandes de leurs adversaires, et acceptent même de financer la résistance contre-révolutionnaire menée par les Contras, au Nicaragua, une volonté manifestée par Ronald Reagan.

● 1986, un jour

En octobre, le Congrès n'est pas parvenu à un accord: les Démocrates demandaient des financements plus élevés pour les mesures sociales, ce que refusait la Maison Blanche. Un accord est finalement trouvé.

● 1987, un jour

En décembre, les Démocrates refusent de continuer à financer la révolte des Contras, au Nicaragua, allant à l'encontre des plans de Ronald Reagan. En parallèle, ils luttent également pour rétablir la «fairness doctrine», une règle de la Commission fédérale de la communication (FCC) qui obligeait les radiodiffuseurs et télévisions à garder un point de vue équilibré et à respecter une certaine impartialité autour des questions politiques. En définitive, les Démocrates obtiennent que l'aide accordée aux Contras soit «non-mortelle», mais échouent à faire céder le gouvernement sur le second point.

● 1990, trois jours

Le président George H. W. Bush refuse tout budget n'incluant pas une baisse du déficit. Finalement, après un week-end de blocage, le Congrès se range à ses exigences.

● 1995, cinq jours

Mi-novembre, Bill Clinton refuse un budget augmentant les coûts du programme Medicare, invalidant certains aspects de la régulation environnementale et comprenant un plan sur sept ans visant à établir un budget équilibré. Les parties s'accordent finalement sur un financement temporaire durant trois semaines, ainsi que sur le principe d'un plan de moyen terme pour équilibrer les finances publiques.

● 1995-1996, vingt-et-un jours

Le plus long épisode à ce jour est lié au moyen d'équilibrer le budget sur sept ans. Clinton souhaitait baser ses estimations sur les données de l'«Office of management and budget projections», tandis que les Républicains leur préféraient celles du «Congressional budget office». Finalement, les Républicains, majoritaires au Congrès, durent abandonner face aux pressions.

● 2013, seize jours

En octobre, les Républicains, majoritaires à la Chambre, utilisent le blocage pour lutter contre la mise en place de l'Obamacare et parviennent à mettre l'État fédéral à l'arrêt. Finalement, un accord budgétaire est passé le 17 octobre. Selon l'agence de notation S&P, cet épisode aura grevé la croissance américaine au quatrième trimestre de 0,6%, soit 24 milliards de dollars ou 1,5 milliards par jour de perdus.

● 2018, trois jours puis un jour

D'abord, fin janvier, les Démocrates recourent au «shutdown» pour s'opposer directement à la politique de la Maison-Blanche sur les «dreamers», ces jeunes immigrés arrivés aux Etats-Unis lorsqu'ils étaient enfants et que le parti de l'âne souhaite protéger. Un financement temporaire est voté, le temps d'arriver à un accord.

Ensuite, début février, le compromis provisoire de janvier arrive à son terme sans qu'une solution ait été trouvé. L'arrêt ne dure que quelques heures, et les deux parties s'entendent finalement pour rétablir le gouvernement tout en promettant de revenir sur la question des «dreamers», non-résolue à ce jour.

● 2018-2019, au moins seize jours (en cours)

Le président américain réclame 5,7 milliards de dollars pour financer son projet, ce que refusent les démocrates. A ce jour, aucun accord n'a été trouvé, et Donald Trump a menacé de faire durer l'arrêt des administrations «des mois voire des années». Il pourrait également déclarer une «urgence nationale» pour construire le mur en outrepassant l'accord du Congrès. L'arrêt partiel du gouvernement fédéral est, à ce jour, le 3ème plus long de l'histoire américaine et s'apprête à dépasser celui dont a été victime l'administration de Barack Obama, en 2013.

Le «shutdown» 2019, moins perturbant que l'édition 2013 sous Obama

Économie Conjoncture http://www.lefigaro.fr/ Par Pierre-Yves Dugua Publié le 11/01/2019 à 05:30



Une route du parc national Arches dans l'Utah, le 9 janvier 2019, fermée pour cause de «shutdown» de l'administration fédérale GEORGE FREY/REUTERS

En 2013, Barack Obama avait intérêt à ce que le «shutdown» paralyse l'activité le plus possible. À la différence d'épisodes précédents, le Pentagone n'est pas touché cette année.

Lors du «shutdown» de 2013, sous Barack Obama, l'objectif de la Maison-Blanche était alors d'en maximiser les effets visibles. L'objectif était de mettre le maximum de pression sur les républicains. Aujourd'hui c'est le contraire: Donald Trump tente de minimiser les manifestations les plus visibles du «shutdown». Les parcs nationaux par exemple ne sont pas tous fermés. À cet effet, ils ont été autorisés à utiliser l'argent issu de leurs droits d'entrée pour faire ramasser les déchets et entretenir les toilettes publiques. L'ordre donné à l'Internal Revenue Service (IRS), le fisc américain, de mobiliser du personnel pour continuer d'envoyer des chèques de remboursement d'impôts trop perçus, s'inscrit dans la même logique.

Mais le «shutdown» millésime 2019 est surtout moins violent que les précédents parce qu'il ne concerne qu'une partie limitée des services fédéraux. L'État fédéral emploie au total quelque 4 millions de personnes. Or seulement 800.000 d'entre elles se trouvent être depuis 20 jours au service d'agences dont le budget n'est toujours pas voté. Il reste que de ce total, 420.000 sont contraintes de travailler sans être payées, alors que 380.000 sont en chômage technique.

Le Pentagone pas affecté

La crise actuelle a également moins d'impact qu'auparavant parce que le Pentagone, premier employeur fédéral, dispose lui d'un budget voté et fonctionne normalement. D'autres ministères échappent au drame: les départements de l'Énergie, du Travail, de la Santé et des Anciens combattants par exemple.

L'économie de Washington et de sa métropole en 2019 est également bien plus diversifiée que durant les années Carter ou Reagan. Ce n'est plus «une région de fonctionnaires». Elle compte plus de 6 millions d'habitants. Le District de Columbia qui délimite la capitale proprement dite est certes le lieu de travail de 102.183 fonctionnaires pris en otage par la dispute entre le président Trump et les Démocrates. Mais la Virginie au sud et le Maryland au nord du District dénombrent aujourd'hui moins de fonctionnaires aujourd'hui dans cette situation honteuse que la Californie et le Texas.

Environnement

Californie : Trump menace de couper l'aide fédérale pour les incendies

Actualité International Par Le figaro.fr AFP agence Publié le 09/01/2019 à 21:31



Donald Trump s'exprimant devant les médias à Paradise, en Californie, en novembre dernier. SAUL LOEB/AFP

Le président américain accuse la mauvaise gestion des forêts de cet État démocrate d'être à l'origine des feux qui l'ont ravagé depuis un an.

Donald Trump a une nouvelle fois menacé mercredi de couper l'aide fédérale à la Californie pour la gestion des catastrophes naturelles estimant que cet État, dirigé par les démocrates, ne menait pas une gestion des forêts adéquate.

«Des milliards de dollars sont octroyés à l'État de Californie pour des feux de forêts qui, avec une bonne gestion des forêts, ne devraient jamais arriver», a tweeté le président américain. «À moins qu'ils ne changent de méthodes, ce qui est peu probable, j'ai donné l'ordre à la FEMA (Agence de gestion des situations d'urgence) de ne plus envoyer d'argent», a-t-il ajouté, sans autres précisions. «C'est une honte, en termes de vies et d'argent !», a-t-il encore écrit.



Donald J. Trump

✔ @realDonaldTrump

Billions of dollars are sent to the State of California for Forest fires that, with proper Forest Management, would never happen. Unless they get their act together, which is unlikely, I have ordered FEMA to send no more money. It is a disgraceful situation in lives & money!

113 k

19:25 - 9 janv. 2019

La Californie, victime de sécheresses chroniques depuis plusieurs années, a connu plusieurs incendies majeurs depuis un an. Le «Camp Fire», qui a dévasté le nord de l'État pendant plus de deux semaines fin 2018, a fait plus de 80 morts. Ce n'est pas la première fois que Donald Trump s'en prend à la gestion des forêts de Californie. Alors qu'il était sur place mi-novembre, il avait cité la Finlande en exemple dans la prévention des feux en évoquant le ratissage des sous-bois. Il avait même assuré avoir abordé le sujet avec le président finlandais. Cette affirmation avait été accueillie avec surprise en Finlande, le président Sauli Niinisto n'ayant aucun souvenir d'avoir parlé de ratissage avec son homologue américain.

Justice

L'ex-directeur de campagne de Trump a partagé des données internes avec un Russe

https://www.huffingtonpost.fr/ INTERNATIONAL 09/01/2019 02:15 CET | Actualisé il y a 2 heures Le HuffPost avec AFP

Paul Manafort est accusé d'avoir partagé des sondages avec un homme soupçonné d'être lié aux services de renseignement de Moscou.



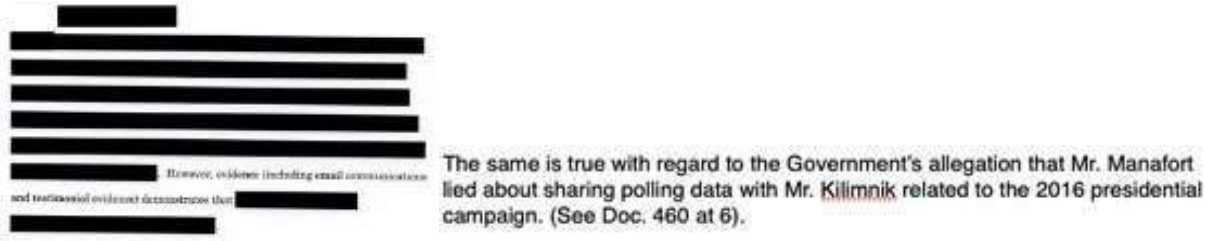
Mark Reinstein/MediaPunch/IPx Paul Manafort et Donald Trump lors d'un meeting de campagne dans l'Ohio en juillet 2016.

INTERNATIONAL - L'enquête avance. L'ex-directeur de campagne de Donald Trump, Paul Manafort, avait partagé des sondages avec un Russe soupçonné d'être lié aux services de renseignement de Moscou avant la présidentielle de 2016, selon des documents judiciaires rendus publics mardi.

Le procureur spécial Robert Mueller, chargé notamment d'établir s'il y a eu collusion entre des responsables russes et l'équipe de campagne du milliardaire républicain, a reproché le 7 décembre à Paul Manafort d'avoir menti à la police fédérale (FBI) malgré son accord de coopération à l'enquête.

Le procureur l'a accusé d'avoir menti sur ses échanges avec l'un de ses anciens associés, le Russe Konstantin Kilimnik qui est soupçonné par les Etats-Unis d'être lié aux services de renseignement de son pays.

Dans des documents transmis en défense de leur client, les avocats de Paul Manafort, 69 ans, ont assuré qu'il ne pouvait pas se rappeler toutes les discussions tenues en 2016. "Le même argument est valable pour l'allégation selon laquelle M. Manafort a menti au sujet du partage avec M. Kilimnik de sondages liés à la campagne présidentielle de 2016", ajoutent-ils dans un paragraphe noirci pour rester confidentiel, mais qu'un bug informatique rend visible.





Andrew Prokop

✔ @awprokop

En réponse à @awprokop

Then, this is probably the claim about Manafort sharing polling data with Kilimnik, which Manafort's lawyers also say is on page 6.

16

03:24 - 9 janv. 2019

Cette accusation, inconnue jusque-là, ajoute une touche au tableau esquissé depuis des mois par le procureur Mueller, qui a fait apparaître l'existence de liens multiples entre l'équipe de campagne de Donald Trump et la Russie. Le président des Etats-Unis nie vigoureusement toute collusion et dénonce régulièrement une "chasse aux sorcières".

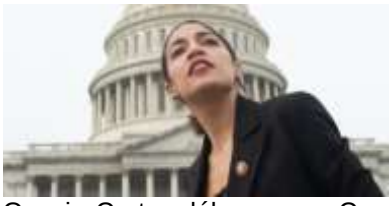
Dans le cadre de son enquête, Robert Mueller a débusqué plusieurs malversations -notamment bancaires et fiscales- commises avant 2016 par Paul Manafort qui, dans l'espoir d'une peine allégée, avait accepté de coopérer avec la justice. Mais le procureur l'accuse désormais de ne pas avoir joué le jeu, ce qui pourrait entraîner un verdict plus lourd.

Politique

Alexandria Ocasio-Cortez débarque au Congrès avec une proposition qui fait trembler les plus riches américains

https://www.huffingtonpost.fr/ INTERNATIONAL 06/01/2019 10:36 CET | Actualisé il y a 14 heures
Le HuffPost avec AFP

Elle veut taxer ceux qui touchent plus de 10 millions par an à 60-70%.



SAUL LOEB via Getty Images Alexandria Ocasio-Cortez débarque au Congrès avec une proposition qui fait trembler les plus riches

ÉTATS-UNIS - "Plus vous grimpez vers le haut de l'échelle, plus vous devez contribuer": Alexandria Ocasio-Cortez, benjamine du nouveau Congrès américain, a fait une entrée tonitruante sur la scène politique en évoquant l'idée de taxes très élevées pour les plus riches.

Née d'une mère portoricaine et d'un père américain, cette démocrate new-yorkaise de 29 ans, qui revendique un ton libre et direct, a fait honneur à sa promesse pour ses premières heures en tant qu'élue de la nouvelle Chambre des représentants.

"Oui, les gens vont devoir commencer à payer leur juste contribution en impôts", a-t-elle lancé dans un extrait de l'émission "60 minutes" diffusé par la chaîne CBS.

Une taxe à hauteur de 60%, 70%

Afin de financer un plan environnemental qu'elle soutient avec d'autres élus, ayant notamment pour but de réduire les émissions carbone à zéro d'ici 2030, celle qui est surnommée "AOC" a ainsi lancé l'idée d'une taxe touchant les plus riches, à hauteur de 60% ou 70%.

Faisant l'éloge du système de taxation progressive des années 60, elle a expliqué: "Votre taux d'imposition, disons, entre zéro et 75.000 dollars peut être de 10% ou de 15%. Mais quand vous arrivez dans les sommets, à partir de 10 millions de dollars, parfois vous voyez des taux d'imposition à 60 ou 70%".

Le taux maximal d'imposition aux Etats-Unis est, depuis la réforme fiscale de Donald Trump il y a un an, de 37%. Il était auparavant 39,6%.

"Elle dit simplement ce que de bons économistes disent"

Alors même qu'elle n'a quasiment aucune chance d'aboutir, cette idée soulevée par la jeune parlementaire a récolté un large écho. Le *New York Daily News* a ainsi affiché son visage en Une de son édition samedi, une image qu'elle s'est empressée de retweeter.





Gersh Kuntzman

✔ @GershKuntzman

The GOP can attack ⁦@AOC⁩ all it wants but she just danced her way to the wood of the ⁦@NYDailyNews⁩ with a proposal the newspaper wouldn’t have even covered before. So troll her at your own risk. She’s a leader who just jumpstarted the conversation on a major issue.

22,1 k

17:26 - 5 janv. 2019

Analysant sa proposition, le *Washington Post* a tenté d'évaluer ce qu'elle pourrait rapporter à l'Etat. Si les 16.000 Américains gagnant plus de 10 millions de dollars étaient taxés à 70% sur leur revenu au-dessus de cette limite, le gouvernement américain récolterait 72 milliards de dollars par an, selon un expert.

Probablement moins en réalité, tempère-t-il toutefois, car les riches citoyens trouveraient probablement des moyens de contourner ce nouvel impôt.

Dans une tribune publiée dans le *New York Times*, le prix Nobel d'économie Paul Krugman a appuyé la proposition de la jeune élue, regrettant les tentatives répétées de "la dépeindre comme écervelée et ignorante". "Et bien, sur la question fiscale, elle dit simplement ce que de bons économistes disent," a-t-il jugé.

Pas une "petite fille"

Depuis sa victoire surprise lors des primaires démocrates fin juin face à un baron de la Chambre des Représentants, Alexandria Ocasio-Cortez est devenue l'une des figures les plus en vue de son parti.

Elle a aussi prouvé qu'elle avait du répondant face aux attaques, nombreuses, de ses adversaires politiques. Le vétéran républicain Ed Rollins parle d'elle comme d'une "petite fille" ? La réponse fuse: "Cet homme est un argument vivant pour taxer la misogynie à 100%".

Vendredi, une vieille vidéo circulant sur internet et montrant la fougueuse démocrate en train de danser s'est retournée à son avantage, contrairement à ce qu'attendaient ses opposants.

Se jouant de la situation, elle a répondu en postant sur les réseaux sociaux -- où elle est très présente -- une nouvelle vidéo d'elle dansant devant son bureau, accompagnée de ce commentaire: "J'entends dire que le parti républicain pense que les femmes qui dansent sont scandaleuses. Attendez qu'ils découvrent que les femmes parlementaires dansent aussi!"

"Seuls les radicaux ont, dans l'Histoire, changé ce pays"

Ancienne serveuse dans un bar new-yorkais, AOC entend ainsi incarner la nouvelle vague de jeunes élus, plus divers que leurs prédécesseurs, entrés au Congrès à l'occasion des élections de mi-mandat, et faisant souffler un vent de fraîcheur sur l'institution.

S'affichant volontiers comme prête à bousculer les élites, elle a peu à peu conquis une place de premier choix au sein de l'aile gauche de son parti.

"Seuls les radicaux ont, dans l'Histoire, changé ce pays", a expliqué la jeune femme sur CBS. "Abraham Lincoln a pris la décision radicale de signer la proclamation d'émancipation. Franklin Delano Roosevelt a pris la décision radicale de s'embarquer dans une série de mesures comme la sécurité sociale." Et de déclarer fièrement: "Si c'est ce que radical signifie, appelez-moi radicale".

États-Unis: la Maison-Blanche pourrait renoncer au béton de son mur…

Économie Conjoncture http://www.lefigaro.fr/ Par Anne-Sophie Cathala Publié le 06/01/2019 à 19:10



Un prototype de mur à la frontière mexicaine. Mohammed Salem/REUTERS

Alors que le désaccord entre démocrates et républicains autour du financement du mur voulu par Donald Trump à la frontière mexicaine continue de paralyser l'administration fédérale, une hypothèse avancée ce dimanche évoque le remplacement du béton du mur par l'acier d'une clôture a priori moins coûteuse financièrement.

Les discussions destinées à mettre fin au shutdown, cette paralysie, depuis deux semaines, d'un quart des administrations fédérales américaines, se poursuivaient dimanche. Et le chef de cabinet de la Maison-Blanche a prévenu qu'il pourrait «durer beaucoup plus longtemps».

En raison d'un profond désaccord entre Maison-Blanche et Congrès, ce mouvement affecte 800.000 agents depuis le 22 décembre. Ce qui oppose si durement les deux camps, c'est la promesse, chère à Donald Trump, d'un infranchissable mur frontière avec le Mexique.

Hypothèse avancée ce dimanche: le président pourrait, sans se renier auprès de son électorat, remplacer le béton du mur par l'acier d'une clôture, a priori moins coûteuse financièrement.

Qu'elle soit, in fine, d'acier ou de béton, Donald Trump demande, en réalité, toujours au Congrès 5,6 milliards de dollars pour poursuivre son édification de la discorde, sous peine de bloquer, une nouvelle fois, le financement des administrations. Il menace encore de «déclarer l'urgence nationale, en fonction de ce qui se produira dans les tout prochains jours», afin de contourner le Congrès.

En attendant, le chef des démocrates au Sénat (contrôlé par les républicains) et Nancy Pelosi, nouvelle présidente de la Chambre des représentants (à majorité démocrate) ferraillent. Les démocrates tenteront quand même de faire passer un nouveau projet de loi de finances, la semaine prochaine, pour rouvrir des agences, du Trésor aux services fiscaux. Faute de quoi, les citoyens ne recevraient aucun remboursement d'impôts à temps.

Trump peut-il décréter l'État d'urgence pour construire son mur ?

Actualité International Par Le figaro.fr AFP agence Publié le 07/01/2019 à 22:26



Le président américain Donald Trump devant un prototype du mur qu'il souhaite voir édifier à la frontière avec le Mexique (ici à San Diego, en Californie). Kevin Lamarque/REUTERS

Cherchant à sortir de l'impasse sur le financement de son mur à la frontière mexicaine, le président américain menace de recourir à une procédure d'urgence si le Congrès ne lui donne pas les 5 milliards de dollars qu'il réclame.

Fait rare, Donald Trump s'adressera à la nation mardi soir avant de partir effectuer une visite à la frontière avec le Mexique. Alors que le bras de fer avec le Congrès au sujet de la construction de

son mur suscite depuis dix-sept jours une paralysie partielle des administrations fédérales - «shutdown»- d'aucuns prédisent que le président américain pourrait annoncer qu'il envisage de recourir à l'État d'urgence pour contourner le Congrès si le blocage persiste. De quoi s'agit-il exactement?

Le cadre légal. Une loi votée en 1976, le «National Emergencies Act», autorise le président des États-Unis à invoquer une «urgence» nationale pour activer des pouvoirs extraordinaires prévus dans d'autres textes, à condition de spécifier lesquels. Par simple décret, la Maison Blanche peut ainsi proclamer la loi martiale, restreindre les libertés civiles, réquisitionner des propriétés privées, mobiliser la Garde nationale, recruter des militaires... Selon la loi, les deux chambres du Congrès doivent se réunir six mois après le décret présidentiel pour renouveler ou abolir la mesure. Et, celle-ci doit être renouvelée après un an, sans quoi elle expire automatiquement.

Les précédents. Tous les présidents ont fait usage de ces dispositions. Un grand nombre des décrets ayant été reconduits chaque année, plus de vingt mesures d'urgence sont en vigueur actuellement. Le président George W. Bush avait notamment décrété l'urgence après les attentats du 11 septembre 2001, ce qui avait permis d'augmenter les moyens de l'armée au-delà du budget voté, de lancer des programmes secrets de surveillance ou encore de pratiquer des interrogatoires musclés des prisonniers, plus tard comparés à de la torture.

Le président Barack Obama avait lui invoqué l'urgence lors de l'épidémie de grippe H1N1 pour lever certaines dispositions du secret médical, ce qui avait permis aux hôpitaux de réagir plus rapidement. Plus souvent, cette loi a été utilisée pour prendre des sanctions contre d'autres pays, du Venezuela au Soudan, en passant par le Zimbabwe. C'est ainsi que le président Jimmy Carter avait invoqué l'urgence après la prise d'otages à l'ambassade américaine de Téhéran en 1979. Ce dispositif, reconduit chaque année, fournit le cadre à l'interdiction du commerce avec l'Iran.

Le cas du mur. Donald Trump pourrait déclarer une «urgence migratoire» à la frontière avec le Mexique, en s'appuyant sur l'arrestation de plus de 100.000 étrangers entrés illégalement aux États-Unis en octobre et novembre. Une loi migratoire définit ce type d'urgence comme «un afflux d'étrangers d'une telle ampleur» que les administrations ne sont plus en mesure de les gérer. Cela lui permettrait de déployer plus d'hommes à la frontière et de débloquer un fonds de 20 millions de dollars. Mais c'est bien moins que les 5,7 milliards qu'il réclame au Congrès.

Une autre loi permet au président, en cas d'urgence, de recourir au budget de l'armée pour «des projets de construction militaire». Mais il n'est pas certain que le mur entre dans cette catégorie. De plus, le tracé du mur passe par de nombreuses terres privées et, même avec des mesures d'urgence, il n'est pas certain que l'exécutif puisse les réquisitionner.

Par ailleurs, le Congrès a le pouvoir de contester tout décret d'urgence. L'opposition démocrate, qui contrôle la Chambre des représentants, a d'ores et déjà indiqué qu'elle ferait tout pour le bloquer. Enfin, les tribunaux ont aussi un droit de regard. «Je pense que le président se retrouverait à la merci d'une décision de justice qui questionnerait l'existence d'une urgence», a estimé le parlementaire démocrate Adam Smith.

Trump exhorte les démocrates à financer une "barrière en acier" à la frontière avec le Mexique

https://www.huffingtonpost.fr/ INTERNATIONAL 09/01/2019 03:25 CET | Actualisé il y a 6 heures Rédaction du HuffPost avec AFP

Le président américain faisait sa première "allocution à la Nation" depuis le bureau ovale de la Maison Blanche.



Carlos Barria / Reuters Trump, lors de son "Discours à la Nation" mardi 8 janvier.

INTERNATIONAL - "Les gens ne construisent pas des murs parce qu'ils détestent les gens à l'extérieur, mais parce qu'ils aiment les gens à l'intérieur". La courte intervention télévisée de Donald Trump mardi 8 janvier n'aura porté que sur un seul sujet: le mur frontalier qu'il souhaite avec le Mexique et dont la question de son financement paralyse le pays depuis plusieurs semaines.

Lors de sa première allocution à la nation depuis le Bureau ovale de la Maison Blanche, le président américain a réclamé 5,7 milliards de dollars pour une "barrière en acier" à sa frontière avec le Mexique. "A la demande des démocrates, il s'agira d'une barrière en acier plutôt que d'un mur en béton", a-t-il affirmé, évoquant une "crise humanitaire et sécuritaire grandissante".



CBS News

✔ @CBSNews

“This is a humanitarian crisis, a crisis of the heart, and a crisis of the soul,” President Trump says of illegal immigration in his first primetime address from the Oval Office https://cbsn.ws/2Rf9haW

374

06:36 - 9 janv. 2019

"Notre frontière sud est la porte d'entrée de vastes quantités de drogue, dont méthamphétamine, héroïne, cocaïne et fentanyl", a également dénoncé le 45e président des Etats-Unis, rejetant une fois de plus la responsabilité du "shutdown" sur les démocrates, qui selon lui "refusent de financer la sécurité aux frontières".

S'appliquant à prendre un ton grave au cours de son intervention de neuf minutes, il n'a pas mentionné la possibilité de recourir à une mesure d'urgence exceptionnelle, comme il l'avait évoqué.

Les démocrates, opposés au financement de ce mur qu'ils jugent "immoral", coûteux et inefficace, ont immédiatement dénoncé l'absence de main tendue du président, l'exhortant une nouvelle fois à "rouvrir le gouvernement".

"Le président Trump doit cesser de prendre les Américains en otages, doit cesser de créer de toutes pièces une crise" migratoire et humanitaire à la frontière, a lancé le présidente de la Chambre des représentants, Nancy Pelosi. De son côté, Chuck Schumer a ajouté: "le symbole des États-Unis doit être la statue de la liberté, pas un mur de 9 mètres".



ABC News

✔ @ABC

Chuck Schumer: "The symbol of America should be the Statue of Liberty — not a 30 foot wall. So our suggestion is a simple one: Mr. President, reopen the government and we can work to resolve our differences over border security, but end this shutdown now." http://abcn.ws/2Fhqw4g

4 846

06:30 - 9 janv. 2019

Après 24 heures d'intenses spéculations à Washington, Donald Trump n'a finalement pas annoncé le recours au "National Emergencies Act" qui lui aurait permis de contourner le Congrès et de s'appuyer sur l'armée pour construire l'édifice. Mais il a mis en avant la nécessité, impérieuse selon lui, de mener à bien son projet.

"Au fil des ans, des milliers d'Américains ont été brutalement tués par ceux qui sont entrés illégalement dans notre pays et des milliers d'autres vies seront perdues si nous n'agissons pas tout de suite", a-t-il lancé. "Notre frontière sud est la porte d'entrée de vastes quantités de drogue, dont méthamphétamine, héroïne, cocaïne et fentanyl", a également dénoncé le 45e président des Etats-Unis, rejetant une fois de plus la responsabilité du "shutdown" sur les démocrates, qui selon lui "refusent de financer la sécurité aux frontières".

Les négociations budgétaires sont au point mort: depuis plus de deux semaines, quelque 800.000 fonctionnaires fédéraux sont contraints soit à rester chez eux, soit à devoir attendre la fin du blocage pour être payés. Et le record du plus long "shutdown" de l'histoire pourrait bientôt tomber: 21 jours, entre fin 1995 et début 1996, sous le présidence de Bill Clinton.

Durant la campagne et depuis son arrivée au pouvoir il y a deux ans, le président a envoyé des messages très différents -et parfois contradictoires- sur la longueur et la nature exacte du mur qu'il espérait. Depuis quelque temps, il émet l'idée d'un mur fait de barres verticales en acier et non en béton dans l'espoir de rendre le projet plus acceptable pour les démocrates. Mais ces derniers n'ont pas du tout été sensibles à l'argument.

Mercredi, Donald Trump participera à un déjeuner au Congrès avec les sénateurs républicains. Jeudi, il se rendra à la frontière sud "pour rencontrer ceux qui sont en première ligne" de ce qu'il appelle une "crise de sécurité nationale".

En mars 2018, il s'était rendu à San Diego, près de la frontière avec le Mexique, pour examiner lors d'une visite savamment mise en scène des prototypes de mur.

Donald Trump a littéralement claqué la porte d'une réunion sur le shutdown

https://www.huffingtonpost.fr/ INTERNATIONAL 10/01/2019 02:06 CET | Actualisé il y a 9 heures
Le HuffPost avec AFP

Le président a subitement quitté une rencontre avec les démocrates Chuck Schumer et Nancy Pelosi, au sujet du mur à la frontière avec le Mexique.



Jim Young / Reuters Donald Trump (ici le 9 janvier au Capitole) a littéralement claqué la porte d'une rencontre sur le shutdown.

ÉTATS-UNIS - Le leader des démocrates au Sénat, Chuck Schumer, ne pouvait pas résumer la scène autrement: "Le président s'est levé et est parti", a-t-il raconté ce mercredi 9 janvier, après que Donald Trump, englué dans un bras de fer budgétaire aux conséquences politiques incertaines, a abruptement quitté une rencontre sur son projet de mur à la frontière mexicaine.

"Une nouvelle fois, nous avons assisté à un caprice parce qu'il ne pouvait obtenir ce qu'il voulait...", a jugé Chuck Schumer après cette réunion entre le président et les ténors démocrates à la Maison Blanche. "Il a demandé à Nancy Pelosi: 'est-ce que vous accepteriez mon mur?', elle a dit non, et il s'est simplement levé en disant 'alors nous n'avons rien à nous dire', et il est parti", a-t-il raconté face aux caméras.

"Je lui ai demandé de rouvrir le gouvernement. Quelques minutes plus tard il a frappé la table, et quand Nancy Pelosi a dit qu'elle n'était pas d'accord avec le mur, il est parti en disant que nous n'avions rien à nous dire", a poursuivi le démocrate Schumer.



Reuters Top News

✔ @Reuters

Schumer: 'The president just got up and walked out' of shutdown meeting

120

04:40 - 10 janv. 2019

"Je viens de quitter une rencontre avec Chuck (Schumer) et Nancy (Pelosi), une totale perte de temps", a lancé, presque simultanément, le président américain dans un tweet rageur. "J'ai dit bye bye", a ajouté le 45e président des États-Unis.



Donald J. Trump

✔ @realDonaldTrump

Just left a meeting with Chuck and Nancy, a total waste of time. I asked what is going to happen in 30 days if I quickly open things up, are you going to approve Border Security which includes a Wall or Steel Barrier? Nancy said, NO. I said bye-bye, nothing else works!

217 k

00:34 - 10 janv. 2019

"Je viens de quitter une rencontre avec Chuck et Nancy, une totale perte de temps. J'ai demandé 'que va-t-il se passer dans 30 jours si je débloque rapidement le gouvernement (en sortant du shutdown, ndlr), allez-vous approuver mon plan de sécurité à la frontière, qui inclut un mur ou une barrière en acier?' Nancy a dit 'NON'. J'ai dit bye-bye, rien d'autre ne fonctionnera!"

Trump assure qu'il ne bougera pas

Au lendemain d'un discours solennel depuis le Bureau ovale, au cours duquel il a usé d'un ton dramatique pour tenter de rallier coûte que coûte les Américains à son projet sécuritaire phare, Donald Trump a réaffirmé qu'il ne bougerait pas sur sa promesse de campagne emblématique.

Les discussions sont dans l'impasse. Le locataire de la Maison Blanche réclame 5,7 milliards de dollars pour "une barrière en acier" ou un mur afin de freiner l'immigration illégale. Les démocrates refusent de débloquer des fonds pour ce projet qu'ils jugent "immoral" et inefficace.





Donald J. Trump

✔ @realDonaldTrump

248 k

06:15 - 6 janv. 2019

Or la paralysie budgétaire a des conséquences très concrètes: depuis plus de deux semaines, quelque 800.000 fonctionnaires fédéraux ne sont plus payés. Et le record du plus long "shutdown" de l'histoire est sur le point de tomber: 21 jours, entre fin 1995 et début 1996, sous le présidence de Bill Clinton.

Trump a quitté la salle après avoir "distribué des bonbons"

Nancy Pelosi, présidente démocrate de la Chambre des représentants, a accusé le président d'être obnubilé par cette construction et d'en oublier la dimension humaine de la crise budgétaire en cours pour les fonctionnaires concernés. "Il pense peut-être qu'ils peuvent juste demander plus d'argent à leur papa. Mais ils ne peuvent pas", a-t-elle lancé dans une allusion à peine voilée aux sommes énormes que Donald Trump a reçues de son père au début de sa carrière.

Peu après ce clash pour le moins inhabituel dans l'enceinte de la Maison Blanche, le vice-président Mike Pence, présent lors de la réunion, est lui aussi venu s'exprimer devant les journalistes, pour tenter de dédramatiser la spectaculaire sortie du tempétueux magnat de l'immobilier. "Le président est entré dans la pièce et a distribué des bonbons (notamment des barres chocolatées et des M&M's, d'après une source très sérieuse interrogée par CNN)", a-t-il lancé dans un sourire. "Je ne me souviens pas l'avoir entendu élever la voix ou taper du poing", a-t-il ajouté.

"Le parti est très très uni", avait assuré peu avant le président américain à l'issue d'une rencontre avec les sénateurs de son parti sur la colline du Capitole. "Les républicains veulent la sécurité aux frontières (...), ils veulent une barrière en acier ou un mur en béton, peu importe".

Pour le sénateur républicain de Louisiane John Kennedy, les choses sont claires: le président a indiqué lors de la rencontre qu'il n'avait pas l'intention "de céder d'un millimètre".

L'hypothèse d'une "urgence nationale"

La veille, en neuf minutes diffusées en direct sur les principales chaînes du pays, Donald Trump n'avait proposé aucune nouvelle porte de sortie, ciblant les immigrants clandestins qu'il a accusés de faire couler "le sang américain".

Dans cette bataille de communication pour savoir qui est le principal responsable de la paralysie, Donald Trump affirme bénéficier du soutien de nombre de fonctionnaires placés *de facto* en congé sans solde. "Beaucoup disent 'c'est très dur pour moi, c'est très dur pour ma famille, mais M. le président vous agissez comme on doit le faire'", a-t-il avancé.

Donald Trump a encore une fois évoqué l'hypothèse de déclarer une "urgence" nationale pour activer des pouvoirs extraordinaires, une procédure qui plongerait le pays dans une extraordinaire bataille politico-judiciaire. Donald Trump poursuivra jeudi son offensive en se rendant à la frontière, au Texas, où il devrait encore une fois marteler son message sécuritaire.

Donald Trump assure qu'il n'a pas demandé au Mexique de faire un chèque pour son mur. Sauf que...

https://www.huffingtonpost.fr/ INTERNATIONAL 11/01/2019 05:15 CET | Actualisé il y a 7 heures Rédaction du HuffPost

L'idée du président américain pour faire payer son mur par le Mexique a beaucoup évolué depuis 2015...



ASSOCIATED PRESS Donald Trump, ici le 10 janvier à McAllen, assure qu'il n'a pas demandé au Mexique de faire un chèque pour financer son mur. Sauf que...

ÉTATS-UNIS - C'était une visite symbolique. Donald Trump s'est rendu ce jeudi 10 novembre à McAllen, ville texane frontalière avec le Mexique, pour y défendre son projet de mur, source d'un vif conflit avec les démocrates qui a provoqué la paralysie partielle de l'administration fédérale.

"C'est du bon sens. Ils ont besoin d'une barrière, ils ont besoin d'un mur. Sans cela, il n'y aura que des problèmes. Et la mort, beaucoup de morts", a lancé Donald Trump, casquette blanche "Make America Great Again" vissée sur le crâne.

Payer par le biais d'un accord de libre-échange

En conférence de presse, le président américain a également assuré, comme depuis sa campagne, que le Mexique allait payer pour ce mur. Et il a précisé: "Quand je dis que le Mexique va payer pour le mur, c'est cela que je veux dire: le Mexique va payer pour le mur. Je n'ai jamais dit qu'ils allaient me faire un chèque de 20 ou 10 milliards de dollars." "Je ne voulais pas dire 's'il vous plaît, signez-moi un chèque", a-t-il insisté.

Donald Trump a précisé que le Mexique allait, selon lui, payer pour le mur par le biais de l'accord de libre-échange signé fin novembre, censé remplacer l'Accord de libre-échange nord-américain (Aléna), et qui doit encore être ratifié. "Si le Congrès approuve cet incroyable accord de libre-échange que nous avons conclu à ce sujet avec le Mexique, et le Canada d'ailleurs, ils paieront pour le mur" par ce biais.

Une manière de mettre encore la pression sur les démocrates du Congrès, avec lesquels il est en conflit sur le shutdown, même si, comme le note le *Washington Post*, aucun mécanisme dans cet accord ne rendrait ce paiement automatique.



ABC News

✔ @ABC

Pres. Trump again says, without evidence, that Mexico will pay for wall via trade deal: "When I say Mexico's going to pay for the wall, that's what I said... I didn't say they're going to write me a check for $20 billion or $10 billion." https://abcn.ws/2CZkMdK

251

23:31 - 10 janv. 2019

"Un paiement en une fois de 5-10 milliards"

Quoi qu'il en soit, les déclarations de Donald Trump sont en réalité contredites par plusieurs de ses déclarations ainsi qu'une note (désormais supprimée de son site internet) rédigée par son administration pendant la campagne. Intitulée "Pour forcer le Mexique à payer pour le mur", le plan prévoyait de mettre la pression sur son voisin du sud pour qu'il réunisse les fonds pour la construction du mur dans les trois jours suivant l'investiture de Trump, explique *Politico*.

"C'est une décision très simple pour le Mexique: faire un paiement en une fois de 5-10 milliards pour s'assurer que 24 milliards de dollars continueront d'affluer chez eux chaque année", explique la note, en référence aux sommes perçues par les Mexicains vivant aux États-Unis.

Depuis 2015, Donald Trump met aussi en avant son passé de businessman pour convaincre ses électeurs qu'il pourra faire payer le Mexique. Son idée à ce sujet a évolué : sous forme d'accord sur un déficit commercial, sous forme de remboursement ou... peut-être sous forme de chèque.

"Vous savez, beaucoup de politiques ont dit 'Oh, ils ne vont pas payer', mais ils ne savent pas comment ça marche, ils n'ont pas lu 'L'art de la négociation' (un livre écrit par Trump, ndlr)", avait-il dit par exemple en septembre 2015. "Je suis un homme d'affaires, c'est ce que je fais", disait-il encore en janvier 2016, comme le rappelle le *Washington Post*.

"Ils vont payer. Ils vont payer. D'une manière ou d'une autre. Ils pourraient même nous signer un chèque quand ils verront ce qui se passe", avait-il aussi assuré en direct sur Fox News en avril 2016. En 2017, ses déclarations n'étaient toujours pas très claires: "Je vous le dis, il y aura un paiement. Ce sera sous une certaine forme, peut-être une forme compliquée."

Donald Trump dans une mauvaise passe

Actualité bad day https://www.lexpress.fr/ Par Axel Gyldén, publié le 09/01/2019 à 18:00 , mis à jour à 18:08



Le président des Etats-Unis, le 9 octobre 2018, à Washington. afp.com/Olivier Douliery

Démissions en cascade, menaces d'enquêtes parlementaires, shutdown : le président américain est soudain sur la défensive

Donald Trump serait-il dans un trou d'air? L'affirmer paraît audacieux tant ses tweets et ses déclarations polémiques ou mensongères le placent au coeur de tous les débats, sous tous les projecteurs, jour après jour. Depuis quelques semaines, cependant, le locataire de la Maison-Blanche, âgé de 72 ans, semble avoir perdu la main.

Pour commencer, la défaite des républicains à la Chambre des représentants, lors des élections de midterms, a mis fin à la saison 1 de la présidence Trump, au cours de laquelle quelques médias et une poignée de juges sont apparus comme ses principaux contre-pouvoirs...

Cette époque est terminée. Sorti des urnes voilà deux mois, le nouveau Congrès américain a pris ses fonctions le 3 janvier et placé à sa tête la très expérimentée Nancy Pelosi, 78 ans, qui vient d'être élue "speaker" (présidente) de la Chambre des représentants. Habile politicienne, la Californienne entend donner du fil à retordre au chef de l'Etat.

Les démissions s'accumulent et fragilisent la présidence Trump

La démission surprise du secrétaire à la Défense James Mattis, à la veille de Noël, a constitué un autre revers pour le président. L'ancien général des marines était en effet unanimement respecté dans les camps démocrates et républicains, comme à l'étranger.



L'ex ministre de la Défense Jim Mattis, démissionnaire afp.com/SAUL LOEB

Avec l'ex-secrétaire d'Etat Rex Tillerson, limogé en mars dernier, et le chef de cabinet de la Maison-Blanche, John Kelly, qui a précipitamment cessé ses fonctions le 2 janvier, Mattis était considéré comme l'un des trois "adults in the room" (la voix de la raison), au sein d'une présidence particulièrement chaotique et imprévisible.

Circonstance aggravante, le président peine à recruter les successeurs de Mattis et de Kelly. Très convoités en temps normal, leurs postes restent occupés par des remplaçants nommés "à titre provisoire". Tout comme le général Jack Keane, au début du mois, l'ex-sénateur républicain Jon Kyl a refusé, la semaine dernière, la direction du Pentagone. Par ses tweets intempestifs et ses déclarations à l'emporte-pièce, le président refroidit les ardeurs de ses admirateurs les plus dévoués.

Et pour cause. James Mattis n'a guère apprécié l'annonce, mi-décembre, du retrait unilatéral de Syrie, jugée irresponsable et assimilée à une trahison à l'égard des alliés kurdes. En cas de retrait américain, ceux-ci sont menacés de se retrouver sous les feux croisés de l'Iran et de la Turquie.

Au demeurant, la Maison-Blanche vient de faire machine arrière par la voix de John Bolton: dimanche 6 janvier, le conseiller à la sécurité nationale de Donald Trump a affirmé, à Jérusalem, que le retrait américain de Syrie devait se faire de telle sorte que la défense d'Israël et "d'autres amis" de Washington dans la région soit "absolument assurée". En clair, sur un sujet d'importance primordiale et où la crédibilité de Washington est en jeu, l'administration américaine a dit une chose et son contraire.

A la liste des démissions significatives de l'administration Trump, il faut ajouter le nom de l'ambitieuse Nikki Haley, ambassadrice américaine auprès des Nations Unies, dont les fonctions ont cessé le 31 décembre. En remplacement de celle qui fut gouverneure de Caroline du Sud (2010-2014), le président a désigné une ex-journaliste de la chaîne Fox News, Heather Nauert, dont l'expérience internationale est proche de zéro.



Heather Nauert, le 29 mai 2018 à Washington afp.com/Mandel Ngan

Avec la crise du *shutdown* (fermeture partielle de l'administration américaine), en passe de dépasser le record des 21 jours sous Bill Clinton, le président Trump entendait placer les démocrates dans l'embarras. Or c'est le contraire qui se produit.

Pour mémoire, l'actuel shutdown, qui place 800 000 fonctionnaires au chômage technique, s'explique par le refus des élus démocrates du Congrès de voter le budget de 5 milliards de dollars (4,35 milliards d'euros) exigé par Trump afin de financer la construction de "son" mur, le long de la frontière avec le Mexique.

En formulant cette exigence, le président espérait contraindre le Parti démocrate à lui offrir une victoire politique sur un plateau. L'opposition, pensait-il, ne prendrait pas le risque d'apparaître comme laxiste alors que les problèmes posés par l'immigration clandestine, d'une part, et les narcotrafiquants mexicains, d'autre part, demeurent entiers.

Trump est sur la défensive

Mais les démocrates se sont engagés dans ce bras de fer sans rien céder. Selon eux, le budget exigé par Trump est beaucoup trop élevé. Afin de protéger la frontière sud, il existe, arguent-ils, des solutions technologiques moins onéreuses et plus efficaces qu'un mur en béton ou une clôture en métal.

Dans cette bataille politicienne, Nancy Pelosi et les démocrates ont réussi à placer Donald Trump sur la défensive pour la première fois depuis son élection, voilà plus de deux ans. Selon un sondage Ipsos/Reuters du 7 janvier 2019, 51% des Américains imputent la responsabilité du shutdown, et le blocage de l'administration qui en découle, à Trump. Seuls 32% estiment que la faute en revient aux élus démocrates du Congrès.

Pas de cadeau

A ce stade, chacune des deux parties - Trump et les démocrates - aurait intérêt à négocier avec l'autre afin de trouver un terrain d'entente et mettre un terme à ce blocage ubuesque. Mais personne ne possède de marge de manoeuvre suffisante. Donald Trump ne peut pas reculer sans risquer d'affaiblir sa propre présidence. Et les démocrates n'ont aucun intérêt, et encore moins l'envie, à faire de cadeaux au président. Le blocage semble total.

Au surplus, les élus démocrates fourbissent d'autres armes. Ils ont dressé une liste de 85 motifs d'enquêtes parlementaires à l'encontre de Trump et de son entourage, qu'ils pourraient dégainer au cours de deux années à venir. En pratique, celles-ci ne sont que de simples assignations à comparaître *(subpoena),* mais chacune d'elles permet d'exiger la publication de documents dont l'impact médiatique serait loin d'être négligeable.

Les procédures envisagées concernent des sujets variés: obligation de publier la déclaration d'impôt sur le revenu du président, légalité de certains business de la Trump Organization avec la Chine et la Russie, enquête sur la mauvaise gestion de l'ouragan Maria à Porto-Rico en août dernier (plus de 3.000 morts)...

Seule bonne nouvelle: la saison 2 de la présidence Trump risque d'être aussi divertissante que les deux années qui viennent de s'écouler...

Au Texas, les élus des régions frontalières sont opposés au mur de Trump

Monde http://www.slate.fr/ Repéré par Claire Levenson — 11 janvier 2019 à 9h46 Repéré sur Washington Post

Même certains Républicains considèrent qu'un mur est une façon inefficace et coûteuse de contrôler la frontière.



Des manifestants protestent contre la visite de Donald Trump avec un ballon «Baby Trump», à McAllen au Texas le 10 janvier 2019. | Jim Watson / AFP

Le président Donald Trump s'est rendu à McAllen au Texas le jeudi 11 janvier pour encore une fois défendre son projet de mur que le Congrès refuse de financer.

«Ils disent qu'un mur est médiéval. Et bien la roue aussi. Les roues sont plus anciennes que les murs, a expliqué le président. *Il y a certaines choses qui fonctionnent, vous savez? Une roue fonctionne et un mur fonctionne. Rien de tel qu'un mur.»*

Mais sur place, les élus locaux, même les Républicains, sont beaucoup plus sceptiques. Mike Hurd, un élu Républicain au Congrès qui représente un district avec plus de mille kilomètres de zone frontalière au Texas, a plusieurs fois voté contre le mur aux côtés des Démocrates. *«Construire une structure haute de dix mètres en béton du Nord au Sud est la façon la plus coûteuse et la moins efficace de prendre en charge la sécurité à la frontière»*, a-t-il déclaré sur CNN.

Après le discours de Trump au Bureau ovale sur une *«crise humanitaire»* à la frontière, Hurd avait répondu: *«S'il y a une crise, les gens qui s'occupent de cette crise devraient être payés.»* En effet, depuis le *«shutdown»* causé par l'absence de compromis sur le financement du mur au Congrès, les agents de la police des frontières ne sont pas rémunérés depuis trois semaines.

Parmi les Républicains texans, Mike Hurd est le plus radical dans son opposition au mur, mais beaucoup d'autres élus du parti de Trump sont également réticents, quoi que plus discrets.

Lors de la première séance de l'assemblée législative du Texas de 2019, le gouverneur Républicain Greg Abbott a fait un discours dans lequel il n'a même pas évoqué les problèmes de sécurité à la frontière qui obsèdent tant le président américain. Quant au sénateur Républicain du Texas John Cornyn, il ne semble pas non plus convaincu de la nécessité du mur. *«Au Texas, avec une frontière commune de 1.900 km avec le Mexique, l'idée d'un mur rebutte pas mal de gens»,* a-t-il dit dans une interview.

Il a aussi expliqué que selon lui, étant donné la géographie de l'État, il ne pouvait pas y avoir de solution uniforme le long de toute la frontière.

Ces réticences reflètent celle de la population du Texas, qui est majoritairement opposée au mur (à 51% contre 45%). De nombreux propriétaires terriens que le gouvernement voudrait exproprier pour construire le mur ont d'ailleurs l'intention de faire un procès contre l'administration Trump.

Interviewé par Politico, Sergio Contreras, le directeur d'une association de commerçants de la Vallée du Rio Grande a souligné que de nombreux élus s'inquiétaient aussi des potentiels effets néfastes du mur sur l'économie locale. Il explique que de nombreux Mexicains traversent la frontière pour faire des achats au Texas et que des investisseurs mexicains ont déjà abandonné certains projets immobiliers à cause du débat sur le mur.

Le "shutdown" du gouvernement des Etats-Unis devient le plus long de leur histoire

Économie Flash Eco Par Le Figaro.fr avec AFP Mis à jour le 12/01/2019 à 12:40 Publié le 12/01/2019 à 06:57



Le "shutdown" qui paralyse une partie des administrations fédérales du gouvernement américain est devenu le plus long dans l'histoire des Etats-Unis dans la nuit de vendredi à samedi, en entrant dans son 22e jour.

Cet arrêt partiel du fonctionnement des autorités fédérales, qui a commencé le 22 décembre, dépasse désormais les 21 jours de "shutdown" sous la présidence de Bill Clinton en 1996.

La situation devrait rester ainsi encore au moins ce week-end : Donald Trump a assuré vendredi ne pas vouloir déclarer "si vite" la procédure d'urgence nationale (qu'il peut déclencher) et le Sénat a suspendu sa séance jusqu'à lundi.

Aucun compromis n'a pu être trouvé entre le président républicain qui réclame 5,7 milliards de dollars pour construire son mur anti-migrants à la frontière avec le Mexique et les démocrates,

farouchement opposés au projet jugé "immoral", coûteux et inefficace pour lutter contre l'immigration clandestine.

Les conséquences sont bien réelles. Pour la première fois vendredi, les 800.000 fonctionnaires fédéraux affectés par le "shutdown" n'ont pas touché leur salaire. Depuis le 22 décembre, la moitié d'entre eux jugés "non essentiels", ont été placés en congé sans solde, tandis que l'autre moitié a été réquisitionnée.

Technologie

Qui est Hedy Lamarr, la star hollywoodienne qui a inventé le Wifi ?

https://www.ouest-france.fr/ L'édition du soir High-Tech mardi 8 janvier 2019 Par Hélaine Lefrançois



Quand elle a percé à Hollywood, Hedy Lamarr était considérée comme l'une des plus belles femmes du monde. L'actrice autrichienne était bien plus qu'un joli visage. Pendant la Seconde Guerre mondiale, cette tête pensante a inventé la technologie à l'origine du Wifi, du GPS, de la téléphonie mobile, aujourd'hui utilisée par les professionnels du secteur de la high-tech qui présentent leurs innovations au CES de Las Vegas.

Le CES (Consumer Electronics Show), le salon mondial des technologies grand public, vient d'ouvrir ses portes à Las Vegas (États-Unis). À cette occasion, les professionnels du secteur high-tech présentent leurs innovations, de la 5G aux objets connectés, en passant par la voiture autonome et les assistants vocaux. Ainsi, ils poussent le public à aller encore plus loin dans l'hyperconnectivité et la dépendance à la nouvelle technologie.

Ce que nous sommes nombreux à ignorer, c'est qu'une actrice hollywoodienne, adulée entre les années 1930 et 1960, a largement contribué au progrès technologique. Il y a presque 80 ans, Hedy Lamarr a inventé la technologie à l'origine du Wifi, du GPS, de la téléphonie mobile.

Extase, un tremplin vers Hollywood

Si elle était née cinquante ans plus tard, elle serait peut-être devenue une inventrice reconnue pour son génie. Mais l'histoire ne se réécrit pas. Hedwig Kiesler, de son vrai nom, a vu le jour le 9 novembre 1914 à Vienne, en Autriche-Hongrie. Sa famille est aisée, elle apprend plusieurs langues et son père la sensibilise à l'ingénierie. Mais la jeune Hedwig délaisse rapidement les études.

Louée pour sa beauté, elle décide de l'exploiter et tente sa chance en tant qu'actrice. Elle décroche son premier gros rôle à l'âge de 18 ans dans *Extase* du réalisateur tchèque Gustav Machaty, sorti en 1933. Elle y joue une femme délaissée par son mari, tourne des scènes complètement nue et devient la première actrice à feindre un orgasme sur le grand écran. Sa prestation ne passe pas inaperçue : le pape Pie XI la condamne, le monde du cinéma parle d'elle.



Avec le pianiste George Antheil, elle a inventé l'ancêtre du Wifi. (Photo : Wikimedia Commons)

L'année de la sortie du film, la jeune femme se marie à Friedrich Mandl, l'un des plus grands marchands d'armes au monde, fournisseur, entre autres, de Mussolini. Son mari, jaloux, tente d'ailleurs de faire détruire toutes les copies du film sulfureux. Hedwig Kiesler étouffe. Elle fuit son époux et l'Allemagne nazie en 1937 et rejoint la côte ouest des États-Unis où les acteurs et les actrices du monde entier rêvent de faire carrière.

Là, elle devient Hedy Lamarr et décroche un contrat de sept ans avec MGM, le plus grand studio de Hollywood, et joue dans une quinzaine de longs-métrages. Réputée comme l'une des plus belles femmes du monde, elle est aussi considérée comme une croqueuse d'hommes, car elle a le malheur de se marier à six reprises et d'enchaîner les histoires d'amour.

Un « géant intellectuel » dans un corps d'actrice

Mais derrière le beau visage et l'image de pin-up qu'on lui donne, se cache une inventrice en or que tous les accros au smartphone peuvent remercier aujourd'hui. C'est à l'occasion d'une soirée mondaine qu'elle rencontre le pianiste George Antheil, son partenaire de génie, qui la qualifiera plus tard de **« géant intellectuel comparée aux autres actrices de Hollywood ».** Les deux artistes entament de longues discussions sur… l'armement. Tous deux s'y connaissent et s'y intéressent. Elle, a fréquenté le milieu de son premier mari. Lui, a travaillé comme inspecteur de munitions aux États-Unis.

La Seconde Guerre mondiale déchire l'Europe et fait des victimes dans les rangs américains. L'armée envoie des torpilles radioguidées pour détruire les sous-marins allemands, mais les missiles sont souvent repérés à temps et détournés par leur adversaire. Ensemble, Hedy Lamarr et George Antheil imaginent un système de codage des transmissions qui permet de tromper l'ennemi. Cette technique applicable aux torpilles radio guidées est l'ancêtre de « l'étalement de spectre par saut de fréquence », la méthode de transmission utilisée dans la technologie du Wifi, de la géolocalisation, de la téléphonie mobile ou encore, du Bluetooth.



Il faudra attendre 1997 pour que son invention soit reconnue. (Photo : Wikimedia Commons)

Les deux inventeurs déposent un brevet le 10 juin 1941 et rendent l'invention libre de droits pour l'armée des États-Unis. Toutefois, leur procédé, trop avant-gardiste, n'est utilisé pour la première fois que lors de la crise des missiles de Cuba en 1962. Mais le duo n'est jamais remercié.

Une reconnaissance tardive

Hedy Lamarr continue à jouer dans quelques films, puis sa carrière décline. N'est-elle plus assez belle pour Hollywood ? Dans son autobiographie, *Ecstasy and Me* (*Ecstasy* est le titre anglais du

film *Extase*) publiée en 1966, elle confie que cette beauté **« ne lui a apporté que tragédie et maux de tête pendant cinq décennies. Mon visage est un masque que je ne peux retirer. Je dois vivre avec. Je le maudis ».** La chirurgie esthétique est un échec et cette autobiographie, qui révèle des moments très intimes de sa vie privée, écorche un peu plus son image. L'actrice accuse sa maison d'édition de l'avoir trompée, mais elle perd le procès. Elle qui gagnait des millions de dollars à l'apogée de sa carrière finit ruinée.

Trois ans avant sa mort, son talent d'inventrice est (enfin) reconnu : elle reçoit le prix de l'Electronic Frontier Foundation en 1997. Puis, à titre posthume, elle et George Antheil sont inscrits au registre du National Inventor Hall of Fame, une organisation américaine qui recense les plus grands inventeurs et inventrices. En 2017, le documentaire *Hedy Lamarr : From Extase to Wi Fi* d'Alexandra Dean est revenu sur la double casquette de cette icône hollywoodienne qui nous aide à communiquer aujourd'hui.

ASIE

CHINE

Défense

Le chasseur chinois post J-20 dès 2035 ?

http://www.eastpendulum.com/ Air By Henri KENHMANN 2019-01-08



« Produire des équipements de génération X-1, développer la génération X, pré-étudier la génération X+1 » (生产一代、研制一代、预研一代), telle est la règle suivie par les industriels chinois depuis plusieurs dizaines d'année. Au jour d'aujourd'hui où les chasseurs J-10C et J-16 sont actuellement au stade de production en série et le J-20 encore en développement – bien que ce dernier soit déjà entré en service – comment les penseurs de l'industrie d'aviation militaire en Chine voient la génération X+1, autrement dit la « 6ème génération » selon la classification US et russe, ou « 5ème » pour les Chinois, donne parfois des indications précieuses sur les appareils qui apparaîtront après le J-20 d'ici 15 à 20 ans.

Le site Aerotime, média étatique spécialisé dans le domaine manufacturière aéronautique, a publié récemment son interview avec WANG Hai Feng (王海峰), nouvel ingénieur en chef de l'Institut 611 Chengdu.

C'est dans ce bureau d'études de l'avionneur AVIC que nombreux des chasseurs et drones chinois ont vu le jour depuis 1970, comme les J-7, J-9, J-10, J-20, FC-1 / JF-17 et Wing Loong, ainsi que **certains programmes encore classés secret défense**.

Ancien élève de SONG Wen Cong (宋文骢) – qui était responsable du programme J-10, membre de l'Académie chinoise de l'ingénierie, et surtout celui qui a défini en 2001 le cadre de l'aérodynamique du J-20 connu aujourd'hui – WANG a participé à pratiquement tous les programmes de l'Institut 611 depuis 30 ans, et dirige actuellement plusieurs projets pré-études comme ceux des essais en vol de moteur à poussée vectorielle et de TBCC (*Turbine-Based Combined Cycle engine*), et aussi du chasseur de prochaine génération (post J-20).

Interrogé sur la question pour savoir ce qu'il a été mis en place pour permettre un cycle de développement relativement court du J-20, à savoir le lancement officiel du projet en Octobre 2007, le premier vol en Janvier 2011 et l'entrée en service annoncée au mois de Février 2018, WANG évoque quatre points essentiels.

« Quel que soit le projet il est inséparable avec les pré-études. Quand un projet permet de répondre aux besoins opérationnels exprimés à un instant t jusqu'à une certaine limite, les pré-études permettent de mieux comprendre et explorer les nouveaux concepts et nouvelles technologies », souligne l'ingénieur en chef de 55 ans, « A Chengdu, les équipes pré-études ne sont jamais détachées des projets concrets, elles peuvent ainsi regarder où on doit mettre les pieds, tout en levant la tête pour regarder où on va. »

Il rajoute ensuite : « Le succès du développement de J-10 et de J-20 repose sur les pré-études fondamentales menées dans les années 60′ autour de la configuration canard. Lorsque SONG et les autres personnes ont vu le potentiel de cette configuration, notamment au niveau de la fitness, ils ont décidé de procéder à beaucoup d'essais en soufflerie pour bien maîtriser le concept, et tous ces travaux (via le projet J-9 qui a été annulé par le suite, NDLR) ont servi de réserve technologique pour les programmes suivants. »

« En trois, il faut se rappeler que les technologies clés dans la Défense ne s'achètent pas, mais on peut toujours s'inspirer des méthodes de conception et de fabrication étrangères. Il faut toujours mettre l'accent sur la compréhension et la maîtrise, et non pas simplement se contenter d'importer. Innover sur la base des compétences acquises, et non pas viser uniquement sur la rupture, permet de réduire considérablement les cycles de recherche et d'assurer le progrès technologique des produits. »

Pour conclure sur la question, la tête de conception de l'Institut 611 Chengdu rajoute : « Pour finir, et c'est probablement l'un des points les plus importants aussi lorsque l'on parle de recherche et développement – Il faut disposer suffisamment d'infrastructures de base adéquates. Aidé à l'époque par SASTIND, Chengdu a su bâtir un grand nombre d'équipements et d'infrastructures au sol pour soutenir le développement du programme J-10, comme les simulateurs et les bancs d'intégration (Iron Bird). Ils ont joué le rôle d'accélérateur dans le projet d'essais en vol du moteur à poussée vectorielle, sur le J-10B, par exemple. »



Le prototype J-10B doté du moteur à poussée vectorielle, en vol de démonstration public.

L'interview continue ensuite sur le J-20 mais cette fois-ci autour d'un élément essentiel pour un chasseur de nouvelle génération, à savoir sa maintenabilité, point qui n'avait pas encore été abordé par les médias chinois jusqu'à présent.

On apprend alors que le nouveau fer de lance de l'armée de l'air chinoise est doté d'un système de gestion de santé et de pronostic de panne pour accroître la disponibilité et réduire le coût du cycle de vie de l'avion. Il est également équipé d'un système de soutien logistique automatique pour faciliter les tâches logistiques autour de l'avion suivant les missions.

Le premier consiste à établir un système de diagnostic par couche, en collectant puis fusionnant les données au niveau composants avant de les remonter au niveau avion, pour pouvoir analyser l'état de l'avion dans son ensemble et isoler les pannes. Cela permet d'anticiper les défaillances suivant les « symptômes », passer du curatif au préventif, et gérer la « santé » de l'avion au lieu de focaliser sur la « première panne ».

A noter que ce système de gestion de santé du J-20, ou le concept que cela représente derrière, n'est pas tout à fait nouveau. Dans le monde de l'aviation civile par exemple, il est communément appelé AHM, pour *Aircraft Health Management* ou *Aircraft Health Monitoring*, qui fait l'objet de recherche très approfondie depuis le début des années 2000. Des études menées par les principaux avionneurs comme Airbus et Boeing ainsi que **les compagnies aériennes** ont montré que des réductions de coût significatives peuvent être réalisées grâce à ce concept.

Quant au système du soutien logistique intégré, l'idée n'est pas uniquement de déclencher les tickets logistiques (ravitaillement, recharge…) en fonction de la mission, mais est de se connecter aussi aux données de conception, de fabrication et de maintenance autour de l'avion pour s'assurer l'alignement de l'état des données « As-Design », « As-Built », « As-Maintained » et « As-Modified ».

L'intégration de ces deux systèmes ont permis, selon WANG et d'après les retours (de l'armée chinoise), d'accroître de manière significative la capacité à surveiller l'état de chaque avion en détail, améliorer la maintenabilité et la disponibilité des appareils et de la flotte, et réduire le coût opérationnel du cycle de vie (LCC).

« Améliorer la capacité à maintenir les appareils en condition opérationnelle, c'est d'une certaine manière augmenter le nombre d'avions utilisable et leur performance au combat », précise WANG.






Enfin, sur la question du chasseur de prochaine génération, « Next Gen » comme écrit dans d'autres pays, WANG a une posture plutôt réservée par rapport à son prédécesseur, YANG Wei, qui est aussi l'ingénieur en chef du programme J-20, et révèle bien moins sur le progrès réalisé par le bureau d'études chinois aujourd'hui.

Si **YANG avait livré ses propres visions sur ce qu'il devrait être un chasseur de 6ème génération** (5ème dans la classification chinoise) en Mars l'an dernier, et ne nie pas sur l'existence des projets de pré-étude dans ce sens, WANG a simplement indiqué que le prochain ingénieur en chef du chasseur Next Gen chinois sera très probablement choisi parmi les plus brillantes des concepteurs de J-10 et de J-20, qui ont une moyenne d'âge de 35 ans aujourd'hui.

Face aux programmes ou concepts comme *Air Superiority* 2030 (AS 2030) de l'US Airforce ou encore le *Future Combat Air System* (FCAS) franco-allemand, l'actuel ingénieur en chef de Chengdu souligne que certaines orientations technologiques sont communément acceptées et relativement claires – comme la collaboration entre des appareils pilotés et des drones, l'intelligence artificielle, la furtivité avancée, ainsi que la détection et l'attaque omnidirectionnelles – mais certaines le sont beaucoup moins, comme les armes à énergie dirigée et hypersoniques, la motorisation à cycle variable, l'essaim de drones…etc.

« Nous avons déjà commencé certaines pré-études, suivant les modes de guerre que nous avons choisi, sur certaines de ces orientations technologiques tout en complétant avec d'autres », indique WANG, sans toutefois donner aucun calendrier précis, « et nous verrons possiblement ces travaux se transformer en produit concret à l'horizon de 2035, ou même plus proche. »

Diplomatie

Pékin proteste contre la présence d'un destroyer américain près d'un îlot contesté en mer de Chine méridionale

http://www.opex360.com/ Posté dans Asie-Pacifique, Forces navales, Opérations par Laurent Lagneau Le 07-01-2019



En 2018, l'économie chinoise a montré quelques signes d'essoufflement, avec un fléchissement de la production industrielle et une croissance du PIB de 6,5% sur la période juillet-septembre en rythme annuel, soit la plus faible performance depuis le premier trimestre 2009, c'est à dire au plus fort de la crise financière mondiale.

L'une des causes de ce ralentissement de l'économie chinoise aurait été la faiblesse de l'investissement. Une autre, sans doute liée à la première dans la mesure où elle a instauré un climat d'inquiétude, serait la décision de Washington d'imposer des droits de douane sur 250 milliards de dollars de biens produits en Chine pour le marché américain. Et ce n'est sans doute pas fini, le président Trump, ayant agité la menace d'appliquer à nouveau « d'importants tarifs douaniers » aux produits chinois importés par les États-Unis en cas d'échec des négociations commerciales avec Pékin, lequelles viennent de reprendre, ce 7 janvier.

Or, alors que les négociateurs américains venaient d'arriver à Pékin, l'US Navy a mené une « Freedom of navigation operation » [FONOP, opération « liberté de navigation »] en mer de Chine méridionale, dont la quasi-totalité de la surface est revendiquée par Pékin, malgré les prétentions d'autres pays riverains, à savoir le Vietnam, les Philippines, Taïwan, la Malaisie et Brunei.

Le destroyer USS McCampbell est ainsi entré dans les eaux de l'archipel des Paracels [Xisha en mandarin] afin de « contester les revendications maritimes excessives » de la Chine, a expliqué l'US Navy.

Pour rappel, pour assoir ses revendications territoriales, la Chine a aménagé plusieurs îlots des archipels Spratleys et Paracels à des fins militaire, en y installant notamment des capacités d'interdiction et de déni d'accès [A2/AD]. Ce qui revient à pratiquer la politique du fait accompli, alors que, en juillet 2016, la Cour permanente d'arbitrage de La Haye avait estimé que ses prétentions chinoises mer de Chine méridionale n'avaient « aucun fondement juridique ».

Or, cette partie du monde, par ailleurs riche en hydrocarbures et en ressources naturelles, est essentielle pour le commerce mondiale dans la mesure où elle est un carrefour incontournable des routes maritimes. Et, avec ses capacités A2/AD, la Chine est théoriquement en mesure d'y bloquer ou d'y filtrer tout trafic. D'où les opérations « liberté de navigation » menées par la marine américaine et ses homologues occidentales. Ces dernières consistent à envoyer un navire [ou un avion de patrouille maritime] naviguer à moins de 12 milles des récifs revendiqués par la Chine. Cela envoie le message à Pékin que sa souveraineté sur ces territoires n'est pas reconnue.

« Toutes [nos] opérations […] démontrent que les États-Unis voleront, navigueront et opéreront là où le droit international le permet. C'est vrai en mer de Chine méridionale comme ailleurs dans le monde », a fait valoir une porte-parole de la marine américaine, en commentant la misson de l'USS McCampbell.

Comme l'on pouvait s'y attendre, le passage du navire américain a suscité une vive réaction à Pékin. « Nous exhortons les Etats-Unis à arrêter immédiatement ce type d'actions provocatrices », a déclaré Lu Kang, le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères. « La partie chinoise continuera à prendre les mesures nécessaires pour défendre sa souveraineté et sa sécurité nationales », a-t-il assuré, après avoir indiqué qu'une protestation officielle avait été émise auprès de Washington.

Cette opération « liberté de navigation » n'a, a priori, pas donné lieu à incident, contrairement à celle menée par l'USS Decatur, en octobre dernier. Selon l'US Navy, le navire américain fut approché d'une manière « agressive, dangereuse et non professionnelle » par le destroyer chinois Luyang. Et une collision fut évitée de justesse.

En décembre, selon un responsable militaire chinois, le colonel Dai Xu, avait plaidé pour des actions plus « musclées » contre les navires américains évoluant en mer de Chine méridionale.

« Si un navire de guerre américain vient à nouveau dans les eaux chinoises, je suggère de leur envoyer deux bateaux : l'un pour l'arrêter, l'autre pour le repousser », avait-il dit, lors d'une conférence organisée par le Global Times, le « tabloïd » du Parti communiste chinois. « Dans nos eaux territoriales, nous ne permettrons pas aux navires de guerre américains de créer des perturbations », avait insisté le colonal Dai.

Quoi qu'il en soit, pour Patrick Shanahan, le nouveau secrétaire américain à la Défense [par intérim], la Chine arrive en tête de ses priorités.

Lors d'une réunion, la semaine passée, avec les principaux responsables du Pentagone, M. Shanahan a demandé à son équipe de « concentrer les efforts sur la mise en œuvre de la stratégie de défense nationale » élaborée par James Mattis, son prédécesseur. « Souvenez-vous: la Chine, la Chine, la Chine », a-t-il ajouté.

Face aux États-Unis, Pékin sort l'artillerie lourde

Monde http://www.slate.fr/ Richard Arzt — 11 janvier 2019 à 8h41 — mis à jour le 11 janvier 2019 à 10h11

La Chine s'en prend à Taïwan pour faire pression sur les États-Unis avant les négociations commerciales du mois de mars.



Xi Jinping au Palais du Peuple (Pékin), lors de son discours à l'occasion de l'anniversaire des 40 ans du dégel des relations entre la Chine populaire et Taïwan, le 2 janvier 2019 | Mark Schiefelebein / Pool / AFP

En renforçant ses objectifs de type militaire, la Chine est en train de changer de comportement sur la scène internationale. Depuis un peu plus de vingt ans, elle a développé sa force économique sans le proclamer trop fort. Ses dirigeants estimaient que le mieux était de rester discret tout en multipliant les exportations et en installant des implantations chinoises sur tous les continents. Le but principal était de faire sortir la Chine de sa position de pays sous-développé. Et de prendre ainsi une revanche sur l'Histoire.

Au XIX^{e} siècle, l'économie de l'empire chinois finissant a été largement devancée par les pays occidentaux. Et les désordres asiatiques du XX^{e} siècle n'ont rien arrangé. À partir des années 1980 et sous la direction du leader Deng Xiaoping, le régime communiste chinois a décidé de lancer le pays dans un vaste effort de développement. Cette stratégie a clairement réussi: en 2011, la Chine est devenue la deuxième économie au monde. Depuis, dépasser le PNB des États-Unis et prendre ainsi la première place est un objectif que la Chine pense pouvoir atteindre d'ici à 2020 ou 2030. L'idée est qu'au moment du centième anniversaire de la République populaire de Chine, en 2049, le pays soit fermement installé en leader de l'économie mondiale.

Réunion à huis clos

Mais depuis un peu moins d'un an, cette stratégie d'avancée économique chinoise commence à rencontrer un obstacle de taille venu des États-Unis. À sa manière –qui n'est pas des plus nuancées– Donald Trump considère que la montée en puissance chinoise est contraire aux intérêts américains et il a donc décidé de la freiner. En commençant par le plan commercial. Et tout en dénonçant un vol de la propriété intellectuelle par la Chine. L'administration américaine a procédé par phases successives tout au long de 2018 à une augmentation considérable –de l'ordre de 200 millions de dollars– des taxes sur les importations de produits chinois aux États-Unis. La Chine a répliqué systématiquement en taxant les produits américains. Mais ces derniers sont loin d'avoir l'ampleur de ce que la Chine exporte vers les États-Unis. Si bien que les taxes chinoises sur les produits américains pèsent moins lourd que celles des USA sur l'économie chinoise.



Xi Jinping, président de la république populaire de Chine et secrétaire général du Parti communiste chinois | U.S. Department of States via Wikimedia CC

Dès lors il y a certainement eu à Pékin, après l'été, une de ces réunions à huis clos où les deux cents membres du Comité central du parti communiste se retrouvent. Avec comme ordre du jour de fixer les positions chinoises de réplique à l'attitude à la fois protectionniste et offensive des États-Unis. Il est probable que l'objet des discussions était de mettre en place une attitude qui amène à ce que la Chine soit respectée dans le monde. Depuis début janvier, les décisions prises lors de cette réunion commencent à apparaître.

Taïwan dans la ligne de mire

Cela concerne en premier lieu l'île de Taïwan. Un sujet sur lequel les dirigeants chinois ont visiblement décidé de se montrer beaucoup plus agressifs. En 1949, lors de la victoire des communistes sur le continent chinois, Tchang Kaï-chek et une partie des membres de son parti, le Kuomintang, se sont réfugiés à Taïwan. Dans les années 1990, l'économie Taïwanaise était particulièrement dynamique et les «Chinois d'outre-mer» qui la dirigeaient étaient ouvertement admirés à Pékin. À cette époque, nombre d'industriels Taïwanais ont d'ailleurs commencé à faire fabriquer en Chine populaire les produits dont leurs usines avaient besoin. Par ailleurs, aujourd'hui encore, 41% des exportations de Taïwan partent vers la Chine de Pékin. Et, de 2008 à 2016, le Kuomintang au pouvoir à Taipei a effectué un rapprochement politique et économique avec le pouvoir communiste de Pékin.

Mais la situation a évolué. La Chine populaire est désormais économiquement beaucoup plus puissante, tandis que Taïwan est devenu une authentique démocratie. Nombre de ses habitants et habitantes ont commencé à s'interroger sur l'utilité d'approfondir les contacts avec la Chine populaire. Si bien qu'en 2016, un parti indépendantiste, le Parti démocrate progressiste, a remporté les élections et sa dirigeante, Tsai Ing-Wen, a été élue présidente de la République.

Faire d'une pierre deux coups avec la réunification

En novembre, ce parti indépendantiste a obtenu de mauvais résultats lors d'élections locales, principalement en raison des difficultés économiques que connaît l'île. L'élément qui reste cependant stable pour Taïwan est le soutien des États-Unis. Ces derniers ont certes établi des relations diplomatiques avec Pékin en 1979 mais n'ont jamais cessé d'être liés à Taïwan par un traité de sûreté nationale qui se concrétise notamment par la fourniture régulière d'armements américains.

Or, dans un discours au Palais du Peuple de Pékin, le 2 janvier, date anniversaire des quarante ans du dégel des relations entre la Chine populaire et Taïwan, Xi Jinping a fait savoir que Pékin n'admettait plus la situation de l'île nationaliste. *«La Chine doit être réunifiée et elle le sera*», a lancé le président de la République populaire de Chine et secrétaire général du Parti communiste. Et il précise: *«Nous ne promettons pas de renoncer au recours à la force et nous nous réservons le droit de prendre toutes les mesures nécessaires.»*

«S'écarter du principe de la Chine unique conduirait à la tension et au chaos et nuirait aux intérêts vitaux des compatriotes de Taïwan.» Xi Jinping, président de la République populaire de Chine

Xi Jinping explique qu'un dialogue pourrait être mis en place afin de créer un consensus sur une réunification de Taïwan et de la Chine. Mais il demande que Taïwan commence par reconnaître le principe que la Chine est unique. *«L'indépendance de Taïwan ne pourra conduire qu'à une impasse»,* insiste-t-il. *«S'écarter du principe de la Chine unique conduirait à la tension et au chaos et nuirait aux intérêts vitaux des compatriotes de Taïwan.»*

À ce discours, la présidente Tsai Ing-wen a répondu que Taïwan refuse un accord sur la base «un pays, deux systèmes», comme celui qui existe entre Hong Kong et la Chine où une période de transition de cinquante ans a été établie après laquelle le territoire doit être rétrocédé à la Chine. *«Le peuple taïwanais chérit les valeurs démocratiques, c'est son mode de vie»,* a tenu à préciser le ministre des Affaires étrangères de Taïwan. *«Si le gouvernement chinois ne traite pas son peuple avec bienveillance, ne peut garantir les droits de l'homme et s'il ne laisse pas son peuple voter… alors les Taïwanais verront avec suspicion les intentions de la Chine.»*

Mais les mises en garde de Xi Jinping s'adressent bien entendu aussi aux principaux alliés de Taïwan: les États-Unis. Compliquer la position de Donald Trump fait à l'évidence partie des intentions de Xi Jinping. Le message sous-entendu étant que si l'Amérique continue de vouloir limiter les possibilités commerciales chinoises, la Chine pourrait s'en prendre à Taïwan.

La «mère de toutes les bombes chinoises»

Le 4 janvier, deux jours après ce discours au palais du Peuple de Pékin, la Chine annonce qu'elle vient de tester une bombe particulièrement puissante sans être nucléaire. Cette arme redoutable mise au point par l'entreprise Norinco, le géant public de l'armement chinois, est surnommée «mère de toutes les bombes chinoises». Elle mesure entre cinq et six mètres de long et peut raser n'importe quel obstacle terrestre. Une vidéo de Norinco présente d'ailleurs un essai de cette bombe lancée d'un bombardier et provoquant une immense explosion.



L'engin est présenté comme plus petit que la bombe non-nucléaire américaine la plus puissante, la massive ordnance air blast bomb qui date de 2002 et dont les initiales ont donné l'appellation «mother of all bombs». En 2017, l'armée américaine en a largué un exemplaire en Afghanistan sur une installation de souterrains appartenant à l'organisation État islamique. L'explosion aurait tué quatre-vingt-quatorze terroristes.

La Chine vise à s'aligner sur un type d'armement comparable à celui des États-Unis.

Nul ne peut dire dans quel genre de conflit la Chine pourrait un jour employer une bombe de cette nature. Sa possession relève avant tout d'une logique de dissuasion. Le plus important est ce que la Chine cherche à faire savoir: elle vise à s'aligner à terme sur un type d'armement comparable à celui des États-Unis.

Négociations en mars

Signe que le pouvoir américain n'est pas totalement impressionné par les démonstrations de force chinoise, un destroyer de l'US Navy est allé naviguer le 7 janvier près des îles Paracels, en mer de Chine méridionale. Ces archipels sont revendiqués par le Vietnam, les Philippines, l'Indonésie, la Malaisie et Brunei mais sont occupés et aménagés par la Chine. Cette dernière a immédiatement protesté auprès des États-Unis en les appelant à cesser la provocation qui consiste à envoyer un navire militaire dans la zone. Rachel Mc Marr, le porte-parole de la Flotte américaine du Pacifique a répliqué que le destroyer comme d'autres navires américains avant lui, était passé près des îles en question dans le cadre d'une *«opération de liberté de navigation».*

«Je pense que nous pouvons conclure un accord avec la Chine.» Donald Trump, président des États-Unis

La tension sino-américaine risque de se maintenir jusqu'à début mars. C'est la période où les négociateurs américains et chinois devraient –ou non– parvenir à un accord sur les questions commerciales. Le 7 janvier, une délégation américaine menée par Jeffrey Gerrish, le numéro 2 du ministère américain du Commerce, est allé à Pékin pour discuter avec des dirigeants du MOFCOM, le ministère chinois du Commerce. Donald Trump avait déclaré, le 4 janvier, lors d'un point de presse à la Maison-Blanche: *«Je pense que nous pouvons conclure un accord avec la Chine.»*

En attendant, l'actualité en Chine est tournée vers l'espace. Le 3 janvier, elle a fait atterrir un engin, Chang'e 4, sur la face cachée de la Lune, ce qui est une première. Il y a, dans cette sonde, une boîte en aluminium contenant de l'eau et des fertilisants qui doivent permettre à des graines de pommes de terre et des vers à soie de grandir. Par ailleurs, le rover «lapin de jade 2» qui est à bord explore le terrain lunaire alentour et se comporte en micro-bloggeur. La Chine entend montrer qu'elle est désormais capable de développer une ambitieuse volonté d'exploration spatiale. Avec une intention à peine cachée: se hisser au niveau des États-Unis, puis les dépasser.

Espace

Chang'e 4 : Deux engins chinois sur la face cachée de la lune

http://www.eastpendulum.com/ Espace By Henri KENHMANN 2019-01-06



Après la sonde Chang'e 1, qui s'est écrasé de façon contrôlée sur la surface de la lune en Mars 2009, puis Chang'e 3 et son rover Yutu en Décembre 2013, deux engins chinois se sont de nouveau posés sur le satellite de la Terre, la lune, mais cette fois-ci sur sa face cachée.

Lancée le 8 Décembre au centre spatial de Xichang (XSLC) à bord d'une fusée CZ-3B, la sonde Chang'e 4 a gagné l'orbite lunaire 110 heures plus tard, après une manœuvre de freinage effectuée à 129 km d'altitude de la lune.

Mais contrairement à la mission Chang'e 3, où l'alunisseur et le rover ont amorcé la descente seulement 8 jours après avoir atteint l'orbite lunaire, la sonde Chang'e 4 est restée 22 jours en orbite avant de recevoir l'instruction, le 3 Janvier, pour commencer la manœuvre d'alunissage.

Ce délai supplémentaire a été jugé nécessaire dès le départ par les ingénieurs chinois pour que la sonde puisse vérifier son état, et établir des liaisons avec le satellite de communication lunaire Queqiao et la Terre.

A 10h15 heure de Pékin, les personnels du *Beijing Aerospace Flight and Control Center* (BACC) ont transmis l'ordre de descente à la sonde. Cette dernière, volante alors sur une orbite de 15 km × 100 km, a activé son moteur à poussée variable de 7 500N pour réduire la vitesse relative avec la lune de 1,7 km/s à zéro.

A 100 mètres de la lune, l'alunisseur Chang'e 4 est resté suspendu durant un certain temps dans « l'air » afin de pouvoir scanner le relief du site pré-choisi, avec son télémètre laser, et de choisir le site final d'alunissage.

Environ 690 secondes après l'amortissement de la descente, à 10h26 précisément, la sonde chinoise s'est finalement posée en douceur sur la lune, aux coordonnées 177,6°E 45,5°S, au milieu du bassin Aitken, un cratère affleurant non pas la croûte superficielle, mais le manteau lunaire.



Selon le communiqué officiel de l'Administration spatiale nationale chinoise (CNSA), ces manœuvres d'alunissage ont été réalisé en tout autonomie sans intervention des personnels au sol. On apprend également que, si la descente sur la surface de la lune pour la sonde Chang'e 3 a emprunté une trajectoire inclinée, celle de Chang'e 4 est quasi verticale, le fait que le site choisi est entouré de montagne de 10 km de haut et se situe à -6 km du niveau du sol.

Une fois le « Touch down » est fait, l'alunisseur a d'abord déployé ses panneaux solaires et les antennes de communication directionnelles, avant de prendre une première photo de la face cachée de la lune à l'aide de son caméra de surveillance C et de l'envoyer sur Terre, via le satellite relais Queqiao se trouvant sur l'orbite Halo autour du point Lagrange L2. Il était alors 11h40 à Pékin.



Une image de la face cachée de la lune, renvoyée par la sonde Chang'e 4 (Photo : CNSA)

Après quelques heures de préparation, notamment pour confirmer l'état du satellite relais Queqiao, les paramètres du site d'alunissage et des équipements embarqués ainsi que l'angle d'incidence du soleil, le processus de séparation du rover a enfin commencé à 15h07 heure locale.

Ce n'est qu'à 22h22, c'est à dire près de 12 heures après l'alunissage en douceur de la sonde Chang'e 4 sur la lune, que le rover désormais appelé Yutu 2, ou « Lapin de Jade 2 » en Chinois, soit sorti des rampes et commencé à rouler sur la face cachée de la lune.

Mais comparé à la mission Chang'e 3 où chaque détail est retransmis à la télévision en quasi temps réel, la Chine est restée curieusement et particulièrement silencieuse sur les premiers pas de Chang'e 4 et Yutu 2 sur la lune.

On sait seulement que l'alunisseur a déployé le lendemain vers 17h les trois antennes de 5 mètres du spectromètre radio à basse fréquence, et a démarré aussi les tests de

l'instrument LND, *Lunar Lander Neutrons & Dosimetry*, conçu par l'Université Christian Albrecht de Kiel en Allemagne pour la détection de la radiation des particules lunaires.

Des images prises par les caméras de relief ont également été transmises au sol, mais aucune n'a été rendue publique.





Quant au petit rover de 140 kg, on apprend qu'il a déjà terminé plusieurs tâches – comme l'établissement d'une liaison indépendante avec le satellite relais Queqiao, la cartographie du site environnant, la navigation au point A et la planification de routes à venir – avant d'être mis en veille, pour sa « pause du midi », afin de lui protéger de la très haute température jusqu'à 127°C durant la journée lunaire.

Le rover Yutu 2 devrait être réveillé d'ici jeudi, le 10 Janvier, toujours selon le Bureau du programme lunaire CLEP chinois.

Société

La population chinoise devrait culminer à 1, 44 milliard en 2029

Accueil Monde Chine https://www.ouest-france.fr/ Publié le 05/01/2019 à 23h31



Le pays le plus peuplé du monde doit malgré tout anticiper dès à présent cette tendance au vieillissement de sa population et au déclin de la main d'œuvre. | STR / AFP

La population chinoise devrait atteindre le pic de 1,44 milliard d'habitants en 2029 avant de décliner à partir de l'année suivante. Du fait de la dépopulation, des experts estiment qu'elle sera retombée à 1,17 milliard en 2065.

La Chine devrait atteindre un pic de 1,44 milliard d'habitants en 2029 avant de voir sa population **"inexorablement"** décliner à partir de l'année suivante, écrivent des experts dans un rapport du gouvernement chinois publié vendredi.

Le pays le plus peuplé du monde doit anticiper dès à présent cette tendance au vieillissement de sa population et au déclin de la main d'oeuvre, ajoute le "livre vert sur la population et le travail" de l'Académie chinoise des sciences sociales. Le rapport gouvernemental met en garde contre le risque de **"conséquences sociales et économiques défavorables"** de l'évolution démographique.

Recul de la force de travail

Les experts disent s'attendre à ce que la population recule à 1,36 milliard d'ici la moitié du siècle, ce qui représenterait un recul de la force de travail de 200 millions de personnes. Si le taux de fécondité reste inchangé, le déclin pourrait même s'accélérer et la population retomber à 1,17 milliard d'ici à 2065, poursuivent-ils.

Le gouvernement chinois a décidé en 2016 d'assouplir sa politique controversée de l'enfant unique en permettant aux couples d'avoir un second enfant. Mais en dépit de cette évolution, le taux de natalité a décliné de 3,5% en 2017 et il est aussi attendu à la baisse en 2018.

Conséquence du vieillissement de la population : le nombre de retraités qui était de 240 millions l'an dernier devrait atteindre 400 millions en 2035, selon le rapport.

CORÉES

Corée du Nord

Diplomatie

Kim Jong-un promet des «résultats» de son prochain sommet avec Trump

Actualité Flash Actu Par Le Figaro.fr avec AFP Mis à jour le 10/01/2019 à 06:09 Publié le 10/01/2019 à 06:04

Kim Jong-un a promis de faire en sorte que son deuxième sommet avec Donald Trump débouche sur des "résultats" qui répondront aux attentes de la communauté internationale, selon un compte rendu de la visite à Pékin du dirigeant nord-coréen diffusé jeudi par l'agence Chine nouvelle.

Lors d'un entretien mardi avec Kim Jong-un, le président chinois Xi Jinping a de son côté appelé la Corée du Nord et les États-Unis à "faire un pas l'un vers l'autre", soulignant qu'une "rare chance historique" s'offrait pour parvenir à un règlement politique dans la péninsule coréenne, selon l'agence de presse officielle chinoise.

Simultanément, l'agence officielle nord-coréenne KCNA a annoncé que Kim Jong-un avait fait part à Xi Jinping de "sa préoccupation en raison de l'impasse créée dans le processus d'amélioration des relations entre les États-Unis et la RPDC et dans les discussions sur la dénucléarisation".

Le deuxième sommet serait proche

L'homme fort de Pyongyang a regagné son pays jeudi après une visite surprise en Chine. Comme à l'habitude, Pékin a attendu qu'il ait quitté le pays pour dévoiler le contenu de ses entretiens avec les dirigeants chinois.

Selon le président sud-coréen Moon jae-in, la visite à Pékin du dirigeant nord-coréen est le signe qu'un second sommet entre Kim et le président américain Donald Trump est "imminent". "Je pense que la visite en Chine du président Kim Jong-un aura un effet très positif sur la réussite du second sommet USA-Corée du Nord", a déclaré Moon jae-in aux journalistes.

INDONÉSIE

Défense

L'armée de l'air indonésienne commande 8 hélicoptères Airbus H225M

http://www.air-cosmos.com/ Actualité Défense Actualité Hélicoptères militaires 11 jan. 2019 | Par Justine BOQUET



L'Indonésie commande 8 H225M supplémentaires. © Airbus

Airbus Helicopters a annoncé avoir remporté un nouveau marché en Indonésie afin de doter l'armée de l'air de 8 hélicoptères H225M.

Airbus Helicopters a annoncé le 10 janvier avoir remporté un contrat en Indonésie, à travers son partenaire PT Dirgantara Indonesia (PTDI), afin de doter l'armée de l'air de huit hélicoptères H225M supplémentaires. Ces voilures tournantes permettront de renforcer les moyens de recherche et sauvetage au combat de l'armée indonésienne.

Un accord a ainsi été passé entre le Ministère de la Défense indonésien et PTDI. Celui-ci stipule également que PTDI sera chargé de modifier les H225M afin de les adapter aux besoins spécifiques de l'armée de l'air indonésienne. La date de livraison et le montant de cette commande n'ont pas été précisés. L'Indonésie dispose d'ores et déjà de six H225M.

De la famille du Super Puma, l'hélicoptère multirôle H225M est employé par 6 pays à travers le monde et a récemment été commandé par la Hongrie, le Koweït et Singapour. Actuellement 88 machines ont été livrées et la flotte mondiale de H225M cumule 100 000 heures de vol.

JAPON

Diplomatie

Les Japonais voudraient accueillir le Charles-de-Gaulle pour une escale

http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 11.01.2019 Par Philippe Chapleau

En amont de la réunion ministérielle franco-japonaise 2+2 (Florence Parly et Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, Tarō Kōno, ministre des affaires étrangères du Japon et Takeshi Iwaya, ministre de la Défense du Japon) à Brest (Finistère), a eu lieu jeudi une cérémonie en mémoire des marins japonais qui ont péri en 1916 lors de l'attaque du *Nagata Maru*.

Hommage aux marins japonais du cargo *Nagata Maru*

Une cérémonie en hommage aux marins du cargo japonais *Nagata Maru* s'est déroulée jeudi, à 11 h 30, au cimetière de Kerfautras, où se trouvent les sépultures des marins. La cérémonie était présidée par le vice-amiral d'escadre Jean-Louis Lozier, commandant l'arrondissement maritime Atlantique, en présence de Takeshi Ywaya, ministre de la Défense du Japon, et de François Cuillandre, maire de Brest.

Cargo de 3 500 tonnes, le *Nagata Maru* transitait de Kobé (Japon) vers le port du Havre pour y débarquer du riz lorsqu'il a été attaqué puis coulé le 30 novembre 1916, à 40 milles au nord-ouest de l'île d'Ouessant, par le sous-marin allemand UB 39. Parmi les 49 membres d'équipage, 39 furent sauvés et débarqués sains et saufs à Brest, trois furent tués lors du combat et sept furent blessés et hospitalisés à l'hôpital maritime de Brest. Parmi eux, deux décéderont de leurs blessures et seront inhumés à Brest



La cérémonie s'est déroulée en présence du ministre de la Défense du Japon. | Crédit photo : Loïc Bernaron

en même temps que leurs camarades.

Les marins reposant au carré militaire de Kerfautras sont : Komatu, Imaid Sumi, Mochihara, Eizoushizima Mochihara, Moriza Turu Kawa.

Le cargo à vapeur japonais a été coulé le 30 novembre 1916, par un sous-marin allemand, aux environs d'Ouessant, alors qu'il faisait route de Kobe au Havre, avec une cargaison de riz. Outre les cinq marins inhumés à Brest, deux autres membres de l'équipage n'ont jamais pu être retrouvés.

2+2.



Lors de la rencontre de Brest de ce vendredi, les deux parties ont décidé de renforcer cette année leur partenariat stratégique dans le domaine maritime, avec une participation française à la surveillance des trafics illicites à destination de la Corée du Nord (avec le déploiement d'une frégate française) et des exercices conjoints entre leurs marines. Un de ces exercices conjoints aura lieu au printemps lors du passage du groupe aéronaval français au large de Djibouti, pays où le Japon et la France disposent tous deux d'une base.

Par ailleurs, Tokyo ambitionne de son côté de faire venir au Japon le porte-avions *Charles-de-Gaulle*, qui doit bientôt prendre la mer en direction de Singapour. "Nous souhaitons une escale au Japon. Ce n'est pas encore confirmé (...) Ca serait un grand évènement symbolique", a souligné à l'AFP le porte-parole de l'ambassade du Japon en France, Yoshihiro Higuchi. Une telle escale impliquerait a priori de traverser la mer de Chine méridionale, une zone stratégique qui voit passer un tiers du commerce mondial et revendiquée en quasi-totalité par Pékin, malgré les objections internationales.

Tokyo souhaite que le porte-avions Charles de Gaulle fasse une escale au Japon

http://www.opex360.com/ Posté dans Asie-Pacifique, Forces navales par Laurent Lagneau Le 11-01-2019



Photo : Marine nationale

En décembre, les États-Unis ont décidé de sanctionner trois dirigeants nord-coréens, dont Choe Ryong Hae, l'un des plus hauts responsables de Kim Jong-un, le maître de Pyongyang. « Les violations des droits humains en Corée du Nord demeurent parmi les pires au monde et incluent meurtres extrajudiciaires, travail forcé, torture, détention arbitraire prolongée, viols, avortements forcés et autres violences sexuelles », avait justifié la diplomatie américaine.

En retour, Pyongyang a rétorqué que les sanctions américaines, allaient « bloquer indéfiniment son désarmement nucléaire », qui fait par ailleurs l'objet de laborieuses négociations avec Washington.

Cela étant, ces sanctions décidées par la diplomatie américaine ne sont rien par rapport à celles imposées par le Conseil de sécurité des Nations unies pour les activités nucléaires et balistiques de nord-coréennes. Ainsi, il est interdit à la Corée de Nord d'exporter du charbon, de l'acier et du textile. En outre, son approvisionnement en pétrole a été limité de manière drastique.

Pour autant, ces sanctions internationales sont aisément contournées par Pyongyang, via des bateaux « déguisés » ou naviguant sous des pavillons de complaisance, la falsification de documents, le recours aux paradis fiscaux, rarement regardants sur la nature des fonds qu'ils reçoivent, ou encore à des sociétés-écrans. Et certains pays jouent un double-jeu.

Par exemple, en décembre 2017, des photographies prises par satellite ont montré que des navires chinois et nord-coréens se retrouvaient en pleine mer pour transférer illégalement du pétrole vers la Corée du Nord. Selon un diplomate récemment cité par le Wall Street Journal, 148 transferts de ce type ont eu lieu entre janvier et la mi-août 2018…

D'où le renforcement du partenariat franco-japonais dans le domaine maritime, qui sera évoqué lors de la rencontre, à Brest, des ministres français et japonais des Affaires étrangères et de la Défense pour la 5e édition du format « 2+2 ».

En effet, l'un des volets de ce partenariat renforcé prévoit la participation d'une frégate française [le « Vendémiaire », a priori] à des missions de surveillance des trafics illicites à destination de la Corée du Nord. Le vaisseau français sera engagé aux côtés de navires japonais et américain.

« Une frégate de surveillance française participera avec les forces américaines et japonaises à la surveillance de l'application de l'embargo sur ces trafics, ainsi qu'un avion de surveillance maritime français », a en effet indiqué une source « proche du dossier » à l'AFP et à l'agence Reuters.

Le porte-avions Charles de Gaulle sera également un acteur clé de la coopération navale franco-japonaise. Il participera en effet à un exercice mené conjointement avec la marine nippone au large de Djibouti, où la France et le Japon disposent de facilités militaires. D'autres manœuvres de ce type pourraient avoir lieu dans l'océan Indien. Mais, pour le moment, le conditionnel est de mise.

Comme il l'est aussi pour une éventuelle escale du groupe aéronaval français au Japon. En tout cas, tel est le vœu des autorités japonaises. « Nous souhaitons une escale au Japon. Ce n'est pas encore confirmé […] Ça serait un grand évènement symbolique », a ainsi souligné Yoshihiro Higuchi, le porte-parole de l'ambassade nippone à Paris.

Si une telle escale est programmée, alors le porte-avions Charles de Gaulle devra croiser, avec son escorte, dans les eaux de la mer de Chine méridionale, revendiquée dans sa quasi-totalité par Pékin, au risque d'y menacer la liberté de navigation.

En tout cas, dans un entretien donné au quotidien La Provence, en octobre, et alors qu'elle était interrogée sur le fait de savoir si le Charles-de-Gaulle pouvait constituer un « élément de réponse » aux ambitions maritimes chinoises, la ministre des Armées, Florence Parly, avait répondu la France manifesterait sa « liberté d'agir et de naviguer » en mer de Chine méridionale.

En avril, le président Macron avait fixé le cap, lors d'un voyage officiel en Australie, en affirmant vouloir « construire un axe indo-Pacifique » pour « faire respecter la liberté de navigation et de circulation aérienne » face aux risques « d'hégémonie » de la Chine.

Par ailleurs, le volet industriel et capacitaire ne devrait pas être oublié lors de cette rencontre au format 2+2 étant donné qu'il sera question de lancer un étude conjointe sur un drone sous-marin anti-mine, sous l'égide de Thales et de Mitsubishi Heavy Industries. Visiblement, la coopération militaire entre la France et le Japon va de l'avant, en dépit d'autres dossiers épineux, comme l'affaire Ghosn et la mise en examen, à Paris, de Tsunekazu Takeda, le président du comité olympique japonais.

Economie

Le pays claque la porte de la Commission baleinière internationale (actualisé)

actu Réunion par www.ipreunion.com le 7 janvier 2019 à 11:44

Le Japon reprend la chasse à la baleine : et si cela était une bonne chose pour les cétacés...



photo imaz press reunion

Depuis des années, le Japon menaçait de quitter la Commission baleinière internationale (CBI). C'est chose faite, le 26 décembre 2018, l'archipel claque la porte de l'organisme et annonce dans la foulée sa volonté de reprendre la chasse commerciale à la baleine dès juillet 2019... Des voix s'élèvent, on crie au drame en énonçant les menaces pesant sur la protection des espèces et de la biodiversité. Et si ce n'était pas une mauvaise chose ? Et si cette pêche commerciale pouvait améliorer la situation des baleines ?

"C'est plutôt une bonne nouvelle que le Japon sorte de la CBI," pour Stéphanie Sorby, doctorante en droit international de l'environnement à l'université de la Réunion et à l'IRD qui prépare une thèse sur la protection des baleines dans l'océan Indien. Depuis plus de trente ans, sous prétexte de la recherche scientifique et en utilisant une faille juridique du moratoire de 1986, le Japon continuait de chasser les baleines, notamment en Antarctique. La viande de cétacé finissait sur les étals des poissonniers et dans les restaurants où elle pouvait se vendre entre 50 et 100 dollars le kilo. Désormais, "le Japon ne va plus créer des programmes scientifiques pour pêcher "légalement" puisqu'il ne sera plus soumis au moratoire de la CBI," explique Stéphanie Sorby. Bonne nouvelle n1 : l'archipel perd son alibi. "Il est plus honnête et clair. Il s'affiche maintenant aux côtés de la Norvège et de l'Islande, en dehors de l'accord international."

Une chasse limitée aux eaux territoriales japonaises et à sa ZEE

De même, les eaux de l'Antarctique ne lui seront plus accessibles : Tokyo a assuré que la chasse serait limitée à ses eaux territoriales et sa zone économique exclusive (ZEE). A partir de juillet prochain, les baleiniers "laisseront tranquille le sanctuaire de l'Antarctique," confirme Stéphanie Sorby. L'archipel sera contraint limité à sa ZEE, la chasse n'aura pas "l'ampleur industrielle qu'elle avait pris avec la flotte baleinière qui partait en Antarctique et qui était axée autour d'un gigantesque navire-usine," annonçait Lamya Essemlali, présidente de l'ONG Sea Shepherd dans Les Inrockuptibles. Les japonais devraient privilégier la pêche des petites baleines de Minke, parmi les rares cétacés à ne pas être considérés en danger d'extinction. "Nous verrons si le pays respecte ses engagements," ajoute Stéphanie Sorby.

Vers la création de nouveaux sanctuaires ?

Au sein de la CBI, les Japonais avaient une énorme influence. Ils ont plusieurs fois bloqués des projets de création de sanctuaires et achetaient les voix des pays à coup de pot de vin. Si la Commission ne tient compte que les gros cétacés et non les petits, comme les dauphins, "c'était à cause du Japon et de son lobbying, explique Stéphanie Sorby. Maintenant nous pouvons croire que cette situation va évoluer, tout comme les projets de créations de nouveaux sanctuaires."

Pour Patrick Ramage, en charge de la conservation du milieu marin au sein du Fonds international pour la protection des animaux (IFAW), la Commission pourra aussi "aller au-delà d'un débat disproportionné et déformé sur la chasse à la baleine," et mieux se concentrer sur

d'autres menaces, comme le changement climatique, la pollution plastique des océans ou les collisions avec les bateaux, déclare-t-il à l'AFP.

Une chasse traditionnelle

"Les Japonais chassent par tradition, indique Stéphanie Sorby. C'est une coutume qu'ils veulent perpétuer. Pourtant, ils consomment très peu de viande de baleine et ils n'arrivent pas à écouler les produits de la chasse." En 2012, un sondage révèle que neuf Japonais sur dix n'ont pas consommé de viande de baleine au cours des douze derniers mois. En 2015, la consommation annuelle ne représente que 4.000 à 5.000 tonnes, soit 40 gramme par an et par personne…D'après Patrick Ramage, le retrait du Japon de la CBI lui "offre une porte de sortie acceptable à la chasse à la baleine en haute mer", déclare-t-il à l'AFP...

MALAISIE

Politique

Mystérieuse abdication du roi Muhammad V de Malaisie

Actualité International http://www.lefigaro.fr/ Par Emma Savreux Mis à jour le 08/01/2019 à 11:43 Publié le 07/01/2019 à 17:06

Mystérieuse abdication du roi Muhammad V de Malaisie



Les Malaisiens ont appris dimanche l'abdication surprise de leur roi Muhammad V, après seulement deux ans de règne.

Les Malaisiens ont appris dimanche l'abdication surprise de leur roi Muhammad V, après seulement deux ans de règne. Les raisons de ce départ sont sujettes à spéculation.

C'est une première dans l'histoire de la monarchie malaisienne, depuis son indépendance en 1957. Dimanche 6 janvier, le Palais royal malaisien a annoncé la renonciation de Muhammad V au titre d'Agong, «le roi des rois», après seulement deux ans sur le trône. «Le Palais national annonce que sa majesté a démissionné en tant que 15e roi, et que cette décision entre en vigueur le 6 janvier», a communiqué le Palais. Il ne complétera donc pas son mandat de cinq ans. Le Sultan Muhammad V - Muhammad Faris Petra de son vrai nom - avait disparu de la scène publique depuis quelques semaines. Cette absence, justifiée officiellement par des raisons médicales, avait donné lieu à un grand nombre de spéculations, laissant présager une éventuelle démission. Le quotidien de Kuala Lumpur *New Straits Times* annonçait dès le 4 janvier une réunion exceptionnelle du Conseil royal concernant l'absence du Roi.

Selon le quotidien malaisien *The Star*, cette nouvelle est une «tristesse» et un «choc» pour la population malaisienne et ses leaders. L'ancien premier ministre Datuk Seri Najib Tun Razak s'est exprimé sur Facebook: «Nous, Malaisiens prions pour sa santé et qu'il soit protégé par Allah. Longue vie au Roi.» Les internautes ont vivement réagi à cette annonce, montrant pour la plupart beaucoup de respect pour le Roi, en se remémorant les moments marquants de ses deux années de règne. Parmi eux, la célèbre blague royale, lancée aux députés lors de son discours à la 14e ouverture du Parlement ne cesse d'animer les réseaux sociaux. «Asseyez-vous, et ne vous enfuyez pas» est devenue la phrase culte du Sultan.

Un profil atypique et un mariage secret

Comme le montrent de nombreux tweets, c'était un roi très apprécié pour son humour, et pour l'intérêt qu'il portait à son peuple. En mai 2018, Muhammad V avait notamment fait parler de lui en

accordant la grâce à l'opposant politique Datuk Seri Anwar Ibrahim. Cet homme, condamné pour corruption et sodomie à l'issue d'un procès très controversé, était emprisonné depuis 2015. Nurul Izzah Anwar, fille de l'opposant et députée, a, de nouveau, souligné ce geste gracieux, et en a profité pour remercier le Roi sur Twitter, à l'annonce de son abdication. S'interrogeant sur la future succession au trône, elle a ajouté espérer «que la Malaisie ne continue plus à détenir des prisonniers politiques».

Malgré l'interdiction formelle de le critiquer en Malaisie, le Sultan Muhammad V était au cœur de nombreuses rumeurs ces dernières semaines. Selon des médias étrangers, le monarque se serait secrètement marié avec Oksana Voevodina, une ancienne Miss russe de 25 ans, à Moscou. Cependant, le Palais n'a fait aucune annonce officielle à ce sujet, ce qui continue d'alimenter les spéculations sur les véritables raisons de son abdication. Malgré les informations évoquant un mariage fastueux, l'homme, âgé de 49 ans, est réputé pour sa grande simplicité et son profil atypique. Il aime les sports extrêmes, et les virées en 4x4 dans la nature. Le «Roi du Peuple», comme certains aiment l'appeler, faisait régulièrement des sorties publiques sans cérémonie pour encadrer ces apparitions.

Pour l'instant, le Sultan devrait reprendre la direction de l'État islamique conservateur du Kelantan. Les Malaisiens eux se demandent qui lui succédera lors des élections du 24 janvier. La Fédération de Malaisie fonctionne de manière unique: c'est une monarchie constitutionnelle et élective dans laquelle le roi est désigné par le conseil royal, à l'intérieur des familles royales dirigeant les différents États du pays.

TAÏWAN

Défense

Face à la menace chinoise, les forces taïwanaises vont revoir leur préparation opérationnelle

http://www.opex360.com/ Posté dans Asie-Pacifique par Laurent Lagneau Le 10-01-2019



Après le président Xi Jiping, qui a déclaré, le 2 janvier que Taïwan n'avait pas d'autre choix que de renoncer à son indépendance, le général He Lei, ex-vice-président de l'Académie des sciences militaires de l'Armée populaire de libération [APL], a donné un aperçu des intentions de Pékin à l'égard de Taipeh.

« Les partisans du séparatisme taïwanais doivent s'arrêter à temps afin d'éviter une catastrophe, se repentir et revenir vers le droit chemin. Sinon, ils deviendront le rebut de la nation chinoise et seront condamnés par l'histoire », a en effet déclaré le général He. « Si nous sommes contraints d'utiliser la force pour régler la question taïwanaise, ils en seront tenus pour principaux responsables. Autrement dit, ils seront inévitablement considérés comme des criminels de guerre », a-t-il ajouté.

Mais ces partisans du « séparatisme » taïwanais ne sont pas les seuls à être dans le collimateur de Pékin. « Les pays étrangers qui s'ingèrent dans les affaires intérieures chinoises et qui sapent la réunification pacifique de la Chine seront également tenus pour principaux responsables de l'usage de la force par la Chine continentale pour résoudre le problème de Taïwan », a ainsi prévenu le général He Lei.

Ces déclarations s'inscrivent dans le cadre d'une campagne diplomatique et militaire que Pékin ne cesse d'accentuer à l'égard de Taipeh depuis quelques mois. Dans le fond, la question n'est pas de savoir si la République populaire de Chine lancera ou non une opération militaire contre Taïwan mais de déterminer quand elle aura lieu… En tout cas, les forces armées taïwanaises s'y préparent.

En effet, le 9 janvier, l'état-major taïwanais a annoncé son intention d'organiser, cette année, une série de manœuvres militaires à « grande échelle » et de « conception nouvelle » afin de contrer tout coup de force chinois.

Ces nouveaux exercices seront élaborés « sur la base de tactiques récemment adoptées pour se défendre contre une éventuelle invasion chinoise », a ainsi expliqué le général Yeh Kuo-hui, le chef de la division des opérations et de la planification au ministère taïwanais de la Défense. Les détails n'ont évidemment pas été dévoilés. Mais selon Focus Taïwan, l'accent serait mis sur des manœuvres anti-aériennes ainsi que sur la façon de contrer une opération amphibie.

Si l'avantage militaire penche nettement du côté de la Chine, la conquête de Taïwan ne serait pas forcément une promenade de santé pour l'Armée populaire de libération. Du moins, c'est ce qu'affirment deux études menées récemment par Michael Beckley, de l'Université Tufts, et Ian Easton, de l'Institut Projet 2049.

La raison? Les préparatifs d'une opération amphibie, même si cette dernières est précédée par une campagne de bombardements et de tirs de missiles, ne passeraient pas inaperçu, ce qui laisserait le temps aux forces taïwanaises de prendre toutes les dispositions nécessaires (comme camoufler ses unités, sonner le rappel des réservistes, interpeller les agents à la solde de Pékin, etc…). En clair, l'APL ne pourrait pas bénéficier de l'effet de surprise. D'autant plus qu'il n'y aurait que 13 plages où les forces chinoises pourraient débarquer. Évidemment, toutes ont été « préparées » à une telle éventualité.

Qui plus est, les considérations météorologiques sont aussi à prendre en compte. Sur ce plan, les forces chinoises n'auraient que deux « fenêtres de tir » pour traverser le détroit de Taïwan : avril ou octobre…

EUROPE

Justice

Pologne. Un employé chinois de Huawei arrêté pour espionnage, Pekin se dit « très préoccupé »

Accueil Europe Pologne https://www.ouest-france.fr/ Modifié le 11/01/2019 à 12h01 Publié le 11/01/2019 à 11h00



Image d'illustration | YVES HERMAN / REUTERS

Un Chinois employé de Huawei a été arrêté en Pologne par les services de sécurité pour des soupçons d'espionnage. Un Polonais travaillant pour Orange a également été arrêté. Les deux hommes seront détenus pendant trois mois, a déclaré le porte-parole de l'agence de sécurité cité par PAP.

Les services de sécurité polonais ont arrêté un employé chinois de Huawei et un employé polonais d'Orange Polska pour des soupçons d'espionnage, rapporte ce vendredi l'agence de

presse PAP. Des bureaux de Huawei en Pologne et de la filiale polonaise d'Orange ont également fait l'objet de perquisitions, a précisé la chaîne de télévision publique polonaise TVP.

Le gouvernement chinois a pour l'instant indiqué être **« très préoccupé »** par l'arrestation de leur ressortissant.

« Des membres de l'agence de sécurité intérieure polonaise ont conduit mardi des procédures d'investigation concernant un de nos employés. Nous ignorons si cela a quelque chose à voir avec son travail professionnel », a déclaré un porte-parole d'Orange Polska. Il a ajouté que la société continuerait de coopérer avec les enquêteurs.

« Le ressortissant chinois est un homme d'affaires travaillant au sein d'une grande société d'électronique (...). Le Polonais est une personne connue dans les cercles associés à la cyberactivité », a déclaré à l'agence PAP le directeur adjoint des services de sécurité intérieure, Maciej Wasik.

La directrice financière arrêtée en décembre

Les deux hommes seront détenus pendant trois mois, a déclaré le porte-parole de l'agence de sécurité cité par PAP. Huawei est le premier équipementier télécoms au monde avec un chiffre d'affaires de 93 milliards de dollars (81,7 milliards d'euros) en 2017. Plusieurs pays occidentaux redoutent que Pékin n'utilise ses infrastructures à des fins d'espionnage.

La directrice financière du groupe, Meng Wanzhou, a été arrêtée le 1er décembre au Canada à la demande des Etats-Unis qui soupçonnent Huawei d'avoir enfreint les sanctions américaines contre l'Iran.

EUROPE (Union européenne)

BREXIT

Brexit : L'UE près d'un accord sur les sociétés d'investissement

https://www.latribune.fr/ reuters.com | 07/01/2019, 19:10



(Crédits : Dado Ruvic)

BRUXELLES (Reuters) - Les gouvernements de l'Union européenne (UE) ont conclu un accord lundi selon lequel les sociétés d'investissement étrangères souhaitant opérer dans la zone euro devront créer des filiales au sein du bloc, une décision qui affectera avant tout les sociétés financières basées à Londres.

Ces nouvelles règles, si elles sont approuvées par le Parlement européen, signifient que les entreprises basées au Royaume-Uni devront, après le Brexit, ouvrir des succursales en zone euro si elles veulent continuer à offrir une gamme complète de services.

Dans le cadre de cette réglementation, les sociétés d'investissement seraient également sous la supervision de la Banque centrale européenne (BCE), comme les grandes banques.

Les sociétés d'investissement ayant 15 milliards d'euros d'actifs ou plus seraient soumises automatiquement aux mêmes exigences que les grandes banques et celles dont le montant des actifs est situé entre cinq et 15 milliards d'euros se verraient imposer des règles moins strictes à moins que leur activité soit considérée comme comportant un risque systémique, apprend-on dans le communiqué de la Commission européenne.

Cette dernière proposait que ces nouvelles règles ne s'appliquent que pour les firmes disposant de plus de 30 milliards d'euros d'actifs.

(Francesco Guaroscio, Juliette Rouillon pour le service français, édité par Wilfrid Exbrayat)

Diplomatie

L'état de droit ne se marchande pas. Tusk et Juncker admonestent Bucarest

https://www.bruxelles2.eu/ 11 Jan 2019 Donald Tusk, Etat de droit, Jean-Claude Juncker, Lutte contre la corruption, présidence roumaine de l'Union européenne

(B2) Lors de la cérémonie d'inauguration de la présidence roumaine à Bucarest, les principaux responsables européens, Donald Tusk comme Jean-Claude Juncker ont tenu à faire un rappel, très ferme, aux valeurs et à l'état de droit. Une semonce qui vise Bucarest, mais s'adresse, au-delà, à certains gouvernements tentés de passer outre certaines règles



De gauche à droite, lors de la cérémonie d'ouverture : Viorica Dăncilă (Première ministre roumaine), Donald Tusk (Conseil européen), Klaus Iohannis (président de la république Roumaine), Jean-Claude Juncker (Commission européenne), patriarche Daniel (église orthodoxe roumaine) (crédit : présidence roumaine)

La *Rhapsody* roumaine

Le président du Conseil européen, Donald Tusk, a d'abord usé de toutes les images pour célébrer la prise de fonction de la présidence roumaine. « *Je suis sûr que vous jouerez votre propre 'Rhapsodie roumaine' avec énergie et sagesse* » a indiqué Donald Tusk, reprenant le Bohemian Rapsody de Queen. « *Je vous aiderai autant que possible*. »

Jouer en dehors des règles est un aveu de faiblesse

Mais il a surtout lancé un appel très clair à ceux qui seraient tenter de franchir les lignes rouges un avertissement : « *À ceux de l'Union européenne qui pourraient penser que jouer en dehors des règles convenues et mettre en corner veut dire la force, je dis : vous avez tort. Cela signifie la faiblesse. À ceux qui travaillent dur pour défendre les valeurs européennes, nos libertés et nos droits, je dis : continuez à vous battre.* » (1) Un message qui peut s'adresser au pouvoir roumain, mais aussi à ses homologues hongrois, italien ou polonais.

Pas de compromis sur l'état de droit et la lutte contre la corruption

Donald Tusk a lancé plus précisément un « appel à tous les Roumains » pour qu'ils « *défendent chez eux et en Europe les fondements de notre civilisation politique — liberté, intégrité, vérité dans la vie publique, état de droit et constitution* ». Le président de la Commission européenne a été tout aussi ferme « *L'Union européenne est faite de compromis, mais lorsqu'il s'agit des droits de l'homme, lorsqu'il s'agit de l'Etat de droit, lorsqu'il s'agit de la lutte contre la corruption, il n'y a pas de compromis possible* » a renchéri le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker.

(Nicolas Gros-Verheyde, à Bucarest)

On est prêts, sages et responsables, pas de doute…

On peut noter l'absence notable d'une personne dans les discours prononcés : Liviu Dragnea, actuel président de la Chambre des députés, a préféré se faire porter pâle. C'est le vice-président de la Chambre, ancien ministre de la Justice, obligé de démissionner qui s'y est collé.

« *Mon pays mérite d'être respecté en tant que partenaire fiable* » a indiqué Florian Iordache, dans une adresse où le mot 'souveraineté' est revenu à de multiples reprises. « *[Notre] majorité politique fera preuve d'équilibre, de sagesse et de responsabilité, afin que les conflits politiques naturels qui se déroulent au cours d'une année électorale n'affectent pas le mandat du Présidence roumaine au Conseil de l'Union européenne. […] J'espère que la même approche sera adoptée par les autres forces politiques.*»

Une forme de réplique très claire à la phrase un peu dure de Jean-Claude Juncker qui dans le quotidien allemand Die Welt en fin d'année laissait filtrer ses doutes : « je pense que le gouvernement de Bucarest n'a pas encore pleinement compris ce que signifie présider les pays de l'UE. Une action prudente requiert une volonté d'écoute des autres et un fort désir de laisser ses propres préoccupations derrière eux. J'ai des doutes ».

Télécharger le discours de Donald Tusk https://www.bruxelles2.eu/wp-content/uploads/2019/01/europepresidroumanietusk@ue190110.pdf – le discours de Jean-Claude Juncker https://www.bruxelles2.eu/wp-content/uploads/2019/01/europepresidroumaniejuncker@e190110fr.pdf – le discours de Florian Iordache https://www.bruxelles2.eu/wp-content/uploads/2019/01/presidenceue2019roumanieflorinIordache@ro190110.pdf

1. To those in the European Union who might think that playing outside the agreed rules and cutting corners means strength, I say: you are wrong. It means weakness. To those working hard to defend European values, our freedoms and rights, I say: keep fighting.
2. I would like to appeal to all Romanians, to defend, at home and in Europe, the foundations of our political civilisation – freedom, integrity, the truth in public life, the rule of law and the constitution«

Nicolas Gros-Verheyde

Washington a discrètement déclassé l'UE de son statut protocolaire

Économie Union européenne https://www.latribune.fr/ Par Georgi Gotev, Euractiv | 10/01/2019, 18:16



David O'Sullivan est l'ambassadeur de l'UE à Washington. (Crédits : Julien Warnand/EPA/EFE)

L'UE se penche sur les « possibles implications » d'un changement de protocole diplomatique américain. Le statut de l'ambassadeur européen a dégringolé au rang de celui d'une organisation internationale, derrière tous les ambassadeurs d'Etat. Un article de notre partenaire Euractiv.

La radio allemande *Deutsche Welle* a épinglé une dégradation du statut diplomatique de la délégation de l'Union européenne aux États-Unis. Dans l'ordre de préséance du corps diplomatique du département d'État américain, David O'Sullivan, qui dirige la délégation de l'UE, n'apparait qu'après tous les ambassadeurs nationaux, qui sont quant à eux classés en fonction de la date de présentation de leur lettre de créance. En tant que représentant d'une « organisation internationale », il se retrouve donc au même rang que l'ambassadeur de l'Union africaine à Washington, Arikana Chihombori Quao.

Lors des funérailles de l'ancien président George H.W. Bush, David O'Sullivan n'a donc pas été appelé dans l'ordre chronologique habituel, sur un pied d'égalité avec les ambassadeurs nationaux, mais à la toute fin. Sans le changement protocolaire, il aurait fait partie des 20 ou 30

premiers ambassadeurs (sur plus de 150 représentants étrangers), étant donné qu'il est en poste à Washington depuis 2014.

Un déclassement très discrètement effectué

Le déclassement a sans doute été appliqué fin octobre ou début novembre, et a été très discret. Quand des diplomates ont demandé des explications, il y a peu, on leur a répondu que les États-Unis avaient oublié de les informer.

« Selon nos informations, il y a eu un changement dans la manière dont la liste de préséance diplomatique est établie par le protocole américain et nous discutons actuellement avec l'administration des États-Unis des possibles implications que cela a pour la délégation de l'UE à Washington », a indiqué la porte-parole européenne Maja Kocijancic le 8 janvier.

Encore une mesure de Barack Obama défaite par Donald Trump

Interrogée sur le déclassement, qui intervient dans un contexte de relations rafraichies entre Bruxelles et Washington, la porte-parole a cité Federica Mogherini, Haute Représentante de l'UE, qui a récemment assuré que les liens entre l'UE et les États-Unis allaient bien au-delà de Washington DC et étaient profondément ancrés dans les sociétés des deux côtés de l'Atlantique.

« Quels que soient les désaccords politiques que nous pouvons avoir avec l'administration américaine, nous restons des partenaires naturels, des amis naturels et notre amitié avec les États-Unis est faite pour durer », a-t-elle ajouté.

Maja Kocijancic n'a pas voulu discuter de possibles représailles européennes. L'UE avait été élevée au même rang que les États dans le protocole sous l'impulsion de Barack Obama, en 2016. L'administration Trump est donc retournée à l'ordre plus ancien, qui place les représentants d'organisation internationale après les ambassadeurs. « Vous savez comme moi que l'UE est bien une organisation internationale », a-t-elle commenté.

Par Georgi Gotev, Euractiv.com (traduit par Manon Flausch)

(Article publié le 9 janvier 2019)

Economie

Bitcoin, ICO : de nouvelles lois nécessaires en Europe selon les régulateurs

Entreprises & Finance Banques / Finance https://www.latribune.fr/ Par Delphine Cuny | 10/01/2019, 6:20



Tous les crypto-actifs, dont le Bitcoin, et les activités qui y sont liées, doivent « au minimum » être soumis aux obligations de la directive anti-blanchiment, selon les deux régulateurs européens, le superviseur bancaire EBA et le gendarme des marchés, l'ESMA. Il faudra pour cela toiletter le texte. (Crédits : Reuters)

L'Autorité bancaire européenne (EBA) et celle des marchés financiers (ESMA) ont chacune publié ce mercredi un rapport sur le cadre réglementaire s'appliquant aux crypto-actifs comme le Bitcoin. L'ESMA prône de nouveaux textes pour protéger les investisseurs, la législation actuelle étant insuffisante.

[Article mis à jour à 12h05 avec les commentaires de l'AMF]

Tir groupé et convergent des régulateurs européens. L'Autorité bancaire européenne (EBA en anglais) et l'Autorité européenne des marchés financiers (ESMA) ont publié ce mercredi 9 janvier toutes deux leur propre rapport prônant la mise en place d'un cadre réglementaire à l'échelle de l'UE pour protéger les investisseurs en crypto-actifs, à l'image du Bitcoin et des jetons émis dans

le cadre de levées de fonds en actifs numériques (**Initial Coin Offerings ou ICO**). Ces rapports sont une réponse à la demande du vice-président de la Commission européenne, Valdis Dombrovskis, en mars dernier, d'évaluer l'applicabilité du cadre actuel à ce phénomène relativement nouveau, et encore modeste à l'échelle des marchés financiers (130 milliards de dollars de capitalisation pour l'ensemble des crypto-actifs contre 22.000 milliards pour le S&P 500).

Les deux institutions, qui ont travaillé de concert, soulignent le potentiel des technologies de registre distribué (DLT), comme la Blockchain, dont « *les crypto-actifs sont une application* » - sous-entendu parmi d'autres - et ne voient pas de risques pour la stabilité financière. Mais elles mettent en garde contre les risques associés à ces actifs aux cours volatils (**-72% en 2018 pour le Bitcoin** après avoir multiplié sa valeur par 14 en 2017) et souvent peu liquides : risques de fraude, de cyber-attaque, de blanchiment, de manipulations de marchés, auxquels il faut répondre « *de manière proportionnée.* »

Plus directement concerné à ce stade que le superviseur bancaire, le gendarme des marchés va plus loin et alerte la Commission, le Parlement et le Conseil européens sur l'absence de cadre adapté, du fait de la grande diversité de ces actifs : il en existe plus de 2.000, certains sont des **jetons utilitaires** s'apparentant à de la prévente, d'autres ont des caractéristiques hybrides, la directive Mifid 2 sur les instruments financiers ne s'applique pas à tous les cas.

Il n'y a actuellement aucune définition des crypto-actifs dans la législation européenne et celle de titres financiers n'est pas la même d'un pays à l'autre, en fonction de la transposition réalisée en droit national. Le gendarme allemand, la BaFin, considère tout crypto-actif comme une valeur mobilière.

« [...] un certain nombre d'actifs cryptographiques ne relèvent pas du cadre réglementaire financier actuel. Cela pose des risques substantiels aux investisseurs qui disposent d'une **protection limitée ou inexistante** lorsqu'ils investissent dans ces actifs cryptographiques », fait valoir le le président de l'ESMA, le Néerlandais Steven Maijoor.

« Afin de créer des conditions équitables et de garantir une protection adéquate des investisseurs dans l'ensemble de l'UE, nous estimons que **les lacunes et les problèmes identifiés seraient mieux traités au niveau européen** », plaide le président de l'autorité, dont le siège se trouve à Paris.

Harmonisation européenne nécessaire

La France a pris les devants avec le **projet de loi Pacte de Bruno Le Maire**, adopté en première lecture à l'Assemblée nationale le 9 octobre, qui crée un cadre pour les ICO (un visa optionnel de l'Autorité des marchés financiers, l'AMF) et un agrément volontaire pour les plateformes d'échanges de crypto-actifs et autres prestataires de services sur actifs numériques. Le ministre de l'Economie et des Finances a insisté sur le caractère pionnier de la législation et l'attractivité que celle-ci pourrait conférer à la place financière de Paris.

Une attitude de franc-tireur que l'ESMA désapprouve à mots couverts. Sans citer la France, ni Malte qui l'a devancée l'été dernier, l'autorité européenne relève que « *certains Etats membres ont ou envisagent des règles nationales pour les crypto-actifs. Si l'ESMA comprend l'intention d'apporter une approche à la fois de protection et d'accompagnement, elle s'inquiète du fait que cela ne crée pas des règles du jeu communes au sein de l'UE* » observe-t-elle dans son rapport d'une cinquantaine de pages.

Ce point de vue est partagé par l'EBA, qui se dit préoccupée de la « *prolifération des approches nationales* », citant dans son rapport l'exemple de la Belgique qui a interdit la vente et le trading de dérivés ayant pour sous-jacents des crypto-actifs, et celui du Royaume-Uni qui envisage une interdiction de même ordre.

Toutefois, la tenue fin mai des élections européennes rend peu probable la formalisation d'un texte ad hoc avant cette échéance et d'autres Etats pourraient décider de légiférer en attendant.

Interrogé ce jeudi 10 janvier lors de la présentation des vœux de l'AMF à la presse, le président Robert Ophèle a défendu l'approche française:

« Ce rapport [de l'ESMA] doit beaucoup à nos contributions. L'AMF soutient le traitement européen, car la localisation des crypto-actifs est très facile à bouger d'un pays à l'autre. Mais si nous devons attendre un régime européen, cela prend trop de temps : rien ne se passera avant la fin de la mandature actuelle de la Commission. Nous avons besoin rapidement d'un encadrement des crypto-actifs. L'absence de repères facilite le développement des arnaques » a-t-il plaidé.

Loi anti-blanchiment sur les échanges crypto à crypto

Dans ses recommandations, l'ESMA souligne que tous les crypto-actifs et les activités liées doivent « *au minimum* » être soumis aux obligations de la directive anti-blanchiment, autre point de convergence avec l'EBA : cela nécessiterait d'élargir le champ de cette directive notamment aux plateformes d'échanges de « crypto à crypto » (conversion de bitcoins en ethers par exemple) et aux fournisseurs de services financiers pour ICO.

L'EBA rappelle que, sur ses conseils, les fournisseurs de services de stockage de clé privée pour accéder aux comptes de crypto-actifs (comme le français **Ledger** et ses mini-coffres Nano) et les plateformes d'échange sont intégrés dans le périmètre d'application de la cinquième directive anti-blanchiment qui doit être transposée en droit national d'ici au 10 janvier 2020.

La question de la conservation des crypto-actifs mérite plus largement de l'attention selon l'ESMA qui entend clarifier quelle activité doit être régulée : « *avoir le contrôle des clés privés au nom des clients pourrait être l'équivalent de services de conservation ou de garde (de titres)* » considère-t-elle.

L'ESMA estime qu'**entre 10% et 30% des crypto-actifs pourraient être qualifiés de titres financiers**, au vu de leurs caractéristiques. Ce qui signifie que théoriquement, devrait s'appliquer à ces actifs actuellement non régulés toute une série de textes (directive Prospectus comme pour une introduction en Bourse, directive Transparence, directive sur les abus de marchés, règlements sur les ventes à découvert et sur les dépositaires centraux de titres, Mifid 2, etc), des obligations lourdes en particulier pour de jeunes pousses voulant financer leur projet par ICO.

"Ne pas légitimer les crypto-actifs"

En réalité, l'autorité n'est pas favorable à l'extension de la régulation qui risquerait de « ***légitimer les crypto-actifs et encourager une plus large adoption***. » Et accessoirement nécessiterait des ressources supplémentaires en matière de supervision. L'ESMA recommande donc de mettre l'accent sur la bonne information des investisseurs au sujet des risques potentiels des crypto-actifs, qu'elle ne veut pas voir traités comme des titres financiers classiques. Elle suggère de créer « ***un régime sur-mesure*** » pour les crypto-actifs ne tombant pas dans la catégorie des instruments financiers, « ***suffisamment souple*** » pour s'adapter aux profils variés de ces actifs, comme l'a fait finalement la France dans le projet de loi Pacte.

L'EBA aussi insiste sur la clarté de l'information donnée aux clients par les banques et autres institutions de paiement ou de monnaie électronique qui proposeraient des services de crypto-actifs.

« *Il est vital que les consommateurs ne soient pas induits en erreur sur la nature des protections réglementaires applicables dans le cadre de l'activité d'institutions financières dans les crypto-actifs* » martèle l'EBA qui rappelle que « *les crypto-actifs ne sont pas des dépôts [et] ne bénéficient de la garantie sur les dépôts* ».

L'autorité bancaire, qui va déménager au printemps de Londres à La Défense, indique qu'elle mènera une évaluation des pratiques des acteurs dans ce domaine cette année, sur les informations pré-contractuelles et sur les publicités pour les crypto-actifs. Elle compte aussi publier un rapport sur le traitement prudentiel de l'exposition des banques aux crypto-actifs.

« *Je ne sais pas si 2019 sera l'année du rebond des crypto-actifs, mais ce qui est certain c'est que ce sera l'année de la régulation des crypto-actifs* » confiait lundi Hubert de Vauplane, avocat

associé chez Kramer Levin, spécialiste du sujet et président du comité Blockchain de Paris Europlace.

Car le phénomène est sans doute là pour rester, au-delà de la chute des cours des principales crypto-monnaies et le **ralentissement du nombre d'ICO**, comme l'a souligné Robert Ophèle ce jeudi.

« *L'éclatement de la bulle de crypto-monnaies ne doit pas occulter les facteurs légitimes qui ont déclenché le développement des crypto-actifs. Je reste persuadé que la "tokenisation" de la finance et le recours aux technologies de registre distribué peuvent être des facteurs puissants d'innovation et d'efficacité* » a déclaré le président de l'AMF.

Ford ne quittera pas l'Europe, mais restructure ses activités

Économie Entreprises http://www.lefigaro.fr/ Par Emmanuel Egloff Publié le 10/01/2019 à 21:18



Steven Armstrong, président de Ford pour la zone Europe. Bloomberg/Bloomberg via Getty Images

Suppressions et réorganisations d'emplois, restructuration de son offre de véhicules... Le constructeur américain va fortement restructurer ses activités sur le Vieux Continent.

Les rumeurs d'une possible sortie d'Europe de Ford se sont multipliées ces derniers mois. Surtout depuis le rétablissement économique réalisé par Opel, sous la houlette du français PSA, après seize années de pertes continues lorsque la marque allemande appartenait à General Motors. Mais Ford ne suivra pas le chemin de son compatriote. La marque à l'ovale bleu reste en Europe. Le constructeur va cependant fortement restructurer ses activités européennes.

La situation n'est pas aussi mauvaise que ne l'était celle d'Opel. En 2017, Ford a dégagé 234 millions de dollars de profit en Europe, ce qui représente une très faible marge opérationnelle de 0,8 %. Les comptes se sont dégradés en 2018, avec une perte de 245 millions d'euros sur le seul troisième trimestre. Or le groupe ne plus veut plus subir de telles déconvenues. «Nous voulons être un contributeur net et pas un débiteur net» au résultat du groupe, a expliqué Steven Armstrong, président de la zone Europe, lors d'une conférence téléphonique. L'ambition est même forte, puisque le dirigeant affirme «viser une marge opérationnelle de 6 %».

Des milliers de suppressions de postes

Première étape, le constructeur va tailler dans ses coûts. Plusieurs milliers de postes, sur un total de 53.000 en Europe aujourd'hui, pourraient être supprimés. Les conséquences exactes de ce plan n'ont pas été détaillées par Steven Armstrong, car des négociations doivent d'abord se tenir avec les organisations syndicales. La France sera concernée par cette restructuration, avec la fin programmée pour 2019 de la production de boîtes de vitesses automatiques dans son usine de Blanquefort, près de Bordeaux. Ford a bien l'intention de fermer définitivement le site, alors que le gouvernement français ne désespère pas de convaincre l'industriel de vendre le site au belge Punch Powerglide.

Le développement dans les véhicules utilitaires est maintenu. Steven Armstrong a précisé que cette activité est «fortement profitable»

Mais Blanquefort n'est pas le seul site concerné. En Grande-Bretagne, des consolidations dans les services administratifs vont avoir lieu. Ford réfléchit aussi à l'avenir de sa coentreprise russe, Ford Sollers. Et, sur le plan industriel, le constructeur américain va arrêter la production des monospaces C-Max et Grand C-Max dans son usine de Sarrelouis, en Allemagne.

Ces arrêts de production montrent que la société a décidé de s'atteler à la restructuration de son offre de véhicules. La principale difficulté porte sur les voitures pour les particuliers. Les SUV du groupe - EcoSport, Kuga et Edge - ont réalisé une bonne performance en 2018, avec plus de 250.000 véhicules vendus. En revanche, les berlines plus traditionnelles et les monospaces souffrent beaucoup. Le C-Max ne sera pas renouvelé, mais d'autres modèles pourraient suivre le même chemin. Le cabinet Inovev évoque la fin possible en Europe des Mondeo, Galaxy et S-Max.

En revanche, le développement dans les véhicules utilitaires est maintenu. Steven Armstrong a précisé que cette activité est «fortement profitable». La croissance pourrait être renforcée via le partenariat avec Volkswagen en cours de négociation. Dernier point: Ford va poursuivre l'importation de ses produits de niche très iconiques, avec en premier lieu la mythique Mustang. Ce plan, déjà très dur, ne prend pas en compte l'hypothèse d'un Brexit «dur». «Si le Brexit allait dans la mauvaise direction, nous aurions à procéder à un nouvel examen pour atténuer cela», a d'ores et déjà averti Steven Armstrong.

Jaguar supprime 4 500 emplois

Jaguar Land Rover (JLR), premier constructeur automobile en Grande-Bretagne et propriété de l'indien Tata, supprimera 4500 emplois outre-Manche, soit 10% de ses effectifs. En cause, le ralentissement du marché chinois et l'effondrement, en Europe, des ventes de véhicules diesels. Aux 2^{e} et 3^{e} trimestres 2018, le groupe a cumulé 354 millions de livres sterling (392 millions d'euros) de pertes. Des coûts liés au Brexit sont d'ores et déjà intégrés dans ces pertes.

Immigration

Une solution en vue pour les rescapés du Sea Watch 3 ?

https://www.bruxelles2.eu/ 9 Jan 2019 Crise migratoire, Malte, Méditerranée centrale

(B2) Une solution semble en vue pour les 49 rescapés à bord du Sea Watch 3 et du Professeur Albrecht Penck (Sea Eye). Les ambassadeurs du Coreper en ont discuté mardi (8 janvier).



L'arrivée des migrants récupérées en mer par les navires des garde-côtes maltais fin décembre (crédit : UNHCR/Paolo Biondi)

Selon nos informations, une petite dizaine de pays seraient désormais prêts à prendre en charge les personnes à bord. L'Allemagne, la France, les Pays-Bas, l'Irlande (5 personnes), l'Italie, le Luxembourg, Malte, le Portugal, et même la Roumanie (présidence de l'Union européenne obligent) se seraient portées volontaires. Certains pays doivent encore augmenter leur quota de personnes accueillies afin de permettre de débloquer la situation.

Malte a, en effet, posé deux conditions pour accueillir les navires : 1° les personnes débarquées doivent repartir immédiatement vers les pays concernés ; 2° les autres pays européens doivent aussi prendre en charge une partie des quelque 250 migrants déjà recueillis par les navires maltais fin décembre 2018 (1).

On remarque que plusieurs pays sont aux abonnés absents de cette solidarité : la Belgique et la Suède car gérés par un gouvernement en affaires courantes, les pays de l'Est par position idéologique (une habitude), le Royaume-Uni concentré sur son Brexit, l'Espagne et la Grèce qui supportent déjà une bonne part des migrants arrivés par voie de mer.

Commentaire : cette situation est intenable à la fois pour les réfugiés en mer mais aussi pour les Européens au niveau politique. On ne pourra pas à chaque navire attendre que les ambassadeurs trouvent une solution, en laissant les personnes secourues ballottées au gré des flots. Un

mécanisme permanent de concertation peut et doit être mis en place, afin de répartir entre les pays volontaires. Il serait tout à l'honneur de l'Europe.

(Nicolas Gros-Verheyde)

1. Les patrouilleurs des garde-côtes de l'île avaient recueilli lors de trois opérations distinctes de secours : 28 migrants à bord d'un dinghy à 71 miles au sud-ouest de Malte puis 152 autres à bord d'un navire en bois ; 69 autres personnes avaient été secourues dimanche (30 décembre).

Lire aussi : 49 migrants dans l'attente de la bonne volonté européenne

Nicolas Gros-Verheyde

Opinions

Un siège permanent à l'ONU pour l'UE. Est-ce une si bonne idée ?

https://www.bruxelles2.eu/ 10 Jan 2019 Allemagne, Conseil de sécurité des Nations-Unies, France, Olaf Scholz

(B2) Le vice Premier ministre allemand Olaf Scholz a lancé un pavé dans la mare fin novembre, en proposant de transformer le siège français au Conseil de sécurité de l'ONU. Idée « audacieuse » et « intelligente » dit-il. Voyons, voyons…



(crédit : ONU)

Qu'a dit le vice-chancelier allemand ?

Avant toute chose, il faut bien lire la proposition du ministre des finances — qui est aussi le vice chancelier social-démocrate (SPD) — et ne pas s'arrêter à la première phrase. La France n'abandonne pas son siège à l'ONU, comme certains ont pu l'écrire. Celui-ci devient un siège où la France s'exprime de façon permanente au nom de l'Union européenne, en conservant le droit d'y nommer un national (ou non) comme représentant.

(en langue originale) Ich schlage vor: Mittelfristig könnte der Sitz Frankreichs in einen EU-Sitz umgewandelt werden – im Gegenzug sollte Frankreich dann permanent den EU- Botschafter bei den Vereinten Nationen stellen. Mir ist klar, dass es dazu sicherlich in Paris noch einiger Überzeugungsarbeit bedarf, aber ein kühnes und kluges Ziel wäre es.

(ce qui donne en français) Je suggère qu'à moyen terme, le siège de la France puisse être converti en siège de l'UE. En contrepartie, la France devrait alors nommer en permanence un ambassadeur de l'UE auprès des Nations unies. Pour moi c'est clair que cela nécessite encore un peu de persuasion à Paris, mais ce serait un objectif audacieux et intelligent.

Une proposition intéressante ?

Cette proposition est effectivement 'audacieuse'. Elle aurait une valeur de symbole intense. Avoir un siège permanent pour l'Union européenne serait intéressant. Sans entrer dans la légalité de ce système (1), on peut cependant remarquer que sur de nombreux points où le Conseil de sécurité de l'ONU débat, cela ne poserait pas trop de problème aux Européens d'avoir une position unitaire. Sur la Corne de l'Afrique, sur la Centrafrique, sur le Sahel, sur le Soudan, sur les Rohingyas, sur la Corée du Nord, voire même sur la situation en Ukraine ou le conflit en Syrie, les Européens ont un message, à peu près commun, à défaut d'être totalement unis. Ceux qui

serinent qu'il n'y a quasiment aucun dossier où les Européens peuvent parler d'une seule voix ont tort. En revanche, sur certains dossiers clés — comme le processus de paix au Moyen orient ou le Kosovo — les Européens restent encore puissamment divisés.

La proposition est-elle intelligente ?

Je laisse la paternité de cet 'autocompliment' à son auteur. Dans la situation actuelle du Conseil de sécurité de l'ONU, elle serait plutôt réductrice. Cette année, par le biais du système électoral de l'ONU où Europes de l'Est et de l'Ouest ont le droit d'avoir, chacun, un siège non permanent, l'Union européenne (à 27) a quatre sièges sur quinze au Conseil de sécurité (France, Belgique, Allemagne, Pologne. Cinq si on prend en compte le Royaume-Uni avec qui l'Europe partage la plupart des valeurs diplomatiques. C'est démesuré par rapport au poids réel européen dans les affaires du monde. Doter le siège français du rôle de représentation de l'Union européenne serait un véritable appel d'air à réformer un système considéré comme inégal par les autres continents. Au final, réduire de quatre à un le poids de l'Union européenne dans l'instance internationale de sécurité ne serait pas une très grande victoire diplomatique pour l'Europe…

Quel contexte sous-tend cette proposition ?

Cette proposition s'inscrit dans une réflexion « à moyen terme » comme l'indique l'auteur pour renforcer le poids de l'Europe dans le monde. Elle est concomitante aux projets (toujours pas aboutis) de réformer le Conseil de sécurité de l'ONU pour le rendre plus représentatif du monde actuel, comme à la volonté de Berlin de jouer un rôle plus important dans le monde en général et en particulier d'obtenir un siège au conseil de sécurité de l'ONU. Le 'vrai' objectif de l'Allemagne.

Quel est l'intérêt ?

Cette proposition, même inappliquée ou inapplicable, mérite cependant l'attention. Elle pointe le doigt sur une donne précise : après le Brexit, la France sera le seul membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies, à même de représenter et la défense des intérêts européens, avec la capacité (au besoin) de poser le veto sur certaines décisions. Cela dote la France d'une certaine responsabilité envers ses partenaires européens (pour faire circuler l'information) comme d'expression des préoccupations européennes auprès des autres membres du Conseil de sécurité. Rien n'empêcherait d'ailleurs que la représentation française ait un poste diplomatique de premier plan réservé à ces échanges européens. Cette proposition aurait aussi un intérêt : rendre plus visible, ce qui se passe dans les couloirs des Nations unies : la concertation permanente entre Européens siégeant au Conseil de sécurité pour ajuster leurs positions et défendre leurs intérêts.

(Nicolas Gros-Verheyde)

Lire aussi : Après le Brexit, la France va devoir assumer seule un rôle accru aux Nations unies

1. Certains arguent que le siège est attribué à un pays et non une organisation. Certes. Mais il existe une certaine souplesse. C'est ainsi que Italie et Pays-Bas ont décidé en 2017-2018 de partager un siège au Conseil de sécurité, le divisant en deux périodes de un an (et non sur le mandat de deux ans dédié à un seul pays comme le veut la règle). Cela démontre que la question est avant tout politique et non juridique.

Nicolas Gros-Verheyde

Politique

Le débat sur l'Europe politique peut, et doit, être relancé

https://www.bruxelles2.eu/ 7 Jan 2018 Europe politique, menaces, PESCO

(B2) En ce début d'année, il n'est pas inutile de revenir sur une option qui a, souvent, été évoquée, et pas vraiment réalisée : l'Europe de la défense. C'est ce qu'avec André Dumoulin, dans notre ouvrage sur la PSDC, l'option que nous avons défendu. Pour une série de raisons



Au sommet européen de décembre 2017 © NGV / B2

Une conjonction des astres favorable

Tout se conjugue aujourd'hui en ce sens : un contexte de menaces croissantes auxquelles un État seul ne peut répondre, des voisins instables, des alliés (Turquie, USA) aux évolutions erratiques, le départ du Royaume-Uni. A ces éléments extérieurs, il faut ajouter une constellation de dirigeants favorables à une intégration plus poussée au sein des institutions (Juncker, Mogherini, Tajani, Barnier…) comme dans les États membres (Espagne, Allemagne et France notamment).

Une évolution logique

L'Europe a besoin d'une politique de défense. C'est un fait incontournable. L'Union a une histoire économique, commerciale, monétaire, politique. La logique voudrait également qu'elle assume des compétences en matière de politique étrangère, de sécurité et de défense. Mais, c'est un autre fait incontournable, cette politique doit se bâtir avec les États, dans la recherche d'un équilibre nouveau de souveraineté. Les risques sécuritaires nouveaux, la recherche d'une légitimité collective, d'une efficacité opérationnelle, la volonté de faire partie du « cercle », sont autant d'éléments supplémentaires qui justifient la construction d'une nouvelle politique de sécurité et de défense commune.

Quelques principes à ne pas perdre de vue

Si l'objectif peut être déterminé facilement, encore ne faut-il pas s'égarer sur des chemins de traverse ou dans des impasses doctrinaires ou opérationnelles.

Premièrement, l'Europe ne peut pas et ne veut pas être le gendarme du monde, même si elle perçoit le monde à travers son prisme d'approche globale.

Deuxièmement, l'Union européenne ne forme ni des États-Unis d'Europe ni n'en est le prélude. La politique de la sécurité et de la défense commune fonctionne toujours par une architecture où la souveraineté nationale des pays membres force une gestion intergouvernementale avec « une succession de compromis, de dérogations, d'exonérations et de protocole » conduisant souvent à une paralysie ou au plus petit commun dénominateur[1]. Les États nations restent l'étalon des responsabilités. Il y va encore de la vie des citoyens militaires et civils en opérations et en missions.

Troisièmement, il n'y a pas d'armée européenne et l'Union européenne « *ne recherche pas une nouvelle alliance militaire* »[2]. Mais l'écheveau des intérêts multi-niveaux entre États européens est tel que le principe du tous ensemble « *dans le même bateau* » ou le choix entre « *se sauver ensemble ou échouer ensemble* » reste pertinent. La question de la défense commune responsable reste donc un objectif qui ne doit pas être négligé.

Quatrièmement, l'Europe fonctionne toujours par crises. Parfois proactive, parfois simplement réactive, la situation économique, les menaces extérieures et intérieures, le terrorisme, le voisinage incertain, les guerres hybrides, et la surprise stratégique lui imposent d'être en veille permanente. Les stratégies ne suffisent pas, la notion d'anticipation reste encore à construire.

Cinquièmement, la marque de fabrique de l'action extérieure européenne reste le civil et le militaire, séparés ou imbriqués, mais toujours complémentaires, formant, par ses différentes palettes, la stratégie dite globale.

Sixièmement, en marge du débat sur le partage des zones ou le partage des tâches et des risques, peut apparaître un partage différencié sur la temporalité dans les engagements : les pays

qui entrent en premier, puis les autres. « *Le caractère intergouvernemental des décisions en matière de défense ne pose aucun problème, aussi longtemps toutefois que la souveraineté abstentionniste des uns ne bride pas la souveraineté interventionniste des autres* » indique fort justement Nicole Gnesotto[3].

Septièmement, la complémentarité UE-OTAN est une évidence. Les contraintes financières imposent de se le rappeler tous les jours. Quelles que soient les modalités – partage des tâches, des zones, des risques –, les deux organisations devront travailler en synergie sans arrière-pensée, et en évitant d'entrer dans une logique de concurrence ou de compétition. La tentation de la duplication est aussi forte du côté de l'OTAN que de l'Union européenne.

Huitièmement, il faut créer de l'interdépendance capacitaire. Cela implique d'être producteur de sécurité et de construire une vision politique commune autour de l'action extérieure, tout en tentant de résister à ceux qui tirent la couverture industrielle vers eux.

Neuvièmement, si la politique de défense commune n'existe pas encore, rien n'empêche de penser à la sécurité pour les citoyens, à une organisation réfléchie des frontières, à la réévaluation de la politique de voisinage, à une solidarité codifiée et partagée, et à une « dérégionalisation » des politiques de sécurité voire à une fédéralisation, pour ceux qui veulent aller plus loin.

Dixièmement, la PSDC s'alimente d'une addition de coopérations à géométrie variable et d'une organisation souple. Les moyens contraints et la surveillance des capitales par intérêts sectoriels, stratégiques ou géographiques, militent en ce sens.

Enfin, le renforcement de la dimension politique de l'Europe est la véritable clef pour asseoir cette PSDC et la voir s'affirmer et se consolider. En matière de sécurité et de défense, plus que dans tout autre domaine, c'est d'abord une question de volonté politique avant d'être une question de moyens financiers. Il doit y avoir une claire impulsion, donnée par le haut, qui doit s'affirmer de façon claire et permanente. Sinon, seul restera l'incantatoire ou des projets bloqués à terme.

Le débat sur la dimension politique de l'UE peut et doit être relancé. Le moment est venu !

Encore faut-il ne pas se tromper de vecteur. L'Europe à deux vitesses, en cercles concentriques, ou différenciée apparaît ainsi comme le modèle permettant d'avancer, pour ceux qui le souhaitent, et de ne pas être laissés de côté, pour tous les autres. Le Traité de Lisbonne contient les avancées nécessaires en matière de défense européenne. Les briques constitutives d'une véritable autonomie en matière de sécurité et de défense sont là.

C'était l'objectif de la Coopération structurée permanente. Ce qu'on appelle PESCO pour les intimes devait permettre à quelques États plus déterminés, d'aller plus loin au niveau opérationnel comme capacitaire, pour partager et gérer en commun certains moyens, comme pour intervenir ensemble, de façon plus efficace ou plus robuste, avec des objectifs contraignants. Son élargissement à tous les membres de l'Union dans un format plus proche de l'auberge de jeunesse lui a fait perdre ses qualités de groupe d'avant-garde. Il faudrait donc la compléter par des coopérations renforcées, *ad hoc*, plus souples, à la carte, permettant autour du noyau dur d'avoir une constellation satellitaire plus large.

(André Dumoulin & Nicolas Gros-Verheyde)

Extrait de la conclusion de l'ouvrage sur la PSDC

[1] GOLDSCHMIDT Paul N., « Comment réformer l'Union européenne ou la quadrature du cercle ». 27 juillet 2016, Consultable sur internet : http://sauvonsleurope.eu/comment-reformer-lunion-europeenne-ou-la-quadrature-du-cercle/

[2] SOLANA Javier, Intervention sur « L'État de la PESC » à la conférence annuelle de l'Institut d'Études de sécurité de l'UE, Paris, 1er juillet 2002.

[3] GNESOTTO Nicole, « Défense européenne : idées neuves et vieux bon sens », Paris, *Revue de Défense nationale*, été 2013.
(André Dumoulin & Nicolas Gros-Verheyde)

NB : Pour ceux qui préfèrent à l'imagerie satellitaire, la réalité maritime, on pourrait presque parler d'une construction de type multicoque, avec un noyau central qui permet d'avancer plus vite et des coques secondaires qui lui procurent une certaine stabilité et autorisent une navigation même par faible vent…

Une présidence roumaine… de tous les dangers

https://www.bruxelles2.eu/ 11 Jan 2019 Elections 2019, Klaus Iohannis, Liviu Dragnea, Lutte contre la corruption, Présidence roumaine de l'UE, Viorica Dancila

(B2) La Roumanie prend pour six mois la présidence de l'Union européenne. Pour la première fois de son histoire. Une véritable gageure



© NGV / B2

Pour sa première présidence du Conseil de l'Union européenne, le pays de Maria Comaneci, Brancusi ou Ionesco est servi. Les défis ne manquent pas, les dangers également.

Des secousses à attendre

Il est très facile de 'tirer' à vue sur un pays qui prend pour la première fois son tour. Mais le *timing* n'est pas évident. C'est même un moment historique. Entre la grande inconnue du Brexit, des élections européennes qui risquent de voir se confronter de façon brutale anti et pro-Européens, le renouvellement attendu des institutions européennes, sans oublier la faiblesse notable de nombreux gouvernements européens, les motifs de secousses ne manquent pas.

Une série de dossiers à boucler

La présidence roumaine va tout d'abord devoir boucler toute une série de dossiers, techniques, très divers. De la réforme du droit d'asile (le fameux mécanisme de Dublin) au cadre budgétaire des années futures, en passant par les droits d'auteur, l'interopérabilité des bases de données 'intérieur', le droit cabotage des routiers ou le parquet européen anti-terroriste, les sujets sont nombreux, souvent très délicats. Le temps est compté. « *Nous avons quelques semaines à peine devant nous pour trouver les compromis nécessaires* » confie un jeune diplomate roumain. Il faut, en effet, faire avaliser tous les compromis par les '28' avant le départ en congé du Parlement européen, mi-avril. C'est-à-dire pour le Conseil, tout boucler avant la fin février ! (1). Les nuits vont être courtes…

Une équipe professionnelle

Les Roumains peuvent « *compter sur une équipe de diplomates assez carrée, expérimentée, qui connait bien ses dossiers* » souligne un observateur européen. Mais ils vont surtout devoir bénéficier de la bonne volonté des autres Etats membres. Inutile de le cacher. Le rôle de la présidence, c'est d'être « *l'honnête négociateur, de prendre en compte les avis de chacun, puis de saisir l'opportunité d'aboutir* » explique un diplomate européen. « *Elle ne peut rien décider toute seule* » . « *On n'est pas le boss de l'Union européenne. On est là pour faciliter le consensus* » tonne le ministre roumain des Affaires étrangères, Teodor-Viorel Melescanu, un vieux loup de la diplomatie nationale.

L'inattendu des crises

Bucarest devra aussi faire face à l'inattendu des crises. Les Luxembourgeois avaient dû géré en 2015 la crise migratoire. La crise passée, le problème reste. La gestion du moindre bateau chargé de 50 personnes devient aujourd'hui un casse-tête insoluble. La dernière épopée du Sea Watch 3,

le navire de l'ONG du même nom resté près de trois semaines au large de Malte, en attendant le bon vouloir des Etats européens, le prouve. « *La Roumanie a pris sa part* » en accueillant 5 rescapés. « *Elle continuera de le faire* » confie le ministre Melescanu à Sud-Ouest.

Une justice fragilisée

Mais le principal danger pour la Roumanie, c'est elle-même. Le pays n'a pas tout à fait digéré l'ère communiste de Ceaucescu. On ne sort pas indemne d'une telle expérience… La justice n'est pas encore performante. L'envie de virer les juges trop gênants est toujours prégnante. La destitution de la chef de la Direction nationale anticorruption (DNA), Laura Codruța Kövesi, en juillet dernier, a été un message très clair envoyé aux magistrats tentant d'exercer leur métier avec honnêteté. La corruption reste un fléau national. Le cinéaste Cristian Mungiu l'a très bien conté dans son film « baccalauréat », sorti en 2016.

La chamaille politique, un sport national

Quant au personnel politique, il adore la chamaille. Il ne faut pas oublier que si la Roumanie est située à l'Est de l'Europe, « *c'est un pays latin* » nous rappelle un diplomate national. Avec quelques zestes germanophones cependant. Le président Klaus Iohannis, membre du parti national libéral (droite) et représentant de cette minorité allemande, est à couteaux tirés avec le gouvernement de coalition, emmené par la sociale-démocrate Viorica Dancila, et son éminence grise, Liviu Dragnea. Il a aussi fait de l'indépendance de la justice l'alpha et l'oméga de sa présidence. Il a ainsi refusé, mercredi, de nommer Adina Florea au poste de procureure en chef de la direction nationale anticorruption (DNA), l'estimant peu compétente (2). Ce n'est pas la première fois, il avait déjà refusé la même nomination le 21 novembre dernier. Le gouvernement compte représenter la candidature… une troisième fois.

La principale menace de la présidence…

Mais le problème Dragnea reste entier. Pris dans la main dans le sac à deux reprises, il a réussi à survivre à tous les coups. Deux fois condamné en 2016, à deux ans de prison avec sursis pour fraude électorale, et en juin 2018, à trois ans ferme pour abus de pouvoir, le chef du parti social-démocrate fait toujours la pluie et le beau temps. Il a fait appel de sa dernière décision pour éviter de passer derrière les barreaux (3). Et depuis son poste de président de la chambre des députés, l'ancienne Maison du Peuple, où il trône tel un imperator dans ce bâtiment aux allures pharaoniques, Dragnea pourrit littéralement la politique roumaine. C'est aujourd'hui la principale menace de la présidence roumaine de l'Union européenne (4).

(Nicolas Gros-Verheyde, à Bucarest)

1. Délai très court car il faut ensuite recueillir l'aval du Parlement européen, en trilogue, en commission et en plénière.
2. C'est l'avis également du Conseil supérieur de la magistrature (CSM) qui a rendu un avis négatif début novembre.
3. « *Dans tous les systèmes démocratiques, toute personne est innocente tant qu'on n'a pas prouvé sa culpabilité. Et toute personne a la possibilité de prouver son innocence* » a défendu le ministre des Affaires étrangères, quelque peu gêné pour défendre l'injustifiable, face aux questions pressantes de la presse internationale.
4. Hier soir, lors de la cérémonie officielle d'ouverture, L. Dragnea n'a pas délivré de discours laissant à son second, le soin de le faire (lire : L'état de droit ne se marchande pas. Tusk et Juncker admonestent Bucarest).

version longue de l'article paru dans le quotidien Sud Ouest ce matin

FRANCE

Culture

Une nouvelle pétition lancée pour rapatrier les cendres de Napoléon III en France

Culture http://www.lefigaro.fr/ Par Benjamin Puech Publié le 10/01/2019 à 17:38



Napléon III sur son lit de mort le 9 janvier 1873 à Chislehurst, en Angleterre. Charlotte Zeepvat/Mary Evans/Rue des Archives

Les admirateurs de l'empereur fêtaient mercredi les 145 ans de sa disparition. Ils sont de plus en plus nombreux, à l'heure où l'on réhabilite la mémoire du monarque. Une pétition exige son retour d'Angleterre où il est mort, exilé, en 1873. L'idée a le vent en poupe. Mais reste difficile à réaliser.

Napoléon III est mort il y a 145 ans. Mercredi 9 janvier, ceux qui cultivent la mémoire du dernier empereur se sont retrouvés dans l'église Saint-Augustin, dans le IXe arrondissement. L'empereur souhaitait y être enterré. Les tribulations de l'histoire lui désignèrent une autre tombe. Ses cendres reposent en Angleterre, à Chislehurst, au sud-est de Londres. Une aberration selon les aficionados des Bonaparte. Dimitri Casali, historien et spécialiste des deux empereurs - il a même signé un opéra rock sur le premier -, a lancé une pétition pour organiser leur retour en France.

«Il est grand temps d'organiser son rapatriement. Pour rendre justice à sa mémoire, tonne Dimitri Casali. Et pour rendre aux Français tout un pan de leur histoire qui leur est ainsi confisqué». Il espère éveiller l'attention de Franck Riester. Et rêve d'assister au retour des cendres du monarque.

Fait prisonnier par Bismarck en 1870 après la défaite de Sedan, Napoléon III, déchu, est rendu responsable de la ruine de la France. À Paris, la République est proclamée. L'empereur part pour l'Angleterre rejoindre Eugénie, son épouse, et son fils Louis, à Chislehurst. En exil, il passe son temps à imaginer des plans de retour en France. En 1873, la maladie a raison de sa fragile santé ; il meurt à 65 ans. Eugénie bâtit pour lui un splendide mausolée, dans l'abbaye Saint-Michel de Farnborough, dans le sud du pays. Louis le rejoint dans la tombe en 1879, tué sous drapeau britannique par les Zoulous dans la guerre menée par l'Angleterre en Afrique du Sud. L'impératrice Eugénie les retrouve en 1920.

Napoléon III, une réputation usurpée ?

«La République a perçu le bonapartisme comme un adversaire et nous en portons encore aujourd'hui les traces», expliquait l'historien Pierre Milza en 2008. Selon lui, les hommes politiques de l'époque étaient d'autant plus virulents que la république n'était pas encore solide. Napoléon III a été grimé en dictateur immoral et idiot. Victor Hugo et ses invectives ont largement favorisé cette mauvaise réputation.

Pourtant, les grandes œuvres du règne de Napoléon III, entre 1853 et 1870, ne manquent pas. Que ce soit la modernisation économique du pays, les immenses travaux d'urbanisme entrepris à Paris avec le baron Haussmann ou des acquisitions sociales - du droit de grève à l'ouverture de l'enseignement secondaire aux jeunes filles.

Défense

Stress, angoisse, pression : comment l'armée relève le moral des troupes

Sciences et Avenir Santé Cerveau et psy https://www.sciencesetavenir.fr/ Par Franck Daninos le 05.01.2019 à 14h00 Abonnés

Longtemps tabou, le stress des soldats en opération fait désormais l'objet de toutes les attentions. Pour les aider, des médecins militaires et des psychologues ont développé des techniques de relaxation ou de projection mentale, les TOP. Revue de détail.



Un briefing avant une séance de programmation mentale pour la réussite lors d'un raid. ©Courtesy/L.Sauriat/Top Consulting

Depuis une dizaine d'années, tous les soldats français engagés dans des opérations extérieures passent par des "sas de fin de mission". Il ne s'agit pas de casernes ni de zones militaires, mais d'hôtels haut de gamme situés à Chypre ou en Crète. En 2018, ce sont ainsi 8.500 hommes et femmes qui devraient y avoir transité, après avoir été confrontés pendant des mois à une menace permanente et vécu dans des conditions spartiates au Moyen-Orient ou au Sahel. *"Le retour à la vie ordinaire peut être brutal*, souligne un communiqué du ministère des Armées. *Ces sas ont pour mission de désactiver les mécanismes de combat, réguler le stress et détecter les militaires en difficulté susceptibles de souffrir par la suite de troubles psychologiques."*

Outre les activités sportives, les massages thérapeutiques et quelques sorties culturelles, les soldats passent donc des entretiens avec des psychologues. Ils doivent également pratiquer chaque jour des exercices de récupération et de gestion du stress dénommés "techniques d'optimisation du potentiel" (TOP), spécialement développés par l'armée.

De nombreux exercices corporels

Lors des séances, qui durent une quarantaine de minutes, les soldats adoptent différentes postures - debout, assis, puis allongés sur le dos -, les yeux fermés ou le regard dans le vague, et se concentrent sur la respiration thoracique, scapulaire (avec les épaules) ou abdominale. Amples et profondes, les expirations sont de trois à quatre fois plus longues que les inspirations et peuvent être entrecoupées de blocages respiratoires (apnées) afin de réguler le rythme cardiaque, stimuler le système nerveux parasympathique et détendre le diaphragme. Ces respirations, à la base des techniques d'optimisation, sont associées à des représentations de sensations corporelles (fraîcheur, légèreté, etc.), des pensées positives, des images mentales de calme... Certains soldats s'endorment, bercés par la voix apaisante de leur moniteur. Cette relaxation permet ainsi de dissiper les contractions dues aux longues périodes de veille, au port prolongé de charges lourdes et à l'hyper-stress.

"Mais les TOP permettent aussi de renforcer ses aptitudes, se dynamiser quand il faut et se préparer à l'action", indique Laurent Sauriat. Cet ancien moniteur de sport les a diffusées au sein de l'armée jusqu'en 2015, avant de créer sa société (TOP Consulting, à Dijon) et de les enseigner dans des clubs sportifs, à des hommes d'affaires ou au sein d'hôpitaux. Dans une optique de dynamisation, les expirations seront par exemple de trois à cinq fois plus courtes que les inspirations et accompagnées d'images stimulantes (voire agressives), ainsi que de projections mentales anticipant une série de gestes parfaitement réalisés (comme lors d'une exfiltration en théâtre hostile, par exemple).

La méthode propose ainsi un ensemble très complet *"de moyens et de stratégies mentales"*, souligne le *Bulletin officiel des armées*. Si précieux, ont jugé les responsables militaires, qu'ils sont utilisés aujourd'hui par tous les corps d'armée et de nombreuses unités.

Gérer le stress en opération mais aussi au quotidien

C'est le médecin militaire Édith Perreaut-Pierre qui a développé les TOP au début des années 1990. Elle travaillait alors au bataillon de Joinville de l'École inter-armées des sports, à Fontainebleau. *"Mon chef de corps m'a demandé de créer une formation pour les moniteurs de sport de l'armée,* raconte-t-elle, *afin qu'ils puissent aider certains militaires à mieux gérer leur stress, non seulement en opération mais aussi au quotidien."* Une demande inhabituelle, tant l'"usure" et les effets du stress, notamment sur le long terme, étaient alors passablement ignorés. Le haut commandement estimait que les problèmes anxieux et émotionnels pouvaient être gérés par l'aguerrissement et les nombreux automatismes inculqués par l'armée… *"C'était encore un sujet tabou ! Les soldats souffrant de troubles psychiques ou en état de stress post-traumatique étaient certes pris en charge par des psychiatres. Mais on ne traitait les problèmes que lorsqu'ils apparaissaient"*, souligne Édith Perreaut-Pierre.

Pendant cinq ans, elle teste et modélise une kyrielle de méthodes fondées sur la respiration, la relaxation musculaire et l'imagerie mentale. *"Je n'ai rien inventé*, insiste-t-elle. *Ces procédés sont vieux comme le monde. Je n'ai fait que les combiner et les adapter aux besoins et aux contraintes de l'armée."* Il fallait, en substance, que les techniques soient simples, pédagogiques et concrètes. Et puissent être enseignées à toute la hiérarchie militaire, du soldat de deuxième classe aux plus hauts gradés. Elles devaient aussi être applicables rapidement, dans n'importe quelle tenue et en toutes circonstances, avant, pendant ou après une mission.

Une "boîte à outils" multitâche

L'armée de l'air a été la première à incorporer les TOP dans ses protocoles et ses formations. En 1997, les méthodes d'Édith Perreaut-Pierre ont été formellement baptisées "techniques d'optimisation du potentiel". Outre la gestion du stress, elles ont été étendues à d'autres objectifs comme la récupération physique, la prise de décision ou le perfectionnement des habiletés motrices et psychologiques, grâce à l'imagerie mentale notamment. Considérées depuis lors comme une "boîte à outils" multitâche et personnalisable, les TOP englobent une douzaine de techniques comme la *"dynamisation psycho-physiologique"* ou la *"répétition mentale" (lire l'encadré ci-dessous)*. Autant de méthodes qui sont enseignées, à partir de l'an 2000, à l'École de l'air de Salon-de-Provence et au Centre d'instruction du contrôle et de la défense aérienne à Mont-de-Marsan.

Répétition mentale, mode d'emploi

Cette technique d'imagerie mentale consiste à rejouer et répéter dans sa tête un geste précis - ou une activité - déjà réalisé auparavant (comme un entretien professionnel ou un saut en parachute), pour le simuler le plus correctement possible et l'automatiser. Elle est utilisée pour optimiser les apprentissages, se motiver avant d'agir, contrôler les pensées négatives ou réactiver des connaissances. "*La répétition mentale doit démarrer très en amont*, précise Édith Perreaut-Pierre, médecin militaire, *et se poursuivre jusqu'à la veille de l'activité - ou au plus tard deux heures avant. Elle doit être reproduite jusqu'à ce que l'action soit fluide et correcte.*" Et toujours en état de détente : on facilite ainsi la formation des images, la détection des erreurs et la concentration. Il s'agit, en pratique, de s'imaginer sous tous les angles (de face, de profil, du haut, etc.), de loin et de plus en plus près. Puis de se visualiser en train de réaliser une activité, en "ressentant" ses effets dans ses muscles et ses articulations (triceps, poignets, colonne vertébrale…) et en reproduisant un maximum d'informations - couleurs, odeurs, bruits environnants. L'imagerie peut être chronométrée et se dérouler en "temps réel" pour calibrer au mieux chaque mouvement. Elle peut aussi se faire "au ralenti" afin d'identifier plus facilement les erreurs potentielles et de les corriger mentalement.

Mais comment juger de leur bienfondé ? *"Les TOP ne sont pas magiques. Elles ne fonctionnent pas aussi bien sur tout le monde et dépendent beaucoup de l'engagement personnel, de*

l'entraînement réalisé et des objectifs fixés, répond Édith Perreaut-Pierre. *Je n'ai réalisé moi-même aucune étude scientifique. Je me suis fondée uniquement sur des questionnaires, des enquêtes de satisfaction. Et surtout, une grande expérience de terrain. La plupart des personnes qui les ont pratiquées - y compris mon commandement ! - semblaient cependant convaincues de leurs bienfaits… "*



De nombreuses recherches ont toutefois peu à peu validé ces intuitions. On sait aujourd'hui que se visualiser en train de courir entraîne des modifications physiologiques telles qu'une augmentation du rythme respiratoire et de la fréquence cardiaque… et même une variation du pH (mesure de l'acidité). Les mêmes - certes quantitativement moindres - que lors d'un exercice physique ! *"L'activation des aires sensorimotrices du cerveau est quasiment identique lorsqu'on exécute une tâche ou qu'on s'imagine la réaliser"*, explique Yannick Blandin, du Centre de recherche sur la cognition et l'apprentissage à l'université de Poitiers (UMR 7295). *"Tout se passe comme si le cerveau se projetait dans le futur et préparait l'organisme à exécuter un effort physique",* ajoute le chercheur. D'où des améliorations de performance particulièrement intéressantes pour les militaires, les sportifs de haut niveau ou les personnes accidentées débutant un programme de rééducation.

Un groupe de 200 pompiers suivi pendant deux ans

Les chercheurs du Service de santé des armées ont commencé eux aussi à étudier très sérieusement les effets des TOP sur les facteurs de stress entre 2007 et 2010. Avec la multiplication des opérations extérieures, cette problématique était désormais au centre des préoccupations. *"Nous avons évalué les effets des TOP sur des cohortes et des lieux très différents"*, explique le médecin en chef Marion (nom de famille non indiqué à la demande du ministère des armées), spécialiste en neurophysiologie du stress à l'Institut de recherche biomédicale des armées (Irba). Un groupe de 200 pompiers de Paris a par exemple été suivi pendant deux ans, certains pratiquant les TOP, d'autres ingurgitant un placebo censé abaisser les niveaux de stress.

Ces études ont toutes démontré que les TOP *"diminuent significativement les marqueurs physiologiques du stress,* détaille la chercheuse*. Elles améliorent aussi la qualité de l'humeur et du sommeil - résultat que mes collègues de l'unité Fatigue et vigilance de l'Irba ont étendu en 2017 et 2018 aux siestes et aux micro-siestes."* Les bienfaits sont d'autant plus marqués et persistants que les TOP sont pratiquées dans la durée et de façon assidue, *"ce qui joue sur la plasticité et les fonctionnements cérébraux"*, précise le médecin en chef. De son point de vue, ces techniques représentent un *"outil original d'une grande richesse. Pour les militaires, vraiment un bijou !"*

Incitation au départ de certains personnels militaires : le dispositif pour les années 2019 à 2025 publié

Accueil / A la une / https://lessor.org/ 8 janvier 2019 A la une, Officiel



Illustration (SD/L'Essor).

Une ordonnance relative à certaines modalités d'incitation au départ à destination de personnels militaires a été adoptée dans le cadre de la programmation militaire pour les années 2019 à 2025. Elle entre en vigueur le 1er janvier 2020 et a été publiée au journal officiel du 5 janvier.

Selon le ministère des armées, ce dispositif proposé par l'ordonnance "*permettra aux armées d'adapter leur ressource humaine aux évolutions rapides des métiers et de faciliter les départs de militaires occupant des emplois sur des spécialités en déclin, au profit de recrutements sur des métiers prioritaires (numérisation des systèmes d'armes, cyberdéfense, renseignement, prise en compte de l'intelligence artificielle et de l'espace). "*

Le 3° de l'article 30 de la loi n° 2018-607 du 13 juillet 2018 relative à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense prévoit la prorogation, pour la période s'étendant du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2025, en les adaptant, et selon des modalités de contingentement triennal, ajustées par arrêtés annuels, des dispositions de la n° 2013-1168 du 18 décembre 2013 relative à la programmation militaire pour les années 2014 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense et la sécurité nationale (articles 36, 37 et 38) relatives à la pension au grade supérieur, à la promotion fonctionnelle et au pécule modulable d'incitation au départ.

Ordonnance n° 2019-3 du 4 janvier 2019 relative à certaines modalités d'incitation au départ à destination de personnels militaires

Article 1

L'article 36 de la loi du 18 décembre 2013 susvisée est ainsi modifié :

1° Au I, les mots : « les sous-officiers de carrière » sont remplacés par les mots : « les sous-officiers et officiers mariniers de carrière », les mots : « entre le 1er janvier 2014 et le 31 décembre 2019 » sont remplacés par les mots : « entre le 1er janvier 2020 et le 31 décembre 2025 » et les mots : « avant l'entrée en vigueur de la présente loi » sont remplacés par les mots : « au 1er janvier de l'année de dépôt de leur demande » ;

2° Au II, après les mots : « pour les sous-officiers », sont insérés les mots : « et officiers mariniers » ;

3° Au deuxième alinéa du III, après les mots : « sapeur-pompier volontaire », sont ajoutés les mots : « , exerce de façon occasionnelle des activités d'enseignement ou est désigné pour exercer les fonctions de commissaire enquêteur » ;

4° Le IV est remplacé par les dispositions suivantes :

« IV. – Un arrêté conjoint du ministre de la défense, du ministre chargé de la fonction publique et du ministre chargé du budget, publié avant une date prévue par décret, fixe, pour une période de trois ans, le nombre d'officiers, de sous-officiers et d'officiers mariniers pouvant bénéficier chaque année des dispositions du présent article. Cet arrêté est actualisé chaque année.

Article 2

L'article 37 de la même loi est ainsi modifié :

1° Au I, les mots : « Jusqu'au 31 décembre 2019 » sont remplacés par les mots : « Jusqu'au 31 décembre 2025 », les mots : « sous-officiers de carrière » sont remplacés par les mots : « sous-officiers et officiers mariniers de carrière » et les mots : « avant l'entrée en vigueur de la présente loi » sont remplacés par les mots : « au 1er janvier de l'année de dépôt de sa demande » ;

2° Le IV est remplacé par les dispositions suivantes :

« IV. – Un arrêté conjoint du ministre de la défense, du ministre chargé de la fonction publique et du ministre chargé du budget, publié avant une date prévue par décret, fixe, pour une période de trois ans, le nombre d'officiers, de sous-officiers et d'officiers mariniers pouvant bénéficier chaque année des dispositions du présent article. Cet arrêté est actualisé chaque année.

Article 3

L'article 38 de la même loi est ainsi modifié :

1° Au I, les mots : « à compter du 1er janvier 2014 et jusqu'au 31 décembre 2019 » sont remplacés par les mots : « à compter du 1er janvier 2020 et jusqu'au 31 décembre 2025 » et les mots : « résultant de l'article 33 de la loi n° 2010-1330 du 9 novembre 2010 portant réforme des retraites, dans sa rédaction en vigueur à la date du 1er janvier 2014 » sont remplacés par les mots : « en vigueur au 1er janvier de l'année de dépôt de la demande » ;

2° Le III est abrogé ;

3° Le IV est remplacé par les dispositions suivantes :

« IV. – Un arrêté conjoint du ministre de la défense, du ministre chargé de la fonction publique et du ministre chargé du budget, publié avant une date prévue par décret, fixe, pour une période de trois ans, le nombre d'officiers, de sous-officiers et d'officiers mariniers pouvant bénéficier chaque année des dispositions du présent article. Cet arrêté est actualisé chaque année.

Article 4

La présente ordonnance entre en vigueur le 1er janvier 2020. Toutefois, les arrêtés prévus aux IV des articles 36, 37 et 38 de la loi du 18 décembre 2013 précitée dans leur rédaction issue de la présente ordonnance sont publiés avant le 31 décembre 2019.

Une réforme simplifie la reconversion des militaires et des anciens militaires dans la fonction publique civile

Accueil / A la une / https://lessor.org/ 7 janvier 2019 A la une, Officiel



Portail de la fonction publique capture d'écran

Une réforme prise dans le cadre de la loi de programmation militaire simplifie la reconversion des militaires dans la fonction publique civile.

Cette réforme publiée au journal officiel du 5 janvier a pour objectif de :

– renforcer le dispositif de solidarité nationale (les emplois réservés) au profit des bénéficiaires prioritaires que sont notamment les blessés des armées ;

– créer un dispositif unique de reconversion des militaires et des anciens militaires vers la fonction publique s'inspirant du détachement-intégration ;

– rationaliser les procédures permettant de rendre ces outils plus lisibles pour les militaires et les administrations des trois fonctions publiques. L'effet attendu de cette simplification est une optimisation du processus de reconversion des militaires et des anciens militaires.

Ordonnance n° 2019-2 du 4 janvier 2019 portant simplification des dispositifs de reconversion des militaires et des anciens militaires dans la fonction publique civile

Article 1

L'article L. 4139-2 du code de la défense est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. L. 4139-2. – I. – Le militaire qui remplit les conditions de grade et d'ancienneté définies par décret en Conseil d'Etat peut, sur demande agréée par l'autorité compétente, être détaché dans un corps ou un cadre d'emplois de fonctionnaire civil relevant d'une administration de l'Etat, d'une collectivité territoriale ou d'un établissement public, nonobstant les dispositions relatives au recrutement prévues par le statut particulier dont relève ce corps ou cadre d'emplois.

« Le détachement est prononcé pour une période initiale renouvelable.

« Le militaire servant en vertu d'un contrat bénéficie d'une prorogation de droit de son contrat jusqu'à la fin de son détachement et de son renouvellement éventuel, y compris au-delà de la limite de durée des services fixée au II de l'article L. 4139-16.

« A l'issue de la période de détachement, le militaire peut être intégré dans le corps ou le cadre d'emplois d'accueil.

« II. – Ces corps et cadres d'emplois sont également accessibles, sur demande agréée par l'autorité compétente, aux anciens militaires qui remplissent les conditions de grade et d'ancienneté définies par décret en Conseil d'Etat, sous réserve qu'ils n'aient pas fait l'objet d'une radiation des cadres ou d'une résiliation de contrat pour motif disciplinaire et à l'exclusion de ceux qui sont devenus fonctionnaires civils.

« L'ancien militaire est nommé en qualité de stagiaire pour une période initiale renouvelable dans les conditions prévues par les dispositions du statut particulier du corps ou du cadre d'emplois d'accueil.
« A l'issue du stage, l'agent peut être titularisé dans le grade dans lequel il a été nommé stagiaire.

« III. – Les modalités d'application du I et du II, en particulier les modalités d'assimilation des services militaires du militaire ou de l'ancien militaire à des services effectifs accomplis dans le corps ou cadre d'emplois d'intégration, sont fixées par décret en Conseil d'Etat.

« IV. – Les contingents annuels des emplois ouverts sont fixés par arrêté de chaque ministre pour sa propre administration et, pour les collectivités territoriales et les établissements publics, par les autorités compétentes de ces collectivités et établissements.

« V. – La condition de nationalité fixée au 1° de l'article 5 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires n'est pas opposable aux militaires ou anciens militaires ayant servi à titre étranger pendant une durée fixée par décret en Conseil d'Etat. Toutefois, ceux-ci n'ont pas accès aux emplois dont les attributions soit ne sont pas séparables de l'exercice de la souveraineté, soit comportent une participation directe ou indirecte à l'exercice de prérogatives de puissance publique. »

Article 2

L'article L. 4139-3 du même code est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. L. 4139-3. – Le militaire ou l'ancien militaire peut être nommé à un emploi réservé dans les conditions prévues au titre IV du livre II du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre. »

Article 3

I. – Au dernier alinéa des articles L. 4341-1, L. 4351-1, L. 4361-1 et L. 4371-1 du même code, la référence à l'article L. 4139-3 est supprimée.

II. – Les mêmes articles sont complétés par un alinéa ainsi rédigé :

« Les articles L. 4139-2 et L. 4139-3 sont applicables dans leur rédaction résultant de l'ordonnance n° 2019-2 du 4 janvier 2019.

Article 4

I. – L'article L. 241-1 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre est ainsi modifié :

1° Le deuxième alinéa est supprimé ;

2° Au troisième alinéa, qui devient le deuxième, les mots : « au titre du deuxième alinéa » sont supprimés.
II. – Les articles L. 241-5 et L. 241-6 sont abrogés.

III. – L'article L. 242-1 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. L. 242-1. – I. – Sauf exceptions tirées de la nature des emplois auxquels le corps donne accès ou du faible nombre des postes mis au recrutement, dont la liste est fixée par décret en Conseil d'Etat, les bénéficiaires mentionnés au chapitre Ier peuvent accéder aux corps de la fonction publique de l'Etat et de la fonction publique hospitalière par la voie des emplois réservés.

« II. – L'autorité territoriale peut recruter les mêmes bénéficiaires dans les cadres d'emplois de la fonction publique territoriale, conformément au a de l'article 38 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale. »

IV. – La dernière phrase de l'article L. 242-3 est supprimée.

V. – L'article L. 242-4 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. L. 242-4. – Lors des recrutements dans la fonction publique territoriale, l'autorité territoriale compétente examine les listes établies au titre de l'article L. 242-3, préalablement à la nomination d'un candidat inscrit sur une liste d'aptitude établie à l'issue des concours, conformément à l'article 41 de la loi du 26 janvier 1984 précitée. »

VI. – L'article L. 242-8 est abrogé.

Article 5

La présente ordonnance entre en vigueur le 1er janvier 2020.

Economie

Prélèvement à la source : Darmanin en opération déminage pour un premier bilan

Économie France https://www.latribune.fr/ Par Grégoire Normand | 10/01/2019, 7:45



(Crédits : Pascal Rossignol)

Le ministre des Comptes publics, Gérald Darmanin, s'est félicité d'une première semaine "sans bug" quelques jours seulement après le lancement officiel du prélèvement à la source. Compte tenu du calendrier de mise en œuvre du dispositif, les risques de dysfonctionnement demeurent cependant bien présents.

Quelques jours après le lancement du prélèvement à la source, le gouvernement veut absolument éviter les bugs sur un dossier potentiellement explosif. Lors d'une conférence de presse organisée ce mardi 9 janvier, le ministre des comptes publics Gerald Darmanin a assuré que *"le déroulement*

du prélèvement à la source se passait très bien." Déjà, au micro de *RTL* dimanche, le jeune ministre issu des rangs des Républicains a assuré que le la mise en place du nouveau mode de collecte se déroule *"sans aucun bug".*

Pourtant, des contribuables ont déjà relayé dans plusieurs titres de presse locale comme *Ouest-France* leurs déboires à la suite de la mise en place de ce nouvel outil de prélèvement. Plusieurs anomalies ont ainsi été signalées au niveau de l'application du taux appliqué aux contribuables. Actuellement empêtré dans une séquence difficile, l'exécutif veut absolument éviter tout dérapage sur ce dossier qui a suscité de vifs débats lors de ces derniers mois. A quelques jours de l'envoi de la lettre aux Français par le Président de la République Emmanuel Macron en amont du grand débat, les risques demeurent bien visibles.

Baisse des appels

Le ministre en charge de Budget en a profité pour faire un bilan à l'issue de la première semaine de mise en œuvre du dispositif. D'après des chiffres communiqués par le ministère, 818.000 appels ont été transmis à l'administration fiscale, dont 252.000 demandes via le serveur vocal et 564.000 demandes en relation. Entre le 2 et le 8 janvier, le nombre d'appels a été divisé par quatre.

Au niveau des services en ligne de l'administration fiscale, près 1,5 million de connexions au service *"gérer mon prélèvement à la source"* ont été recensés par Bercy. Ces connexions ont entraîné déjà près de 600.000 demandes de modifications. Selon les chiffres communiqués par la direction générale des finances publiques (DGFIP), les connexions à ce service seraient en baisse de 55% sur la première semaine. Enfin, près de 360.000 personnes ont été reçues aux guichets des centres de finances publiques situés sur l'ensemble du territoire.

Les retraités en première ligne

L'échéance du 9 janvier était déterminante pour les services administratifs de Bercy. En effet, 18 millions de retraités ont déjà touché leur retraite complémentaire le 2 janvier dernier. Sur ce total, *"quasiment 10 millions paient l'impôt sur le revenu"* a rappelé le ministre.

"La CNAV (caisse d'assurance nationale vieillesse) a également versé les retraites principales notamment à Strasbourg, en Alsace-Moselle, les pensions versées au nom de la caisse des dépôts, ainsi que les pensions au titre de la SNCF et celles au titre de la RATP ont aussi vu leur prélèvement à la source s'effectuer sans bug ", a-t-il ajouté. Il a enfin indiqué qu'*"aujourd'hui est un grand jour car la CNAV a versé les 13,3 millions de retraites du régime général."*

5, 5 milliards d'acomptes

Si Gérald Darmanin tente de rassurer l'auditoire, les échéances à risques restent encore nombreuses. En effet, le 15 janvier prochain, 8,8 millions de foyers fiscaux vont recevoir un acompte pour un total de 5,5 milliards d'euros par virement *"sans aucune démarche administrative de la part des citoyens",* a précisé le ministre *"sauf pour 345.000 contribuables qui n'ont pas donné leurs coordonnées bancaires en 2018. Ce versement interviendra par lettre-chèque avant la fin du mois de janvier."* Pour la grande majorité des Français, cet argent - correspondant à 60% des crédits et réductions d'impôts calculés sur la bases de la déclaration d'impôts 2018 - seront versés directement sur les comptes en banques des contribuables. *"L'avance moyenne sera de 627 euros"*, a précisé le ministre des Comptes publics.

Le prélèvement à la source, entré en vigueur au premier janvier, n'empêche pas de continuer à bénéficier des réductions d'impôts, octroyés par exemple pour compenser les frais de garde ou l'emploi d'une aide à domicile dont doivent s'acquitter certains contribuables. Mais ces crédits ne peuvent être calculés - et donc remboursés - qu'en septembre de chaque année, une fois effectuée la déclaration d'impôt annuelle, alors que les contribuables doivent désormais s'acquitter de leur impôt au fil de l'eau dès le mois de janvier.

Pour éviter des avances de trésorerie, le gouvernement a décidé qu'un acompte de 60% serait versé aux contribuables dès le 15 janvier pour les réductions considérées comme récurrentes, comme l'emploi d'un salarié à domicile, l'investissement locatif ou les dons aux associations.

6 millions de contribuables font des dons

D'après des chiffres communiqués par le ministre, plus de 6 millions de contribuables font des dons à des associations reconnues d'utilité publique. *"Cela représente une avance de 840 millions d'euros sur le comptes en banque pour l'Etat."* Les salariés à domicile représentent le montant le plus important pour les crédits d'impôt *"avec 4 millions de foyers concernés pour un montant de 2,5 milliards d'euros."*

Les crédits d'impôts pour les investissements locatifs représentent 516.000 foyers pour un montant de 1,2 milliard. Du côté des cotisations syndicales, elles sont loin d'être négligeables avec 1,5 million de foyers concernés et 81 millions d'euros d'acomptes.

Immigration

Le retour des campements de migrants à Paris

Actualité Société Par Le figaro.fr AFP agence Publié le 11/01/2019 à 16:58



Des tentes installées sous les ponts du périphérique parisien sont le lieu de vie de plus de 2000 migrants.
CHRISTOPHE ARCHAMBAULT/AFP

Plus de 2000 migrants dorment actuellement à l'air libre à Paris dans des conditions sanitaires épouvantables. Les autorités s'engagent à créer des places d'hébergement d'urgence mais les associations jugent que ce n'est pas suffisant.

Depuis l'automne, les regroupements d'abris de fortunes au niveau des portes de Paris sous le périphérique ou à proximité sont de nouveaux visibles. Les campements avaient quasiment disparu de la capitale après l'évacuation, en juin, de celui installé près de la porte de la Villette, les forces de l'ordre s'efforçant depuis d'empêcher de nouvelles installations.

Plus de 200 tentes essentiellement occupées par des Afghans sont ainsi installées sous l'autoroute A1, derrière la porte de la Chapelle, dans le XVIIIe arrondissement de la capitale. La situation est à peu près identique porte de Clignancourt où ce sont 250 personnes qui vivent et cohabitent sur les trottoirs, autour de feux de camp improvisés ou de bouches d'aération du métro pour avoir un peu de chaleur.

Nous avons résumé cette situation en retenant 5 chiffres.

● 14 : le nombre d'associations qui ont signé un texte appelant le président à tenir ses engagements

Dans cette tribune publiée le 30 décembre dans *Le Journal du dimanche*, quatorze associations parmi lesquelles Médecins sans frontières, le Secours catholique ou Emmaüs France rappellent à Emmanuel Macron les engagements qu'il avait pris lors d'un discours en juillet 2017. «D'ici à la fin de l'année, je ne veux plus personne dans les rues, dans les bois (…). La première bataille: loger tout le monde dignement. Je veux partout des hébergements d'urgence», avait alors déclaré le président de la République. Toutefois, pour les associations, le compte n'y est pas et elles n'ont pas hésité à intituler cette tribune «L'État met en danger les migrants».

● 4000 : estimation du nombre de migrants à la rue en fin de période hivernale

France Terre d'asile, chargée des maraudes, estime actuellement à 2039 le nombre de migrants à la rue, contre 1728 une semaine auparavant. «À ce rythme, on approchera les 4000 en fin de période hivernale», soupire son directeur général Pierre Henry, qui dénonce «l'absence de prévisions, et l'idée que la maltraitance peut dissuader», mais aussi le fait que «depuis deux mois, on est sur d'autres préoccupations» avec le mouvement social des «gilets jaunes».

● 1200 : le nombre de places d'hébergement promises par le préfet

La promesse a été formulée vendredi par Michel Cadot, Préfet de Paris, qui a indiqué qu'un renforcement des moyens d'hébergement des demandeurs d'asile devrait être acté «ces prochains jours». Ce plan d'urgence doit permettre l'ouverture «très prochainement» en Ile-de-France de «1200 places de mises à l'abri pour migrants» a assuré le préfet.

● 45% de demandeurs d'asile en plus en 2018 en Ile-de-France

Le nombre croissant de migrants dormant dans Paris est en lien avec le nombre de personnes qui entreprennent des démarches de régularisation de leur situation auprès des services de l'État selon les autorités. L'Ile-de-France a connu «une augmentation de 45% du nombre de demandeurs d'asile» en 2018 qui a «saturé les centres d'hébergement», affirme ainsi le préfet de région Michel Cadot.

● 40 à 50% des demandes d'asile sont faites en Ile-de-France

La région parisienne représente le principal lieu de tensions pour les instances administratives chargées de gérer les démarches qui peuvent être entreprises par les migrants. Pierre Henry rappelle que «40 à 50% des demandes d'asile» faites en France le sont en Ile-de-France. Cela s'explique selon lui par deux éléments, l'existence de communautés déjà bien implantées dont sont issus les migrants mais aussi la très grande diversité qui compose la population francilienne.

Justice

Trois des quatre auteurs du bombardement ayant tué et blessé des militaires français à Bouaké renvoyés aux assises

http://www.opex360.com/ Posté dans Opérations par Laurent Lagneau Le 10-01-2019



Le 6 novembre 2004, alors que la France était intervenue militairement en Côte d'Ivoire alors en proie à une guerre civile, deux avions d'attaque Su-25 « Frogfoot », pilotés par des mercenaires biélorusses et deux officiers ivoiriens bombardèrent une position tenue par des militaires français à Bouaké. Le bilan fut de 10 tués (dont un civil américain) et de 38 blessés.

Au moment des faits, le président ivoirien, Laurent Gbagbo, venait de lancer l'opération « Dignité », afin de reprendre le terrain perdu face aux rebelles. Par la suite, des heurts éclatèrent à Abidjan contre les expatriés français, tandis que le président Chirac ordonnait la destruction de l'aviation ivoirienne, en réponse au bombardement de Bouaké.

Puis, à Abidjan, la force française Licorne interpella 15 techniciens aéronautiques russes, biélorusses et ukrainiens. Ces derniers, détenus pendant 4 jours, furent remis au consul de Russie, sur ordre de Paris. « Je n'avais pas du tout envie de relâcher ces personnes. On m'a répondu : tu exécutes ! », expliquera, plus tard, le général Henri Poncet, alors chef des troupes françaises en Côte d'Ivoire.

En outre, 8 ressortissants biélorusses, dont un des deux pilotes impliqués dans le bombardement de Bouaké, furent arrêtés au Togo. Là, Lomé demanda à Paris ce qu'il fallait en faire. Et, à la leur grande surprise, les autorités togolaises ne reçurent aucune réponse. « Devant l'attitude de la France, qui m'a beaucoup étonné, j'ai été amené à prendre des arrêtés d'expulsion », expliquera

François Boko, alors ministre togolais de l'Intérieur. « Il n'y avait pas de bases juridiques pour les interroger », firent valoir, à l'époque, les responsables français qui étaient aux manettes. Un point contesté, y compris par David Sénat, ancien conseiller « justice » de Michèle Alliot-Marie, ministre de la Défense au moment des faits.

Quoi qu'il en soit, cette affaire, qui a mobilisé 4 juges d'instructions en 14 ans garde ses mystères. L'on sait que les deux Su-25 avaient été fournis à l'aviation ivoirienne par un intermédiaire français, que les deux officiers ivoiriens qui étaient à leur bord au moment du bombardement ont été promus par la suite ou encore que l'attitude des autorités françaises interroge…

Cela étant, conformément aux réquisitions du Parquet, la juge d'instruction en charge de cette affaire, Sabine Kheris, a ordonné le renvoi devant la cour d'assises de trois des protagonistes de cette affaire, dont Iouri Souchkine, le colonel Patrice Oueï et le capitaine Ange Gnanduillet pour « assassinats, tentatives d'assassinats et destructions de biens. » Soit trois des quatre auteurs de l'attaque contre le camp de la force Licorne.

Dans son ordonnance, qui laisse entrevoir la tenue d'un procès en 2020, Mme Kheris a retenu la circonstance de la « préméditation » pour ce bombardement, ce qui exclut toute erreur de la part des trois hommes. Quant au quatrième protagoniste, Boris Smahine, il a bénéficié d'un « non-lieu partiel », faute de « charges suffisantes » à son encontre.

« Plus de 14 ans après, il s'agit enfin d'une étape cruciale apportant soulagement et espoir aux blessés et familles pour enfin tenter de savoir les raisons, circonstances et suites de ce bombardement », a commenté Me Lionel Bethune de Moro, l'avocat de certaines victimes du bombardement de Bouaké. À la condition, toutefois, que les trois mis en cause soient dans le box des accusés quand le procès se tiendra.

« Malheureusement, ce sera une cour d'assises par défaut parce que pendant 14 ans, on n'a pas fait le moindre effort pour arrêter les coupables malgré tous les mandats d'arrêt qui ont été lancés contre eux. Mais ça, ce fut une volonté politique de l'époque », a réagi Me Jean Balan, avocat des familles des militaires décédés, sur les ondes de RFI.

Justement, quant aux trois personnalités politiques qui étaient alors ministres à l'époque, à savoir Michèle Aliot-Marie [défense], Michel Barnier [affaires étrangères] et Dominique de Villepin [intérieur], la magistrate leur reproche d'avoir été « inactifs en étant conscients que cela aboutirait aux remises en liberté des accusés », rapporte l'AFP. D'où un possible délit « de fourniture de moyens pour soustraire l'auteur d'un crime à une arrestation ». Un délit qui relève de l'article 434-6 du Code pénal.

Aussi, la juge d'instruction demandé le renvoi de ces trois anciens ministres devant la Cour de Justice de la République [CJR], seule compétente pour ce type d'affaire. Mais le parquet général près la Cour de cassation a fait savoir qu'il n'a pas encore « saisi à ce stade » la commission des requêtes de la CJR, dont la suppression a été annoncée dans le cadre de la présentation de la réforme constitutionnelle par le gouvernement, en mai dernier.

Opinions

M. Macron, votre grand débat doit avoir lieu dans les urnes

Politique https://www.causeur.fr/ Par Alain Nueil - 7 janvier 2019

Les législatives anticipées, issue normale des grandes crises



Emmanuel Macron à l'Elysée, décembre 2018. SIPA. AP22282984_000012

Mieux vaut des empoignades d'assemblées que les caillassages du samedi. En France et ailleurs, les élections législatives anticipées sont l'issue normale des grandes crises. Une possible cohabitation ne serait une catastrophe ni pour le pays… ni pour Macron.

Eh bien non, les Français ne sont pas des veaux ! Ils le prouvent chaque samedi de cet étrange hiver 18-19 qui ressemble à mai 68 comme une vague de reflux ressemble à une vague de flux : symétrique et inversée. Boxer les CRS sur les ponts de Paris ou attaquer à la voiture-bélier les bureaux de l'inénarrable Griveaux, voilà les réactions violentes, pleines de testostérone, d'un peuple qui refuse de se laisser mener à l'abattoir. Il est d'ailleurs probable que la fameuse phrase de De Gaulle relève plus du dépit amoureux que d'un vrai mépris.

La discussion n'est plus possible

Comme en 68, la crise des gilets jaunes est multiforme et généralisée à tout le pays : quelle n'a pas été ma stupéfaction d'apprendre samedi soir que la sage et prospère Alsace, jusqu'ici épargnée, a lancé 2 à 3 000 manifestants dans les rues de Colmar ! A une crise si générale, qui affecte des femmes et des hommes de tous âges, de tous métiers, de toutes opinions politiques, il est vain d'opposer la répression par les forces de l'ordre et la justice. La République ne peut devenir l'ennemie de la Nation. On l'a vu avec l'exemple d'Eric Drouet : son arrestation et sa garde à vue ont installé la scène où s'est déroulé le 5 janvier l'Acte VIII de cette interminable tragédie nationale.

Le rideau ne tombera sur les émeutes qu'avec la dissolution de l'actuelle Assemblée nationale et la convocation d'élections législatives au prochain printemps. Chacun sent que les mots doivent désormais remplacer les coups et que la meilleure manière de donner la parole au peuple français, ce ne sont pas les parlotes auxquelles veut nous convier le gouvernement, parlotes qui excluent des sujets aussi brûlants que l'immigration et l'insécurité. Les meilleurs débats, ce sont les réunions électorales où les candidats et les électeurs discutent à loisir des questions plus variées, sans aucun tabou. Une solution qui par ailleurs remettrait en selle la démocratie représentative, trop décriée.

Vite des élections…

Il ne s'agit pas d'imiter servilement l'Ancêtre fondateur qui a résolu la crise de mai 68 par les législatives de juin, mais de faire comme toutes les démocraties qui nous entourent : on appelle aux urnes chaque fois que le peuple proteste trop fort et que la situation n'est plus gérable par l'exécutif. Le Brexit comme l'échec du référendum de Renzi ont été suivis de démissions et de nouvelles élections. Mieux vaut des empoignades d'assemblées que les cassages et les caillassages du samedi.

…et la cohabitation !

Par quelles erreurs en sommes-nous arrivés là ? J'en vois trois principales. D'abord le passage du septennat au quinquennat. Comme les bêtises se font toujours avec les meilleures intentions du monde, ce changement avait pour but de donner une majorité au président élu en faisant succéder les législatives à la présidentielle. Mais il en est résulté une rigidité dans le lien entre l'exécutif et le législatif qui empêche ses moments de respiration que furent les cohabitations. Quand Mitterrand était président et Balladur Premier ministre, tout le monde se sentait représenté au pouvoir, les Français de gauche par le premier et ceux de droite par le second.

Juste proportion

La dose de proportionnelle est l'Arlésienne de la Constitution française : on en parle tout le temps, mais elle n'arrive jamais. Il est clair que la dose de proportionnelle serait une entorse à ce que voulaient le général De Gaulle et Michel Debré : un scrutin majoritaire qui dégage à l'Assemblée nationale une majorité pour soutenir le gouvernement. Mais les fondateurs de la Ve République n'avaient pas prévu le Front national et l'exclusion radicale dont il serait l'objet, qui posent à la Constitution française un problème particulier.

Chassez le FN…

La voilà, la troisième erreur, la plus grave : c'est d'avoir chassé si longtemps le Front national, ses électeurs et ses idées du débat républicain. Pendant cinquante ans on a maintenu la marmite hermétiquement fermée, elle explose aujourd'hui et se répand en flots jaunes. Magnifique exemple du retour du refoulé à l'échelle de toute une nation. Il ne fallait plus parler de nation, il ne fallait plus parler de patrie, plus parler d'identité, plus parler de frontière. La France universaliste, celle qui s'extasie devant ses beaux principes et se fait un devoir d'accueillir toute la misère du monde a imposé un silence total à celle qui n'avait que la modeste ambition pour un peuple de rester lui-même. C'est la gauche de Mitterrand qui a maintenu les lépreux de l'autre côté d'un mur infranchissable. Mais la droite de gouvernement est la principale responsable, car elle a validé ce rejet, elle a refusé tout projet d'alliance avec les immondes, elle s'est gargarisée d'avoir construit un mur infranchissable entre ses blanches brebis et les brebis galeuses de l'extrémisme. Elle n'a pas cherché ni à comprendre ses électeurs, ni à faire alliance avec ses dirigeants. Elle aurait dû savoir que tout parti extrémiste se recentre fatalement lorsqu'il a le pouvoir. Tsipras le pétroleur gauchiste est devenu un Premier ministre grec qui pactise avec les puissances d'argent et ramène son pays vers la prospérité.

…il revient au galop

Le mépris de la droite de gouvernement pour la nation a connu son apogée dans l'incroyable discours d'Éric Besson prononcé à la Courneuve en 2010 « *La France n'est ni un peuple, ni une langue, ni un territoire, ni une religion, c'est un conglomérat de peuples qui veulent vivre ensemble. (…) Il n'y a pas de Français de souche, il n'y a qu'une France de métissage.* » On dirait du Rokhaya Diallo, eh bien non, c'est d'un ministre de Sarkozy ! Éric Besson a eu beau lécher les semelles de la gauche, son ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale n'en a pas moins été considéré par celle-ci comme une officine digne du IIIème Reich.

En Italie, les gilets jaunes sont au pouvoir

Aucun autre pays que la France n'a ainsi diabolisé tout une fraction de ses citoyens. S'il y avait une justice au ciel de la République, on enverrait la facture des dégâts commis cet hiver à tous les éleveurs de murs : Sarkozy, Juppé et pratiquement tous les dirigeants de la droite de gouvernement. Et on élèverait une statue à Robert Ménard, au beau milieu de cette place qui porte le nom si beau de Concorde. Attention. Je ne prétends pas que tous les gilets jaunes soient des électeurs de Marine Le Pen et de Nicolas Dupont-Aignan. Il y a parmi eux une énorme composante mélenchoniste qui réclame le retour de l'ISF et la chasse aux riches. Etrange contraste avec nos frères latins : les gilets Jaunes français sont dans la rue tandis que les gilets jaunes italiens sont au pouvoir à Rome, avec la Ligue à droite et le Mouvement Cinq Etoiles à gauche.

Il est vrai que dans les manifestations françaises, la crainte de la perte de l'identité par immigration et islamisation ne se manifeste que discrètement : je pense pourtant qu'elle est la vraie raison d'inquiétude, encore bloquée sur les bouches par le tabou du politiquement correct. On prétend se déchaîner pour le pouvoir d'achat, on se déchaîne en réalité contre l'angoisse de sa propre disparition.

Macron, le roi de la cohabitation ?

Le président Macron, progressiste, internationaliste et mondialisateur, a réussi à fédérer sur sa personne toutes sortes de haines. Il perdrait à plates coutures des élections législatives, d'autant plus que la « dose de proportionnelle » n'ayant toujours pas été instillée, le scrutin majoritaire amènerait à l'Assemblée nationale des flots de ses ennemis. Alors, un président Macron pourvu d'un gouvernement Le Pen-Mélenchon ? Ou d'un gouvernement d'union des droites, avec Robert Ménard Premier ministre ? Et puis, les gouvernements de cohabitation s'étant toujours terminés à l'avantage du président, coucou Macron le revoilà en 22 ? Peut-être vieilli, bonifié et moins anti-Français ? L'Allemagne et l'Italie savent se tirer d'affaire avec les alliances politiques les plus abracadabrantes, pourquoi pas nous ? Un mauvais compromis parlementaire vaut mieux que la guerre civile dont ces tristes samedis de l'hiver 18-19 nous donnent l'avant-goût.

POINT DE VUE. Gilets jaunes et « RIC » : référendum et soif de démocratie

Accueil Société Gilets jaunes https://www.ouest-france.fr/ Dominique Raimbourg et Philippe Quéré Modifié le 09/01/2019 à 10h34 Publié le 09/01/2019 à 08h22



Une Gilet jaune à Nantes, avec le mot "RIC" inscrit dans le dos. | FRANCK DUBRAY / OUEST-FRANCE.

Par Dominique Raimbourg, ancien député, et Philippe Quéré, cofondateur du site La loi pour tous, tous pour la loi.

Parmi les revendications avancées par le mouvement des Gilets jaunes figure le référendum d'initiative citoyenne. Le référendum est le procédé par lequel on soumet au vote de tous les citoyens une mesure, qu'elle soit constitutionnelle ou législative.

Trois types de référendums existent dans notre Constitution. Le premier est prévu par son article 11. Il permet au président de la République de soumettre à l'ensemble des citoyens un projet de loi sur l'organisation des pouvoirs publics ou une réforme de la politique économique, sociale ou environnementale. Seul le Président peut déclencher ce référendum.

Le second est prévu par l'article 89. Il prévoit que la révision de la Constitution peut se faire à l'initiative du président la République ou du Parlement par le biais d'un référendum.

Enfin depuis le 1er janvier 2015 existe un référendum d'initiative partagée. 185 parlementaires (sur les 925 députés et sénateurs) soutenus par une pétition signée par 10 % des électeurs (4,5 millions de signatures) peuvent lancer une procédure qui peut aboutir à soumettre une mesure à un référendum.

Depuis 1958, il y a eu dix référendums. Le non l'a emporté en 1969 sur l'organisation des Régions et du Sénat et en 2005 sur la constitution européenne. La procédure d'initiative partagée n'a jamais été mise en œuvre. L'initiative des citoyens est donc restreinte et le référendum peu utilisé.

Rénover notre vie démocratique

Le référendum d'initiative citoyenne, tel que généralement décrit, a quatre objectifs. Il peut viser à faire adopter une loi, à faire abroger une loi, à destituer un élu ou enfin à réviser la Constitution. Il pourrait être mis en œuvre si une pétition recueillait 700 000 signatures.

Ces propositions peuvent permettre une rénovation de notre vie démocratique à plusieurs conditions. Tout d'abord, la mise en œuvre nécessiterait des citoyens organisés pour collecter les signatures. Cela nécessiterait également une culture du vote référendaire. La Suisse, souvent citée en exemple, dispose de huit types de référendum. De plus, elle est gouvernée sans président de la République ni Premier ministre. Face à un pouvoir politique peu incarné, l'électeur suisse répond à la question sans chercher à sanctionner ou à approuver tel ou tel élu.

On pourra discuter si le chiffre de 700 000 pétitionnaires (soit moins de 2 % des électeurs) est suffisant. Il faudra sans doute également mettre en place un examen de la proposition de référendum par le Conseil constitutionnel. En cas de référendum proposant une révision constitutionnelle, pourrait être prévue une majorité des votants renforcée. Il faudra être prudent avec la procédure de destitution et lui préférer une procédure de sanction d'une politique.

Mais surtout, une telle mesure ne pourrait prendre sens que comme ultime recours dans un fonctionnement démocratique beaucoup plus riche. Face à la dérive présidentialiste de nos institutions, la solution n'est pas d'y opposer une autre forme de simplisme et de court-circuit des corps intermédiaires et de la délibération publique, mais bien un enrichissement de l'ensemble

des processus de représentation, qui passe par un Parlement renforcé et aux procédures accessibles pour les citoyens ainsi que par une démocratie sociale reconnue.

Pour qu'une procédure référendaire ne soit pas un rêve illusoire de contournement des institutions représentatives, mais un enrichissement de notre démocratie, il nous faut assumer et même renforcer la diversité de celles-ci.

Retrouvez Dominique Raimbourg lors de ***Vivre Ensemble, la deuxième édition des Assises nationales de la citoyenneté****, organisées par* ***Ouest-France****. Elles se dérouleront les vendredi 18 et samedi 19 janvier 2019 à Rennes au Couvent des Jacobins, Centre des congrès.*

Politique

Castaner dément avoir écrit cette (fausse) lettre

https://www.huffingtonpost.fr/ POLITIQUE 07/01/2019 01:12 CET | Actualisé il y a 6 heures Par Romain Herreros

Sur Twitter, le ministre de l'Intérieur s'est insurgé contre cette fake news, partagée notamment sur des pages de gilets jaunes.



Capture Twitter Une fausse lettre attribué à Christophe Castaner.

GILETS JAUNES - Elle est datée du samedi 5 janvier et s'inquiétait d'une "aggravation insurrectionnelle" du mouvement des gilets jaunes. Sauf que cette lettre attribuée à Christophe Castaner, et selon laquelle il est question de procéder à la saisie de "toute armes" de "catégories B,C et D", est tout simplement bidon.

C'est le ministre de l'Intérieur en personne qui l'a relayée sur Twitter en dénonçant un "faux document". "Encore une idée originale de ceux qui rêvent d'insurrection", a ironisé Christophe Castaner, appelant les citoyens à "user sans modération" de sources d'informations fiables.





Christophe Castaner

✔ @CCastaner

Stop #FakeNews. Encore une idée originale de ceux qui rêvent d'insurrection et qui n'hésitent pas à diffuser de faux documents... L'information est le meilleur remède aux fake news. A user sans modération.

364

03:15 - 7 janv. 2019

Cette lettre, qui laisse entendre que le ministre souhaite désarmer le peuple par peur d'une révolution armée, a émergé sur les réseaux sociaux ce dimanche 6 janvier. Sur Twitter, c'est notamment via le compte du porte-parole des "gilets jaunes libres", Benjamin Cauchy, que cette fausse missive a été partagée (puis supprimée). S'en est suivie une série de tweets hostiles au gouvernement se félicitant de l'utilisation par le ministre du terme "insurrectionnelle" (exemple ici, ou encore ici).





Fallait Pas Supprimer @FallaitPasSuppr

Bonsoir Benjamin cauchy @BenjaminCauchy

C'est quoi cette information ? Cette lettre de @CCastaner ? Ce tweet supprimé ?#GiletsJaunes https://twitter.com/BenjaminCauchy/status/1082021926183280640 …

71

02:11 - 7 janv. 2019

Malgré le caractère grossier de la contrefaçon, le faux document a, sans surprise, également été partagé sur les pages Facebook de gilets jaunes, notamment sur le groupe "La France en colère - Carte des rassemblements", l'une des principales pages de la mobilisation numérique, comme le montrent les captures ci-dessous. La fake news a également reprise par des sites obscurs.

Reste maintenant à savoir si le démenti du ministre suffira à démonter la rumeur.



Capture Facebook La fausse lettre partagée Facebook.



Capture Crowdtangle Article reprenant cette fake news publié sur Facebook.

Déterminé, Emmanuel Macron veut aller "plus loin et plus fort" dans les réformes

Économie France Par latribune.fr Avec Reuters | 04/01/2019, 19:21



Emmanuel Macron a réaffirmé sa volonté de continuer à réformer la France, en dépit de l'hostilité auquelle il est confronté, lors du conseil des ministres de ce vendredi 4 janvier. (Crédits : Benoit Tessier)

Le président Emmanuel Macron a affiché, ce vendredi, à l'occasion du premier conseil des ministres de l'année, sa volonté de continuer à réformer la France en profondeur face aux "agitateurs" qui souhaitent "renverser le gouvernement".

C'est la rentrée des classes pour Emmanuel Macron. Le président de la République a réuni, ce vendredi, l'ensemble des membres du gouvernement à l'occasion du premier conseil des ministres de l'année. L'occasion pour lui de démontrer, après ses vœux aux Français le lundi 31 décembre dernier, que, malgré le mouvement des "Gilets jaunes" dont plusieurs manifestation sont prévues ce week-end à Paris et en régions, et l'hostilité croissante dont il est l'objet, il entendait poursuivre son train de réformes. Le président *"a estimé qu'il était nécessaire que nous allions plus fort, plus loin et plus radicalement dans la transformation du pays"*, a rapporté le porte-parole du gouvernement Benjamin Griveaux lors du compte rendu du conseil.



Benjamin Griveaux

✔ @BGriveaux

Nous allons aller plus loin dans le changement, être plus radicaux. Peut-être avons nous trop composé avec certains conservatismes, nous allons changer cela.#ConseildesMinistres

1 398

17:04 - 4 janv. 2019 · Paris, France

"Avec le constat que nous avons pris le bon chemin mais que des choses peuvent naturellement être améliorées", a-t-il souligné. *"Pour beaucoup de nos concitoyens, les choses n'ont pas réellement changé dans leur vie et dans leur quotidien (...), ils n'ont pas connu de changement suffisamment substantiel et concret dans leur vie de tous les jours"*.

"Nous devons aller sans doute encore plus loin dans le changement, être beaucoup plus radicaux dans nos méthodes, dans nos manières de faire, dans notre style, nous devons aller au bout de l'envie de changement des Français car c'est cette envie qui nous a portés au pouvoir", a-t-il ajouté. *"Peut-être avons-nous trop composé avec certains conservatismes, il faudra changer cela, et ce travail nous serons heureux de le conduire avec nos administrations, les territoires, leurs élus, tous ceux qui souhaitent sincèrement transformer notre pays"*.

Fermeté et main tendue

Malmené dans les sondages, ébranlé par les violences qui ont émaillé plusieurs manifestations à Paris en novembre, Emmanuel Macron avait achevé l'année 2018 en faisant, le 10 décembre, un mea culpa et en annonçant une série de mesures en faveur du pouvoir d'achat chiffrées à plus de 10 milliards d'euros. Depuis, le ton a changé. Lors de ses voeux aux Français lundi soir, le chef de l'Etat s'en est pris aux "*porte-voix d'une foule haineuse s'en prennent aux élus, aux forces de l'ordre, aux journalistes, aux juifs, aux étrangers, aux homosexuels"* et déclaré avoir entendu *"l'inacceptable"*.

Il a fermé la porte à tout *"renoncement"*, appelé les Français à "*accepter la réalité"* et réaffirmé sa détermination à mener son train de réformes à son terme, dont celles des retraites, de l'assurance chômage et de la fonction publique. *"Nous avons apporté des réponses concrètes aux demandes premières et légitimes portées par le mouvement dit des 'Gilets jaunes' notamment sur le pouvoir d'achat"*, a dit Benjamin Griveaux. *"Depuis ces annonces, le mouvement (...), pour ceux qui restent encore mobilisés, est devenu le fait d'agitateurs qui veulent l'insurrection et au fond renverser le gouvernement"*.

"En revanche, nous sommes prêts à discuter avec des gens sincères, qui ne font pas d'instrumentalisation politique, de la difficulté que connaissent certains de leurs concitoyens", a-t-il ajouté.

Pour le gouvernement, le grand débat national fera office de test

Il n'en reste pas moins que la réponse à apporter et le ton à adopter face aux "Gilets jaunes" interrogent au sein même du gouvernement. Dans une tribune publiée dans Le Monde, le secrétaire d'Etat chargé du numérique Mounir Mahjoubi voit dans le mouvement *"une chance pour la France*" et appelle les membres de la République en Marche (LaRem) à ne pas s'enfermer *"dans une représentation biaisée"* des manifestants.

En baisse depuis quelques semaines, la mobilisation de samedi sera scrutée de près par un exécutif désireux de reprendre la main en dépit d'un contexte social encore tendu et de récentes révélations sur Alexandre Benalla. La tâche s'annonce délicate. Dix-neuf mois après l'élection d'Emmanuel Macron, 75% des Français se disent *"mécontents"* de l'action menée par le gouvernement, soit 16 points de plus qu'en avril dernier, selon un sondage Odoxa Dentsu consulting publié jeudi.

Dans ce contexte, l'issue du "grand débat national" et la réponse qu'apportera le gouvernement s'annoncent cruciaux. *"J'invite l'ensemble de nos concitoyens à y participer activement et à faire entendre leurs voix, c'est important dans cette période"*, a déclaré Benjamin Griveaux, à l'heure où plusieurs figures des "Gilets jaunes" refusent de participer à ce qu'ils considèrent être "un piège politique".

Philippe annonce une "loi nouvelle" durcissant les sanctions contre "les casseurs"

https://www.huffingtonpost.fr/ POLITIQUE 07/01/2019 20:30 CET | Actualisé il y a 14 heures AFP

Au 20-Heures de TF1, le Premier ministre a aussi annoncé un dispositif policier "considérable" pour l'"acte 9" samedi 12 janvier.



TF1 Édouard Philippe au journal de 20-Heures sur TF1 le 7 janvier 2019.

GILETS JAUNES - Édouard Philippe a annoncé ce lundi 7 janvier une future loi durcissant les sanctions contre les casseurs et les manifestations non déclarées après les débordements violents lors de l'"acte 8" des gilets jaunes, promettant pour samedi un dispositif de sécurité "considérable".

"Dans bien des villes de France, les manifestations se sont passées pacifiquement, mais nous ne pouvons pas accepter que certains profitent de ces manifestations pour déborder, pour casser, pour brûler. Ceux-là n'auront jamais le dernier mot dans notre pays", a affirmé le Premier ministre sur le plateau du 20-heures de TF1.

Cette nouvelle loi doit muscler l'arsenal répressif en créant notamment, sur le modèle de la lutte contre le hooliganisme, un dispositif interdisant l'accès aux manifestations de casseurs identifiés avec la création d'un fichier spécial, a précisé Matignon.

"Elle peut être déposée et discutée par l'Assemblée nationale, début février", a affirmé le chef du gouvernement, relevant que le Sénat contrôlé par l'opposition de droite avait voté une "proposition assez analogue" en octobre.

Renforcer le principe du "casseur payeur"





Edouard Philippe

✔ @EPhilippePM

Ceux qui profitent des manifestations pour casser changent leurs pratiques ; nous devons donc faire évoluer nos méthodes. #Le20H @CCastaner

740

23:24 - 7 janv. 2019





Edouard Philippe

✔ @EPhilippePM

Vous êtes organisateur d’une manifestation : vous devez la déclarer. Il faut préserver la liberté de manifester en France et il faut sanctionner ceux qui ne respectent pas cette obligation simple. #Le20H

967

23:41 - 7 janv. 2019

Le texte visera également à sanctionner plus sévèrement ceux qui organisent des manifestations non déclarées et à transformer en délit le fait de masquer son visage lors d'une manifestation, puni actuellement d'une contravention.

Le gouvernement veut également renforcer le principe du "casseur payeur", en leur imputant plus facilement la réparation de dégâts commis en cas d'attroupement, selon Matignon.

Un dispositif de sécurité "considérable" va être déployé pour encadrer la prochaine journée de mobilisation des gilets jaunes samedi 12 janvier, face aux débordements violents du week-end précédent, a par ailleurs annoncé Édouard Philippe, affichant les consignes de fermeté de l'exécutif face aux manifestants violents.

Le dispositif retrouvera son niveau de mi-décembre, à savoir près de 80.000 policiers et gendarmes dans toute la France, a précisé le Premier ministre, assurant que les manifestants violents n'auraient "pas le dernier mot".

Plus de 5000 hommes seront déployés à Paris pour le maintien de l'ordre. Les blindés sur roues de la gendarmerie seront à nouveau déployés dans la capitale ce week-end.

Depuis le début du mouvement des gilets jaunes mi-novembre, quelque 5600 personnes ont été placées en garde à vue, et "un millier de condamnations" prononcées, dont plus de 150 avec mandats de dépôt.

Les premières doléances du grand débat sont là (et le mariage pour tous n'est nulle part)

https://www.huffingtonpost.fr/ POLITIQUE 10/01/2019 19:55 CET | Actualisé il y a 1 heure Rédaction du HuffPost

Une première synthèse liste les revendications de gilets jaunes et citoyens recueillies dans 5000 mairies en France.



AFP Les premières doléances du grand débat sont là (et le mariage pour tous... n'est nulle part)

GRAND DÉBAT - Depuis le mois de décembre, des milliers de doléances de citoyens ont déjà été recueillies dans quelque 5000 mairies et doivent permettre d'alimenter la première phase du grand débat national, l'une des réponses du gouvernement aux gilets jaunes.

Ce jeudi 10 janvier, *Europe 1* et *Le Figaro* ont eu accès à une première synthèse des doléances et revendications remontées à ce stade. Parmi elles, ne figure pas l'abrogation du mariage pour tous. "L'abrogation de la loi Taubira n'est présente dans aucun cahier de doléances", indique la synthèse.

Une donnée qui contraste fortement avec les 5900 votes d'internautes en faveur de l'abrogation de la loi Taubira (votée en 2013) sur la consultation en ligne lancée par le Conseil économique, social et environnemental (Cese), qui s'est achevée le 4 janvier. En trois semaines, cette proposition était arrivée largement en tête de la consultation, car les anti-mariage pour tous s'étaient donné les moyens pour arriver à un tel résultat.

La contribution avait été formulée par le collectif "On ne lâche rien" qui, sur son site internet, avait appelé à voter sur celui du Cese pour peser dans le débat sur l'ouverture du mariage aux couples de même sexe.

Des doléances reprenant les grandes thématiques des gilets jaunes

L'une des figures de La Manif pour tous, Frigide Barjot, avait aussi reconnu avoir usé de ses réseaux pour faire remonter les propositions de la consultation en ligne demandant l'abrogation de la loi Taubira.

Par ailleurs, dans les doléances qui sont remontées dans la synthèse consultée par *Europe 1* et *Le Figaro*, figurent sans surprise des thèmes mis en avant depuis plusieurs semaines par les gilets jaunes: la rémunération et les privilèges des élus et des hauts-fonctionnaires, les différences de pression fiscale entre particuliers et entreprises ou entre personnes modestes et aisées, le retour de l'ISF ou la taxation des transactions financières.

Ces cahiers de doléances font également remonter des propositions en lien avec la démocratie: plus de démocratie participative et de transparence, la mise en place de scrutins à la proportionnelle, la suppression du Sénat ou encore la mise en place d'un référendum d'initiative citoyenne (RIC).

Sont également mentionnés des thèmes propres à la France rurale, à l'image de la disparition progressive de certains services publics, de la désertification médicale ou de la réduction de la vitesse sur les routes secondaires à 80 km/h.

La synthèse indique aussi que les contributeurs sont essentiellement des retraités et des personnes des classes populaires, surtout en zone rurale, les citadins ayant eux peu participé à l'exercice.

Gilets jaunes : pourquoi Marine Le Pen est la seule à en profiter

Politique Marrons du feu https://www.marianne.net/ Par Louis Hausalter Publié le 11/01/2019 à 14:45



Marine Le Pen distancie les autres opposants à Emmanuel Macron dans les sondages. - Eric FEFERBERG / AFP

Depuis le début du mouvement des gilets jaunes, Marine Le Pen caracole en tête dans les sondages sur les élections européennes et son parti reprend du poil de la bête. Contrairement à La France insoumise de Jean-Luc Mélenchon et aux Républicains de Laurent Wauquiez...

« La crise des gilets jaunes ne profite qu'à Marine Le Pen, pas du tout aux autres oppositions. » C'est un député La République en marche qui formule cette analyse, largement partagée dans la majorité. De fait, depuis le début du mouvement, personne parmi les opposants à Emmanuel Macron ne parvient réellement à surfer sur la vague. Sauf, à en croire les sondages, la patronne du Rassemblement national. Toutes les enquêtes réalisées depuis que les gilets jaunes ont investi les ronds-points donnent sa liste en tête des élections européennes de mai. Et un sondage Ifop/*Paris Match* paru mardi est venu confirmer cette dynamique : le RN apparaît désormais comme le parti qui incarne le mieux l'opposition (pour 35% des sondés) et dépasse La France insoumise pour la première fois depuis le début du quinquennat...

J'ai une antériorité sur le sujet de la France des oubliés. J'en parle depuis 2012. Marine Le Pen

De quoi donner du baume au cœur des troupes de Marine Le Pen, qui lance ce dimanche 13 janvier sa campagne des européennes lors d'un meeting à Paris. Même si, à écouter la députée du Pas-de-Calais, cette situation serait parfaitement logique. *« J'ai une antériorité sur le sujet de la France des oubliés. J'en parle depuis 2012*, revendique Marine Le Pen en petit comité. *Toutes les propositions qu'on a formulées rejoignent celles qu'on entend aujourd'hui, que ce soit sur les impôts, la contestation du modèle économique, la proportionnelle ou même les frais bancaires. »*

Il y a le fond, mais aussi la stratégie. Dès le début, Marine Le Pen a affiché son soutien au mouvement, mais en prenant soin de ne pas en faire des tonnes. Elle n'a pas enfilé un gilet jaune comme le patron de LR, Laurent Wauquiez - qui a ensuite nié l'avoir fait ! Ni proclamé sa *« fascination »* pour l'un des meneurs historiques de la contestation, Eric Drouet, comme Jean-Luc Mélenchon. *« On a bien compris l'essence de ce mouvement : il est horizontal, il veut vivre sa vie et ne veut pas être récupéré. On a donc eu la décence et l'intelligence de ne pas en rajouter »*, explique Philippe Olivier, proche conseiller de Marine Le Pen.

Prête à être Premier ministre en cas de dissolution

Ne pas en rajouter, non plus, dans la remise en cause des institutions. Alors que Jean-Luc Mélenchon voit dans les gilets jaunes l'*« insurrection citoyenne »* qu'il appelle de ses vœux et martèle ses appels à une assemblée constituante, Marine Le Pen ne s'est pas engouffrée dans ce débat. Tout juste réclame-t-elle une dissolution de l'Assemblée nationale et de nouvelles élections législatives à la proportionnelle. Dans cette hypothèse, la présidente du RN se dit d'ailleurs prête à être Premier ministre de cohabitation en cas de victoire.

Pour le reste, les lieutenants lepénistes préfèrent coller aux revendications sur le pouvoir d'achat, la fiscalité ou les services publics. Et tentent de raccrocher leur sujet favori, l'immigration, à la contestation ambiante. *« Beaucoup de propositions des gilets jaunes étaient dans notre programme présidentiel*, assure Jordan Bardella, conseiller régional RN de 23 ans, bombardé tête de liste pour les européennes. *Et on n'a pas de gage à donner sur le fait que nous sommes proches des gens. »*

Une victoire aux européennes, Marine Le Pen en a déjà décroché une lors en 2014. Cela ne lui a pas permis d'accéder à l'Elysée trois ans plus tard.

Autant de carburant dans le réservoir du RN pour tirer sa liste, talonnée de près par La République en marche dans les sondages. *« Cette élection peut être le troisième tour de la présidentielle*, s'enthousiasme un cadre RN. *Elle va permettre de remettre en scène le duel Macron/Marine. »* Au fond, en théorisant un clivage entre *« progressistes »* et *« nationalistes »*, Emmanuel Macron a clairement cherché ce scénario, qui relègue au second plan toutes les autres formations politiques, de La France insoumise aux Républicains.

Remise en selle, Marine Le Pen sait pourtant que le bataille de la crédibilité reste à gagner. Une victoire aux européennes, elle en a déjà décroché une lors du dernier scrutin en 2014, avec 25% des voix. Les frontistes s'étaient alors autoproclamés *« premier parti de France »*... ce qui n'a pas permis à leur championne d'accéder à l'Elysée trois ans plus tard. L'histoire se répétera-t-elle ? Marine Le Pen tente de convaincre que non, au motif que la donne européenne aurait changé : elle peut désormais compter sur des alliés nationalistes à l'étranger. *« Vous croyez que l'ambiance à la Commission sera la même, avec un commissaire italien choisi par Salvini, un autre commissaire hongrois choisi par Orban ? »*, fanfaronne-t-elle dans un entretien à *Valeurs actuelles* cette semaine. Ou comment dessiner un « nouveau monde » à la sauce Le Pen.

S'il voyait le jour, comment le référendum d'initiative citoyenne pourrait-il être encadré ?

Actualité Politique http://www.lefigaro.fr/ Par Alexis Feertchak Mis à jour le 12/01/2019 à 11:19 Publié le 10/01/2019 à 15:58



Des «gilets jaunes», le 6 janvier, à Paris. Kiran Ridley/Getty Images

DÉCRYPTAGE - Le Conseil constitutionnel estime de longue date qu'il ne peut contrôler sur le fond une loi référendaire, expression directe de la souveraineté du peuple. Mais cela ne signifie pas que le RIC souhaité par les «gilets jaunes» échapperait à tout contrôle s'il venait à voir le jour.

Dans le sillage des «gilets jaunes», l'idée d'un référendum d'initiative citoyenne, ou «RIC», fait florès. Même au sein du gouvernement, des voix se prononcent en faveur de la création d'un tel dispositif qui permettrait aux citoyens d'être à l'initiative d'une loi voire d'une révision de la Constitution. Bruno Le Maire s'est ainsi déclaré favorable au principe d'un «RIC» à condition qu'il soit «encadré» et qu'il ne permette pas de «revenir en arrière» sur les «progrès» accomplis par la société française, le ministre de l'Économie citant la peine de mort et le mariage pour tous.

S'il voyait le jour, comment un tel référendum pourrait-il être encadré? Le Conseil constitutionnel, qui a pour mission de contrôler la constitutionnalité des lois, dispose traditionnellement d'un pouvoir des plus réduits lorsqu'il s'agit d'une loi votée, non par le Parlement, mais par référendum. Explications.

● Quels contrôles pour une loi ordinaire ?

Le Parlement ne peut pas voter n'importe quelle loi. En vertu de la «hiérarchie des normes», les lois doivent notamment respecter la Constitution. Deux procédures permettent au Conseil constitutionnel de veiller à cette obligation.

La première correspond à un **contrôle *a priori* des lois**: avant qu'une loi soit promulguée, le président de la République, le premier ministre, le président des deux chambres du Parlement, soixante députés ou soixante sénateurs peuvent saisir le Conseil constitutionnel qui peut censurer le texte.

La seconde procédure correspond à un **contrôle *a posteriori*** : c'est la procédure de «question prioritaire de constitutionnalité» (QPC) introduite par la révision constitutionnelle de 2008 sous Nicolas Sarkozy. Toute personne partie à un procès peut estimer qu'une loi porte atteinte aux droits et libertés garantis par la Constitution. Si cette demande est jugée recevable, le Conseil constitutionnel peut abroger la disposition.

● Quels contrôles pour les référendums ?

Ces deux procédures ne valent que pour les lois votées par le Parlement. Il n'en est rien pour les **lois référendaires** prises à l'initiative du président de la République. Celles-ci peuvent avoir une portée législative (article 11 de la Constitution) ou constitutionnelle (article 89). Dans le premier cas, il s'agit de voter une loi sur un certain nombre de sujets définis par la Constitution, dans le second cas de réviser la Constitution.

«Lorsqu'un référendum conduit à l'adoption d'une loi, quelle que soit la norme concernée par le référendum, **le Conseil constitutionnel considère qu'il ne peut pas exercer de contrôle de constitutionnalité**», explique au *Figaro* le professeur de droit public à l'Université Panthéon-Assas, Guillaume Drago. «Il l'a dit dès 1962 à propos de l'élection au suffrage universel direct du président de la République. Il l'a redit en 1992 à propos du traité de Maastricht», précise le publiciste. Ceci vaut aussi pour les QPC, ont ajouté les juges constitutionnels en 2014 dans une décision sur la Nouvelle-Calédonie.

Pour justifier l'impossibilité d'un tel contrôle, le juge constitutionnel se fonde sur l'article 3 de la Constitution aux termes duquel «**la souveraineté nationale appartient au peuple** qui l'exerce par ses représentants et par la voie du référendum». «Le référendum est en quelque sorte la forme la plus pure de la souveraineté. Comme disait De Gaulle, 'En France, la cour suprême, c'est le peuple'», rappelle Guillaume Drago.

● Y a-t-il des exceptions ?

Les limitations sont extrêmement minces. «À propos du traité de Maastricht en 1992, le Conseil constitutionnel a précisé qu'**en dehors des cas prévus par la Constitution, le Constituant est souverain**», explique le professeur de droit public. Autrement dit, seules les dispositions pour lesquelles la Constitution précise expressément qu'elles ne sont pas révisables échappent au champ référendaire. Ceci concerne notamment une éventuelle «atteinte à l'intégrité du territoire» et la «forme républicaine du gouvernement» (article 89).

● Et le référendum d'initiative partagée, qui se rapproche du «RIC» ?

Une autre exception concerne un dispositif qui existe depuis la révision constitutionnelle de 2008. L**e référendum d'initiative partagée** , ou «RIP», permet à un cinquième des membres du Parlement (soit un minimum de 185 députés ou sénateurs) soutenu par un dixième du corps électoral (environ 4,5 millions d'électeurs) de proposer un référendum législatif. «Dans l'esprit, ce «RIP» se rapproche du «RIC» souhaité aujourd'hui par les «gilets jaunes» mais les conditions sont tellement drastiques qu'il n'a jamais été mis en œuvre», regrette Guillaume Drago. À titre de comparaison, en Italie, où le «RIC» existe depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, la signature de seulement 500.000 électeurs est nécessaire.

Ce n'est pas tout. Dans le cadre du «RIP» et contrairement aux formes classiques de référendum, **le juge constitutionnel exerce un contrôle en amont du texte**, avant même le recueil des

signatures. «Le Conseil constitutionnel se prononce sur [sa] conformité à la Constitution», dispose l'article 61. «Il existe une zone d'ombre sur la portée exacte de cet article puisqu'il n'a jamais été appliqué», précise au *Figaro* le conseiller d'État Jean-Eric Schoettl, ancien secrétaire général du Conseil constitutionnel. Une chose est sûre, le «RIP» ne permet pas de voter une révision constitutionnelle ou de voter une loi contraire aux grands principes constitutionnels. Il serait impossible de rétablir la peine de mort, dont l'interdiction a été inscrite à l'article 66-1 de la Constitution en 2007. À l'inverse, un référendum classique pris à l'initiative du président de la République pourrait permettre son rétablissement puisque l'article 89 permet une révision de la Constitution par voie référendaire et exclut tout contrôle constitutionnel.

● Et s'il existait un «RIC» ?

Tout dépendrait de l'existence d'un contrôle de constitutionnalité en amont du référendum. Celui-ci est plus que hautement probable, mais, comme pour le «RIP», encore faudrait-il connaître sa portée exacte. «Un tel contrôle est nécessaire. À l'étranger, par exemple en Suisse, les référendums d'initiative citoyenne obéissent un encadrement très strict, rappelle Jean-Eric Schoettl. Je suis favorable à un 'RIC', mais **il ne faut pas confondre référendum et sondage**. Le premier est un vote sur un texte précis et clair, le second la réponse à une simple question. La démocratie directe n'est jamais une panacée. Il faut que la démocratie participative s'articule avec la démocratie représentative et non qu'elle la court-circuite».

D'autres juristes craignent en revanche que **ce contrôle constitutionnel aille au-delà du nécessaire et sape l'esprit du «RIC»**. Il faut «éviter que le Conseil constitutionnel puisse empêcher un référendum sur le seul fondement de son interprétation discrétionnaire et arbitraire. Subordonner l'appel à l'arbitrage populaire au bon plaisir des juges ne serait sûrement pas un remède satisfaisant à la crise démocratique que nous connaissons», a déclaré au *Figaro* le professeur de droit public à l'Université Rennes-I, Anne-Marie Le Pourhiet.

Une autre question concerne les conditions d'organisation du «RIC», notamment le nombre de signatures nécessaires. «Il en faut évidemment un nombre significatif pour éviter que ça ne parte dans tous les sens. Il ne faudrait pas qu'un 'RIC' puisse proposer la suppression de tous les impôts par exemple... Mais il faut en même temps que le nombre de signatures soit réaliste pour que le dispositif ne devienne pas inapplicable, comme c'est le cas du 'RIP'. En somme, tout dépend des conditions d'exercice du référendum et de sa mise en œuvre», conclut Guillaume Drago.

Sécurité

Gilets jaunes: Comment la Manif pour tous tente d'infiltrer le mouvement

https://www.huffingtonpost.fr/ POLITIQUE 05/01/2019 15:35 CET | Actualisé il y a 11 heures Par Anthony Berthelier

La fin du mariage pour tous arrive en tête d'une plateforme de revendications. Pourtant, le sujet n'a jamais figuré parmi les priorités des gilets jaunes.



Benoit Tessier / Reuters La Manif pour tous tente-t-elle de s'infiltrer chez les gilets jaunes? (photo d'illustration à Paris, octobre 2016)

POLITIQUE - C'est un résultat aussi surprenant que polémique. La consultation en ligne lancée le 15 décembre par le Conseil économique, social et environnemental (Cese) en prélude au grand débat national post-gilets jaunes a livré ses premiers enseignements. Chacun a pu "donner son

avis" et voter pour une "contribution" sur cette plateforme mise en place pour permettre au plus grand nombre de s'exprimer.

Et à la clôture de cet exercice démocratique, c'est la proposition de l'abrogation de la "loi Taubira" qui a recueilli le plus de voix, avec près de 5900 soutiens sur un total de 260.879 votes exprimés, tous sujets confondus.

Un résultat pas forcément en adéquation avec les préoccupations exprimées par les gilets jaunes depuis le début de la fronde il y a près de deux mois. Si les revendications du mouvement se sont progressivement élargies, passant de la baisse des taxes sur le carburant à la revalorisation du Smic sans oublier le référendum d'initiative populaire (RIC), il est presque toujours exclusivement question de pouvoir d'achat et de démocratie.

L'offensive des anti-mariage pour tous

Cette incohérence entre les vœux réels des Français mobilisés sous les vestes jaunes et la volonté de revenir sur le mariage entre personnes de même sexe s'explique par la mobilisation visiblement massive d'un collectif très proche de la Manif pour tous. Baptisé "On ne lâche rien", du slogan des opposants à la Loi Taubira, il a été à la pointe de cette lutte aux côtés du mouvement de Frigide Barjot puis Ludovine de La Rochère. Et comme vous pouvez **le voir ci-dessous**, ce sont des militants du collectif "ONLR" qui sont à l'origine de la "contribution" arrivée en tête de la plateforme du Conseil économique, social et environnemental.



Capture d'écran CESE Le collectif "ONLR" à l'origine de la "contribution" arrivée en tête

"Au vu des retombées de cette loi et des avancées nouvelles que le gouvernement entend y donner (PMA, GPA et DPI) en dépit des oppositions très majoritaires exprimées lors des États-Généraux de la Bioéthique, cette consultation inédite des citoyens par le CESE doit permettre d'engager un véritable débat sur l'abrogation de la loi Taubira", avance le collectif dans le texte qui présente la proposition. En 18 lignes, il n'est pas une seule fois fait mention des "gilets jaunes" ou du mouvement social pour le pouvoir d'achat.

Pour justifier sa proposition, l'organisme anti-mariage pour tous s'appuie sur une pétition transmise au Conseil économique, social et environnemental en 2013 et restée sans réponse. Alors pour profiter un maximum de ce système mis en place pour un tout autre but, le collectif a incité ses sympathisants à voter pour la proposition en question en relayant l'information sur son site internet avec le titre "Abrogation de la Loi Taubira: un nouveau vote au CESE. Votez avant le 4 janvier!" et un lien menant à la plateforme. Aucune référence aux gilets jaunes ni au mouvement n'apparaît en revanche sur les autres articles ou visuels du site.

Un opportunisme provoquant la colère des internautes -gilets jaunes ou non- qui ont réagi avec plus ou moins de virulence sur le site du Conseil économique, social et environnemental. "Et on se demande pourquoi nombre de gilets jaunes pensent que cette consultation ne sera pas prise au sérieux par le CESE ou le Gouvernement. Merci LMPT, vous avez réussi à détruire de l'intérieur le premier mouvement populaire d'opposition contre Macron. Contents?" s'insurge par exemple l'un

d'entre eux. Devant les réactions le CESE a expliqué en fin de journée samedi 5 janvier avoir "conscience que des collectifs en ont profité pour porter leurs revendications. Nous en tiendrons compte".

CESE

✔ @lecese

Certains d'entre vous réagissent à la consultation menée suite au mouvement des #GiletsJaunes. Lors d'une consultation, tous les citoyens sont libres de s'exprimer. Des collectifs en ont profité pour porter leurs revendications. Nous en avons conscience & nous en tiendrons compte

150

7:23 PM - Jan 5, 2019

Rapprochement sur les ronds-points

Il faut dire que les préoccupations autour de la famille ou des évolutions bioéthiques n'ont jamais fait partie des premières revendications du mouvement des gilets jaunes. Les très rares qui prônent l'abrogation du mariage pour tous, sur les pages Facebook dédiées à la mobilisation par exemple, sont rapidement rappelés à l'ordre par l'écrasante majorité des contestataires qui estime que ce débat n'est pas et ne doit pas être à l'ordre du jour.

La PMA ? "Ce n'est ni le sujet ni la préoccupation des gilets jaunes. Spontanément, ils n'en parlent pas", concède même Ludovine de La Rochère, la présidente de la Manif pour tous (LMPT) à *La Croix.*Le quotidien explique que du 3 au 22 décembre, des membres de ce mouvement anti-mariage pour tous se sont rendus sur plusieurs ronds-points en France pour prendre contact avec les gilets jaunes. 128 au total.

"Dans les réponses qu'ils nous donnent, presque la moitié des gilets jaunes évoque spontanément leurs familles (...) Soit parce qu'ils sont inquiets pour l'avenir de leurs enfants, soit parce qu'ils le sont pour leurs parents âgés, soit parce qu'ils évoquent le sort de leurs frères et sœurs", explique la cheffe de LMPT.

Et si Ludovine de La Rochère jure qu'elle "ne cherche aucune alliance ni aucune récupération", cette tournée des ronds-points témoigne toutefois d'une volonté de dialogue et d'une tentative de rapprochement entre les deux mouvements sociaux, notamment au sujet de la politique familiale.

Et même si l'abrogation du mariage pour tous ne figure pas parmi les priorités des gilets jaunes, rien n'empêche certains militants d'être partisans de la cause. La dernière figure qui monte sur les réseaux sociaux au sein du mouvement, Marguerite, une artiste reprenant et détournant un titre de Michel Fugain avait également participé en 2013 à un clip des "Veilleurs", une association luttant elle aussi contre le mariage pour les couples de même sexe.



Vincent Glad

✔ @vincentglad

Marguerite, auteure du tube de l'hiver des gilets jaunes "Les gentils et les méchants" apparaissait dans un autre clip en 2014, cette fois contre le mariage pour tous: "Veilleur je suis là" https://www.youtube.com/watch?v=n-tKcrb3TW4 … via @ConstantMorning

1,177

4:24 AM - Jan 5, 2019

Toutefois la chanson "les gentils, les méchants", qui connaît un vif succès sur les réseaux sociaux ne comporte aucune parole tendancieuse et la Loi Taubira n'y est pas évoquée.

Alors que la grande majorité des gilets jaunes a déjà indiqué qu'elle ne comptait pas participer au grand débat mis en place par le gouvernement, la crainte existe pour ces Français en colère, de voir des militants extérieurs au mouvement imposer leurs thèmes et leurs revendications par opportunisme. De quoi pousser les plus modérés à faire entendre leur voix lors des discussions locales? Premières réponses à la mi-janvier pour le lancement de l'opération.

«Gilets jaunes» : Benjamin Griveaux évacué après une intrusion dans son ministère

Actualité Société Par Le figaro.fr Avec agences Mis à jour le 06/01/2019 à 09:54 Publié le 05/01/2019 à 19:46



«Ce n'est pas moi qui aie été attaqué, c'est la République, ce sont nos institutions», juge le porte-parole du gouvernement, Benjamin Griveaux. BERTRAND GUAY/AFP

EN IMAGES - Des manifestants ont vandalisé des voitures garées dans la cour sans entrer dans les locaux, avant de repartir du bâtiment situé rue de Grenelle. «Ce n'est pas moi qui ai été attaqué, c'est la République, c'est la maison de France», a réagi Griveaux.

Le porte-parole du gouvernement, Benjamin Griveaux, a dû être évacué samedi après-midi de son bureau après l'intrusion de manifestants violents dans la cour de son secrétariat d'État situé rue de Grenelle, non loin de l'Assemblée nationale. Selon *Le Parisien* , une quinzaine de personnes, certaines vêtues de noirs, d'autres avec un gilet jaune, ont fait irruption dans la cour du bâtiment après avoir défoncé la grille à l'aide d'un engin de chantier.





Boris Kharlamoff @BorisKharlamoff

Images de l'attaque des bureaux de @BGriveaux ce samedi à Paris (@PureTele) #ActeVIII #GiletsJaunes #5janvier

66

1:48 AM - Jan 6, 2019

Le porte-parole et son collaborateur, qui se trouvaient sur place, ont été évacués.



La porte du ministère samedi soir. BERTRAND GUAY/AFP

«Il n'y a pas eu de contact avec les manifestants. J'étais dans mon bureau en train de travailler. Mon officier de sécurité m'a dit: “Monsieur le ministre, il faut partir». On a mis en sécurité, pas que moi, mais mes équipes», a relaté le porte-parole du gouvernement. Le Monde indique qu'un de ses journalistes était présent pour réaliser une interview. Benjamin Griveaux et une partie de son cabinet se sont ainsi réfugiés à l'hôtel de Matignon, situé non loin.

Les manifestants ont vandalisé des voitures garées dans la cour sans entrer dans les locaux, avant de repartir du site qui abrite également le ministère des Relations avec le Parlement. Dans la soirée, le ministre Marc Fresneau a d'ailleurs publié sur Twittetr des photos des dégâts occasionnés. «Voilà sans doute la manière dont M. Drouet et ses indéfectibles soutiens comptaient «entrer à l'Élysée», commente-t-il en référence aux propos de la figure des «gilets jaunes» qui avait appelé début décembre à investir le palais présidentiel.







Marc Fesneau

✔ @MFesneau

Ce soir dans le bâtiment que nous partageons avec @BGriveaux.

Voilà sans doute la manière dont M. Drouet et ses indéfectibles soutiens comptaient « entrer à l’Elysée ».

Voilà le résultat des dérives verbales et des appels à l’insurrection. Honte aux pyromanes de la république.

1 776

23:27 - 5 janv. 2019

Le parquet de Paris a ouvert une enquête confiée au 3e district de police judiciaire, pour des faits de dégradations et d'intrusion dans les locaux du secrétariat d'Etat. Il n'y a pas eu pour l'instant d'interpellation. Les «gilets jaunes», dont certains ne cachent pas leur souhait de renverser le pouvoir en place, ont à plusieurs reprises tenté de briser les cordons de police pour s'approcher de l'Elysée au cours des manifestations qu'ils mènent tous les samedis depuis la mi-novembre. Une manière pour les plus radicaux d'entre eux de répondre au défi lancé par Emmanuel Macron au début de l'affaire Benalla, lorsqu'il a invité ses opposants à venir le «chercher».



L'engin de chantier qui a servi à l'intrusion. BERTRAND GUAY/AFP

Emmanuel Macron a d'ailleurs dénoncé samedi soir une «extrême violence» venue «attaquer la République» à l'issue de cet «acte VIII» des «gilets jaunes».

«Ils ont attaqué la maison de France» Le porte-parole du gouvernement, Benjamin Griveaux

«Ce n'est pas moi qui ai été attaqué, c'est la République, a aussi estimé auprès de la presse Benjamin Griveaux. Ce sont les institutions, c'est la forme démocratique du gouvernement qui a été attaquée. Vous savez, ici, c'est la maison de tous les Français. Ceux qui ont aujourd'hui utilisé un engin de chantier pour défoncer le portail du ministère, ils ont attaqué la maison de France.» «J'espère que les vidéos permettront d'identifier et de poursuivre les auteurs, et qu'ils seront très très durement condamnés», a-t-il ajouté, accusant les auteurs d'être les «ennemis de la démocratie».



BERTRAND GUAY/AFP

Une telle intrusion dans un ministère est très rare. La dernière en date remonte à 1999 avec le saccage par des agriculteurs du bureau de Dominique Voynet au ministère de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement.

«Gilets jaunes»: les images de la porte défoncée du ministère rue de Grenelle - Regarder sur Figaro Live

«Gilets jaunes» : les images de la porte défoncée du ministère rue de Grenelle



En marge de l'acte VIII des «gilets jaunes» ce samedi 5 janvier 2019, la porte du bâtiment qui abrite notamment le secrétariat d'État de Benjamin Griveaux, a été forcée à l'aide d'un engin de chantier. Le secrétaire d'État a du être évacué.

Cette attaque a déclenché de vives réactions au sein de la majorité. «Derrière les fonctions, il y a aussi un humain, père de jeunes enfants... où est la fraternité ? L'engagement politique ne doit pas se faire au prix de ces violences!», s'est émue Marlène Schiappa sur Twitter.

Interrogé sur BFM TV, le vice-président du parti Les Républicains, Damien Abad, a condamné l'attaque du ministère mais reproche à Benjamin Griveaux d'avoir «jeté de l'huile sur le feu» par ses propos contre les manifestants.

Selon le porte-parole du PS, Pierre Jouvet, «aucune contestation ne justifie de frapper des policiers à terre, d'attaquer un ministre, de casser, de brûler». «Ces violences sont l'oeuvre de voyous qui veulent faire dégénérer le mouvement et discréditer les revendications» des «gilets jaunes», a-t-il écrit sur Twitter.

Le leader de la Debout la France, Nicolas Dupont-Aignan, a lui mollement condamné cette action: «Qui sème le vent, récolte la tempête. Benjamin Griveaux parlait “d'aller plus loin dans le changement, d'être plus radicaux”: il a dû évacuer son ministère. Je condamne les violences, mais aussi la volonté de l'exécutif d'envenimer la situation.» Vendredi, Benjamin Griveaux avait déclaré que le mouvement des «gilets jaunes» était «devenu le fait d'agitateurs qui veulent l'insurrection et, au fond, renverser le gouvernement».

"Gilets jaunes": 35 gardes à vue à Paris

Actualité Flash Actu Par Le Figaro.fr avec AFP Mis à jour le 06/01/2019 à 11:09 Publié le 06/01/2019 à 09:59



Trente-cinq personnes interpellées à Paris lors de "l'acte VIII" de la mobilisation des "gilets jaunes" ont été placées samedi en garde à vue, indique le parquet de Paris.

Sur ces 35 personnes, 27 sont majeures. Sur ces dernières, deux ont fait l'objet d'un rappel à la loi par un officier de police judiciaire et une autre a été déférée devant le parquet, également pour un rappel à la loi.

Le 29 décembre, 57 personnes avaient été arrêtées dans la capitale et 33 d'entre elles placées en garde à vue.

Environ 3500 personnes ont manifesté dans la capitale samedi pour cette nouvelle mobilisation qui a rassemblé près de 50.000 personnes dans toute la France, selon les chiffres des autorités.

Les premiers heurts entre manifestants et forces de l'ordre se sont produits vers 14h00 sur les quais de Seine, près de l'Hôtel de Ville, et des affrontements ont ensuite éclaté sur la passerelle Léopold Sédar Senghor, reliant les deux rives de la Seine au niveau du Jardin des Tuileries.

Pendant cet épisode, un gendarme a été blessé après avoir été frappé par des manifestants. Une enquête a été confiée à la Sûreté territoriale mais aucune interpellation n'a eu lieu pour l'instant, selon le parquet.

Un des gendarmes a été frappé par un homme sous les objectifs de plusieurs caméras. Ce homme, surnommé le "boxeur" sur les réseaux, a été identifié : il s'agit de Christophe D., originaire de l'Essonne. Son surnom : "le gitan de Massy". Depuis les faits, il est érigé en héros sur les groupes Facebook des "gilets jaunes". Dimanche en fin de matinée, il n'avait pas été arrêté.





Clément Lanot

✔ @ClementLanot

En réponse à @ClementLanot

VIDÉO - La scène complète du boxeur #BonnetNoir face aux gendarmes. Il a été identifié par les services de police. #GiletsJaunes #ActeVIII #Acte8

110

02:22 - 6 janv. 2019

Par ailleurs, une intrusion à l'engin de chantier a eu lieu au ministère de Benjamin Griveaux, porte-parole du gouvernement. La porte de l'immeuble a été défoncée et des véhicules dans la cour ont été endommagés. Personne n'a été blessé.

«Gilets jaunes» : des tensions sur les bords de Seine



Les forces de l'ordre ont empêché des manifestants de se diriger vers l'Assemblée nationale samedi 5 janvier 2019. Des tensions ont éclaté sur la passerelle Léopold Sedar Senghor.

EN VIDÉOS - «Gilets jaunes» : un manifestant filmé en train de frapper un gendarme

Actualité Flash Actu Par Le Figaro.fr Mis à jour le 06/01/2019 à 11:59 Publié le 05/01/2019 à 18:02



La vidéo témoigne de la violence des incidents qui ont éclaté ce samedi à Paris sur la passerelle Leopold-Sédar-Senghor qui relie les deux rives de la Seine au niveau du Jardin des Tuileries.



LINE PRESS @LinePress

#GiletsJaune très forte mobilisation à #Paris le peuple en colère force les barrages de police #Acte8 #ActeVIII #05janvier #05janvier2019

15,4 k

18:15 - 5 janv. 2019

La scène, filmée par agence de presse indépendante Line Press, montre un manifestant (ne portant pas de gilet jaune) s'en prendre violemment à un gendarme mobile, donnant des coups de poing sur son bouclier et son casque. Ce même individu semble également apparaître dans une autre vidéo de l'agence où il frappe cette fois un gendarme à terre.

Boxeur professionnel

Le manifestant aurait été identifié par la police selon France 3. Il s'agit de Christophe D., ancien boxeur professionnel. Il serait originaire de l'Essonne. «Monsieur, vous qui avez frappé un collègue à terre, vous êtes identifié, confirme sur Twitter le Syndicat des commissaires de la

Police nationale. Pour un boxeur, vous ne respectez apparemment pas beaucoup de règles. Nous allons vous apprendre celles du code pénal.» La Préfecture de police a saisi le procureur de la République.



LINE PRESS @LinePress

#GiletsJaune très forte mobilisation à #Paris le peuple en colère force les barrages de police #Acte8 #ActeVIII #05janvier #05janvier2019

1 303

18:12 - 5 janv. 2019

"Frapper un gendarme à terre c'est s'en prendre à la République tout entière. Ces violences contre ceux qui nous protègent sont insupportables et inacceptables. Leurs auteurs ne sont les militants d'aucune cause, ce sont des voyous qui doivent être sanctionnés avec force", s'indigne pour sa part le député LR Éric Ciotti.Le manifestant est toutefois porté en héros dans les groupes Facebook réunissant des "gilets jaunes".

Chrsitophe D. est depuis les faits érigé en héros sur de nombreux groupes Facebook sur les "gilets jaunes". RTL affirme dimanche qu'il n'a pas encore été arrêté. Son surnom : "le gitan de Massy".

Cette affaire intervient alors que selon d'autres images, tournées à Toulon cette fois, un policier a été vu en train de frapper violemment au moins deux manifestants.

«Gilets jaunes» : des tensions sur les bords de Seine



Les forces de l'ordre ont empêché des manifestants de se diriger vers l'Assemblée nationale samedi 5 janvier 2019. Des tensions ont éclaté sur la passerelle Léopold Sedar Senghor.

Christopher Dettinger, star des Facebook de gilets jaunes après ses coups sur des gendarmes

https://www.huffingtonpost.fr/ POLITIQUE 06/01/2019 14:52 CET | Actualisé il y a 10 heures Par Anthony Berthelier

Conspué par la grande majorité des politiques, l'homme qui a frappé plusieurs membres des forces de l'ordre est soutenu par toute une communauté.



LinePress/FB/Le HuffPost Christopher Dettinger, star des Facebook de gilets jaunes après ses coups sur des gendarmes

POLITIQUE - Son nom est partout, son combat devient un symbole. Christopher Dettinger, un ancien champion de boxe filmé en train de frapper plusieurs gendarmes -dont certains à terre- pendant l'acte VIII de ce samedi 5 janvier est en train de devenir la nouvelle coqueluche des gilets jaunes sur les réseaux sociaux.

Les responsables politiques de tous bords ont beau condamner le geste de ceux qui "attaquent" la République, les contestataires voient en l'homme âgé de 37 ans une certaine représentation de David se battant contre Golliath. La très grande majorité des messages qui fleurissent au sein de ces communautés virtuelles au lendemain d'un certain regain de mobilisation, concerne celui qui est surnommé "le Gitan de Massy" selon*Le Parisien*

Sur une vidéo relayée par l'agence Line Presse et ***visible ci-dessous***, ce manifestant sans gilet jaune est apparu en train de distribuer à plusieurs reprises des coups de poing à un des gendarmes qui tentaient de bloquer le passage.



LINE PRESS @LinePress

#GiletsJaune très forte mobilisation à #Paris le peuple en colère force les barrages de police #Acte8 #ActeVIII #05janvier #05janvier2019

16,9 k

18:15 - 5 janv. 2019

Les images sur lesquelles on le voit faire reculer, seul et à mains nues, plusieurs membres des forces de l'ordre sur la passerelle Sédar-Senghor à Paris, située entre le jardin des Tuileries et l'Assemblée nationale, trouvent un écho particulier sur Facebook là où a débuté la mobilisation et où elle perdure aujourd'hui.

"Un très grand MERCI à ce monsieur"

À contre-courant des réactions politiques de la veille, qui oscillaient toutes ou presque entre stupéfaction et indignation, certains gilets jaunes ont plutôt tendance à glorifier les actes de Christopher Dettinger. Les avis ne sont certes pas unanimes, mais l'écrasante majorité des internautes qui participe à la vie de ces pages Facebook dit soutenir le boxeur.

"UN GRAND SOUTIEN À LUI... IL S'EST FAIT SERRÉ. Vu la réaction de CASTANER, il ne va pas le louper. C'EST POUR CA QUE CHRISTOPHE DETTINGER A BESOIN DE L'AIDE DE TOUS", commente par exemple une internaute sur la page "Gilets jaunes tous à Paris! 24 novembre!", une des premières à avoir été fondée. Un autre de ces Français en colère décerne au boxeur -qui n'a toujours pas été interpellé contrairement aux rumeurs et fake news qui circulent sur ces pages- le prix de "l'homme du jour".

Tous s'accordent à "remercier" le champion de France 2007 pour son engagement à leur côté. "On se plaignait que les personnes connues nous tournaient le dos, voir pire... même si Christophe Dettinger n'est pas quelqu'un de trèèèèès connu pour certains (j'en fais partie), on peut quand même dire que l'on a eu un champion à nos côtés!!! (sic)" se félicite Yasin Aslan sur l'une des pages les plus populaires du mouvement "la France en colère!!!". Son texte a suscité plus de 11.000 réactions en seulement quelques heures.

Une glorification de cette violence qui témoigne d'une certaine radicalisation du noyau dur du mouvement. Depuis quelques jours, certains leaders des gilets jaunes ne cessent par exemple de

faire la promotion d'un documentaire ukrainien qui raconte comment, en 2013 et 2014, une manifestation pacifique s'est transformée en véritable Révolution.



Les gilets jaunes remercient Christophe Dettinger



Christophe Dettinger, nouvelle coqueluche des gilets jaunes



Christophe Dettinger, nouvelle coqueluche des gilets jaunes

L'occasion aussi d'accuser le gouvernement et en particulier Christophe Castaner d'être plus prompt à identifier un manifestant qu'un autre délinquant. "C'est fou, le gouvernement a mis dix fois moins de temps à trouver le boxeur du jour, que le terroriste de l'est de la France", s'indigne par exemple une internaute sur la page ✹Gilet Jaune✹, suivie par près de 200.000 personnes, dans un parallèle entre l'attentat de Strasbourg et l'Acte VIII des gilets jaunes.

"Et l'autre boxeur ?"

Et ce ne sont pas les seules images qui provoquent des remous et l'indignation d'une partie des gilets jaunes sur Facebook. Un officier de police, promu de la Légion d'honneur, a été filmé en train de frapper plusieurs personnes en marge d'une manifestation samedi 5 janvier à Toulon. Sur une des vidéos en question, on voit le commandant divisionnaire Didier Andrieux, en tenue mais tête nue, donner plusieurs coups de poing au visage d'un homme plaqué contre un mur, avant que d'autres fonctionnaires ne s'interposent.

Une scène choquante pour ces internautes en colère qui ne manquent pas de condamner avec virulence cette forme de violence là. "Exigeon qui sois juger car notre executive nous a rappelez que nul n est au dessus des lois , et si notre boxeur est juger , que le bleu sois juger ... Partageon ce visage de la honte (sic)", estime par exemple Cedric sur la page GILETS JAUNES 85 OFFICIEL.



Les gilets jaunes veulent le même traitement pour ce policier que pour "leur boxeur"



La vidéo de ce policier qui frappe un manifestant indigne

Et ils sont nombreux à demander le même traitement pour le policier zélé que pour le boxeur, si ce dernier venait à être interpellé. Car c'est aussi une de leurs nombreuses revendications: mettre fin à une justice à deux vitesses qui conduit selon eux à des situations injustes, comme l'arrestation d'Éric Drouet qu'ils mettent très souvent en parallèle avec une bienveillance présumée à l'égard d'Alexandre Benalla, le conseiller d'Emmanuel Macron qui avait frappé plusieurs manifestants lors de la Fête du Travail 2018.

Les gilets jaunes annoncent déjà un acte IX, "au centre de la France"

https://www.huffingtonpost.fr/ ACTUALITÉS 06/01/2019 05:34 CET | Actualisé il y a 14 heures Le HuffPost avec AFP

L'acte 8 ce samedi 5 janvier a rassemblé plus de manifestants que la semaine dernière.

GILETS JAUNES - L'acte VIII n'avait pas encore commencé qu'ils étaient déjà prêts. Les gilets jaunes ont annoncé sur les réseaux sociaux l'organisation d'un "Acte IX" le 12 janvier, pour le neuvième samedi consécutif de leur mobilisation pour le pouvoir d'achat.

Sur Facebook, un événement pour un "acte IX" était déjà visible dans la nuit de vendredi à samedi, avant même la huitième journée de mobilisation qui a eu lieu ce 5 janvier. L'événement a été créé par le groupe "La France en colère", géré notamment par Éric Drouet, interpellé à deux reprises dans des manifestations, et Priscillia Ludosky. Près de 1400 personnes étaient inscrites comme "participantes" dimanche matin, et plus de 7700 personnes se disaient "intéressées".

La page propose aux manifestants de se retrouver "au centre de la France", "pour confirmer notre unité et permettre à tous d'être à distance égale en partance des grands villes". Pour l'heure, le lieu défini pour l'événement est donc la ville de Bourges, dans le Cher.



La France en colère / Facebook

D'autres événements ont aussi été créés pour appeler à manifester de nouveau le 12 janvier.

Une "acte 8" émaillé de violences

"L'acte VIII" des gilets jaunes à Paris s'est déroulé dans le calme ce samedi pendant une bonne partie de la journée, avant que des violences et des heurts n'éclatent avec les forces de l'ordre jusqu'en début de soirée.

Des accrochages ont eu lieu sur la passerelle Léopold-Sédar-Senghor qui relie les deux rives de la Seine au niveau du Jardin des Tuileries. Des gilets jaunes tentant de l'emprunter ont été repoussés par les forces de l'ordre. Un manifestant a été filmé en train d'asséner plusieurs coups de poings violents au visage d'un gendarme.

Puis, rue de Grenelle, dans le 7e arrondissement de Paris, des manifestants se sont emparés d'un engin de chantier pour défoncer l'entrée du ministère de Benjamin Griveaux, le porte-parole du gouvernement, le contraignant à être évacué d'urgence.

En tout, 50.000 personnes ont défilé partout en France, dont 3500 à Paris selon la préfecture de police, contre 800 la semaine dernière.

Le gouvernement communique enfin sur les radars : «près de 60% d'entre eux» sont dégradés

Actualités Actu Société Social Gilets jaunes https://www.ladepeche.fr/ Publié le 10/01/2019 à 14:06, Mis à jour le 10/01/2019 à 14:29



Un radar incendié à Boucagnères dans le Gers, début janvier./ photo DDM, Sébastien Lapeyrere

"Près de 60%" des radars routiers ont été dégradés depuis le début du mouvement des Gilets jaunes, a déclaré jeudi le ministre de l'Intérieur Christophe Castaner. "Près de 60% des radars aujourd'hui ont été neutralisés, attaqués, détruits par celles et ceux qui se revendiquent de ce mouvement-là", a dit le ministre à la presse après avoir présenté ses voeux à la gendarmerie à Paris.

Environ 3 200 radars fixes sont installés sur les routes de France, dont 2 500 pour contrôler la vitesse, selon les chiffres officiels.

"J'ai vu sur les réseaux sociaux certains imbéciles s'afficher à côté de radars brûlés. Je ne leur souhaite pas d'être un jour confronté à la réalité d'une mort sur la route", avait déclaré le ministre quelques minutes plus tôt dans son discours devant les gendarmes.

"Imbéciles, inconscients, inconséquents"

"Il n'y a pas de politique du chiffre, il y a une politique de la vie", avait-il ajouté, qualifiant ceux qui s'en prennent aux radars "d'imbéciles, d'inconscients, d'inconséquents".

Jusqu'à maintenant, les autorités se refusaient à donner un chiffre précis sur les dégradations et à faire un lien direct avec le mouvement de contestation des Gilets jaunes né le 17 novembre.

Lors d'un précédent article, La Dépêche du Midi évaluait le nombre de radars hors service à 101, sur les 155 que comptent l'Aveyron, l'Ariège, le Lot, le Tarn, le Tarn-et-Garonne, le Gers et les Hautes-Pyrénées (pas de données pour le Lot-et-Garonne, la Haute-Garonne et l'Aude).

Les radars font l'objet d'une colère croissante depuis l'été de la part d'automobilistes et motards opposés à l'abaissement de 90 à 80 km/h de la limitation de vitesse sur les routes secondaires à double sens sans séparateur central, entré en vigueur le 1er juillet.

Jusqu'à 5 ans de prison et 75 000 euros d'amende

Pour leurs détracteurs, les radars incarnent le "racket" de l'État contre les automobilistes, un terme repris par certains Gilets jaunes qui protestent contre la hausse des prix des carburants et les taxes en général.

Pour l'endommagement d'un radar, les sanctions peuvent aller jusqu'à 30 000 euros d'amende et deux ans d'emprisonnement. Une destruction est, elle, passible de 75 000 euros d'amende et cinq ans de prison.

En novembre dernier, le tribunal correctionnel de Toulouse a condamné trois Gilets jaunes qui avaient incendié les radars automatiques de Saint-Jory, en Haute-Garonne, et de Pompignan, en Tarn-et-Garonne à trois mois de prison avec sursis et 105 heures de travail d'intérêt général.

En 2017, les radars routiers ont rapporté 1,01 milliard d'euros à l'État, selon la Cour des comptes.

Société

«Gilets jaunes» : tentative de discernement des dernières revendications

Actualité Société Par Le figaro.fr AFP agence Mis à jour le 06/01/2019 à 14:29 Publié le 05/01/2019 à 18:40



Ce samedi 5 janvier, à Perpignan. RAYMOND ROIG/AFP

FOCUS - C'est d'abord la taxe sur les carburants qui les a amenés dans les rues et sur les ronds-points. Désormais, les manifestants, qui ont vécu samedi 5 janvier leur 8e mobilisation d'affilée, demandent entre autres choses un Référendum d'initiative citoyenne. Faisons le point.

● Le Référendum d'initiative citoyenne

C'est une revendication qui s'est imposée au fil des actes pour finalement devenir l'une des plus audibles des «gilets jaunes»: le Référendum d'initiative citoyenne. Mis en avant et présent sur les pancartes depuis le 15 décembre (soit «l'acte V»), le RIC sans condition serait, pour de nombreux manifestants, le seul moyen pour le peuple de «reprendre sa souveraineté».

C'est d'ailleurs l'une des contributions les plus votées lors de la consultation lancée par le Conseil économique, social et environnemental (CESE) mi-décembre, et qui s'est achevée ce vendredi. «On reviendra jusqu'à ce que Macron cède. Nous on veut le RIC et des mesures pour le pouvoir d'achat», lançait ainsi samedi 5 janvier Belinda, une femme au foyer de 31 ans, venue manifester pour la deuxième fois ce samedi.

Plus précisément, les «gilets jaunes» attendent plusieurs choses d'un tel type de référendum: qu'il permette au peuple d'abroger une loi (RIC abrogatoire), de révoquer un responsable politique (RIC révocatoire), de proposer un texte de loi (RIC législatif) et d'amender la constitution (RIC constituant).



De nombreuses pancartes «RIC» étaient visibles dans les rangs des «gilets jaunes» ces dernières semaines. FRANCOIS LO PRESTI/AFP

● Moins d'impôts et de taxes, un SMIC à 1300 euros...

Issus des classes populaires et moyennes, les «gilets jaunes» dénoncent depuis le 17 novembre la politique fiscale et sociale du gouvernement, qu'ils jugent injuste, et réclament plus de pouvoir d'achat. «Aujourd'hui je suis surtout là pour défendre le droit de mes enfants, pour que leur travail leur permette de manger. Ma fille gagne 800 euros par mois. Elle travaille dans une boulangerie, 25 heures par semaine. Pour elle c'est la survie», a par exemple indiqué à l'AFP Ghislaine, 58 ans, venue de la région parisienne.

Globalement, les manifestants trouvent qu'ils payent trop de taxes, trop d'impôts. La taxe sur le carburant avait d'ailleurs été l'un des points de départ du mouvement en octobre dernier, lors du

lancement de la pétition de Priscillia Ludosky, devenue l'une des «porte-paroles» du mouvement. La mesure a depuis été supprimée.

Parmi leurs nombreuses demandes visant à améliorer leur niveau de vie, on trouve également l'idée d'un impôt sur le revenu plus progressif, l'augmentation des impôts pour «les gros» («Macdo, Google, Amazon, Carrefour») et la diminution pour les «petits», ou encore la limitation des loyers et la diminution du prix du gaz et de l'électricité.... Mais aussi l'augmentation du SMIC à 1300 euros, contre les 1185 euros actuels. Lors de la consultation citoyenne proposée par le CESE, «le retour à l'universalité des allocations familiales» faisait également partie des contributions les plus votées.



Près du Louvre, à Paris, des manifestants brandissent des pancartes le 22 décembre, lors de l'acte VI. SAMEER AL-DOUMY/AFP

● La retraite à 60 ans

Dans leur liste des 42 revendications diffusée le 2 janvier et remise aux députés et aux médias, les «gilets jaunes» demandaient aussi un système de retraite «solidaire et donc socialisé», et la fin des retraites inférieures à 1200 euros. L'âge du départ à la retraite, source de tensions depuis plusieurs années, fait également partie de leurs revendications: ils souhaitent un départ possible dès 55 ans pour les personnes ayant travaillé dans «un métier usant le corps», et dès 60 ans pour les autres.

● Un sentiment d'incompréhension

«Nous, on est là pour changer le système, donc tant qu'il n'y a rien qui change on va continuer à être là, on n'a pas de raison de rentrer», a déclaré à l'AFP Walter, un étudiant en sciences de l'éducation de 23 ans, qui bloquait l'autoroute A7 à Lyon ce samedi 5 janvier. Les différentes annonces d'Emmanuel Macron n'ont pas convaincu les «gilets jaunes», qui pour la plupart estiment qu'ils n'ont pas été compris.

L'annonce d'un débat national n'a notamment pas convaincu Priscillia Ludosky. Elle a rejetté les annonces de l'exécutif, arguant que «le débat national, on n'y croit pas vraiment. L'organisation, c'est flou. Les sujets évoqués ne sont pas tous en rapport avec nos revendications.»

Dans une lettre ouverte adressée à Emmanuel Macron, et publiée ce jeudi, Priscillia Ludosky avait déjà affirmé: «Les citoyens sont pacifiques et vous demandent des choses raisonnables et applicables sans délai depuis plusieurs semaines. Vous ne répondez pas et vous faites traîner les choses en proposant de fausses mesures, des mesurettes que le peuple de France refuse.»



Ce samedi 5 janvier, des «gilets jaunes» se sont réunis place de la Bourse, à Paris, devant le siège de l'AFP. ERIC FEFERBERG/AFP

Les «gilets jaunes» en ont aussi contre les médias, qu'ils accusent de «collaborer» avec le gouvernement. Pour leur «acte VII», des petits groupes avaient ainsi défilé devant BFMTV et France Télévisions, opérant un rapide passage devant les locaux de *L'Express*, *Libération* et RMC. Ce samedi, ils se sont arrêtés devant le siège de l'AFP.

Quelques jours avant «l'acte VII», plusieurs éditions de journaux du groupe *Ouest-France* n'avaient pu être diffusées après que des manifestants, se réclamant des «gilets jaunes», ont

bloqué des camions à la sortie d'une imprimerie du groupe en Loire-Atlantique. Le groupe a alors annoncé des poursuites. Au début du mouvement, des journalistes de BFMTV et de CNews avaient quant à eux manqué de se faire lyncher à Toulouse.

● La question du mariage pour tous

La consultation citoyenne lancée par le Conseil économique, social et environnemental le 15 décembre s'est achevée ce vendredi 4 janvier avec plus de 8000 contributions déposées par les citoyens, qu'ils aient enfilé ou non avec leur gilet jaune.

Et bien que l'idée d'abrogation du mariage pour tous ne soit jamais apparue dans les listes de revendications des «gilets jaunes», elle se trouve en tête des revendications exprimées lors de cette «consultation citoyenne» avec 5000 votes. À la clôture de cette consultation, les contributions les plus votées étaient d'ailleurs souvent issues de réseaux militants marqués à droite.

EN IMAGES - "Gilets jaunes" : de nouveaux slogans

Actualité Flash Actu Par Le Figaro.fr Mis à jour le 05/01/2019 à 18:36 Publié le 05/01/2019 à 17:44



À l'occasion de ce qu'ils appellent "l'acte VIII" de leur mouvement, les "gilets jaunes" ont laissé sur les murs de Paris et d'ailleurs de nouveaux slogans.

Ainsi, on a lu près du Musée d'Orsay à Paris : "Ni par Macron, ni par personne, on ne veut être gouvernés ! Gilets jaunes contre l'État" :



Photo by ERIC FEFERBERG / AFP

Dans le quartier des Champs-Elysées à Paris, une femme a écrit : "Macron en 2019 tu dégages" :



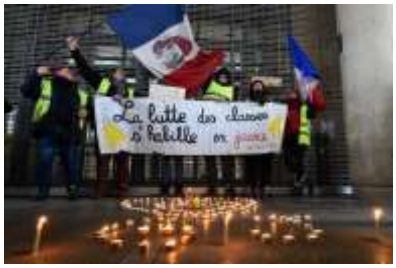
Zakaria ABDELKAFI and Emmanuel PEUCHOT / AFP

Dans le même secteur, notre journaliste Agnès Leclair a remarqué : "Les capitalistes vivent au-dessus de nos moyens" :



AGNES LECLAIR / LE FIGARO

Au Mans, une banderole annonçait : "La lutte des classes s'habille en jaune" :



JEAN-FRANCOIS MONIER / AFP

À Lyon, un homme brandissait une pancarte sur laquelle nous pouvions lire : "Macron notre lutte sera sans fin" :



ROMAIN LAFABREGUE / AFP

Au moins 25.000 personnes ont manifesté ce samedi à travers le pays. Des heurts ont éclaté en fin de journée, notamment à Paris.

Qu'est-ce que le «RIC», demandé par les «gilets jaunes» ?



Lors de l'acte V du samedi 15 décembre, les «gilets jaunes» ont fait sortir du lot une de leurs revendications : celle d'un Référendum d'initiative citoyenne qui permettrait aux citoyens de proposer une loi, voire de modifier la constitution.

Après « l'acte 8 », Gilets jaunes et gouvernement sont de nouveau face à face

Accueil Société Gilets jaunes https://www.ouest-france.fr/ avec AFP Modifié le 06/01/2019 à 18h52 Publié le 06/01/2019 à 17h45



Des manifestantes à Paris, dimanche 6 janvier 2019. | IAN LANGSDON / EPA / MAXPPP

Au lendemain d'une journée de manifestation qui a davantage mobilisé que la précédente action, les Gilets jaunes ont réussi à remettre la pression sur le gouvernement. L'exécutif, de son côté, pointe du doigt les violences survenues samedi et en appelle à plus de « responsabilité » de la part des manifestants et de l'opposition.

Quelles suites à **« l'acte 8 »** ? Au lendemain d'une journée de mobilisation émaillée de heurts, des femmes Gilets jaunes ont repris dimanche le flambeau d'une contestation qui s'enracine face à un gouvernement tenté de durcir la répression.

À Paris, Toulouse, Saint-Etienne ou Rennes, des centaines de femmes, parfois coiffées d'un bonnet phrygien, ont défilé en ciblant le chef de l'État – **« Macron t'es foutu, les gonzesses sont dans la rue » –** et avec l'espoir de donner une image plus pacifique du mouvement qui fait vaciller l'exécutif depuis un mois et demi.

« Le gouvernement veut nous faire passer pour des casseurs, mais aujourd'hui nous sommes des mères, des grands-mères, nous sommes les filles, les sœurs de tous les citoyens », a déclaré à Caen Chloé Tessier, 28 ans, professeure d'équitation, après les heurts qui ont marqué la journée d'action nationale la veille.

« Une impression de 17 novembre »

Près de 50 000 personnes ont manifesté samedi à travers la France, une hausse par rapport à la semaine précédente et un succès comptable pour les Gilets jaunes après de précédentes mobilisations en demi-teinte.

Ça **« donnait une impression de 17 novembre »**, s'est félicitée sur Facebook une des figures du mouvement, Éric Drouet, en référence à **« l'acte I »** qui avait réuni 282 000 personnes dans toute la France, selon les autorités.

Mais les incidents parfois violents qui ont éclaté à Paris, Bordeaux ou Toulouse ont quelque peu éclipsé le message d'un mouvement qui ciblait initialement les prix des carburants et porte aujourd'hui des revendications plus larges comme le référendum d'initiative citoyenne (RIC).

Violences envers les forces de l'ordre

À Paris, l'entrée du ministère du porte-parole du gouvernement Benjamin Griveaux a été défoncée par un engin de chantier, une caserne de gendarmerie a été dégradée à Dijon et un petit groupe de **« gilets jaunes »** a cassé une porte d'accès à la mairie à Rennes.

Samedi, un gendarme a également été violemment frappé sur une passerelle parisienne au-dessus de la Seine par un manifestant identifié comme un ex-boxeur professionnel par le Syndicat des commissaires de la police nationale (SCPN).

La Fédération française de boxe a dénoncé un acte **« inacceptable et honteux »** et une enquête a été ouverte pour arrêter son auteur. Au total, selon le parquet de Paris, 35 personnes ont été placées en garde à vue à Paris après l'**« acte 8 »**.

Dans la nuit de samedi à dimanche, le péage autoroutier d'Agde (sortie 34 de l'autoroute A9) a par ailleurs été de nouveau pris pour cible et la députée de Vendée LREM Modem Patricia Gallerneau a dénoncé dimanche sur Facebook le **« murage »** de son garage par des Gilets jaunes.

Le gouvernement dénonce l'attitude de l'opposition

Le gouvernement qui avait déjà dénoncé un mouvement aux mains **« d'agitateurs »** a de nouveau appelé dimanche à la fin des violences, déjà condamnées par Emmanuel Macron.

« Je souhaite que tous ceux qui croient à la démocratie, à la représentation souveraine du peuple français, se rassemblent et disent « ça suffit » », a déclaré le ministre de l'Économie Bruno Le Maire, ajoutant que cette crise **« coûtait cher à l'économie française »**.

« On est en train de faire du mal à l'image de la France », a renchéri le ministre de l'Éducation Jean-Michel Blanquer.

Le gouvernement et la majorité s'en sont également pris à l'attitude **« irresponsable »** d'une partie de l'opposition, en particulier de Jean-Luc Mélenchon.

Un fichier de « manifestants violents »

Commentant les violences, le secrétaire général de la CFDT Laurent Berger a lui a appelé dimanche à **« arrêter d'être naïfs »** face à **« des gens qui veulent renverser la démocratie »**.

Après **« l'acte 8 »**, le syndicat de police Alliance a de son côté réitéré dimanche sa demande de création d'**« un fichier »** de manifestants violents. **« Cela fait deux ans que nous demandons plus de fermeté contre ceux qui agressent les forces de l'ordre »**, a déclaré son secrétaire général Frédéric Lagache.

Le gouvernement n'a pas fermé la porte à une évolution. **« Une réflexion est en cours pour réfléchir aux mesures qui permettraient de mieux encadrer les manifestations »**, a déclaré samedi le secrétaire d'État à l'Intérieur Laurent Nuñez, évoquant un possible **« durcissement de la législation pénale »**.

Blessé au visage par un tir policier de balle de défense samedi à Paris, Florent Marcie, un documentariste rompu aux théâtres de guerre, a lui mis en garde contre cette arme controversée. **« Il y a des dérapages »**, a-t-il affirmé.

Actualité Société Notre dossier / «Gilets jaunes» : le gouvernement face à la mobilisation

«Gilets jaunes» : comment le grand débat national va se dérouler

Par Le figaro.fr Mis à jour le 06/01/2019 à 22:35 Publié le 06/01/2019 à 13:20



De nombreuses voix s'élèvent chez les «gilets jaunes» pour l'instauration d'un «référendum d'initiative citoyenne», ou RIC. JEAN-FRANCOIS MONIER/AFP

Présentée comme inédite, la grande consultation nationale qui doit débuter à la mi-janvier prendra des formes multiples : contributions sur une plateforme numérique, réunions locales à l'initiative de chacun, débats sur les marchés... En voici les grands contours.

Les contours du grand débat national, voulu par Emmanuel Macron pour calmer la colère des «gilets jaunes», se précisent. Initialement prévu pour la mi-décembre, son coup d'envoi a été repoussé au 15 janvier. Il sera donné par le président de la république qui s'adressera aux Français dans une lettre. Les détails pratiques de la consultation sont fixés par la Commission nationale du débat public (CNDP), jalouse de ses prérogatives face à un exécutif tenté de prendre la main sur le dossier. En effet, deux réunions interministérielles sur le sujet se sont tenues vendredi autour du premier ministre Edouard Philippe selon le *JDD* .

Les débats se tiendront autour de quatre thèmes fixés par le gouvernement: transition écologique, fiscalité, démocratie et citoyenneté, et réforme de l'État. Mais les gilets jaunes pointent aussi d'autres sujets, estime l'ancienne ministre et présidente de la CNDP, Chantal Jouanno, dans les colonnes de l'hebdomadaire dominical. Évoquant les sujets couchés par écrit dans les cahiers de doléances mis à disposition dans des mairies, elle cite entre autres la question des familles monoparentales, le handicap... «Chacun sera libre de débattre du thème qui lui tient à cœur. Et nous rendrons compte de tout», assure-t-elle.

L'hypothèse d'un référendum

Concernant l'organisation concrète ces débats, la CNDP imagine des formats et des lieux multiples ; le 15 janvier, une plateforme numérique sera mise en ligne pour recueillir des contributions. Elle fournira également un «kit de méthodologie» pour organiser des débats locaux.

Chacun pourra en déclarer un, «sept jours minimum avant sa tenue». La personne qui sera à l'initiative d'un débat devra fournir «ses coordonnées, le lieu, la date, l'heure et le nombre de personnes» participantes, selon le *JDD* qui a consulté ce «kit méthodologique». Les débats pourront aussi avoir lieu sur les marchés et dans la rue, grâce aux stands mobiles qui circuleront partout pour expliquer et recueillir les contributions. Enfin, des conférences régionales réuniront aussi des citoyens tirés au sort.

La consultation s'achèvera le 15 mars. Dans la dernière phase de consultation, quatre «ateliers nationaux» issus des quatre thèmes donnés par le gouvernement seront mis en place. Toujours selon le *JDD*, ils devraient associer 100 à 200 personnes tirées au sort, ou issues de la société civile, pour délibérer sur des propositions. Enfin, cette masse de données fera l'objet d'une synthèse par la CNDP. À charge pour l'exécutif de traduire ces demandes par des actes, tout en maintenant le cap du programme pour lequel il a été élu.

Pour mettre un point final à la consultation, des conseillers cités par l'hebdomadaire affirment qu'Emmanuel Macron n'exclut pas l'hypothèse d'un référendum. Celui-ci pourrait se tenir au moment des élections européennes. Mais dans la majorité, certains avertissent déjà que l'organisation d'une telle initiative se heurterait à des délais très limités. La fenêtre de tir est étroite, entre la fin des débats et les élections européennes qui se tiendront dans trois mois.

La mise en lumière des «gilets jaunes» a caché leur côté sombre

Médias / Société http://www.slate.fr/ Monique Dagnaud — 8 janvier 2019 à 8h40 — mis à jour le 9 janvier 2019 à 9h57

Si les leaders du mouvement ont su se mettre en scène, les médias ont péché par la faiblesse de leurs investigations



Des «gilets jaunes» envahissent les Champs-Élysées lors de l'acte VIII, le 5 janvier 2019 à Paris | Capture d'écran YouTube

Haro sur Facebook? Cette désignation du rôle des réseaux sociaux dans le mouvement des «gilets jaunes» relève d'une courte vue. Beaucoup d'événements et de thèmes débattus au sein de Facebook n'impriment pas l'agenda des télévisions, tant il est vrai que pour qu'un sujet embrase l'espace public, il lui faut le relais des chaînes d'information. Ce sont elles qui, par leur puissance, «anoblissent» une cause, la popularisent, la martèlent et l'installent au cœur de l'espace public.

Notons que les «gilets jaunes» ont déroulé la trame idéale pour un feuilleton télévisuel[1] au pays des Lumières, celle d'un conflit entre des militants qui se gargarisent d'incarner le peuple, d'une part, et le gouvernement, de l'autre. Et ils ont utilisé un ingrédient-clef des feuilletons: le rendez-vous hebdomadaire avec les manifestations du samedi. Dès lors, à partir du samedi noir du 1er décembre, le suspens n'a cessé de rebondir: la semaine prochaine, quelle séquence vont offrir les «gilets jaunes»? Éric Drouet, leader historique qui jouit d'une certaine autorité sur le mouvement, effectue via Skype des *live* suivis par quelques milliers de supporters pour concevoir le spectacle du samedi suivant.

Storytelling spectaculaire

Conscient des ficelles pour capter l'attention, il introduit du suspens: approcher le plus près l'Élysée? Bloquer le périphérique? Investir le château de Versailles? Envahir les Galeries Lafayette? L'imagination des apprentis scénaristes est mise à contribution. Les modalités scéniques des nouvelles mobilisations s'ajustent magnifiquement à l'appétit d'images des chaînes d'information.



Comme les Indignés en 2011 ou Nuit debout en 2016, le mouvement des «gilets jaunes» obéit à un agencement quasiment ritualisé. Point un, dans le cyberspace: quelques braises allumées sur les réseaux sociaux, qui, pour des raisons qu'il est parfois difficile d'expliquer, induisent une circulation virale –l'étude des contagions virales autour de mème échappe souvent à une explication évidente, car elles peuvent fleurir sur ce qui peut paraître à première vue comme un non-événement, voire un gag.

Dans le cas présent, deux pétitions signées par plus d'un million d'internautes sur la hausse du prix du carburant ont lancé l'affaire (celle de Priscillia Ludosky lancée le 15 octobre sur change.org, celle de Jacline Mouraud, publiée le 4 novembre). Point deux, dans l'univers physique: l'occupation d'un espace symbolique –et donc l'installation de moyens de vie provisoires, des campements ou des baraquements–, une stylisation de l'occupation –pour les Indignés le masque des Anonymous issu de la bande dessinée *V comme Vendetta,* pour les «gilets jaunes» les tenues fluorescentes de signalisation. S'installer, c'est jouer le long terme, et offrir aux caméras un spectacle permanent façonné par un décor, des actions et des acteurs à interviewer; c'est donc tendre aux médias une source d'images inépuisable et renouvelée pour meubler l'antenne.

La redoutable efficacité du visuel

Point trois: une idéologie de la protestation, galvanisée par le Net, qui s'érige en contre-modèle à la démocratie représentative: refus de leader, refus des corps intermédiaires, expression plus émotionnelle (l'indignation, la colère) qu'argumentée autour de revendications très précises. Se dessine alors un grand théâtre entre des croisés, la scène médiatique (journalistes/communicants et universitaires/sondeurs) et les politiques. Le spectateur peut s'identifier, souffrir ou s'indigner à distance.

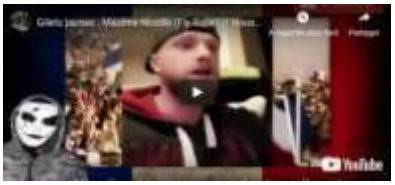
Cette scène visuelle a été d'une redoutable efficacité: de 300.000 manifestants en novembre à 12.000 environ fin décembre, une poignée de militants a donné le sentiment d'un embrasement général au point d'effrayer progressivement tout le monde et en premier lieu le gouvernement.

On imagine la fébrilité des rédactions pour trouver des «messagers» des «gilets jaunes» prêts à venir défendre leur point de vue en plateau. Des personnages (Priscillia Ludosky, Jacline Mouraud, Éric Drouet, Maxime Nicolle dit Fly Rider, Benjamin Cauchy, Christophe Chalençon, Jean-François Barnaba, Ingrid Levavasseur, Yayk Shahinyan, Thierry Paul Valette, Faouzi Lelouche et quelques autres) ont été vus d'innombrables fois sans que l'on sache grand-chose sur eux à part qu'ils étaient révoltés par leurs conditions de vie. Tout en affirmant ne représenter qu'eux-mêmes, ces «gilets jaunes» popularisés par la télévision suggèrent que tous les «gilets jaunes» pensent comme eux –voire toute la société ou presque si l'on s'appuie sur le soutien enregistré par les sondages effectués via le Net, sondages qui auraient mérité sans doute un décryptage plus soigneux puisqu'en fait, fin novembre, 20% des sondés *«se définissent comme gilets jaunes»* et 60% disent les comprendre.

Force de l'image, faiblesse de l'investigation

Cette sympathie qui accompagne le mouvement reflète en même temps l'attitude de compréhension manifestée par presque tous les interlocuteurs de plateau –mus par une compassion envers «les vrais gens», si souvent absents de la représentation médiatique et politique. Au-delà de leur métier, de leur région d'origine et de quelques éléments biographiques glanés deci-delà, aucune enquête approfondie n'a été conduite sur ces porte-drapeaux. Pour ne citer que deux visages vus à l'envi sur les plateaux: la dimension complotiste et mythomane de Maxime Nicolle apparaissait clairement si l'on regardait les vidéos qu'il postait dès début

décembre, et dès cette époque les affinités de Christophe Chalençon avec l'extrême-droite étaient faciles à repérer sur son compte Facebook.



La timidité des journalistes de télévision à pousser plus loin leur investigation sur ces porte-paroles intrigue: s'agit-il d'inconscience, d'un manque de professionnalisme, de précipitation due à l'urgence, d'une fascination pour des profils si insolites, étrangers à la bonne compagnie des plateaux de l'info en continu? Le 20 novembre, d'ailleurs, au début du mouvement, c'est chez Hanouna dans «Touche pas à mon poste», émission d'actualité et de divertissement qui se complait dans la provocation, que les «gilets jaunes» ont demandé à pouvoir *«pousser leur coup de gueule»*: jamais sans doute ils n'auraient imaginé être invités à investir à ce point les médias dits «sérieux».



Sans répit, ces porte-paroles, qui pourtant se dénigrent entre eux en coulisses, se rejoignent dans un même registre sémantique, celui de l'inflexibilité. D'abord à propos du diagnostic sur le pouvoir d'achat *(«on a faim», «on ne peut plus payer nos factures», «on continuera de manifester tant que toutes nos demandes ne seront pas satisfaites»).* Puis, après la déclaration d'Emmanuel Macron du 10 décembre, sur la démocratie directe: en trois minutes, le RIC, Référendum d'initiative citoyenne, dévoile un horizon absolu.

Une sémiologie dieudonniste

Après deux siècles de construction laborieuse de la démocratie représentative, toujours améliorable évidemment, l'idée d'un gouvernement direct par les citoyens (*via* internet?) surgit comme l'enchantement de la politique. Les ronds-points se vident, les rangs des enragés du samedi s'éclaircissent, mais ceux qui égayent encore les plateaux continuent de pratiquer un discours d'airain, installant le sentiment d'une mobilisation sans fin, qui ne cherche qu'une seule fin, une solution ultime aussi abstraite (le changement de gouvernement? le départ d'Emmanuel Macron? Pour le remplacer par qui?) que violente.

Cette inflexibilité est-elle organisée? Comme depuis le début des manifestations, c'est à partir du blog d'Éric Drouet, et ses relais dans les comptes Facebook, que sont lancés les appels et informations concernant les manifestations du samedi. Dans les commentaires, la haine contre les puissants, les accents «antisystème» rivalisent avec les sous-entendus et les ricanements alimentés par des fausses nouvelles, des images détournées, des allusions pour initiés LOL. Ces écrits éclatent dans beaucoup de directions, entre rage, propos racistes et rigolades, et forment une sémiologie difficile à décoder –mais celle-ci, d'après des témoignages, évoquerait celle des spectacles de Dieudonné.

L'ensemble de ces interactions tisse une toile de défoulement, mais aussi une menace de destruction pour les personnes qui ne partagent pas l'idéal des «gilets jaunes». Bien sûr, le gros des militants qui ont occupé ou occupent encore les ronds-points n'est certainement pas à l'unisson de ce discours qui sonne étrangement à l'aune des répertoires politiques habituels. Le fait est qu'il résonne fortement dans ces sites noyaux durs de la coordination, et qu'il semble orchestrer au moins un point : le parti pris d'inflexibilité. Exemple frappant: quand on demande à un «gilet jaune» ce qu'il attend du discours du chef de l'État du 31 décembre, la réponse immédiate et brutale, c'est RIEN.

La navigation dans les comptes Facebook des internautes les plus mobilisés, ceux qui réagissent aux vidéos d'Éric Drouet et l'encouragent –virtuellement, en tout cas, car une seule partie d'entre eux se rend réellement dans les manifestations– est à l'image du Net des familles modestes. Les statuts (textes, images, posters…) sont peu nombreux, mais augmentent ponctuellement par exemple à l'occasion des vacances ou de fêtes familiales. Les noms des internautes sont rarement mentionnés dans leur intégralité, pullulent des surnoms, les sobriquets et les clins d'œil parfois à travers des photos. La plupart de ces comptes sont non publics (un mouvement de fermeture semble s'être opéré après les premiers samedis de violence) et seuls sont rendus visibles le lieu de résidence ou, éventuellement, l'endroit où l'internaute a fait ses études secondaires, presque toujours des petites communes. Les membres de cette communauté signalent aussi leur situation affective, le fait d'être *«en couple»* est souvent mentionné, et la présence d'enfants est parfois attestée par des photos déposées sur le mur Facebook. Mais ces personnes comme tout le monde représentent-elles tout le monde?

Le règne du populisme digitalisé

Alors qu'aucun mouvement social n'a bénéficié d'une telle visibilité dans les chaînes d'info, c'est aux médias tous confondus que s'en prennent les derniers quarterons de «gilets jaunes». Les journalistes ne diraient pas la vérité, sous-estimeraient le nombre de manifestants, ne montreraient que les violences, et seraient exclusivement à la solde des puissants. Le discours schizophrénique sur les médias est un grand classique des démocraties, il ne faut donc pas trop s'émouvoir. Parallèlement, la démocratie Facebook s'annonce comme le rêve éveillé des «gilets jaunes» –sans davantage de détails puisque le mouvement bannit organisation et représentation, cette vision demeure figée dans un nuage d'apesanteur. Mais cette démocratie, telle que pratiquée par eux pour le moment, réside dans un lien électronique entre de vagues «têtes d'affiche» (Éric Drouet, Fly Rider, un certain Ramous…) et des supporters. Un meneur et ses troupes, une horizontalité en peau de lapin. Le chemin du populisme digitalisé a été tracé par d'autres figures comme Trump ou Beppe Grillo, des figures sur lesquelles, au départ, aucun bookmaker n'aurait misé un kopek. Là, il faut commencer à s'émouvoir.

1 — Cela va sans dire, construire un feuilleton vaut de l'or pour ces chaînes. Pour une heure donnée, les chaînes commerciales ont droit à maximum 12 minutes de publicité, avec une moyenne maximum autorisée de 9 minutes sur la journée. Elles peuvent aussi parrainer des émissions, et faire de l'autopromotion.

Les «foulards rouges» préparent leur mobilisation du 27 janvier à Paris

Actualité Société http://www.lefigaro.fr/ Par Aude Bariéty Mis à jour le 08/01/2019 à 20:04 Publié le 08/01/2019 à 14:31



Capture d'écran de la bannière de l'événement Facebook du 27 janvier. Capture Facebook / Foulards rouges

L'ingénieur toulousain qui avait lancé l'idée d'une manifestation «de soutien à la République» s'est associé avec le mouvement des «foulards rouges» pour protester contre les violences occasionnées par les «gilets jaunes».

«La France silencieuse qui respecte la démocratie» viendra-t-elle fouler les pavés parisiens dimanche 27 janvier pour «défendre [les] libertés» lors d'une marche «républicaine, pacifique, joyeuse et porteuse d'espoir»? C'est le pari de Laurent* et Théo Poulard. Membres du mouvement

des «foulards rouges», cet ingénieur toulousain et ce boulanger breton veulent en finir avec les «débordements, incivilités, agressions et délits» de certains «gilets jaunes».

Le 10 décembre dernier, peu après l'intervention d'Emmanuel Macron visant à apaiser la colère des «gilets jaunes», Laurent crée une page Facebook intitulée «Gilets Jaunes, maintenant ça suffit». Dès le lendemain, cet ingénieur la renomme «STOP. Maintenant ça suffit», expliquant qu'il ne s'oppose pas au mouvement des «gilets jaunes» dans sa globalité mais aux protestataires qui se sont «radicalisés». Puis il crée un événement Facebook appelant à une marche de soutien à Emmanuel Macron. Sa proposition devient virale, et il croule rapidement sous les soutiens comme sous les critiques.

Qui sont les «foulards rouges» ?



En réaction au mouvement des «gilets jaunes», des habitants du Vaucluse ont créé sur Facebook, le mouvement des «foulards rouges». Le groupe sur Facebook atteint plus de 35 000 membres.

«Ce qui est en train de se passer, c'est un putsch !»

L'initiative attire l'attention du jeune mouvement des «foulards rouges», fort de 35.000 membres sur son groupe Facebook et constitué depuis peu en association loi 1901. Son leader, Théo Poulard, contacte Laurent et lui propose d'associer les «foulards rouges» à sa marche. Seule condition, mais de taille: faire de la marche un événement apolitique. Le Toulousain, qui assume ses «sympathies» envers Emmanuel Macron et LaREM, accepte, renomme son événement «Marche républicaine des libertés» et devient référent des «foulards rouges» pour la Haute-Garonne.

«Les “foulards rouges” ne sont pas anti “gilets jaunes”», affirme Théo Poulard, 23 ans. «Les causes des “gilets jaunes” sont défendables; moi-même, j'aurais pu descendre dans la rue protester contre la hausse des carburants. Chacun a le droit de s'exprimer et de manifester. Mais quand on voit comment ça a tourné, ça devient dangereux. Le mouvement a été récupéré par les extrêmes, de droite ou de gauche. Nous, nous sommes attachés au respect des institutions et de la démocratie.» De son côté, Laurent n'hésite pas à affirmer que «ce qui est en train de se passer, c'est un putsch !».

8000 personnes ont annoncé leur venue

La «Marche républicaine des libertés» constitue le premier grand événement organisé par les «foulards rouges». Déclarée en préfecture, elle est fixée au dimanche 27 janvier, avec un départ à 14 heures place de la République puis un parcours menant jusqu'à la place de la Bastille. Ce mardi, 8000 personnes avaient déjà indiqué leur présence sur Facebook. «Ce serait déjà une satisfaction mais nous espérons beaucoup plus !», s'exclame Théo Poulard, qui insiste: «c'est avant tout une marche citoyenne conçue pour rassembler beaucoup plus largement que les “foulards rouges”».

Les critiques et menaces liées à la marche - notamment le risque d'une contre-manifestation de «gilets jaunes» - n'effraient pas le Quimpérois, confiant en l'action des forces de l'ordre et du service de sécurité interne. Il appelle cependant ceux qui se rendront à Paris le 27 à éviter un maximum le noir, «pour ne pas être confondus avec des casseurs». Les participants sont-ils invités à venir avec un foulard rouge ? «S'ils le veulent», répond le jeune boulanger, qui confie que le terme de «foulards rouges» est avant tout «symbolique». «Le fondateur du mouvement, John Christophe Werner, est fan des fêtes de Bayonne, d'où le nom...»

Cagnotte contre cagnotte: les forces de l'ordre font mieux que Christophe Dettinger

Actualités Actu Société Social Gilets jaunes https://www.ladepeche.fr/ Publié le 09/01/2019 à 13:42, Mis à jour le 09/01/2019 à 18:06 Gilets jaunes Lionel Laparade



Le 5 janvier à Toulouse./ Photo DDM, Michel Viala

La cagnotte pour les forces de l'ordre fait mieux que celle de la famille du boxeur de gendarmes. Elle a suscité près de 8000 dons pour un montant qui approche les 200 000 € en moins de 24 heures. "Un formidable rééquilibre des valeurs", se réjouit Renaud Muselier.

Lancée par Renaud Muselier, le président LR de la région Paca, en riposte à l'appel aux dons en faveur du boxeur de gendarmes Christophe Dettinger, la cagnotte au profit des forces de l'ordre frôle les 200 000 € de participation ce mercredi matin, un peu moins de 24 heures après sa mise en ligne sur la plateforme Leetchi.

Six heures seulement après son ouverture, la cagnotte intitulée « Soutien aux forces de l'ordre » avait déjà franchi le seuil des 100 000 € de dons, faisant mieux, en termes de mobilisation, que celle publiée par la famille de Christophe Dettinger. Lundi, un appel à contribution a en effet été lancé pour subvenir aux frais de justice et d'avocat de l'ex-boxeur professionnel, placé en garde à vue lundi après avoir violemment agressé deux gendarmes, samedi à Paris, dans le cadre de l'acte 8 des Gilets jaunes.

Devant la polémique provoquée par cette initiative, et surtout par l'élan de générosité qu'elle a suscitée, puisque plus de 100 000 € ont été récoltés en quelques heures, la plateforme de financement participatif a désactivé cette cagnotte ce mardi. Leetchi a par ailleurs pris l'engagement que l'argent servirait exclusivement à financer la défense de Christophe Dettinger, par virement direct à son ou ses avocats, et que le reliquat des sommes collectées serait reversé aux donateurs.

Alors que plusieurs ministres et syndicats de police ont condamné ce soutien financier au boxeur de gendarmes, considérée notamment comme « une prime à casser du flic », Renaud Muselier a lancé hier une contre-cagnotte . « Plus de 1050 membres de nos forces de l'ordre ont été blessés au cours de manifestations des Gilets jaunes », a rappelé le président de la région Paca, en exprimant aussi son indignation à propos de la cagnotte pour Christophe Dettinger, « ce voyou qui a attaqué nos forces de l'ordre. En dehors du caractère absolument amoral de cette démarche, qu'il convient de dénoncer, il est de notre devoir en tant qu'amoureux de la République de répondre à cette initiative », a encore écrit Renaud Muselier, en sollicitant la participation de tous « au nom des valeurs fondamentales de la France : Liberté, Egalité, Fraternité ».

"La République triomphera toujours face aux voyous"

Ce mercredi matin, l'élu provençal s'est réjoui du succès de sa collecte républicaine : « Plus de 160 000€ récoltés sur la #cagnotte en faveur de nos #policiers, #gendarmes et #pompiers ! C'est un formidable rééquilibrage des valeurs. La #République triomphera toujours face aux voyous comme #Dettinger et à leurs complices. Merci à tous ! Continuons ainsi », a-t-il publié sur son compte Twitter.





Renaud Muselier

✔ @RenaudMuselier

Plus de 160 000€ récoltés sur la #cagnotte en faveur de nos #policiers, #gendarmes et #pompiers !

C'est un formidable rééquilibrage des valeurs. La #République triomphera toujours face aux voyous comme #Dettinger et à leurs complices.

Merci à tous ! Continuons ainsi.

382

11:14 - 9 janv. 2019

Le contenu de la cagnotte, ouverte pendant un mois sur la plateforme Leetchi, sera intégralement reversé à l'amicale de la police nationale, une association d'entraide qui oeuvre pour les gendarmes, policiers et sapeurs-pompiers, qui pourra la répartir entre les forces de l'ordre blessés, a précisé un porte-parole de Renaud Muselier.

Une autre cagnotte ouverte sur la plateforme Gofundme par Bruno Pomart, maire de Bleflou dans l'Aude et ancien policier du Raid, approchait les 20 000 € ce mercredi à la mi-journée.

Gilets jaunes: le "référendum des percepteurs", la menace qui remonte

https://www.huffingtonpost.fr/ POLITIQUE 09/01/2019 19:18 CET | Actualisé il y a 10 heures Par Anthony Berthelier

Avec son "opération je sauve mes ronds", Maxime Nicolle, un des visages de la mobilisation, veut viser Emmanuel Macron et le système banquier.



Captures d'écran Gilets jaunes: le "référendum des percepteurs", la menace qui remonte

POLITIQUE - Se réinventer pour durer. À quelques jours de l'ouverture du grand débat national, les gilets jaunes ne lèvent pas le pied. Contraints par un contexte sécuritaire de plus en plus pesant, ces Français en colère tentent d'innover pour continuer à se faire entendre. Une obligation pour ce mouvement qui fonde sa légitimité sur le soutien durable d'une large partie de la population malgré les violences qui émaillent les manifestations samedi après samedi.

Après l'occupation des ronds-points, les péages gratuits et autres opérations escargots, une petite musique s'intensifie sur les pages Facebook des gilets jaunes, là où a commencé le mouvement et où il perdure aujourd'hui. À la mobilisation physique, certains veulent en effet ajouter une action dématérialisée: le "référendum des percepteurs".

RDP ou "opération je sauve mes ronds", comme l'appelle Maxime Nicolle, alias Fly Rider, un des visages emblématiques des gilets jaunes, consiste à retirer l'argent qui se trouve sur vos comptes en banque pour faire flancher l'économie. Le jeune homme d'une trentaine d'année a participé à la popularisation de l'idée en publiant une vidéo en direct le 7 janvier, dans laquelle il explique les tenants et les aboutissants d'une telle méthode. Un serpent de mer chez les gilets jaunes qui n'a jamais véritablement été suivi d'effet.

"C'est légal, c'est pas violent et c'est notre argent"

"On va retirer notre argent des banques", tranche-t-il vers la fin de son live, avant de livrer l'essence d'une telle action. "C'est simple. Vous n'êtes pas d'accord avec le gouvernement mais vous n'êtes pas gilets jaunes parce que ce qui passe à la télé ne vous donne pas envie de venir? Très bien. Par contre vous avez un pouvoir: c'est l'argent qui est sur votre compte. On va retourner aux urnes, aux distributeurs", explique Maxime Nicolle avant d'indiquer qu'"énormément de gens sont prêts à le faire."



Maxime Nicolle explique le référendum des percepteurs dans un live Facebook

L'avantage de ce nouveau mode d'action est qu'il est non-violent et pourrait, selon Maxime Nicolle et ses soutiens, faire plier Emmanuel Macron par le biais de l'économie. Il souhaite, en substance que "le gouvernement s'en inquiète, que les banques crient au secours et que ça fasse changer les lignes." "C'est avec notre fric que vous vous faites du pognon et ça on en a marre. (...) Le pognon on va le récupérer. C'est le nôtre, c'est légal, c'est pas violent et c'est notre argent", explique-t-il dans la vidéo qui a suscité quelque 28.000 réactions et 36.000 partages en 48 heures.



Capture d'écran @MaximeNicolle Maxime Nicolle veut organiser un "référendum des percepteurs"

Cette idée, Maxime Nicolle la puise sans doute d'un autre Facebook Live publié dimanche 6 janvier. Un internaute baptisé Tahz San plaide, dans une courte allocution préparée à l'avance, pour "le pire cauchemar du gouvernement." et vante les mérites du référendum des percepteurs pour "faire peur à l'État en toute légalité." Dans cette vidéo publiée sur une toute nouvelle page Facebook dédiée aux gilets jaunes, cet internaute lance donc un appel à l'acte IX samedi 12 janvier, estimant cette fois ci que l'initiative pourrait marcher grâce à deux conditions *sine qua non* jamais réunies: la mobilisation et la synchronisation.

Serpent de mer

Si rien n'indique, comme le laissent penser plusieurs figures des gilets jaunes, que l'opération fonctionnera cette fois ci, la tentation est visiblement très grande chez de nombreux internautes contestataires. "Retirer votre argent de votre compte même si c'est 10€ (pour ceux qui peuvent bien sûr) et ne laisser que le minimum pour vos prélèvements. Retournons à des paiements en espèces! Un retrait collectif fera un grand boom dans l'économie des banques! Et aura un gros impact et tout ça sans violence! Soyez prêt!", lance par exemple l'un d'entre eux sur l'un des groupes les plus suivis du mouvement "la France en colère!!!"



Capture d'écrans Ces gilets jaunes veulent retirer leur argent des banques.



Capture d'écrans Ces gilets jaunes veulent retirer leur argent des banques.

Les conséquences d'une éventuelle réussite de cette initiative pourraient être graves pour le système, à en croire *Challenges* et *Capital*. Selon les deux médias, aucun établissement ne possède les liquidités "correspondant aux dépôts de ses clients." En clair, une banque pourrait se retrouver dans l'impossibilité de payer ses frais de fonctionnement en cas de grosses vagues de retraits. "Le schéma est ensuite classique: si une banque s'écroule, c'est l'ensemble du secteur qui vacille", écrit *Capital*.

Mais comme le note Tahz San, l'internaute qui remet le couvert sur ce qu'on appelle également le "bank run", la volonté de faire plier le gouvernement par le biais des banques est loin d'être nouvelle. Depuis le début du mouvement, de nombreux messages incitant à retirer l'argent des comptes ont fleuri sur les réseaux sociaux dédiés aux gilets jaunes. Sans que ces appels ne soient jamais repris par une quelconque tête connue du mouvement ni jamais suivis de véritables effets.



Captures d'écran Tout au long de la mobilisation des gilets jaunes ont appelé leurs camarades à retirer leur argent des banques



Captures d'écran Tout au long de la mobilisation des gilets jaunes ont appelé leurs camarades à retirer leur argent

Les gilets jaunes n'ont d'ailleurs pas le monopole du fantasme "référendum des percepteurs." En décembre 2010, Éric Cantona appelait -en vain- les Français au même type de révolution non-violente pour faire tomber le secteur. "S'il y a 20 millions de gens qui retirent leur argent, le système s'écroule [...] La révolution se fait par les banques", estimait-il à *Presse Océan*, dans un discours qui rejoint aujourd'hui peu ou prou celui de Maxime Nicolle.

L'appel avait toutefois suscité l'inquiétude de certains établissements bancaires en France ou en Belgique. Certains -rares- responsables politiques comme Cécile Duflot, avaient vu dans cette initiative une sorte de "ras-le-bol" à l'égard de la finance et des élites, quand d'autres à l'image de François Baroin n'avaient pas hésité à mettre de l'huile sur le feu. Le porte-parole du gouvernement de l'époque avait jugé l'idée "comique si ce n'était tragique."

Les rumeurs concernant la cagnotte des policiers sont-elles fondées ?

Actualité Société http://www.lefigaro.fr/ Par Jeanne Sénéchal Mis à jour le 11/01/2019 à 09:10 Publié le 10/01/2019 à 23:32



La cagnotte Leetchi en «soutien aux forces de l'ordre». Leetchi

Des doublons dans les participations, une attaque robot, une moyenne trop régulière du montant des dons... De nombreuses rumeurs de trucage concernant la cagnotte Leetchi en soutien aux policiers blessés durant les manifestations des «gilets jaunes» se propageaient jeudi sur les réseaux sociaux.

Un succès fulgurant. En réaction à la cagnotte Leetchi de Christophe Dettinger, l'ex-boxeur poursuivi pour avoir frappé des gendarmes, le président LR de la région Paca, Renaud Muselier, a lui-même créé une cagnotte en soutien aux forces de l'ordre. Lancée mardi dernier, elle atteignait ce jeudi la barre du million d'euros en début d'après-midi.

«Gilets jaunes» : la cagnotte dépasse le million d'euros pour les policiers blessés



La cagnotte en ligne sur la plateforme leetchi, lancée par le président LR de la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur, Renaud Muselier, pour les forces de l'ordre blessés, à dépassés le million d'euros.

La cagnotte dont le but est de soutenir plus de 1000 membres des forces de l'ordre blessés en marge du mouvement des «gilets jaunes» n'a cessé de grimper de manière surprenante. Ce qui n'est pas passé inaperçu du côté de certains internautes, qui ont pointé du doigt l'impressionnante progression nocturne du pactole: les gains enregistrés sur la plateforme Leetchi sont passés de près de 630.000 euros à environ 850.000 euros entre 2h00 et 6h00 du matin. Soit une hausse de 220.000 euros en l'espace de 4 heures, pour un horaire habituellement calme.

Une augmentation exponentielle des dons en pleine nuit

Souvent citée par les internautes, la page yeti blog est à l'origine de ces relevés: «Dans la nuit du 9 au 10 janvier, un afflux considérable de donateurs, sans doute insomniaques, afflue sur le

compte. À 4h27, 27.928 donateurs avaient donné 762.864,82 euros ; à 4h29, 28.358 donateurs avaient donné 775.076,95 euros ; à 4 h 44, 28.527 donateurs avaient donné 780.114,76 euros», peut-on lire sur le blog.

Renaud Muselier a concédé au quotidien Le Parisien: «Moi-même, j'ai été très étonné. C'est pourquoi j'ai dépêché l'un de mes collaborateurs au siège de Leetchi dès ce matin.» Une information que l'entreprise s'est empressée de justifier dans un post Twitter: «Comme nous l'avons indiqué hier soir, nous avons subi des ralentissements dans l'affichage des participations. Nous avons en effet reçu dans un laps de temps très court un volume exceptionnellement élevé de contributions. Or, avant d'être affiché, chaque don fait l'objet d'un traitement automatisé, afin notamment de garantir la sécurité du donateur. Ce volume élevé de visites et de dons sur une même cagnotte a entraîné un ralentissement de la validation et donc de l'affichage en temps réel des sommes versées. Ce qui a eu pour conséquence de créer un effet de “file d'attente” dans l'affichage des contributions.»

La plateforme Leetchi ajoute qu'«en début de soirée, nous avons mis en place une optimisation qui a permis de fluidifier cet affichage. Le rattrapage du retard accumulé pendant la journée s'est fait graduellement pendant la nuit. D'où cette impression de montants augmentant de manière automatique et régulière.

44,07% de dons en double/triple/quadruple sur 1700 dons analysés

Autre intrigue, le nombre de doublons dans les participants. Un référencement sur un échantillon de 1700 contributions Leetchi, effectué par Robert Roger, et retweeté par Fabrice Epelboin, professeur à Sciences Po Paris, montre qu'un nom est répertorié plusieurs fois, ce que vous pouvez voir dans le Tweet ci-dessous :



Fabrice Epelboin

✔ @epelboin

· Jan 10, 2019

La cagnotte @Leetchiweb organisée par @RenaudMuselier a tout l'air d'être d'une opération d'#astroturfing - attendez vous à en voir un paquet du coté #LR et #LREM https://yetiblog.org/la-cagnotte-leetchi-de-soutien-aux-policiers-est-un-fake-alimente-par-des-robots/ …



Cagnotte Leetchi en soutien aux policiers : d'étranges donateurs nocturnes et insomniaques

L'étrange effervescencen nocturne de la cagnotte de soutien Leetchi aux forces de l'ordre organisé par Renaud Muselier (LR).

yetiblog.org



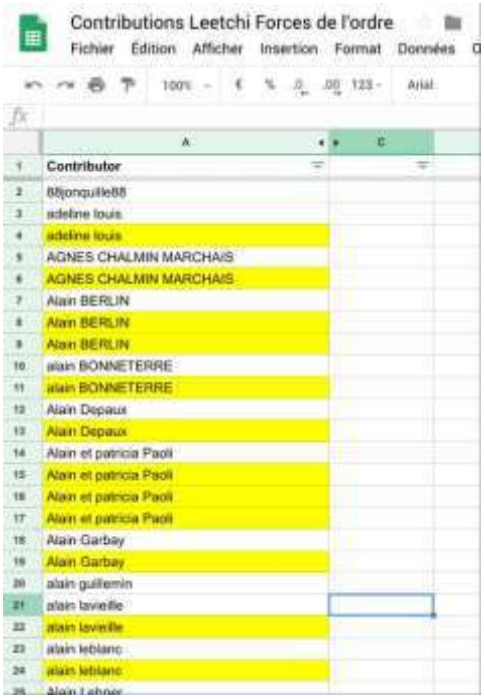
Roger Robert @RogerRobert_

Je viens d'extraire et de faire l'analyse de 1700 dons et le résultat est impressionnant ! 44% de dons multiples... j'en reviens pas. pic.twitter.com/eorJw4BvZE

514

7:33 PM - Jan 10, 2019

Twitter Ads info and privacy



769 people are talking about this

Là aussi, Leetchi a une explication: «Concernant les doublons (nom, prénom, montant): lorsque nous rencontrions ces ralentissements, des participants ont eu un message d'erreur et ont renouvelé leur don alors que le précédent avait été validé. Les remboursements sont traités au fur et à mesure». «L'utilisation de pseudos, l'anonymisation du participant et le fait de masquer le montant de son don font partie des fonctionnalités propres au site et sont au choix du contributeur.»

Une opération que personne ne peut désormais vérifier, l'onglet participation ayant disparu en fin d'après-midi sur Leetchi.

«Une attaque robot»

Pour justifier cette hausse fulgurante, les internautes ont accusé cette cagnotte d'être alimentée automatiquement «par un robot», qui ferait gonfler artificiellement le montant global de la collecte.

Un scénario fermement démenti par la direction de Leetchi, interrogée par Le HuffPost. «Il n'y a pas eu et nous n'avons jamais subi d'attaque de robots», assure son directeur général Benjamin Bianchet. La plateforme de dons en ligne est catégorique: toutes les contributions affichées sont bien réelles et Leetchi «n'accepte aucune contribution automatique générée par des robots». Donc ni robot, ni ingérence, la plateforme est claire: cet argent, d'où qu'il provienne, existe bel et bien.

Sport

Les "TOPs" : ces techniques utilisées par les athlètes et validées par l'armée

Sciences et Avenir Santé Cerveau et psy https://www.sciencesetavenir.fr/ Par Franck Daninos le 06.01.2019 à 14h00 Abonnés

Entretien avec Michel Nicolas, chercheur au laboratoire de socio-psychologie et management du sport de l'Université de Bourgogne.



Michel Nicolas, chercheur au laboratoire de socio-psychologie et management du sport de l'Université de Bourgogne. COURTESY M. NICOLAS

Cet article est extrait du hors-série n°196 de Sciences et Avenir (janvier - février 2019). Il est la suite de celui-ci, qui explique comment l'armée relève le moral des troupes soumises à du stress chronique, de l'angoisse et de la pression.

Sciences et Avenir : Les techniques d'optimisation du potentiel (TOP) sont-elles transposables dans le milieu du sport ?

Absolument ! De plus en plus d'athlètes utilisent ce panel particulièrement complet et intéressant de techniques, testé et éprouvé par l'armée française pendant plus de vingt-cinq ans. Elles commencent aussi à être diffusées dans le monde académique, via en particulier le Master 2 "Psychologie de la performance et du sport" de l'université de Bourgogne. Créé en 2017, il est le premier à incorporer les TOP dans l'enseignement supérieur. L'objectif ? Former de futurs chercheurs, mais aussi des consultants et des psychologues destinés à travailler dans les institutions sportives - fédérations, clubs ou centres d'entraînement professionnel. De manière générale, c'est tout le domaine de la préparation mentale des sportifs qui se structure depuis une dizaine d'années, avec des diplômes nationaux, une déontologie, des revues spécialisées, des protocoles testés scientifiquement, etc.

Qu'entend-on par "préparation mentale" des sportifs ?

On ne s'est rendu compte que tardivement de son importance dans la performance sportive, si complexe et multiforme. C'était un peu la dernière roue du carrosse, derrière l'entraînement physique, la technicité, les aspects tactiques ou l'utilisation de matériaux de pointe, pour le cyclisme par exemple. Or, tout le monde est désormais convaincu que ce fameux "mental" joue, lui aussi, un rôle essentiel. Grâce à des méthodes comme les TOP, il s'agit de développer les habiletés psychologiques des athlètes, via la "mentalisation" des actions et des gestes sportifs notamment.

De nombreux travaux ont en effet démontré que le simple fait de s'imaginer descendre une piste de ski ou soulever des haltères pouvait améliorer l'exécution des mouvements… et même la prise de force ! On active alors les mêmes circuits neuronaux que si l'on exécutait ces actions - avec certes de grandes variations interindividuelles, car nous n'avons pas tous les mêmes capacités de visualisation. Mais les habiletés mentales, comme les aspects purement physiques, nécessitent dans tous les cas un apprentissage et beaucoup d'entraînement. D'où l'importance d'avoir recours à des praticiens solidement formés.

Travaillent-ils aussi sur la gestion du stress ?

C'est en effet une préoccupation récurrente pour les sportifs de haut niveau, surtout lors des compétitions. Les préparateurs mentaux commencent par leur enseigner que le stress n'est pas une défaillance ni une mauvaise chose en soi, et qu'il faut apprendre à le réguler. Un examen psychologique est alors souvent nécessaire, afin d'aider les athlètes à en comprendre la nature et de leur apprendre à identifier leurs émotions, pour ne pas les subir mais les utiliser. Il s'agit, enfin, par la régulation des affects ou l'imagerie mentale, de développer des pensées positives, de renforcer la confiance en soi et la motivation.

GRANDE-BRETAGNE

BREXIT

Brexit : les députés britanniques infligent un nouveau revers à Theresa May

Actualité International Par Le figaro.fr AFP, Reuters Agences Mis à jour le 09/01/2019 à 10:37 Publié le 08/01/2019 à 22:59



Theresa May en visite dans un hôpital pour enfants de Liverpool le 7 janvier. CHARLOTTE GRAHAM/AFP

Avant de se prononcer le 15 janvier sur l'accord de sortie de l'Union européenne négocié par la première ministre, les parlementaires ont encore rogné ses marges de manœuvre.

La première ministre Theresa May a essuyé un nouveau revers mardi à la Chambre des Communes, l'équivalent de notre Assemblée nationale, où une majorité de députés a obtenu d'être consultée si l'hypothèse d'un Brexit sans accord («no deal») se matérialisait. Signe de l'hostilité ambiante, les députés ont mis en défaut le gouvernement en votant un amendement au projet de loi de finances, déposé par l'opposition travailliste et passé à 303 voix contre 296, grâce au soutien de conservateurs de la majorité. En clair, le texte limite la capacité du gouvernement à dépenser de l'argent pour préparer une sortie de l'Union européenne sans accord, à moins d'y avoir été autorisé explicitement par le Parlement.

Cette défaite souligne la faiblesse de Theresa May à la tête d'un Parti conservateur plus que divisé, à quelques jours du vote, prévu le 15 janvier (à partir de 20 heures, heure de Paris), sur l'accord trouvé en novembre avec l'Union européenne sur le Brexit. Les débats parlementaires en vue de ce vote doivent reprendre mercredi à Westminster. Alors que Theresa May n'a cessé d'agiter l'épouvantail d'un «no deal» pour forcer le vote des députés dans son sens, ces derniers viennent clairement de reprendre la main. «Cela montre qu'il n'y a pas de majorité au Parlement (...) pour une sortie de l'UE sans accord», a réagi le chef de file des travaillistes, Jeremy Corbyn. La première ministre «Theresa May doit maintenant exclure un “no deal” une bonne fois pour toutes», a-t-il ajouté, alors que le gouvernement accélère ses préparatifs en prévision d'un tel scénario.

Officiellement, pas de report prévu

Theresa May a déclaré qu'elle continuait à travailler avec Bruxelles pour obtenir des assurances susceptibles de convaincre les députés du bien-fondé de l'accord de divorce avec Bruxelles, après s'être déjà entretenue avec des dirigeants européens pendant la période de Noël. Mais Londres a démenti envisager de retarder la date de sa sortie de l'UE, comme l'affirme mardi le *Telegraph* , face au risque d'impasse et de «no deal», synonyme de rupture brutale des liens tissés depuis plus de quatre décennies. Plusieurs sources européennes ont indiqué au quotidien que les autorités britanniques «tâtaient le terrain» pour demander une éventuelle extension de l'article 50 du Traité de l'UE, qui régit le départ d'un État membre.

Faux, selon le gouvernement. «Nous sommes très clairs: la politique du gouvernement est que l'article 50 ne peut pas être prolongé», a commenté le secrétaire d'État au Brexit Martin Callanan, à son arrivée mardi à une réunion entre ministres européens à Bruxelles. «Nous quitterons l'UE le 29 mars de cette année parce que c'est ce que dit l'article 50, c'est ce pour quoi le Parlement a voté, et c'est désormais ce que dit la législation nationale britannique», a-t-il ajouté. Le ministre britannique chargé du Brexit, Steve Barclay, a également démenti que le gouvernement britannique comptait demander une prolongation.

Faute de majorité, Theresa May avait déjà été contrainte de reporter in extremis le vote du Parlement britannique, initialement prévu le 11 décembre dernier. Rien ne dit qu'elle pourra cette fois réunir la majorité dont elle a besoin pour éviter un Brexit sans accord aux conséquences incertaines. Au sein de son gouvernement, plusieurs ministres ont pris la parole pour alerter sur cette perspective. Ainsi, le secrétaire d'État au commerce Greg Clark a estimé qu'un «no deal» en mars est une option qui «ne devrait même pas être envisagée».

Brexit. Jeremy Hunt déclare que le Brexit pourrait ne pas avoir lieu

Accueil Europe Grande-Bretagne Brexit https://www.ouest-france.fr/ avec Reuters Publié le 11/01/2019 à 14h53



Jeremy Hunt, le ministre des Affaires étrangères, affirme que les dés ne sont pas jetés pour le Brexit | ANDY RAIN / EPA

Sur Sky News, le ministre britannique des Affaires étrangères Jeremy Hunt a affirmé que la sortie du Royaume-Uni avait des chances, finalement, de ne pas avoir lieu. En cas de rejet de l'accord, la Chambre des Communes aura en effet le dernier mot.

Le Brexit pourrait ne pas avoir lieu ! Le ministre britannique des Affaires étrangères, Jeremy Hunt a affirmé que la Chambre des Communes pourrait avoir un rôle essentiel dans l'avenir du Brexit.

En cas de rejet mardi de l'accord de divorce, négocié par Theresa May avec Bruxelles, par la Chambre des Communes, la sortie du Royaume-Uni pourrait en effet ne pas avoir lieu.

« Risque d'une paralysie du Brexit »

« Ce qui est le plus probable en cas de rejet de cet accord, c'est le risque d'une paralysie du Brexit, et si cela se produit, personne ne sait ce qu'il pourrait advenir. », a déclaré Jérémy Hunt, sur *Sky News*.

Selon le *London Evening Standard* dans un article publié ce vendredi, certains ministres ont évoqué à la Première ministre la possibilité de report du Brexit au delà du 29 mars, date prévue. Remettant notamment en cause le nombre trop important de textes législatifs à adopter avant d'y parvenir. Toutefois une porte-parole du gouvernement a démenti cette information.

Le Parlement est déterminé à empêcher un Brexit sans accord a révélé le secrétaire du Foreign Office, et affirmé **« qu'il apparaît bien moins probable que le Parlement permettra une issue sans accord »**.

La Chambre des Communes, majoritairement pro-européenne, a vu ses députés voter, pour environ 75 % de ses membres, pour le maintien au sein de l'Union Européenne, en juin 2016 lors du référendum. Son rôle pour l'avenir du Brexit n'est ainsi pas anodin.

Le Parlement contraint l'action de Theresa May

Le mardi 8 janvier, les parlementaires britanniques ont obtenu de Theresa May qu'elle contraigne le gouvernement à solliciter le feu vert du Parlement afin de débloquer des fonds destinés à faire face à un Brexit sans accord.

Le délai laissé au gouvernement, pour la présentation d'un **« plan B »** de sortie, a été réduit également par le Parlement, en cas de rejet du projet actuel mardi 15 janvier à Westminster.

Défense

Les millennials dans le viseur des recruteurs de l'armée britannique

Politique http://www.slate.fr/ Repéré par Léa Polverini — 5 janvier 2019 à 17h27 Repéré sur The Guardian

L'armée adapte son vocabulaire à la nouvelle génération pour rattraper son retard dans les recrutements.



Les nouvelles affiches de la campagne de recrutement de l'armée britannique | MoD/Crown Copyright/PA

Flocons de neige, gamers invétérés, accros aux selfies et clowns de service, l'armée britannique vous veut dans ses rangs.

Avec sa nouvelle campagne de recrutement 2019, l'armée lance un appel à la génération des «*me me me millennials*» (l'équivalent anglais de la mal nommée «génération moi je»), en renversant les étiquettes péjoratives habituellement appliquées aux jeunes pour les présenter comme des caractères valorisants.

Vous êtes un zombie sur votre téléphone? L'armée a besoin de votre capacité de concentration. Un «*special snowflakes*»? L'armée a besoin de votre compassion. Un narcissique prêt à dégainer votre téléphone à tout instant? L'armée a besoin de votre assurance. Là où la société civile vous juge capricieux et superficiels, l'armée décèle votre force de caractère.

Rattraper les jeunes

Selon le major-général Paul Nanson, la campagne, qui vise les jeunes entre 16 et 25 ans, cherche à dépasser les stéréotypes pour montrer que l'armée «*voit les gens différemment*» et reconnaît leur «*besoin de donner un sens plus grand à des objectifs donnés*».

Elle comporte une série de publicités qui seront diffusées à la télévision et à la radio, ainsi que des affiches, qui font référence à la célèbre image «*Lord Kitchener Wants You*», réalisée par le Britannique Alfred Leete lors de la Première Guerre mondiale, et qui avait déjà inspiré la non moins fameuse reprise américaine de James Montgomery Flagg avec l'Oncle Sam.



Les affiches de recrutement utilisées par les Britanniques et les Américains lors de la Première Guerre mondiale, avec Lord Kitchener et l'Oncle Sam | Wikimedia Commons

L'idée est que l'armée apportera à des jeunes dévalorisés un nouvel environnement où ils seront susceptibles de s'épanouir, se rendant utiles dans des missions humanitaires ou des situations critiques en zones de conflits.

Le secrétaire à la Défense, Gavin Williamson, a présenté la campagne comme «*un puissant appel à l'action qui plaira à ceux qui cherchent à faire la différence en s'engageant dans une équipe innovante et inclusive*». Pour lui, «*cela montre que le temps passé dans l'armée dote les personnes de compétences pour la vie active et leur procure camaraderie, aventure et opportunités comme aucun autre travail ne serait susceptible de le faire*».

Viser les plus vulnérables

En juin 2018, l'armée britannique avait été accusée d'utiliser la vulnérabilité et l'angoisse des plus jeunes quant à leur avenir, en lançant une campagne de publicité sur les réseaux sociaux le jour des résultats du Certificat général de fin d'études secondaires (l'équivalent britannique du Bac).

Le Guardian, qui avait dénoncé ces pratiques à l'époque, explique que «*la campagne laissait entendre qu'une carrière dans l'armée serait toujours ouverte aux adolescents s'ils n'obtenaient pas les notes escomptées*». Aujourd'hui, il souligne que la campagne intervient alors que l'armée n'a pas atteint ses objectifs de recrutement.

En octobre, le Comité de la Défense de la Chambre des communes apprenait que l'armée britannique ne disposait que de 77.000 soldats pleinement entraînés, faisant défaut à l'objectif d'en avoir 82.500.

1 soldat sur 5 inapte: l'armée de terre britannique est vraiment à la peine

http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 09.01.2019 Par Philippe Chapleau

L'armée de terre britannique peine à recruter, avec 5 000 postes vacants -sur 82 000- en dépit de nombreuses campagnes de publicité dont la dernière en date qui suscite des commentaires. Dans une série d'affiches et de publicités télévisées, l'armée appelle les "addicts aux selfies", les "gamers compulsifs" ou encore les "zombies du portable" à s'engager:



En outre, plus de 20% des effectifs de l'armée de terre britannique ne peuvent pas être déployés à l'étranger à cause de problèmes de santé.

7 200 soldats ne peuvent ainsi être envoyés outre-mer pour raisons de santé, tandis que 9 910 autres ne peuvent accomplir que des tâches limitées et ne sont donc pas considérés comme pleinement déployables, a détaillé mardi le quotidien britannique *Times* qui a cité des chiffres officiels.

Environ 20% des soldats de la British Army seraient inaptes pour être déployés sur un théâtre extérieur

http://www.opex360.com/ Posté dans Europe, Forces terrestres par Laurent Lagneau Le 09-01-2019



Une British Army réduite mais plus réactive : tel a été le pari fait par Londres en 2010, en décidant de porter les effectifs des forces terrestres britanniques à seulement 82.000 soldats professionnels, comme au temps de la guerre des Boers [1899-1902]. Certains généraux exprimèrent leurs doutes au sujet de cette politique, estimant qu'elle allait avoir des conséquences négatives en termes de compétences et de capacités. Et le temps leur a donné raison.

Actuellement, la British Army est confrontée à au moins trois problèmes importants en matière de ressources humaines. En premier lieu, et pour un faisceau de raisons différentes, comme les restrictions budgétaires, l'incertitude sur les carrières, la faible activité opérationnelle ou encore des mesures controversées, comme celles concernant le logement, beaucoup d'engagés ont préféré quitter l'uniforme avant le terme de leur contrat. En 2016, ils furent ainsi plus de 10.000 à faire un tel choix.

Le second problème est lié au premier : la British Army n'est pas assez attractive, ce qui fait qu'elle peine à recruter. La réduction annoncée de ses effectifs a envoyé un mauvais signal à la jeunesse britannique dans la mesure où il a brouillé le message sur la nécessité de recruter de nouveaux soldats. À cela, il faut aussi prendre en compte le faible taux de chômage britannique ainsi que les aspects démographiques et sociaux.



Et pour couronner le tout, les campagnes de communication de la British Army n'ont pas toujours été très efficaces. Et celle qui vient d'être lancée risque bien de ne pas donner les résultats espérés. En s'adressant aux « millenials », elle a apparemment commis quelques impairs, avec une affiche ciblant les « snow flakes » [flocons de neige], ce qui est peçu comme une insulte outre-Manche [les « snow flakes » sont considérées comme étant plus fragiles, moins résilients et « pleurnichards »], à telle enseigne que le soldat choisi pour illustrer l'affiche de recrutement a exprimé son intention de démissionner de l'armée.

Les difficultés en matière de recrutement (qui expliquent la décision d'assouplir les critères d'admission au sein des forces britanniques pour les ressortissants du Commonwealth ainsi que celle d'ouvrir les spécialités de combat aux femmes) ainsi que le taux élevé de démissions font que 5.000 postes sont actuellement vacants au sein de la British Army.

Mais cette dernière aurait un troisième problème sur les bras. Selon le quotidien The Times, plus de 20% des soldats de la British Army sont inaptes pour être envoyés sur un théâtre extérieur, principalement pour des raisons de santé.

« 7.200 soldats ne peuvent ainsi être envoyés outre-mer pour raisons de santé, tandis que 9.910 autres ne peuvent accomplir que des tâches limitées et ne sont donc pas considérés comme pleinement déployables », avance en effet le quotidien.

Des chiffres confirmés par le ministère britannique de la Défense [MoD], lequel s'est voulu toutefois rassurant. « Les Forces armées ont suffisamment de personnel pour les opérations destinées à assurer la sécurité du Royaume-Uni », a-t-il fait valoir, ajoutant que les soucis de santé des soldats de la British Army sont « pour la plupart mineurs » et qu'ils n'étaient pas de nature à les « empêcher de s'acquitter de leurs tâches essentielles. »

En réalité, il existe trois catégories : les soldats aptes sans limitation d'emploi, classés « Medically Fully Deployable » [MFD], ceux qui le sont partiellement parce qu'ils ont des problèmes de santé mineurs (blessures sportives par exemple), classés « Medically Limited Deployable » [MLD] et considérés comme apte à un déploiement avec des restrictions, et ceux qui sont inaptes, classés « Medically Not Deployable » [MND].

Enfin, d'autres soldats ne peuvent pas être engagés dans une opération extérieure soit parce qu'ils n'ont pas l'âge légal pour cela, soit parce qu'ils n'ont pas reçu l'entraînement nécessaire.

Cela étant, jamais la totalité des effectifs d'une force armée n'est sollicitée en même temps. Tout simplement parce qu'il existe d'autres contraintes (disponibilité des matériels, préparations opérationnelles, etc). Mais au regard de son format actuel, ce taux n'inaptitude est élevé pour la British Army, d'autant plus qu'il n'est que de 15-16% pour la Royal Navy et la Royal Air Force.

ITALIE

Diplomatie

"N'abandonnez pas" : le vice-Premier ministre italien déclare sa flamme aux gilets jaunes... et propose son aide



- Tiziana FABI / AFP

Monde https://www.marianne.net/ Testez Rousseau Par Alexandra Saviana Publié le 07/01/2019 à 16:23

Le dirigeant du Mouvement 5 Etoiles et Vice-président du conseil des ministres italien, Luigi Di Maio, a officiellement apporté son soutien au mouvement des gilets jaunes dans un billet de blog publié ce lundi 7 janvier. Il a expliqué vouloir mettre à disposition du mouvement la plateforme participative emblématique du parti, "Rousseau".

Depuis le début de la mobilisation, beaucoup voient dans les gilets jaunes la nouvelle incarnation d'un autre élan populaire : celle du Mouvement 5 étoiles (M5S) en Italie. Voilà un billet qui devrait apporter de l'eau à leur moulin : ce lundi 7 janvier, sur le blog du M5S, Luigi Di Maio a très officiellement apporté son soutien aux gilets jaunes français… et expliqué vouloir mettre à disposition du mouvement la plateforme participative emblématique du parti, "Rousseau".

Luigi Di Maio affiche sa grande sympathie pour le mouvement français : *"Gilet jaune, n'abandonnez pas !,* les apostrophe-t-il. *Depuis l'Italie, nous suivons votre bataille depuis le jour de votre première apparition en colorant en jaune les rues de Paris et d'autres villes françaises"*.

Si le dirigeant du mouvement anti-système est aussi enthousiaste, c'est parce que, explique-t-il, il voit de nombreuses similitudes entre la genèse de son parti et celle des gilets jaunes : "*C'est le même esprit qui a animé le Mouvement 5 étoiles et des milliers d'Italiens depuis le 4 octobre 2009, jour de notre naissance. Et à partir de ce moment, nous ne nous sommes jamais arrêtés*", assure-t-il.

"Le gouvernement Macron ne se montre pas à la hauteur des attentes"

Au lendemain de l'acte VIII des manifestations françaises, le ministre du travail italien se veut encourageant. Qu'importe que, en France, la mobilisation des gilets jaunes soit donnée en baisse comparée aux premiers samedis de manifestation : *"Au début, nous avons dû supporter les taquineries de vieux politiciens et les féroces attaques des médias. Ils ont dit que nous étions peu nombreux, par exemple",* écrit-il. Luigi Di Maio s'en prend directement au ministre de l'Intérieur français, Christophe Castaner, ayant déclaré après la mobilisation de samedi que le mouvement des gilets jaunes n'était *"pas représentatif de la France" : "Une déclaration qui parle d'elle-même, d'une personne, d'une classe politique qui ne veut pas prendre conscience de la réalité"*, persifle le leader du M5S. Et de prédire aux gilets jaunes le même destin que celui de son parti : *"Le Mouvement 5 étoiles, moins de 4 ans après sa naissance, malgré les insultes et les ricanements, est entré au Parlement et après moins de 9 ans, nous sommes au pouvoir et ceux qui nous ont taquinés aujourd'hui ont disparu de la scène politique"*, assure-t-il.

Arrivé au pouvoir en mai lors des dernières législatives, le Mouvement 5 Étoiles gouverne aux côtés de la Ligue du Nord, parti d'extrême droite dirigé par le très médiatique Matteo Salvini. Celui-ci a d'ailleurs lui aussi exprimé sa sympathie aux gilets jaunes ce lundi : *"Je soutiens les citoyens honnêtes qui protestent contre un président gouvernant contre son peuple"*, a-t-il affirmé, ajoutant toutefois condamner avec une *"totale fermeté"* la violence des dernières manifestations.

Dans son billet de blog, Luigi Di Maio, déjà critique de la politique d'Emmanuel Macron par le passé, livre ici une nouvelle charge contre le président français : *"Le gouvernement Macron ne se montre pas à la hauteur des attentes"*, cingle-t-il, avant d'ajouter : *"Certaines politiques menées sont même préjudiciables non seulement aux citoyens français mais aussi pour l'Europe".* Au premier rang desquelles, comprend-on ensuite, *"la question de l'immigration, qui est aussi la cause de la politique étrangère menée notamment en Afrique du Nord et qui a conduit à la déstabilisation de cette région"*. Aujourd'hui divisé sur l'accueil de plusieurs bateaux appartenant à des ONG bloqués en Méditerranée, le gouvernement italien a été pointé du doigt cet été pour sa gestion de la crise migratoire. *"À l'instar des autres gouvernements européens, les Français en ce moment en particulier pensent à protéger les intérêts de l'élite, de ceux qui ont vécu des privilèges, mais pas ceux du peuple"*, poursuit le ministre du travail italien.

"Un gouvernement qui a plus de 60% d'opinion positive"

Pour Luigi Di Maio, la solution à ce sombre diagnostic se trouve dans les demandes des gilets jaunes, et en particulier dans leur désir de démocratie directe, *"une revendication importante car elle donne un sens à toutes vos autres demandes".* Encourageant les gilets jaunes à prendre leur destin en main, Luigi Di Maio compare une nouvelle fois la France à l'Italie, où *"il existe maintenant un gouvernement qui a plus de 60% d'opinion positive"*, car *"les mesures économiques que nous avons mises en place dans la loi de finances visent à améliorer la vie des plus faibles"*. Pour étayer son propos, Di Maio énumère une série de dispositions faisant écho aux revendications sociales des gilets jaunes : réduction des impôts *"pour les petites TVA et pour les propriétaires de petites entreprises"*, augmentation des *"pensions minimales à une demi-million d'Italiens venant la pauvreté"*, et des taxes pour les banques… *"C'était une manoeuvre pour le peuple"*, affirme Di Maio.

Hors de question pour le ministre du Travail italien, toutefois, de simplement constater. Dans son billet, Di Maio explique que le mouvement 5 étoiles *"est prêt à vous apporter le soutien"* dont les gilets jaunes ont besoin et de manière très concrète. Il propose ainsi de mettre à disposition des manifestants le *"système opérationnel de démocratie directe, Rousseau"* du parti. La plateforme participative, baptisée en référence à l'auteur genevois du *Contrat social*, entend notamment

permettre aux internautes italiens de donner leur opinion sur différents sujets d'actualité. Di Maio propose ainsi aux gilets jaunes français de profiter de ces fonctionnalités pour *"organiser les évènements sur le territoire"* ou mettre au point *"un système de vote permettant de définir un programme électoral et de choisir les candidats à une élection"*. *"C'est un système conçu pour un mouvement horizontal et spontané comme le vôtre et nous serions heureux si vous vouliez l'utiliser"*, déclare Di Maio.

A moins de six mois des élections européennes, difficile de croire en une proposition totalement désintéressée. *"Une nouvelle Europe est en train de naître. Celui du gilet jaune, celui des mouvements, celui de la démocratie directe. C'est une rude bataille que nous pouvons mener ensemble"*, écrit-il. Alors que plusieurs listes gilets jaunes commencent à s'esquisser, le dirigeant du mouvement 5 étoiles paraît vouloir profiter de l'émergence d'une nouvelle donne politique. Elle tomberait à pic pour le M5S : en octobre, le parti a exclu de siéger avec la Marine Le Pen au parlement européen, à l'inverse de la Ligue du Nord. Indécis quant à leurs futurs partenaires européens, l'arrivée d'une liste gilets jaunes pourrait permettre au parti anti-système de se sortir d'une situation bien délicate… Si la mobilisation des gilets jaunes tient jusque-là.

Politique

L'Italie plonge dans un classement des démocraties

https://www.huffingtonpost.fr/ INTERNATIONAL 09/01/2019 00:25 CET | Actualisé il y a 10 heures
Le HuffPost avec AFP

Le pays est passé de la 21e place l'an dernier à la 33e place du classement.



ASSOCIATED PRESS Le ministre de l'Intérieur Matteo Salvini le 19 décembre à Milan.

INTERNATIONAL - Mauvaise nouvelle pour Rome. L'Italie, aux mains des populistes anti-système et anti-immigration depuis juin, a plongé dans un classement annuel des démocraties, révèle mercredi un rapport d'un groupe d'experts.

Le pays est passé de la 21e place l'an dernier à la 33e place du classement 2018 établi par "The Economist Intelligence Unit", une chute en grande partie liée aux mesures portées par la Ligue (extrême droite) de Matteo Salvini, homme fort du gouvernement.

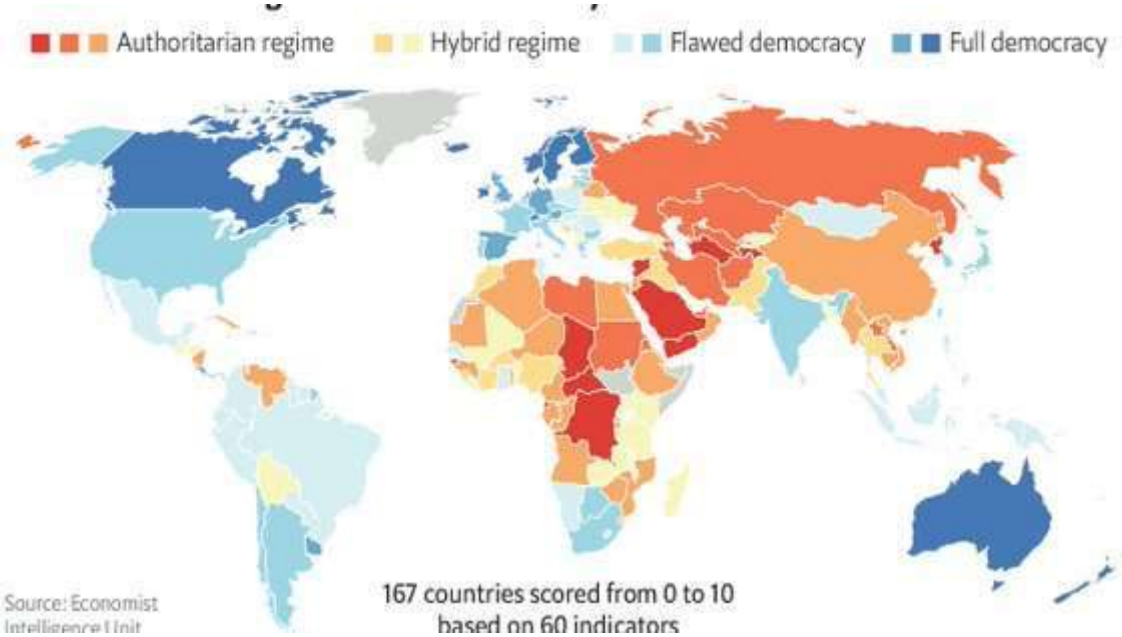
The Economist

✔ @TheEconomist

Democracy stopped declining in 2018, according to the latest edition of The Economist Intelligence Unit's Democracy Index https://econ.st/2CXvj9v

124

03:08 - 9 janv. 2019



The retreat of global democracy stopped in 2018

Or has it just paused?

economist.com

Son parti s'est allié pour former un gouvernement avec le Mouvement Cinq Etoiles (M5S, anti-système) dirigé par Luigi Di Maio, qui est cependant épargné par le rapport.

"Rhétorique anti-étrangers"

Le pays souffre d'une "profonde désillusion à l'encontre des institutions politiques, dont le parlement et les partis politiques, qui se répercute à travers un soutien à des 'hommes forts' contournant les institutions politiques", décrivent les experts.

Matteo Salvini "a souvent utilisé une rhétorique anti-étrangers" et a prôné l'évacuation de Roms occupant illégalement des logements, en dépit d'une condamnation de la Cour européenne de justice, relèvent-ils.

L'Italie a notamment été épinglée par la nouvelle Haut-Commissaire de l'ONU aux droits de l'homme, la Chilienne Michelle Bachelet, dans son premier discours prononcé en septembre, note le rapport. Dénonçant en particulier la décision prise par Matteo Salvini de fermer les ports italiens aux navires ayant secouru des migrants, elle avait annoncé qu'une équipe se rendrait en Italie pour évaluer "la forte augmentation signalée des actes de violence et de racisme contre les migrants, les personnes d'origine africaine et les Roms".

"Tout cela contribue au risque de détérioration des libertés civiles", estime le rapport de Economist Intelligence Unit. Le classement annuel pointe aussi le fait que le gouvernement italien évoque de nouveaux dangers potentiels pour réduire les libertés des citoyens.

Ainsi, un nouveau décret-loi sécurité et immigration du ministre de l'Intérieur Matteo Salvini a été adopté en novembre. Sa principale mesure abolit les permis de séjour humanitaires jusqu'à

MADAGASCAR

Politique

Présidentielle à Madagascar : la victoire d'Andry Rajoelina confirmée par les résultats définitifs

Politique https://www.jeuneafrique.com/ 08 janvier 2019 à 15h18 | Par Emre Sari - à Antananarivo
Mis à jour le 08 janvier 2019 à 18h44



Andry Rajoelina a été élu président de la République de Madagascar selon les résultats provisoires de la Ceni. © Kabir Dhanji/AP/SIPA

La Haute Cour constitutionnelle a confirmé le 8 janvier la victoire d'Andry Rajoelina à l'élection présidentielle face à Marc Ravalomanana, qui contestait les résultats. Les résultats définitifs donnent 55,66% à Rajoelina, 44,34% à Ravalomanana, pour un taux de participation de 48,09%.

Andry Rajoelina sera bien le prochain président de Madagascar. La Haute Cour constitutionnelle (HCC) a confirmé sa victoire à l'élection du mois dernier, après avoir procédé à de nouvelles vérifications et purgé les recours. L'annonce a été saluée par les cris de joie d'environ 200 militants de Rajoelina réunis devant les locaux du HCC, a constaté *Jeune Afrique*.

Après la proclamation de sa victoire, Rajoelina est sorti tout sourire de la salle et est parti sans faire de déclaration. De son côté, Marc Ravalomanana est également sorti de la salle en affichant un grand sourire, mais a quitté immédiatement les lieux, s'engouffrant dans sa voiture sans faire de déclaration, accompagné de son épouse Lalao, maire de la capitale.

Les 305 requêtes qui avaient été déposées devant la HCC – dont 214 par le camp de Marc Ravalomanana, notamment pour « fraudes massives » – ont toutes été rejetées.

Les résultats définitifs donnent 55,66% à Rajoelina, 44,34% à Ravalomanana, pour un taux de participation de 48,09%. Selon les résultats provisoires publiés par la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) le 27 décembre, Andry Rajoelina avait recueilli 55,66% des suffrages exprimés lors du second tour le 19 décembre, contre 44,34% pour son adversaire. Parmi les requêtes de Ravalomanana rejetées par la HCC, celle visant à annuler le scrutin et une autre demandant l'annulation de votes dans de nombreuses communes.

« C'est une nouvelle page qui s'ouvre »

« Il est temps de changer l'histoire, a déclaré Rajoelina à son QG de campagne, où il avait prévu une soirée privée à l'issue de la proclamation des résultats. C'est le peuple qui m'a appelé à sortir Madagascar de la pauvreté. Lors de mes meetings, j'ai vu de la pauvreté mais aussi de l'espoir dans les gens. Je vais travailler dur pour le pays. C'est une nouvelle page qui s'ouvre », a-t-il encore déclaré devant la salle comble, où près de 600 personnes, dont la plupart des artisans de sa campagne, s'étaient donné rendez-vous.

« J'ai été félicité par Marc Ravalomanana à l'issue de la cérémonie à la HCC », a également ajouté Rajoelina, qui a notamment remercié les institutions électorales, la HCC et la Ceni.

L'investiture est programmée pour le 19 janvier dans le stade de Mahamasina, au cœur de la capitale, selon des conseillers de Rajoelina, sous couvert d'anonymat.

Madagascar : Marc Ravalomanana accepte sa défaite et félicite Andry Rajoelina

Elections https://www.jeuneafrique.com/ 09 janvier 2019 à 18h12 | Par Emre Sari - à Antananarivo
Mis à jour le 09 janvier 2019 à 18h52



Marc Ravalomanana, lors d'une conférence de presse à Antananarivo, le 19 décembre 2018. © Themba Hadebe/AP/SIPA

« Andry Rajoelina est élu Président de la République et je le félicite », a lancé Marc Ravalomanana, au lendemain de la proclamation de la victoire d'Andry Rajoelina par la Haute Cour constitutionnelle.

C'est une courte vidéo publiée en fin de journée, mercredi, qui a finalement arrêté la position de Marc Ravalomanana. L'ancien président malgache, candidat déçu à la présidentielle, accepte le verdict des urnes confirmé la veille par la Haute Cour constitutionnelle (HCC), la victoire d'Andry Rajoelina, et sa propre défaite dans l'élection présidentielle malgache. La crise post-électorale entre lui et Andry Rajoelina – tant redoutée à Madagascar – n'aura donc pas lieu.

« Andry Rajoelina est élu Président de la République et je le félicite. Je lui souhaite du succès dans l'accomplissement de sa tâche. Les Malgaches ont besoin d'aide. J'aimerais qu'on arrête les poursuites, les diffamations, les arrestations, et les condamnations des innocents. Il est temps pour la réconciliation, l'amour, la solidarité », a-t-il notamment déclaré, la voix lente et un brin mélancolique.



Mardi, la HCC – dont les décisions n'émettent aucun recours légal – avait rejeté toutes les requêtes des candidats et confirmé au centième près les chiffres provisoires de la Commission électorale nationale indépendante. Les résultats définitifs donnent 55,66 % à Rajoelina, 44,34 % à Ravalomanana, pour un taux de participation de 48,09 %.

Fanirisoa Ernaivo et Serge Imbeh, candidats qui se sont ralliés à Marc Ravalomanana au second tour, ont eux-aussi déclaré accepter ce verdict, non sans amertume. « Il y a eu tellement de fraude et de triche. La HCC n'a fait que légitimer tout cela. Le constat est désolant. Je suis sidérée », regrette Fanirisoa Ernaivo, contactée par *Jeune Afrique*. Leur camp avait dénoncé des « fraudes massives » et organisé des manifestations non autorisées sur la symbolique place du 13 mai, dont certaines dispersées par la police à coup de gaz lacrymogène.

Du côté du coordinateur de campagne de Marc Ravalomanana, Serge Zafimahova, le ton est plus incisif. Sur sa page Facebook, il écrit : « Les membres de la Ceni et de la HCC sont des hontes de la République, mais si on ne respecte pas un minimum de cadre institutionnel, le pays ira vers le chaos. » Tous souhaitent la réussite au nouveau président.

Andry Rajoelina, lui, a fêté sa victoire mardi soir à son QG, entouré de nombreux partisans. Après un discours dans lequel il a assuré de sa détermination à « sauver Madagascar et unir tous les Malgaches », des artistes (Jerry Marcoss, Lianah, TaaTense…) ont fait le bonheur du public de militants déjà comblés sur des sons de zouk et de musique typique malagasy.

Les proches du nouveau président malgache étaient là, également. « C'est le premier président né après l'indépendance. C'est vraiment une nouvelle page qui s'ouvre pour le pays », s'enthousiasmait dans la soirée Hajo Andrianainarivelo, leader du parti MMM et grand artisan de la victoire, assis aux côtés de de l'homme d'affaires Mamy Ravatomanga, PDG du conglomérat Sodiat et soutien de longue date d'Andry Rajoelina et de Norbert Lala Ratsirahonana, conseiller des trois derniers présidents.

Rajoelina pourra aussi compter sur les conseils de Herilaza Imbiki, magistrat qui compte parmi les dizaines d'experts à avoir participé à l'élaboration de son projet, l'Initiative pour l'Emergence de Madagascar (IEM) : « La plupart étaient désintéressés. Ils l'ont fait pour son programme et sa personnalité. Il a envie de changer le cours de l'histoire de Madagascar. »

Peu après le verdict de la HCC, Rivo Rakotovao, président de la République par intérim après la démission constitutionnelle de Hery Rajaonarimampianina, avait déjà félicité Andry Rajoelina et souligné des élections « transparentes et inclusives ». Le président sortant, « Hery », est en revanche resté silencieux et demeure d'ailleurs invisible depuis sa déclaration d'absence de soutien au second tour, le 30 novembre.

A l'international, le nouveau président malgache a déjà reçu les félicitations de la France, de l'Union Africaine, du Royaume-Uni, de la Chine, de l'Union Européenne, du Maroc ou encore du Japon. L'investiture est programmée pour le 19 janvier et un Premier ministre devrait être nommé dans la foulée.

MOYEN-ORIENT

ARABIE SAOUDITE

Société

Fin des divorces secrets en Arabie saoudite: les femmes recevront désormais un texto du tribunal

Égalités / Monde http://www.slate.fr/ Repéré par Léa Polverini — 6 janvier 2019 à 14h36 Repéré sur BBC

Jusqu'à présent, il était courant que les maris divorcent sans en informer leur épouse.



Femmes saoudiennes devant leur téléphone, à Riyad, en 2018 | Fayez Nureldine / AFP

Jusqu'à présent, les Saoudiens pouvaient obtenir le divorce avec leur épouse sans en informer cette dernière. Ces «divorces secrets», conclus à l'insu des femmes concernées, devraient désormais être empêchés par une nouvelle réglementation. À partir de ce dimanche, les tribunaux seront tenus d'informer par texto les femmes des décisions relatives à leur divorce.

Connaître sa situation et ses droits

La directive permettra aux femmes d'être au fait de leur état matrimonial, et de pouvoir agir en conséquence pour préserver leurs droits, notamment concernant les pensions alimentaires.

«*La nouvelle mesure garantit que les femmes obtiennent leurs droits lorsqu'elles divorcent. Elle garantit également que toute procuration émise avant le divorce ne fasse pas l'objet d'un emploi abusif*», a déclaré à Bloomberg l'avocat saoudien Nisreen al-Ghamdi.

Selon une circulaire du ministère de la Justice saoudien, cette nouvelle mesure ferait partie du programme de réformes économiques et sociales mené par le prince héritier Mohammed ben

Salman. Celui qui aurait commandité le meurtre de Jamal Khashoggi avait déjà poussé par le passé des mesures en faveur des femmes, notamment en leur permettant de conduire un véhicule, et d'accéder à certains emplois et espaces publics traditionnellement réservés aux hommes.

Tutelle masculine

Les Saoudiennes demeurent néanmoins soumises à de nombreuses restrictions et interdits basés leur genre. Elles sont dépendantes d'un système de tutelle masculine, qui leur impose de demander à un homme –généralement un mari ou un parent, père, frère ou fils– l'autorisation pour obtenir un passeport, voyager ou étudier à l'étranger, se marier, ouvrir un compte bancaire ou un commerce, et même sortir de prison.

En dépit de quelques timides avancées, l'Arabie saoudite demeure l'un des pays du Moyen-Orient ou les inégalités entre les genres sont les plus fortes.

IRAK

Société

Cette étudiante a rejoint l'Irak pendant l'été pour aider les chrétiens d'Orient

Par Le Figaro Etudiant • Publié le 08/01/2019 à 15:47 • Mis à jour le 08/01/2019 à 17:57



SOS Chrétiens d'Orient aide les populations chrétiennes dans des villages du Kurdistan (ici Camille avec des enfants). Crédits photo: SOS Chrétiens d'Orient

L'association SOS chrétiens d'Orient envoie des volontaires en Irak, marqué par la guerre contre Daesh. Camille raconte son expérience au Kurdistan irakien, où elle a partagé le quotidien des populations locales.

Étudiante en licence de philosophie à l'IPC, puis en journalisme à l'ISFJ, Camille a choisi de partir un mois cet été au Kurdistan irakien. Une expérience hors du commun qu'elle a pu vivre grâce à SOS Chrétiens d'Orient. Cette association envoie des bénévoles depuis 2014 en Irak et aide les populations chrétiennes, majoritairement regroupées dans des villages du Kurdistan, à se reconstruire. Camille raconte son expérience.

«Notre mission ne se limite pas à une aide matérielle, elle consiste avant tout à vivre la fraternité avec ces familles déracinées qui témoignent volontiers de leur expérience»
Camille, étudiante

«Il est 15 heures. Dans une légère secousse, l'avion se pose sur le sol irakien après une journée de vol. Je suis avec une autre volontaire. Nous sommes à peine sorties qu'un souffle d'air brûlant s'abat sur nous: il fait 50 degrés. Brutal, ce choc de température est un premier signe du dépaysement qui m'attend pendant ce mois de juillet. Depuis le lycée, je souhaitais me confronter un jour au défi d'une mission humanitaire à l'étranger, quitter le confort de mon quotidien et de ma culture française, et découvrir la situation des chrétiens d'Orient autrement que par les médias.

Dès septembre, j'ai envoyé une lettre de motivation à l'association SOS Chrétiens d'Orient. J'ai participé à une journée de formation durant laquelle j'ai pu rencontrer d'anciens volontaires. J'ai passé ensuite un entretien individuel. Celui-ci permet de mieux connaître les volontaires pour les affecter dans la mission la plus adéquate. Enfin, un entretien collectif m'a permis de poser les dernières questions et rencontrer d'autres jeunes prêts à partir. Seul le billet d'avion (800 euros aller-retour) est à la charge des volontaires et peut être déduit par un reçu fiscal. Si je n'ai pas

choisi mon pays de mission, j'ai découvert l'Irak avec émotion. Portant les plaies de la guerre contre Daesh, le pays est désormais secoué par les tensions entre le gouvernement irakien et les kurdes, occupant le nord du pays et réclamant leur indépendance.



De la peinture des échoppes au déblaiement du cimetière ou des cours d'écoles, les chantiers se multiplient.

À la rencontre des réfugiés

Ma mission a commencé à Erbil, capitale du Kurdistan irakien et troisième ville du pays. C'est là que se trouve la maison mère de la mission SOS en Irak, par laquelle les volontaires transitent avant d'être parfois envoyés en «antenne» dans des villages qui ont besoin d'aide. Habiter avec les volontaires est un des défis de la mission. Il n'est pas facile de s'accommoder à tous les caractères, à celui qui parle trop, celui qui ne range pas sa chambre ou arrive toujours en retard, et de ne pas manquer son service de ménage, cuisine, vaisselle etc.

Dans les rues poussiéreuses du quartier chrétien d'Ankawa, les maisons s'entassent. Devant plusieurs d'entre elles, un escalier métallique a été ajouté pour accéder à l'étage depuis l'extérieur, et permettre d'accueillir deux familles. Depuis la guerre contre Daesh, l'arrivée des nombreux réfugiés chrétiens nécessite ces installations de fortune. Certains viennent de Mossoul ou d'autres villes irakiennes touchées par la guerre, et comptent s'installer définitivement à Erbil. D'autres arrivent de Syrie, et viennent en Irak pour bénéficier du statut de réfugié et demander un visa, souvent pour l'Australie.

Les «SOS cafés», permettent se rencontrer autour d'un buffet, de jeux de cartes ou de loto

Chaque jour, nous rendons visite aux familles par groupes avec un traducteur, pour les écouter, évaluer leurs besoins, et leur donner ensuite ce que nous pouvons. Nous buvons parfois jusqu'à cinq cafés d'affilée, que ces hôtes dans la misère nous offrent avec joie. Cette activité un peu routinière, apprend la patience. Il est dur de garder du recul face aux histoires bouleversantes, et accepter qu'on ne peut pas répondre à tous les besoins. Il faut parfois choisir entre offrir une climatisation, un frigidaire, un four, de la nourriture, ou même renoncer à donner à certains pour donner à d'autres.

«Les enfants ne parlant pas anglais, je lis dans leurs yeux la frustration de ne pas pouvoir beaucoup échanger »Camille, étudiante

Tous les mercredis, les «SOS cafés» permettent aux familles de se rencontrer. Nous jouons au foot avec les enfants, au loto ou aux cartes avec les jeunes et les plus âgés. Je tente d'expliquer les règles par des signes ou des mimiques, à défaut de parler la même langue. Nous animons aussi des activités pour les enfants de réfugiés, dans une école montée par l'association en 2015. Peinture, courses, chansons, il faut faire preuve d'imagination. Les enfants ne parlant pas anglais, je lis dans leurs yeux la frustration de ne pas pouvoir beaucoup échanger. Cela ne les empêche pas de courir dans nos bras à notre arrivée.

Avant l'arrivée de Daesh, les habitants ont pu cacher les objets chers à leur patrimoine.

C'est dans le village de Teleskuf que j'ai effectué la majeure partie de ma mission. Dans la plaine de Ninive, à une vingtaine de kilomètres au nord de Mossoul, ce village a été évacué entre 2014 et 2016 alors que Daesh occupait la région. Aujourd'hui, le village ne compte plus que mille familles, sur les trois milles initiales. SOS Chrétiens d'Orient l'aide aujourd'hui à relancer son activité économique. Pendant le mois de juillet, nous travaillons à la réhabilitation d'une maison près de l'église, pour en faire le nouveau musée de Teleskuf. Avant l'arrivée de Daesh, les habitants ont pu cacher les objets chers à leur patrimoine avant que le bâtiment ne soit détruit. De

la peinture des échoppes au déblaiement du cimetière ou des cours d'écoles, les chantiers se multiplient.



«Nous animons des activités pour les enfants de réfugiés dans une école montée par l'association en 2015».

Il fait 40 à 55 degrés en journée, nous travaillons donc tôt le matin en extérieur, et reprenons le soir à partir de 18 heures. À peine sortie de la douche que je transpire déjà, et la chaleur écrasante m'empêche souvent de dormir. À coups de pelles et de pioche, nous déblayons et aplanissons un terrain vague pour en faire un espace de jeu. Notre traducteur, un jeune homme du village, travaille toujours avec nous.

Des habitants et les enfants du voisinage se joignent aussi aux chantiers, ou viennent nous rendre visite. «Plus que des volontaires, les gens de SOS sont de vrais amis», me confie l'un d'eux. Les villageois nous en offrent la preuve en nous invitant pour le thé, en apportant un petit-déjeuner sur le chantier, en nous invitant aux tournois de football, aux enterrements et aux mariages. Ils nous apprennent volontiers des rudiments d'arabe ou de soureth -dialecte chrétien. Ils sont heureux de voir tant de jeunes sortir de leur occident confortable, pour partager avec eux la poussière, la chaleur, l'absence d'eau potable et les coupures quotidiennes d'électricité. Plus que de transformer leur quotidien, nous pouvons leur promettre de raconter leur histoire à notre retour».

■ L'association SOS Chrétiens d'Orient en bref:

Date de création: 2013

Fondateurs : Charles de Meyer et Benjamin Blanchard qui, après la prise de Maaloula, un village de Syrie à majorité chrétienne, par les djihadistes, sont partis en Syrie apporter vivres, médicaments et jouets dans le pays.

Activités : l'association est aujourd'hui active en Syrie, en Irak, au Liban, en Jordanie, en Égypte et au Pakistan. L'aide d'urgence laisse place aujourd'hui aux projets de reconstruction économique.

Bilan : SOS Chrétiens d'Orient a envoyé plus de 1 500 volontaires sur le terrain. Ils visitent plus de 60 000 familles en grande pauvreté et ont distribué plus de soixante tonnes de matériel médical ou humanitaire, trente tonnes de médicaments ou de paniers alimentaires.

À savoir : SOS Chrétiens d'Orient ne doit pas être confondu avec L'Œuvre d'Orient, créée en 1886, laquelle est soutenue directement par l'Église catholique et placée sous la protection de l'archevêque de Paris.

IRAN

Défense

La marine iranienne annonce (encore) le déploiement prochain de deux navires dans l'océan Atlantique

http://www.opex360.com/ Posté dans Forces navales, Moyen-Orient par Laurent Lagneau Le 05-01-2019



Photo : « frégate » de type Moudge

En 2011, l'amiral Habibollah Sayyari, alors chef d'état-major de la marine iranienne, avait annoncé le déploiement de navires dans l'océan Atlantique, voire près des côtes américaines, afin de répondre à la présence de l'US Navy dans les eaux du golfe arabo-persique. Mais il n'en fut rien.

Trois ans plus tard, la même annonce fut faite : la frégate Sabalan et le porte-hélicoptères logistique Kharg appareillèrent de Bandar Abbas pour une mission devant les mener près de la côte Est des États-Unis. Seulement, aucun de ces deux navires n'alla s'aventurer dans l'océan Atlantique, leur mission ayant été annulée au dernier moment.

Qu'en sera-t-il cette fois-ci? En effet, le 4 janvier, les agences de presse iraniennes ont rapporté que le « destroyer » Sahand, entré en service en décembre 2018, et que le navire logistique Kharg [de 33.000 tonnes] se préparaient pour un déploiement dans l'océan Atlantique.

« Depuis quelques années, la Marine prévoit de déployer une flotte dans l'océan Atlantique et il semble maintenant que tout est prêt pour lancer la mission », a assuré l'agence Fars. « D'une durée de cinq mois, il s'agira de la plus longue mission effectuée par la Marine iranienne au cours de la dernière décennie », a-t-elle ajouté.

« Le navire-citerne Kharg et le destroyer Sahand doté de missiles téléguidés feront partie de cette flotte qui devrait amarrer dans un pays d'Amérique latine allié », a encore indiqué l'agence Farj, en évoquant le Venezuela.

Selon l'agence Irna, qui a repris les propres du contre-amiral Touraj Hassani-Moghadam, cette mission serait lancée d'ici la fin du mois de mars. Reste donc maintenant à voir si ce sera effectivement le cas.

Les capacités océaniques de la marine iranienne sont très limitées étant donné que sa priorité est le combat littoral, détroit d'Ormuz oblige. Pour l'essentiel, ses capacités de haute-mer reposent sur trois sous-marins Kilo, trois frégates de la classe Alvand [dont la conception remonte aux années 1970], deux frégates de type Moudge [dont une s'est échouée en mer Caspienne en janvier 2018, nldr] et le Sahand [une version améliorée de la classe Moudge, ndlr].

Présenter le Sahand comme un destroyer est exagéré dans la mesure où ce navire affiche un déplacement de seulement 2.000 tonnes, ce qui est très léger par rapport aux 8.000 tonnes d'un Arleigh Burke américain ou aux 6.000 tonnes d'une FREMM française.

Economie

La Banque d'Iran propose de supprimer quatre zéros du rial

https://www.latribune.fr/ reuters.com | 06/01/2019, 12:21 | 235 mots



(Crédits : Essam Al Sudani)

DUBAI (Reuters) - La banque centrale iranienne a proposé au gouvernement de supprimer quatre zéros du rial, la monnaie nationale qui a plongé au cours de l'année écoulée pour cause de crise économique et de sanctions américaines, rapporte dimanche l'agence de presse Irna.

"Un projet de loi visant à supprimer quatre zéros de la monnaie nationale a été présenté hier par la banque centrale au gouvernement et j'espère que cette question sera réglée au plus vite", a déclaré le gouverneur de la banque centrale Abdolnaser Hemmati, cité par Irna.

Le projet de réduire le nombre de zéros est régulièrement évoqué depuis 2008, mais l'hypothèse a gagné en vigueur depuis que le rial a perdu plus de 60% de sa valeur l'an dernier, en dépit des efforts de la Banque d'Iran.

La monnaie iranienne s'échangeait dimanche à environ 110.000 rials pour un dollar américain sur le marché non officiel, selon des sites de changes étrangers.

La faiblesse du rial a perturbé l'an dernier les échanges extérieurs de l'Iran et alimenté l'inflation, dont le taux a atteint près de 40% en novembre.

Pour entrer en vigueur, le projet de la banque centrale devra être soumis par le gouvernement à l'approbation du Parlement, puis validé par le Conseil des gardiens de la Constitution.

(Rédaction de Dubaï; Jean-Stéphane Brosse pour le service français)

ISRAËL

Diplomatie

Israël-Palestine : la présentation du plan de paix de Donald Trump repoussée en raison du contexte tendu

Politique https://www.jeuneafrique.com/ 06 janvier 2019 à 17h32 | Par Jeune Afrique avec AFP



Donald Trump, en février 2017 à la Maison-Blanche. © Evan Vucci/AP/SIPA

La présentation du plan de paix israélo-palestinien du président américain Donald Trump devrait avoir lieu « dans les prochains mois », a indiqué dimanche l'ambassadeur américain en Israël, annonçant ainsi un nouveau report de la divulgation de ce plan.

Le président Trump avait affirmé en septembre que son plan serait rendu public dans les deux à quatre mois, tandis que l'ambassadeur israélien à l'ONU Danny Danon avait par la suite affirmé que ce plan serait présenté début 2019.

Entre temps, des élections anticipées prévues le 9 avril ont été annoncées en Israël, et de nombreux analystes estiment que le plan risque de susciter bien trop de controverses pour être présenté avant le scrutin.

« Je dirais (que le plan sera dévoilé) dans les prochains mois », a affirmé à des journalistes l'ambassadeur américain en Israël David Friedman, selon des propos rapportés par l'ambassade américaine.

Nouveau délai

Selon lui, les élections israéliennes « constituent un facteur, mais pas le seul facteur » expliquant ce nouveau délai. L'ambassadeur a ajouté que le plan, « pratiquement prêt », devait encore être peaufiné.

« Nous voulons le rendre public d'une manière qui lui donnerait les meilleures chances d'être bien reçu », a ajouté David Friedman. « Le défi pour un plan de paix est de parvenir à une évaluation plus posée des réalités dans la région. »

« La dernière fois qu'il y a eu un accord important entre Israéliens et Palestiniens, c'était en 1993 et depuis beaucoup de choses sont arrivées », a-t-il rappelé, faisant référence aux accords d'Oslo sur l'autonomie palestinienne.

Visite de John Bolton

L'évocation de ce nouveau délai intervient alors que le conseiller à la sécurité nationale de la Maison Blanche, John Bolton, est en visite en Israël depuis samedi.

Depuis son accession à la Maison Blanche, le président Trump s'est montré un fervent supporter d'Israël, en transférant par exemple l'ambassade des États-Unis de Tel-Aviv à Jérusalem remettant ainsi en cause un consensus international sur cette question sensible.

Il a également coupé de 500 millions de dollars l'aide américaine aux Palestiniens.

En réaction, l'Autorité palestinienne présidée par Mahmoud Abbas a gelé les contacts avec la Maison Blanche à la suite du transfert de l'ambassade américaine et proclamé qu'elle refuserait de s'impliquer dans un processus de paix tant que les Etats-Unis ne reviendraient pas sur leur décision concernant Jérusalem.

Environnement

Une société minière découvre un minéral inconnu sur Terre

https://www.ouest-france.fr/ L'édition du soir Sciences vendredi 11 janvier 2019



Une société minière israélienne a découvert un minéral baptisé « carmeltazite », qui n'avait jamais été trouvé auparavant sur Terre. Il vient d'être ajouté à la liste officielle des minéraux connus, tenue par l'Association internationale de minéralogie.



Carmeltazite : c'est le nom du nouveau minéral découvert par la compagnie minière de pierres précieuses Shefa Yamim, dans une vallée sous le Mont Carmel, dans le nord d'Israël. Nommée ainsi en raison du lieu de sa découverte et des minéraux qu'elle contient (titane, aluminium et zirconium), la pierre a été présentée le mois dernier par un groupe de scientifiques, rapporte le journal israélien *Haaretz*.

Mais la trouvaille n'est pas récente puisque des universitaires australiens et italiens ont étudié pendant plus de trois ans ses propriétés.

Contenu dans le Carmel sapphire

« Le mélange minéral constituant le carmeltazite a été identifié dans des roches provenant de l'espace extra-atmosphérique », a affirmé à *Haaretz* Abraham Taub, PDG de la compagnie minière. Ce minéral de couleur sombre était d'ailleurs contenu sous forme de minuscules inclusions (matériau emprisonné à l'intérieur d'un minéral) dans le « Carmel Sapphire », une pierre précieuse trouvée seulement en Israël pour l'instant, que Shefa Yamim récupérait dans la rivière Kishon.



D'après la BBC, la plus grosse pierre Carmel Sapphire trouvée à ce jour fait 33,3 carats. (Photo : Shefa Yamim Ltd)

Le carmeltazite a été ajouté, lundi 7 janvier, à la liste officielle des minéraux connus après approbation de l'Association internationale de minéralogie (AIM). Pour qu'il figure sur la liste, il fallait que sa composition, sa structure cristalline et ses propriétés soient différentes de celles de toute autre variété existante.

La nouvelle a fait la une des médias israéliens en raison de la rareté du minéral. En effet, bien qu'Abraham Taub pense que sa société ait localisé sept ou huit filons potentiels de carmeltazite, à ce stade, il serait plus rare que les diamants.

SYRIE

Opérations

Deux militaires britanniques auraient été gravement blessés lors d'une attaque de Daesh en Syrie

http://www.opex360.com/ Posté dans Forces spéciales, Moyen-Orient, Opérations par Laurent Lagneau Le 06-01-2019



Selon plusieurs sources, deux militaires des forces spéciales britanniques auraient été gravement blessés lors d'une attaque de l'État islamique [EI ou Daesh] dans la province syrienne de Deir ez-Zor, où les Forces démocratiques syriennes [FDS, alliance arabo-kurde] mènent une offensive contre les dernières positions encore tenues par les jihadistes.

« Deux soldats britanniques de la coalition anti-EI ont été blessés tandis qu'un combattant kurde des forces démocratiques syriennes [FDS] a été tué suite au tir d'un missile par les jihadistes dans

le secteur d'Al-Chaafa », a ainsi indiqué l'Observatoire syrien des droits de l'Homme [OSDH], qui s'appuie sur une réseau d'informateurs en Syrie.

Un responsable des FDS a précisé, auprès du média kurde Rudaw, que Daesh avait lancé une attaque dans la matinée de 5 janvier contre une base tenue par les Unités de protection du peuple [YPG, milice kurde]. Et de donner le même bilan avancé par l'OSDH. Les deux militaires britanniques blessés ont été évacués par un hélicoptère américain vers un hôpital de campagne.

Le ministère britannique de la Défense [MoD] n'a pas souhaité réagir pour le moment. « Nous ne faisons pas de commentaires sur les forces spéciales », a seulement rappelé un porte-parole.



Mustafa Bali @mustefa2bali

#Deir ez zor

heavy clashes are taking place currently between our forces and ISIS terrorists due to an attack by ISIS on one of our points in Deir ez zor.

everybody should be aware that #ISIS is not defeated.

132

01:11 - 6 janv. 2019

Actuellement, et après avoir reconquis la localité de Hajine, les FDS tentent de déloger les jihadistes des villages de Soussa et d'al-Chaafa. Et les combats y sont « intenses », d'après Mustafa Bali, un porte-parole de l'alliance arabo-kurde.

Comme leurs homologues américaines et françaises, les forces spéciales britanniques ont été déployées dans le nord de la Syrie pour assister les FDS. En mars 2018, l'un de leurs membres, le sergent Matt Tonroe, du Parachute Regiment, avait été tué par l'explosion d'un engin explosif improvisé près de Manbij. Un commando américain de la « Delta Force » y avait aussi laissé la vie.

Par ailleurs, et alors que le président Trump a annoncé le retrait des forces américaines de Syrie, la coalition anti-jihadiste dirigée par les États-Unis a réalisé « 469 frappes » en appui des FDS contre Daesh, entre les 16 et 29 décembre. Ce bilan prend en compte les raids aériens ainsi que les tirs d'artillerie de puis la frontière irakienne.

Retrait des troupes américaines de Syrie : Trump et Macron se sont parlé par téléphone

Actualité International Par Le figaro.fr agence Reuters Mis à jour le 08/01/2019 à 09:58 Publié le 08/01/2019 à 08:02



La dernière rencontre entre Emmanuel Macron et Donald Trump remonte au G20 en Argentine, le 30 novembre 2018
LUDOVIC MARIN/AFP

VIDÉO - Selon la Maison-Blanche, le président américain Donald Trump et le chef de l'État français ont eu lundi un entretien téléphonique lors duquel ils ont discuté du retrait des troupes américaines de Syrie, qu'ils souhaitent «réfléchi et coordonné».

Ce lundi, Emmanuel Macron s'est entretenu avec Donald Trump par téléphone. Au programme de cet échange, le retrait programmé des troupes américaines de Syrie. «Les deux dirigeants ont discuté de la situation en Syrie, notamment de l'engagement des États-Unis et de la France à venir à bout de Daech et de préparer un retrait réfléchi et coordonné des troupes américaines de

Syrie», a fait savoir la présidence américaine dans un communiqué, selon lequel Donald Trump et Emmanuel Macron ont également insisté sur le fait «qu'un nouveau recours aux armes chimiques en Syrie ne devait pas être toléré».

Le 19 décembre, Donald Trump a proclamé le début du rapatriement des troupes américaines engagées en Syrie, soit environ 2000 soldats. Au lendemain de cette annonce, le Quai d'Orsay a déclaré que la France était en contact avec Washington sur le calendrier de retrait des forces américaines de Syrie et qu'elle serait attentive à ce que la sécurité des partenaires des États-Unis en Syrie et la protection des populations du Nord-Est soient assurées. De son côté, Emmanuel Macron a critiqué la décision du chef de la Maison-Blanche, jugeant qu'un allié se devait «d'être fiable» et «de se coordonner avec ses autres alliés».

Emmanuel Macron «regrette» que les États-Unis se retirent de Syrie



En visite au Tchad, le président de la République a «regretté» la décision prise par les États-Unis de se retirer de Syrie. Il s'en est également pris à Donald Trump en faisant remarquer qu'un «allié se doit d'être fiable».

La Turquie veut jouer un rôle

Avant cet entretien de lundi, Donald Trump a souligné à plusieurs reprises qu'il n'avait pas changé d'avis concernant le retrait des troupes de Syrie, mais a laissé entendre que l'opération pourrait prendre du temps. «Le président n'a pas changé de position, il a déclaré que son premier objectif était d'assurer la sécurité de nos soldats comme celle de nos alliés, a déclaré la porte-parole de la Maison-Blanche, Mercedes Schlapp, à la chaîne Fox News. Le département de la Défense va donc présenter son plan d'opération pour retirer nos forces en toute sécurité.»



Donald J. Trump

✔ @realDonaldTrump

The Failing New York Times has knowingly written a very inaccurate story on my intentions on Syria. No different from my original statements, we will be leaving at a proper pace while at the same time continuing to fight ISIS and doing all else that is prudent and necessary!.....

90,8 k

18:55 - 7 janv. 2019

De son côté, le président turc Recep Tayyip Erdogan a prévenu dans une tribune publiée dans le *New York Times* que le retrait américain ne pourrait intervenir qu'après une préparation méticuleuse et avec le concours des «bons partenaires». «Le président Trump a pris la bonne décision avec le retrait de Syrie. Le retrait des États-Unis doit toutefois être préparé minutieusement et mis en œuvre en coopération avec les bons partenaires afin de préserver les intérêts des États-Unis, de la communauté internationale et du peuple syrien», a-t-il écrit, clamant que la Turquie était «le seul pays disposant de la puissance et de la détermination capables de conduire à cet objectif».

Syrie: deux fois plus de frappes aériennes après l'annonce du retrait par Trump

http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 08.01.2019 Par Philippe Chapleau



On se souvient que le 19 décembre Donald Trump avait déclaré : "Nous avons gagné contre le groupe EI, il est temps de rentrer". "Nos garçons, nos jeunes femmes, nos hommes, ils rentrent tous, et ils rentrent tous maintenant", ajoutait-il.

Depuis cette déclaration péremptoire, le président US s'est montré bien plus évasif sur le calendrier de ce retrait. "Nous nous retirons", a-t-il récemment déclaré, ajoutant que cela se ferait "sur un certain temps".

"Je n'ai jamais dit que nous partirions du jour au lendemain", a-t-il aussi précisé.

Lundi, il a assuré que ce retrait serait mené "à un rythme adapté tout en continuant en même temps à combattre l'EI et à faire ce qui est prudent et nécessaire pour tout le reste".

Pragmatique, le commandement US a poursuivi ses opérations, voire les a intensifiées, comme le prouve un communiqué de presse du 4 janvier de la Combined Joint Task Force – Operation Inherent Resolve.

Ce communiqué relate les opérations du 16 au 29 décembre et démontre que le rythme a quasiment doublé.

469 frappes ont été recensées contre des cibles de l'EI, contre 208 entre le 8 et le 15 décembre. Du 2 au 8 décembre, 251 frappes avaient été recensés.

Syrie : Le président Trump parle maintenant d'un retrait mené à un « rythme adapté » et de façon « prudente »

http://www.opex360.com/ Posté dans Moyen-Orient, Opérations par Laurent Lagneau Le 07-01-2019



Lors d'un discours prononcé dans l'Ohio, en mars 2018, le président américain, Donald Trump, avait annoncé qu'il déciderait « très prochainement » d'un retrait militaire de Syrie. Puis, le temps de la surprise passée [y compris au sein même de son administration], les choses se tassèrent. Et il n'en fut plus question.

Puis, le 19 décembre, M. Trump a donc remis la question d'un retrait de Syrie sur le tapis, en s'attribuant les mérites de la « victoire » sur l'État islamique [EI ou Daesh]. « Nous avons gagné contre ISIS [Daesh] il est temps de rentrer. Nos garçons, nos jeunes femmes, nos hommes, ils rentrent tous, et ils rentrent tous maintenant », a-t-il lancé, via Twitter.

Cette décision n'a pas manqué de susciter de nombreuses critiques dans la mesure où l'organisation jihadiste n'est pas encore totalement vaincue, qu'elle place les Forces

démocratiques syriennes [FDS, alliance arabo-kurde] à la merci d'une nouvelle offensive turque et qu'elle laisse le champ libre à l'Iran en Syrie. D'où la démission de James Mattis, le chef du Pentagone, lequel a par ailleurs dû avaler beaucoup de couleuvres depuis son entrée en fonction…

Cela étant, le scénario auquel on avait eu droit au printemps 2018 risque fort de se répéter à nouveau. Depuis l'annonce de M. Trump, des responsables de son administration ont laissé l'impression que ce retrait de Syrie ne serait pas aussi rapide qu'attendu.

D'abord, la semaine passée, le chef de la diplomatie américaine, Mike Pompeo, a refusé de donner un calendrier précis pour ce désengagement américain de Syrie. Et de souligner « l'importance de faire en sorte que les Turcs ne massacrent pas les Kurdes » tout en assurant « la protection des minorités religieuses en Syrie. »

Puis, le 6 janvier, John Bolton, le conseiller à la sécurité nationale du président Trump, a donné les conditions pour que le retrait de Syrie puisse se faire. Et comme elles seront compliquées à réunir, on peut penser que ce désengagement voulu par le chef de la Maison Blanche n'est pas près d'arriver.

« Nous allons discuter de la décision du président Donald Trump sur le retrait, mais il faut faire cela […] de telle sorte que Daesh soit défait […] et que la défense d'Israël et que celle d'autres amis dans la région soit absolument assurée », a en effet affirmé M. Bolton. En outre, a-t-il aussi avancé, il n'est pas question pour les États-Unis que les « alliés kurdes dans la lutte contre l'EI fassent l'objet d'une offensive turque planifiée ».

« Nous ne pensons pas que les Turcs doivent entreprendre une action militaire qui ne soit pas entièrement coordonnée et acceptée par les États-Unis », a déclaré M. Bolton.

Plus tôt, le conseiller de M. Trump avait soulevé un autre point : celui de l'usage d'armes chimiques. »

« Il n'y a absolument aucun changement dans la position des États-Unis concernant l'utilisation d'armes chimiques par le régime syrien et absolument aucun changement dans notre position consistant à répliquer avec la plus grande fermeté face à tout recours à des armes chimiques, ce que nous avons déjà fait à deux reprises », avait-il assuré.

Le président Trump s'est-il rangé à ces arguments? Le 31 décembre, après avoir rencontré le sénateur (républicain) Lindsey Graham, il s'est dit prêt « à ralentir » le rythme du retrait de Syrie. Une semaine plus tard, encore via Twitter, il a évoqué un désengagement devant se faire à « rythme adapté. »

« Nous quitterons [la Syrie] à un rythme adapté tout en continuant en même temps à combattre l'EI et à faire ce qui est prudent et nécessaire pour tout le reste », a en effet assuré M. Trump, égratignant au passage le New York Times, coupable, à ses yeux, de ne pas savoir déchiffrer ses intentions…

Syrie : Les présidents Macron et Trump ont discuté d'un « retrait réfléchi et coordonné » des forces américaines

http://www.opex360.com/ Posté dans Diplomatie, Moyen-Orient, Opérations par Laurent Lagneau Le 08-01-2019



« Un allié se doit d'être fiable, de se coordonner avec ses autres alliés « , avait lancé le président Macron au sujet de la décision que venait d'annoncer son homologue américain, Donald Trump, au sujet du désengagement militaire des États-Unis en Syrie.

« Nos garçons, nos jeunes femmes, nos hommes, ils rentrent tous, et ils rentrent tous maintenant », avait assuré M. Trump, via Twitter. Ce qui laissait supposer que ce retrait de Syrie était alors imminent… Et que les milices kurdes, qui constituent la colonne vertébrale des Forces démocratiques syriennes [FDS], aux prises avec Daesh [État islamique ou EI] allaient être visées par une nouvelle offensive, annoncée depuis des semaines par Recep Tayyip Erdogan, le président turc.

L'annonce de M. Trump a suscité le trouble au sein même de son administration, James Mattis, le chef du Pentagone ayant remis sa démission. Depuis, le chef de la Maison Blanche donne le sentiment de « temporiser », même s'il s'en défend. Ainsi, le 7 janvier, encore, il a assuré que le retrait de la Syrie se ferait à « un rythme adapté, tout en continuant en même temps à combattre l'EI et à faire ce qui est prudent et nécessaire pour tout le reste ».

Auparavant, le chef de la diplomatie américaine, Mike Pompeo, avait souligné « l'importance de faire en sorte que les Turcs ne massacrent pas les Kurdes. » Ce qui a également été mis en avant par John Bolton, le conseiller à la sécurité nationale de M. Trump.

Cela n'a pas manqué de faire réagir à Ankara, où, a affirmé M Erdogan, ce 8 janvier, ce discours est « inacceptable et impossible à digérer ».

« Alors que ces gens sont des terroristes, certains disent 'Ne touchez pas à ceux-là, ils sont kurdes'. […] Ils pourraient aussi bien être turcs, turkmènes ou arabes. D'où qu'ils viennent, si ce sont des terroristes, alors nous ferons le nécessaire », s'est emporté le président turc. « Nous allons très bientôt passer à l'action pour neutraliser les groupes terroristes en Syrie », a-t-il insisté.

Quoi qu'il en soit, la question de l'avenir des milices kurdes syriennes, qui ont été à la pointe du combat contre Daesh avec l'appui de la coalition internationale dirigée par les États-Unis, a été abordée lors d'un entretien téléphonique entre MM. Macron et Trump.

« Dans le contexte du retrait annoncé des troupes américaines du Nord-Est de la Syrie, le Président de la République a souligné l'importance d'une étroite coordination entre les membres de la coalition internationale de manière à ce que la sécurité de tous nos partenaires soit assurée », a ainsi fait savoir l'Élysée, ce 8 janvier.

Ce qui a été confirmé par la Maison Blanche. Les présidents français et américain ont évoqué « notamment l'engagement des États-Unis et de la France à détruire l'EI, ainsi que les plans pour un retrait solide, réfléchi et coordonné des troupes américaines de Syrie », a-t-elle en effet indiqué, via un communiqué.

Par ailleurs, et si la lutte contre Daesh reste la priorité, MM. Macron et Trump ont également « réaffirmé leur volonté de continuer à faire respecter leur ligne rouge en matière d'emploi des armes chimiques en Syrie. » Ce qui n'est pas une surprise.

« Au moment où nous mettons au point les modalités de ce retrait, nous ne voulons pas que le régime [du président syrien] Assad se mette à penser que cela représente un recul dans notre opposition à l'utilisation d'armes chimiques », avait en effet déjà prévenu M. Bolton.

Moyen-Orient : fin de missions des F-16 néerlandais

http://www.air-cosmos.com/ Actualité Armées Actualité Avions de combat Actualité Défense 9 jan. 2019 | Par Justine BOQUET



Les F-16 néerlandais ont quitté le Moyen-Orient. © Ministerie van Defensie

Les Pays-Bas ont mis fin à la mission de leur F-16 déployés au Moyen-Orient dans le cadre de la lutte contre l'Etat Islamique.

Le Ministère de la Défense des Pays-Bas a annoncé le 31 décembre le retrait des F-16 du Moyen-Orient. Six avions de combat F-16 étaient ainsi déployés en Jordanie afin de participer à la lutte contre l'Etat Islamique dans le cadre de la coalition internationale. Les appareils sont retournés aux Pays-Bas le 2 janvier.

Au cours de l'année 2018, la flotte néerlandaise de F-16 a réalisé dans le cadre de ce déploiement 3 000 sorties aériennes et a mis en œuvre 2 100 missiles. La participation néerlandaise a permis de détruire plusieurs entrepôts logistiques de l'Etat Islamique ainsi que des véhicules et infrastructures permettant le stockage d'armes.

Si les F-16 sont retirés du Moyen-Orient, les Pays-Bas continuent malgré tout à contribuer à la lutte contre l'Etat Islamique à travers la formation des soldats irakiens.

Le choix du retrait des F-16 aurait été motivé par une volonté de disposer d'une meilleure disponibilité des appareils afin de pouvoir contribuer aux missions de l'OTAN. Cela permettra également de débuter « la transition vers le nouvel avion de chasse F-35 », rapporte le Ministère de la Défense. En effet, les Pays-Bas ont passé commande pour 37 avions de combat F-35. Deux appareils ont déjà été remis aux forces du pays mais demeurent aux Etats-Unis, où ils servent à la formation des pilotes et mécaniciens. L'année 2019 devrait voir l'arrivée des premiers chasseurs aux Pays-Bas. Rappelons que la force aérienne néerlandaise aligne actuellement 61 F-16 A/B.

Syrie : La police militaire russe patrouille dans les environs de la ville de Manbij

http://www.opex360.com/ Posté dans Moyen-Orient, Opérations par Laurent Lagneau Le 08-01-2019



Il y a parfois des déclarations que l'on croirait inventées par un site d'informations parodiques et qui sont pourtant vraies. Tel est le cas des propos tenus le 7 janvier par Mike Pompeo, le chef de la diplomatie américaine.

Ainsi, a dit M. Pompeo, sur la chaîne CNBC, en évoquant le retrait américain de Syrie, le président turc, Recep Tayyip Erdogan « a pris un engagement auprès de M. Trump lorsqu'ils ont discuté tous les deux de ce à quoi cela devrait ressembler – (un engagement selon lequel) les Turcs continueront la campagne contre l'EI [Daesh ou État islamique, ndlr] après notre départ et

feront en sorte que les gars avec qui nous avons combattu, qui nous ont assistés dans la campagne contre l'EI, soient protégés. »

Justement, les « gars avec qui nous avons combattu » contre Daesh dans le cadre de la coalition anti-jihadiste font partie des Unités de protection du peuple [YPG], c'est à dire les milices kurdes que M. Erdogan promet d'anéantir depuis des mois… Imaginer qu'Ankara puisse leur assurer une protection relève soit d'une naïveté absolue, soit d'un défaut de traduction ou de compréhension.



D'ailleurs, le gouvernement turc a immédiatement démenti les propos du responsable américain. « En ce qui concerne les déclarations de Pompeo, il n'est absolument pas question d'une telle assurance donnée lors des entretiens [entre MM. Erdogan et Trump] ou via d'autres canaux », a en effet déclaré Ibrahim Kalin, le porte-parole de la présidence.

Mieux : pour Ankara, il importe que les armes et autres équipements militaires livrés aux milices kurdes par les États-nis afin de combattre l'EI soient « récupérées ».

« Ce que nous attendons, c'est que toutes les armes livrées soient récupérées. […] Ils nous ont dit qu'ils étaient en train d'y travailler, mais les détails deviendront plus clairs dans les prochains jours », a dit M. Kalin, selon qui il n'y a « aucune alternative acceptable » à la récupération de ces armes pour la Turquie.

La déclaration de M. Pompeo est d'autant plus suprenante que les États-Unis et la Turquie s'étaient mis d'accord, en juin dernier, sur le sort de la localité de Manbij, alors sous le contrôle des YPG, avec la mise en place de patrouilles conjointes et, surtout, l'installation du « Conseil militaire de Manbij », une autre faction des Forces démocratiques syriennes [FDS] auxquelles les milices kurdes sont affiliées.

Pour rappel, la prise de Manbij est un objectif prioritaire pour la Turquie. Elle avait dû y renoncer lors de l'opération « Bouclier de l'Euphrate », qu'elle avait lancée en août 2016 à la fois contre Daesh et les YPG. En outre, la seconde opération menée par Ankara en janvier 2018 dans le nord de la Syrie, avait laissé un répit aux jihadistes, dans la mesure où les miliciens kurdes se portèrent à la rescousse du canton d'Afrin, qui en était la cible. Des faits apparemment oubliés par M. Pompeo…

Après l'annonce du retrait américain de Syrie, faite par M. Trump le 19 décembre, les FDS ont demandé l'assistance des forces loyales au président syrien, Bachar el-Assad. Et ces dernières y ont répondu favorablement, en envoyant des troupes dans les environs de Manbij [contrairement à ce qu'avait affirmé Damas à l'époque, il semblerait qu'elles ne soient pas présentes dans la ville mais dans les faubourgs, ndlr].

Et, dans le même temps, la Russie et la Turquie ont convenu de coordonner leurs actions en Syrie. Est-ce une conséquence de cet accord? Toujours est-il que la police militaire russe a visiblement été déployée près de Manbij, en soutien des forces syriennes.

Ainsi, dans un reportage de la chaîne de télévision publique Rossia 24, un porte-parole de la police militaire russe, Ioussoup Mamatov, a indiqué que des patrouilles avaient commencé dans la « zone de sécurité autour de Manbij. » Et d'ajouter : « La mission est d'assurer la sécurité dans la zone » et de « surveiller la situation et les mouvements des groupes armés. »



Ce n’est pas la première fois que la police militaire russe est ainsi sollicitée en Syrie. Elle a en effet été déployée à Alep, à l’issue de la reprise de la ville par les forces syriennes, ainsi que le long du Golan, en août 2018.

Enfin, aux dernières nouvelles, les militaires américains étaient toujours présents à Manbij [de même que très probablement, les forces spéciales françaises].

Syrie: retrait engagé selon les Américains, Chammal pas concerné selon Paris

http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 11.01.2019 Par Philippe Chapleau

"Ordres, contre-ordres, désordre", comme le résume joliment Mars attaque...

La coalition réunie pour lutter contre le groupe Etat islamique sous le commandement des Etats-Unis a "engagé le processus" de retrait de Syrie, selon un porte-parole américain.

La coalition a "entamé le processus de notre retrait volontaire de Syrie. Pour des raisons de sécurité opérationnelle, nous ne détaillerons pas le calendrier, les localisations ou les mouvements de troupes", a déclaré le colonel Sean Ryan.

A Paris, "l'opération *Chammal* se poursuit", selon l'EMA. Comme l dit le dernier point de situation, Daech reste dangereux:

CHAMMAL

SITUATION MILITAIRE DU THEATRE

Offensive contre les dernières poches de Daech en Syrie

Dans la moyenne vallée de l'Euphrate, les forces démocratiques syriennes (FDS), après avoir sécurisé la ville d'Hajine, poursuivent leur offensive en direction du sud et du village de Shafah. Daech reste résilient et s'appuie sur une densité de piégeage importante pour ralentir les FDS.

Poursuite des actions de sécurisation en Irak

En Irak, la situation est inchangée. La sécurisation des célébrations du nouvel an a été un succès. Pour autant, Daech conserve des capacités de nuisance, tout en poursuivant sa posture de dissimilation et d'évitement.

Selon la chaîne américaine CNN, citant un responsable de l'administration Trump, une première cargaison de matériel avait été retirée de Syrie ces jours derniers.

Les forces américaines commencent à retirer des équipements de Syrie [MàJ]

http://www.opex360.com/ Posté dans Moyen-Orient, Opérations par Laurent Lagneau Le 11-01-2019



Entre des déclarations péremptoires amendées quelques jours après et les explications alambiquées qui contredisent celles données précédemment, il est difficile de savoir exactement à quoi s'en tenir au sujet du retrait des forces américaines de Syrie.

Pour justifier sa décision de retirer ses troupes du théâtre syrien, le président Trump avait assuré que Daesh [État islamique ou EI] était vaincu. Et il ne s'était pas privé de s'en attribuer les mérites, rejetant sur son ex-secrétaire à la Défense, James Mattis, le manque de résultats en Afghanistan… Puis ce retrait annoncé comme imminent [« Nos garçons, nos jeunes femmes, nos hommes, ils rentrent tous, et ils rentrent tous maintenant », avait-il dit via Twitter] devra se faire à un « rythme adapté » et de « manière prudente ».

De leur côté, le chef de la diplomatie américaine, Mike Pompeo, et le conseiller à la sécurité nationale de M. Trump, John Bolton, ont chacun mis des conditions (sécurité des kurdes, défaite totale de Daesh) qui rendent improbables un retrait rapide. D'ailleurs, le premier s'est refusé à donner un quelconque calendrier. En clair, ce désengagement devrait prendre autant de temps que met le fût du canon à refroidir. C'est à dire un « certain temps »…

Quoi qu'il en soit, l'activité de la coalition anti-jihadiste dirigée par les États-Unis aura été très intense après l'annonce de M. Trump, avec pas moins de 469 frappes [aviation et artillerie] contre Daesh en Syrie entre les 16 et 29 décembre.

Cela étant, la coalition a confirmé, ce 11 janvier, que les forces américaines avaient amorcé leur retrait de Syrie. « Par souci de sécurité opérationnelle, nous ne discuterons pas des échéances, des lieux ou des mouvements de troupes », a fait valoir le colonel Sean Ryan, son porte-parole.

Mais l'Observatoire syrien des droits de l'Homme [OSDH], qui dispose d'un réseau d'informateurs sur le terrain, a fait part du départ de 150 soldats américains [sur les 2.000 déployés] de la base de Rmeilan, située dans la province de Hassaké [nord-est de la Syrie], prés des frontières avec la Turquie et l'Irak.

En 2016, les forces américaines avaient en effet pris le contrôle de l'aérodrome de Rmeilan, suite à un accord conclu avec les milices kurdes syriennes [YPG], lesquelles sont affiliées aux Forces démocratiques syriennes.

« Dans le cadre d'un accord avec les YPG, les États-Unis ont obtenu le contrôle de l'aéroport. Cet accord a pour objectif de soutenir le FDS en leur fournissant des armes », avait expliqué, à l'époque, un responsable des FDS.

Toutefois, trois responsables du Pentagone, s'exprimant sous le couvert de l'anonymat, n'ont pas confirmé cette information. « Le retrait ne concerne pour l'heure aucun soldat et la bataille contre l'EI continue », ont-ils dit à l'agence Reuters. En revanche, ont-ils précisé, des « équipements ont actuellement en cours de transfert hors de Syrie. »

En attendant, à Paris, le ministre des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, a exclu tout changement du dispositif militaire français en Syrie [force Chammal, ndlr], tant qu'une « solution politique » ne sera pas trouvée.

« Nous sommes présents en Irak, nous sommes très modestement présents en Syrie en accompagnement des Américains. Evidemment quand il y aura une solution politique nous nous retirerons », a en effet déclaré M. Le Drian, à l'antenne de CNEWS. En outre, il a aussi insisté sur la nécessité d'assurer « au niveau international la préservation de la sécurité des Kurdes » syriens, qui restent « nos meilleurs alliés » face à Daesh.

Une autre question soulevée par le patron du Quai d'Orsay est le sort des jihadistes européens, capturés lors des combats menés par les FDS. Or, si l'offensive que promet le président turc, Recep Tayyip Erdogan est effectivement lancée, les milices kurdes ont fait savoir qu'elles ne pourraient sans doute pas les garder sous leur contrôle et les juger.

« Dans le nord-est syrien, nous sommes toujours en guerre, même si le président Trump annonce que les forces américaines vont se retirer progressivement, et là il faudra aussi envisager les solutions de sérénité pour faire en sorte que ces personnes soient jugées », a expliqué M. Le Drian.

Terrorisme

Déni de justice envers les djihadistes étrangers détenus en Syrie

Monde http://www.slate.fr/ Saleh Ben Odran — 9 janvier 2019 à 7h42 — mis à jour le 9 janvier 2019 à 8h42

Torturés, exécutés ou privés de procès, les djihadistes occidentaux détenus en Syrie sont oubliés par leurs gouvernements respectifs.



Femmes marchant dans un camp de prisonniers à Malikiya, au nord de la Syrie | Delil Souleiman / AFP

Plusieurs centaines de djihadistes belges, français, allemands, canadiens, américains et autres croupissent depuis des mois, voire quelques années déjà dans les prisons des différents acteurs en Syrie, sans qu'aucun procès local ou rapatriement n'ait lieu. Au mieux, ils sont condamnés de manière hâtive et arbitraire sur le sol syrien ou après leur transfert ailleurs, déplorent des ONG.

À elles seules, les forces kurdes détiennent quelque 800 djihadistes étrangers, originaires de quarante-six pays, ainsi que 600 femmes et 1.250 enfants issus des familles de ces combattants partis en Syrie pour accomplir leur jihad, selon les estimations.

Face au refus de leurs gouvernements respectifs de les rapatrier et à celui des autorités kurdes de les juger sur place, ces citoyens occidentaux, qualifiés sans distinction aucune de «terroristes» et abandonnés à leur sort, vivent dans l'attente d'un dénouement tandis que certains sont transférés en Irak où ils subissent des procès expéditifs et *«inéquitables»,* selon Human Rights Watch (HRW).



Les représentants politiques des forces kurdes en Syrie ont maintes fois dénoncé l'obstination des pays occidentaux à détourner leur regard de cette question et de refuser d'accueillir leurs ressortissants et de les juger selon les lois en vigueur.

«*Tous les pays de l'UE sont concernés, mais aucun ne nous a demandé l'extradition de ses ressortissants. Ils refusent de prendre leurs responsabilités et nous laissent supporter ce fardeau*», avait ainsi insisté fin octobre à Bruxelles Abdel Karim Omar, en charge des Affaires étrangères au sein de l'administration kurde semi-autonome.

Depuis le début du conflit en Syrie, la France a accepté de rapatrier près de 260 adultes et quatre-vingts mineurs ayant rejoint la Syrie ou l'Irak, mais plus de 700 adultes et 500 enfants se trouvent encore dans la zone syrio-irakienne, selon le gouvernement français, dont plusieurs dizaines détenus par les forces kurdes.

Têtes pensantes du djihadisme

Cette réticence des gouvernements occidentaux est liée aux craintes d'un retour de vétérans du djihadisme et de la résurgence d'actes terroristes sur leur sol.

Parmi les détenus dans les camps kurdes se trouvent notamment l'un des plus célèbres djihadistes français, Thomas Barnouin, connu sous le nom d'Abou Oussama al-faransi, ainsi qu'Émilie König et Salim Benghalem, qui aurait, en revanche, été tué il y a un an.

D'autres djihadistes réputés comme Alexanda Amon Kotey et El Shafee el-Sheikh, tous les deux britanniques, sont également aux mains des forces kurdes.

Ils sont soupçonnés d'avoir décapité une vingtaine d'otages, parmi lesquels le journaliste James Foley et son confrère Steven Sotloff.

Les Unités de Protection du peuple (YPG), principale milice kurde en Syrie, soutenue par Washington, ont réussi ces dernières années à chasser l'organisation EI de plusieurs de ses fiefs en Syrie, prenant en otage au passage plusieurs combattants étrangers.

Cette dynamique s'est accélérée au cours des derniers mois en même temps que l'atrophie territoriale de l'organisation EI, dissuadant d'autres ressortissants occidentaux de rejoindre le groupe djihadiste en Syrie. Ils sont désormais une centaine de combattants étrangers à rallier chaque mois les rangs de l'organisation, contre 1.500 arrivées mensuelles il y a trois ans, selon Washington.

Les enfants d'abord

Si le rapatriement de ces figures de proue et d'autres récidivistes potentiels pose problème pour de nombreux pays d'Europe, la Belgique et la France ont récemment accepté de rapatrier les enfants détenus par les Kurdes. Paris s'est dit prêt à recevoir jusqu'à 150 mineurs si leurs mères acceptaient de s'en séparer.

«Ceux qui ont commis des délits ou des crimes en Irak et Syrie doivent être jugés en Irak et Syrie» Ministère des Affaires étrangères

Les conditions de vie déplorables auraient été à l'origine de cette prise de décision. Abandonnés à leur sort, sans école ni soins d'aucune sorte, ces mineurs évoluent dans des camps où l'hygiène laisse à désirer et les maladies prolifèrent. Leur éventuelle radicalisation aurait également motivé cette concession qui exclut les épouses des combattants, considérées comme des militantes de l'organisation EI.

«*Ceux qui ont commis des délits ou des crimes en Irak et Syrie doivent être jugés en Irak et Syrie*», a insisté en octobre le ministère français des Affaires étrangères. «*L'exception c'est les mineurs, dont la situation sera examinée au cas par cas. On a un devoir particulier de sauvegarder l'intérêt supérieur de l'enfant»,* a ajouté le Quai d'Orsay.



Mais des voix se sont élevées pour dénoncer une décision *«hypocrite»* et *«inhumaine». «C'est scandaleux et hypocrite de la part du gouvernement français»,* a ainsi déploré en octobre Bruno Vinay, avocat d'Emilie König, dans un entretien avec l'AFP. *«La France laisse ces femmes seules face au choix inhumain de se séparer de leurs enfants»,* a-t-il ajouté.

Procès inéquitables

Autre source d'appréhension pour les organisations de défense des droits de l'Homme: les procès expéditifs dans des pays où certains djihadistes sont transférés.

Fin octobre, HRW a ainsi dénoncé l'envoi par les forces américaines de djihadistes présumés de Syrie vers l'Irak, mettant en garde contre les risques de torture et de procès inéquitables.

Le procès de Djamila Boutoutaou, condamnée à perpétuité, a duré moins d'une demi-heure, alors que cette française a démenti son appartenance à l'organisation EI.

Plusieurs jugements hâtifs ont déjà défrayé la chronique. Celui de Djamila Boutoutaou, condamnée en avril à perpétuité, a duré moins d'une demi-heure, alors que cette française a démenti son appartenance à l'organisation EI et affirmé avoir été piégée ainsi que ses enfants par son mari.

La condamnation en janvier d'une djihadiste allemande à la peine capitale, suivie de l'exécution de treize djihadistes non-occidentaux en juin, a ravivé davantage le débat en Europe sur le droit de ces citoyens et citoyennes à un procès équitable.

La ministre française de la Justice, Nicole Belloubet, s'est voulue rassurante, soulignant début 2018 que la France *«interviendrait»* si des djihadistes français détenus en Irak ou en Syrie étaient condamnés à la peine de mort.

Mais le chemin vers un procès juridique, avant même le jugement, est déjà parsemé de nombreuses irrégularités au regard du droit humanitaire international, estiment certains. Dans un entretien au quotidien La Croix, le président d'honneur de la Fédération internationale des Droits de l'Homme (FIDH), Patrick Baudoin, a évoqué des conditions de détention *«extrêmement difficiles, dans les prisons de Bagdad et des alentours, tant sur le plan sanitaire qu'alimentaire»* et un *«exercice très limité du droit de la défense».*

Quant à la Syrie, *«c'est l'omerta totale»,* selon M. Baudoin, pour les djihadistes détenus par le régime de Bachar el-Assad, alors que les autorités kurdes refusent toujours de juger leurs otages selon leurs lois.

Ouighours, Ouzbeks et Tchétchènes

À cet imbroglio propre aux djihadistes occidentaux, s'ajoute le sort plus incertain d'autres djihadistes étrangers: des combattants venus d'Ouzbékistan, de Tchétchénie et de la région autonome ouïghoure en Chine –dominée par une communauté turcophone et musulmane–ont rejoint la Syrie ces dernières années. Honnis dans leurs pays d'origine, un *blackout* total règne sur la détention et les procès de ceux, parmi eux, ayant été enlevés.

Le contingent étranger le plus important se trouve au sein du Parti islamique du Turkestan (TIP), dont les membres appartiennent à la minorité musulmane chinoise confrontée à une forte répression dans la région du Xinjiang.

Quant aux Ouzbeks, ils ont rejoint des groupes tels que Katibat al-Tawhid wal-Jihad ou la brigade Imam al-Bukhari. Enfin, les jihadistes tchétchènes combattent essentiellement au sein de Jund al-Sham et Ajnad Kavkaz. Il s'agit pour leur plupart de vétérans des guerres brutales entre Russes et indépendantistes tchétchènes. Moscou souhaiterait ainsi en éliminer le plus grand nombre sur le

sol syrien, tandis que les otages parmi eux seraient soumis à des actes de torture ou auraient déjà été exécutés, selon des ONG locales.

Syrie : Les jihadistes ont pris le contrôle total de la provice d'Idleb

http://www.opex360.com/ Posté dans Moyen-Orient, Opérations par Laurent Lagneau Le 10-01-2019



Le cas de la province syrienne d'Idleb est épineux. Échappant au contrôle de Damas, cette région abrite à la fois des rebelles soutenus par Ankara, réunis au sein du « Front national de libération » [FNL], et des groupes jihadistes alliés ou affiliés à l'organisation Hayat Tahrir al-Cham [HTS], l'ex-branche d'al-Qaïda en Syrie.

Déclarée « zone de désescalade » dans le cadre des accords d'Astana qui, signés par la Russie, l'Iran et la Turquie, ne concernaient pas les mouvements jihadistes, la province d'Idleb a servi de refuge aux rebelles syriens au fil des succès militaires obtenus par Damas.

« Chaque fois que le régime de Bachar-al-Assad, appuyé par les Russes, parvient à résorber une poche, il le fait en permettant l'évacuation et le regroupement des mouvements terroristes les plus durs dans cette poche d'Idleb », avait ainsi expliqué le général François Lecointre, le chef d'état-major des armées [CEMA], lors d'une audition parlementaire, en juillet 2018.

D'où la crainte du CEMA de voir cette province devenir une base à partir de laquelle les organisations jihadistes « n'auront d'autre souci que d'organiser des actions en Europe et en France en particulier. »

Durant l'été 2018, Damas et Moscou ont affiché leur volonté de « vider » cet abcès. Seulement, une offensive dans cette région aurait provoqué une crise humanitaire d'une ampleur « encore jamais vue tout au long » de la guerre civile syrienne, pour reprendre les mots de John Ging, haut responsable du Bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU [OCHA]. De quoi faire craindre à Ankara un afflux massif de réfugiés sur son territoire… ainsi qu'une déroute des groupes rebelles soutenus par les forces turques.

En septembre, la Russie et la Turquie ont alors trouvé un accord au sujet d'Idleb, avec l'instauration d'une « zone démilitarisée » de 15 à 20 km de large et le retrait des « armes lourdes » de « tous les groupes de l'opposition ». Seulement, ces dispositions n'ont été que partiellement appliquées, les jihadistes ne s'étant pas retirés de cette zone tampon qui devait séparer les secteurs tenus par les insurgés des régions contrôlées par Damas.

C'est donc dans ce contexte que Hayat Tahrir al-Cham a lancé, ces derniers jours, une série d'assauts contre les autres factions rebelles du FNL. À l'issue des combats, qui ont fait plus de 130 tués, l'organisation jihadiste a pris le contrôle d'une cinquantaine de localités et de villages, notamment dans l'ouest de la province d'Alep.

Et le FNL a visiblement rendu les armes face au HTS… étant donné que les deux organisations ont conclu un accord donnant le contrôle de la province d'Idleb aux jihadistes.

« Ce matin [10 janvier], HTS et le FNL ont signé un accord mettant fin aux hostilités et établissant le contrôle du gouvernement du salut sur l'ensemble » d'Idleb, a en effet annoncé l'ex-branche d'al-Qaïda en Syrie. Or, ce « gouvernement de salut » est le nom de l'administration locale qu'elle a mise en place dans cette province.

Cité par l'AFP, Thomas Pierret, chercheur de l'Institut de Recherches et d'Études sur les Mondes Arabes et Musulmans [CNRS-IREMAM] explique la stratégie de HTS est « d'apparaître comme un fait accompli qu'on ne peut plus vraiment contester, c'est-à-dire la force dominante, voire la force hégémonique », avec l'objectif de montrer « acteurs internationaux plutôt hostiles au groupe » qu'on ne peut « rien faire pour déloger » l'organisation jihadiste d'Idleb.

TURQUIE

Diplomatie

Bolton quitte Ankara sans avoir été reçu par Erdogan

par Steve Holland et Orhan Coskun Reuters 8 janvier 2019



Contrairement à ce qui était attendu, John Bolton (photo), conseiller de Donald Trump à la sécurité nationale, a quitté mardi la Turquie sans avoir été reçu par Recep Tayyip Erdogan. /Photo prise le 27 novembre 2018/REUTERS/Kevin Lamarque par Steve Holland et Orhan Coskun

ANKARA (Reuters) - Contrairement à ce qui était attendu, John Bolton, conseiller de Donald Trump à la sécurité nationale, a quitté mardi la Turquie sans avoir été reçu par Recep Tayyip Erdogan.

Le président turc reproche au responsable américain d'avoir plaidé en faveur des miliciens kurdes alliés de Washington dans le nord de la Syrie et qu'Ankara considère comme des terroristes.

Pour Erdogan, John Bolton "a commis une lourde erreur" en demandant à son homologue turc Ibrahim Kalin, qui est également porte-parole de la présidence, des garanties pour la protection des miliciens kurdes des Unités de protection du peuple (YPG) après le retrait des 2.000 soldats américains de Syrie.

La Turquie fera face à ces miliciens comme elle fait face aux djihadistes de l'Etat islamique (EI), a assuré le président turc. "Quand on a affaire à des terroristes, d'où qu'ils viennent, on prend les mesures qui s'imposent", a-t-il dit devant les députés de l'AKP, son parti.

"Bolton a commis une lourde erreur (...) Il n'est pas possible pour nous de faire des compromis sur cette question", a-t-il ajouté.

Il a souligné que la Turquie était parvenue à un accord tout à fait clair avec le président Donald Trump sur le retrait des forces américaines de Syrie mais que "des voix discordantes" s'étaient depuis élevées au sein du gouvernement américain.

Selon un responsable américain, les Turcs ont assuré à John Bolton qu'ils ne lanceraient pas d'offensive contre les Kurdes de Syrie tant que les soldats américains seront dans ce pays.

"Énorme mensonge"

Bolton était accompagné en Turquie par le chef d'état-major interarmes, le général Joseph Dunford, et par l'émissaire spécial pour la Syrie, James Jeffrey.

Recep Tayyip Erdogan a par ailleurs affirmé que le combat des Kurdes de Syrie contre l'EI était "un énorme mensonge".

Les YPG ont été le fer de lance des Forces démocratiques syriennes (FDS) qui ont mené avec le soutien de la coalition internationale sous commandement américain la lutte contre l'EI en Syrie, dont la reconquête de Rakka.

"C'est un immense mensonge", a tempêté Erdogan devant les élus de son parti au Parlement.

Le président turc a réitéré la menace qu'il brandit depuis des mois de lancer une offensive militaire contre les YPG pour les chasser de la zone qu'ils contrôlent dans le nord de la Syrie, le long de la frontière turque.

Les YPG et le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) qui lutte pour l'autonomie des Kurdes de Turquie ne forment "qu'une seule et même organisation" a-t-il poursuivi.

La Maison blanche a démenti lundi tout revirement sur le retrait des quelque 2.000 soldats américains déployés en Syrie de la part du président américain, qui avait laissé entendre la veille que le processus pourrait prendre plus de temps que prévu.

Donald Trump et son homologue français Emmanuel Macron se sont aussi entretenus au téléphone à ce sujet lundi soir et ont dit s'être entendus sur "un retrait réfléchi et coordonné des troupes américaines".

Ibrahim Kalin a souligné mardi que la vingtaine de bases américaines en Syrie devaient, après le retrait, être abandonnées ou remises à des "éléments locaux".

(Avec Tulay Karadeniz, Gulsen Solaker et Tuvan Gumrukcu; Tangi Salaün et Guy Kerivel pour le service français)

Opérations

Ankara menace de lancer son offensive contre les milices kurdes syriennes sans attendre le retrait américain

http://www.opex360.com/ Posté dans Diplomatie, Moyen-Orient, Opérations par Laurent Lagneau Le 10-01-2019



Quand le chef de la Maison Blanche, Donald Trump, a annoncé le retrait de Syrie des 2.000 militaires américains, déployés pour l'essentiel auprès des Forces démocratiques syriennes [FDS], le président turc, Recep Tayyip Erdogan, s'est frotté le mains : plus rien ne pouvait l'empêcher de lancer une offensive contre les Unités de protection du peuple [YPG, milices kurdes], considérées comme « terroristes » à Ankara, en raison de leurs liens avec le Parti des travailleurs du Kurdistan [PKK].

Depuis, ce retrait, qui devait être imminent à en juger par les propos de M. Trump [« ils rentrent tous, ils rentrent maintenant », avait-il assuré au sujet des militaires américains présents à Syrie], va se faire de façon « prudente » et à un « rythme adapté ».

En outre, plusieurs conditions ont été avancées par des responsables de l'administration américaine : une défaite définitive de Daesh [État islamique ou EI] et l'assurance que les milices kurdes syriennes, membres des FDS, soient « protégées ». Le tout en gardant un oeil sur les activités iraniennes. Du moins, c'est ce que l'on comprend des déclarations faites par Mike Pompeo, le secrétaire d'État, et John Bolton, le conseiller à la sécurité nationale de M. Trump.

Par ailleurs, craignant de faire les frais de l'annonce du président américain, les YPG ont demandé l'aide du régime syrien. Et ce dernier s'est empressé de leur répondre favorablement, même si, précédemment, le président el-Assad les avait qualifiés de « traîtres » en raison de leur proximité avec la coalition anti-jihadiste dirigée par les États-Unis. D'où l'envoi des forces

gouvernementales syriennes dans les faubourgs de la localité de Manbij, où la police militaire russe patrouille désormais.

Pour rappel, ces développement se sont produits alors que de violents combats opposent toujours les FDS à Daesh dans la province de Deir ez-Zor…

Aussi, pour Ankara, qui a par ailleurs convenu de coordonner ses actions avec Moscou, l'offensive prévue dans le nord de la Syrie se trouve compromise… Et cela alors que les groupes rebelles syriens, soutenus par la Turquie, viennent de subir un revers face à Hayat Tahrir al-Cham [HTS], l'ex-branche d'al-Qaïda en Syrie, dans la province d'Idleb ainsi que dans celle d'Alep.

D'où l'impatience manifeste du gouvernement turc, dont le ministre des Affaires étrangères, Melvut Cavusoglu, a fait part, ce 10 janvier.

« Si [le retrait américain] est retardé avec des excuses ridicules qui ne reflètent pas la réalité du genre 'les Turcs vont massacrer les Kurdes', alors nous mettrons à exécution notre décision » de lancer une opération dans le nord de la Syrie », a ainsi affirmé le chef de la diplomatie turque.

Le propos de ce dernier fait référence aux déclarations faites par M. Pompeo, le 3 janvier. Il avait en effet déclaré que Washington tenait à s'assurer que « les Turcs ne massacrent pas les Kurdes » après le retrait des forces américaines de Syrie.

« La Turquie combattra les YPG, que les États-Unis se retirent ou pas », a insisté M. Cavusoglu. « Ils [les Américains] doivent comprendre une chose : l'opération que la Turquie se prépare à mener dans l'Est de l'Euphrate en Syrie, n'est pas liée au retrait des troupes américaines dans ce pays. Avant la décision de retrait annoncée par Trump, nous avions déjà prévenu que l'opération était proche. Notre président l'a annoncé sans connaître cette décision américaine », a-t-il explique.

Pour rappel, les forces américaines ne sont pas les seuls à avoir été déployées auprès des FDS, et donc des milices kurdes syriennes. Des membres des forces spéciales françaises et britanniques l'ont été également. Or, c'est une réalité souvent ignorée par Ankara…

YÉMEN

Terrorisme

Le cerveau de l'attentat contre l'USS Cole éliminé au Yémen

http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 06.01.2019 Par Philippe Chapleau



Jamal al-Badawi, considéré comme le cerveau de l'attentat d'octobre 2000 contre la frégate américaine *USS Cole*, a été tué par l'armée américaine le 1er janvier, au Yémen.

"Les forces américaines ont mené une frappe de précision le 1er janvier dans le gouvernorat de Marib, au Yémen, dont la cible était Jamal al-Badaoui, un ancien agent d'Al-Qaida au Yémen impliqué dans l'attentat contre l'USS Cole", a indiqué vendredi 4 janvier, le commandant Bill Urban, un porte-parole du commandement central (Centcom). "L'armée américaine examine encore les résultats de la frappe selon un processus approfondi, pour confirmer sa mort", avait-il ajouté.

C'est Donald Trump qui l'a confirmé ce dimanche dans un Tweet. "Notre formidable armée a rendu justice aux héros tués et blessés dans la lâche attaque contre l'USS Cole", a tweeté le

président américain dimanche après-midi. "Nous venons de tuer le leader de cette attaque, Jamal al-Badawi".



L'*USS Cole* avait été la cible d'une attaque le 12 octobre 2000, au large du port d'Aden; 17 marins avaient péri. Jamal al-Badaoui avait été inculpé en 2003 par la justice américaine de 50 chefs d'accusation de terrorisme.

OCÉANIE

AUSTRALIE

Défense

Arrivée en Australie de deux premiers F-35A

http://www.air-cosmos.com/ Actualité Avions de combat Actualité Défense 7 jan. 2019 | Par Emmanuel Huberdeau



Les F-35A ont été accueillis par des Super Hornet © Commonwealth of Australia, Department of Defence

Deux F-35A sont arrivés en décembre en Australie. Il s'agit des premiers Joint Strike Fighter de la RAAF a être basés sur le territoire national.

Le 10 décembre 2018, deux **F-35A** de la **Royal Australian Air Force (RAAF)** se sont posés sur la base aérienne de Williamtown, en Nouvelle-Galles du Sud, dans le Sud-Est du pays. Il s'agit des premiers **Joint Strike Fighter** australiens qui seront basés dans le pays. Jusqu'à présent, les F-35A australiens étaient basés aux Etats-Unis où les pilotes et les techniciens sont en cours de formation.

L'Australie a investi 17 Md$AUS pour commander 72 F-35A de Lockheed Martin. Selon le ministère de la défense australien, 50 entreprises locales ont été impliquées dans le programme. Un investissement de 1Md$AUS a été réalisé pour préparer les bases de Williamtown et Tindal à l'arrivée du F-35A.

Ces deux F-35A sont arrivés de la base de Luke aux Etats-Unis en traversant le Pacifique. Deux KC-30A (A330 MRTT) et un C-17 ont participé au transfert des JSF. Ils seront opérés par le troisième escadron.

Pour rappel, 91 F-35 ont été livré par Lockheed Martin en 2018.

ORGANISATIONS INTERNATIONALES

Banque mondiale

Départ subit du président de la Banque mondiale

Économie Conjoncture http://www.lefigaro.fr/ Par Anne Cheyvialle Publié le 07/01/2019 à 19:37



Jim Yong Kim, président de la Banque mondiale, institution dédiée au développement, à la lutte contre la pauvreté et à la lutte contre le réchauffement climatique. NICOLAS ASFOURI/AFP

Jim Yong Kim dirigeait la Banque mondiale depuis six ans, et son mandat n'expirait qu'en 2022. Son départ sera effectif le 1er février.

Le président de la Banque mondiale, Jim Yong Kim, a créé la surprise, lundi, en annonçant sa démission. Son départ sera effectif le 1er février, alors que son second mandat expirait en 2022. L'Américain d'origine coréenne, né à Séoul, dirigeait depuis six ans l'organisation internationale dédiée au développement, à la lutte contre la pauvreté et qui se focalise aussi sur le réchauffement climatique. Sans préciser la raison de son départ, le communiqué indique seulement qu'il va rejoindre «une société» et se concentrer «sur les investissements dans les infrastructures dans les pays en développement».

Sous sa direction, l'institution s'est fixé deux objectifs en 2012 : mettre fin à l'extrême pauvreté d'ici à 2030 et stimuler la «prospérité partagée»

En interne, l'annonce a fait l'effet d'une bombe. «Le personnel est sous le choc», confie une source de l'institution. Le président aurait reçu une offre intéressante d'un fonds d'investissement. «Cela a été un grand honneur que de servir en tant que président d'une institution remarquable, forte d'un personnel passionné dédié à sa mission qui est d'éliminer l'extrême pauvreté de notre vivant», écrit Jim Yong Kim dans le communiqué.

Sous sa direction, avec l'appui des 189 pays membres de la Banque, l'institution s'est fixé deux objectifs en 2012: mettre fin à l'extrême pauvreté d'ici à 2030 et stimuler la «prospérité partagée» en se concentrant sur les 40 % les plus pauvres dans les pays en développement.

Âgé de 59 ans, médecin de formation, il est passé par l'Organisation mondiale de la santé de 2003 à 2006 où il a dirigé le département sur le sida. En plus de travailler sur les infrastructures, il va rejoindre le conseil d'administration de Partners in Health (PIH), institution dédiée à la santé des populations défavorisées qu'il a créée il y a plus de trente ans. En attendant la nomination du prochain président, l'intérim sera assuré par Kristalina Georgieva, l'actuelle directrice générale de la Banque mondiale. Selon la procédure, c'est le comité exécutif qui décide sur une liste restreinte de trois candidats.

La Banque mondiale baisse à son tour ses prévisions de croissance

Économie International https://www.latribune.fr/ Par Grégoire Normand | 09/01/2019, 9:48



"Les facteurs de vulnérabilité vis-à-vis de l'endettement s'aggravent dans les pays à faible revenu" précise le rapport. (Crédits : China Stringer Network)

La croissance mondiale devrait passer de 3% en 2018 à 2,9% cette année et 2,8% en 2020 selon les dernières projections semestrielles de la Banque mondiale. L'institution a révisé à la baisse ses prévisions de 0,1 point par rapport à celles de juin dernier. Si les tensions commerciales apparaissent toujours comme l'un des risques les plus visibles pour l'activité internationale, l'endettement du secteur privé dans les économies émergentes pourrait fragiliser l'économie mondiale.

Guerre commerciale, endettement dans les économies émergentes, tensions sur les marchés. Les mauvaises nouvelles s'accumulent sur le front de la croissance mondiale. Après le Fonds monétaire international (FMI) et l'organisation de développement et de coopération internationale (OCDE), la Banque mondiale a révisé à la baisse ses prévisions de croissance dans son dernier rapport publié mardi soir. D'après les estimations de l'institution, la croissance mondiale va marquer le pas à 2,9% cette année (-0,1 point par rapport à juin) et 2,8% en 2020 contre 3% en 2018.

" Après avoir tourné à plein régime au début de 2018, l'économie mondiale a perdu de la vitesse en cours d'année et le chemin pourrait être encore plus cahoteux en 2019", prévient Kristalina Georgieva, directrice générale de la Banque mondiale. *"L'intensification des vents contraires, économiques et financiers, auxquels sont confrontés les pays émergents et en développement risque de compromettre les progrès accomplis par la communauté mondiale dans la réduction de l'extrême pauvreté",* ajoute-t-elle. Enfin, *"même si la probabilité d'une récession est toujours faible, et le ralentissement de la Chine progressif, un coup de frein plus marqué que prévu de l'activité des deux premières puissances économies mondiales pourrait avoir un sévère impact sur les prévisions économiques globales",* explique le rapport.

Un coup de frein généralisé

Après un début d'année 2018 dans l'euphorie, le rythme de la croissance devrait ralentir dans l'ensemble des régions. Aux Etats-Unis, l'activité devrait observer un léger repli passant de 2,9% en 2018 à 2,5% en 2019 et 1,7% en 2020. Depuis l'arrivée de Donald Trump, le taux de chômage est au plus bas et l'économie américaine a continué de se redresser. Mais le creusement des déficits en période de ralentissement pourrait restreindre les marges de manoeuvre du milliardaire américain. En effet, si les Etats-Unis n'ont pour l'instant pas de difficultés à financer leur dette grâce à des taux très bas, la situation pourrait se compliquer si les marchés mondiaux se tendent encore.

En zone euro, les inquiétudes sur la croissance se multiplient. Les économistes de la Banque mondiale anticipent un fort ralentissement de la croissance passant de 2,4% en 2017 à 1,9% en 2018 et 1,6% en 2019. *"En particulier, les exportations ont ralenti, reflétant la récente appréciation de l'euro et le ralentissement de la demande extérieure."* Les derniers chiffres concernant la production industrielle en Allemagne signalent une nette érosion de l'activité dans la première puissance économique de la zone euro.

En France, les perspectives ne sont pas très favorables non plus. Si les économistes de l'Insee anticipent un rebond de la croissance au premier trimestre, l'activité pourrait s'infléchir à plus long terme. En dépit de ces mauvaises nouvelles, le chômage poursuit sa décrue. D'après les dernières estimations d'Eurostat publiées ce mercredi, le taux de chômage s'est établi à 7,9% en novembre 2018 en baisse par rapport au taux de 8,0% d'octobre 2018 et au taux de 8,7% de novembre 2017. C'est le taux le plus faible enregistré depuis octobre 2008. Au niveau de l'Union européenne, le taux de chômage s'est établi à 6,7% en novembre dernier. *"Cela demeure le taux le plus faible enregistré dans l' UE à 28 depuis le début de la série mensuelle sur le chômage en janvier 2000"* souligne le communiqué de la commission européenne.

En Chine, la croissance devrait rester *"robuste"* malgré un ralentissement de l'activité. Les auteurs du rapport estiment que la croissance devrait passer de 6,9% en 2017, à 6,5% en 2018 et 6,2% en 2019. "Un rebond de l'investissement privé devrait en partie compenser un déclin des dépenses publiques pour les infrastructures" note le document. *"Cependant, la production industrielle et la croissance des exportations ont décéléré."*

Menaces sur la croissance

Les facteurs qui fragilisent les perspectives de croissance sont nombreux dans les pays en développement. Parmi les sujets évoqués dans le rapport figure entre autres le poids du secteur informel dans les économies émergentes. Il représenterait environ 70% de l'emploi et 30% de la richesse produite. *"Ces chiffres sont symptomatiques de possibilités non exploitées, car ce secteur est synonyme de faible productivité, de maigres recettes fiscales et de niveaux élevés de pauvreté et d'inégalité"* précisent les experts de l'institution basée à Washington.

Outre la place de l'économie informelle, l'endettement des pays émergents inquiète la Banque mondiale. *"Certes, l'emprunt a permis à de nombreux États de satisfaire d'importants besoins de développement, mais le ratio médian de la dette rapportée au PIB est en hausse dans les pays à faible revenu et la composition de la dette s'est déplacée vers des sources de financement plus coûteuses basées sur le marché."*

Enfin, parmi les risques plus souvent cités, figurent les tensions commerciales entre les Etats-Unis et la Chine. Si le président américain et son homologue chinois Xi Jinping ont décidé de marquer une pause dans l'escalade des tensions au début du mois de décembre dernier en marge du G20 à Buenos Aires, l'absence d'accord entre les deux premières puissances économiques mondiales dans les prochains mois pourrait encore peser sur les échanges mondiaux. D'ailleurs, la Banque mondiale a déjà noté que *"les échanges commerciaux internationaux et l'activité manufacturière mondiale faiblissent, les tensions commerciales restent vives."* D'après les projections mises en avant dans le rapport, le volume du commerce mondial passerait de 3,8% en 2018 à 3,6% en 2019 et 3,5% en 2020.

OTAN

En prenant la tête de la force de réaction très rapide de l'Otan, l'armée allemande passe un « test de résistance »

http://www.opex360.com/ Posté dans Otan par Laurent Lagneau Le 07-01-2019



Quand il fut annoncé que l'Allemagne prendrait la tête de « Force opérationnelle interarmées à très haut niveau de préparation » [Very High Readiness Joint Task Force, VJTF] de l'Otan, certains émirent des doutes sur sa capacité à être au rendez-vous.

Ainsi, en 2017, un rapport de la Rand Corporation avait estimé qu'il faudrait à la force terrestre allemande [Heer] « probablement plus d'une semaine pour mobiliser un bataillon blindé » et un mois pour une « brigade blindée complète en dépouillant d'autres unités », sachant que la VJTF repose sur une capacité à mobiliser, en cas de nécessité, des troupes à très court préavis afin de préparer le terrain pour le déploiement d'un deuxième échelon [IFFG], composée de deux brigades multinationales.

Un an plus tard, le quotidien Die Welt confirma les doutes émis dans ce rapport. Ainsi, avait-il affirmé, sur la foi de documents internes de la Bundeswehr, le Panzerlehrbataillon 93 de la Panzerlehrbrigade 9, désignée pour constituer cette VJTF, ne disposait alors que de 9 chars Leopard 2A6 sur les 44 prévus et seulement 3 blindés Marder sur 14. Et il manquait également des « petits équipements » de cohérence, comme les lunettes de vision nocturne, les lance-grenades et même les vêtements chauds. Et l'approvisionnement en rations de combat laissait aussi à désirer.

Depuis le 1er janvier, la Panzerlehrbrigade 9 a succédé à une brigade italienne et a donc pris la tête de cette VJTF, dont le principe a été décidé en 2014, après l'annexion de la Crimée par la Russie. Cette dernière compte également des unités françaises, belges, néerlandaises, tchèques, lettones et lituaniennes. L'ensemble forme ainsi une brigade multinationale forte de 8.000 militaires.

L'exercice Trident Juncture 18, qui s'est déroulé en Novège, en octobre, a permis de certifier la Nato Response Force [NRF] 19 ainsi que la VJTF 19, qui en est le noyau. Mais la question posée par les médias d'outre-Rhin est de savoir si la Bundeswehr va tenir la distance. Ainsi, le quotidien « Süddeutsche Zeitung » a parlé de « stress test » [ou test de résistance] pour l'armée allemande.



L'enjeu sera de maintenir un haut degré de disponibilité tout au long de l'année. Pas question, donc, que les blindés soient en panne au moment où ils feront éventuellement besoin. Or, pour le quotidien allemand, « garder du matériel et des troupes prêtes à agir rapidement afin d'empêcher une escalade en temps de crise grâce à une intervention rapide, si possible » sera « un défi » pour la Bundeswehr, d'autant plus que cette dernière est aussi engagée en Lituanie, dans le cadre de la Présence avancée renforcée de l'Otan [eFP]. La chaîne d'information allemande n-TV a également parlé d'un « défi majeur », notamment du point de vue « logistique ».

Pour être au rendez-vous, la Bundeswehr a dû « déshabiller Paul pour équiper Jacques », c'est à dire que certaines unités ont dû « prêter » leurs équipements à celles devant être mobilisées au titre de la VFTF. Ce qui n'est pas du goût de Hans-Peter Bartel, le commissaire parlementaire auprès de la Bundeswehr. Selon lui, il est nécessaire de « mettre en place une force entièrement équipée ». Faute de quoi, a-t-il dit, « c'est du matériel qui manque ailleurs. » Aussi, a-t-il insisté, les unités allemandes doivent « à nouveau être équipées à 100%, de sorte qu'elles puissent disposer des équipements qu'elles sont censées avoir sur le papier ».

Quoi qu'il en soit, pour la ministre allemande de la Défense, Ursula von der Leyen, ce nouveau rôle pour Berlin est « extrêmement exigeant » mais il « constitue également une avancée importante pour la modernisation de l'armée allemande. » Et d'ajouter : « L'importance de la VJTF pour une Bundeswehr moderne et prête à l'action et le rôle de l'Allemagne dans l'Otan ne sauraient être surestimés. »

RUSSIE

Défense

La Russie attend 100 aéronefs en 2019

http://www.air-cosmos.com/ Actualité Armées Actualité Avions de combat Actualité Défense 8 jan. 2019 | Par Justine BOQUET



Des Tu-95 seront modernisés au cours de l'année 2019. © Ministry of Defence of the Russian Federation

La Russie a annoncé que sa force aérienne devrait réceptionner une centaine d'aéronefs au cours de l'année 2019.

Le 2 janvier, le ministère de la Défense russe a annoncé que les forces aérospatiales du pays allaient prendre livraison de plus de 100 aéronefs durant l'année 2019. Le détail spécifique des livraisons attendues n'a pas été donné mais cela représente tout de même un renforcement notable de la force aérienne russe. Grâce à ces nouveaux appareils, « la part des armes et équipements modernes au sein de l'armée de l'air sera accrue de 65% », rapporte ainsi le ministère.

Déjà l'année 2018 avait été un bon cru pour les forces aériennes russes, avec la livraison d'une centaine d'équipements. Parmi les aéronefs remis aux forces aérospatiales figuraient notamment des Su-35, des Su-30, des Su-34, des Ka-52, des Mi-8 ou encore des Yak-130, dédiés à l'entraînement des forces. En 2019, il est probable que l'armée russe réceptionne, entre autres, des MiG-35, dont les premières livraisons devraient avoir lieu au cours de l'année, des Su-34 (rappelons qu'en 2012 la Russie a signé un troisième contrat portant sur la production des 92 appareils dont les livraisons devraient se finaliser au cours de l'année 2020), des Su-35 (50 appareils supplémentaires commandés en décembre 2015, dont les livraisons doivent s'étendre jusqu'en 2020) ou encore des Su-57 (réception des premiers appareils).

Outre la réception de nouveaux équipements, la Russie devrait également procéder à la modernisation de certains aéronefs en service. C'est notamment le cas de bombardiers Tu-95, dont 4 appareils devraient être modifiés et doter de nouveaux équipements. La Russie va ainsi « étendre la durée de vie de ces appareils de longue portée de 45 à 50 ans », expliquait le Ministère de la Défense russe le 4 janvier dernier. La cabine sera notamment dotée d'une avionique plus moderne.

SANTÉ

La sortie d’hôpital encore mal organisée

Actualités Santé Santé publique http://sante.lefigaro.fr/ Par Anne Prigent Mis à jour le 08/01/2019 à 10:51 Publié le 08/01/2019 à 10:50



Difficile d’imaginer qu’on puisse quitter l’hôpital sans une lettre de liaison. Et pourtant, après une hospitalisation «classique», seules quatre personnes sur dix rentrent chez elles munies de ce document! BURGER/PHANIE

Toute personne hospitalisée doit sortir avec une lettre de liaison. Or seuls 4 patients sur 10 quittent l’hôpital avec ce document, souvent incomplet.

C’est une obligation. Depuis janvier 2017, toute personne hospitalisée doit se voir remettre une lettre de liaison. Ce document lui est remis le jour de la sortie et, dans le même temps, adressé au médecin de ville. «Il doit notamment contenir les motifs de l’hospitalisation, les suites à donner, les signes d’éventuelles complications, les examens à réaliser ou encore les traitements à suivre. Cette lettre prend encore plus de sens dans le cadre du développement de la chirurgie ambulatoire», précise Laetitia May-Michelangeli, chef de service à la Haute Autorité de santé (HAS), l’institution en charge de renforcer la qualité des soins. Les informations contenues dans cette lettre sont indispensables pour permettre au médecin traitant et aux infirmières d’assurer la continuité des soins à la sortie de l’hôpital.

Un document remis dans seulement 40% des cas

Difficile d’imaginer qu’on puisse quitter l’hôpital sans. Et pourtant, après une hospitalisation «classique», seules quatre personnes sur dix rentrent chez elles munies de ce document! Un taux largement insuffisant. Même si la Haute Autorité de santé constate une évolution positive depuis

2016, puisqu'à cette date elle était remise à trois personnes sur dix. En chirurgie ambulatoire, alors que la personne opérée rentre chez elle le soir même, les pratiques ne sont guère plus vertueuses puisque près de trois personnes sur dix repartent chez elles sans cette lettre. De plus, lorsqu'elle existe, il y manque souvent des informations essentielles. Ainsi, en chirurgie ambulatoire, seulement un quart des documents indiquent la planification des soins à la sortie.

«La prescription aurait dû clairement évoquer le changement de mèche. Il n'est pas possible de faire porter la responsabilité de choix médicaux à des intervenants extérieurs»
Marie Citrini, représentante des usagers à l'AP-HP

Une négligence aux conséquences parfois graves. Marie Citrini, représentante des usagers à l'AP-HP, raconte ainsi le cas de ce chef d'entreprise venu se faire opérer d'un abcès à la cheville en ambulatoire. Il sort un vendredi soir, avec comme consigne de refaire son pansement dans les 48 heures et rentre chez lui à 60 kilomètres de Paris avec son ordonnance. Il contacte son infirmière qui arrive tant bien que mal à le caser dans son emploi du temps du samedi. Lorsqu'elle défait le pansement, elle constate l'existence d'une mèche. Mais comme l'ordonnance indique juste de changer le pansement, consciencieuse, elle se plie à la prescription. Elle a un doute, mais il lui est impossible d'appeler le service de chirurgie ambulatoire parisien, fermé le samedi. Le dimanche, le chef d'entreprise doit retourner aux urgences. Il est hospitalisé dix jours pour une infection. Son entreprise fermera pendant un mois. L'AP-HP a dû l'indemniser. «La prescription aurait dû clairement évoquer le changement de mèche. Il n'est pas possible de faire porter la responsabilité de choix médicaux à des intervenants extérieurs», martèle Marie Citrini.

Des problèmes liés aux médicaments

En hospitalisation traditionnelle, c'est la synthèse des traitements médicamenteux qui est le plus fréquemment oubliée. Elle est en effet absente dans sept cas sur dix. Un volet pourtant primordial puisqu'il indique les nouveaux médicaments prescrits mais aussi les médicaments éventuellement arrêtés ou modifiés au cours de l'hospitalisation. «Si le patient n'a pas cette donnée dans la lettre, il est généralement incapable d'expliquer à son médecin traitant les modifications de son ordonnance. Ce qui est une source d'erreur et d'événements liés aux médicaments», explique Marie Citrini. Or, en France, les problèmes liés aux médicaments sont à l'origine de plus de 20% des hospitalisations des personnes âgées et ils constituent le premier motif des réhospitalisations !

Pourquoi, encore aujourd'hui, ce qui apparaît comme une mesure nécessaire pour assurer la sécurité des patients se développe aussi lentement ? Certes, tous les établissements ne sont pas équipés d'un logiciel intuitif qui aide à la saisie. Certes, les médecins n'ont pas toujours le temps de rédiger une lettre très complète.

Mais il faut aussi compter avec le poids des habitudes et une culture hospitalière qui ignore encore trop souvent comment cela se passe en dehors de ses murs. «Grâce à l'instauration des stages obligatoires en médecine générale au cours des études, la vision des hospitaliers va évoluer. Cela ne peut qu'améliorer la coordination entre la ville et l'hôpital», rassure le docteur Marc Chanelière, membre du collège national des généralistes enseignants. Mais cela demandera du temps. En attendant, comme le rappelle Claude Rambaud pour l'association France assos santé, «le patient ou son entourage doit exiger cette lettre à la sortie et vérifier qu'il y a au moins le volet qui concerne le traitement».

CANCER

Ce qu'il faut faire ou pas pour minimiser les risques de cancer

Actualités Santé Forme et bien être http://sante.lefigaro.fr/ Par Jean-Luc Nothias Mis à jour le 08/01/2019 à 12:06 Publié le 08/01/2019 à 12:06



Une bonne alimentation ne protège pas du cancer mais offre un maximum de chance de le prévenir. 148790727/HQUALITY - stock.adobe.com

LE PLAISIR DES LIVRES - Un guide indispensable qui passe minutieusement en revue les causes connues de cancer et offre de nombreux conseils de prévention.

«Près de 40 % des cancers ont des causes évitables.» Dans Cancer, quels risques?, le Dr Martine Perez, responsable pendant une vingtaine d'années de la rubrique Sciences et médecine du *Figaro*, et la cancérologue Béatrice Fervers, qui dirige le département Cancer et environnement du Centre Léon-Bérard de Lyon, passent minutieusement en revue les causes connues de cancer et offrent de nombreux conseils de prévention. Dans la préface, la Pr Jacqueline Godet, présidente de la Ligue contre le cancer, salue ce «vrai guide populaire et indispensable».



Quae

Il permet en effet de répondre à des questions pratiques comme: faut-il arrêter de manger de la viande? Combien de temps peut-on s'exposer au soleil? Quelle quantité d'alcool peut-on boire sans risque? Un livre «destiné à tous ceux qui sont prêts à modifier leur mode de vie pour se prémunir au maximum». Et qui, à n'en pas douter, en convertira beaucoup à un mode de vie plus sain et meilleur pour son corps.

Car les auteures ne se contentent pas d'ânonner les recommandations traditionnelles du type «5 fruits et légumes par jour» ou les «on mange trop salé, trop sucré, trop gras, trop riche…» ; elles nous expliquent en détail pourquoi cela importe et comment le corriger. Après le tabac, l'alcool est la deuxième cause de cancer évitable. Et là aussi, la meilleure prévention est l'abstinence (le verre de vin par jour bon pour la santé, c'est fini).

Pilier de notre santé, l'alimentation est fondamentale. Elle ne protège pas du cancer - il n'y a pas d'aliment «magique» -, mais offre un maximum de chance de le prévenir (ainsi que de nombreuses autres pathologies, comme les maladies cardio-vasculaires). «Mal-bouffe» et sédentarité sont pourvoyeuses d'obésité, et les études montrent que le surpoids entraîne une augmentation des risques de 20 à 50% et de 50 à 80% pour les cancers du sein, du colon, du foie, de la vésicule biliaire, du pancréas, du rein… Les fameux «5 fruits et légumes» (pomme de terre et légumes secs en sont exclus), cela représente 400 grammes par jour. On peut manger de

la viande, mais pas plus de 500 grammes par semaine. Il faut donc alterner avec de la volaille, des œufs, du poisson. Et ajouter une bonne dose de fibres.

Il faut aussi se protéger contre le soleil (14.000 cas de mélanomes par an en France), la pollution atmosphérique extérieure ou intérieure (4% des cancers du poumon), les pesticides et les perturbateurs endocriniens, sans oublier que certains virus, en particulier les papillomavirus et ceux de l'hépatite, peuvent provoquer de nombreux cancers et qu'il existe des vaccins.

Un chapitre est consacré à la question des supposées «mauvaises ondes», ainsi de la question des téléphones portables et des antennes relais. Aucune étude médicale n'a mis en évidence une quelconque influence de ces ondes de radiofréquence sur la survenue de cancers. Une petite bible, claire et précise.

Cancer, quels risques? Martine Perez, Béatrice Fervers. Éditions Quae. 207 pages. 19,50€

DENGUE

Plusieurs nouveaux foyers actifs recensés

actu Réunion par www.ipreunion.com le 8 janvier 2019 à 15:14

Attention : la dengue gagne du terrain



photo RB imaz press reunion

"La circulation du virus de la dengue s'intensifie depuis deux semaines consécutives dans l'ouest et le sud de l'île, avec l'apparition de plusieurs nouveaux foyers actifs, notamment sur la commune de Saint Louis" souligne la préfecture ce mardi 8 janvier 2019. Du 24 au 30 décembre 2018, 30 nouveau cas de la maladie ont été confirmés. Depuis le 1er janvier 2018, 6 763 cas de dengue ont été recensés.

Les conditions météorologiques, chaleur et fortes pluies, sont particulièrement propices au développement des moustiques, vecteurs de la dengue. De nouveaux foyers de circulation du virus dans l'île ont été identifiés à Saint-Louis, la Rivière Saint Louis, la Ravine des Cabris et les Avirons. Ces foyers "représentent une situation à risque, qui nécessite une mobilisation de tous pour éviter tout démarrage d'une situation épidémique majeure" souligne la préfecture.

Les cas diagnostiqués sont répartis dans les zones suivantes :

- dans le sud : Les Avirons (3 cas), Saint-Louis (3 cas), La Rivière Saint-Louis (13 cas), Ravine des Cabris (1 cas), Saint-Pierre (1 cas)

- dans l'ouest : Saint-Paul - Bois de Nèfles (1 cas), La Saline-Saint Gilles les bains (2 cas), Saint-Leu (2 cas), La Possession (1 cas), Piton Saint-Leu (2 cas), Trois Bassin (1 cas)

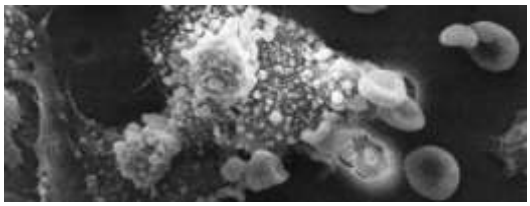
Au total depuis le début de l'année 2018, on enregistre : 155 hospitalisations pour dengue, 468 passages aux urgences, 6 décès dont 3 ont été considérés, après investigations, comme directement liés à la dengue.

Au vu de la recrudescence du nombre de cas signalés ces dernières semaines, la lutte anti-vectorielle a été renforcée, depuis le 11 décembre 2018, par des effectifs supplémentaires du SDIS (Service Départemental d'Incendie et de Secours). "Formés et équipés par les agents de l'ARS, ce sont 20 sapeurs-pompiers volontaires (10 précédemment), qui interviennent dorénavant aux côtés des équipes de lutte anti-vectorielle de l'ARS dans les quartiers où des cas de dengue ont été signalés" commente la préfecture.

DIVERS

Une molécule pour empêcher le système immunitaire de devenir un instrument de la tumeur

Si les cellules du système immunitaires ont habituellement pour mission de nous protéger, elles pourraient devenir des ennemies de notre corps en présence d'une tumeur. Comment l'éviter ? Les chercheurs explorent une piste prometteuse.



Les macrophages fusionnent avec les cellules cancéreuses et injectent leurs toxines.

https://www.francetvinfo.fr/ La rédaction d'Allodocteurs.fr France Télévisions Mis à jour le 07/01/2019 | 14:40 publié le 07/01/2019 | 14:40

Les tumeurs sont des tricheuses. Avec fourberie, elles trompent le système immunitaire des patients, pour faire en sorte qu'il ne pense pas qu'ils représentent une menace pour le corps. Et cela va même plus loin, elles reçoivent l'aide des cellules immunitaires pour croître et se développer.

Plusieurs équipes de recherche américaines travaillent ensemble pour déterminer quels sont les mécanismes par lesquels les tumeurs parviennent à contourner les cellules immunitaires de cette manière et cherchent des traitements permettant au système immunitaire de s'activer contre les cellules cancéreuses.

Un groupe de recherche composé de scientifiques des universités de San Diego, Chicago et Miami a découvert, grâce à une série d'expériences menées sur des souris, un traitement potentiel qui pourrait mettre fin à ce recrutement et restaurer le fonctionnement normal des cellules immunitaires. L'étude a été publiée le 19 décembre dans la revue Nature Communication.

Une protéine-clef

Les chercheurs ont découvert qu'une protéine, appelée CD11b, joue un rôle fondamental dans ce mécanisme. Cette protéine se trouve à la surface des macrophages, des cellules du système immunitaire qui, lorsqu'elles fonctionnent comme elles le devraient, sont activées en réponse à une attaque du corps. Elles détruisent alors les agents pathogènes et recrutent d'autres cellules du système immunitaire.

En présence d'une tumeur, par contre, les macrophages ne sont pas activés de la même façon et vont agir différemment. Ils inhibent les lymphocytes T, des cellules de défense incontournables de notre système immunitaire et essentiels à la lutte contre les infections et les tumeurs, et se dirigent vers la tumeur, en l'aidant à se développer et à former des métastases.

Selon les chercheurs, cette trahison est due précisément au fait que les tumeurs inhibent l'action de la protéine CD11b des macrophages. Ils ont en effet montré qu'en l'absence de cette protéine, les tumeurs se développent plus rapidement chez les souris.

Vers une thérapie ?

La solution semble donc évidente. L'activité de CD11b doit être promue. Les scientifiques ont essayé différentes approches, génétiques et pharmaceutiques, pour s'assurer que la protéine reste active. Et ils ont découvert une molécule, LA-1, qui augmente l'activité de la protéine, au-delà de ses niveaux normaux.

LA-1, testée sur des souris, permet l'activation des macrophages et des lymphocytes T et réduit la croissance tumorale. Un succès. Mais, bien que l'approche soit prometteuse, Vineet Gupta, doctorante du département de médecine interne du Rush Medical College qui a participé à l'étude,

souligne qu'il faudra des années avant qu'un traitement à base de la molécule LA-1 soit disponible pour les patients.

7 – OPEX

Le suivi des OPEX peut se faire sur le site de l'état-major des armées : http://www.defense.gouv.fr/operations

POINT DE SITUATION DES OPÉRATIONS

Point de situation des opérations du 4 au 10 janvier

Mise à jour : 10/01/2019

Point de situation des opérations du 4 au 10 janvier

UNION EUROPEENNE

PRISE D'ALERTE EUROPEENNE

Dans le cadre de la politique européenne de sécurité et de défense commune (PSDC), les Etats membres mettent, tour à tour, à disposition de l'UE pour une durée de six mois, deux EU Battle Group package qui comprennent chacun d'entre eux :

- un groupement tactique interarmes
- son état-major opératif projetable associé ou Force HeadQuarter (FHQ).

En parallèle, un état-major de niveau stratégique, Operations HeadQuarter (OHQ), apte à commander une éventuelle opération depuis le continent européen, est également désigné pour prendre l'alerte, parmi les pays en disposant (France, Allemagne, Italie, Angleterre, Grèce) ou en cours de certification (Espagne, Pologne). Cet état-major est qualifié d'OHQ preferred (préférentiel), puisqu'en dernier ressort le choix de confier le commandement de l'opération à telle ou telle nation relève d'une décision politique du Conseil.



Dans ce cadre, la France a pris l'alerte européenne le 1er janvier dernier et se tient prête en armant, avec ses partenaires européens, l'état-major stratégique susceptible d'être activé par le Conseil Européen pour l'année 2019. En cas d'activation, il serait armé par de forts contingents espagnols et français, mais également grecs, belges et italiens.

En parallèle, en ce qui concerne les deux EU BG package, la France arme un battle group franco-belge et son état-major opératif sur toute l'année 2019, le second étant armé par l'Espagne au premier semestre, par la France au second.

La montée en puissance de cette prise d'alerte s'est concrétisée à travers plusieurs étapes :

Du 15 au 19 octobre dernier, un stage de formation à la planification stratégique européenne, au sein de l'infrastructure française dédiée (Mont Valérien), rassemblant les officiers amenés à constituer l'état-major principal (OHQ);

Le 08 novembre, un groupe de travail rassemblant des officiers des états-majors existants au sein de l'UE permettant de passer en revue les sujets d'intérêt stratégique militaire pour l'UE ;

Du 11 au 13 décembre, entre Bruxelles et Paris, un séminaire regroupant les commandants et chefs de branche des états-majors opératifs et stratégiques concernés par cette prise d'alerte, ainsi que le directeur des opérations militaires de l'union européennes.

CHAMMAL

SITUATION MILITAIRE DU THEATRE

- Offensive contre les dernières poches de Daech en Syrie

Dans la moyenne vallée de l'Euphrate, les forces démocratiques syriennes (FDS), après avoir sécurisé la ville d'Hajine, poursuivent leur offensive en direction du sud et du village de Shafah. Daech reste résilient et s'appuie sur une densité de piégeage importante pour ralentir les FDS.

- Poursuite des actions de sécurisation en Irak

En Irak, la situation est inchangée. La sécurisation des célébrations du nouvel an a été un succès. Pour autant, Daech conserve des capacités de nuisance, tout en poursuivant sa posture de dissimilation et d'évitement.

ACTIVITE DE LA FORCE

Le dispositif français déployé au Levant n'a pas évolué. Par l'opération Chammal, les armées françaises demeurent engagées, les modalités de l'engagement tenant compte en permanence des réalités du terrain. La priorité demeure de vaincre militairement cette organisation terroriste, et empêcher sa résurgence alors qu'elle passe à la clandestinité.

- *La Task Force Wagram en appui de l'offensive contre les dernières poches de Daech présentes dans la vallée de l'Euphrate*

La Task Force (TF) Wagram appuie les forces démocratiques syriennes contre Daech dans la région d'Hajine.

La TF Wagram a réalisé, depuis le territoire irakien, 28 missions de tir (23 d'éclairement, 12 de destruction – bilan du 2 au 8 janvier inclus).

Depuis le début de son engagement, la Task Force Wagram a réalisé 2446 missions de tirs.

- *Les bases aériennes en Jordanie et aux EAU en appui des opérations*

Les militaires de la base aérienne projetée en Jordanie ont accueilli la ministre des armées et le chef d'état-major de l'Armée de l'air à l'occasion du réveillon de la Saint Sylvestre.

Les aéronefs français basés en Jordanie et aux Émirats arabes unis ont poursuivi leurs actions contre Daech, au sein de la coalition.

Cette semaine, les aéronefs de l'opération Chammal ont réalisé 14 sorties aériennes (bilan du 02 au 08 janvier inclus). Les Rafale ont conduit 2 frappes cette semaine en appui des forces démocratiques syriennes.



Bilan total de l'action du pilier appui aérien depuis le 19/09/14 :

8 782 sorties / 1 514 frappes / 2 325 objectifs neutralisés.

- Les Task Forces Monsabert et Narvik poursuivent leurs missions de formation

La Task Force (TF) Monsabert poursuit sa mission d'assistance et de conseil de l'état-major de la 6ème division irakienne.

La TF Narvik, poursuit sa mission de formation et de conseil de l'Iraki Counter Terrorism Service (ICTS), notamment dans les domaines du renseignement, du combat au corps à corps, et en conduisant des stages de remise à niveau.



BARKHANE

APPRÉCIATION DE SITUATION

- Situation sécuritaire

Au Mali, les groupes armés terroristes poursuivent leur stratégie d'évitement. La situation sécuritaire reste fragile.

ACTIVITÉ DE LA FORCE

Le dispositif Barkhane n'a pas connu d'évolution particulière.

- Les opérations dans le Liptako se poursuivent

Le groupement tactique désert (GTD) « Griffon » a mené ces derniers jours des opérations dans la zone Sud du Liptako, notamment dans la région d'Akabar près de la frontière malo-nigérienne, dans le cadre d'actions planifiées conjointement avec les forces armées maliennes (FAMa) et les forces armées nigériennes (FAN).



- Opération aéroterrestre contre les groupes armés terroristes dans le Gourma

Depuis le vendredi 4 janvier 2018, la force Barkhane conduit une opération de reconnaissance dans la région de Serma au Mali. Coordonnée avec les forces armées maliennes (FAMa), conduite par le groupement tactique désert (GTD) « Picardie » et s'appuyant sur des hélicoptères du groupement tactique désert aérocombat (GTD-A), les groupements de commandos de montagne et parachutistes, ainsi que des avions de chasse, cette opération vise à démanteler des sites d'entraînement de groupes armés terroristes repérés dans la forêt de Serma.

Elle s'inscrit dans la continuité de deux opérations menées mi-décembre et début janvier au nord de la RN16, ayant permis la mise hors de combat de terroristes, la découverte d'armement lourd et léger ainsi que du matériel de confection d'engins explosifs improvisés.

Dans la nuit du 04 au 05 janvier, deux opérations héliportées au nord et au sud de la forêt de Serma ont été appuyées par une frappe aérienne. L'une d'entre elle a conduit à la neutralisation de terroristes. A la suite de ces actions, la force Barkhane a engagé en coordination avec les FAMa une vaste opération de reconnaissance de la forêt de Serma. Dans la nuit du 8 au 9 janvier, une opération de force a été menée sur un groupe de terroristes. La fouille approfondie des zones boisées a permis de mettre à jour une zone d'entraînement et une véritable base logistique terroriste, et de saisir des véhicules, de l'armement lourd et léger et des munitions de tout calibre, des engins explosifs improvisés et le matériel servant à les confectionner.

Au total, une vingtaine de membres des groupes terroristes a été mise hors de combat.



- Barkhane agit au profit des populations

La force Barkhane poursuit ses actions civilo-militaires au profit de la population, en profitant de ses opérations pour réaliser des aides médicales à la population.

Chaque fois que possible, celles-ci sont organisée avec les militaires maliens. Ainsi fin décembre, une unité du GTD « Griffon » a organisé en partenariat avec les FAMa une AMP au profit des habitants du village d'In Araban dans le Sud du Liptako, au profit de plus de 80 personnes.

Sorties air hebdomadaires (bilan du 02 au 08 janvier inclus) :

40 sorties chasse / 24 sorties RAV ISR / 42 sorties transport

Total : 106 sorties (113 la semaine précédente)

Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

BARKHANE (SAHEL)

BARKHANE : Réveillon auprès des unités déployées pour le commandant de la force

Mise à jour : 07/01/2019

Du 31 décembre au 2 janvier, le général de division Frédéric Blachon, commandant de la force Barkhane (COMANFOR) s'est déplacé à Gao, Ménaka et Niamey afin de rendre visite à ses troupes déployées sur le terrain.

Le général Blachon a effectué une première étape le 31 décembre à Gao, où il s'est entretenu avec les chefs de corps des groupements tactiques déserts infanterie, aérocombat et logistique. Le COMANFOR s'est ensuite rendu sur la base opérationnelle de Ménaka, placée sous le commandement du colonel Nicolas Durand, chef de corps du groupement tactique désert blindé « Griffon » pour y passer la soirée du réveillon. Les soldats de garde ce soir-là ont même eu la surprise de voir le général passer sur chacun des postes afin de leur souhaiter une bonne année. « *Je vous remercie pour votre engagement en opération* » a-t-il souligné auprès de plusieurs d'entre eux. « *Je sais que les conditions sont rustiques mais vous avez toute ma confiance* ».

Le lendemain, le COMANFOR s'est envolé vers Niamey où il a rencontré les soldats de la force déployés sur la base aérienne projetée. Il a profité de sa visite pour féliciter le personnel sur place pour sa contribution aux dernières opérations menées par la force Barkhane.

Conduite par les armées françaises, en partenariat avec les pays du G5 Sahel, l'opération Barkhane a été lancée le 1er août 2014. Elle repose sur une approche stratégique fondée sur une logique de partenariat avec les principaux pays de la bande sahélo-saharienne (BSS) : Mauritanie, Mali, Niger, Tchad et Burkina-Faso. Elle regroupe environ 4 500 militaires dont la mission consiste à lutter contre les groupes armés terroristes et à soutenir les forces armées des pays partenaires afin qu'elles puissent prendre en compte cette menace notamment dans le cadre de la force conjointe du G5 Sahel en cours d'opérationnalisation.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

BARKHANE : une formation logistique au profit de l'armée nationale tchadienne

Mise à jour : 07/01/2019

Du 26 novembre au 07 décembre, le peloton transport manutention du sous-groupement logistique de N'Djamena a mené un détachement d'instruction opérationnelle (DIO) logistique au profit de 27 stagiaires de l'armée nationale tchadienne. Ce stage visait à former les militaires tchadiens à la préparation, l'organisation et la conduite d'un convoi logistique.

Pendant deux semaines, les militaires français ont dispensé de nombreux cours théoriques et pratiques à ces stagiaires issus des spécialités du train, de la logistique et du service des essences. Des ateliers pratiques de formation des rames de véhicules ont ainsi été réalisés.

Une fois les véhicules en place, les stagiaires ont simulé une « répétition générale » de la mission, appelée également rehearsal, Au cours de cet exercice de mise en situation, le chef de convoi confronte ses soldats aux principaux risques d'une telle opération : pannes, suspicion d'engin explosif improvisé (IED) ou encore explosion d'une mine avec évacuation d'un blessé. « Cette phase est essentielle pour la réussite d'un convoi », explique le lieutenant Pierre-Emile. « Pour un chef de section, c'est l'occasion de vérifier si tout le monde a compris la mission et saura réagir en cas d'incident ».

Ces deux semaines de stage sont également profitable pour les soldats français. « Former, c'est continuer à se former », confie le lieutenant Pierre-Emile. « Il y a toujours un travail de remise en question lorsqu'on instruit les autres, d'autant plus lorsqu'on se trouve face à des stagiaires qui savent qu'ils vont devoir rapidement mettre en œuvre ce que nous leur apprenons ».

Conduite par les armées françaises, en partenariat avec les pays du G5 Sahel, l'opération Barkhane a été lancée le 1er août 2014. Elle repose sur une approche stratégique fondée sur une logique de partenariat avec les principaux pays de la bande sahélo-saharienne (BSS) : Burkina-Faso, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad. Elle regroupe environ 4 500 militaires dont la mission consiste à lutter contre les groupes armés terroristes et à soutenir les forces armées des pays partenaires afin qu'elles puissent prendre en compte cette menace notamment dans le cadre de la force conjointe du G5 Sahel en cours d'opérationnalisation.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

BARKHANE : Entraînement pour les pompiers de Niamey

Mise à jour : 08/01/2019

Lundi 26 novembre, sur la base aérienne projetée de Niamey, les pompiers de l'air de l'escadron de soutien incendie et sauvetage (ESIS) et le service médical se sont exercés à une manœuvre d'extraction d'un pilote de Transall de l'Armée de l'air.

Dans cette simulation, le capitaine Quentin, pilote de Transall, est pris de douleurs au dos suite à un « poser dur » de l'avion. Un début d'incendie se déclare dans le moteur. Immédiatement, l'équipage prévient la tour de contrôle et en moins de trois minutes, les pompiers de l'air et le service médical de la base sont sur place.

Arrivés sur zone, les pompiers de l'air éteignent le feu au niveau du moteur. Dans un deuxième temps, le capitaine Quentin est pris en charge dans le cockpit de l'avion afin d'être désincarcéré. Les pompiers de l'air lui mettent un collier cervical puis l'équipe médicale ordonne son extraction après l'avoir ausculté. Le pilote est revêtu d'une jaquette de contention, permettant de maintenir l'axe tête-cou-colonne vertébrale dans une bonne position pendant la manœuvre d'extraction. Cette opération extrêmement délicate conditionne l'intégrité physique du pilote et la conservation de ses aptitudes au vol.

Le capitaine Quentin explique : « C'est une situation qui n'arrive pas fréquemment, mais ici, les missions s'enchaînent. Nous sommes d'alerte 24/24H. Il est important que les exercices soient réalisés dans les conditions réelles afin que les procédures soient parfaitement connues et mécanisées ».

Ce type d'exercice est fréquemment réalisé en opération extérieure. Les pompiers doivent en effet connaître l'ensemble des spécificités des avions déployés afin d'être pleinement opérationnels en situation réelle. Le sergent-chef Max, pompier de l'air, poursuit : « C'est un exercice qu'on essaie de faire sur chaque avion durant notre détachement. L'ESIS assure aussi la protection incendie de tous les aéronefs déployés sur la base, qu'ils soient français, allemands ou américains. Nous sommes également en charge de la protection incendie de toutes les installations de la base, et des zones de vie française et allemande ».

Sur la base aérienne projetée de Niamey, ces hommes et femmes de l'Armée de l'air assurent la protection des équipages, depuis la mise en route jusqu'au décollage, puis à l'atterrissage, jusqu'à l'arrêt moteur. Capables d'intervenir, de jour comme de nuit, en moins de trois minutes, ces « anges gardiens du feu » sont indispensables à toute activité aérienne et à la sécurité des militaires de la force Barkhane.

Conduite par les armées françaises, en partenariat avec les pays du G5 Sahel, l'opération Barkhane a été lancée le 1er août 2014. Elle repose sur une approche stratégique fondée sur une logique de partenariat avec les principaux pays de la bande sahélo-saharienne (BSS) : Mauritanie, Mali, Niger, Tchad et Burkina-Faso. Elle regroupe environ 4 500 militaires dont la mission consiste à lutter contre les groupes armés terroristes et à soutenir les forces armées des pays partenaires afin qu'elles puissent prendre en compte cette menace notamment dans le cadre de la force conjointe du G5 Sahel en cours d'opérationnalisation.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

BARKHANE : Focus sur le train de combat numéro 2 de Gao

Mise à jour : 08/01/2019

Composé de plus de 90 soldats (mécaniciens, transmetteurs, médecins, infirmiers,…), le Train de Combat numéro 2 (TC2) basé à Gao, est une unité dont la mission principale est le soutien du groupement tactique désert (GTD) « Picardie », auquel il est rattaché lors des opérations en bande sahélo-saharienne (BSS).

Déployé depuis mi-octobre au Mali, sous les ordres du capitaine Grégory, le TC2 a pour objectif de soutenir le GTD lors de chacune de ses opérations et sur chacune des emprises où il est implanté. Les soldats du TC2 contribuent par leur travail à la réussite des opérations dans trois domaines principaux : le ravitaillement, la maintenance et le soutien santé.

Le capitaine Grégory, commandant le TC2 du GTD « Picardie », s'attache à présenter ces deux premiers domaines qui lui sont confiés : « S'ils sont étroitement liés, le ravitaillement et la maintenance ne constituent pas les mêmes missions. Au milieu du désert, chacun représente un défi à part. »

Le sergent-chef Michaël, chef de la section ravitaillement transport, explique l'enjeu essentiel du ravitaillement en opération : « Notre rôle est d'assurer le ravitaillement du GTD en eau, en nourriture, en munitions et en carburant. Lorsque le GTD se déploie en opération, ce sont des dizaines de milliers de litres d'eau et de carburant qu'il faut transporter, sur des distances considérables et des pistes incertaines. C'est un véritable défi logistique ! »

Une mission compliquée, comme le raconte le caporal-chef Franck. « Le terrain est difficile, il met à rude épreuve les pneumatiques des véhicules. Pour chaque mission, un camion est dédié uniquement au transport de dizaines de roues de tous types pour pallier les crevaisons qui ne manquent pas d'arriver. La mécanique et les hommes sont également soumis aux conditions climatiques : les nuits hivernales paraissent fraîches par 15°C, surtout quand il a fait plus de 40°C l'après-midi ».

De son côté, l'adjudant-chef Benoit, chef de section maintenance, est chargé de l'entretien des véhicules, de l'armement, des transmissions et des optiques. « Nous avons énormément de véhicules et de matériels différents. Dans ma section, divisée en cellules, chacun s'attache à réparer aussi vite que possible le matériel qui nous est confié » décrit-t-il.

Alors que les conditions désertiques soumettent les véhicules et le matériel à rude épreuve, les hommes du TC2 sont également capables d'intervenir directement sur le terrain. « Le soir, après une journée d'opération, ils nous arrivent parfois de devoir travailler toute la nuit, avec des moyens dégradés. Pour que mes camarades des compagnies de combat puissent reprendre leur mission le lendemain. Nous ne disposons en effet pas des mêmes outils que dans nos ateliers sur la base de Gao, mais avec de l'ingéniosité, nous y arrivons toujours ! »

Véritable machine logistique, le TC2 peut enfin remplir plusieurs missions annexes durant les opérations. Il a ainsi été formé, en début de mandat, aux opérations de ravitaillement par air qui incluent le largage de ravitaillement par des avions de l'armée de l'air, de jour comme de nuit. Il est également capable de déterminer des zones de poser hélicoptères, de les baliser et de procéder au refueling des aéronefs au plus vite afin d'optimiser leur appui au profit des troupes qui combattent au sol.

Conduite par les armées françaises, en partenariat avec les pays du G5 Sahel, l'opération Barkhane a été lancée le 1er août 2014. Elle repose sur une approche stratégique fondée sur une logique de partenariat avec les principaux pays de la bande sahélo-saharienne (BSS) : Mauritanie, Mali, Niger, Tchad et Burkina-Faso. Elle regroupe environ 4 500 militaires dont la mission consiste à lutter contre les groupes armés terroristes et à soutenir les forces armées des pays partenaires afin qu'elles puissent prendre en compte cette menace notamment dans le cadre de la force conjointe du G5 Sahel en cours d'opérationnalisation.





Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

BARKHANE : Les détachés de liaison maliens et nigériens intègrent le Centre opération de la région du Liptako

Mise à jour : 08/01/2019

Le 15 décembre 2018, deux officiers étrangers ont pris place au sein du centre opération (CO) dirigeant les opérations dans la région du Liptako. Un lieutenant des forces armées maliennes (FAMa) et un commandant des forces armées nigériennes (FAN) sont désormais intégrés au CO.

« *Je souhaite la bienvenue aux officiers de détachement de liaison des FAMA et des FAN »,* a déclaré en guise d'introduction le colonel Durant, commandant le Groupe Tactique Désert « Griffon ». « *C'est pour vous que nous sommes ici au Mali, non loin de la frontière avec le Niger, et c'est avec vous que nous allons conduire les opérations. Ces prochaines semaines, nous allons combattre ensemble, en frères d'armes. »*

D'un point de vue tactique, l'apport des FAMa à cette opération de contrôle de zone et de traque des groupes armés terroristes (GAT) est essentiel pour leur connaissance précise du terrain et leur capacité d'écoute de la population. Les FAN jouent le même rôle au sud de la frontière ôtant ainsi au GAT l'avantage de passer d'un pays à l'autre pour échapper aux contrôles.

« Je me réjouis de cette collaboration avec les FAMA et la force Barkhane, » confie le commandant Sambo, des forces nigériennes. *« Nous savons que les GAT usent de cette frontière et, bien que nous soyons présents, il arrive qu'ils parviennent à venir commettre des exactions dans nos villages frontaliers. Mais je crois qu'avec cette coopération, nous serons en mesure de repousser leurs agressions* ».

Au sein du CO, les deux officiers vont participer à l'ensemble des actions de planification et de conduite. Ils seront également chargés de faire remonter plusieurs fois par jour les positions et les actions menées par les unités de leurs pays pour permettre une meilleure coordination des forces des trois pays.

Conduite par les armées françaises, en partenariat avec les pays du G5 Sahel, l'opération Barkhane a été lancée le 1er août 2014. Elle repose sur une approche stratégique fondée sur une logique de partenariat avec les principaux pays de la bande sahélo-saharienne (BSS) : Burkina-Faso, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad. Elle regroupe environ 4 500 militaires dont la mission consiste à lutter contre les groupes armés terroristes et à soutenir les forces armées des pays partenaires afin qu'elles puissent prendre en compte cette menace notamment dans le cadre de la force conjointe du G5 Sahel en cours d'opérationnalisation.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

BARKHANE : En opération dans la région d'Akabar

Mise à jour : 08/01/2019

Le 27 décembre 2018, les éléments du groupement tactique désert (GTD) « Griffon » ont mené une opération dans la région d'Akabar (Mali).

Aux côtés d'une section d'infanterie des forces armées maliennes (FAMa), le détachement français a patrouillé dans cette zone au sud du Liptako, à quelques kilomètres de la frontière malo-nigérienne, de manière coordonnée avec les autres unités du GTD. *« L'action que nous menons participe au cloisonnement du terrain conduit par l'ensemble du sous-groupement tactique »* explique le lieutenant Gilles, le chef de peloton. « *Le chef de corps a en effet assigné à*

chacun des commandants d'unité un secteur particulier. A l'intérieur de ces secteurs, c'est ensuite aux pelotons et aux sections de patrouiller et de contribuer à la sécurisation de la zone avec les forces armées maliennes. En général, lorsque le terrain est très accidenté ou composé de zones boisées avec peu de visibilité, ce sont les sections d'infanterie qui sont engagées. Ici, le terrain est dégagé et propice à la manœuvre rapide des véhicules blindés légers, c'est donc nous qui opérons », poursuit-il.

Au détour d'un mouvement de terrain, un chamelier apparaît. Aussitôt, les militaires maliens qui se situent non loin de là échangent avec lui. « *Dans ma section, je dispose de plusieurs interprètes »,* confie le lieutenant Koné, chef de la section d'infanterie malienne. *« Dans cette région, peu de gens parlent le français. Les principaux dialectes pratiqués sont le Tamalchek ou l'Oussak. La présence d'interprètes est donc indispensable pour que nous puissions nous comprendre* ».

Peu avant la tombée de la nuit, les véhicules du peloton s'installent aux côtés des FAMa en base opérationnelle avancée temporaire. Chaque véhicule blindé prend une partie du terrain en compte et prépare des moyens de vision nocturne. Toute la nuit, les soldats du peloton se relayent pour monter la garde et protéger ceux qui se reposent.

Ce genre d'opération planifiée conjointement avec les FAMa et les FAN vise à consolider la présence des forces armées maliennes dans la région du Liptako, et à déstructurer l'action des groupes armés terroristes.

Conduite par les armées françaises, en partenariat avec les pays du G5 Sahel, l'opération Barkhane a été lancée le 1er août 2014. Elle repose sur une approche stratégique fondée sur une logique de partenariat avec les principaux pays de la bande sahélo-saharienne (BSS) : Burkina-Faso, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad. Elle regroupe environ 4 500 militaires dont la mission consiste à lutter contre les groupes armés terroristes et à soutenir les forces armées des pays partenaires afin qu'elles puissent prendre en compte cette menace notamment dans le cadre de la force conjointe du G5 Sahel en cours d'opérationnalisation.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

BARKHANE : Partenariat « approvisionnement et maintenance des matériels » au profit de l'armée tchadienne

Mise à jour : 09/01/2019

Dans le cadre du partenariat militaire opérationnel entre la France et Tchad, le sous-groupement de maintenance adapté au théâtre (SGMAT) du groupe de soutien opérationnel de N'Djamena a organisé pendant trois jours une formation opérationnelle au profit de l'armée nationale tchadienne.

Une vingtaine de soldats tchadiens a ainsi bénéficié de cette instruction en gestion des matériels et approvisionnement. Répartis en deux groupes selon leur spécialité – « matériels complets » ou « matériels de rechange », les militaires ont reçu une instruction approfondie dans ces deux domaines.

Outre des cours théoriques, ils ont surtout échangé avec les spécialistes français du SGMAT sur leurs savoir-faire et leurs compétences techniques, au sein des ateliers et des magasins de la force Barkhane mais également dans leurs propres ateliers, situés sur la base aérienne 172 Kosseï.

« Nous sommes les travailleurs de l'ombre. Notre travail au quotidien est de contrôler les stocks de matériels afin, si nécessaire, de les assainir » explique le sergent-chef Frederik, spécialiste de la logistique du « matériel de rechange », aux maintenanciers de l'armée nationale tchadienne. « Sans ce travail, les mécaniciens qui réparent les véhicules se trouveraient en difficulté et donc, les unités déployées sur le terrain » prévient-il.

Les spécialistes du SGMAT ont pour mission de garantir aux différentes unités de la force de disposer de leurs matériels en tout lieu et en tout temps. Sur un théâtre tel que le Sahel, la logistique est essentielle pour la préparation et la conduite des opérations.

Conduite par les armées françaises, en partenariat avec les pays du G5 Sahel, l'opération Barkhane a été lancée le 1er août 2014. Elle repose sur une approche stratégique fondée sur une logique de partenariat avec les principaux pays de la bande sahélo-saharienne (BSS) : Mauritanie, Mali, Niger, Tchad et Burkina-Faso. Elle regroupe environ 4 500 militaires dont la mission consiste à lutter contre les groupes armés terroristes et à soutenir les forces armées des pays partenaires afin qu'elles puissent prendre en compte cette menace notamment dans le cadre de la force conjointe du G5 Sahel en cours d'opérationnalisation.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

BARKHANE : Livraison par air au profit des groupes de commandos parachutistes

Mise à jour : 09/01/2019

Il fait encore nuit lorsque le C160 Transall décolle de la base de Niamey avec à son bord un équipage du 1er régiment du train parachutiste. Sa mission : assurer le ravitaillement par les airs d'un groupe de commandos parachutistes (GCP). En s'affranchissant des obstacles naturels, la livraison par air permet de répondre rapidement et efficacement aux besoins émis par les troupes au sol.

Dans la soute de l'aéronef tactique, près de 1600 kg de rations, de vivres secs et de packs d'eau sont chargés. L'adjudant-chef Sandro, chef largueur, explique : « Dès la réception du matériel, il faut compter deux heures de conditionnement de la palette et deux heures pour la préparation de la soute et le chargement. En seulement 4h, nous sommes donc prêts à décoller ». Une fois le conditionnement terminé, les parachutistes du détachement de transit interarmées (DETIA) organisent la réunion air-terre afin de convenir des modalités pratiques de l'opération de largage et des horaires de prise en compte de la soute et du chargement.

Le pilote de Transall fait ensuite la revue de tous les éléments avant la mission et revoit une dernière fois les procédures d'urgence avec le chef largueur. Arrivé sur zone, le pilote prend contact avec les unités au sol. Il lance alors un décompte précis indiquant aux largueurs le moment auquel ils doivent actionner les mécanismes libérant la charge.

Voyant rouge. A trois minutes du largage, la tranche arrière du Transall s'ouvre. Des petits « pépins » blancs fusent et libèrent alors les corolles en grappes des parachutes. Moins d'une minute plus tard, la palette est livrée sur la position des GCP.

Le poids du matériel largué peut varier de 50 kilos jusqu'à 8,5 tonnes et la hauteur de largage de 80 à plus de 8 000 mètres du sol, avec une précision inférieure à la taille d'un stade de football. Il

n'existe pas de limites dans le contenu des colis : nourriture, munitions, moyens optiques, transmissions, etc.

Au mois de décembre, les Transall de l'armée de l'air et le DETIA basés à Niamey ont assuré 5 livraisons par air en moins de 10 jours afin de répondre, parfois dans l'urgence, aux besoins des unités engagées dans les opérations.

Conduite par les armées françaises, en partenariat avec les pays du G5 Sahel, l'opération Barkhane a été lancée le 1er août 2014. Elle repose sur une approche stratégique fondée sur une logique de partenariat avec les principaux pays de la bande sahélo-saharienne (BSS) : Mauritanie, Mali, Niger, Tchad et Burkina-Faso. Elle regroupe environ 4 500 militaires dont la mission consiste à lutter contre les groupes armés terroristes et à soutenir les forces armées des pays partenaires afin qu'elles puissent prendre en compte cette menace notamment dans le cadre de la force conjointe du G5 Sahel en cours d'opérationnalisation.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

BARKHANE : Immersion au sein d'un peloton de recherche et d'intervention en opération

Mise à jour : 09/01/2019

Le 26 décembre 2018, un peloton du groupement tactique désert *Griffon* a été engagé aux côtés d'une section d'infanterie des forces armées maliennes (FAMa) pour une mission de reconnaissance et de contrôle de zone dans le secteur d'In Araban.

Dans cette région au sud du Liptako, sur un terrain difficile, le peloton de reconnaissance et d'intervention (PRI) s'appuie sur la mobilité de ses véhicules. Rapides et robustes, les véhicules blindés légers (VBL) du peloton constituent ainsi l'outil idéal pour évoluer aux côtés des pick-up de l'armée malienne. Forts de près 100 chevaux, les VBL permettent de progresser rapidement, notamment dans les oueds lorsqu'ils sont à sec.

A force de sillonner le terrain, les pilotes sont en outre de plus en plus aguerris. « *Il est vrai que les premiers temps, certains pilotes avaient du mal à analyser le terrain et à choisir les bons itinéraires* », explique l'adjudant Jérémy, chef de peloton. « *Avec l'expérience, on les sent beaucoup plus à l'aise et beaucoup plus efficaces* ». Extrêmement exigeant pour les hommes et le matériel, le terrain demande effectivement de la dextérité de la part des pilotes qui savent également s'appuyer sur l'expérience des soldats maliens pour trouver le bon passage.

Malgré leur fiabilité, les VBL ne sont cependant pas à l'abri des incidents mécaniques. En cas de crevaison, le peloton doit savoir réagir. « *En moins de 30 minutes, un équipage est capable de changer une roue et de repartir* », explique le sergent-chef Thibault, sous-officier adjoint du peloton et chargé entre autres des problèmes de logistique.

Sur le plan tactique, le PRI est composé de plusieurs patrouilles de deux VBL. Il est capable à lui seul de contrôler une zone jusqu'à 200 km^2. « *Notre véritable force, c'est que nous cherchons à développer l'autonomie et l'esprit d'initiative de nos chefs de patrouille* », confirme l'adjudant Jérémy. « *Nous cherchons également à développer des attitudes propres à notre engagement ici : la curiosité, la mémoire, l'esprit d'analyse ou encore le sens du contact humain* ». Les cavaliers du PRI ne restent pas en permanence à bord de leurs engins. Lorsqu'ils abordent un village, ils n'hésitent pas à débarquer pour aller à la rencontre de la population.

Conduite par les armées françaises, en partenariat avec les pays du G5 Sahel, l'opération Barkhane a été lancée le 1er août 2014. Elle repose sur une approche stratégique fondée sur une logique de partenariat avec les principaux pays de la bande sahélo-saharienne (BSS) : Burkina-Faso, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad. Elle regroupe environ 4 500 militaires dont la mission consiste à lutter contre les groupes armés terroristes et à soutenir les forces armées des pays partenaires afin qu'elles puissent prendre en compte cette menace notamment dans le cadre de la force conjointe du G5 Sahel en cours d'opérationnalisation.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

BARKHANE : A bord du C-135, l'avion ravitailleur de la force

Mise à jour : 10/01/2019

Essentielle à l'opération Barkhane, la composante aérienne mobilise de nombreux aéronefs depuis la base aérienne projetée de Niamey. Parmi eux, l'avion stratégique C-135 a pour mission le ravitaillement en vol des avions de chasse Mirage 2000 C et D engagés sur le théâtre. Sa mission est essentielle car il apporte l'allonge et l'endurance nécessaires aux avions de chasse. Composé d'un pilote commandant de bord, d'un co-pilote et d'un « boomer », l'opérateur de ravitaillement en vol (ORV), l'équipage assure des vols de cinq heures en moyenne, pour permettre aux avions de chasse d'appuyer les unités au sol.

Depuis le cockpit, le capitaine Benoît, commandant de bord, explique le déroulement d'une mission: « Ici, les ordres sont donnés la veille au soir par le Joint Force Air Command (JFAC), depuis la base aérienne de Lyon-Mont-Verdun, en France. La préparation tactique peut ensuite se faire avec les équipages des Mirage 2000 depuis la base aérienne projetée de Niamey. Nous fixons un point de rendez-vous sur un axe de ravitaillement au-dessus de la zone d'opération, pour ensuite nous retrouver et procéder à la phase de ravitaillement en vol ».

Durant cette opération minutieuse, le boomer constitue les yeux et les oreilles du pilote et du co-pilote. Il est en charge de la phase très technique de ravitaillement en vol, à l'arrière de l'avion. « Une fois la perche placée dans une certaine position, le pilote de chasse entre en contact avec le panier qui se trouve au bout de cette perche. J'essaie ensuite de l'accompagner et de le suivre pour éviter qu'il ne tire trop sur la perche. Le C-135 peut alors transférer une tonne de carburant par minute vers le Mirage 2000 » décrit le sergent-chef Cyprien.

Le lieutenant Arthur, co-pilote, raconte : « Le C-135 est une station qui bouge, avec pas moins de dix réservoirs de carburant : six dans les ailes, quatre sur le fuselage. Si tout le pétrole à bord de l'avion peut être transféré au profit des avions de chasse, il peut aussi être consommé au bénéfice du ravitailleur. Il s'agit donc également de trouver le compromis entre le carburant délivré aux chasseurs et celui utilisé par le ravitailleur ».

Le C-135 offre donc l'allonge aux chasseurs qui allient capacités d'appui feu et réactivité. En alerte 24/24h sur l'opération Barkhane, ce binôme inséparable est systématiquement impliqué dans les opérations, que ce soit en en appui des troupes au sol ou pour conduire des frappes en autonome, destinées à mettre hors de combat des groupes terroristes.

Conduite par les armées françaises, en partenariat avec les pays du G5 Sahel, l'opération Barkhane a été lancée le 1er août 2014. Elle repose sur une approche stratégique fondée sur une logique de partenariat avec les principaux pays de la bande sahélo-saharienne (BSS) : Mauritanie, Mali, Niger, Tchad et Burkina-Faso. Elle regroupe environ 4 500 militaires dont la mission consiste à lutter contre les groupes armés terroristes et à soutenir les forces armées des pays partenaires

afin qu'elles puissent prendre en compte cette menace notamment dans le cadre de la force conjointe du G5 Sahel en cours d'opérationnalisation.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

Mali : La force Barkhane vise un camp d'entraînement terroriste et neutralise une vingtaine de jihadistes

http://www.opex360.com/ Posté dans Afrique, Opérations par Laurent Lagneau Le 10-01-2019



Pour la force française Barkhane, l'année 2018 s'était terminée par une « opération d'opportunité » menée dans la nuit du 27 au 28 décembre dans les environs de Tongo Tongo, au Niger. Commencée par des frappes aériennes réalisées par des Mirage 2000 et des hélicoptères d'attaque Tigre, elle s'était terminée avec l'intervention des commandos des GCP [Groupement de commandos parachutistes] et des GCM [Groupement de commandos de montagne] ainsi que de celle des forces armées nigériennes. Au total, une quinzaine de jihadistes avaient été mis hors de combat.

L'année nouvelle a commencé de la même manière pour la force Barkhane. En effet, dès le 4 janvier, son groupement tactique désert [GTD] « Picardie », a été engagé dans une opération de reconnaissance dans la région de Serma, au Mali, près de la frontière avec le Burkina Faso, en « coordination » avec les forces armées maliennes [FAMa]. Et cela, avec l'appui des hélicoptères du groupement tactique désert aérocombat (GTD-A), des Mirage 2000 et des commandos de montagne et parachutistes.

« Cette opération vise à démanteler des sites d'entraînement de groupes armés terroristes repérés dans la forêt de Serma », a précisé, ce 10 janvier, l'État-major des armées. « Elle s'inscrit dans la continuité de deux opérations menées mi-décembre et début janvier au nord de la RN16, ayant permis la mise hors de combat de terroristes, la découverte d'armement lourd et léger ainsi que du matériel de confection d'engins explosifs improvisés », a-t-il ajouté.

C'est dans le cadre de cette mission que, dans la nuit du 4 au 5 janvier, et après une frappe aérienne, deux opérations héliportées menées au nord et au sud de la forêt de Serma ont mis hors de combat plusieurs jihadistes.

Quatre jours plus tard, une opération de force a ensuite été réalisées « sur un groupe de terroristes », ce qui a permis, indique l'EMA, de mettre à jour une zone d'entraînement et une véritable base logistique terroriste.

Au total, selon le bilan avancé par l'État-major, au moins 20 jihadistes ont été mis hors de combat (tués, blessés ou capturés) et des véhicules, de l'armement lourd et léger, des munitions de tout calibre, des engins explosifs improvisés et le matériel servant à les confectionner » ont été saisis.

Ce n'est pas la première fois que la force Barkhane s'intéresse à la forêt de Serma. Le 30 mai 2017, elle y avait mené une opération contre des éléments du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans et d'Ansarul Islam. Le bilan avait été de 20 jihadistes tués.

« Il s'agissait d'une katiba très structurée, bien commandée, à la différence des groupes locaux qui évoluent sans cesse dans le nord du Mali » avait expliqué, en septembre 2017, le général Bruno Guibert, alors chef de la force Barkhane, dans les colonnes du quotidien Le Monde.

BARKHANE : Fouille des massifs rocheux près du village d'Hamakat

Mise à jour : 11/01/2019

Le 22 décembre, le groupement tactique désert blindé *Griffon* a appuyé une section d'infanterie malienne dans la fouille d'un massif rocheux situé dans la région sud du Liptako, près du village d'Hamakat au Mali.

Au petit jour, le détachement, commandé par l'adjudant Jérémy, se déploie sur les hauteurs de ce village situé à proximité de la frontière malo-nigérienne. *« Nous avons reçu pour mission de fouiller une zone caractéristique dans laquelle des membres des groupes armés terroristes seraient susceptibles de cacher du matériel et des moyens logistiques »* explique l'adjudant. *« Une fois le dispositif de surveillance en place, nous pourrons débuter la fouille avec nos partenaires maliens, en nous appuyant sur nos éléments du génie et nos équipes cynophiles ».*

Pour sécuriser sa progression, le détachement génie met tout d'abord en œuvre un drone pour vérifier l'absence de menaces immédiates. Une fois arrivés dans la zone d'intérêt, les soldats maliens et français inspectent à pied l'ensemble du secteur à l'aide des chiens et des équipements spécialisés du génie. *« Le ratissage doit se faire de manière très méthodique »,* précise le capitaine Stanislas, commandant un escadron du GTD *Griffon*. « *Nous nous répartissons les secteurs avec les fantassins des forces armées maliennes qui font appel à nous lorsqu'ils ont besoin de nos moyens spécialisés sur certains points suspects* ».

C'est ce qui arrive quelques minutes plus tard. De la terre retournée alerte les militaires maliens qui demandent l'intervention des chiens. Ces derniers viennent sentir d'éventuelles traces d'explosifs ou d'armements avant que le groupe génie, à l'aide de détecteurs électromagnétiques, ne vienne compléter l'examen. Il s'agissait cette fois d'une fausse alerte.

Quatre heures plus tard, la fouille se termine. « *Aucun indice probant n'a été découvert, nous pouvons donc mettre un terme à la fouille* » explique l'adjudant Jeremy. Pour autant, la journée n'aura pas été inutile : « *Nous avons en effet levé le doute sur cette zone et nous pourrons poursuivre demain vers les objectifs suivants* ».

Conduite par les armées françaises, en partenariat avec les pays du G5 Sahel, l'opération Barkhane a été lancée le 1er août 2014. Elle repose sur une approche stratégique fondée sur une logique de partenariat avec les principaux pays de la bande sahélo-saharienne (BSS) : Burkina-Faso, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad. Elle regroupe environ 4 500 militaires dont la mission consiste à lutter contre les groupes armés terroristes et à soutenir les forces armées des pays partenaires afin qu'elles puissent prendre en compte cette menace notamment dans le cadre de la force conjointe du G5 Sahel en cours d'opérationnalisation.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

BARKHANE : Dans la peau d'un chargé de prévention

Mise à jour : 11/01/2019

Depuis septembre, le capitaine Olivier, 47 ans, est déployé sur l'opération Barkhane à Gao, au Mali. Désigné en étroite collaboration avec l'Adjoint Interarmées de prévention de théâtre, positionné à N'Djaména (Tchad), il occupe le poste de chargé de prévention pour les risques professionnels en opération sur la base de Gao, mais également pour toutes les emprises françaises au Mali.

Affecté à la Base aérienne 120 de Cazaux, il y exerce depuis quatre ans les fonctions de Commandant d'Escadron de Soutien des Matériels d'Environnement. Engagé en 1988 comme « arpète » (apprenti) à Saintes, il effectue une carrière de sous-officier sur la base de Metz en tant que mécanicien, au sein des Ecoles Militaires de Bourges en tant que formateur, puis sur la base aérienne d'Orléans.

Inséré au sein des « Eléments Organiques de Terrain » à Gao, il a pour mission de maintenir et améliorer le niveau de sécurité des camps, en coordonnant le travail entre les multiples acteurs de la prévention désignés. Avec une activité aéroportuaire constante, des activités techniques soutenues et des chantiers d'infrastructures constants, le camp de Gao est en perpétuelle transformation et il peut regrouper plusieurs milliers de soldats et civils provenant de nationalités différentes.

Le capitaine Olivier conseille le commandement dans la mise en œuvre des actions de prévention, en tenant compte du cadre opérationnel.

La commission consultative en hygiène et sécurité en opération permet par exemple de s'assurer de la mise en place des solutions permettant d'améliorer sensiblement le niveau de sécurité et d'hygiène générale de la base.

Souvent en déplacement sur le camp, il évalue le niveau de sécurité, veille à l'application du plan de maitrise sanitaire opérationnel, sensibilise les militaires sur la conduite à tenir en cas d'incendie.

« C'est une mission très particulière quant à la variété des domaines couverts et l'intensité de l'activité ! Je dirais que tout le monde ici est confronté à des questions de prévention à un moment ou à un autre, et les sollicitations arrivent de tous les horizons. Ma mission à Gao me permet de rencontrer et de travailler avec des spécialistes dans des domaines spécifiques, de traiter des questions de fond tout en assurant des actions quotidiennes… c'est très stimulant ! ».

Conduite par les armées françaises, en partenariat avec les pays du G5 Sahel, l'opération Barkhane a été lancée le 1er août 2014. Elle repose sur une approche stratégique fondée sur une logique de partenariat avec les principaux pays de la bande sahélo-saharienne (BSS) : Mauritanie, Mali, Niger, Tchad et Burkina-Faso. Elle regroupe environ 4 000 militaires dont la mission consiste à lutter contre les groupes armés terroristes et à soutenir les forces armées des pays partenaires afin qu'elles puissent prendre en compte cette menace notamment dans le cadre de la force conjointe du G5 Sahel en cours d'opérationnalisation.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

CHAMMAL (IRAK)

CHAMMAL : Appui aérien à la reprise d'Hajin

Mise à jour : 08/01/2019

Le 7 décembre 2018, les Rafale de la base aérienne projetée au Levant ont participé à une mission décisive pour reprendre un centre de commandement occupé par Daech dans la ville d'Hajin, en Syrie.

Trois mois de combats ont été nécessaires pour venir à bout de la résistance d'un important centre de commandement urbain du groupe terroriste Daech en Syrie. Le groupe terroriste avait élu domicile dans l'hôpital d'Hajin, village au cœur de la moyenne vallée de l'Euphrate, transformant celui-ci en emprise militaire.

Depuis plusieurs semaines, après que la coalition et les forces terrestres partenaires ont vérifié l'absence de civils, les avions de la coalition ont effectué des frappes afin d'appuyer la progression au sol des forces démocratiques syriennes (FDS). Dans le cadre d'une mission d'appui aérien rapproché (Close air support), une patrouille de Rafale, décollant de la base aérienne projetée (BAP) au Levant, a délivré plusieurs bombes sur des positions de tirs ennemies.

Equipés de bombes de précision A2SM (armement air-sol modulaire) à guidage GPS et laser, les équipages de Rafale ont détruit des positions de mortier ennemi faisant feu sur les combattants FDS. L'armement a été délivré en toute sécurité, permettant ainsi la reprise de ce centre de commandement.

Depuis la BAP, les équipages de Rafale réalisent en moyenne une vingtaine de sorties par semaine. Ils poursuivent ainsi leur engagement à lutter contre les dernières emprises terroristes encore présentes dans la région.

Lancée depuis le 19 septembre 2014, l'opération Chammal représente la participation française à l'OIR (opération Inherent Resolve) et mobilise aujourd'hui près de 1 100 militaires. À la demande du gouvernement irakien et en coordination avec les alliés de la France présents dans la région, l'opération Chammal repose sur deux piliers complémentaires : un pilier « formation» au profit d'unités de sécurité nationale irakiennes et un pilier « appui » consistant à soutenir l'action des forces locales engagées au sol contre Daech et à frapper les capacités militaires du groupe terroriste.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

CHAMMAL : Le détachement de protection, maillon essentiel de la base aérienne projetée au Levant

Mise à jour : 08/01/2019

Composé d'une cinquantaine d'hommes et de femmes, les commandos parachutistes de l'air (CPA) et les fusiliers de l'air déployés au Levant forment le détachement protection de la base aérienne projetée (BAP). Ils œuvrent au quotidien pour la sécurité et la protection du personnel, des installations et des aéronefs stationnés sur la base.

Chargé d'assurer la protection des emprises françaises, le détachement de protection est un maillon essentiel de l'outil de combat que constitue la base aérienne projetée au Levant. Son spectre de mission est très étendu : lutte anti-drone, contrôle des accès, intervention suite à

détection de colis piégés, destruction de bombes et sécurisation des axes d'approche des aéronefs.

Plusieurs spécialistes forment ce détachement de défense :

- les commandos et fusiliers de l'air : spécialistes du combat, ils assurent la protection et la défense du personnel, des matériels et de la base en effectuant notamment des patrouilles et en contrôlant les accès des emprises françaises ;
- les spécialistes EOD (Explosive Ordnance Disposal) : ces experts de la lutte contre les engins explosifs improvisés sont chargés du contrôle des véhicules et du personnel entrant sur la base ainsi que de la sécurisation et de la neutralisation des munitions et des objets suspects. Ils travaillent en étroite collaboration avec les équipes cynophiles ARDE (Aide à la recherche et détection d'explosif) dans la recherche d'engins explosifs en effectuant conjointement les contrôles de véhicules ;
- Les spécialistes de la lutte anti drone : ces opérateurs provenant d'escadrons de défense sol-air (EDSA) protègent la base aérienne contre les éventuelles menaces venues du ciel, notamment les drones malveillants.

Tous travaillent en étroite collaboration pour tenir les postes de garde et de filtrage ou pour effectuer des patrouilles dynamiques sur l'ensemble des emprises françaises de la base. « Véritable maillon de sécurité, ces militaires s'entrainent ensemble au quotidien afin de maintenir leur haut niveau de savoir-faire et être prêts à intervenir à tout moment » indique le capitaine Sébastien, chef du détachement de protection de la BAP.

Lancée depuis le 19 septembre 2014, l'opération Chammal représente la participation française à l'OIR (opération Inherent Resolve) et mobilise aujourd'hui près de 1 100 militaires. À la demande du gouvernement irakien et en coordination avec les alliés de la France présents dans la région, l'opération Chammal repose sur deux piliers complémentaires : un pilier « formation» au profit d'unités de sécurité nationale irakiennes et un pilier « appui » consistant à soutenir l'action des forces locales engagées au sol contre Daech et à frapper les capacités militaires du groupe terroriste.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

CHAMMAL : Le sergent Clément, Instructeur « Heavy Weapon » à la Task Force Narvik

Mise à jour : 10/01/2019

Depuis deux mois, le sergent Clément est en mission à Bagdad pour appuyer les instructeurs de l'académie irakienne de formation pour le contre-terrorisme. Il dispense ses conseils durant les instructions techniques et tactiques dans le domaine des armes lourdes, sa spécialité au sein de la Task Force (TF) Narvik. Après avoir suivi pendant huit semaines les formateurs irakiens, il contrôle à présent les acquis lors d'un exercice de synthèse appelé integration phase.

Le sergent Clément a été déployé durant tout le mois de décembre à Besmayah, un camp d'entraînement irakien intégrant un champ de tir, où est installée une base de la coalition. Chaque semaine, il accompagne l'équivalent d'une compagnie (environ 75 soldats) sur différents ateliers réalisés par les instructeurs irakiens, évoluant notamment aux côtés d'instructeurs espagnols. De jour comme de nuit, il veille à une gestuelle fluide et adaptée, poursuivant son travail de conseil

auprès de l'armée irakienne : « Ce sont les instructeurs irakiens qui mènent les ateliers, nous restons toujours en appui, les laissant conduire l'instruction. Nous n'intervenons qu'en cas de nécessité uniquement. L'objectif est bien d'encourager leur autonomie. Nous faisons part aux cadres de nos observations ensuite, toujours dans l'idée de perfectionner leur manœuvre et leur sens tactique ».

Ce sous-officier chevronné est satisfait de la plus-value qu'il apporte à ses homologues. Sur ce stage, ce fut particulièrement le cas pour l'exercice de combat en zone urbaine. Quand il n'est pas sur le terrain, le sergent-chef Clément se consacre à son maintien en condition physique et n'oublie pas ses autres objectifs : « Lors des phases de repos, je me consacre à la préparation de mon BSTAT (Brevet Supérieur de Technicien de l'Armée de Terre). A mon retour en France, ma formation de spécialité de 2ème niveau débutera. Je vise l'obtention de cet examen pour l'été prochain, afin de poursuivre mon cursus et obtenir le statut de sous-officier de carrière, ce qui m'assurera de nouvelles possibilités d'évolution ». A plus court terme, ce sous-officier dynamique encadrera sur la TF Narvik, en janvier, un stage de formation de moniteur C4 (Combat Corps à Corps adapté au Combat de haute intensité) afin de développer les techniques de combat rapproché des instructeurs irakiens.

Lancée depuis le 19 septembre 2014, l'opération Chammal représente la participation française à l'OIR (opération Inherent Resolve) et mobilise aujourd'hui près de 1 100 militaires. À la demande du gouvernement irakien et en coordination avec les alliés de la France présents dans la région, l'opération Chammal repose sur deux piliers complémentaires : un pilier « formation» au profit d'unités de sécurité nationale irakiennes et un pilier « appui » consistant à soutenir l'action des forces locales engagées au sol contre Daech et à frapper les capacités militaires du groupe terroriste.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

CHAMMAL : 1 500 frappes aériennes effectuées dans le cadre de l'opération Chammal

Mise à jour : 10/01/2019

Le 24 décembre 2018, les avions de chasse Rafale stationnés sur la base aérienne projetée (BAP) au Levant, ont franchi le cap des 1 500 frappes aériennes réalisées dans le cadre de l'opération Chammal, à l'occasion d'un appui aérien aux forces démocratiques syriennes au sol.

Dans la journée du 24 décembre 2018, les forces démocratiques syriennes (FDS) évoluent dans la poche d'Hajin. Les combattants du groupe terroriste Daech sont à quelques centaines de mètres d'eux. Les FDS sont pris sous le feu ennemi. Le Joint Terminal Attack Controller (JTAC) de la coalition en appui des FDS demande un appui aérien.

En coordination avec le centre de commandement interallié des opérations aériennes (Combined Air Operations Center – CAOC) basé à Al Udeid au Qatar, les équipages obtiennent l'autorisation de tir. Quelques minutes plus tard, un Rafale délivre une bombe à guidage GPS pour neutraliser le poste de Daech.

Pas moins de cinq heures de mission et deux ravitaillements en vol ont été nécessaires à la patrouille de Rafale pour accomplir cette 1 500ème frappe aérienne. Grâce à cet appui, les FDS ont pu poursuivre leur progression dans la zone.

Le Close air support, l'appui aérien rapproché, constitue aujourd'hui la principale mission des Rafale stationnés sur la BAP au Levant. Quotidiennement, ils décollent pour appuyer les troupes au sol engagées dans l'offensive contre la dernière emprise territoriale de Daech.

Le franchissement de ce cap symbolique témoigne de l'intensité de l'engagement des forces aériennes françaises depuis désormais plus de quatre ans. Il est le fruit de l'action permanente des bases aériennes déployées dans la région, la base aérienne projetée au Levant et la base aérienne 104, desquelles se sont élancés les avions Mirage 2000 et Rafale dès l'automne 2014. C'est aussi le fruit des trois déploiements temporaires du groupe aéronaval et des nombreux détachements d'avions ravitailleurs C135 et d'avions de surveillance AWACS français au sein de la coalition. L'action combinée de tous ces moyens au sein du pilier appui de l'opération Chammal aura été déterminante pour libérer la quasi-totalité des territoires aux mains de l'organisation terroriste Daech.

L'engagement se poursuit, comme l'a souligné Madame Florence Parly, ministre des Armées, le 31 décembre 2018, sur la BAP : « *Vous avez engagé une activité opérationnelle intense, difficile, exigeante, pour reprendre la poche d'Hajin. Vous avez été un appui essentiel aux forces démocratiques syriennes, dans les moments difficiles comme dans les victoires récentes. Il faut maintenant transformer l'essai.* »

Lancée depuis le 19 septembre 2014, l'opération Chammal représente la participation française à l'OIR (opération Inherent Resolve) et mobilise aujourd'hui près de 1 100 militaires. À la demande du gouvernement irakien et en coordination avec les alliés de la France présents dans la région, l'opération Chammal repose sur deux piliers complémentaires : un pilier « formation » au profit d'unités de sécurité nationale irakiennes et un pilier « appui » consistant à soutenir l'action des forces locales engagées au sol contre Daech et à frapper les capacités militaires du groupe terroriste.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

CHAMMAL : Bilan 2018 de l'opération

Mise à jour : 11/01/2019

Après la reprise en 2017 des principales villes aux mains de l'Etat islamique, l'année 2018 a été marquée par la réduction de la dernière emprise territoriale encore aux mains de l'organisation terroriste.



Le 1er mai 2018, la Coalition a lancé une opération dans la moyenne vallée de l'Euphrate pour éliminer le dernier bastion de l'Etat islamique en Syrie, dans le secteur frontalier avec l'Irak. Les artilleurs de la Task Force (TF) Wagram et les Rafale de la base aérienne projetée au Levant et de la base aérienne aux Emirats Arabes Unis y ont participé, en poursuivant leurs actions en appui des Forces Démocratiques Syriennes (FDS) engagées dans cette opération d'envergure.
Début septembre 2018, cette opération a été accompagnée par une vaste offensive terrestre des

FDS. Au cours du mois de novembre, la coalition a mené de nombreuses frappes contre les djihadistes, notamment pour neutraliser des tentatives de contre-attaques de Daech, stoppées à moins d'un kilomètre des lignes amies, et obligeant à chaque fois les terroristes à se replier.

Début décembre, les FDS ont atteint le nord de la ville d'Hajin, se tenant à quelques mètres de l'hôpital de la ville utilisé par Daech pour lancer ses attaques. Pour la première fois en opération, les artilleurs français ont eu recours à des obus antichar à effet dirigé, dits obus BONUS, dont les premiers tirés ont permis de détruire huit véhicules blindés djihadistes. Quelques jours après, les FDS entraient dans Hajin.

A la fin du mois de décembre, des opérations de ratissage de la ville et de ses alentours ont été effectuées par les FDS. Les forces françaises poursuivent quant à elles leurs missions de feux en appui des FDS afin de sécuriser la frontière irako-Syrienne.

Au bilan, une centaine de positions ennemies ont été détruites par les moyens terrestres et aériens du pilier « appui » de l'opération Chammal, qui en 2018 ont franchi le cap des 1500 frappes aériennes et des 2400 missions de tir d'artillerie réalisées.

En parallèle de ces combats, les militaires engagés dans le pilier « formation » de l'opération ont poursuivi cette année leur action au profit des forces armées irakiennes, la TF Narvik en continuant de prendre part à la part à la formation des commandos irakiens de l'Iraki Counter Terrorism Service (ICTS) dont l'académie est basée à Bagdad, et la TF MONSABERT en conseillant l'état-major de la 6^{e} division d'infanterie irakienne, dont la mission prioritaire est d'assurer la protection de Bagdad.

L'action conjuguée des militaires de ces deux Task force a permis en 2018 d'atteindre un effectif total de 11 000 soldats irakiens formés depuis le lancement du pilier « formation » en mars 2015.

Lancée depuis le 19 septembre 2014, l'opération Chammal représente la participation française à l'OIR (opération Inherent Resolve) et mobilise aujourd'hui près de 1 100 militaires. À la demande du gouvernement irakien et en coordination avec les alliés de la France présents dans la région, l'opération Chammal repose sur deux piliers complémentaires : un pilier « formation» au profit d'unités de sécurité nationales irakiennes et un pilier « appui » consistant à soutenir l'action des forces locales engagées au sol contre Daech et à frapper les capacités militaires du groupe terroriste.

Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

MISSIONS OTAN

EAP

La Pologne prend la tête de la Baltic Air Policing

http://www.air-cosmos.com/ Actualité Avions de combat Actualité Défense 7 jan. 2019 | Par Justine BOQUET



La Pologne, l'Allemagne et le Portugal assureront au cours des prochains mois la mission de police du ciel au-dessus des Etats baltes. © NATO

La Pologne a pris la tête de la mission de police du ciel au-dessus du ciel balte.

Le 3 janvier, un détachement de l'armée de l'air polonaise est arrivé en Lituanie afin de mener la mission de police du ciel au-dessus de l'espace aérien balte. Les quatre F-16 polonais viennent ainsi relever les moyens belges (des F-16) qui étaient jusqu'alors mobilisés. Les aéronefs de la

force aérienne polonaise mèneront leur mission depuis la base aérienne de Siauliai pendant les quatre premiers mois de l'année 2019. Il s'agit du huitième déploiement de la Pologne dans le cadre de la mission de police du ciel balte, après un premier déploiement remontant à 2005.

En parallèle, l'armée de l'air allemande viendra soutenir les moyens polonais et continuera de mobiliser des Eurofighter depuis la base aérienne d'Amari, en Estonie. L'Allemagne soutenait déjà la Belgique lors de la dernière rotation. Des Eurofighter avaient ainsi été déployés en septembre 2018. Les cinq chasseurs allemands resteront mobilisés jusqu'à la fin avril.

Enfin, « en mars et en avril, un détachement de F-16 de l'armée de l'air portugaise sera déployé sur la base aérienne de Malbork, en Pologne, dans le cadre des mesures de réassurance de l'OTAN », rapporte l'Alliance.

MISSIONS DE L'UNION EUROPÉENNE

République Centrafricaine

EUTM-RCA : Fin de formation pour le bataillon amphibie

Mise à jour : 10/01/2019

Dans le cadre de son partenariat avec le ministère de la Défense centrafricain et en appui des efforts d'autonomisation des Forces Armées Centrafricaines (FACA), l'EUTM-RCA (European Union Training Mission), a formé un bataillon amphibie du 27 août au 06 décembre 2018.

Après avoir formé le bataillon d'infanterie territorial n°2, les instructeurs français ont poursuivi leur mission avec l'entraînement opérationnel du bataillon amphibie des FACA. L'objectif était de former les 330 militaires du bataillon sur l'ensemble des savoir-faire fondamentaux du soldat : secourisme au combat, tir, TIOR (Technique d'Intervention Opérationnelle Rapprochée), transmissions et combat d'infanterie.

Lors de la dernière semaine de formation, un exercice final de niveau bataillon a été préparé par l'état-major du bataillon amphibie avec l'appui du pilier entraînement opérationnel de l'EUTM-RCA. Cet exercice mettait en scène différentes missions de reconnaissance offensive, des phases de contrôle de zone, pour aboutir à un assaut final sur une localité spécifique. Cet exercice a constitué une réelle opportunité pour le bataillon de mettre en œuvre, l'ensemble des acquis assimilés pendant ces trois mois, en vue de les mettre en application pour un prochain déploiement en province.

L'exercice de synthèse a été l'opportunité pour les instructeurs français de l'EUTM-RCA de conseiller, de guider et d'évaluer tous les éléments du bataillon amphibie : section état-major, compagnie de commandement et de soutien, ainsi que les deux compagnies de combat.

Le jeudi 6 décembre, une cérémonie de fin de formation a eu lieu sur le camp de formation militaire de Kassaï, sous le haut patronage de son excellence, le chef de l'État, le professeur Faustin-Archange Touadéra. Ce dernier a remis les attestations de fin de formation au chef de corps du bataillon et à deux commandants d'unité. La cérémonie s'est terminée par une parade militaire devant les autorités présentes pour l'occasion.

Forte de 180 militaires européens placés depuis le 11 janvier 2018 sous le commandement du général de brigade portugais Hermínio Maio, la mission EUTM-RCA a pour objectif de rendre les forces armées centrafricaines (FACA) modernes et efficaces afin de remplir leurs missions régaliennes. La mission dispense des conseils stratégiques aux autorités politiques et militaires (plan de défense nationale, loi de programmation militaire, conduite des opérations, recrutement…), la formation des officiers, des sous-officiers et des spécialistes, ainsi que l'entrainement collectif des unités FACA. Avec une quarantaine de militaires engagés dans cette mission européenne, la France en est un contributeur essentiel.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

MISSIONS ONU

République Centrafricaine

Centrafrique : Deux Mirage 2000 français ont fourni un appui aérien à la mission des Nations unies à Bambari

http://www.opex360.com/ Posté dans Afrique, Forces aériennes par Laurent Lagneau Le 12-01-2019



Contrariés par le déploiement des Forces armées centrafricaines [FACa] dans des régions où ils tirent profit de l'exploitation des ressources naturelles, au moins deux groupes armés de l'ex-coalition rebelle de la Séléka, à savoir le Front populaire pour la renaissance de la Centrafrique [FPRC] et l'Union pour la paix en Centrafrique [UPC] sont passés à l'attaque ces derniers jours.

Cela a ainsi été le cas à Bakouma, localité située près de gisements d'uranium, à une centaine de kilomètres de Bangassou, le chef-lieu de la préfecture du Mbomou, dans le sud-est de la Centrafrique. Et depuis le 10 janvier, c'est au tour de la ville – stratégique – de Bambari d'être à nouveau le théâtre de combats.

Le contrôle de la région de Bambari permet à la fois de verrouiller la Centrafrique, d'exploiter les mines de diamants et d'or et de rançonner le commerce. C'est ce que explique que, par le passé, cette ville a fait l'objet, à plusieurs reprises, d'affrontements entre groupes armés locaux ayant contraint les Casques bleus de la Mission des Nations unies en Centrafrique [MINUSCA] à intervenir.

Ce que ces derniers ont donc été encore obligés de faire, aux côtés des FACa, pour contrer un assaut mené par l'UPC d'Ali Darrass.

« La MINUSCA mène, en étroite coordination avec les forces de défense et de sécurité centrafricaines, une opération destinée à rétablir l'ordre et le calme dans la ville de Bambari en réponse aux provocations continues du groupe armé Union pour la paix en Centrafrique, notamment des tirs à l'arme lourde en direction du centre de la ville et contre des casques bleus », a en effet indiqué la mission des Nations unis.

« L'opération, baptisée 'Bambari sans groupes armés', a déjà permis la destruction de moyens léthaux et le démantèlement de barricades contrôlées par l'UPC », a encore précisé la MINUSCA.

C'est donc dans ce contexte que, comme en mai dernier à Kaga Bandoro, où des groupes armés se regroupaient pour « descendre » vers Bangui, deux Mirage 2000, normalement engagés au titre de l'opération Barkhane, ont été sollicités pour faire un « show of force » [c'est à dire un passage à basse altitude] à Bambari, au profit de la MINUSCA, le 11 janvier.

« Il y a eu une opération au sol de la MINUSCA sur Bambari pour en reprendre le contrôle » et « nous avons apporté un appui aérien », a en effet déclaré le colonel Patrik Steiger, le porte-parole de l'État-major des armées [EMA], à Paris.

La mission des Nations unies a par ailleurs averti les « auteurs » de ces violences à Bambari que « la force de la loi » leur sera « opposée » et qu'ils « répondront tôt ou tard de leurs actes devant les juridictions nationales ou internationales. »

DAMAN (Liban)

DAMAN : Les soldats français œuvrent pour la francophonie au Liban

Mise à jour : 07/01/2019

Le contingent français déployé dans le cadre de l'opération Daman au sein de la Force Intérimaire des Nations Unis au Liban (FINUL) a lancé le 12 novembre dernier le concours annuel de la francophonie au Sud Liban. Ce concours fait participer les élèves d'une soixantaine d'écoles libanaises et les invite ainsi à s'initier à la langue et à la culture française, tout en développant leur sens artistique autour de scénettes jouées en français et préparées avec leur équipe enseignante.

Avec l'aide bienveillante des bérets bleus de la Force Commander Reserve, les écoliers travaillent cette année sur le thème des trois mousquetaires. L'annonce du thème du concours a été faite dans la localité de Tibnin, en présence des autorités locales, de la marraine de l'édition 2019, Mirva Kadi, actrice Franco-libanaise et des représentants des écoles du Sud-Liban.

Cette année, la FCR espère accueillir près de 300 élèves. Ces derniers ont quelques semaines pour se préparer avant les phases de sélection. A l'issue de la finale, qui se déroulera en mars, 16 écoliers auront la chance de faire un voyage en France, accueillis par la commune de la Garenne-Colombes.

Engagés au profit de la sécurité des populations du Sud Liban, les forces françaises déployées participent au rayonnement de la France et de la langue française. Ainsi, les soldats français permettent à de nombreux élèves de s'exercer à la pratique de la langue française au travers de cours consacrés à la conversation. Alors que de nombreuses écoles libanaises basculent du français vers l'anglais, la contribution du contingent français reste un excellent vecteur de la promotion de la diversité linguistique dans la région ainsi que de la défense de la langue française.

Dans le cadre de l'opération Daman, près de 700 militaires français et une compagnie d'infanterie finlandaise contribuent à la force intérimaire des Nations unies au Liban (FINUL) en armant une partie de son état-major et la Force Commander Reserve de l'opération. Cette unité de réserve et d'intervention de la FINUL réalise ses missions sur l'ensemble de la zone du Sud-Liban en étroite coopération avec les forces armées libanaises.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

DAMAN : Entraînement conjoint du génie avec les forces armées libanaises

Mise à jour : 09/01/2019

Dans le cadre de la coopération entre la Force Commander Reserve (FCR) et les forces armées libanaises, des entraînements conjoints sont régulièrement mis en œuvre. Ciblant des savoir-faire spécifiques, ils permettent aux militaires des deux nations de développer leurs compétences ensemble, travaillant ainsi leur interopérabilité pour les missions qu'ils sont amenés à conduire de concert au Sud-Liban. Du 10 au 12 décembre, la Force Commander Reserve (FCR) organisait ainsi un entraînement conjoint avec les soldats des forces armées libanaises sur les missions du génie. Pour l'occasion, douze militaires français et libanais étaient regroupés pour améliorer leurs capacités opérationnelles et échanger leurs connaissances.

L'entrainement a débuté par la présentation des munitions explosives qui peuvent se trouver au Sud-Liban. Par le passé, la zone a, en effet, été le théâtre de conflits ayant laissé d'importantes quantités de munitions non explosées au sol. La présentation a été conduite par l'équipe EOD (explosive ordnance disposal - neutralisation d'engins explosifs) de la FCR. Ce fut une première occasion pour les militaires d'échanger sur leurs expériences respectives et les situations auxquelles ils ont déjà été confrontés.

Après un module présentant les différentes missions du génie de l'armée de Terre française, les militaires des deux nations ont mis leurs connaissances en pratique. Sur un terrain d'entraînement, chaque soldat a pu revoir les méthodes de détection et de dégagement d'une mine.

Pour terminer la session d'entrainement, les sapeurs ont été mis en situation. Un groupe a dû procéder à une ouverture d'axe potentiellement miné et sécuriser l'itinéraire afin de permettre le passage d'une patrouille à pied. A tour de rôle, Français et Libanais se sont relayés pour dépolluer le parcours. Cette interaction a permis aux participants de mieux appréhender les méthodes de travail de leurs homologues tout en découvrant leurs matériels respectifs.

Forts de cet entraînement, les sapeurs des deux pays disposent désormais de nouvelles connaissances qu'ils pourront mettre en pratique lors de leurs interventions au Sud-Liban.

Dans le cadre de l'opération Daman, près de 700 militaires français et une compagnie d'infanterie finlandaise contribuent à la force intérimaire des Nations unies au Liban (FINUL) en armant une partie de son état-major et la Force Commander Reserve de l'opération. Cette unité de réserve et d'intervention de la FINUL réalise ses missions sur l'ensemble de la zone du Sud-Liban en étroite coopération avec les forces armées libanaises.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

DAMAN : Portrait du lieutenant Antoine, chef de peloton

Mise à jour : 11/01/2019

Le lieutenant Antoine est chef de peloton de reconnaissance et d'intervention au 1er régiment de chasseurs. Depuis l'automne, il est déployé avec son peloton au Sud-Liban dans le cadre de l'opération Daman. Chaque jour, il veille à la préparation de ses 26 hommes et organise leur quotidien en fonction des missions qui lui sont fixées.

L’une des activités principales de son peloton consiste à mener des patrouilles avec les forces armées libanaises : « *L’objectif est d’être prêt à intervenir partout, à tout moment. Pour cela, nous devons connaitre l’ensemble de notre zone d’opération. La coopération avec les soldats libanais est permanente : toutes les patrouilles sont faites avec eux et nous organisons régulièrement des entraînements conjoints.* »

Récemment, le lieutenant Antoine a participé à l’un de ces entraînements avec plusieurs de ses homologues des forces armées libanaises. L’objectif : accroitre l’interopérabilité entre les soldats français et libanais lors des patrouilles conjointes. Chacun partage les spécificités de son peloton et explique la façon dont il travaille. « *Ces échanges sont importants, ils nous permettent de mieux comprendre les besoins et impératifs de chacun. De cette façon, nous sommes plus efficaces sur le terrain.* »

Quant à la pratique, le lieutenant Antoine et un de ses homologues conduisent chacun une patrouille, l’objectif étant de travailler l’interopérabilité et la communication entre les militaires des deux nationalités. Les deux chefs de pelotons doivent se coordonner pour que leurs hommes progressent efficacement. Les échanges se font en anglais, avec quelques mots en français et en arabe. Les ordres donnés, la patrouille débute sa progression. Arrivés sur un point haut, ils font mettre en place une surveillance à 360 degrés. Là, chacun fait part de son analyse du terrain et de la situation, expliquant les moyens à disposition pour surveiller la zone. L’action terminée, chacun se retrouve en salle pour un retour d’expérience.

Dans le cadre de l’opération Daman, près de 700 militaires français et une compagnie d’infanterie finlandaise contribuent à la force intérimaire des Nations unies au Liban (FINUL) en armant une partie de son état-major et la Force Commander Reserve de l’opération. Cette unité de réserve et d’intervention de la FINUL réalise ses missions sur l’ensemble de la zone du Sud-Liban en étroite coopération avec les forces armées libanaises.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

8 – MISSINT

SERVICE NATIONAL

Service national : l'Observatoire de la laïcité préconise d'autoriser aux jeunes de 14 à 16 ans... le port de signes religieux



Gabriel Attal, secrétaire d'Etat auprès de Jean-Michel Blanquer au ministère de l'Education, est chargé de mettre en œuvre le service national universel. - VILLARD/SIPA

Société Détricotage https://www.marianne.net/ Par Hadrien Mathoux Publié le 06/01/2019 à 17:15

Alors que l'exhibition de symboles religieux est interdite lors des journées défense et citoyenneté, l'Observatoire souhaite que ce principe ne soit plus appliqué lors du futur service national

universel. Telle est la recommandation qu'il adresse au secrétaire d'Etat Gabriel Attal dans une étude commandée par le gouvernement.

Un Observatoire de la laïcité qui préconise un recul du principe qu'il est censé défendre, voilà qui est peu commun. Et pourtant, la commission présidée par Jean-Louis Bianco, régulièrement critiquée par des militants lui reprochant sa vision trop accommodante avec les intégrismes religieux, vient bel et bien de donner au gouvernement des recommandations qui ne manqueront pas d'inquiéter les défenseurs de la laïcité.

La controverse porte sur le futur service national universel (SNU), inscrit dans la Constitution depuis le 19 juillet dernier. Ce projet à destination de la jeunesse, porté par Emmanuel Macron, devrait voir le jour dès cette année. Inspiré du service militaire, mais également du service civique, il sera accompli en plusieurs phases : la première, obligatoire, devra être effectuée à l'âge de 14 à 16 ans et durera un mois, dont une étape de deux semaines "de cohésion" en hébergement collectif ; la deuxième phase serait une période d'engagement de trois à six mois, pouvant être accomplie jusqu'à 25 ans, et cette fois-ci sur la base du volontariat. Objectifs du SNU, d'après le gouvernement : la "*cohésion sociale et territoriale*", la "*prise de conscience, par chaque génération, des enjeux de la défense et de la sécurité nationale*", ainsi que le "*développement d'une culture de l'engagement*".

Arguties juridiques

Le membre du gouvernement chargé de mettre en œuvre le service national universel est Gabriel Attal, secrétaire d'Etat auprès de Jean-Michel Blanquer au ministère de l'Education nationale. Qui dit nouveau dispositif, dit nouvelles dispositions légales et débats juridiques : c'est ici qu'entre en scène l'Observatoire de la laïcité, que Gabriel Attal a missionné pour lui fournir une étude sur "*l'application du principe de laïcité et sa promotion dans le cadre du futur service national universel*". En est ressorti une liste de recommandations, à valeur non contraignante, publiée le 18 décembre et présentée par le rapporteur général de l'Observatoire, Nicolas Cadène, comme "*une étude particulièrement importante*". Et pour cause…



Nicolas Cadène

✔ @ncadene

Étude particulièrement importante de l'@ObservLaicite sur la laïcité dans le cadre du futur SNU (service national universel), remis au secrétaire d'Etat @GabrielAttal

Observatoire Laïcité

✔ @ObservLaicite

Retrouvez l'étude à propos de l'application du principe de laïcité et de sa promotion dans le cadre du futur service national universel suite à la saisine du secrétaire d'État auprès du ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse, @GabrielAttal https://www.gouvernement.fr/sites/default/files/contenu/piece-jointe/2019/01/etude_snu_observatoire_de_la_laicite.pdf…

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Observatoire de la laïcité

Paris, le 18 décembre 2018

Objet : étude à propos de l'application du principe de laïcité et de sa promotion dans le cadre du futur service national universel (SNU) suite à la saisine du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Education nationale et de la Jeunesse, Gabriel Attal.

1. **Saisine :**

À l'occasion d'une rencontre au ministère de l'Education nationale et de la Jeunesse, mardi 27 novembre 2018, entre le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Education nationale et de la Jeunesse, Gabriel Attal, et Jean-Louis Bianco, président, et Nicolas Cadène, rapporteur général de l'Observatoire de la laïcité, l'Observatoire de la laïcité a été saisi d'une étude à propos de l'application du principe de laïcité et de sa promotion dans le cadre du futur service national universel (SNU).

Dans ce cadre, Jean-Louis Bianco et Nicolas Cadène ont également reçu Laurent Petrynka, inspecteur général de l'éducation nationale et coordonnateur interministériel du SNU, et Julie Champrenault, chargée de mission auprès de ce dernier, le 12 décembre 2018 à l'Observatoire de la laïcité.

2. **Contexte :**

La mise en place d'un service national universel (SNU) est un engagement du Président de la République, Emmanuel Macron, visant à impliquer davantage la jeunesse française dans la vie de la nation, de promouvoir la notion d'engagement et de favoriser un sentiment d'unité nationale autour de valeurs communes.

Le groupe de travail sur le SNU a proposé un dispositif opérationnel soumis à l'arbitrage des pouvoirs publics. Il indique l'ensemble des éléments clés nécessaires et trace le chemin qui pourrait conduire à son déploiement.

Le SNU n'est pas le rétablissement du service militaire, suspendu en 1997.

Les objectifs assignés au SNU sont au nombre de trois :

- cohésion sociale et territoriale ;
- prise de conscience, par chaque génération, des enjeux de la défense et de la sécurité nationale ;
- développement de la culture de l'engagement.

34

10:00 PM - Jan 2, 2019

La mesure phare du document mérite en effet qu'on s'y arrête : l'Observatoire souhaite que le principe d'interdiction des signes religieux ostensibles (voile islamique, kippa, turban, croix chrétienne de taille importante) en vigueur à l'école publique ne s'applique pas aux jeunes de 14 à 16 ans lors des quinze jours en internat de leur service national universel. Pourtant, l'Observatoire aurait pu prendre pour base de son analyse la réglementation actuelle : l'article R112-15 du code du service national dispose que les appelés du service national ne doivent pas "*arborer de signes politiques ou religieux qui, par leur nature, leur caractère ostentatoire, ou les conditions dans lesquelles ils sont portés, constitueraient une manifestation extérieure de provocation, de prosélytisme ou de propagande.*" Cette règle, qui date de 1998 et fait suite à la décision de Jacques Chirac de mettre fin au service militaire, s'inscrit dans le même esprit que la loi de 2004 sur le non-port de signes religieux ostensibles dans les écoles. Elle s'applique notamment lors de la Journée défense et citoyenneté (JDC, autrefois dénommée JAPD), le dispositif que viendra compléter le service national universel.

Comme la loi de 2004, l'article R112-15 constitue une application du principe de laïcité : alors que celui-ci établit que la neutralité religieuse s'applique aux agents du service public, on étend ici cette neutralité aux usagers (les élèves), dans le but de les préserver de tout prosélytisme

religieux mais aussi de privilégier l'universel plutôt que les particularismes chez des futurs citoyens encore en formation intellectuelle.

Voiles, kippas, turbans et croix autorisés au service national universel

Telle n'est pas la conception de l'Observatoire de la laïcité, convaincu de la nécessité prioritaire d'assurer la "*liberté religieuse*" des jeunes effectuant leur service national universel. Pour justifier ce recul de l'exigence laïque, la commission multiplie les arguties juridiques : elle rappelle opportunément que la loi de 2004 est bien un "*texte particulier*" qui ne peut s'appliquer "*qu'aux élèves des écoles, collèges et lycées publics*". Alors que les jeunes accueillis dans le cadre du SNU "*ne le seront pas en tant qu'élèves d'établissements scolaires publics, mais, juridiquement, en tant que simples usagers, futurs citoyens ou déjà citoyens.*" On le voit, si la lettre du principe de laïcité est respectée, son esprit est méthodiquement balayé.

Poursuivant son entreprise minutieuse, l'Observatoire opère la distinction entre "*ostensible*", la notion de la loi de 2004, qui désigne ce qui est montré, et "*ostentatoire*", celle retenue pour l'article R112-15, qui renvoie "*à un acte de pression, de provocation, de prosélytisme ou de propagande*". L'Observatoire vient ici rappeler que dans l'absolu, rien n'interdit les jeunes appelés à la JDC d'arborer un signe religieux tant qu'il n'est pas ostentatoire… et qu'il ne serait donc question d'appliquer une règle inspirée de la loi de 2004 aux jeunes faisant leur service national universel. Et ce même si, "*dans les faits*", comme le reconnaît l'étude, l'article R112-15 se traduit concrètement lors de la JDC "*par l'absence du port de signes religieux ostensibles par les appelés*", un état de fait qui ne crée aucune difficulté d'après les rapports publiés sur le sujet…

Suite de l'opération : après avoir justifié d'ignorer la loi de 2004, l'Observatoire pousse même jusqu'à préconiser de mettre de côté l'article R112-15. En effet, d'après les rédacteurs de l'étude, il est "*délicat*" de faire voter "*un texte particulier sur l'encadrement du port de signes religieux durant les quinze jours d'internat obligatoires*", En effet, arguent les juristes de l'Observatoire, les élèves n'ayant pas la possibilité de rentrer chez eux à la fin de la journée, il est impossible de leur demander de ne pas arborer de signe religieux ostentatoire pendant quinze jours, car seul un séjour bref ne "*supposerait aucune contrainte quant à la pratique religieuse des appelés*"...

Conclusion inévitable de l'Observatoire de la laïcité : "*Comme tout usager de service public, les appelés [du SNU] ne pourront a priori pas être soumis au principe de neutralité, ni à l'encadrement de leur manifestation d'appartenance religieuse*" lors des quinze jours d'internat de la phase obligatoire du SNU. Seule concession accordée à la laïcité : "*ils pourraient être soumis à un texte particulier restreignant, pour certaines activités, la manifestation de leur appartenance religieuse*". S'y ajoute une batterie d'accommodements avec la pratique religieuse des jeunes de 14 à 16 ans appelés : l'autorisation de la pratique du ramadan ou de la fête juive yom kippour - comme les élèves en ont le droit au collège - , mais aussi la possibilité de demander au chef d'établissement de se rendre dans un lieu de culte, des menu des repas proposés avec et sans viande, ainsi que... l'aménagement d'un espace de prière si les chambres ne sont pas individuelles.

L'Observatoire moins laïque qu'un groupe de travail

L'Observatoire de la laïcité plaide donc pour un détricotage du cadre juridique issu du règlement de 1998 et de la loi de 2004. Si le gouvernement suit les recommandations de l'étude, les jeunes de 14 à 16 ans, qui ne peuvent pas arborer de signes religieux à l'école, seront par contre autorisés à porter voiles, kippas, turbans et croix lors de leur service national universel. Une mesure qui risque d'ajouter au flou ambiant, alors que la loi de 2004 est souvent mal comprise et attaquée par les adversaires de la laïcité qui cherchent à la faire passer pour discriminante.

Le comble, c'est que le gouvernement avait déjà fait appel à des experts pour recueillir leur avis sur les règles de laïcité lors du futur service national universel. En avril 2018, un groupe de travail dirigé par le général de division Daniel Menaouine avait rendu un rapport sur la mise en place du SNU. Il y rendait des conclusions… exactement inverses à celles de l'Observatoire de Jean-Louis Bianco et Nicolas Cadène. D'après le groupe de travail, un appelé au SNU devrait être considéré comme "*un collaborateur de service public*", un statut qui implique qu'il serait "*totalement subordonné au respect du principe de laïcité*". L'interdiction du port de signes religieux

ostentatoire, considéré par ce rapport d'avril comme "*une simple extension de la mesure existante en milieu scolaire*", pourrait être facilitée "*par le port d'une tenue commune*" qui présenterait l'avantage de "*gommer les appartenances religieuses mais aussi sociales*" et supprimer "*toute discrimination à raison des ressources de la famille*".

A cette proposition simple, l'Observatoire rétorque dans son texte que l'analyse juridique du rapport est "*contestable*", et que l'emploi de la notion de "*collaborateur de service public (...) ne dessine pas une catégorie juridique dont les membres seraient, entre autres, soumis à l'exigence de neutralité religieuse*". Voilà donc un Observatoire de la laïcité moins laïque qu'un groupe de travail, et prêt à toutes les finasseries juridiques pour autoriser le port de signes religieux à des jeunes de 14 et 16 ans lors du futur service national universel. Les partisans d'une visibilité religieuse toujours plus grande dans l'espace public, et notamment auprès des jeunes, peuvent se frotter les mains : ils disposent avec l'Observatoire d'un appui de choix, en contact direct avec le gouvernement.

[VIDÉO] Service national : Jean-Michel Blanquer recale l'Observatoire de la laïcité et s'oppose aux signes religieux

Politique https://www.marianne.net/ Publié le 09/01/2019 à 11:03



En matière de laïcité, Jean-Michel Blanquer tient une ligne républicaine très éloignée de celle de l'Observatoire de la laïcité. - Capture d'écran - i24News

Le ministre de l'Education s'est opposé à l'avis non contraignant de l'Observatoire de la laïcité, qui préconisait de modifier la législation pour autoriser le port de signes religieux lors de la phase en internat du futur service national universel. "C'est évidemment une recommandation que je ne suivrai pas", a affirmé Jean-Michel Blanquer.

Franc désaveu pour l'Observatoire de la laïcité. Deux jours après l'article de *Marianne* consacré aux recommandations de cette commission d'experts, qui conseillait au gouvernement d'autoriser le port de signes religieux pendant la phase en internat du futur service national universel, le ministre chargé de mettre en œuvre la réforme a d'ores et déjà annoncé qu'il ne tiendrait pas compte de cet avis. Invité de la chaîne i24News, Jean-Michel Blanquer a déclaré : "*L'Observatoire de la laïcité ne m'a pas consulté avant de faire cette recommandation. C'est évidemment une recommandation que je ne suivrai pas. C'est toujours intéressant de voir ce qu'ils disent, mais en l'occurrence ils se trompent.* "



i24NEWS Français

✔ @i24NEWS_FR

"Je ne suivrai pas la recommandation de l'Observatoire de la laïcité sur le port des signes religieux lors du service national" @jmblanquer, ministre de l'Education nationale et de la Jeunesse dans #Conversations

1,535

10:54 PM - Jan 8, 2019

Le 18 décembre dernier, l'Observatoire de la laïcité avait rendu à Gabriel Attal, secrétaire d'Etat à l'Education placé sous l'autorité de Jean-Michel Blanquer, une étude consacrée aux futures règles d'application de la laïcité au sein du futur service national universel (SNU) que compte mettre en place le gouvernement. Une mesure du rapport avait retenu l'attention : pour la première phase de la partie obligatoire du SNU, qui concerne des jeunes de 14 à 16 ans et se déroule en internat, l'Observatoire conseillait de ne pas soumettre les appelés au SNU "*au principe de neutralité, ni à l'encadrement de leur manifestation d'appartenance religieuse*".

Cette proposition avait fait parler : en effet, un précédent rapport adressé à Emmanuel Macron par un groupe de travail recommandait au contraire d'étendre la loi de 2004, qui proscrit le port de signes religieux ostensibles à l'école, à cette période d'internat du SNU. Par ailleurs, nombre de militants laïques avaient fait part de leur inquiétude quant au flou qu'aurait créé la mesure préconisée par l'Observatoire : comment expliquer à des jeunes qu'ils ont le droit d'arborer kippas, croix chrétiennes, voiles islamiques ou turbans au cours du SNU mais pas à l'école, et ce alors que la loi de 2004 fait déjà l'objet de contestations sur le terrain ?

Un ministre plus laïque que l'Observatoire

Il semble que Jean-Michel Blanquer ait été sensible à ces arguments, confirmant par là son orientation franchement laïque : en juin dernier, le ministre de l'Education avait fait distribuer dans toutes les écoles de France un "*vade-mecum*", document de 83 pages conçu pour aider les professeurs à gérer concrètement les atteintes à la laïcité. Ce petit guide a été conçu avec la collaboration du Conseil des sages de la laïcité, créé en février par le ministre pour "*préciser la position de l'institution scolaire en matière de laïcité et de faits religieux*".

Par ailleurs, des équipes laïcité ont été créées dans chaque rectorat pour apporter une aide concrète aux établissements "*chaque fois qu'il y a une difficulté*". Les professeurs disposent désormais aussi d'une plateforme spécifique de signalement pour alerter sur chaque fait problématique. Autant dire qu'en matière de laïcité, la ligne républicaine suivie par Jean-Michel Blanquer a peu à voir avec les accommodements prônés par l'Observatoire. Le désaccord concernant le SNU en est la plus récente illustration.

9 – Défense de par le Monde

Faute d'accord avec les États-Unis, la Croatie pourrait renoncer à acquérir 12 F-16 d'occasion auprès d'Israël

http://www.opex360.com/ Posté dans Forces aériennes, Otan par Laurent Lagneau Le 06-01-2019



En mars 2018, et à l'issue d'un appel d'offres au cours duquel cinq propositions furent examinées, la Croatie annonça son intention de se procurer 12 F-16 C/D « Barak » d'occasion auprès d'Israël afin de remplacer les quelques MiG-21 Bis/UM mis en œuvre par sa force aérienne et acquis auprès de l'Ukraine dans les années 1990. Le montant de la transaction était alors évalué à 403 millions d'euros.

La Croatie étant membre de l'Otan [depuis 2009] et de l'Union européenne [depuis 2013], l'achat d'avions de facture américaine auprès d'un allié proche des États-Unis ne devait pas poser le moindre problème. En théorie seulement…

Pour que ce contrat puisse être exécuté, un accord des autorités américaines est nécessaire. Or, ces dernières rechignent à donner leur feu vert parce qu'elles exigent la suppression des mises à niveau des systèmes électroniques des avions en question réalisées par Israël avant tout transfert vers la Croatie.

« Contrairement aux informations dont nous disposions au cours du processus [d'acquisition], certains problèmes se sont posés : les États-Unis ont des réserves sur le transfert de technologie, qui à l'origine américaine mais qui a été améliorée par l'industrie israélienne », a résumé Andrej Plenković, le Premier ministre croate, le 3 janvier.

En clair, Washington veut qu'Israël livre les 12 F-16 « Barak » à la Croatie dans leur configuration d'origine. Soit des avions qui n'auraient pas les mêmes capacités que ceux proposés à Zagreb lors de l'appel d'offres.

« Nous attendons des réponses définitives et claires d'Israël et des États-Unis, après quoi nous déciderons en conséquence », a averti M. Plenković. Ce qui signifie que, faute d'accord, la Croatie pourrait renoncer à ce contrat et chercher une alternative. « Le gouvernement maintient fermement sa décision de ne concrétiser que l'offre acceptée » en mars, a insisté le Premier ministre croate.

Outre l'offre israélienne, Zagreb avait le choix entre le JAS-39 Gripen du suédois Saab, le FA-50 « Golden Eagle » sud-coréen et des F-16 d'occasion proposés par la Grèce et les États-Unis.

La modernisation de l'aviation de combat croate est une priorité. Les MiG-21 Bis/UM encore en état de voler [seulement 4 l'étaient fin 2016] sont désormais dangereux pour leurs pilotes. Et cela pose un problème de sécurité nationale, ce qui pourrait contraindre Zagreb à faire appel à l'Otan pour assurer la surveillance de son espace aérien.

La Croatie renonce officiellement à acquérir 12 avions F-16 d'occasion auprès d'Israël

http://www.opex360.com/ Posté dans Forces aériennes, Otan par Laurent Lagneau Le 11-01-2019



Ce devait être l'acquisition la plus importante faite par la Croatie depuis son indépendance, en 1991. Annoncée en mars 2018, elle n'aura finalement pas lieu. En effet, pour moderniser son aviation de combat, qui repose actuellement sur une poignée de vieux MiG-21 Bis/UM acquis auprès de l'Ukraine, Zagreb avait annoncé son intention de se procurer 12 avions F-16 ayant déjà servi au sein des forces aériennes israéliennes. Le montant de la transaction était estimé à environ 500 millions de dollars [435 millions d'euros, au cours actuel].

Cette acquisition ne posait a priori aucun problème, dans la mesure où la Croatie est membre de l'Otan ainsi que, plus récemment, de l'Union européenne. Mais c'était oublier les questions relatives au transfert de technologies et à la propriété intellectuelle.

La semaine passée, le gouvernement croate a ainsi indiqué que les États-Unis rechignaient à donner leur accord pour cette vente de 12 F-16 d'occasion parce que leurs systèmes électroniques avaient été améliorés par l'industrie israélienne. En clair, Washington exigeait que les avions en question fussent livrés dans leur configuration d'origine, c'est à dire avec des performances moindres que celles examinées lors de l'appel d'offres.

« Nous attendons des réponses définitives et claires d'Israël et des États-Unis, après quoi nous déciderons en conséquence », avait averti Andrej Plenković, le Premier ministre croate, le 3 janvier dernier. Les réponses attendues ont été données… Mais elles sont négatives.

« Israël a fait part officiellement au ministère de la Défense […] qu'il ne peut malheureusement obtenir un feu vert adéquat des États-Unis pour fournir les avions F-16 », a finalement annoncé Damir Krsticevic, le ministre croate de la Défense. « L'accord formel n'ayant toutefois pas encore été signé, Zagreb ne déplorera aucun préjudice financier », a-t-il ajouté.

Pourtant, d'après le Balkan Investigative Reporting Network [BIRN], l'ambassade américaine à Zagreb avait assuré, début décembre, que les États-Unis « travaillaient avec Israël […] sur les détails du transfert des F-16 proposés. » Et de préciser : « Au cours de nos discussions, nous avons clairement indiqué les conditions techniques dans lesquelles nous pouvions approuver le transfert. »

En outre, avait encore indiqué l'ambassade, « les États-Unis restent fermement résolus à soutenir le désir de la Croatie de moderniser ses forces aériennes en achetant des avions interopérables avec ses alliés de l'Otan. » Et cela, sachant que Washington avait également proposé des F-16 de seconde main dans le cadre de l'appel d'offres croates…

Reste maintenant à voir quel sera le « plan B » de Zagreb pour remplacer ses MiG-21 Bis/UM, d'autant plus que ce dossier est devenu urgent au regard des impératifs de sécurité nationale, au point qu'il n'est pas exclu de voir l'Otan être sollicitée pour assurer la surveillance de l'espace aérien croate. L'hypothèse qui semble la plus probable serait l'achat d'avions JAS-39 Gripen auprès du suédois Saab. D'après les médias locaux, cet appareil s'était classé en deuxième position lors des évaluations ayant conduit au choix des F-16 israéliens.

La Roumanie suspend un appel d'offres pour 4 corvettes, alors que Naval Group était donné gagnant

http://www.opex360.com/ Posté dans Europe, Forces navales, Industrie par Laurent Lagneau Le 12-01-2019



Depuis le 1er janvier, la Roumanie assure la présidence tournante de l'Union européenne, laquelle aura à faire face à plusieurs échéances cruciales, comme le Brexit. Or, ce pays connaît actuellement une crise politique majeure, en raison d'une réforme judiciaire controversée dans la mesure où son objectif est d'assouplir le code pénal, ce qui risque d'affaiblir la lutte contre la corruption et de saper, rien de moins, l'État de droit.

Visiblement, la majorité, incarnée par le Parti social-démocrate [PSD], entend mettre au pas les magistrats spécialisés dans les affaires de corruption. Soupçonné d'abus de pouvoir et de détournement de fonds européens, l'homme fort de cette formation politique, Liviu Dragnea, est à la manœuvre, n'ayant pas pu devenir Premier ministre à l'issue des élections de 2016, car condamné à deux ans de prison avec sursis pour fraude électorale. Mais cela ne l'a nullement empêché de devenir le président de la Chambre des députés, ce qui lui permet de souffler les réformes au gouvernement et de militer en faveur d'une loi d'amnistie.

Ainsi, depuis deux ans, ce dernier a tout fait pour entraver les enquêtes portant sur des faits de corruptions. En juillet 2018, Laura Codruta, a été limogée alors qu'elle dirigeait parquet anti-corruption. Officiellement, pour avoir « enfreint la Constitution ». Officieusement, pour avoir inscrit à son tableau de chasse plus de 3.000 fonctionnaires et responsables politiques roumains, dont deux anciens Premiers ministres issus du PSD.

C'est donc dans ce contexte bien particulier que Bucarest a lancé un appel d'offres pour doter ses forces navales de quatre nouvelles corvettes. Trois industriels européens y ont répondu : le

français Naval Group [avec les navires de la classe Gowind], le néerlandais Damen et l'italien Fincantieri.

Parmi ces trois industriels, le gouvernement roumain aurait une préférence marquée pour Damen, associé au chantier naval roumain Galati, dont il détient 49% du capital [les 51% restants appartenant à l'État roumain]. Seulement, il se trouve que Naval Group, allié à Santierul Naval Constanta, a remis, selon les médias roumains, l'offre la plus compétitive.

Dans ces conditions, il est difficile pour le gouvernement roumain de ne pas accorder le contrat à Naval Group aux dépens de Damen. Aussi joue-t-il la montre, multipliant les artifices pour retarder l'annonce du vainqueur de cet appel d'offres.

Ce dernier aurait dû être annoncé ce 12 janvier. Mais ce ne sera pas le cas puisque le ministère roumain de la Défense a fait connaître sa décision de suspendre l'appel d'offres, en invoquant des « soupçons d'illégalités ». Plus précisément, il a indiqué avoir « saisi le parquet militaire, sur la base de soupçons raisonnables quant au déroulement en parfaite légalité de cette procédure », y voyant « un risque pour l'intérêt national de sécurité. »

Mais pour la presse roumaine, ce ne serait qu'un prétexte (un de plus) pour ne pas attribuer le contrat à Naval Group. Et d'y voir des « intêrets politiques »…

En attendant, au regard des tensions en mer Noire, la modernisation de la marine roumaine est l'une des priorités de Bucarest. Actuellement, la flotte roumaine repose essentiellement sur trois frégates anciennes [dont deux ayant appartenu à la Royal Navy et une de conception locale], quatre frégates légères et trois corvettes de type « Tarantul » héritées de la période soviétique.

10 – Nos Forces Armées

ATLAS « Accès en tout Temps, en tout Lieu Au Soutien »

Mise à jour : 07/01/2019

Le mardi 4 décembre 2018, à Lanvéoc, dans le bâtiment du foyer situé entre la base aéronavale de Lanvéoc et l'Ecole Navale, s'est déroulée l'inauguration du premier espace ATLAS (Accès en tout Temps, en tout Lieu Au Soutien) de la base de défense de Brest-Lorient, en présence du contre-amiral François-Xavier Blin, commandant la base de défense Brest-Lorient.

Le Groupement de Soutien de la Base de Défense de Brest-Lorient a travaillé pendant plusieurs mois sur la création de cet espace, intégré dans un projet global de rénovation du foyer de Lanvéoc financé dans le cadre du plan famille et qui vise à l'accompagnement des familles et à l'amélioration des conditions de vie des personnels du ministère des Armées.

Ce concept, développé par le service du Commissariat des Armées, a pour objectif de rapprocher le soutenant du soutenu, civil ou militaire, en lui proposant au sein d'un bâtiment dédié, un ensemble de prestations destinées à faciliter son soutien courant.

Comme le souligne le commissaire général Bernard Mercier, chef du groupement de soutien : « L'ambition de cette transformation était de rapprocher le soutenu du soutenant en veillant à renforcer le lien humain ».

Depuis son ouverture en juillet 2018, c'est plus de 4200 demandes qui ont été traitées par les agents du guichet.

D'autres espaces ATLAS seront ouverts en 2019 et 2020 au sein des principales formations militaires des bases de défense. Ils ont vocation à être ouverts aux familles de militaires afin de faciliter l'accès à l'ensemble des services pendant son absence.

ATLAS c'est un seul lieu où l'administré a accès :
- à des renseignements ou documents RH (ex : passeports, carte SNCF),
- à divers catalogues de prestations (logistique / restauration / hôtellerie),
- à l'habillement,
- la réception de courrier, de colis commandés en VPC,

- aux services sociaux,
- et également à des billetteries d'offres de loisirs…



Crédit illustration : SCA/M. VALLIER Jean-Michel

Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

ATLAS, l'espace qui va faciliter les démarches administratives des militaires

http://www.opex360.com/ Posté dans Condition militaire par Laurent Lagneau Le 07-01-2019



Photo : EMA

La création, à partir de 2008, des groupements de bases de défense [GSBdD] afin de mutualiser le soutien de plusieurs unités situées dans un même périmètre a eu une conséquence fâcheuse, souligné par le Haut Comité d'évaluation de la condition militaire [HCECM], dans un rapport publié en 2014 **[.pdf]**.

« Les militaires rencontrés par le Haut Comité ont tous fait part de la déshumanisation et du flou qui caractérisent désormais les relations entre les militaires soutenus et le personnel administratif. Pour beaucoup, 'le militaire est désormais un numéro de matricule ou un identifiant dans un SIRH [Système d'Information Ressources Humaines, ndlr]' », était-il affirmé dans ce document.

« La proximité physique n'existe plus, dès lors que le personnel administratif des GSBdD travaille dans des locaux éloignés des formations soutenues et que les différents bureaux ne sont généralement pas organisés pour recevoir individuellement les militaires soutenus. La plupart des militaires se reconnaissent lorsque l'un deux indique que 'l'éloignement avec le GSBdD fait augmenter les délais de traitement. Il y a trop d'intermédiaires. La hiérarchie subit le système tout comme la base », avait encore expliqué le Haut Comité.

Quatre ans après la diffusion de ce rapport, une solution – simple – a commencé par être mise en place. En février 2018, le commissaire général de 2e classe François-Alain Serre avait en effet annoncé la création d'espaces ATLAS [Accès en tout Temps, tout Lieu Au Soutien] afin de permettre de rapprocher les soutenus des soutenants.

Et l'un de ses nouveaux espaces (ou guichets) a été officiellement inauguré le 4 décembre dernier, dans le bâtiment du foyer situé entre la base aéronavale de Lanvéoc et l'Ecole Navale. L'annonce vient d'en être faite par l'État-major des armées [EMA].

En réalité, cet espace ATLAS a été créé dès juillet 2018 dans le cadre d'un « projet global de rénovation du foyer de Lanvéoc » et grâce à un financement prévu par le « plan famille ». Dépendant du Groupement de Soutien de la Base de Défense de Brest-Lorient, il a déjà permis de traiter plus de 4.200 demandes et démarches administratives courantes.

« L'ambition de cette transformation était de rapprocher le soutenu du soutenant en veillant à renforcer le lien humain », a souligné le commissaire général Bernard Mercier, chef du groupement de soutien.

Associant des outils numériques [EUREKÂ, Intradef-café, bornes e-ATLAS] et physiques [casiers de distribution automatiques pour colis d'habillement eDPC, clés de voiture ou d'hébergement…], l'espace ATLAS doit offrir un « un accès simplifié en horaires élargis aux militaires, aux civils de la défense ainsi qu'à leurs familles », avait expliqué le commissaire général de 2e classe Serre. En outre, avait-il ajouté, des « opérateurs du commissariat pourront également donner des conseils en matière de solde et de droits individuels, de frais de déplacement et de changement de résidence. » Enfin, il sera aussi possible d'essayer des tenues ou des équipements avant de passer commande.

Le dernier numéro du magazine « Soutenir », édité par le Service du Commissariat des Armées [SCA] indique qu'il est prévu d'ouvrir 207 espaces ATLAS entre 2019 et 2020. « Pour permettre l'intégration » de différentes offres, « chaque projet ATLAS nécessite de nombreux ajustements » et « la formalisation des besoins des soutenus, l'adaptation des locaux et l'approvisionnement de matériels, la distinction front et back-office, le renforcement des compétences, ainsi que l'appropriation d'outils de pilotage sont mis en œuvre localement », y est-il expliqué.

Les conditions pour bénéficier de tarifs SNCF réduits ont été assouplies pour les familles des militaires

http://www.opex360.com/ Posté dans Condition militaire par Laurent Lagneau Le 08-01-2019



Encore récemment, la carte « famille de militaire », émise par la SCNF, permettait à un militaire de cumuler la réduction à laquelle il avait droit (le « quart de place ») avec une remise de 25 à 50% pour les membres de sa famille, à la condition de voyager avec eux.

Et il existait aussi un autre dispositif, qui, appelé « carte famille de militaire temporaire », permettait aux « ayants droits » de voyager seuls tout en bénéficiant des mêmes réductions sur leurs billets de train, mais à la condition toutefois que le militaire titulaire de la « carte famille » fût absent « au moins soixante jours consécutifs pour des raisons opérationnelles (ou de service), attestées par une note de désignation ou un message officiel. »

Dans le cadre du Plan famille, lancé en 2017 par Florence Parly, la ministre des Armées, ces dispositions ont changé. Ainsi, depuis le 2 janvier, et après la signature d'une nouvelle convention avec la SNCF, il est désormais possible au conjoint et aux enfants d'un militaire de voyager à tarif réduit sans que la présence de ce dernier soit nécessaire.

En effet, la carte famille militaire permet de bénéficier d'une réduction de 30% sur le tarif loisirs [Trains inter cités et TGV, hors OUIGO], voire de 50% sur le tarif normal pour les autres trains. Cette mesure concerne uniquement les enfants à charge « fiscale » du militaire, qu'ils soit mineurs ou bien âgés de moins de 27 ans s'ils font des études.

En outre, cette carte « famille militaire » sera progressivement remplacée au cours de ce semestre. Désormais, elle sera individualisée, c'est à dire qu'elle sera attribuée à chaque membre de la famille du militaire. Outre les réductions SNCF, ce document devra faciliter l'accès aux enceintes militaires, lequel restera toutefois « soumis à la diligence des autorités militaires locales ».

Pour rappel, le « Plan Famille » bénéficie d'une enveloppe de 530 millions d'euros. Il vise à améliorer la prise en compte des absences pour raisons opérationnelles, l'intégration des familles au sein de la communauté de défense, la mobilité et l'accès à l'accompagnement social. Enfin, il prévoit également des actions en faveur du logement et des conditions d'hébergement.

Trois Français sur quatre ont confiance dans l'armée

https://www.lopinion.fr/blog/secret-defense/ 11 Janvier 2019 à 15h58 Par Jean-Dominique Merchet

Selon la dernière enquête OpinionWay pour le Cevipof/SciencesPo, 74 % des Français ont confiance dans l'armée, contre 22 % d'un avis contraire. L'armée est l'une des « organisations » qui inspire le plus confiance à nos concitoyens, derrière les hôpitaux et les PME, à égalité avec la Police.

Sur les seize « organisations » citées par l'enquête, les partis politiques arrivent bons derniers (9%), derrière les réseaux sociaux (13%) et les médias (23%).

Dans le détail, 21% des personnes font « très confiance » à l'armée, ce qui la place en tête dans cette sous-catégorie ; 53% plutôt confiance, 13% plutôt pas et 9% pas du tout. 4% ne savent pas.

Cette enquête, l'une des meilleures sur l'état de l'opinion, est réalisée chaque année et la question de la confiance est posée depuis 2012. Le taux de confiance de l'armée n'a jamais été inférieur à 73% mais il a atteint un pic après les attentats de janvier 2015, avec des scores de (83%, 81%, 82%) avant de redescendre au cours de l'année 2017 à un niveau encore très élevé.

L'Agence de l'innovation de Défense lance un défi pour améliorer la sécurité des bases aériennes

http://www.opex360.com/ Posté dans Forces aériennes, Technologie par Laurent Lagneau Le 11-01-2019



Dans un rapport pour avis sur le « soutien et la politique de défense », publié en novembre 2016, et alors que le Plan Cuirasse avait été activé depuis les attentats de janvier 2015, il avait été fait état de 31 tentatives d'intrusion dans des enceintes militaires, soit cinq fois plus par rapport à l'année précédente.

Les tentatives d'intrusion dans une base aérienne font partie des menaces auxquelles les aviateurs doivent se préparer dans le cadre des exercices BASEX, organisés deux fois par an. Ainsi, à Luxeuil, en avril 2018, un scénario prévoyait une prise d'otage de personnels de la base aérienne 116, avec l'intervention du PSIG Sabre de la Gendarmerie nationale, avec coordination avec l'escadron de protection et avec la brigade de gendarmerie de l'Air.

La menace terroriste n'est pas la seule. Des intrusions peuvent aussi avoir pour objet le vol d'équipement, l'espionnage ou encore le sabotage. Aussi, afin d'améliorer la sécurité et la protection des bases aériennes, l'Agence de l'innovation de Défense [AID] vient de lancer un défi aux industriels, chercheurs, start-up et autres PME, avec le soutien de la Direction générale de l'armement (DGA) et de l'armée de l'Air.

Ce defi s'adresse à ceux qui disposent [ou sont susceptibles de disposer] de solutions technologiques dans les domaines de la « surveillance par drone, des applications mobiles, de la biométrie, des systèmes de communication [phonie, transmission de données…], du traitement de

l'image et de la vidéo, du Big Data, de l'intelligence artificielle, du design d'interfaces numériques centrées sur les usages, etc… ».

D'autres « briques technologiques » intéressent l'AID, notamment dans les domaines de « l'hypervision, de la fusion, du traitement, de l'analyse, d'aide à la prise de décision, de moyens de conduite d'opération de sécurisation, de la diffusion et du partage de données complexes structurées et non structurées [images, textes, données chiffrées, géolocalisées…].

L'objectif, est-il expliqué dans le dossier de présentation de ce défi appelé « Systèmes de Protection des bases aériennes » [ProDef], est de faire « émerger des solutions technologiques innovantes, pour les forces dans le cadre d'une démarche d'innovation ouverte, permettant d'améliorer l'efficacité et l'agilité du système de sécurisation d'une base aérienne, en utilisant des moyens mobiles déployables facilement. » Nul doute que cela intéressera également l'armée de Terre et la Marine nationale…

Visiblement, ceux qui auront relevé ce défi ne devront pas perdre de temps. Après la clôture des inscriptions [le 3 février], une journée de présentation sera organisée cinq jours plus tard, l'objectif étant de faire découvrir aux candidats la problématique de la protection des bases aériennes (environnement, géographie, contraintes, etc).

Puis les candidats auront jusqu'au 11 mars pour élaborer une proposition et la soumettre à l'AID. Enfin, deux semaines plus tard, un jury se réunira pour sélectionner les projets les plus pertinents.

Pour s'inscrire au défi : https://defenselab.typeform.com/to/u9kRlz

a – Armée de Terre

11 femmes et un vieux VPS dans la pub

http://lemamouth.blogspot.com/ mardi 8 janvier 2019 par le journaliste Jean-Marc Tanguy

C'est dans la nouvelle pub de la nouvelle campagne de recrutement de l'armée de terre. On y voit, en quelques trente secondes de spot, pas moins de onze femmes au bas mot (c'est même une femme qui a le droit à l'image de fin et qui parle sur 30 secondes), dans une armée qui n'est pas spontanément citée, de prime abord, comme celle qui a, ces dernières années, priorisé le recrutement de femmes. Au point que dans certains spots des années précédentes, elles avaient même tout bonnement disparu des écrans de pub.

Une telle concentration féminine n'est pas le fruit du hasard : la ministre a fait, on le sait, de l'égalité des chances un de ses chevaux de bataille -un rapport doit d'ailleurs lui être rendu ce mois-ci. Par ailleurs, le recrutement, soutenu, devient difficile à tenir en qualité, et il est difficile, comme la minarm le rappelle régulièrement, d'ignorer dans le recrutement (et les promotions) l'autre moitié de l'humanité.

En fin de spot, un petit clin d'œil est aussi envoyé aux forces spéciales avec un VPS (garanti à 100% masculin) armé d'une ANF1 qui n'est plus en service depuis un temps certain. Vieille mitrailleuse ? Vieille image ? Les deux ?

Salon des peintres de l'Armée 2019 : ouverture des candidatures

Mise à jour : 29/11/2018

« *Le corps, l'esprit et l'âme* » constituera le thème du 21e salon national des peintres de l'Armée qui se tiendra du 13 au 19 mai 2019 à Paris. Peintres de l'Armée ou artistes extérieurs, il est temps de candidater avant le 29 janvier 2019.



Organisé depuis 1985, le salon national des peintres de l'Armée s'inscrit dans la continuité d'une longue tradition du peintre de l'Armée sur le terrain. Il permet de faire **connaître et rayonner le monde militaire,** si bien illustré par de nombreux artistes.

Comme son nom l'indique, le salon est ouvert aux peintres de l'Armée (PA), titulaires ou agréés, mais pas seulement. En effet, les auteurs d'œuvres inspirés par des faits militaires intéressant le domaine terrestre, **candidats ou non au titre de PA, pourront exposer** à l'Hôtel national des Invalides. Diverses récompenses seront attribuées par le jury, comme le prix des Armées ou le prix de l'armée de Terre. Occasion pour les artistes de valoriser leur travail et pour l'armée de Terre de regrouper et d'apprécier certaines **œuvres constitutives de son patrimoine culturel.**

Des œuvres sélectionnées par un jury

Celles-ci, récentes et inédites, doivent correspondre à des critères précis pour être retenues pour le salon. Le sujet doit ainsi être exclusivement militaire et avoir trait à l'armée de Terre ou aux services interarmées (service de santé des armées, service des essences des armées). Elles doivent répondre au thème 2019, « *le corps, l'esprit et l'âme* ». Ces œuvres doivent également relever des disciplines suivantes : **peinture** (huile ou acrylique), **aquarelle et gouache, sculpture** (non monumentale), **technique mixte, photographie.**



À retenir

- Chaque artiste ne peut présenter que **deux œuvres ;**
- Les dossiers de candidatures doivent être adressés avant le **29 janvier 2019** à la délégation au patrimoine de l'armée de Terre (DELPAT).

Modalités d'inscription

- Notice de candidature. https://www.defense.gouv.fr/terre/actu-terre/salon-des-peintres-de-l-armee-2019-ouverture-des-candidatures
- Pour constituer le dossier de candidature et s'informer sur les détails techniques. https://www.defense.gouv.fr/terre/actu-terre/salon-des-peintres-de-l-armee-2019-ouverture-des-candidatures

Droits : Armée de Terre 2018

Sortie du Brennus n°2

Mise à jour : 08/01/2019

Le deuxième numéro de la lettre d'information du Centre de doctrine et d'enseignement du commandement (CDEC), Brennus 4.0, vient d'être mise en ligne. Cet exemplaire porte sur l'esprit guerrier, combinant la rusticité, la technologie et les traditions militaires.



Au programme de ce nouveau numéro, le thème de l'esprit guerrier mis à l'honneur et décrit au travers de différents articles. Ce « supplément d'âme » se décline autour de portraits comme Lanzerac, tacticien célèbre durant la première guerre mondiale, ou Alain Mimoun « athlète français du siècle », premier français d'origine nord-africaine Commandeur de la Légion d'Honneur.

La revue développe également l'esprit guerrier et la « culture de guerre » pendant la première guerre mondiale, notamment sur la façon dont cette pensée a pris une place importante depuis.

Enfin, ce numéro revient sur l'enseignement de l'esprit guerrier faisant appel à l'audace, l'intrépidité, la résilience et la rusticité, qualités nécessaires pour un futur chef en opération.

Pour consulter la revue :

sur le site Internet *Pensée MiliTerre* du CDEC : https://www.penseemiliterre.fr/brennus-4-0-n-2-la-lettre-d-information-du-cdec_3009266_3008445.html

Droits : Armée de Terre 2018

Deux sapeurs-pompiers et deux civils tués dans l'explosion au gaz, ce matin à Paris

http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 12.01.2019 Par Philippe Chapleau



Deux sapeurs-pompiers et deux civils sont morts dans l'explosion d'une boulangerie du IXe arrondissement à Paris survenue après une fuite de gaz (photos AFP).

La brigade des sapeurs-pompiers de Paris était en cours d'intervention lors de l'explosion qui a eu lieu dans le IXe arrondissement; ils avaient été alertés pour une fuite de gaz et procédaient à l'évacuation des riverains et des passants lorsque l'explosion s'est produite.



10 personnes sont en urgence absolue dont un sapeur-pompier. En outre, trente-sept autres personnes ont été légèrement blessées dans cette explosion.

Florence Parly, la ministre des Armées, a rendu hommage à ces sapeurs tués ou blessés lors de l'explosion: "Ce matin à Paris deux sapeurs-pompiers sont tombés, morts pour servir, partis au

bout de leur engagement. Je veux dire toute ma solidarité aux familles, aux proches et aux frères d'armes des victimes".

En 2018, 7 pompiers sont morts en service. Pour 2019, trois sont déjà décédés: outre les deux membres de la BSPP tués ce matin, un pompier volontaire a succombé à ses blessures en Nouvelle-Calédonie après avoir été gravement brûlé lors d'un incendie la veille.

Deux militaires de la Brigade de Sapeurs-Pompiers de Paris mortellement blessés par une explosion due au gaz [MàJ]

http://www.opex360.com/ Posté dans Forces terrestres, Sécurité par Laurent Lagneau Le 12-01-2019



Photo 1 : ministère de l'Intérieur

Ce 12 janvier, peu avant 9 heures, une explosion a ravagé les environs du 6 rue de Trévise, dans le 9e arrondissement de Paris, alors que des militaires de la Brigade de Sapeurs-Pompiers de Paris se trouvaient sur les lieux, après avoir été alertés pour une fuite de gaz. Dans un premier temps, il a été fait état de trois militaires gravement blessés.

« L'un des pompiers touché a été enseveli de nombreuses minutes […]. L'onde de choc s'est propagée dans les quatre rues adjacentes sur environ 100 mètres. Nous investissons tous les lieux pour voir s'il y a d'autres victimes », a expliqué le commandant Éric Moulin, de la BSPP, dans la matinée.

Malheureusement, deux des sapeurs-pompiers touchés ont succombé à leurs blessures. En outre, une touriste espagnole a également perdu la vie et on compte 47 personnes blessées, dont 10 gravement.

Environ 200 pompiers ont engagés sur les lieux du drame. Le ministre de l'Intérieur, Christophe Castaner, qui s'est rendu à la caserne Château-d'Eau, qui abrite la 8e compagnie de la BSPP, a salué leur courage. Ils « ont permis de sauver la vie de leur camarade, qui est resté enseveli sous les gravats pendant deux heures et demie. Ils ont pris des risques très importants sous l'autorité de leur chef et ils ont pu ainsi sauver sept vies », a-t-il dit.

Dans un communiqué conjoint diffusé par les ministères des Armées et de l'Intérieur, Florence Parly et Christophe Castaner ont fait part de leur « immense émotion à la suite du décès de deux militaires » de la BSPP. Ils ont également salué le courage des équipes de secours dans leur ensemble [BSPP, SAMU bénévoles de la Croix-Rouge française, Protection civiles] qui « ont permis de sauver la vie et de porter assistance à de nombreuses personnes ».

Les services de secours vont rester mobilisés pendant 48 heures afin de prévenir tout risque d'incendie et de sécuriser le site et les bâtiments endommagés.

« Une enquête a été confiée à la direction de la police judiciaire pour faire la lumière sur l'origine de cette explosion. […] Nous sommes sur une origine accidentelle mais nous n'excluons aucune autre piste », a indiqué Rémy Heitz, le procureur de la République.

Pour rappel, la BSPP est une unité de l'armée de Terre [arme du Génie, ndlr], placée pour emploi sous l'autorité du préfet de police de Paris.

MàJ – La BSPP a précisé l'identité des deux sapeurs-pompiers mortellement blessés. Il s'agit du caporal-chef Simon CARTANNAZ et du sapeur de première classe Nathanaël JOSSELIN.



b – Marine Nationale

Activités de rayonnement pour la Marne dans sa ville marraine

Mise à jour : 07/01/2019 – Direction : Sirpa Marine

Du 1er au 5 décembre 2018, une délégation du Bâtiment de commandement et de ravitaillement (BCR) *Marne* dirigée par son commandant s'est rendue comme chaque année dans le département éponyme afin d'entretenir les liens existants avec le Conseil départemental, parrain de l'unité depuis 1986. Les 5 jours passés dans la Marne illustrent la richesse du partenariat entre l'unité et le département, concrétisé par des échanges et des projets.



Le parrainage permet en particulier de soutenir le recrutement de la Marine dans ce département situé loin des mers. A ce titre, la Préparation militaire marine « Lieutenant de vaisseau Roland Morillot », créée en 2015, est parrainée par le BCR *Marne* depuis 2017. Le commandant a présidé la cérémonie de présentation au fanion de la PMM dans la cour de la préfecture départementale. Le commandant les a félicités pour leur engagement dans la Marine nationale et les a incités à envisager un parcours de recrutement. Facteur clé pour le recrutement, le commandant a invité les stagiaires de la PMM à embarquer plusieurs jours sur le BCR en février 2019.

Toujours à des fins de recrutement, la délégation s'est rendue au lycée Georges Brière de Reims. Ce lycée rémois dispose d'une classe « BAC PRO MARINE » conventionnée par la Marine de la seconde à la terminale visant pour les élèves à des signatures de contrat de volontaires, de QMF, ou éventuellement de maistranciers. En association avec le Centre d'information et de recrutement des forces armées (CIRFA) Marine de Reims, les élèves se sont d'abord vus présenter les différentes filières et spécialités de recrutement dans la Marine. Puis, ils ont pu échanger avec la délégation sur la vie embarquée et les perspectives d'évolution au sein de l'institution. Les échanges nourris ont permis aux élèves de mettre un visage sur la Marine et d'apprécier au mieux les réalités de l'engagement. L'accueil réservé par les représentants des différentes institutions du département témoigne de l'affection durable du département pour le bâtiment en dépit du renouvellement perpétuel de l'équipage. Les élus du Conseil départemental ont accueilli la délégation pour un diner, et les adjoints au maire d'Epernay, Reims et Châlons-en-Champagne ont aussi reçu la délégation. Et si les marins de la *Marne* se déplacent dans le département, les élus viennent aussi à leur rencontre à bord. Cette année, 3 élus du conseil départemental ont embarqué sur le BCR : Toutes ces rencontres mutuellement enrichissantes contribuent au rayonnement de la Marine auprès des institutions politiques.



Enfin, dans le cadre du Centenaire de la victoire de la 1ère Guerre mondiale, la délégation s'est rendue sur divers lieux de Mémoire, comme le Mémorial national des batailles de la Marne, le Monument national de la Victoire de la Marne, les sites mémoriels d'Argonne et la cathédrale de Reims endommagée pendant le conflit. Elle a aussi pu échanger avec des membres de l'Association des anciens marins de la Marne.

Sources : Marine nationale Droits : Ministère de la Défense

Le La Motte-Picquet signe son premier partenariat avec une classe de « défense et sécurité globale »

Mise à jour : 07/01/2019 – Direction : Sirpa Marine

C'est à Rennes que s'est tenue, le 14 décembre 2018, la cérémonie de signature de la convention de partenariat entre la Frégate anti-sous-marine (FASM) *La Motte-Picquet* et une classe de 1ère S du lycée Chateaubriand. Cet engagement, désormais formalisé, a vu le jour quelques mois après les premières rencontres entre l'équipe pédagogique du lycée et l'état-major de la frégate.



Attiré par le volontarisme et le dynamisme de l'équipe enseignante, l'équipage du *La Motte-Picquet* s'est pleinement investi dans la mise en place de ce partenariat, animé par la cohérence du projet avec un établissement scolaire prestigieux, situé au cœur Rennes, sa ville marraine.

Couvrant les deux prochaines années scolaires, ce parrainage trouve son équilibre entre d'un côté les déplacements de marins à Rennes, pour échanger avec les jeunes et participer à des journées de conférences autour des questions de défense et des problématiques touchant aux enjeux maritimes de la France ; de l'autre, des visites organisées à bord au profit des jeunes, déplacements qui leur permettent également d'observer les marins en entraînement opérationnel dans des locaux dédiés.

La préservation du lien entre les armées et la Nation est un effort continu et de longue haleine : chaque élève du lycée constitue désormais un maillon de cette chaîne permettant de rapprocher les armées des citoyens qu'elles défendent.



Tous rêvent à présent d'embarquer pour quelques jours à bord de la FASM, afin de découvrir la vie en mer et la diversité des activités qui animent le quotidien des marins.

Sources : Marine nationale Droits : Ministère de la Défense

La Marine nationale songerait à prolonger un second sous-marin nucléaire d'attaque de type Rubis

http://www.opex360.com/ Posté dans Forces navales par Laurent Lagneau Le 09-01-2019



En raison du retard pris dans la construction du Suffren, le premier des six nouveaux sous-marins nucléaires d'attaque [SNA] de la classe Barracuda attendus par la Force océanique stratégique [Fost], la Marine nationale a dû se résoudre à prolonger la carrière opérationnelle du SNA Rubis, en service depuis 1983. Ce qui a donc supposé de faire subir à ce dernier une lourde opération de maintenance, laquelle a commencé en avril 2018.

Comme l'a récemment indiqué son chef d'état-major [CEMM], l'amiral Christophe Prazuck, lors d'une audition au Sénat, la Marine a été contrainte de diminuer le nombre de jours en mer « afin de pouvoir financer la régénération du Rubis, dont l'utilisation sera prolongée en attendant l'arrivée du Barracuda, prévue en 2020 ».

Mais lors de son audition, l'amiral Prazuck a livré un détail qui n'a pas été relevé sur le moment. « Nous allons continuer à faire des choix, comme celui de prolonger certains SNA de type Rubis ou certains patrouilleurs, parce que nous en avons besoin pour mener nos opérations », avait-il dit en octobre. Donc, l'emploi du pluriel laissait supposer que le SNA Rubis ne serait pas le seul de sa classe à être prolongé… alors que, selon la Loi de programmation militaire 2019-25, quatre nouveaux SNA de type Barracuda devront avoir été livrés d'ici 2025.

Ce que vient de confirmer le site spécialisé Mer & Marine, selon qui la « Marine nationale étudie actuellement l'extension de la durée de vie […] du Casabianca, pour lequel il est envisagé un arrêt technique supplémentaire lui permettant de rester en service deux ans à deux ans et demi après la date prévue pour son désarmement. »

Entré en service en 1987, le Casabianca a connu son dernier arrêt technique majeur en 2011. Il pourrait donc imiter le Rubis pour tenir la distance jusqu'à l'arrivée du Duguay-Trouin, le second SNA de type Barracuda, dont la livraison était initialement attendue en 2021. Entre-temps, le Saphir, entré en service en 1984, sera désarmé cette année. Du moins c'est ce que prévoient les plans annoncés par le ministère des Armées en juillet dernier.

Ensuite, l'arrivée de deux SNA de type Barracuda, à savoir le « Tourville » [en 2023] et le « De Grasse » [en 2025] permettra le retrait des SNA Rubis, Casabianca et Émeraude. Le désarmement des deux derniers exemplaires de la classe Rubis, à savoir SNA « Améthyste » et « Perle », qui sont les plus récents, devrait avoir lieu en 2027 et en 2030.

Le programme Barracuda ne peut donc plus se permettre le moindre retard. D'autant plus que, si cela devait se produire, alors il y aurait des répercussions sur le renouvellement des sous-marins nucléaires lanceurs d'engins [SNLE] étant donné que les SNA sont assemblés sur le même site, à Cherbourg.

La BAN de Landivisiau accueille le premier Rafale F3-R

Mise à jour : 10/01/2019 – Direction : Sirpa Marine

Le commandant de la base de l'aéronautique navale de Landivisiau a officialisé la réception par la Marine du premier *Rafale* au nouveau standard F3-R. Transformé à l'antenne landivisienne de l'AIA Bretagne, le *Rafale Marine* 30 a été réceptionné par les équipes du groupement du soutien technique aéronautique pour être préparé et remis au détachement Chasse du CEPA/10S.

Le premier vol a été effectué à partir la plateforme de Landivisiau le 17 décembre 2018, à 16h15. L'avion va dans un premier temps être exploité par le CEPA/10 qui assurera plusieurs essais pour permettre ensuite à l'état-major de la force de l'aéronautique navale de déclarer la mise en service opérationnelle du standard F3-R qui armera la Flottille *11F*, première unité à être armée par ce standard d'avion.

En savoir plus sur le standard F3-R

Le nouveau standard F3-R du *Rafale* apporte de nouvelles capacités dans les domaines du renseignement, de la communication, de l'engagement et du commandement. Si l'intégration du missile à longue portée Meteor et le pod de désignation laser de nouvelle génération Talios sont les innovations majeures, d'autres évolutions (essentiellement logicielles) des systèmes embarqués permettent à l'avion d'évoluer. Ainsi, le standard F3-R comprend aussi la mise en place d'un AGCAS (Automatic Ground Collision Avoidance System) et diverses améliorations portant sur le radar RBE2, le système de guerre électronique Spectra, le pod Reco NG et le système de navigation inertielle.

Avec le standard F3-R, le *Rafale Marine* sera également équipé d'une nacelle de ravitaillement en vol de nouvelle génération, rendant les avions capables d'utiliser la version à guidage terminal laser de l'AASM (armement air-sol modulaire).



Sources : Marine nationale Droits : Ministère de la Défense

Première corvette de l'année pour les élèves de l'École navale

Mise à jour : 11/01/2019 – Direction : Sirpa Marine

Quatre mois après avoir rallié l'École navale, les 25 élèves de la filière « Opérations » de la promotion Officiers de Marine Sous Contrat (OM/SC) 2018 ont embarqué courant décembre pour leur première corvette. Les deux semaines à bord des bâtiments-écoles *Tigre*, *Jaguar* et *Guépard* ont permis de valider les acquis théoriques enseignés à terre.

Au programme, des navigations en eaux resserrées dans le chenal de Lorient, dans la rivière d'Auray ou encore dans l'incontournable goulet de Brest. Mais aussi de nombreux exercices qui caractérisent la formation d'officier chef du quart : hommes à la mer, avaries de barre, présentations au mouillage, transferts de personnels ou encore présentations au ravitaillement à la mer.

Pour le *Jaguar* et le *Tigre*, une escale à Lorient est venue ponctuer cette première expérience embarquée. Les élèves intégrés à l'équipage du *Guépard* ont rejoint le Bâtiment Remorqueur de Sonars (BRS) *Antarès* pour leur deuxième semaine en mer.

Chaque élève a totalisé une vingtaine d'heures en tant que chef du quart en double, de jour comme de nuit. Une deuxième corvette est déjà programmée, avec leurs camarades en troisième année du cursus ingénieur de l'École navale. Cette deuxième corvette sera une dernière répétition avant l'embarquement pour la mission Jeanne d'Arc.



Sources : Marine nationale Droits : Ministère de la Défense

Marine nationale : La Flottille 11F sera la première unité à être dotée de Rafale portés au standard F3R

http://www.opex360.com/ Posté dans Forces navales par Laurent Lagneau Le 12-01-2019



Le 31 octobre 2018, la Direction générale de l'armement a prononcé la qualification de la version F3R du Rafale, soit le dernier standard de l'avion développé par Dassault Aviation. Et d'annoncer que quatre appareils ainsi modernisés allaient être livrés à la Marine nationale et à l'armée de l'Air d'ici la fin de l'année afin de « parfaire leur appropriation opérationnelle ».

Deux mois plus tard, la Marine nationale a indiqué que le commandant de la base de l'aéronautique navale de Landivisiau a officialisé la réception du premier Rafale M porté au standard F3R.

Ce Ralale M [portant le numéro 30] a été transformé par l'antenne de l'Atelier industriel de l'aéronautique [AIA] Bretagne à Landivisiau. Cet appareil a effectué un premier vol le 17 décembre dernier.

Ce Rafale M F3R a d'abord « été réceptionné par les équipes du groupement du soutien technique aéronautique pour être préparé et remis au détachement Chasse du CEPA/10S [Centre d'expérimentations pratiques et de réception de l'aéronautique navale] », précise la Marine nationale.

Le CEPA/10S doit en effet assurer plusieurs vols d'essais avant de déclarer la mise en service opérationnelle de cette nouvelle version du Rafale M. La Flottile 11F sera ainsi la première unité à être dotée d'appareils portés au standard F3R.

Le Rafale F3R dispose de deux nouvelles capacités de nature à changer « profondément la donne dans le domaine de l'aviation de combat », explique la DGA.

Cet avion pourra en effet mettre en oeuvre le missile à statoréacteur METEOR qui, associé au radar RBE2 AESA [à antenne active], lui permettra d'engager des cibles évoluant à une centaine de kilomètres de distance. En outre, la nacelle TALIOS va améliorer la détection et l'identification des cibles terrestres, de jour comme de nuit.

« Le standard F3-R comprend aussi la mise en place d'un AGCAS (Automatic Ground Collision Avoidance System) et diverses améliorations portant sur le radar RBE2, le système de guerre électronique Spectra, le pod Reco NG et le système de navigation inertielle », ajoute la Marine nationale, qui précise également que les Rafale M seront « également équipés d'une nacelle de ravitaillement en vol de nouvelle génération » et auront la capacité « d'utiliser la version à guidage terminal laser de l'AASM [armement air-sol modulaire]. »

c – Armée de l'Air

40e anniversaire de la base aérienne école de Rochefort : la journée des chefs

Mise à jour : 08/01/2019 – Direction : Armée de l'air

Lundi 17 décembre 2018, les anciens chefs de l'école et de la base aérienne 721 de Rochefort ont été invités à redécouvrir le site qu'ils ont commandé.

En présence du général de corps aérien Olivier Taprest, major général de l'Armée de l'air, qui commanda l'école de formation des sous-officiers de l'Armée de l'air (EFSOAA) de 2011 à 2013, et du général de division aérienne 2s Gilbert Gagneux, premier commandant de l'école sur son site actuel en 1978, les anciens commandants et leurs épouses ont été accueillis par le général de brigade aérienne Manuel Alvarez, commandant la base aérienne école de Rochefort.

La journée a été ponctuée de visites et d'une présentation dynamique de la formation militaire qui, du hangar Picketty à la plateforme campus numérique, ont permis aux anciens dirigeants de l'école et de la base aérienne de mesurer les évolutions conduites depuis leur création. Les anciens ont vécu un moment fort de partage et de souvenirs qui s'est achevé par un échange avec les instructeurs et les élèves.

Ce 3e volet du 40e anniversaire met un terme au cycle ouvert le 14 juin 2018 avec le traditionnel baptême de promotion, qui a été présidé par Emmanuel Macron, président de la République. C'était la première fois dans l'histoire de l'école que le chef de l'État se déplaçait en visite officielle sur la base. Le 2e volet s'est déroulé le 15 octobre 2018 avec la journée des anciens.




40e anniversaire de la base aérienne école de Rochefort : la journée des chefs

Sources : Armée de l'air Droits : © Armée de l'air

Un Mirage 2000D porté disparu alors qu'il survolait le Jura

http://www.opex360.com/ Posté dans Forces aériennes par Laurent Lagneau Le 09-01-2019



Un Mirage 2000D de la 3e Escadre de chasse, implantée sur la base aérienne 133 de Nancy-Ochey, a disparu des écrans radar alors qu'il survolait le massif du Jura, ce 9 janvier, en fin de matinée. Le plan SATER [sauvetage aéroterrestre] a immédiatement été déclenché pour retrouver l'appareil ainsi que son pilote et son navigateur officier système d'armes [NOSA].

Les recherches, avec deux hélicoptères Dragon 25 [Sécurité civile] et Fennec, se concentrent sur une zone située entre Mouthe (25), Mignovillard (39) et la frontière Suisse, plus particulièrement dans le secteur Frasne-Bonnevaux. D'après la préfecture du Doubs, elles sont rendues difficiles par les mauvaises conditions météorologiques, le plafond nuageux étant bas. En outre, 15 cm de neige sont tombés ces derniers jours.

Alors que l'équipage de ce Mirage 2000D n'avait toujours pas donné le moindre signe de vie, le journal « L'Est républicain » a rapporté qu'un habitant circulant dans la zone des recherches avait entendu une « explosion » en fin de matinée. « J'ai alors pensé qu'un avion franchissait le mur du son, mais je n'ai pas entendu le bruit des réacteurs ensuite », a-t-il dit.

Toujours selon la même source, des débris auraient été retrouvés peu après 14h40 à la frontière entre le Doubs et le Jura, précisément dans la Combe Noire, entre Chantegrue et Bonnevaux [Doubs].

« Des premiers débris d'avion ainsi qu'un parachute et une carte ont été retrouvés à la frontière entre le Doubs et le Jura », a en effet indiqué le journal.

La dernière fois qu'un Mirage 2000D a été perdu lors d'une mission remonte au 9 juin 2014. Ce jour-là, un appareil de ce type [le n° 665], appartenant à l'Escadron de chasse 2/3 « Champagne » s'était écrasé entre Gao [Mali] et Niamey [Niger] à cause d'un incident technique. Son équipage avait pu s'éjecter.

Un chasseur tous temps

http://lemamouth.blogspot.com/ mercredi 9 janvier 2019 par le journaliste Jean-Marc Tanguy

Le Mirage 2000D est entré en service pendant la guerre de Bosnie, en 1993, au sein de la **3e escadre de chasse** de Nancy. Il a ensuite été largement employé pendant le Kosovo (1999), puis en Afghanistan (2002-2012), se déployant à Manas, au Kirghistan, puis à Douchanbe (Tadjikistan) et à Kandahar (Afghanistan).

Il largue les premières bombes sur les djihadistes au Sahel le 11 janvier, et reste encore aujourd'hui déployé à Niamey (deux appareils) et N'Djamena (trois appareils).

L'appareil doit servir au-delà de 2035 et sera pour cela rétrofité à minima. 55 appareils sont concernés par ce programme à minima.

Le dernier crash mortel de 2000N remonte à 2011. Un Mirage 2000D s'était écrasé au Mali en 2014, mais son équipage avait pu s'éjecter, tout comme celui d'un Mirage 2000N au décollage de N'Djamena en 2017.

Crash du Mirage 2000D : les dernières infos

http://lemamouth.blogspot.com/ mercredi 9 janvier 2019 par le journaliste Jean-Marc Tanguy

Le point presse de l'armée de l'air n'a pas apporté de nouvelle réponse sur le crash d'un Mirage 2000D de la **3e escadre de chasse** de Nancy, "en fin de matinée", notamment sur le point principal : l'état de l'équipage. Le CEMA a délégué la coordination des opérations de recherche à l'armée de l'air, via le commandement de la défense aérienne et des opérations aériennes (**CDAOA**) : pour l'instant, "aucun contact d'aucune sorte" n'est intervenu depuis le crash avec l'équipage, et rien dans les conversations ne permet d'orienter, en tout cas pour ce que l'armée de l'air en restitue.

Ni les balises des deux sièges, ni les radios de survie individuelle des deux membres d'équipages n'ont été déclenchées.

L'armée de l'air a mobilisé quatre de ses hélicoptères, et d'autres appartenant à d'autres administrations de l'Etat ont aussi survolé la zone du crash.

A ce stade, l'armée de l'air n'a pas décidé d'interrompre structurellement l'activité de sa flotte de Mirage 2000D : il est tout simplement "trop tôt". Mais pour l'instant, les missions prévues ont été reportées.

Communiqué : Perte de contact radio/radar avec un Mirage 2000 D

Mise à jour : 09/01/2019 – Direction : Armée de l'air

Dans la matinée du mercredi 09 janvier 2019, le contact radio/radar a été perdu avec un Mirage 2000 D (biplace) de la base aérienne 133 de Nancy-Ochey.

L'aéronef effectuait un vol d'entrainement aux missions en basse altitude au-dessus du Doubs, à la limite du Jura.

Les moyens de recherches et de secours ont été activés immédiatement pour retrouver l'appareil et son équipage.

Communiqué de presse n°1 :

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTERE DES ARMEES

SERVICE D'INFORMATION ET DE RELATIONS PUBLIQUES DE L'ARMEE DE L'AIR

ARMÉE DE L'AIR

COMMUNIQUÉ DE PRESSE numéro 1

Paris,

le mercredi 09 janvier 2019 à 15 h 30.

PERTE DE CONTACT RADIO/RADAR AVEC UN MIRAGE 2000 D

Dans la matinée du mercredi 09 janvier 2019, le contact radio/radar a été perdu avec un Mirage 2000 D (biplace) de la Base Aérienne 133 de Nancy-Ochey.

L'aéronef effectuait un vol d'entrainement aux missions en basse altitude au-dessus du Doubs, à la limite du Jura.

Les moyens de recherches et de secours ont été activés immédiatement pour retrouver l'appareil et son équipage.

Service d'Information et de Relation Publique de l'Armée de l'Air 60 boulevard du général Martial Valin – CS 21623 – 75509 Paris Cedex 15 Tél : 09 88 68 16 45; 06 88 24 03 95 – presse@armeedelair.com



Sources : Armée de l'air Droits : Armée de l'air

Accident du Mirage 2000: les deux membres d'équipage sont morts

https://www.huffingtonpost.fr/ ACTUALITÉS 10/01/2019 21:04 CET | Actualisé il y a 7 heures AFP

Un Mirage 2000 avait disparu des radars entre le Doubs et le Jura mercredi.



LUDOVIC MARIN via Getty Images Les deux membres d'équipage du Mirage 2000 disparu sont morts, a annoncé Florence Parly. (Photo d'illustration datant du 22 décembre 2018).

ARMÉE - Les deux membres d'équipage du Mirage 2000D qui s'est écrasé mercredi dans l'est de la France sont morts, a annoncé ce jeudi 10 janvier la ministre des Armées Florence Parly dans un communiqué.

"Les opérations de recherche du Mirage 2000D, dont le signal avait été perdu mercredi dans la matinée, ont malheureusement conduit à la confirmation du décès des deux membres d'équipage, le capitaine Baptiste Chirié et la lieutenant Audrey Michelon", affirme Florence Parly, en soulignant que "les circonstances précises de cet accident restent à établir".

"Toute la communauté de défense est aujourd'hui en deuil", écrit la ministre, en présentant "toutes ses condoléances à la famille, aux proches et aux frères d'armes des militaires décédés".

Florence Parly se rendra vendredi sur la base aérienne de Nancy-Ochey (Meurthe-et-Moselle), où était stationné l'appareil. Elle sera accompagnée du chef d'état-major de l'armée de l'Air, le général Philippe Lavigne.

Le chasseur-bombardier polyvalent avait disparu des écrans radar vers 11h mercredi alors qu'il effectuait un vol d'entraînement à basse altitude au-dessus du massif jurassien.

Des débris de l'avion, ainsi que du tissu de parachute, ont été retrouvés sur une vaste zone forestière du Jura, difficile d'accès.

Qui sont les deux officiers victimes du crash du Mirage dans le Jura ?

Actualité Société http://www.lefigaro.fr/ Par Aude Bariéty Mis à jour le 11/01/2019 à 09:15 Publié le 11/01/2019 à 08:40

Crash du Mirage 2000 : les deux membres d'équipage sont morts



Le pilote et la navigatrice de l'avion de chasse Mirage 2000D qui s'est écrasé dans le Jura sont décédés, a annoncé dans un communiqué la ministre des Armées Florence Parly. Florence Parly, ministre des Armées Florence Parly, ministre des Ar

PORTRAIT - Les deux membres d'équipage de l'appareil disparu dans l'est de la France, le capitaine Baptiste Chirié et la lieutenant Audrey Michelon, totalisaient à eux deux plus de 2000 heures de vol.

Jeudi soir, 34 heures après la disparition des radars d'un Mirage 2000D* dans l'est de la France, la ministre des Armées Florence Parly a annoncé dans un communiqué que les deux membres de

l'équipage du chasseur-bombardier, le capitaine Baptiste Chirié et la lieutenant Audrey Michelon, étaient décédés. «Les circonstances précises de cet accident restent à établir», souligne la ministre, qui rappelle que «plusieurs enquêtes ont d'ores et déjà été lancées».



Florence Parly

✔ @florence_parly

Les opérations de recherche du Mirage 2000D, dont le signal avait été perdu mercredi dans la matinée, ont malheureusement conduit à la confirmation du décès des deux membres d'équipage, le Capitaine Baptiste Chirié et la Lieutenant Audrey Michelon. 1/4

302

00:56 - 11 janv. 2019

Dans un communiqué envoyé quelques minutes plus tard, le général Philippe Lavigne, chef d'état-major de l'Armée de l'air, a donné des précisions sur l'identité des deux victimes du crash. «Breveté pilote de chasse, le capitaine Baptiste Chirié détenait la qualification de pilote de combat opérationnel. Il totalisait 24 missions de guerre et 940 heures de vol. Brevetée navigateur officier système d'armes, la lieutenant Audrey Michelon détenait la qualification de sous-chef navigatrice. Elle totalisait 97 missions de guerre et 1250 heures de vol.»

29 et 30 ans

Âgé de 30 ans, le pilote était originaire de Pau et vivait dans le village de Bulligny avec sa femme enceinte et leurs deux filles. La navigatrice de 29 ans, en couple et sans enfant, venait quant à elle de Clermont-Ferrand et habitait Nancy. Après avoir fait l'École de l'Air, Baptiste Chirié avait commencé sa carrière fin 2012 en tant que lieutenant, puis avait été promu capitaine en août 2015. Audrey Michelon s'était engagée en 2011 par la filière de recrutement «élève-officier du personnel navigant». Elle avait été nommée lieutenant en septembre 2017.

Florence Parly a salué «deux officiers de valeur morts au service de la France». La ministre des Armées et le général Philippe Lavigne sont attendus ce vendredi sur la base aérienne de Nancy-Ochey où les deux aviateurs étaient stationnés, «pour être aux côtés des familles, des aviateurs de la base aérienne et pour leur manifester toute la solidarité de l'Armée de l'air». Selon des informations du Sirpa Air au *Figaro*, Audrey Michelon était rattachée à cette base aérienne depuis 2015. Baptiste Chirié y travaillait quant à lui depuis 2016.

** Les avions Mirage ont été produits par Dassault Aviation, filiale du groupe Dassault, propriétaire du Figaro.*

Encore des moyens importants autour du crash

http://lemamouth.blogspot.com/ vendredi 11 janvier 2019 par le journaliste Jean-Marc Tanguy

L'armée de l'air et plus généralement l'Etat ont maintenu des moyens importants ce jeudi autour et au-dessus de la zone du crash. L'armée de l'air a mobilisé deux Fennec (un d'Orange, un de Villacoublay) ainsi qu'en matinée, le Puma de Solenzara qui avait œuvré mercredi.

Un Caracal de l'**EH 1/67 Pyrénées** est aussi intervenu dans l'après-midi. Des moyens importants ont aussi été déployés par la gendarmerie, dont la **section de recherches de la gendarmerie de l'air** sera le bras armé de l'enquête judiciaire, tandis que le **BEA-E** se charge du volet technique.

Dans les airs, un H145 de la **section aérienne de gendarmerie** de Dijon était à l'œuvre ce jeudi, tandis que des gendarmes tentaient aussi, au sol, d'étanchéifier la zone de crash et d'éviter le passage des curieux, qui peuvent polluer la zone de crash, et donc, potentiellement, compliquer la compréhension de l'évènement.

Le jour du crash, pas moins de trois Fennec et un Puma de l'armée de l'air étaient à l'œuvre, précédés par un H145 de la Sécurité civile. Ce soir, le **CEMAA** a remercié les différents intervenants pour leur concours aux opérations de recherches.

Crash du Mirage 2000D : les accidents mortels sont devenus très rares

https://www.lopinion.fr/blog/secret-defense/ 11 Janvier 2019 à 14h59 Par Jean-Dominique Merchet

L'armée de l'air a confirmé la mort du capitaine Baptiste Chirié et de la lieutenant Audrey Michelon

A la suite de la disparition d'un Mirage 2000D, mercredi en fin de matinée dans le Jura, France 3 Bourgogne France -Comté m'a interviewé. Cette rédaction, que je tiens à remercier, suit de près l'évolution des recherches à la suite du crash. Jeudi soir, l'armée de l'air et le ministère des armées ont confirmé la mort de l'équipage, composé du capitaine Baptiste Chirié (pilote) et de la Lieutenant Audrey Michelon (Navigateur officier système d'armes). Voici cet entretien, légèrement modifié par nos soins.

Est-ce que le Mirage 2000 D est un avion capable de voler à basse altitude ?

C'est un avion qui a été conçu pour ça. A l'origine, c'est une évolution d'un avion qui a été retiré du service l'an dernier : le Mirage 2000 N, qui transportait l'arme nucléaire. Il a été construit pour pouvoir pénétrer des défenses ennemies à une vitesse de 600 nœuds, environ 900 km/h. Il peut voler entre 150 mètres et 300 mètres du sol, ce qui est vraiment bas.

Est-ce donc un exercice normal pour cet avion ?

En fait, il n'a jamais vraiment été utilisé comme ça [dans des opérations de guerre]. Étant donné que les aviations occidentales contrôlent le ciel, il a toujours été utilisé à haute altitude, au-delà de 5000 mètres car c'est une distance à laquelle on ne peut pas être atteint par des missiles anti-aériens. Mais c'est un avion qui sait voler à basse altitude, il n'y a aucun doute. Ce qui est frappant, c'est qu'il n'y a quasiment plus d'accident d'avions de guerre.

Le Mirage est-il un avion régulièrement accidenté ?

Il faut imaginer que dans les années 1960, lorsque que les premiers Mirage arrivent dans l'armée de l'air, il y avait [près d']un accident mortel par mois. Il y a eu une baisse très nette du nombre d'accidents. Aujourd'hui, il n'y en a quasiment plus. Il y a des accidents où les pilotes s'éjectent. En 35 ans, sur les 315 Mirage livrés à l'armée de l'air, plus de 48 ont été détruits dans des accidents. Mais avec des morts, c'est devenu très rare. Le dernier en France remonte à 2012.

Selon les enquêteurs, les deux militaires n'ont pas déclenché leur siège éjectable. Comment l'expliquez-vous ?

[Ils n'ont pas eu le temps, parce qu'il y a sans doute eu un problème technique avec le système automatique de suivi de terrain] Vous êtes à 900 km/h à 300 mètres du sol. Au moindre incident, vous allez percuter le sol. Et après, on ne vous retrouve pas. Vous imaginez le choc ? Si vous êtes dans une phase de vol, en haute altitude, vous avez le temps de gérer ça. Mais dans une mission de pénétration à basse altitude, là ça se joue en une fraction de seconde. J'insiste sur le fait que les accidents d'avion de chasse, ça arrive régulièrement. Le fait qu'ils n'aient pas le temps de s'éjecter, c'est plus rare.

[InMemoriam] Décès du capitaine Baptiste Chirié et de la lieutenant Audrey Michelon

Mise à jour : 11/01/2019 – Direction : Armée de l'air

Dans la matinée du mercredi 09 janvier 2019, le contact radio/radar était perdu avec un Mirage 2000 D de la base aérienne 133 de Nancy-Ochey.

Hier, jeudi 10 janvier 2019, Florence Parly, ministre des Armées et le général d'armée aérienne Philippe Lavigne, chef d'état-major de l'Armée de l'air, annonçaient le décès de l'équipage.

L'Armée de l'air et ses aviateurs expriment leurs plus sincères condoléances à la famille et aux proches du capitaine Baptiste Chirié et de la lieutenant Audrey Michelon, morts en service aérien commandé.

- Liens documents presse : https://www.defense.gouv.fr/air/actus-air/inmemoriam-deces-du-capitaine-baptiste-chirie-et-de-la-lieutenant-audrey-michelon

CP - 09/01/2019 - Perte de contact radio/radar avec un Mirage 2000 D (format pdf, 392.49 KB).

CP - 10/01/2019 - Communiqué du chef d'état-major de l'Armée de l'air (format pdf, 379.68 KB).

DP - 11/01/2019 - Déplacement de la ministre des Armées sur la base aérienne 133 de Nancy (format pdf, 484.26 KB).

Capitaine Baptiste Chirié (30 ans)



Pilote de chasse, entré en service en 2009 à l'Ecole de l'air, il était affecté sur Mirage 2000 D, au sein de l'escadron de chasse 1/3 « Navarre », depuis avril 2016.

Il comptabilisait 940 heures de vol et 24 missions de combat, réalisées dans le cadre de l'opération *Barkhane* au Sahel.

Agé de 30 ans, il était marié et père de deux enfants.

Lieutenant Audrey Michelon (29 ans)



Navigatrice-officier système d'armes, entrée en service en 2011 en tant qu'officier sous contrat, elle était affectée sur Mirage 2000 D, au sein de l'escadron de chasse 1/3 « Navarre », depuis septembre 2015.

Elle comptabilisait 1.250 heures de vol et 97 missions de guerre, réalisées au Levant dans le cadre de l'opération *Chammal* et au Sahel dans le cadre de l'opération *Barkhane*.

Agée de 29 ans, elle était célibataire et sans enfant.

Sources : Armée de l'air Droits : Armée de l'air

d – Gendarmerie Nationale

Acte 8 des gilets jaunes : la gendarmerie mobilisée a protégé, maintenu l'ordre, malgré des agressions scandaleuses qui feront l'objet de réponses...

Accueil Actualités https://www.gendcom.gendarmerie.interieur.gouv.fr/

7 janvier 2019 - Par Elsa Vives Servera



Ce week-end, l'acte 8 des gilets jaunes a de nouveau été marqué par des faits de violences en province comme à Paris. Certains manifestants sont clairement venus avec l'intention d'agresser les forces de l'ordre et commettre des dégradations.

Alors que près de 50 000 manifestants étaient présents en métropole ce samedi 5 janvier, dont 2 700 dans les rues de Paris, 9 500 gendarmes étaient quant à eux engagés pour assurer la sécurité du mouvement des « Gilets Jaunes ».

Outre à Paris, à Dijon, où la caserne de Flandres a fait l'objet de dégradation et où un gendarme a été blessé, à Beauvais, mais aussi à Dole, les tensions ont été fortes. Des actes de violences inacceptables ont été perpétrés par des manifestants radicaux à l'encontre des gendarmes, dont 3 ont été blessés. Dès samedi soir, la gendarmerie nationale a vivement réagi via les réseaux sociaux à ces agressions à l'encontre nos forces de l'ordre (voir le tweet). Dans l'Hérault à Bessan sur l'autoroute A9, dans l'Aude sur l'A61 ou encore au Sud de Lyon sur l'A7 des manifestants ont voulu pénétrer sur les voies. Mais partout en France, l'action de la gendarmerie a permis de rétablir la liberté de circulation et d'éviter le blocage pour les automobilistes et voyageurs dans les aéroports.

A Paris, sur la passerelle Sédar-Senghor, qui relie le jardin des Tuileries au Musée d'Orsay, deux gendarmes mobiles de l'escadron de Grenoble ont été agressés par un individu désormais identifié et activement recherché par les services de police judiciaire. Le général d'armée Richard Lizurey, se tient informé en direct de l'évolution de l'enquête. 15 jours et 2 jours d'ITT ont été prescrites pour les 2 gendarmes à Paris.

A Dijon, 30 gilets jaunes se sont introduits dans la caserne Deflandre lors du passage du cortège. Après avoir dégradé la clôture du bâtiment, certains manifestants s'en sont pris aux forces de l'ordre. Un major a été blessé au visage par un jet de barre de fer et un lieutenant-colonel à quant à lui été blessé à la main droite lors d'une tentative d'interpellation.

Le directeur de la gendarmerie nationale a appelé nos 4 camarades blessés, comme à chaque fois que nos forces font l'objet d'agressions. Il rendra visite ce matin à l'escadron de Grenoble, sur son cantonnement à Dugny, avant que nos camarades ne rejoignent leurs familles. Tous ont déposé plainte, comme le commandant de la région de Bourgogne au regard de ces agressions et dégradations.

Dimanche 6 janvier, les unités de gendarmerie étaient toujours mobilisées pour garantir la sécurité des usagers au regard des actions toujours en cours: opération de péages gratuits ou présences sur des points de fixation, comme à Dole, Tullins, Voreppe ou Buchelay.

Comme chaque semaine depuis le début du mouvement des gilets jaunes, la gendarmerie communique sur cette mobilisation et engagement, en cohérence et coordination avec le ministère de l'Intérieur. Vous pouvez retrouver les précédents reportages sur gendinfo.fr, rubrique actualité,

ainsi que sur les réseaux sociaux : Facebook ou Twitter. En écho, les messages de soutien aux forces de l'ordre sont les plus nombreux.

Auteur : Sirpa Gend – Bpubli

Les blessés de l'EGM 24/5 de Grenoble reçus par le DGGN et le ministre de l'Intérieur

Accueil Actualités https://www.gendcom.gendarmerie.interieur.gouv.fr/ 7 janvier 2019 - Par le capitaine Eric Costa



Lundi 7 janvier, les militaires de l'Escadron de gendarmerie mobile (EGM) 24/5 de Grenoble victimes d'agressions ce samedi lors de l'acte 8 des gilets jaunes à Paris (75), ont reçu la visite du général d'armée Richard Lizurey, directeur général de la gendarmerie nationale, avant de s'entretenir plus tard dans la journée avec Christophe Castaner, ministre de l'Intérieur.

À la suite des violences commises ce week-end à l'encontre des forces de l'ordre, en province comme à Paris, lors de l'acte 8 des gilets jaunes, le directeur général de la gendarmerie nationale a tenu à apporter son soutien à l'ensemble des militaires mobilisés et plus particulièrement aux blessés.

Le 7 janvier, le directeur général s'est ainsi rendu au cantonnement de Dugny pour y rencontrer les gendarmes mobiles de l'EGM 24/5 de Grenoble dont certains ont été violemment pris à partie, samedi dernier, lors de leur engagement sur la passerelle Sédar-Senghor qui relie le jardin des Tuileries au Musée d'Orsay à Paris.



Deux d'entre eux ont été agressés par un individu actuellement placé en garde à vue après s'être rendu à la police plus tôt dans la journée.

À l'occasion de cette visite, le général Lizurey a rappelé le soutien indéfectible de l'Institution face à des actes inacceptables.

En fin d'après-midi, avant de présenter ses vœux à l'ensemble des forces de sécurité réunies pour une cérémonie au sein de l'École Militaire, à Paris, Christophe Castaner a également reçu ces deux militaires.

Au cours de cet entretien, il a notamment loué leur sang-froid en de telles circonstances, ajoutant qu'ils avaient par leur attitude fait honneur à leurs frères d'armes.

Ces violents incidents ayant choqué l'opinion publique, ces deux militaires ont répondu à plusieurs sollicitations médiatiques, largement relayées ce soir sur les chaînes et radios d'information nationales ainsi que sur nos réseaux sociaux.

Le témoignage des gendarmes mobiles blessés sur la passerelle

Accueil / A la une / https://lessor.org/ 8 janvier 2019 A la une, L'actualité Auvergne Rhône-Alpes, L'actualité Île-de-France, Opérationnel Gabriel Thierry



Cédric, l'un des gendarmes mobiles blessés sur la passerelle Senghor (capture d'écran: RMC/BFM-TV)

Leur mission de maintien de l'ordre aurait pu très mal se terminer. Ce lundi 8 janvier, en marge des vœux du ministre de l'Intérieur aux forces de sécurité, les deux gendarmes mobiles (escadron 24/5 de Grenoble) blessés samedi sur la passerelle Senghor à Paris se sont exprimés sur les violences subies.

Cédric, le gendarme mobile le plus sérieusement blessé – il s'est vu prescrire une incapacité totale de travail de quinze jours -, a détaillé devant les caméras de BFM-TV les circonstances de l'agression. Le bras en écharpe, le militaire rappelle que sur cette passerelle qui traverse la Seine entre le Musée d'Orsay et les Tuileries, "*nous avions pour but de maintenir les manifestants d'un côté". "Ils n'ont pas vraiment cherché à discuter,* poursuit-il. *Au bout d'un moment, c'est monté en pression, il y a eu des jets de projectiles, pierres et bombes agricoles*."



Un des manifestants, arrivé dans son dos, projette alors Cédric au sol. Plusieurs personnes le rouent alors de coups, dont semble-t-il, le boxeur. "*Dans ce moment, on est focalisé sur comment éviter le mauvais coup et se relever au plus vite*, explique le gendarme mobile. *Ils savaient où ils frappaient, et ils frappaient à pleine puissance. C'était taper pour faire mal, voire tuer s'ils pouvaient."*

Le boxeur s'exprime sur Facebook

De son côté, l'ancien boxeur soupçonné d'avoir frappé des gendarmes mobiles a réservé sa première déclaration à ses soutiens. Dans une vidéo de près de trois minutes enregistrée avant sa reddition, le lundi 7 janvier et diffusée sur Facebook, Christophe Dettinger s'est expliqué sur les violences commises samedi contre les forces de l'ordre.

Le visage fatigué, s'exprimant de manière hachée, comme s'il lisait un texte, ce boxeur réputé a dévoilé ses lignes de défense. "*Je suis un Gilet jaune, j'ai la colère du peuple qui est en moi, je vois tous ces présidents, ministres, tout l'Etat qui se gavent sur notre dos, c'est toujours nous les petits qui payons"*, déclare-t-il.

Lire aussi sur *L'Essor* : Quelle peine encourt le boxeur, interpellé ce matin, qui s'en est pris aux gendarmes ce week-end?

"A force de se faire taper, oui j'ai voulu avancer sur les CRS (sic), je me suis fait gazer avec mon ami, ma femme, et à un moment la colère est monté en moi", explique-t-il à propos des violences commises sur la passerelle. "*Oui, j'ai mal réagi, mais je me suis défendu*, ajoute-t-il. *Il faut continuer, pacifiquement, mais il faut continuer le combat."*

Ce mardi 8 janvier, sa garde à vue, débutée le lundi, a été prolongée par le parquet de Paris, selon une source judiciaire. Le boxeur a été placé en garde à vue du chef de violences volontaires commises en réunion et sur personnes dépositaires de l'autorité publique. Avec ces deux circonstances aggravantes, cet homme de 37 ans encourt une peine de sept ans de prison au vu de l'incapacité totale de travail constatée pour l'un des deux gendarmes mobiles blessé samedi, soit 15 jours.

La cagnotte fait polémique

Ses proches ont lancé une cagnotte de soutien qui avait, ce mardi matin, enregistré plus de 117.000 euros de dons. Les organisateurs ont depuis décidé de ne plus afficher le montant total de la somme récoltée, qui a suscité la colère du côté des forces de l'ordre. La plateforme Leetchi a ensuite annoncé avoir fermé la cagnotte contestée. La société s'est enfin engagée *"à ce que les fonds collectés servent uniquement à financer les frais de justice"*.

De son côté, le président (LR) de la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur Renaud Muselier a lancé ce mardi une nouvelle cagnotte, cette fois-ci à destination des agents des forces de l'ordre blessés lors de manifestations de Gilets jaunes. *"Plus de 1050 membres de nos forces de l'ordre ont été blessés au cours de manifestations"*, déplore l'élu.

Un gendarme condamné à 6 mois de prison avec sursis pour avoir blessé une opposante au barrage de Sivens

http://www.opex360.com/ Posté dans Gendarmerie par Laurent Lagneau Le 09-01-2019

 rie

Durant l'automne 2014, gendarmes mobiles et policiers furent aux prises avec des manifestants particulièrement déterminés à empêcher la construction d'un barrage à Sivens [Tarn]. Ces derniers, ayant instauré une « zone à défendre » [ZAD], étaient bien décidés à en découdre avec les forces de l'ordre, qui eurent 56 blessés dans leurs rangs entre septembre et la fin octobre.

Au cours de ces affrontements, un « zadiste », Rémi Fraisse, y laissa la vie à cause d'une grenade dite « offensive » [car assourdissante] lancée par un gendarme mobile. Poursuivi devant la justice, le militaire a depuis bénéficié d'un non-lieu. Pour autant, cette affaire n'est pas totalement terminée, la famille de l'activiste décédé l'ayant portée devant le Conseil constitutionnel, lequel répondra, le 17 janvier, à une question prioritaire de constitutionnalité visant à savoir si un gendarme ayant commis une infraction lors d'une mission de maintien de l'ordre doit relever ou non de la justice ordinaire.

Mais trois semaines avant la mort de Rémi Fraisse, une autre activiste avait été blessée à la main par une grenade lancée par un maréchal des logis chef du peloton de surveillance et d'intervention de la Gendarmerie [PSIG] de Gaillac. S'étant retrouvé isolé lors d'une opération visant à faire évacuer les caravanes installées sur la ZAD de Sivens, le militaire avait demandé aux trois occupants de l'une d'entre-elles de sortir. Devant leur refus d'obtempérer et après sommation, il leur lança une grenade de désencerclement. Les images de la scène avaient été diffusées sur les réseaux sociaux.

Saisie, l'Inspection générale de la Gendarmerie nationale [IGGN] estima que le sous-officier avait commis un « faute d'appréciation » devant « être sanctionnée au plan professionnel ». Mais c'est devant le tribunal correctionnel de Toulouse que le gendarme mis en cause a dû répondre de ses actes, le 8 janvier, l'enquête judiciaire n'ayant pas permis de corroborer les éléments qu'il avait avancés pour justifier le recours à cette grenade, qui blessa la « zadiste » à une main.

Poursuivi pour « violences volontaires ayant entraîné une ITT de 15 jours avec arme par personne dépositaire de l'autorité publique », le gendarme, âgé de 49 ans et considéré comme étant un « excellent élément » par ses supérieurs, a assuré qu'il n'avait, « à aucun moment voulu jeter la grenade à l'intérieur » de la caravane. « Je l'ai lancé en me déplaçant, je n'ai pas vu où je la lançais », a-t-il dit à la barre. Cependant, a-t-il admis, « il n'y avait aucune menace particulière. Je voulais qu'ils sortent de la caravane. C'est une erreur de ma part, une mauvaise appréciation ».

Une « mauvaise appréciation » favorisée par l'enchaînement des missions et la fatigue, l'enquête ayant déterminé que le sous-officier avait déjà été mobilisé de 7h à 19h15 la veille, de 3h15 à 4h30 et de 7h à 19h le jour des faits.

Estimant que le gendarme « n'avait pas commis une faute mais un délit d'acte de violence avec l'usage d'une arme, un acte volontaire », le procureur a alors requis une peine de 8 mois de prison avec sursis à son encontre, ainsi qu'une interdiction de porter une arme pendant un an.

Finalement, le militaire a été condamné à une peine de 6 mois de prison avec sursis, de 6 mois d'interdiction de port d'arme et à verser 1.000 euros pour frais de justice à la partie civile. Une audience civile, liée à cette affaire, doit se tenir le 3 avril prochain à Toulouse.

Les premiers pas de la guardia civil à l'école de gendarmerie de Dijon

Accueil Actualités https://www.gendcom.gendarmerie.interieur.gouv.fr/ 10 janvier 2019 - Par EG Dijon



© EG Dijon

Dans le cadre d'un échange avec la garde civile espagnole, l'école de gendarmerie de Dijon a accueilli, le 9 janvier, une compagnie de gardes civils de l'académie de Baeza.

Cette compagnie, composée de 120 élèves et de 16 cadres, sera jumelée avec les élèves de la 16ème promotion, au sein de la 1ère compagnie d'instruction, avec lesquels elle partagera des cours et quelques moments forts du cursus de formation qui durera 6 mois.

Les élèves espagnols seront présentés au drapeau de l'école le 13 février prochain.

Tous les personnels militaires et civils de l'école de gendarmerie de Dijon se réjouissent d'accueillir cette formation initiale de camarades étrangers qui est une première en France.



L'hélico du PGHM en 'appui patin'. Une prouesse ordinaire ?

https://www.bruxelles2.eu/ 11 Jan 2019 Chamonix, Hélicoptère, PGHM, Secours en montagne

(B2) L'hélicoptère du PGHM (peloton de gendarmerie de haute montagne) de Chamonix a réalisé une petite prouesse, très remarquée sur les réseaux



L'hélico du PGHM en appui patin (crédit : Nicolas Derely)

L'opération de secours d'un jeune de 19 ans, blessé au genou, lors d'une randonnée au col de l'Anterne, entre la vallée de Samoens et celle de Chamonix Mont Blanc, a tourné à la démonstration d'un savoir-technique indéniable.



Une manœuvre classique

Que de l'ordinaire à écouter le lieutenant Jean-François Martin, pilote de l'hélico du PGHM, qui s'est confié à nos confrères de France 3 : « *On part de la position du stationnaire, donc on a la machine qui est à peu près à l'horizontale, et on vient poser un patin, tout simplement.* »

Un principe : avoir une bonne vue des pâles

L'explication technique vaut le détour. *« Il y a très peu d'appui en fait. La machine, elle, est sustentée par le rotor. Et voilà. On vient tangenter le sol avec l'atterrisseur. S'approcher d'un obstacle en général, que ce soit en 'appui patin', en treuillage, ou autre, ce n'est pas forcément dangereux en soi, du moment que l'aérologie le permet. Mais c'est surtout qu'il faut avoir une très bonne visualisation de son disque rotor, pour savoir exactement où passent nos pâles. »*

Et si la pâle avait touché ? *« Cela aurait peut-être altéré le bout de pâle, sûrement, mais ce n'aurait pas été jusqu'au crash… mais je suis pas curieux. »*

Nicolas Gros-Verheyde

e – Service de Santé

Inauguration d'un poste médical avancé à Kidal

Mise à jour : 08/01/2019 – Auteur : ©DIRMED Barkhane – Direction : ©BCISSA

En décembre dernier, la nouvelle structure « Rôle 1 » (poste médical avancé a été inaugurée. Sa mission est dédiée à la prise en charge paramédicale et médicale initiale du blessé sur le terrain. Il s'agit-là d'une première car jusqu'à maintenant, aucun moyen chirurgical n'existait en rôle 1 sur la plate-forme désert (PfDR) de Kidal.



Le chef de corps du groupement tactique désert Blindé (GTD-B) « GRIFFON » a présidé une cérémonie, à laquelle ont participé les deux équipes médicales présentes sur l'emprise de Kidal, le médecin-chef togolais du rôle 2 (première structure ayant la possibilité de réaliser un acte chirurgical permettant la survie) appartenant à la mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) ainsi que les différents intervenants ayant contribué à la réalisation du projet (section infrastructure).



Ce bâtiment fonctionnel a l'avantage d'être mieux protégé et plus adapté au soutien médical des unités séjournant sur la PfDR. Il a reçu pour nom de baptême : «Rochambelles» en hommage aux conductrices ambulancières de l'unité Rochambeau de la 2e division blindée du Général Leclerc. Elles effectuaient les premiers soins sous le feu ennemi et transportaient les blessés à l'arrière du front, esquissant ainsi les techniques de sauvetage au combat appliquées aujourd'hui par les équipes médicales en opérations. La plaque a été dévoilée par le chef de corps du GTD-B et par la médecin principal Clotilde, médecin chef du GTD-B.



La rigueur des procédures ainsi que l'optimisation des moyens de prise en charge des blessés dans un environnement de combat reste une priorité pour le service de santé des armées.

Droits : ©DCSSA

Témoignage : devenir cadre de santé au sein de la médecine des forces

Mise à jour : 10/01/2019 – Auteur : ©DMF – Direction : ©BCISSA

Tout récemment promu, l'infirmier cadre de santé paramédical Christophe, affecté à la division métier de la Direction de la médecine des forces, nous relate son parcours et les différentes étapes nécessaires à son évolution de carrière au sein du SSA.



Pouvez-vous nous parler de votre choix de présenter le concours « cadre de santé » ?

Après avoir passé 10 ans dans l'institution en qualité d'infirmier, j'ai ressenti le besoin de découvrir une autre facette de mon métier. J'ai décidé de me spécialiser en me présentant comme candidat à la pré-sélection militaire cadre de santé. Cette candidature assurait une cohérence de parcours dans ma carrière, étant donné que la transformation du SSA a permis de créer le poste de cadre de santé dans les forces.

Parlez-nous du déroulement de la présélection militaire

En 2016, je me suis porté candidat à la présélection. J'ai préparé mon dossier avec l'aide de la DRSSA et du CMA de BORDEAUX. Celui-ci faisait état de mon parcours professionnel, mes motivations, mes compétences et mon projet professionnel. Parallèlement, j'ai pu suivre une formation de préparation à l'entretien de sélection à destination des candidats régionaux dispensée par le comité pédagogique de l'HIA Robert Picqué.

Quel est la suite du processus ?

En décembre 2016, 4 infirmiers des forces, 6 infirmiers hospitaliers et un technicien de laboratoire civil ont été retenus pour entamer la seconde phase de sélection à savoir le concours d'entrée à l'Institut de Formation des Cadres de Santé (IFSC). Finalement, le soutien dont nous avons bénéficié pour la préparation du concours a été un véritable atout. En effet, l'ensemble des candidats militaires ont été déclarés admissibles.

Que vous a apporté votre année de formation à IFCS ?

Ces dix mois de formation à l'IFCS de Bordeaux ont été particulièrement riches en termes de diversité des fonctions cadre, recherche, formation, encadrement et santé publique.). Personnellement, cela m'a permis d'échanger avec mes collègues civils et les intervenants d'horizons différents que j'ai côtoyés. Ces dix mois de formation ont été sanctionnés par l'obtention du diplôme de cadre de santé, en parallèle d'un master universitaire.

Comment êtes-vous arrivé au poste que vous tenez aujourd'hui ?

Une fois le diplôme obtenu, j'ai choisi une affectation à la DMF. J'ai intégré la division métier au mois de septembre au sein d'une équipe composée de médecins, de vétérinaires, de psychologues, d'infirmiers et d'assistants médico-administratif et civil. J'ai été agréablement surpris par la dynamique instaurée : chaque personnel, quel que soit son statut, sa fonction ou son grade prend part activement aux différents sujets traités grâce à une collaboration pluridisciplinaire. Cette énergie traduit une réelle volonté d'œuvrer dans un même sens : celui d'améliorer le quotidien du personnel et la qualité du service au profit des forces armées. Cela me permet également d'avoir une vision globale de l'activité de l'ensemble de la chaîne de la médecine des forces. Je peux ainsi mettre à profit mes compétences de cadre de santé au service du SSA.

Un dernier mot pour conclure cet échange ?

Cette nouvelle fonction au sein des forces permet d'élargir la filière paramédicale et laisse entrevoir une évolution de carrière pour tous les infirmiers intéressés par cette voie. Je suis heureux de faire partie de cette aventure au cœur de la médecine des forces.

Sources : ©DMF

f – Renseignement

L'Académie du renseignement décerne ses premiers grands prix

https://www.lopinion.fr/blog/secret-defense/ 10 Janvier 2019 à 10h57 Par Jean-Dominique Merchet

Jean-Christophe Notin et Baptiste Colom y Canals ont été récompensés pour leurs travaux

L'Académie du renseignement a décerné, mercredi 9 janvier, ses deux premiers grands prix récompensant un travail de recherche et un livre consacré au renseignement.

Le capitaine (air) Baptiste Colom y Canals a été récompensé pour sa thèse d'histoire sur le « renseignement aérien en France (1945-1994) » sous la direction d'Olivier Fourcade. Jean-Christophe Notin a, lui, été primé par sa biographie d'Alexandre de Marenches « Le maître du secret » (Tallandier, 2018).

Le jury a dû départager treize chercheurs et auteurs et ces deux prix devraient désormais être décernés chaque année.

Créé en 2010 et placée sous la responsabilité du Premier ministre, l'Académie du renseignement participe à la formation des personnels des services de renseignement et contribue à l'émergence d'une « culture commune ». Installée à l'Ecole militaire, employant une quinzaine de personnes, elle est placée sous la direction de François Chambon.

Lors de la cérémonie de la remise des prix, le secrétaire d'Etat à l'Intérieur Laurent Nunes (ancien patron de la DGSI) a insisté sur le fait que « la communauté du renseignement ne devait pas se refermer sur elle-même » et qu'il existait « probablement des marges de progrès » pour le « dialogue » entre « les savoir-faire professionnels et le savoir académique ».

Pierre de Bousquet, coordinateur national du renseignement à l'Elysée, a rappelé que « l'intelligence du monde naît du croisement des savoirs », constatant qu'en France, « le renseignement à une image compliquée ».

En 2019, un comité d'histoire du renseignement devrait être mis sur pied, alors que La Villette prépare une grande exposition sur l'espionnage.

Les écouteurs sans fil d'Apple, nouveau gadget d'espionnage ?

https://www.ouest-france.fr/ L'édition du soir Polémique vendredi 11 janvier 2019



C'est une option conçue à l'origine pour aider les malentendants. Les utilisateurs d'AirPods, les écouteurs sans fil de la marque Apple, peuvent désormais écouter des conversations qui ont lieu à proximité de leur smartphone, même lorsqu'ils sont dans une autre pièce.

Faut-il s'inquiéter de cette nouvelle option ? Grâce à la dernière mise à jour d'Apple, les utilisateurs d'AirPods, les écouteurs sans fil de la marque à la pomme, peuvent désormais écouter derrière les portes.

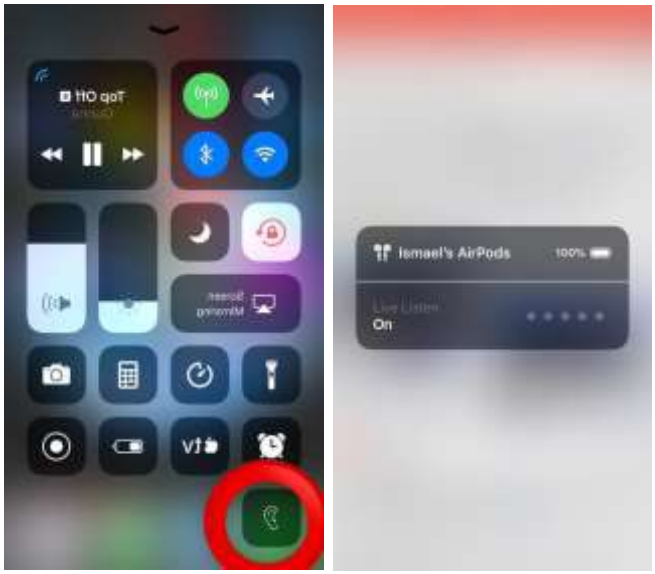
Une option pour les malentendants

En effet, les AirPods sont dotés de l'option « écoute en temps réel », conçus pour aider les malentendants. **« Avec l'écoute en temps réel, votre iPhone, iPad, ou iPod touch agit comme un microphone qui envoie le son vers vos AirPods. Ainsi, vous percevez plus nettement votre interlocuteur lors d'une conversation, même si celui-ci se trouve de l'autre côté de la pièce ou que l'environnement est bruyant »,** précise le géant américain sur son site.

Les AirPods font ici office d'appareil auditif. Mais pour les personnes sans problème d'audition, cette option peut être utilisée à d'autres fins.

Espionner des conversations

En effet, l'utilisateur d'AirPods peut laisser son smartphone dans une pièce, avec la fonction « écoute en temps réel » activée et ainsi entendre tout ce qu'il s'y passe, via ses AirPods, en étant dans une autre pièce. Un bon moyen de surveiller ses enfants ou d'espionner des conversations… Le seul indice de cette écoute sur le smartphone, c'est le logo discret d'une petite oreille, qui apparaît dans le menu « centre de contrôle ».





Isma ⚡@i_mar18

If you have AirPods, u can turn on " listen live" and leave ur phone in the room or anywhere with someone and u can actually hear what they saying, thank me later 🤫

46

09:02 - 10 janv. 2019

La manipulation, dévoilée par un internaute, jeudi, sur Twitter, a déjà fait le tour du web. Et les réactions des utilisateurs sont mitigées. Il y a ceux qui avouent qu'ils utiliseront cette fonction pour espionner, tandis que d'autres se scandalisent de nouvelle atteinte à la vie privée.

Contactée, la société Apple n'a pas donné suite à nos sollicitations.

g – Cybersécurité

h – Service du commissariat des armées

Plan famille

Mise à jour : 08/01/2019 – Auteur : sca – Direction : sca

Personnel militaire : votre famille peut désormais bénéficier des tarifs SNCF sans vous !

Cette mesure était attendue : désormais, le conjoint et les enfants de militaire peuvent voyager aux tarifs militaires SNCF sans sa présence.



PLAN FAMILLE Personnel militaire : votre famille peut désormais bénéficier des tarifs SNCF sans vous !

Depuis le 2 janvier 2019, la carte famille militaire permet donc de bénéficier de :

- 30% de réduction sur le tarif loisirs (Trains inter cités et TGV, hors OUIGO) ;
- 25 à 50% de réduction sur le tarif normal pour tous les autres trains.

A venir : des cartes individuelles

La carte famille militaire sera progressivement remplacée par des cartes individuelles : chaque membre de la famille disposera ainsi de sa propre carte lui permettant de voyager au tarif famille militaire*.

Ces nouvelles cartes seront distribuées dès avril 2019 dans les groupements de soutien, selon des modalités définies sous peu par la DC SCA.

Carte SNCF = carte conjoint

Les nouvelles carte individuelles feront aussi office de carte de conjoint : elle leur permettront l'accès aux enceintes militaires pour accomplir diverses formalités. La mise en œuvre de ces accès demeurera toutefois soumise à la diligence des autorités militaires locales.


PLAN FAMILLE

QUOI ? Description et exemples d'application

POUR QUI ?

QUAND ?

COMMENT ? Comment ça fonctionne

CONTACTS POC

Plan d'accompagnement des familles

Mesure 221 (format pdf, 142.73 KB).

*enfants fiscalement à charge jusqu'à leur majorité, ou jusqu'à la fin de leurs études (au plus tard jusqu'à la veille des 27 ans de l'étudiant)

Sources : SCA Droits : sca

i - Service des essences des armées

j - Forces Prépositionnées

Forces de Souveraineté

FORCES ARMÉES AUX ANTILLES (FAA)

FAA : Le Ventôse de retour en Martinique après deux mois au large de l'Afrique

Mise à jour : 09/01/2019

Partie de Fort-de-France, son port d'attache, le lundi 1er octobre, la frégate de surveillance *Ventôse* est rentrée en Martinique le 12 décembre, après plus de deux mois de mission au large de l'Afrique de l'Ouest.

Avant de rejoindre les côtes africaines, le *Ventôse* avait d'abord réalisé un entraînement avec les forces armées en Guyane (FAG), puis une escale à Belém pour renforcer la coopération maritime avec le Brésil.

Après douze jours de traversée transatlantique, le Ventôse a intégré la mission Corymbe, déploiement quasi-permanent d'unités navales françaises dans le golfe de Guinée. Corymbe participe à la protection des intérêts français et à la diminution de l'insécurité maritime, en aidant notamment au renforcement des capacités des marines riveraines dans le cadre du processus de Yaoundé.

Ainsi, au cours de sa mission, marquée par des escales au Cap-Vert, au Sénégal, en Côte d'Ivoire et en Gambie, le *Ventôse* a participé à l'exercice « Grand African NEMO 2018 » avec les marines de six pays africains : les quatre pays visités, auxquels s'ajoutent la Guinée Conakry et le Sierra Léone, impliquant des bâtiments en mer et leurs centres de commandement à terre. L'exercice couvrait les domaines de la lutte contre la pêche illégale, la lutte contre le narcotrafic, la lutte contre la pollution et l'assistance à un navire en détresse.

Fiers du travail accompli au large de l'Afrique, les marins du *Ventôse* sont prêts à reprendre leur place au sein du dispositif de lutte contre le trafic de drogue en mer des Caraïbes, aux côtés de leur sister-ship, le Germinal.

Les 1 000 militaires des FAA garantissent la protection du territoire national et animent la coopération régionale depuis les départements de la Martinique et de la Guadeloupe. Ils constituent un dispositif interarmées de premier plan sur le théâtre Caraïbe, en coordination avec les forces armées en Guyane. Aux Antilles, les forces armées assurent des missions de souveraineté et de coopération régionale, et conduisent trois missions spécifiques : l'action de l'Etat en mer, sous l'autorité du délégué du Gouvernement pour l'action de l'Etat en mer afin de combattre efficacement le narcotrafic en mer et de coordonner la mise en œuvre des plans d'urgence en mer ; le secours aux populations en cas de catastrophes naturelles ou de situations humanitaires graves dans la zone ; la participation à une opération militaire dans un environnement national ou multinational comme à une évacuation de ressortissants.




Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

FORCES ARMÉES DANS LA ZONE SUD DE L'OCÉAN INDIEN (FAZSOI)

FAZSOI : Coopération entre le Nivôse et les garde-côtes mauriciens

Mise à jour : 08/01/2019

Une composante de l'équipe de visite de la frégate de surveillance Nivôse a réalisé en novembre dernier un échange avec les marins du Barracuda, bateau des gardes côtes mauriciens.

L'exercice, conduit sous la forme de deux ateliers, a permis aux deux équipages d'approfondir leurs procédures de coopération. Le premier exercice consistait à travailler les techniques de palpation lors des fouilles corporelles et de sécurisation de zone lors d'une intervention sur un bâtiment. Le second visait à faire progresser une équipe dans un milieu confiné. Outre l'intérêt technique relatif aux différentes façons d'appréhender une visite d'un bâtiment inconnu, ces ateliers ont permis aux marins d'échanger sur les façons de travailler et de partager leurs expériences.

Les 1 700 militaires déployés aux FAZSOI garantissent la protection du territoire national et animent la coopération régionale depuis La Réunion et Mayotte. Les FAZSOI constituent le point d'appui principal du théâtre « océan Indien » pour lutter contre de nouvelles menaces comme la piraterie ou l'immigration illégale, assurer la surveillance des zones économiques exclusives (ZEE) associées à l'ensemble des îles de la zone de responsabilité et conserver une capacité régionale d'intervention rapide.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

Forces de Présence

ÉLÉMENTS FRANÇAIS AU GABON (EFG)

EFG : Formation nautique au profit du Bataillon amphibie des forces armées centrafricaines

Mise à jour : 09/01/2019

Du 2 au 14 décembre 2018, des instructeurs commandos du Centre d'Entrainement au Combat en forêt du Gabon (CEC FOGA) et un mécanicien du détachement de maintenance des matériels terrestres (DMMT) des éléments français au Gabon (EFG) ont dispensé une formation « nautique » au profit du Bataillon amphibie des forces armées centrafricaines (FACA). Cette

formation a été réalisée en partenariat avec la Direction de Coopération de Sécurité et de Défense en République de Centrafrique (RCA).

Dix pilotes et dix mécaniciens, issus des 330 nouvelles recrues du Bataillon amphibie (BATAMPH) des FACA, ont été sélectionnés pour suivre cette formation spécialisée, en complément de la réception de nouveaux matériels (zodiacs, matériels de navigation) cédés par la France au BATAMPH lors de la visite de la ministre des Armées à Bangui début décembre 2018.

Sur les rives de l'Oubangui, frontière naturelle entre la République centrafricaine et la République démocratique du Congo, les stagiaires ont pu apprendre les notions de base théoriques de la navigation et les techniques d'entretien des engins amphibies. Une phase pratique a permis l'application de ces notions par les stagiaires. La formation s'est achevée par une remise d'attestation de fin de stage qui a permis de qualifier 20 stagiaires du bataillon amphibie des FACA.

En 2018, 74 soldats du bataillon amphibie, et au total 780 soldats des FACA, ont pu bénéficier des savoir-faire tactiques et techniques des militaires français des EFG. Ces actions de coopération se poursuivront en 2019 par des formations opérationnelles et techniques.

Pôle opérationnel de coopération, les EFG complètent la formation des militaires des pays partenaires de la communauté économique des États d'Afrique centrale (CEEAC) durant leur mise en condition avant engagement dans des opérations intérieures ou extérieures. Près de 8 400 stagiaires sont répartis chaque année au sein de plus de 200 stages hautement spécialisés. Les EFG sont également un point d'appui opérationnel et logistique (Base de Soutien Interarmées de Théâtre – BSIAT) en Afrique centrale pour la conduite éventuelle d'une opération par l'armée française ou pour le transit des forces.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

ÉLÉMENTS FRANÇAIS AU SÉNÉGAL (EFS)

EFS : L'équipe transit en action

Mise à jour : 08/01/2019

L'équipe du transit du Service soutien commun (SSC) des éléments français au Sénégal a participé à une opération logistique de grande ampleur en vue de décharger du fret arrivé par voie maritime à Dakar Terminal, puis de l'acheminer sur la future escale aérienne de l'aéroport de la capitale sénégalaise.

Pour l'occasion, le transit a pu compter sur le renfort d'une partie des unités des EFS lui permettant d'effectuer, dans des conditions optimales, les opérations de déchargement et de chargement du matériel affrété.

A son bord, pas moins de 91 containers, 7 véhicules, 1 remorque et 11 vracs ont été minutieusement manutentionnés à un rythme de 10 containers par heure.

A la sortie du navire, 25 camions plateaux réquisitionnés par le transit et acheminés sur les sites de Geille, Senghor et Maréchal ont recueilli le transit. Au total, 1 364 tonnes de matériel ont été débarquées et 66 tonnes embarquées.

La quasi-totalité du matériel déchargé a ensuite été acheminée par une douzaine de camions à proximité de l'aéroport international de Dakar Blaise-Diagne (AIBD) afin de poursuivre les travaux

de construction de la future escale aérienne. Cette deuxième phase a duré deux semaines durant lesquelles la disponibilité et la réactivité du bureau transit et des équipes sur le terrain ont une nouvelle fois été démontrées.

Arrivés sur la zone de chantier après plus de 2h30 de route et 62 km parcourus, les camions ont été délestés de leur fret : deux grues Lieber ont déchargé des containers de 20 pieds contenant les futurs caniveaux et grillages de la future escale.

Le déchargement terminé, les camions ont entamé leur long voyage retour sur Dakar afin d'être à nouveau chargés pour les voyages du lendemain.

Cette opération logistique s'impose comme une belle expérience acquise avant les nouvelles livraisons programmées en février 2019, prévues d'être plus imposantes.

Créés le 1er août 2011, par le traité signé entre la France et le Sénégal, les 350 éléments français au Sénégal (EFS) constituent, à Dakar, un « pôle opérationnel de coopération » (POC) à vocation régionale, dont les principales missions consistent à assurer la défense et la sécurité des intérêts et des ressortissants français, appuyer nos déploiements opérationnels dans la région et contribuer à la coopération opérationnelle régionale. Les EFS disposent par ailleurs de la capacité d'accueillir, de soutenir voire de commander une force interarmées projetée.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

EFS : Audit d'un bataillon guinéen à Kidal

Mise à jour : 11/01/2019

Du 17 au 22 novembre 2018, un détachement de l'unité de coopération régionale des éléments français au Sénégal (EFS) s'est rendu au Mali afin d'auditer un bataillon guinéen déployé dans le cadre de la MINUSMA, la mission des Nations Unies pour la stabilisation au Mali, depuis le début du mois de septembre au SUPER CAMP de Kidal.

L'équipe, formée de 9 spécialistes, a pu observer pendant cinq jours, en conditions réelles, le fonctionnement du bataillon guinéen dans les domaines de la protection défense, du secourisme / sauvetage au combat, de la lutte contre les engins explosifs improvisés, de la maintenance. Cela a également été l'occasion d'apprécier le fonctionnement de son centre opération dans un contexte opérationnel.

Ce déplacement a par ailleurs permis de s'assurer de l'adéquation entre la formation dispensée, en juin dernier à Kindia et l'emploi réel du bataillon en opération lors des missions ordonnées par le SNHQ (sector north Head quarter).

Cette expérimentation, visant à mesurer l'efficacité des unités déployées, se renouvellera à 6 puis 9 mois de mandat afin de contrôler la mise en œuvre des recommandations faites lors de la séance de 3A (analyse après action) en fin de mission précédente. Cette mission a permis de tester le concept de mobile training team (MTT) envisagé par l'ONU afin de conseiller les bataillons de la MINUSMA.

Les EFS sont régulièrement impliqués dans la formation initiale de certains bataillons engagés au sein de la MINUSMA, mais participent également à des stages de « formation de formateurs » proposés par les Nations Unies, comme ce fut le cas en octobre dernier en Suède.

Créés le 1er août 2011, par le traité signé entre la France et le Sénégal, les 350 éléments français au Sénégal (EFS) constituent, à Dakar, un « pôle opérationnel de coopération » (POC) à vocation

régionale, dont les principales missions consistent à assurer la défense et la sécurité des intérêts et des ressortissants français, appuyer nos déploiements opérationnels dans la région et contribuer à la coopération opérationnelle régionale. Les EFS disposent par ailleurs de la capacité d'accueillir, de soutenir voire de commander une force interarmées projetée.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

EFS : Formation à la protection des emprises au profit des forces maliennes

Mise à jour : 11/01/2019

Du 19 novembre au 1er décembre 2018, le détachement d'appui opérationnel « Air » des éléments français au Sénégal (EFS) a conduit, sur la base aérienne de Bamako, une formation à la « protection défense des points sensibles air », au profit de l'armée de l'air des forces armées maliennes.

Les instructeurs français ont dispensé aux 42 stagiaires un enseignement essentiellement pratique, incluant du tir de combat, des techniques d'auto défense et de la protection et défense des points sensibles.

Issus de la spécialité « fusilier commando » de l'armée de l'air malienne, les stagiaires se sont investis pour acquérir les connaissances nécessaires afin d'assurer efficacement la protection spécifique des emprises aéronautiques, comme les bases aériennes.

Cette formation a aussi permis d'identifier parmi les stagiaires, les militaires susceptibles, à terme, de devenir de futurs formateurs, dans le cadre de la prise d'autonomie croissante des forces du G5 Sahel.

Créés le 1er août 2011, par le traité signé entre la France et le Sénégal, les 350 éléments français au Sénégal (EFS) constituent, à Dakar, un « pôle opérationnel de coopération » (POC) à vocation régionale, dont les principales missions consistent à assurer la défense et la sécurité des intérêts et des ressortissants français, appuyer nos déploiements opérationnels dans la région et contribuer à la coopération opérationnelle régionale. Les EFS disposent par ailleurs de la capacité d'accueillir, de soutenir voire de commander une force interarmées projetée.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

k - Réserves

I - D.G.A.

Participer au Défi PRODEF – (systèmes de protection défense des bases aériennes)

Mise à jour : 09/01/2019 https://www.defense.gouv.fr/dga/



Vous êtes une start-up ou une PME/ETI européenne…

Vous êtes un industriel, un intégrateur ou un laboratoire de recherche européen…

Vous disposez de solutions technologiques dans les domaines de la surveillance par drone, des applications mobiles, de la biométrie, des systèmes de communication (phonie, transmission de données…), du traitement de l'image et de la vidéo, du Big Data, de l'intelligence artificielle, du design d'interfaces numériques centrées sur les usages, etc.

Vous disposez de compétences ou de briques technologiques innovantes dans les domaines de l'hypervision, de la fusion, du traitement, de l'analyse, d'aide à la prise de décision, de moyens de conduite d'opération de sécurisation, de la diffusion et du partage de données complexes structurées et non structurées (images, textes, données chiffrées, géolocalisées…)…

Venez participer au Défi PRODEF, coordonné par l'agence de l'innovation de défense et soutenu par la Direction générale de l'armement (DGA) et l'armée de l'Air

Venez découvrir les missions et les enjeux de protection défense d'une base aérienne

Démontrez en quoi votre solution permet d'améliorer l'efficacité et l'agilité du système de sécurisation d'une base aérienne, en utilisant des moyens mobiles déployables facilement

Proposez vos solutions innovantes pour les futurs développements des systèmes de défense des bases aériennes

Calendrier du défi

1. Inscriptions jusqu'au **3 février 2019** à l'adresse suivante : https://defenselab.typeform.com/to/u9kRlz

1. Le **8 février 2019, de 9h à 18h** en région parisienne (adresse communiquée ultérieurement) : journée de présentation du défi, de découverte des cas d'usage liés à la protection défense des bases aériennes (contraintes, environnement et géographie...) et de rencontre avec les acteurs du ministère des armées.
2. Du **8 février 2019 au 11 mars 2019**, élaboration d'une proposition par les candidats, en équipes ou seuls. Le protocole de sélection sera explicité le 8 février.
3. Le **11 mars 2019**, soumission des dossiers relatifs aux projets proposés par les candidats.
4. Le **25 mars 2019**, tenu du jury de sélection des meilleurs projets.

Critères de participation :

Technologie : Compétences / Briques technologiques innovantes

Maturité : Fiabilité de la solution et références

Sécurité : Références de sécurisation de la solution

Charte de participation au Défi PRODEF (systèmes de protection défense des bases aériennes) (format pdf, 628.75 KB). https://www.defense.gouv.fr/dga/actualite/participer-au-defi-prodef-systemes-de-protection-defense-des-bases-aeriennes

Florence Parly annonce des investissements pour l'avenir de l'ONERA

Mise à jour : 11/01/2019 https://www.defense.gouv.fr/dga/

Florence Parly, ministre des armées, s'est rendue sur le site de l'ONERA à Palaiseau le 10 janvier 2019. Elle était accompagnée pour l'occasion par Joël Barre, délégué général pour l'armement. Lors de cette visite, la ministre des armées a annoncé plusieurs mesures favorables pour l'avenir de l'ONERA.



Florence Parly, ministre des armées, le 10 janvier à l'ONERA avec de Joël Barre, Délégué général pour l'armement

Florence Parly, ministre des armées, s'est rendue jeudi 10 janvier à l'ONERA, établissement public de recherche sous tutelle du ministère des armées. Elle y a rencontré Bruno Sainjon et son équipe de direction, les chefs de département scientifiques de l'établissement qui lui ont exposé leurs travaux et apports pour les armées. La visite a eu lieu en présence de Joël Barre, délégué général pour l'armement, de Caroline Laurent, directrice de la stratégie de la DGA, et d'Emmanuel Chiva, directeur de l'agence de l'innovation de défense.

La ministre a ensuite prononcé un discours devant l'ensemble du personnel du site. Elle a notamment annoncé qu'un montant exceptionnel de 160 millions d'euros est accordé par l'Etat à l'ONERA afin de financer le regroupement sur le plateau de Saclay à Palaiseau (Essonne) de ses trois implantations en Ile-de-France (Meudon, Châtillon, Palaiseau). Cette opération immobilière de grande ampleur sera pour partie financée grâce à la cession des terrains ainsi libérés. Ce projet, souhaité depuis de nombreuses années, permettra de renforcer les synergies internes à l'ONERA, tout comme avec les autres acteurs du plateau de Saclay.

La ministre a également annoncé la signature d'un prêt exceptionnel de 47 millions d'euros accordé par la banque européenne d'investissement (BEI) pour moderniser le parc de souffleries de l'ONERA, le plus important en Europe. Ce prêt, le premier que la BEI accorde en Europe à un organisme de défense, permettra de consolider les infrastructures et de moderniser les instruments de métrologie de l'ONERA afin de lui permettre de rester au meilleur niveau mondial, alors que la concurrence internationale s'intensifie.

Compte tenu de la priorité accordée par le Président de la République et la ministre des armées à la mise en place d'une stratégie spatiale de défense, la France doit se mettre en ordre de marche et innover. La ministre a ainsi exprimé de fortes attentes vis-à-vis de l'ONERA, qui remporte depuis plusieurs années de très nombreux succès dans le domaine spatial – appels à projets de recherche de la Commission européenne (H2020) et de l'agence spatiale européenne (ESA).

Enfin, il est à noter que la ministre a remis la médaille de l'aéronautique à l'ONERA en reconnaissance de la contribution de ses personnels à la recherche et l'innovation en matière de défense, d'aéronautique et d'espace.

> Lire le discours de la ministre des armées

Madame Florence Parly, ministre des Armées ONERA Palaiseau, le 10 janvier 2019

Mise à jour : 10/01/2019 https://www.defense.gouv.fr/dga/

MINISTÈRE DES ARMÉES
Madame Florence Parly,
ministre des Armées
ONERA
Palaiseau, le 10 janvier 2019

– seul le prononcé fait foi –
Monsieur le Préfet,
Mesdames et messieurs les élus,
Monsieur le Délégué Général,
Monsieur le président directeur général,
Madame la directrice,
Mesdames et messieurs les officiers généraux,
Mesdames et messieurs, chers personnels du centre de Palaiseau,

Chacun comprendra qu'avant de célébrer l'ONERA, je partage avec vous la préoccupation qui est la nôtre concernant la perte de contact avec un Mirage 2000 qui a décollé hier matin de Nancy et avait à son bord deux aviateurs, dans le cadre d'un vol d'entraînement.

Les recherches se poursuivent à l'heure actuelle et je sais que la mobilisation pour retrouver l'avion et ses occupants est totale. Gendarmerie, sécurité civile, les pompiers et bien entendu les armées sont à pied d'œuvre et je salue leur engagement.

Beaucoup d'incertitudes demeurent, beaucoup d'interrogations subsistent au moment où je m'exprime, c'est pourquoi la priorité est aux recherches. La priorité est de savoir ce qu'est devenu l'équipage.

En ce moment difficile, ayons, ensemble, une pensée pour eux, pour leurs familles, pour leurs frères d'armes, pour l'Armée de l'Air.

L'ONERA fait partie intégrante de cette grande communauté de l'aéronautique.

Vos travaux et vos innovations servent des femmes et des hommes, qui prendront les airs et défendront la France. Votre travail, c'est pour eux, pour tous les pilotes qui, demain, en opération comme à l'entrainement s'empareront du ciel.

Mesdames et messieurs,

Voilà 20 ans qu'un ministre de la défense ne s'était pas rendu à l'ONERA.

20 ans, c'est une trop longue absence. Une trop longue absence pour cet office qui a tant fait pour notre recherche, tant oeuvré pour notre innovation et s'est tant passionné pour notre aéronautique.

Je veux être la ministre de l'innovation, de l'audace, de l'excellence, je me devais donc de me rendre à l'ONERA.

Ici, à Palaiseau, l'innovation prend son sens et se donne un visage : celui de vos laboratoires, celui de vos blouses de vos expériences. Le visage d'une recherche ingénieuse et déterminante pour l'optique ou les radars.

Le visage d'une innovation au service de nos Armées. Ici, partout, on connaît la nécessité de repousser les frontières de la technique, d'envisager les cas impossibles et de nous parer à toutes les éventualités.

Car à l'heure où les conflits changent, où les stratégies du passé sont devenues caduques, où les nouvelles technologies structurent tous les champs de bataille, nous ne pouvons pas rester sans

rien faire. Prendre le tournant de l'innovation, c'est prendre l'ascendant sur notre ennemi et refuser de se faire dépasser par nos alliés.

L'innovation, c'est la garantie de notre souveraineté. C'est la garantie de notre autonomie stratégique.

Alors, j'ai décidé d'agir, nous avons décidé d'agir pour la recherche et l'innovation. 2018 a permis le vote d'une loi de programmation militaire avec des moyens en augmentation exceptionnelle. Une loi, surtout, qui place l'innovation en son coeur, qui lui accorde des moyens accrus. Une loi qui permet un renouvellement majeur de nos matériels, qui lance les programmes d'armement de notre futur.

Et ce futur, nous ne le bâtirons pas sans vous. L'ONERA a toute sa place pour ces armées modernes. Il en est un des fers de lance, un des pionniers.

Vous le montrez par votre travail, vos essais, vos recherches. Vous l'avez montré, encore, en novembre, par votre participation active au premier forum pour l'innovation de défense.

Ma présence ici, c'est donc aussi un hommage que je veux rendre à toutes celles et tous ceux qui font vivre l'ONERA. Car ici à Palaiseau comme à Modane, Toulouse, Lille ou Salon, on ne vient pas travailler, on vient exercer une passion. On donne des ailes à la France, on lui permet de s'emparer des airs, de l'espace, de repousser les limites du possible.

L'aéronautique française sait ce qu'elle doit à l'ONERA. Avions de chasse, missiles, hélicoptères, drones, satellites, militaire ou civil, il n'est pas un projet que vous n'ayez accompagné, aidé, amélioré.

Alors, je vous parle de vous. Je vous parle de vos succès et de votre apport précieux. Ce sont des mots. Sympathiques, certes, mais des mots. J'aime bien les mots, mais je préfère l'action. Alors, à Palaiseau, je viens vous annoncer que le Ministère des Armées a décidé d'investir de manière exceptionnelle dans le futur de l'ONERA.

160 millions d'euros, voilà l'enveloppe majeure que nous vous accordons. 160 millions pour mener à bien vos projets, pour permettre à votre expertise de pleinement s'exprimer. 160 millions d'euros pour réussir le projet déterminant de regroupement de vos trois implantations d'Ile de France, ici à Palaiseau, sur le plateau de Saclay.

Ce regroupement, souhaité depuis de nombreuses années, ce sont des moyens mieux employés, de l'efficacité gagnée, des synergies créées. Ce projet, c'est l'ONERA parée pour relever les défis de demain.

Mais ce n'est pas tout. Je suis également très heureuse de vous annoncer que la Banque européenne va accorder un prêt exceptionnel de 47 millions d'euros pour moderniser le parc de souffleries de l'ONERA, le plus important en Europe.

Ce prêt, le premier que la BEI accorde en Europe à un organisme de défense, va permettre de consolider vos infrastructures et de moderniser vos instruments de métrologie.

Ce prêt, c'est un engagement ferme face à la concurrence internationale et une garantie : l'ONERA est à la pointe de la recherche aéronautique européenne et mondiale et elle le restera.

Car, oui, l'horizon de l'ONERA dépasse largement celui de la France. Vos clients sont partout dans le monde et la qualité de votre expertise est telle que la NASA fait de l'ONERA son premier partenaire en recherche aéronautique, que l'Europe lui confie nombre de ses études.

Cette qualité, nous vous la devons à tous. Ingénieurs, cadres ou techniciens, votre talent, votre ingéniosité, votre expertise sont nos atouts. Si la France est une des grandes patries de l'innovation, c'est un peu grâce à vous. Et chaque fois que la gomme d'un de nos aéronefs frôle le sol d'une piste, réussit une mission, porte les couleurs de notre pays, c'est un peu grâce à vous tous.

Je voulais également vous remercier personnellement, cher Bruno Sainjon, de votre travail à la tête de l'ONERA. Encadrer tant de talent, d'initiatives, d'idées, ce n'est pas une mince affaire et pourtant vous y parvenez avec la rigueur et la créativité qui font le succès des meilleurs dirigeants.

Il y a un peu plus de 70 ans, l'ONERA se créait. Il y a 70 ans, l'assemblée nationale constituante peinait à se mettre d'accord sur les arcanes de notre gouvernement. Les clivages partisans étaient exacerbés et la stabilité politique de la France mise à mal. Pourtant, un vote n'avait pas fait débat. A l'unanimité, l'assemblée constituante avait décidé de créer l'ONERA et d'en faire l'un des bras armés d'une France forte, libre, indépendante.

Depuis 70 ans, l'ONERA n'a pas déçu.

Les stato-réacteurs qui sont l'une des clés de voûte de notre dissuasion aéroportée ont vu le jour dans les ateliers de l'ONERA. En étudiant l'aérodynamique, la furtivité, les matériaux, la navigation inertielle et la pénétration des défenses adverses pour la composante aéroportée, l'ONERA se place parmi les acteurs indispensables de notre dissuasion et donc de notre souveraineté.

A l'heure où le Président de la République a réaffirmé son engagement pour le renouvellement des deux composantes de notre dissuasion, votre rôle, votre rôle à tous, est plus que jamais décisif.

Bien d'autres exemples me viennent en tête : l'aviation de combat ou votre contribution à l'aéronautique et à l'espace civil.

Et bien sûr au spatial militaire.

Je l'ai dit et réaffirmé plusieurs fois ces derniers mois : notre défense passe par l'espace. Chaque jour, nos quotidiens, nos renseignements et nos opérations s'appuient sur les satellites. Chaque jour, aussi, l'espace s'arme un peu plus et les actions hostiles s'y multiplient.

La France doit compter dans l'espace et, là encore, je compte sur vous.

Avec GRAVES, vous avez montré vos capacités pour surveiller l'espace. Vous vous êtes illustrés, aussi, pour aider les télécommunications optiques. Autant de succès et d'innovations qui me rassurent et me confortent : l'ONERA est prêt et sera bien là, aux côtés de la France, pour construire la défense de demain.

Et comme notre réussite est collective, l'ONERA ne restera pas en marge du renouveau de notre défense. C'est pourquoi j'ai demandé à la DGA de discuter avec votre président du rôle renforcé que pourra jouer l'ONERA dans la remontée en puissance de nos Armées.

L'ONERA, je l'ai dit et je le répète, a dessiné l'aéronautique d'aujourd'hui et conçoit celle de demain. C'est pourquoi nous serons attentifs à sa pérennité. Grâce à ses efforts de gestion, et au soutien du ministère des Armées, l'ONERA a retrouvé un équilibre financier. Et la dynamique est là : les prises de commande sont en nettes augmentation et les équipes de l'ONERA à Bruxelles enchainent les succès, 2018 l'a encore très fortement démontré.

Je suis venue ici, sur le plateau de Saclay, pour vous dire que je crois en vous.

Je crois en vous car vous avez compris les enjeux de notre défense.

Je crois en vous parce que je connais votre talent, votre enthousiasme, votre créativité.

Je crois en vous, enfin, parce que j'écoute ce que me disent ceux qui travaillent à vos côtés. Et chaque industriel est clair, l'ONERA est un acteur stratégique, de la plus grande qualité.

MBDA s'appuie sur votre expertise pour la composante nucléaire aéroportée, Dassault avance grâce à vos travaux menés sur le Rafale et le FCAS ; Airbus Helicopters vante la réduction de bruit de 50% des nouvelles pales imaginées et développées par l'ONERA pour le H160, le futur hélicoptère interarmées Légers de nos armées.

Auprès des forces, de notre industrie mais aussi de nos PME et du monde universitaire, l'ONERA est partout respecté, plébiscité, demandé. Aussi lorsque l'ONERA a été le premier établissement

public à proposer la mise en place de la prime de Noël dans la lignée des annonces du Président de la République le 10 décembre dernier. Je vous ai immédiatement encouragé, remercié.

Je repartirai de Palaiseau avec confiance. Confiance en l'ONERA, en sa capacité à innover, confiance en chacun de vous.

Et cette confiance, j'ai voulu la marquer. Jean Cocteau écrivait qu'il n'y avait pas d'amour, mais seulement des preuves d'amour. Aussi, je suis fière et heureuse de vous annoncer que je suis aussi venue ici pour décerner la médaille de l'aéronautique à l'ONERA pour l'ensemble de ses travaux.

Ce n'est certes pas la première récompense que reçoit l'ONERA, mais c'est une récompense à laquelle je tiens ; qui vient saluer plus de 70 ans d'expertise, d'audace et de succès pour l'aéronautique française grâce à l'ONERA et qui augure, je le sais, d'encore bien des années de succès.

Merci à tous pour votre engagement et votre talent.

Vive l'ONERA !

Vive la République ! Vive la France !

> Lire le communiqué de presse

Florence Parly annonce des investissements pour le futur de l'ONERA

Mise à jour : 10/01/2019 https://www.defense.gouv.fr/dga/

Paris, le jeudi 10 janvier 2019

Florence Parly annonce des investissements pour le futur de l'ONERA

Florence Parly, ministre des Armées, a annoncé sur le site de Palaiseau de l'ONERA, un financement exceptionnel de 160 millions d'euros afin de réaliser le regroupement des sites de l'ONERA d'Ile de France. Elle a également annoncé un prêt de 47 millions d'euros de la Banque Européenne d'Investissements pour permettre à l'ONERA de moderniser ses grandes souffleries. Elle a enfin remis à l'ONERA la médaille aéronautique pour récompenser sa contribution majeure à l'aérospatial française et européen.

Florence Parly, ministre des Armées, s'est rendue jeudi 10 janvier sur le site de l'ONERA de Palaiseau (Essonne) à la rencontre des personnels de l'ONERA, établissement public sous tutelle du Ministère des Armées.

La ministre a annoncé qu'un montant exceptionnel de 160 millions serait accordé par l'Etat à l'ONERA afin de regrouper ses trois sites d'Ile de France (Meudon, Châtillon, Palaiseau) sur celui de Palaiseau. Cette opération immobilière de grande ampleur sera pour partie financée grâce à la cession des terrains ainsi libérés.

Ce projet, souhaité depuis de nombreuses années, permettra de renforcer les synergies internes à l'ONERA, tout comme avec les autres acteurs situés sur le plateau de Saclay.

Florence Parly a également annoncé la signature d'un prêt exceptionnel de 47 millions d'euros accordé par la Banque Européenne d'Investissement (BEI) pour moderniser le parc de souffleries de l'ONERA, le plus important en Europe. Ce prêt, le premier que la BEI accorde en Europe à un organisme de défense, permettra de consolider les infrastructures et de moderniser les instruments de métrologie de l'ONERA afin de lui permettre de rester au meilleur niveau mondial, alors que la concurrence internationale s'intensifie.

Compte tenu de la priorité accordée par le Président de la République et la ministre des Armées à la mise en place d'une stratégie spatiale de défense ainsi que de l'émergence de nouvelles menaces, la France doit se mettre en ordre de marche et innover. La ministre a ainsi exprimé de fortes attentes vis-à-vis de l'ONERA, qui remporte depuis plusieurs années de très nombreux

succès dans le domaine spatial – appels à projets de recherche de la Commission Européenne (H2020) et de l'ESA.

Enfin, Florence Parly a remis la médaille de l'aéronautique à l'ONERA en reconnaissance de la contribution de ses personnels à la recherche et l'innovation en matière de défense, d'aéronautique et d'espace.

11 – France : Armements & Industries

Généralités

Les Gilets jaunes appellent à retirer l'argent des banques : est-ce dangereux ?

Economie et politique https://www.capital.fr/ Gregory RAYMOND Publié le 08/01/2019 à 16h35 Mis à jour le 09/01/2019 à 11h50



Les Gilets jaunes appellent à retirer l'argent des banques : est-ce dangereux ?

Maxime Nicolle, alias "Fly Rider" du mouvement des Gilets jaunes, incite à retirer l'épargne des banques pour faire plier le gouvernement. Ce phénomène économique bien connu s'appelle un "bank run" ou une "panique bancaire". Il est très dangereux mais reste improbable.

"On va retourner aux urnes mais en passant par le distributeur", annonce sur Facebook le 7 janvier Maxime Nicolle, alias "Fly Rider", l'une des figures les plus médiatiques des Gilets jaunes. Cet appel n'a rien d'anodin et commence à faire tache d'huile sur les réseaux sociaux. L'opération est intitulée le "référendum des percepteurs" et consiste à se rendre simultanément aux distributeurs de billets pour retirer le maximum selon son patrimoine. "Beaucoup de gens vont retirer leur argent des banques. Beaucoup, beaucoup, beaucoup", prévient-il. L'objectif est clair : déclencher une panique bancaire et contraindre le gouvernement à céder à leurs revendications.

L'initiative a en réalité été lancée la veille par un autre internaute se revendiquant des Gilets jaunes. Toujours sur Facebook, un certain Tahz San déclare : "Pour l'Acte 9, nous allons faire peur à cet État en toute légalité et sans la moindre violence. (...) Nous savons tous que les pouvoirs du pays ne sont pas entre les mains du gouvernement mais dans celles des banques. Si les banques faiblissent, l'État faiblit aussitôt. (...) Samedi nous allons tous voter en retirant notre argent pour lui imposer le RIC (Référendum d'initiative citoyenne) en urgence". L'opération est prévue samedi 12 janvier à 8 heures. Elle est amenée à être reproduite le mois suivant en cas d'échec.

Les conséquences sont potentiellement très importantes : aucun établissement ne détient les liquidités correspondant aux dépôts de ses clients. Une banque incapable de faire face aux demandes de retraits (qui augmenteraient à mesure que les distributeurs s'assèchent) s'expose à l'impossibilité de payer ses frais de fonctionnement. Le schéma est ensuite classique : si une banque s'écroule, c'est l'ensemble du secteur qui vacille.

Plusieurs références dans l'histoire économique

Ce phénomène de "bank run" s'est produit plusieurs fois dans l'histoire, mais jamais volontairement. Il est souvent la conséquence d'une peur irrationnelle d'épargnants se ruant au guichet pour récupérer leur argent par crainte que leur banque devienne insolvable. On se

souvient de septembre 2007, en pleine crise des subprimes, de la panique qui s'était emparée des clients de la banque britannique Northern Rock, après des rumeurs sur son manque de solvabilité.



Bloomberg

D'autres exemples jalonnent l'histoire jusqu'en 1797, lorsque les Anglais avaient tenté de retirer leurs économies après des rumeurs annonçant une invasion prochaine des troupes françaises.

Le caractère volontaire du projet des Gilets jaunes n'est pas sans rappeler l'appel porté le 7 décembre 2010 par l'ancien footballeur Éric Cantona. Au cours d'une interview à Presse Océan, publiée deux mois plus tôt, une partie de ses propos avait suscité une grande mobilisation anti-système : "La révolution, aujourd'hui, se fait dans les banques : tu vas à la banque de ton village et tu retires ton argent. Et s'il y avait 20 millions de gens qui retirent leur argent, le système s'écroule. Pas d'armes, pas de sang, rien du tout, à la Spaggiari (ndlr : connu comme l'auteur du casse de la Société générale en 1976)".

"L'appel du 7 décembre" n'a finalement pas eu l'effet escompté et aucune banque n'a tremblé ce jour-là. Néanmoins, aucun chiffre n'a été communiqué officiellement pour mesurer l'ampleur des retraits.

342 millions d'euros retirés chaque jour en France

"Déclencher un bank run nécessite d'énormes files d'attentes aux guichets, très honnêtement je pense que la force de frappe des Gilets jaunes est trop faible pour déstabiliser le secteur même à la marge", juge Christopher Dembik, responsable de la recherche macroéconomique chez Saxo Bank. Selon le Groupement d'intérêt économique des cartes bancaires, une organisation privée réunissant la plupart des établissements financiers français, le montant moyen retiré chaque jour en France est de 342 millions d'euros (chiffres 2017). Pour atteindre un tel montant, cela représente 3.420 euros à retirer pour 100.000 personnes, 1.710 euros pour 200.000 personnes, ou 684 euros pour 500.000 personnes. Pour rappel, 126.000 personnes ont défilé en France en soutien aux Gilets jaunes le 8 décembre, record de la mobilisation pour le ministère de l'Intérieur.

Il faut souligner que la perspective de retirer des grosses sommes est également conditionnée au type de carte bancaire. Les plafonds dépendent des banques, mais ils tournent la plupart du temps entre 300 et 500 euros par jour. Les titulaires de carte premium peuvent espérer retirer autour de 1.500 euros. Ces contraintes limitent les risques, néanmoins les participants au mouvement peuvent augmenter les tensions plus facilement s'ils s'en prennent aux agences du même réseau bancaire.

Il est donc très improbable que l'appel des Gilets jaunes entraîne suffisamment de retraits. Toutefois, il ne faut pas sous-estimer la peur engendrée chez les épargnants exposés à la rumeur. On constate ce type de comportement chez certains automobilistes lorsqu'ils anticipent une pénurie de carburant avant que celle-ci aie lieu. Ils sont alors nombreux à se ruer dans les stations-service et génèrent eux-mêmes la pénurie tant redoutée.

En dernier recours, les autorités financières disposent d'une panoplie d'outils afin d'éviter la panique totale. "Le plus simple est de limiter le montant de retrait par jour et par compte, comme cela a déjà été fait en Grèce par exemple. Éventuellement cela peut s'accompagner d'un contrôle des capitaux. C'est très efficace pour éviter que les banques ne fassent faillite", souligne Christopher Dembik de Saxo Bank. En cas de faillite avérée, rappelons que les dépôts sont couverts en cas de défaillance d'une banque de l'Union européenne, à hauteur de 100.000 euros maximum par déposant et par établissement.

Contactées par Capital, la Banque de France et la Fédération bancaire française (FBF) n'ont pas souhaité faire de commentaire.

Finances

Réformes : "Les "Gilets jaunes" ont écorné la confiance des investisseurs étrangers"

Économie France https://www.latribune.fr/ Par Grégoire Normand | 07/01/2019, 16:25



(Crédits : GONZALO FUENTES)

[Interview] Un climat des affaires au ralenti, une stagnation du chômage, des pertes économiques dans le commerce. Dans sa dernière note de conjoncture, l'Insee a révisé à la baisse ses prévisions de croissance pour 2018 à 1,5%. Même s'il est encore difficile à mesurer, le mouvement des "gilets jaunes" a eu un impact sur l'économie française. Pour 2019, l'acquis de croissance serait de 1% au bout de six mois. La baisse de l'inflation et les mesures d'Emmanuel Macron pourraient néanmoins relancer le pouvoir d'achat des Français rappelle l'économiste de Natixis Veronique Janod. Mais l'environnement économique international reste très défavorable.

LA TRIBUNE - Quelles sont vos prévisions de croissance pour 2018 ?

VÉRONIQUE JANOD - Pour 2018, nos prévisions de croissance sont à 1,5%. Elles ont été révisées mi-décembre à la baisse en raison du mouvement des "Gilets jaunes", qui a pesé progressivement sur l'activité à partir de mi-novembre ramenant nos prévisions à leur niveau antérieur. Pendant longtemps, notre prévision de croissance pour 2018 était à 1,5%.

Mais quand l'activité économique s'est révélée légèrement plus forte qu'attendu au troisième trimestre, notamment grâce aux promotions automobiles qui ont boosté la consommation cet été, nos prévisions avaient été relevées à 1,6%. Car, même en intégrant un contrecoup de la consommation au dernier trimestre, il semblait difficile de ne pas atteindre 0,3% de croissance de la consommation privée compte tenu du ralentissement attendu de l'inflation, du "Black Friday" et des fêtes de fin d'année. C'était sans compter le mouvement des "Gilets jaunes" qui a mis un terme à ces révisions.

Quel peut être l'impact du mouvement des "Gilets jaunes" sur la consommation ?

Désormais, le mouvement a duré assez de temps pour avoir un impact négatif perceptible au niveau macroéconomique sur la consommation privée. Elle devrait croître d'à peine 0,1% au dernier trimestre. Nous n'attendons toutefois pas de recul de la consommation, car les fêtes de Noël sont propices à la consommation et les blocages n'ont débuté que mi-novembre, n'affectant pas la première moitié du trimestre.

Depuis les annonces du président de la République le 10 décembre dernier, le mouvement des "Gilets jaunes" s'affaiblit. Les deux derniers samedis du mois de décembre semblent avoir été plus favorables à la consommation. On pourrait donc enregistrer un certain rattrapage sur ces week-ends. In fine sur l'ensemble de l'année, la consommation privée sera en deçà de ce que l'on prévoyait avant le mouvement et devrait être proche de 0,9%.

Quelles sont vos perspectives pour cette nouvelle année ?

Pour 2019, nos prévisions de croissance ont été relevées de 1,4% à 1,8% suite aux annonces de décembre du gouvernement et du président. Si l'impact économique des "Gilets jaunes" est clairement négatif au dernier trimestre 2018, il devrait être positif en 2019. Le ralentissement, tout

au long de l'année 2018, résultait en partie de l'affaiblissement du pouvoir d'achat des ménages induit par une forte remontée de l'inflation.

Or les concessions accordées par le gouvernement vont contribuer à réduire l'inflation, qui en parallèle profite déjà de la baisse du prix du pétrole au niveau mondial. La suspension durant toute l'année 2019 des hausses de taxes sur les carburants liées à la composante carbone et à la convergence diesel/essence et la stabilité des tarifs de l'électricité et du gaz jusqu'en juin vont contribuer à faire baisser l'inflation pour l'ensemble des acteurs économiques. Les prix du pétrole ont été très volatils l'année dernière avec une très forte augmentation jusqu'à début octobre suivie d'un effondrement. La stabilisation des prix du pétrole autour de 60 euros le baril contribuera également à faire diminuer l'inflation l'année prochaine. D'après nos prévisions, l'inflation (IPC) diminuera de 2,1% à 1,2% en moyenne en 2019, revenant à son niveau de 2017. Cet affaiblissement de l'inflation devrait jouer en faveur de la consommation.

Car au-delà de la baisse de l'inflation qui profite à tous, un certain nombre des mesures annoncées le 10 décembre (augmentation de la prime d'activité, défiscalisation de la prime exceptionnelle réservée aux salariés rémunérés en deçà de 3 SMIC, défiscalisation des heures supplémentaires, annulation de la hausse de 1,7 point de CSG pour les retraités percevant moins de 2.000 euros) vise spécifiquement à redonner du pouvoir d'achat aux ménages ayant les plus faibles revenus. *In fine*, plus de 11 milliards devraient être réalloués aux ménages, avec une volonté marquée du gouvernement de soutenir plus particulièrement les ménages disposant des revenus les plus faibles. Le montant total des mesures est non négligeable et devrait redonner du pouvoir d'achat aux ménages qui ont la plus forte propension à consommer. Conjugué à la baisse de l'inflation, on devrait avoir une importante hausse de la consommation en 2019, qui passerait selon nos prévisions de 0,9% à 2,1% sous réserve que les prix du pétrole restent en deçà de 65 euros le baril en fin d'année.

Au niveau de l'investissement, quelles sont vos prévisions ?

Concernant l'investissement, certaines sociétés ont été affectées par les blocages et les violences. Nous nous attendons donc à un ralentissement un peu plus marqué qu'initialement pressenti de l'investissement des entreprises au T4. L'investissement résidentiel était lui déjà en recul au T3 en rythme trimestriel. Il devrait néanmoins croître autour de 1,6% en moyenne annuelle. L'investissement des administrations publiques devrait également ralentir à 1% en 2018 contre de 1,4% en 2017. La contribution du commerce extérieur à la croissance devrait, quant à elle, être positive, proche de 0,6 point de pourcentage du PIB, les importations ayant nettement plus ralenti que les exportations.

Quels pourraient être les facteurs d'inquiétude qui pourraient peser sur la croissance ?

En 2018, les entreprises ont joué un rôle moteur pour la croissance. Avec la montée en puissance du CICE, des taux de financement relativement bas, les conditions sont restées relativement bonnes en 2018. Si la baisse de l'impôt sur les sociétés prévue en 2019 est en grande partie reportée, les entreprises étant appelées à contribuer à l'effort national pour redonner du pouvoir d'achat aux ménages, la transformation du CICE en baisse pérenne des cotisations sur les bas salaires a été maintenue. Cette mesure est un geste fort en faveur de l'activité des entreprises qui devrait permettre d'améliorer davantage leurs marges.

Par ailleurs les entreprises devraient continuer de profiter de la faiblesse des taux d'intérêt, le relèvement des taux directeurs par la BCE n'étant pas attendu avant décembre 2019. Sous réserve que la trêve de la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine tienne, le cumul exceptionnel de la perception en 2019 du CICE sur l'activité de 2018 et de la baisse pérenne des charges devrait permettre de maintenir la dynamique de l'investissement des entreprises à un niveau proche de celui de 2017.

Si l'environnement financier devait demeurer porteur pour les entreprises, les inquiétudes concernant le marché du travail demeurent, en raison des difficultés persistantes d'adéquation entre les compétences recherchées par les entreprises et celles offertes par les demandeurs d'emploi, le chômage étant désormais proche de son niveau structurel. Le ralentissement de

l'emploi n'a pas été initié par le mouvement des "Gilets jaunes". Il a débuté dès le second trimestre 2018 et s'est accentué depuis.

Comme attendu les effets de la réforme du Code du travail mettent du temps à apparaître et ne sont perceptibles qu'à moyen long terme. Cela provient en partie du fait que les acteurs doivent se l'approprier, mais également du fait que les jugements prud'homaux révèlent les limites du nouveau Code du travail au regard du droit international (convention 158 de l'OIT et charte sociale européenne) remettant en cause l'idée d'un plafond légal du barème des dommages et intérêts dans le cas de licenciement abusif. En théorie, si la croissance en 2019 accélère comme nous l'attendons depuis l'annonce des mesures de décembre, les créations d'emplois devraient se poursuivre et légèrement accélérer.

Mais les problèmes d'appariement entre les qualifications offertes et demandes laissent craindre une dynamique moins favorable. Or les réformes récemment votées en matière de formation professionnelle et d'apprentissage, si elles vont dans le bon sens, ne vont pas apporter de réponses à court terme. La réduction du chômage demeure un véritable défi en France où il demeure bien supérieur au niveau européen. Face à l'impatience croissante en matière d'amélioration du marché du travail, le gouvernement se trouve dans une situation de plus en plus délicate à mesure que le temps passe pour poursuivre des réformes structurelles dans un environnement international qui devrait se dégrader en 2019.

La prolongation du mouvement des "Gilets jaunes" pourrait-elle avoir des répercussions sur le calendrier des réformes ?

Une autre source d'inquiétude est que le mouvement des "Gilets jaunes" a écorné la confiance des investisseurs étrangers en la capacité du gouvernement à réformer et à réduire les déficits et la dette qui va désormais continuer à augmenter ces prochaines années. À l'heure actuelle, avec le grand débat qui doit être lancé et durer jusqu'en mars, certaines réformes vont être reportées à l'instar de la réforme des institutions. La réforme des retraites a été décalée et celle portant sur l'assurance-chômage a été reportée de fin 2018 à début 2019. La vraie question est donc celle des marges de manœuvre du gouvernement pour continuer à réformer.

Au niveau international, Macron était perçu comme un chef d'état capable de réformer sans engendrer de grand mouvement de contestation. Avec les "Gilets jaunes", le pays a connu l'inverse. Une mobilisation relativement modérée, les manifestants n'ayant jamais atteint plus de 300.000 personnes dans toute la France selon le ministère de l'Intérieur, est parvenue à obtenir d'importantes concessions en termes financiers de la part du gouvernement en raison du fort soutien que ce mouvement a su obtenir de l'opinion publique.

Au niveau international, quels sont les principaux facteurs d'inquiétude ?

Contrairement à début 2018, le facteur d'inquiétude principal concerne l'environnement économique international. À l'instar de ses voisins, la France devrait connaître un environnement international nettement moins porteur. Au niveau du commerce extérieur, les sources d'inquiétudes s'accumulent progressivement. Le ralentissement économique en Chine contribue à rendre l'environnement international moins porteur, affectant naturellement la demande adressée à la France. Compte tenu du développement croissant de la Chine, les politiques économiques visant à relancer l'économie chinoise devraient être plus délicates à mener que par le passé, l'environnement international pourrait de ce fait demeurer plus durablement moins porteur.

En parallèle, les tensions commerciales demeurent au niveau international en raison de la guerre commerciale sino-américaine. Pour l'instant le commerce international profite de la trêve démarrée début décembre pour 90 jours mais les incertitudes persistent, le président américain est déjà revenu sur certaines décisions par le passé. En Europe, le Brexit rajoute des incertitudes. Le Royaume-Uni reste un partenaire d'échanges important pour la zone euro et plus particulièrement pour la France. Au-delà, le ralentissement des principaux partenaires commerciaux de la France, notamment l'Allemagne et l'Italie, devrait avoir des répercussions sur l'économie française.

Les Fintech françaises ont récolté 365 millions d'euros en 2018, un nouveau record

Entreprises & Finance Banques / Finance https://www.latribune.fr/ Par Juliette Raynal | 09/01/2019, 8:00



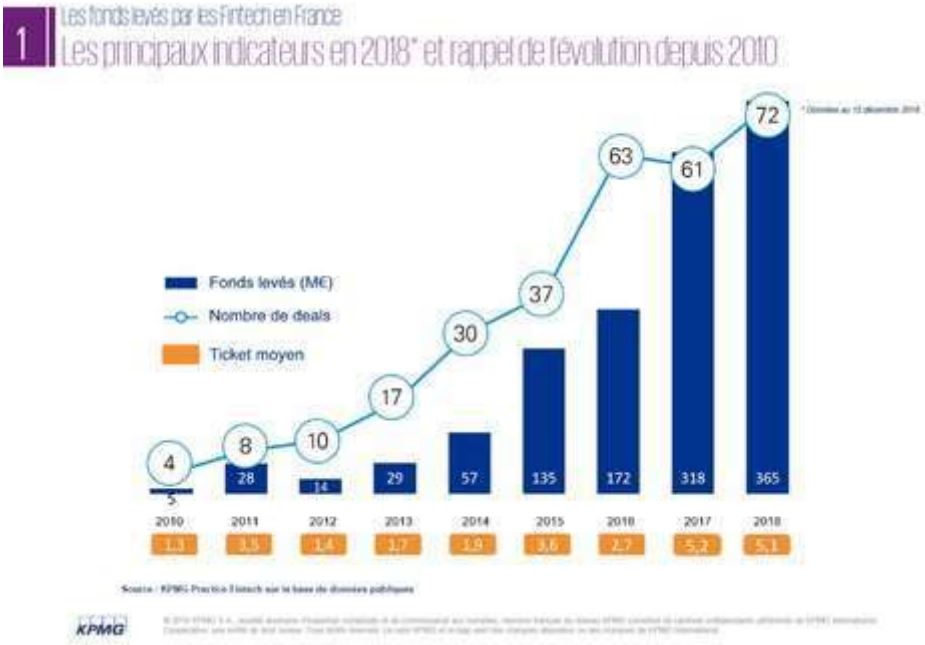
Ledger est la fintech française qui a réalisé le plus important tour de table en 2018. La start-up spécialisée dans la sécurisation des cryptomonnaies a levé 61 millions d'euros en janvier dernier. (Crédits : Ledger)

Les startups tricolores mêlant finance et innovation n'ont jamais autant attiré les investisseurs qu'en 2018. Si le montant moyen des tours de table reste modeste par rapport aux montants observés ailleurs en Europe, quelques champions français parviennent à décrocher des financements importants leur permettant de devenir des « scale-up ». Les petits investissements dans des projets plus jeunes, eux, se multiplient.

Record battu pour les startups françaises de l'univers de la finance. Selon le décompte publié fin décembre par KPMG dans son rapport intitulé Pulse of Fintech France, les Fintech tricolores ont levé un total de 365 millions d'euros au cours de l'année 2018 à travers 72 opérations. Soit une augmentation d'environ 15% par rapport à 2017, où elles avaient levé 318 millions d'euros via 61 tours de table. A titre de comparaison, le montant des fonds levés par les Fintech dans l'Hexagone s'élevait à 135 millions d'euros en 2015, 29 millions en 2013 et quelque 5 millions en 2010.

« L'attrait des investisseurs pour ce secteur se confirme ainsi très nettement, dans un contexte international également très porteur », note le rapport.

Les chiffres mondiaux portant sur la totalité de l'année 2018 ne sont pas encore disponibles, mais KPMG recensait déjà 58 milliards de dollars levés au cours du premier semestre 2018 alors que 31 milliards de dollars avaient été levés sur l'ensemble de l'année 2017.



Encore trop peu de champions tricolores

Si la Fintech française compte de plus en plus de levées de fonds, le ticket moyen par opération tend en revanche à stagner, voire diminuer. Le montant moyen d'argent frais levé par les startups françaises du secteur s'élève ainsi à 5,1 millions d'euros en 2018, contre 5,2 millions d'euros en 2017.

Cette moyenne cache des disparités puisque quatre Fintech françaises sont parvenues à lever plus de 20 millions d'euros au cours des douze derniers mois. C'est le cas de Ledger, spécialiste de la sécurisation des comptes de crypto-monnaies, qui a bouclé un tour de table de 61 millions d'euros. Viennent ensuite October, ex-Lendix, (32 millions d'euros), l'assurtech Alan (23 millions d'euros) et la néobanque dédiée aux entreprises Qonto (20 millions d'euros).

« Nous avons désormais des champions français qui se financent sans grande difficulté et qui atteignent la taille critique. Ils sont visibles et se développent tous à l'international », se réjouit Alain Clot, président de l'association France Fintech.

Par exemple, October opère, en Espagne, en Italie, aux Pays-Bas et bientôt en Allemagne.

Remarquées en France, ces opérations restent toutefois modestes en comparaison de certaines Fintech européennes. KPMG rappelle ainsi que la néobanque britannique Revolut et l'allemande N26 ont respectivement levé 250 millions et 160 millions de dollars au cours de l'année écoulée - soit presque l'équivalent de la totalité des fonds levés par l'ensemble des Fintech tricolores cette année ! Une force de frappe avec laquelle il peut être difficile de rivaliser.

« *Des innovations plus fortes leur sont ainsi possibles, avec des modèles qui embarquent le crédit, l'épargne, la devise, la cryptomonnaie, et ce sur déjà plusieurs pays* », souligne le rapport.

Une précédente étude menée par le cabinet Exton Consulting confirme cette particularité : le montant moyen des tours de table des Fintech françaises est dans l'ensemble deux fois inférieur à la moyenne européenne (tirée vers le haut par le Royaume-Uni) et 3,5 fois inférieur à la moyenne observée aux Etats-Unis. De quoi expliquer l'absence de *« licorne »* (entreprise en hypercroissance non cotée en Bourse et valorisée plus d'un milliard de dollars) française, alors que l'univers de la Fintech en recense une trentaine dans le monde, dont 4 en Europe, selon CB Insights.

« Ce trou dans la raquette n'est pas inhérent à la Fintech française mais à l'écosystème tech français en général où le capital-risque s'est structuré plus récemment », commente Mikaël Ptachek, responsable de la practice Fintech chez KPMG. *« Cela montre aussi qu'il y a des investissements importants dans des projets plus jeunes et c'est très sain pour les années à venir »*, ajoute-t-il.

Selon lui, la multiplication des investissements dans des startups en phase d'amorçage serait la conséquence du rachat de cinq Fintech en 2017 pour environ 500 millions d'euros : Compte-Nickel absorbé par BNP Paribas, Dalenys par Natixis, KissKissBankBank par La Banque Postale, Credit.fr par Tikehau Capital et Pumpkin par Arkéa. Ces opérations ont permis aux actionnaires d'effectuer des sorties et donc de réinvestir de l'argent dans des nouveaux projets moins matures.

La Fintech française connaît une deuxième vague

KPMG observe par ailleurs un attrait des investisseurs pour de nouvelles thématiques. Les secteurs de la Blockchain, de l'Assurtech et de la Regtech recueillent ainsi respectivement 19%, 12% et 6% des investissements en 2018.

« En France, la Fintech s'est développée à ses débuts dans les métiers du paiement, du financement et des services bancaires 2.0. On assiste maintenant à une deuxième vague », analyse Mikaël Ptachek.

Une vingtaine de fonds d'investissement est déjà entrée au capital de startups françaises de la finance. BlackFin, Eurazeo, Idinvest, Partech ou encore Newfund figurent parmi les fonds les plus actifs dans le domaine. *« Pour eux, l'intérêt est clair : la banque et les services financiers sont en pleine transformation. Les acteurs innovants ont la possibilité de fournir de nouveaux services plus rapidement qu'un développement interne au sein d'un grand groupe où le chemin est plus long. Les investisseurs y voient donc un gisement important de création de valeur »,* décrypte le responsable de la practice Fintech chez KPMG.

En parallèle, les institutions financières, elles aussi, sont plus actives. *« Pour les banques et les assureurs, l'objectif est différent. Les participations minoritaires ou majoritaires dans les startups*

constituent un des outils d'innovation parmi plusieurs chemins dans leur route de transformation ». La tendance à la hausse se poursuivra-t-elle en 2019 ? Mikaël Ptachek reste prudent :

« Intrinsèquement, nous avons des bons fondamentaux avec une excellente formation d'ingénieurs et des banques françaises solides. En revanche, nous ne sommes pas à l'abri de turbulences sur les marchés financiers qui peuvent venir perturber la disponibilité des fonds pour les levées en général et dans la Fintech plus particulièrement ».

Alain Clot, lui, se montre confiant pour les mois à venir.

« L'écosystème de la Fintech française pourra s'appuyer sur plusieurs facteurs d'accélération : le développement des nouveaux modes de consommation, les Français se montrant particulièrement enclins à ces nouveaux produits, l'émergence de leaders français sur plusieurs segments du marché et enfin le Brexit », estime le président de France Fintech.

A plus long terme, il mise aussi sur l'excellence française : *« Les compétences françaises dans les sciences cognitives ou encore nos infrastructures performantes sont des atouts fondamentaux, très longs à construire »..*

Top 10 des levées de fonds des Fintech françaises en 2018

- **Ledger** (logiciel pour cryptomonnaies) : **61** millions d'euros en janvier
- **October** (ex-Lendix, crowdlending) : **32** millions d'euros en juin
- **Alan** (assurance santé digitalisée) : **23** millions d'euros en avril.
- **Qonto** (néobanque pour entreprises) : **20** millions d'euros en septembre.
- **IbanFirst** (agrégateur de services financiers pour les PME) : **15** millions d'euros en novembre.
- **Lydia** (application de paiement) : **13** millions d'euros en février.
- **Universign** (signature électronique) : **12** millions d'euros en octobre.
- **Lunchr** (tickets restaurants dématérialisés) : **11** millions d'euros en mai.
- **+Simple.fr** (assurance pour les professionnels) : **10** millions d'euros en janvier.

Ex aequo avec :

- **LaFinBox** (gestion de patrimoine) : **10** millions d'euros en avril.
- **CybelAngel** (cybersécurité) : **10** millions d'euros en octobre.
- **Lemonway** (plate-forme de paiement) : **10** millions d'euros en juillet.
- **SpendDesk** (gestion des frais en entreprise) : **8** millions d'euros en janvier.

Industries

La fusion Alstom Siemens serait "proche du déraillement"

Entreprises & Finance Industrie Par latribune.fr | 05/01/2019, 12:01



Le rapprochement de Siemens et d'Alstom, annoncé le 26 septembre 2017, vise à créer un champion franco-allemand du ferroviaire capable de rivaliser avec le groupe public chinois CRRC et le canadien Bombardier. (Crédits : STEPHANE MAHE)

La Commission européenne s'apprêterait à rejeter le projet de rapprochement entre les groupes français et allemand, jugeant insuffisants les remèdes proposés pour réduire l'impact sur la concurrence dans les trains à grande vitesse en Europe.

Le verdict de la Commission européenne sur le rapprochement entre Alstom et Siemens doit être rendu au plus tard le 18 février. Mais d'ores et déjà, « *l'affaire se présente mal* » selon des défenseurs du dossier cités par L'Est républicain et « *les signaux qui viennent en ce moment de Bruxelles ne sont pas bons* » selon une autre source au fait du dossier citée par Les Echos. Les

deux journaux concluent que la fusion serait « *proche du déraillement* » ou de « *la sortie de route* ».

La Direction générale à la concurrence serait prête à poser ce veto à ce rapprochement, annoncé le 26 septembre 2017, et qui vise à créer un champion franco-allemand du ferroviaire capable de rivaliser avec le groupe public chinois CRRC et le canadien Bombardier. Elle s'inquiète de l'impact sur le marché des trains à grande vitesse en Europe.

Le 12 décembre dernier, les deux groupes ont adressé à la Commission une liste de concessions, de « *remèdes* » aux nombreux « *griefs* » signifiés par la DG Concurrence, principalement des cessions dans les activités de signalisation et les produits de matériels roulants, représentant « *environ 4% du chiffre d'affaires de l'entité combinée.* »

« Il n'y a pas de certitude que leur contenu soit suffisant pour répondre aux préoccupations de la Commission » avaient alors précisé les deux groupes.

Inquiétudes à Londres, Bruxelles, Madrid et Amsterdam

Quelques jours plus tard, le 18 décembre, la commissaire à la Concurrence Margrethe Vestager avait à nouveau exprimé ses réserves et insisté sur l'importance d'obtenir les avis de toutes les parties intéressées, y compris les concurrents et les représentants syndicaux. En France, ces derniers sont contre le rapprochement qu'ils perçoivent comme une absorption et une filialisation d'Alstom par Siemens.

Dans une lettre ouverte rendue publique le 20 décembre, les autorités de la concurrence britanniques, conjointement avec celles des Pays-Bas, de Belgique et d'Espagne, avaient confié leurs inquiétudes, estimant que "*la perte globale de concurrence provoquée par la fusion serait très importante*".

"Il est clair que les remèdes proposés par les deux groupes sont loin d'être suffisants pour répondre à toutes les préoccupations", avaient-ils déclaré dans cette lettre.

Industrie. Rachat des chantiers navals de Saint-Nazaire : l’Europe va enquêter

Accueil Pays de la Loire Saint-Nazaire https://www.ouest-france.fr/ Thierry HAMEAU Modifié le 09/01/2019 à 09h08 Publié le 08/01/2019 à 16h56



Les Chantiers de l’Atlantique de Saint-Nazaire appartiennent pour l’instant à l’État français, majoritaire ; au constructeur public Naval group, aux salariés et à quelques entreprises locales | OUEST-FRANCE

La Commission européenne annonce, ce mardi 8 janvier, qu’elle ouvre une enquête sur le projet de rachat des Chantiers de l’Atlantique de Saint-Nazaire par l’Italien Fincantieri.

La Commission européenne a annoncé, mardi 8 janvier 2019, l’ouverture d’une enquête sur la totalité du projet de rachat des Chantiers de l’Atlantique, à Saint-Nazaire, par l’italien Fincantieri. Cette action est engagée **« en raison de ses craintes en matière de concurrence dans le secteur de la construction navale »**, rapporte l’Agence France presse.

Le rapprochement des deux leaders mondiaux de la construction de paquebots pourrait fragiliser le troisième, l’Allemand Meyer Werft.

Ce projet de fusion entre les deux géants n’atteint pas le seuil de chiffre d’affaires au-delà duquel il doit être notifié à l’exécutif européen mais la Commission a tout de même été saisie par la France, rejointe par l’Allemagne. Fincantieri va devoir lui soumettre son opération de rachat.

Nuire à la concurrence ?

« La Commission considère que l'opération pourrait nuire de manière significative à la concurrence en matière de construction navale, en particulier sur le marché mondial des bateaux de croisière », écrit la Commission européenne dans un communiqué.

L'ouverture de cette enquête est une nouvelle étape du long feuilleton de reprise du chantier naval de Saint-Nazaire. Après plusieurs rebondissements, la France et l'Italie avaient signé le 2 février 2018, un accord de rapprochement entre leurs deux champions : le chantier Fincantieri et les Chantiers de l'Atlantique de Saint-Nazaire.

Selon cet accord, l' État doit céder à terme 50 % de ses parts au groupe naval italien. Et même lui prêter 1 % pour le laisser prendre le contrôle effectif. Les actionnaires minoritaires étant le spécialiste français des bâtiments militaires Naval Group (12 %), les salariés des chantiers (2,4 %) et quelques entreprises locales (1,6 %).

À ce jour, la France dispose encore de 84 % des parts de son chantier après avoir racheté celles de l'ancien propriétaire coréen STX.

« Avec cette enquête de l'Europe, la procédure est réenclenchée et on revient à la situation de départ après l'accord entre la France et Fincantieri, réagit Christophe Morel, représentant CFDT aux Chantiers de l'Atlantique. **S'il y a feu vert des autorités européennes de la concurrence, cela peut ensuite aller très vite. Dans le cas contraire, des contre-propositions pourront mises sur la table par les deux parties. »**

Fincantieri s'est refusé à tout commentaire.

SEB rachète le numéro 2 américain des machines à café filtre

Économie Flash Eco Par Le Figaro.fr avec AFP Mis à jour le 09/01/2019 à 07:41 Publié le 09/01/2019 à 06:51

Le géant français du petit électroménager SEB a annoncé mardi l'acquisition de Wilbur Curtis, numéro deux américain des machines à café filtre pour clients professionnels, dont les ventes annuelles s'élèvent à plus de 90 millions de dollars. Ce rachat, dont le montant n'a pas été divulgué, va compléter l'activité existante de SEB sur ce segment dans lequel il a débarqué en 2016 en rachetant l'allemand WMF (marques WMF et Schaerer) pour plus de 1,6 milliard d'euros.

Fondé en 1941, Wilbur Curtis produit et commercialise des équipements de préparation de boissons chaudes et froides, principalement des machines à café filtre et à cappuccino.

Majorité des ventes aux Etats-Unis

Il réalise la majorité de ses ventes aux Etats-Unis, principalement auprès de torréfacteurs, de chaînes de café, de magasins de proximité, de chaînes de restauration rapide, hôtels et restaurants, a détaillé SEB dans un communiqué. Wilbur Curtis, dont l'usine de Montebello (Californie) emploie 300 personnes, va apporter "une complémentarité stratégique majeure en termes d'offre produits et de portefeuille de clients" pour SEB, qui "devient ainsi l'un des leaders du café professionnel aux Etats-Unis", s'est félicité le PDG du groupe tricolore, Thierry de la Tour d'Artaise, cité dans le communiqué.

SEB compte financer cette opération par endettement, tout en utilisant ses lignes de crédit existantes, est-il précisé. La transaction devrait être finalisée en février, sous réserve de l'approbation des autorités compétentes.

Les jolis coups de Vinci dans les aéroports confortent son statut de favori pour ADP

Entreprises & Finance Services Transport & Logistique https://www.latribune.fr/ Par Fabrice Gliszczynski, à Lisbonne | 09/01/2019, 8:13



Xavier Huillard, le Pdg de Vinci. (Crédits : Benoit Tessier)

Moins de 15 jours après avoir raflé la concession à vie de l'aéroport londonien de Gatwick, Vinci a signé un accord avec le gouvernement portugais pour doubler les capacités aéroportuaires de Lisbonne. De quoi renforcer son statut de favori pour la privatisation d'ADP. Et faire oublier les actes de vandalisme sur les autoroutes en France.

A l'heure où, un peu partout dans le monde sauf en Chine, l'extension des capacités aéroportuaires est extrêmement difficile et la création d'un nouvel aéroport quasiment impossible pour des raisons environnementales, le Portugal fait exception. Face à la saturation de l'aéroport de Lisbonne du fait du doublement du trafic au cours des six dernières années, le gouvernement portugais a décidé de lancer un projet permettant d'accueillir à Lisbonne deux fois plus d'avions. En accord avec le groupe français Vinci, le propriétaire du gestionnaire des aéroports portugais ANA depuis fin 2012, le gouvernement a acté l'extension de la capacité de l'aéroport actuel Humberto Delgado, situé au bord du Tage, et de construire d'ici à la fin 2022 un deuxième aéroport sur l'autre rive du fleuve, sur une base militaire de Montijo, déjà équipée d'une piste. Ce faisant, le gouvernement portugais met fin à 50 ans de débats sur l'opportunité de créer un nouvel aéroport dans la région de la capitale portugaise au cours duquel pas moins de 17 projets ont été débattus.

"Depuis 50 ans, le coût de la non décision a été très élevé. Il s'est traduit par l'incapacité de l'aéroport à supporter l'économie du tourisme", a déclaré ce mardi le Premier ministre Antonio Costa, lors de la signature d'un accord avec Vinci arrêtant les grands principes pour l'augmentation de la capacité de la région de Lisbonne.

L'activité touristique est en effet un secteur stratégique pour le Portugal en général et Lisbonne en particulier. Pour la seule région de la capitale, il génère 14 milliards d'euros de recettes par an.

Doublement de la capacité

Le projet est ambitieux puisqu'il va permettre, en accord avec les services de navigation aérienne, de doubler d'ici à 10 ans le nombre de mouvements d'avions (décollages, atterrissages), pour les porter à 72 par heure contre 38 aujourd'hui. Ceci avec deux pistes, une par aéroport (peu utilisée, la deuxième piste de l'aéroport actuel sera fermée pour construire des taxiways). Avec 24 mouvements par heure, le nouvel aéroport disposera quant à lui du tiers de la capacité du nouveau système aéroportuaire. Montijo sera spécialisé sur le trafic dit de "point-à-point" quand l'aéroport actuel conservera sa vocation de hub avec le maintien du système de correspondances de TAP Portugal, très puissant sur le Brésil. Pour inciter les compagnies à changer d'aéroport, les redevances seront 20% moins élevées à Montijo.

Traitant aujourd'hui 29 millions de passagers aériens, Lisbonne sera en mesure, avec ses deux plateformes, d'en accueillir à terme 65 millions, selon le maire de la ville, soit une dizaine de millions de moins que Roissy Charles-de Gaulle aujourd'hui. Selon Vinci, les investissements permettront d'absorber la croissance du trafic jusqu'à la fin de la concession des deux aéroports, en 2062. Selon Pedro Marques, le ministre portugais en charge de la planification et des infrastructures, ce projet *"va régler l'un des principaux problèmes du développement du Portugal".*

Vinci aura la charge de financer et d'exécuter ce projet. Dans le cadre de cet accord, ANA s'est engagé à investir 1,115 milliard d'euros d'ici à 2028 (500 millions sur le nouvel aéroport et 650 millions pour l'actuel), auquel s'ajoute une enveloppe de 150 millions d'euros pour dédommager l'armée et contribuer au travaux d'accès à l'aéroport.

Ce projet a le mérite d'apporter une solution rapide à la croissance du trafic sans aucune subvention publique. Et de satisfaire les compagnies aériennes et les passagers qui ne voulaient pas de la construction *ex nihilo* d'un aéroport gigantesque, situé à 45 kilomètres de la capitale, comme certains le demandaient. Un projet d'ailleurs beaucoup plus coûteux (5 milliards d'euros).

"Le projet et l'investissement que nous annonçons aujourd'hui viennent confirmer les deux engagements forts que nous avons pris il y a six ans, lorsque nous nous sommes portés candidats à la reprise d'ANA : contribuer au développement de l'économie portugaise en augmentant le trafic et investir dans les infrastructures pour soutenir la croissance du trafic. À Lisbonne, le trafic a déjà été multiplié par deux au cours des six dernières années et nous annonçons désormais de nouveaux investissements, qui s'ajoutent aux 200 millions d'euros déjà investis dans les différents aéroports portugais", a déclaré Nicolas Nortabaert. directeur général de Vinci Concessions et président de Vinci Airports,

Cet accord va faire l'objet d'un avenant dans le contrat de concession des aéroports qui court jusqu'en 2062. Une signature est attendue fin 2019, à condition que l'étude sur l'impact environnemental du projet, qui va être lancée prochainement, ne réserve pas de mauvaise surprise.

Les succès à l'international confortent la crédibilité industrielle de Vinci

Ce nouveau contrat fait suite au protocole d'accord signé fin décembre pour la prise de contrôle de l'aéroport de Gatwick, et aux nombreux contrats signés en 2018 (Belgrade, Orlando, au Costa Rica...). De quoi faire oublier un temps les actes de vandalisme constatés sur les autoroutes en France.

Avec ces deux nouvelles belles références aéroportuaires, le groupe Vinci étoffe son tableau de chasse dans le secteur aéroportuaire, déjà impressionnant puisqu'il est composé d'une cinquantaine d'aéroports à travers le monde qui accueillent près de 232 millions de passagers (Gatwick inclus). De quoi renforcer, si besoin était, sa crédibilité industrielle et son statut de favori pour la privatisation d'ici à quelques mois d'ADP, le gestionnaire des aéroports parisiens, si celle-ci est maintenue. Selon BFM Business, elle pourrait être reportée à début 2020 en raison du contexte de la crise des Gilets jaunes.

Les aéroports compenseront la fin des concessions des autoroutes

Sans même parler de la nationalité française du groupe qui constitue un atout dans le choix du gestionnaire d'une activité aussi stratégique pour la France qu'ADP, Vinci dispose d'une forte légitimité industrielle dans le secteur et d'une solidité financière. En outre, *"il a peut-être davantage de motivation que des fonds d'infrastructures pour payer une prime conséquente pour arracher ADP",* explique un expert.

Plus que des fonds obsédés par des retours sur investissement à court terme, Vinci a en effet une vision à long terme dans l'aéroportuaire qu'il cherche à développer depuis une dizaine d'années pour compenser la fin de concessions autoroutières en France qui se profile dans les années 2030-2035.

Vinci veut avoir le contrôle d'ADP

Pour autant, Vinci ne se lancera pas dans le dossier ADP s'il n'en a pas les commandes. *"Pour apporter de la valeur à toutes les parties prenantes, il faut* a minima *que nous ayons une perspective d'avoir le contrôle",* a expliqué ce mardi Xavier Huillard, le Pdg de Vinci. *"Si c'est pour avoir seulement 10%, c'est non. Nous n'avons pas vocation à être un simple investisseur financier",* a-t-il précisé, en concédant que le gouvernement avait d'autres chats à fouetter en ce moment. Et pour enfoncer le clou, il assure que cela ne serait pas grave si Vinci ne remportait pas

de nouvelles affaires dans l'aéroportuaire au cours des prochaines années. *"On peut se mettre en mode digestion. Le groupe ne se limite pas à Vinci Airports"*, fait-il valoir.

L'État n'a pas encore tranché sur la façon de vendre sa participation de 50,1% qu'il possède dans le capital d'ADP. Trois possibilités : la vente contrôle à un bloc (une entreprise ou un groupe d'entreprise), la vente des 50% à toute une collection de petits blocs, et la conservation par l'État d'une partie du capital.

Les entreprises tricolores de plus en plus disposées à acheter du "Made in France"

Économie France Par latribune.fr avec AFP et Reuters | 08/01/2019, 11:13



(Crédits : Reuters)

De plus en plus d'entreprises françaises se montrent sensibles à l'achat de produits "Made in France", selon l'étude annuelle du cabinet AgileBuyer et du Conseil national des achats, sur les relations entre les clients et les fournisseurs, publiée ce mardi 8 janvier. Dans le même temps, la réduction des coûts restera le premier objectif pour l'année 2019 pour la majorité des entreprises sondées.

L'approvisionnement auprès de fournisseurs proposant une production française plutôt qu'étrangère est désormais considéré dans l'attribution des contrats par une majorité de professionnels des achats et **53% des acheteurs interrogés tiennent compte du critère "Made in France" (ou achat local)**, révèle l'étude annuelle d'AgileBuyer et du Conseil national des achats publiée ce mardi.

« Non seulement ce pourcentage passe pour la première fois au-dessus de la barre des 50% depuis qu'il est mesuré, mais il progresse également de manière constante : uniquement 31% en 2017 et 43% en 2018 », précise Olivier Wajnsztok, directeur associé de AgileBuyer.

Pour expliquer cette évolution, l'étude invoque "un certain changement de mentalité" chez les acheteurs. *« Totalement incongrue il y a peine quelques années, l'idée d'avoir des critères d'attribution du business en rapport avec le "Made in France" a fait son chemin »*, souligne l'enquête, ajoutant qu'il ne faut pas y voir "un patriotisme exacerbé".

Seuls 10% des acheteurs considèrent le "Made in France" comme une contrainte

Dans l'hôtellerie et la restauration ainsi que dans la mode ou le luxe - des secteurs où l'achat local est devenu une "marque de fabrique" -, respectivement 78% et 64% des acheteurs favorisent des produits fabriqués dans l'Hexagone. Dans des branches où la production est internationalisée, un produit fabriqué en France n'est pas un critère de sélection d'un fournisseur. Ainsi, le niveau tombe à 32% dans l'automobile.

Côté prix, seulement 10% des acheteurs estiment que le "Made in France" est une contrainte car cela reviendrait "selon eux, à acheter plus cher", ajoute le document.

La réduction des coûts reste prioritaire pour les entreprises pour 2019

L'autre enseignement de cette enquête est que **la réduction des coûts restera pour 75% des personnes interrogées le premier objectif pour l'année 2019**, un résultat qui augmente de 3 points par rapport à l'année précédente. Cette proportion avait chuté de dix points l'an dernier par rapport à 2017, inversant la tendance après cinq années de hausse plus ou moins continue pour atteindre son plus bas niveau depuis 2013.

La progression attendue en 2019 *« qui ne montre pas non plus un changement de cap radical, traduit tout de même une inquiétude des directions des achats pour 2019, dans un contexte politique et économique, aussi bien au niveau international que national, plus tendu qu'en 2018 »*, est-il souligné dans le rapport de présentation de cette étude.

« Un certain nombre d'organisations ont d'ores et déjà anticipé un ralentissement économique et donc des réductions de coûts à venir ».

Là encore, l'intérêt varie en fonction des secteurs. En effet, *« les entreprises industrielles sont davantage portées sur cet objectif que les entreprises de services »*, estime l'enquête.

Delta commande quinze Airbus A220 supplémentaires

Actualité Grand Sud Haute-Garonne Toulouse https://www.ladepeche.fr/ Publié le 09/01/2019 à 15:52, Mis à jour le 09/01/2019 à 16:10 Aéronautique Gil Bousquet



Delta Airlines avait commandé 75 exemplaires en 2016 et repasse commande pour 15 avions de plus. / photo Airbus

En ce début d'année, les commandes pleuvent pour Airbus. Après Moxy et JetBlue qui ont acheté 120 exemplaires de l'avion régional A220, c'est au tour d'un autre Américain de passer commande. Airbus vient en effet de dévoiler que Delta Airlines avait placé une commande additionnelle de quinze A220-300 qui s'ajoute aux 75 déjà commandés en 2016.

Ces avions seront produits dans la future nouvelle usine d'Airbus dédiée à l'avion régional sur son site américain de Mobile en Alabama. Le chantier de cette nouvelle usine doit débuter dans le courant du mois de janvier. Cette commande permet aussi à la plus grande version de l'A220, la version 300, qui offre 150 sièges, de franchir le cap des cinquante commandes fermes.

Un marché de 7000 avions régionaux en 20 ans

Au total, l'Airbus A220 affiche un carnet de commandes de plus de 500 appareils. Le groupe toulousain estime le marché de ces avions régionaux de 100 à 150 places à environ 7000 unités dans les vingt prochaines années.

Airbus n'a toutefois pas précisé si cette commande avait été bouclée avant le 1er janvier 2019 lui permettant de l'inclure dans son bilan annuel 2018. Hier, son rival américain Boeing avait révélé avoir livré 806 appareils en 2018 et avoir réussi à afficher 893 commandes nettes.

Industries d'armement

Clap de fin entre Michel Drucker et les industriels de défense

Entreprises & Finance Industrie Aéronautique & Défense Par Michel Cabirol | 08/01/2019, 6:56



Le devis de l'émission "Un Noël avec nos soldats" tournée à Abidjan était estimé à 1 million d'euros environ (Crédits : Reuters)

Airbus, Dassault Aviation, MBDA, Naval Group, Nexter... ont refusé de cofinancer l'émission "Un Noël avec nos soldats" présentée notamment par Michel Drucker. La société de production demandait à chacun 30.000 euros pour une émission à la gloire des militaires en opérations extérieures.

Quand ça ne veut pas, ça ne veut pas. Non contente d'avoir réalisé une audience plutôt faiblarde le soir du 25 décembre en prime time (9,7% de parts d'audience, très loin derrière M6, France 3 et TF1, qui ont tous dépassé les 15%), l'émission "Noël avec nos soldats" produite et réalisée par Tim Newman, présentée par Michel Drucker et diffusée sur France 2, a valu pas mal de déconvenues à son producteur. Sollicités pour la première fois lors d'un déjeuner organisé le 12 septembre par la délégation à l'information et à la communication de la défense (DICoD), les directeurs de la communication des grands groupes industriels de la défense sont tombés de l'armoire quand Tim Newman, qui se prévalait d'un accord de l'Elysée, leur a demandé de cofinancer l'émission.

Refus des industriels de financer l'émission

Contacté par La Tribune, le producteur préfère parler d'échanges commerciaux en contrepartie du cofinancement de l'émission : valorisation des matériels des industriels pendant l'émission, mise à disposition des rushs de tournages pour une utilisation non commerciale et vidéo exploitable en interne de Michel Drucker dans laquelle il remercie les industriels de leur aide lors du tournage du plateau. Toutefois, les grands industriels du secteur comme Airbus, Dassault Aviation, MBDA, Nexter, Naval Group ainsi que les trois groupements professionnels (GIFAS, GICAT et GICAN), ont refusé de mettre la main à la poche.

Le producteur est revenu plusieurs fois à la charge tout au long de l'automne. En vain, les industriels ont tenu bon. Pour les grands industriels du secteur, déjà très sollicités par le passé par Tim Newman ("Une nuit avec la police et la gendarmerie", "Les stars fêtent les 15 ans du Charles de Gaulle", 'Une nuit avec l'armée de l'air", "Une nuit sous les mers"...), la réponse a été collectivement négative : "No go" général. Tous ont considéré que ce format d'émission était "*obsolète"*. Toutefois, ils ont été longtemps suspendus à une éventuelle intervention politique leur demandant de participer. Seul un appel du ministère des Armées aurait pu les mobiliser. Mais il n'est jamais venu.

Une émission à 1 million d'euros

Selon des sources concordantes, Tim Newman, à la tête de la maison de production STH 255, demandait 450.000 euros aux industriels du secteur pour financer une émission, dont le devis était estimé à 1 million d'euros environ. Cette émission de 2h30 devait mobiliser 80 personnes, invités compris, sur la base de Port-Bouët, à Abidjan (Côte d'Ivoire). Le montant demandé par Tim Newman à chaque industriel s'élevait à 30.000 euros.

Pour appâter les industriels, il promettait notamment Kendji Girac à Dassault Aviation ou la chanteuse Anggun à Naval Group. Une aide sonnante et trébuchante qui aurait permis *"de cofinancer les reportages dont (sic) leur matériel et leur entreprise sont des acteurs incontournables des sujets qui seront diffusés dans ce programme*", expliquait-il dans une lettre envoyée aux industriels. Et au cas où les budgets de la communication de 2018 desdits industriels étaient bouclés, STH 255 pouvait *"tout à fait prévoir un règlement en 2019 à la livraison des rushs"*.

"Cette émission exceptionnelle requiert votre contribution, comme nous le demandons aussi à tous les partenaires industriels qui ont tous leur place dans ce programme", a-t-il expliqué.

La der des der ?

Le reste de la facture devrait être pris en charge en grande partie par France Télévisions (450.000 euros). Car il n'était pas question que les armées financent dans le contexte budgétaire actuel cette émission à la gloire des militaires en opérations extérieures. Il a été par ailleurs compliqué, pour ne pas dire plus, d'harmoniser l'agenda fourni de Michel Drucker et les exigences opérationnelles des armées. Le tournage a finalement eu lieu les 3 et 4 décembre.

Au final, qui a financé la totalité de l'émission ? Les armées ? Le ministère des Armées ? L'Elysée ? Car comme l'écrivait Tim Newman, cette émission *"a besoin"* des industriels *"pour pouvoir se faire"*. Or elle s'est pourtant faite sans leur financement... C'est finalement France Télévisions qui a dû rajouter 200.000 euros et STH 255 a dû financer l'émission à hauteur de

350.000 euros. Tim Newman, qui estime que ces émissions ont une vertu pédagogique pour expliquer aux Français à quoi servent les armées, se dit *"très déçu"* des industriels de la défense. Et de conclure qu'"Un Noël avec nos soldats" sera la dernière du genre faute de financements des industriels. Ce qui devrait les ravir.

101 Rafale dans le carnet de commandes de Dassault aviation

http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 07.01.2019 Par Philippe Chapleau



Dassault Aviation a détaillé ses prises de commandes pour 2018.

Prises de commandes :

12 Rafale ont été commandés en 2018 suite à l'entrée en vigueur de l'option exercée par le Qatar dont le premier acompte a été reçu au premier semestre 2018.

Livraisons :

12 Rafale (9 Export et 3 France) ont été livrés en 2018, conformément à notre prévision, contre 9 Rafale (8 Export et 1 France) en 2017.

Par ailleurs, 2 Rafale Marine rétrofités au standard F3 ont été livrés à la France en 2018.

Carnet de commandes :

Au 31 décembre 2018, le carnet de commandes inclut 101 Rafale (73 Export et 28 France) contre 101 Rafale (70 Export et 31 France) au 31 décembre 2017.

Essai du Simbad-RC de MBDA contre une cible de surface

http://www.air-cosmos.com/ Actualité Défense Actualité Missiles 9 jan. 2019 | Par Emmanuel Huberdeau



Tir d'un missile Mistral depuis le système Simbad-RC © MBDA

Un missile Mistral, de MBDA, tiré depuis un système Simbad-RC a intercepté une embarcation rapide. Le test démontre les capacités de ce missile à vocation sol-air contre des cibles en surface.

MBDA a annoncé que le système **Simbad-RC** a été employé dans un tir d'essai contre une cible de surface. Le système de tourelle automatisée a été employé pour tirer un missile **Mistral** contre une embarcation semi-rigide télécommandée en déplacement rapide se trouvant à une distance de 3 kilomètre.

Le système téléopéré Sibad-RC a été conçu pour être embarqué sur des bâtiments de combat pour mettre en œuvre le missile sol-air courte portée Mistral. Chaque Simbad-RC est équipé de deux missiles. Le système peut cependant aussi être employé contre des cibles évoluant en surface grâce à son autodirecteur infrarouge et son système de traitement d'image.

MBDA a réalisé ce test en décembre 2018 devant des délégations étrangères afin de démontrer les capacités du système Simbad-RC contre des menaces asymétriques.

SCAF : un contrat en janvier, un démonstrateur en juin

http://lemamouth.blogspot.com/ jeudi 10 janvier 2019 par le journaliste Jean-Marc Tanguy

Éric Trappier, président du Gifas (et PDG de Dassault Aviation) a affirmé ce matin que le programme SCAF va bénéficier d'un contrat (au périmètre et au montant non dévoilés) "d'ici la fin janvier" et que le lancement d'un démonstrateur sera réalisé au salon du Bourget, un évènement incontournable pour une telle annonce, même si dans les faits, les industriels concernés (notamment Dassault Aviation) ont déjà bien avancé sur le sujet (il ne manque que les euros...).

Selon Éric Trappier, ce démonstrateur devrait voler en 2025. L'entrée en service du SCAF est attendue pour 2035-2040.

Rappelons, à titre de comparaison, que le Rafale A avait volé en juillet 1986 comme démonstrateur technologique, et avait été livré à la France une douzaine d'années plus tard (le programme avait été ralenti par des restrictions budgétaires, il devait être livré en 1996).

28 mars : 2e Journée Innovations Métallurgiques pour l'Industrie de la Défense

http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 10.01.2019 Par Philippe Chapleau



Le Cercle des Études des Métaux (CEM) organise le 28 mars 2019 la deuxième journée sur les "Innovations Métallurgiques pour l'Industrie de la Défense", dans les locaux de l'Institut des Hautes Etudes de Défense Nationale (IHEDN), à l'École militaire.

Cette journée est centrée sur le thème des métaux et alliages stratégiques pour l'industrie de la Défense. C'est une occasion de rencontre entre les producteurs d'alliages métalliques à hautes performances, les industriels de la défense, les organismes de recherche et les centres techniques, ainsi que les institutions publiques et privées en lien avec le monde de la défense. Les présentations techniques vont aborder des sujets à la pointe de l'innovation métallurgique comme la fabrication additive, les alliages à hautes performances, les matériaux du futur et l'apport de l'intelligence artificielle à leur conception.

Elle sera également l'occasion de mettre en évidence les synergies à développer entre la métallurgie, l'industrie de la défense et le monde de l'innovation et de la recherche.

Pré-inscription : cemetaux@emse.fr

Le missile anti-aérien MISTRAL peut aussi être efficace contre des embarcations rapides

http://www.opex360.com/ Posté dans Forces navales, Industrie par Laurent Lagneau Le 09-01-2019



Initialement, le Missile Moyenne Portée [MMP], développé par MBDA, était une munition conçue pour détruire des chars et des cibles terrestres. Mais, en octobre, l'industriel a annoncé son intention d'en développer une version navale « pour des missions de lutte contre des navires hostiles ou encore pour des missions littorales contre des défenses côtières ou des véhicules blindés, notamment en soutien d'un débarquement de petites unités ou de forces spéciales. »

Mais le MMP n'est pas le seul missile dont l'emploi sera susceptible d'être différent pour lequel il a été imaginé. En effet, le MISTRAL [pour MIssile Transportable Anti-aérien Léger] pourrait être utilisé à l'avenir comme missile anti-surface.

Ainsi, ce 9 janvier, MBDA a annoncé « démontré avec succès l'emploi du missile Mistral contre des embarcations rapides de type FIAC [Fast Inshore Attack Craft] », à l'occasion d'un tir de démonstration réalisé « en fin d'année 2018, en présence de délégations étrangères ».

Ce tir a été effectué depuis une tourelle navale automatisée SIMBAD-RC installée sur un pas de tir côtier, contre une embarcation semi-rigide télécommandée en déplacement rapide à plus de 1,5 nautique de la côte. « Le scénario se voulait représentatif de l'autoprotection d'un bâtiment contre une menace de type asymétrique (commando ou attaque terroriste) », précise MBDA.



Missile sol-air à très courte portée, de conception « tire et oublie », le MISTRAL F3 est doté d'un autodirecteur à imagerie infrarouge et de capacités de traitement d'image évoluées, ce qui lui permet de « traiter » des cibles ayant une faible signature thermique.

Quant au SIMBAD-RC, il s'agit d'un système naval de défense anti-aérienne commandé à distance, qui « permet de doter des petites unités ou des bâtiments de soutien d'une réelle capacité d'auto-défense, ou encore de renforcer la défense des autres bâtiments de surface », rappelle MBDA. « Chaque tourelle, équipée de deux missiles Mistral prêts au tir, est télé-opérée, « ce qui permet à son opérateur de rester à l'abri dans le centre opération du bâtiment et d'assurer ainsi une plus longue disponibilité opérationnelle en cas d'alerte au combat », ajoute l'industriel.

Cette démonstration du couple SIMBAD-RC/MISTRAL contre une embarcation rapide traduit le « souci constant » de MBDA « d'aider les forces armées à valoriser leurs investissements », a fait valoir Antoine Bouvier, le Pdg du missilier. Elle confère « à nos systèmes des capacités complémentaires à celles pour lesquelles ils ont été conçus au départ », a-t-il souligné.

SCAF : le démonstrateur devrait voler « autour de 2025 »

https://www.lopinion.fr/blog/secret-defense/ 10 Janvier 2019 à 16h21 Par Jean-Dominique Merchet

Le démonstrateur du futur avion de combat franco-allemand devrait « voler autour de 2025 », nous a indiqué ce matin Éric Trappier, président du Gifas et PDG de Dassault-Aviation. « Notre ambition, c'est que le SCAF soit opérationnel en 2040. Il faut donc s'y mettre cette année », a-t-il ajouté. Dix-huit mois après l'annonce politique, le 13 juillet 2017, « une étude sera lancée dès janvier » 2019 et la décision de se doter d'un démonstrateur pour « valider les choix techniques et opérationnels » doit avoir lieu lors du salon du Bourget en juin prochain. Le président du Gifas a confirmé « la volonté affichée d'un leadership français » sur ce projet, qui sera un « système complet intégrant l'avion de combat ». Après le « partenariat historique entre Dassault et Airbus », Éric Trappier a assuré qu'il y aurait de la place pour « tous les autres » acteurs du secteur. Au-delà du SCAF, Éric Trappier a appelé la DGA à avoir une « politique ambitieuse » en matière de démonstrateurs. « On a besoin d'en faire voler un certain nombre afin de valider les choix techniques et opérationnels »

Le président du Gifas a jugé que 2018 avait été « une bonne année » pour l'aéronautique et le spatial français et que 2019 devrait l'être également, malgré l'environnement international « complexe ». Il a notamment insisté sur le « dynamisme » des Etats-Unis et de la Chine, ainsi que sur la nécessité de l'Europe de poursuivre ses efforts en vue de son « autonomie stratégique ».

Le 53e salon du Bourget se tiendra du 17 au 23 juin prochain, cette année étant marquée par un triple cinquantenaire : la création d'Airbus, le premier vol du Concorde et le premier pas d'un homme sur la Lune.

Technologie numérique

IA vocale, robotique, 5G, voitures autonomes... ce qu'il faut attendre du CES 2019

Technos & Medias Innovation et Start-up https://www.latribune.fr/ Par Propos recueillis par Sylvain Rolland | 07/01/2019, 5:39



Olivier Ezratty, consultant, auteur d'un rapport annuel sur le CES de Las Vegas. (Crédits : DR)

Tous les ans, le consultant Olivier Ezratty publie un rapport de référence de plusieurs centaines de pages sur le CES, qui analyse à la fois l'état de l'innovation mondiale et la présence de la France dans le plus grand salon technologique de la planète. Il fait le point pour La Tribune sur la prochaine édition.

LA TRIBUNE - Vous avez déjà commencé à analyser le CES 2019 pour votre rapport. Comment se présente cette nouvelle édition ?

OLIVIER EZRATTY - Le CES est le salon où émergent les nouvelles tendances et où on découvre les premières utilisations concrètes de nouvelles technologies. On y a vu dans le passé les prémices de la maison intelligente, de la voiture autonome ou de la smart city, qui seront toujours en 2019 des thématiques très importantes. Le salon est aussi le reflet des technologies à la mode, qui sont en pleine « hype », comme en ce moment la blockchain ou il y a cinq ans l'impression 3D. Sur la base de mes premières observations, qui s'affineront évidemment lorsque je visiterai le salon, il n'y aura pas de grande nouveauté, dans le sens où on ne va pas voir une

éclosion de produits utilisant une technologie qui n'était jusqu'alors pas mature. On va plutôt assister à un renforcement des tendances observées en 2018.

L'intelligence artificielle sera donc le thème transversal du CES 2019 ?

Il y aura de l'intelligence artificielle partout, effectivement. De la maison à la voiture en passant par les villes et les entreprises. Il y aura des assistants personnels intelligents mis à toutes les sauces, y compris dans les objets connectés et dans les composants. Google, qui tente de détrôner Amazon sur ce marché, a un stand encore plus grand en extérieur, il sera immanquable.

L'autre tendance forte, c'est que l'automobile va encore monter en puissance. Le CES détrône de plus en plus le salon de Detroit pour les constructeurs mondiaux, à tel point que certains équipementiers comme Faurecia ne prennent même plus la peine d'y aller et présentent leurs nouveautés directement au CES, puisque le futur de la voiture passe par l'innovation technologique. On verra également beaucoup plus de réalité virtuelle, de réalité augmentée et de réalité mixte. Je suis curieux de découvrir au CES 2019 les premières lunettes de réalité augmentée compactes, issues d'un projet financé par la Commission européenne et, bien entendu, de tester les lunettes de réalité augmentée Magic Leap, apparues en 2018. Du côté des objets connectés, il y aura davantage d'innovations dans la santé, le bien-être ou encore la « baby tech ». Enfin, la présence de la Chine devrait encore s'affirmer avec des acteurs tels que Baidu, Alibaba, Huaweï et ZTE.

Les tendances émergentes de l'an dernier, comme la 5G, vont-elles se confirmer?

Oui, on va assister à la poursuite du brouhaha sur la 5G. Les premiers smartphones 5G y seront peut-être présentés, autour des composants de Qualcomm annoncés fin 2018. Je note de plus en plus d'innovations dans les composants. De nombreux acteurs, comme Samsung, Intel ou Qualcomm, vont présenter des unités de traitement pour l'intelligence artificielle dans leurs puces. La zone consacrée à la robotique sera plus importante, il y aura également énormément de drones. Enfin, je vais regarder les évolutions des standards technologiques, notamment dans le wi-fi. À l'inverse, il y a très peu de place cette année pour l'impression 3D, un signe que cette technologie peine à s'imposer auprès du grand public et tombe logiquement en disgrâce au CES.

Avec 412 entreprises dont 349 startups, la France a battu son record de présence en 2018. Qu'en sera-il cette année ?

Je m'attendais à une décrue, mais en fait le record sera encore battu. La French Tech, qui effectue un recensement sur la base de l'auto-déclaration, a annoncé le 11 décembre la présence de 328 startups. De mon côté, j'essaie d'aller toutes les chercher et j'en suis déjà à 414 entreprises de toutes tailles, dont 376 startups. Avec celles qu'il me reste à découvrir d'ici à la fin du salon, l'écart par rapport à l'an dernier va se creuser. Le CES reste donc très attractif pour les startups françaises.

Malheureusement, il y a toujours des erreurs de casting. C'est-à-dire des startups trop jeunes, trop « BtoB » [business to business, des entreprises qui créent des produits pour le marché professionnel, Ndlr], avec un produit logiciel inadapté au salon, et qui ne vont pas tirer de grandes retombées de leur présence au CES mais qui y vont quand même. Généralement, cela représente environ 15 % de l'effectif total. Pourtant, j'ai déjà relevé que plus de 200 startups françaises présentes en 2018 ne reviennent pas en 2019. C'est un chiffre intéressant, d'autant plus que le pourcentage augmente chaque année (il passe de 62 % à 65 %). La présence au CES devrait s'inscrire dans une stratégie marketing de long terme, pas se réduire à un coup unique. Le salon reste incontournable pour les startups qui se lancent avec un produit grand public, mais elles doivent bien s'y préparer.

CES 2019 : une batterie nomade universelle signée Otonohm

Technos & Medias https://www.latribune.fr/ Par Gaëtane Deljurie | 06/01/2019, 5:17



(Crédits : Otonohm)

LES STARTUPS STARS / HAUTS-DE-FRANCE. Se recharger sur n'importe quelle source renouvelable ou non renouvelable : c'est la promesse du nouveau produit imaginé par une startup lilloise. Son dispositif, ultra-économe en énergie lors du chargement, mise également sur son côté multi-usages.

Passer d'un sac à dos équipé de batteries externes pour alimenter des téléphones portables... à des batteries rechargeables en mobilité, avec des performances inédites sur le marché : c'est le changement de stratégie qu'a opéré la startup lilloise Otonohm. « *Nous nous étions lancés en 2016 avec le premier sac à dos équipé d'une prise de courant en 230 volts : c'était une innovation d'usage mais, comme toute innovation, elle a été l'objet de copies* », raconte Christophe Piquemal, un Catalan associé à son ami breton Elérig Escallot, actuellement en programme d'accélération à EuraTechnologies à Lille.

Si la marque continue de proposer des solutions d'énergie nomades (notamment des minipanneaux solaires et des stations de recharge multiprises), les cofondateurs en ont tiré les leçons : « *Notre nouvelle technologie repose aujourd'hui sur plusieurs brevets internationaux. Elle répond aussi à notre envie de mettre au point des batteries proposant le meilleur compromis taille/poids/ performance/durée de vie du marché* ». Leur pari est de miser sur l'optimisation du chargement plutôt que d'améliorer l'hydro-chimie de la batterie.

Pour les professionnels et les particuliers sportifs

Mais pas que. « *Otonohm, c'est un peu comme si on pouvait emporter une prise de courant avec soi* », résume Christophe Piquemal. La batterie offre en effet plusieurs possibilités de rechargement : avec un panneau solaire, grâce de petites turbines éoliennes ou hydrauliques, mais aussi via l'allume-cigare ou le secteur puisqu'elle est équipée de toutes les prises standard.

Ces qualités positionnent la nouvelle batterie d'emblée sur deux marchés, celui des particuliers (sportifs, voyageurs, travailleurs nomades, etc.) et celui des professionnels en mobilité, faisant d'elle une alternative aux groupes électrogènes. Otonohm s'inscrit aussi dans une approche écoresponsable. « *Quand vous rechargez votre portable, la batterie chauffe : c'est de l'énergie perdue. Sur le marché, les batteries restituent en général seulement 60 % de l'énergie chargée, alors que la nôtre en restitue 97-98 %* », poursuit Christophe Piquemal, revendiquant un « *bon sens paysan* » anti-gâchis.

L'innovation a nécessité plusieurs centaines de milliers d'euros de R & D, en partenariat avec le CEA. Otonohm a apporté un soin tout particulier à la durabilité de sa batterie et à la possibilité d'avoir des usages multiples. « *On peut l'utiliser avec tout : le vélo, la trottinette, le téléphone, l'ordinateur, la perceuse électrique, mais aussi le téléviseur, la glacière en passant par le chauffe-biberon...*», liste l'entrepreneur. Le chargeur d'appoint dédié à un usage unique devient alors universel, d'une tension allant de 5 à 230 volts, pour l'ensemble des objets fonctionnant au moyen de courant continu ou alternatif.

Reste un défi, et de taille : convaincre les industriels afin qu'ils l'intègrent dans la fabrication de leurs produits. Un grand constructeur automobile, une marque de scooter et un fabricant de bateau sont d'ores et déjà intéressés.

Et aussi...

Parmi les 26 startups de la délégation des Hauts-de-France qui seront présentes au CES 2019 de Las Vegas, certaines ont de nombreux atouts pour faire parler d'elles. C'est le cas de Carfit, qui a développé un système de maintenance prédictive destiné aux automobiles : un boîtier analyse les vibrations d'une voiture et en déduit les durées de déplacement, les distances parcourues et le comportement du conducteur, préconisant les révisions ou changements ad hoc. De son côté, IbanR est le « premier kakemono digital multimédia ». Équipé d'un écran LED, cette affiche verticale est repliable, facilement transportable, et déployable en moins d'une minute. Enfin, Parkki a développé une application et un capteur destinés à être posés sur l'éclairage public pour analyser l'utilisation des places de parking. Objectif : mieux informer les automobilistes sur les places libres mais aussi les gérants d'infrastructures. D.J.

Transports

L'État met en compétition la SNCF sur les lignes ferroviaires Nantes-Lyon et Nantes-Bordeaux

Entreprises & Finance Par latribune.fr Avec agences | 10/01/2019, 9:45



Le gagnant de l'appel d'offre, la SNCF ou un concurrent, se verra confier les rênes de ces deux lignes à partir de 2022. (Crédits : REGIS DUVIGNAU)

Le gouvernement a annoncé, mercredi 9 janvier, le coup d'envoi symbolique de la procédure de mise en concurrence de deux premières lignes ferroviaires, Nantes-Bordeaux et Nantes-Lyon. À partir de 2022, ces deux parcours pourront être exploités par une entreprise autre que la SNCF.

La fin d'un monopole historique. Le gouvernement a annoncé, mercredi 9 janvier, l'ouverture effective à la concurrence de deux lignes ferroviaires classiques : Nantes-Lyon et Nantes-Bordeaux. Une première dans l'histoire de la SNCF qui intervient un peu plus de six mois après la promulgation de la réforme du rail au Parlement qui a vu la fin du statut des cheminots pour les nouveaux salariés embauchés.





Elisabeth BORNE

✔ @Elisabeth_Borne

Après la réforme ferroviaire que nous avons votée l'an dernier, l'Etat ouvre la voie : nous lançons aujourd'hui la procédure d'ouverture à la concurrence de 2 premières lignes Intercités Nantes-Bordeaux et Nantes-Lyon. C'est une nouvelle étape qui s'ouvre. https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/publication-dun-avis-preinformation-mise-en-concurrence-des-lignes-intercites-nantes-bordeaux-et …

22:58 - 9 janv. 2019

Comment cela se traduira-t-il dans les faits ? D'abord, les autorités organisatrices, État et régions, devront publier un avis de pré-information sur l'ouverture à la concurrence de ces deux lignes au Journal officiel de l'Union européenne. Ce document aura pour objectif d'informer les entreprises

qui souhaitent candidater pour administrer les lignes en question. Ensuite, d'ici un an, Etat et régions lanceront un appel d'offre pour désigner de nouveaux exploitants, leurs réseaux étant divisés par lots.

"Que le meilleur gagne !"

Cet appel d'offre sera agrémenté d'un cahier des charges dans lequel l'État indiquera le type de service qu'il souhaite mettre en place et notamment la fréquence des trains. Au bout du compte, État et régions pourront reconduire la SNCF, ou choisir un opérateur alternatif comme le français Transdev ou l'italien Trenitalia. Le voyageur, lui, n'aura pas le choix. Ce n'est qu'à partir de 2022 que le gagnant, la SNCF ou un concurrent, se verra confier les rênes de ces deux lignes.

"La concurrence doit permettre d'apporter des nouveaux services, des démarches innovantes pour les voyageurs et de réduire peut-être les coûts [...] pour la collectivité qui subventionne les services ferroviaire, explique-t-on au ministère des Transports. "On ne cherche pas à sortir le sortant, l'objectif n'est pas de sortir la SNCF. Cela sera, d'une certaine façon, que le meilleur gagne !"

Nantes-Lyon et Nantes-Bordeaux : 25 millions d'euros au frais de l'Etat

Proposé en un seul lot, le choix des lignes Nantes-Lyon et Nantes-Bordeaux n'est pas du au hasard : elles viennent de bénéficier d'un renouvellement complet de leurs trains et les travaux prévus sur les parcours devraient être achevés dans trois ans, a expliqué le ministère. La première concerne 387.000 voyageurs par an avec deux allers-retours quotidiens, et la seconde 686.000 voyageurs avec trois allers-retours quotidiens pour un coût de 25 millions d'euros par an supporté par l'Etat.

Parmi la poignée de lignes que doit conserver la SNCF, Paris-Clermont, Paris-Limoges-Toulouse et Bordeaux-Marseille drainent des trafics beaucoup plus importants, mais le gouvernement n'a pas jugé "*opportun"* de les inclure dans l'appel d'offres. Motif : elles doivent faire l'objet de travaux lourds ou de renouvellement du matériel qu'il vaut mieux achever au préalable, avance l'exécutif.

Ben Smith et les syndicats d'Air France enterrent Joon

Entreprises & Finance Services Transport & Logistique https://www.latribune.fr/ Par Fabrice Gliszczynski | 10/01/2019, 12:59



(Crédits : Air France)

La fermeture de Joon est actée. Cette filiale à coûts réduits par rapport à la maison-mère va être absorbée par Air France dans le cadre d'une fusion-absorption. Un accord portant sur l'intégration des 600 hôtesses et stewards de Joon au sein d'Air France vient d'être signé par la direction et les syndicats d'Air France.

Article modifié à 15h59 avec la confirmation d'Air France

C'est bel et bien fini pour Joon. Treize mois à peine après son lancement en grande pompe par l'ancien PDG d'Air France-KLM, Jean-Marc Janaillac, et l'ancien directeur général d'Air France, Franck Terner, cette filiale d'Air France à coûts inférieurs par rapport à ceux de sa maison-mère (mais loin d'être une low-cost), est définitivement enterrée. Selon nos informations, Joon va être absorbée par Air France dans le cadre d'une fusion-absorption. La compagnie et la marque vont donc disparaître. Ce n'est qu'une demi-surprise depuis que *Le Figaro* avait dévoilé, fin novembre, l'intention du nouveau directeur général d'Air France-KLM, le Canadien Ben Smith, de mettre fin à cette compagnie.

Intégration des hôtesses et stewards de Joon à Air France

Selon des sources concordantes, un accord sur l'intégration des hôtesses et stewards de Joon au sein d'Air France vient d'être signé entre la direction et les syndicats de personnels navigants d'Air France. Étant les seuls salariés de Joon, les personnels navigants commerciaux (PNC) sont en effet les seuls concernés par une intégration au sein de la maison-mère. Les pilotes, les agents de maintenance et de commercialisation de Joon sont en effet des salariés d'Air France travaillant indifféremment pour les deux compagnies. Plus tard dans la journée, Air France a confirmé l'information.

Le dossier sera présenté prochainement au conseil d'administration, curieusement tenu à l'écart.

Les hôtesses et stewards de Joon entreront au niveau de rémunération des embauchés d'Air France et bénéficieront des conditions de travail en vigueur dans la maison-mère. Soit une nette amélioration pour les hôtesses et stewards de Joon (qui se plaignaient de leur faible rémunération et de leurs dures conditions de travail. Pour rappel, la quasi-totalité de la baisse de coûts de Joon par rapport à Air France (-15%) était portée par les personnels navigants commerciaux, lesquels avaient été embauchés au "prix du marché", soit 40% moins chers qu'à Air France, avec des conditions de travail au plus bas de la réglementation européenne.

En revanche, leur progression de carrière, comme pour toutes les nouvelles embauches, sera ralentie par rapport à la situation qui prévaut aujourd'hui. Si cette concession des syndicats génèrera des économies à la compagnie sur le long terme, l'intégration des personnels de Joon aura évidemment un coût important pour la compagnie. Il s'ajoutera aux mesures d'amélioration des conditions de travail des PNC d'Air France qui viennent d'être négociées.

Côté matériel, Joon s'arrête avec une flotte de 13 appareils de la famille A320 et 4 A340-300. Elle devait atteindre 28 appareils à l'horizon 2020, notamment 10 long-courriers A350 flambants neufs. Après un an d'opérations, l'activité était rentable.

Joon, un positionnement illisible

En enterrant le principal fait d'armes de son prédécesseur qui voyait en Joon l'arme de reconquête d'Air France face aux compagnies du Golfe, Benjamin Smith met fin à une compagnie au positionnement commercial illisible.

Le choix de la marque et de la qualité de service à bord étaient aux antipodes de l'image haut de gamme qu'avait remis en avant Alexandre de Juniac, le Pdg d'Air France de fin 2011 à mi-2013 puis d'Air France-KLM jusqu'en juillet 2015. L'absence de référence à Air France a en effet retiré l'avantage de la francité (et de l'image de luxe qui lui y est associée), laquelle constitue un atout réel sur de nombreux marchés étrangers - notamment en Asie - et que Joon avait vocation à desservir pour reprendre des parts de marché sur les compagnies du Golfe. Mais aussi en France, où une partie de la clientèle s'agaçait de réserver sur Air France, de payer le prix d'Air France mais d'avoir un produit certes de bonne facture, mais moins luxueux qu'Air France.

Si, avec John, Air France pouvait attirer une nouvelle clientèle, plus jeune, plus technophile (les fameux *« Millennials »*), elle prenait aussi le risque de perdre la clientèle fidèle à Air France. Or, Ben Smith veut jouer sur la puissance de la marque Air France et veut développer une stratégie haut de gamme.

Stratégie axée sur le haut de gamme

"Nous faisons clairement le choix d'orienter notre stratégie sur ce segment "Premium". Les clients "Premium" sont les plus convoités par l'ensemble des compagnies, aussi ils ont de nombreuses opportunités de voyage, nous choisissons de nous recentrer sur ce segment de clientèle, cela représente un challenge pour nous", a déclaré Ben Smith, dans un courrier envoyé ce mercredi 9 janvier aux salariés que La Tribune s'est procuré, en promettant un réaménagement des cabines des avions pour augmenter le nombre de sièges en première classe, en classe affaires et en classe Premium Economy, au détriment de la classe économique.

Et d'ajouter :

"Le développement de nos offres doit mieux positionner Air France sur le voyage haute contribution. Nos clients "Premium" doivent ainsi avoir la garantie de l'expérience de voyage la plus claire et la plus constante possible. Notre offre actuelle est encore trop complexe : la diversité de nos configurations cabines la rend peu lisible par nos clients comme par nos équipages, la diversité de nos avions sur une même destination n'offre pas un produit constant d'un jour à l'autre. Il faut rappeler que nous sommes actuellement la seule compagnie major qui n'offre pas encore de produits cohérents ou de sièges full flat en Business, et nous déployons tous nos efforts pour offrir une meilleure expérience afin de créer une promesse de marque à nos clients."

La problématique des coûts n'est pas réglée

Pour autant, la fin de Joon et cette montée en gamme ne doivent pas faire oublier la question des coûts. La création de Joon résultait de l'incapacité d'Air France à baisser ses coûts en propre. Joon permet en effet d'exploiter de manière rentable des lignes sur lesquelles Air France perd de l'argent et d'en rouvrir d'autres qui ont été récemment abandonnées faute de rentabilité. Il y a encore 18 mois, 35% des lignes long-courriers d'Air France étaient dans le rouge. Sur le moyen-courrier, le taux de lignes déficitaires atteignait même 80%.

La problématique de la compétitivité intrinsèque d'Air France reste donc posée, alors que l'allègement du fardeau fiscal, espéré dans le cadre des Assises du transport aérien, est aujourd'hui dans les limbes avec la crise des "Gilets jaunes". Or, après la hausse de salaires de 4% consentie en septembre à tous les personnels pour tourner la page d'un conflit social qui a coûté 350 millions d'euros au premier semestre, l'arrivée de Ben Smith se traduit davantage par une augmentation des coûts que par une baisse. Ceux-ci vont d'ailleurs encore grimper avec les augmentations individuelles de 1,8% pour le personnel au sol pour 2019 et la hausse de 4,7% de rémunération supplémentaire en cours de négociation avec les pilotes en contrepartie de mesures permettant d'améliorer la performance de la compagnie. Et peut-être par la récupération des efforts consentis par les pilotes lors de la création de Joon qui s'élevaient à 40 millions d'euros par an.

12 – Le Monde : Modernisations & Équipements

Bourse

Rebond record à Wall Street qui reprend espoir

Bourse https://www.latribune.fr/ Par Delphine Cuny | 05/01/2019, 10:37



La Bourse américaine a connu la plus forte progression simultanée de ses trois grands indices depuis des années. (Crédits : Mike Segar)

Le Dow Jones et le S&P 500 ont gagné plus de 3% vendredi et le Nasdaq plus de 4%, après la publication des meilleurs chiffres de l'emploi américain depuis 10 mois et des commentaires apaisants du patron de la Fed. L'année 2019 s'annonce chaotique.

Les investisseurs n'ont pas (encore) complètement cédé au pessimisme. Vendredi, la Bourse américaine a connu la plus forte progression simultanée de ses trois grands indices depuis des années. L'indice Dow Jones a gagné 3,29%, à 23.433,16 points, le S&P 500, plus large, a pris 3,43%, à 2.531,94 points et **le Nasdaq Composite s'est envolé de 4,26%** à 6.738,86 points. Un contraste saisissant avec la séance de jeudi, qui avait vu les indices plonger, sous le poids d'Apple, après son profit warning. Intel a gagné plus de 6%) et **Apple a rebondi de 4,27%** vendredi.

Ce début d'année semble annoncer une période de convulsions sur les marchés, sur fond de ralentissement de la croissance mondiale. Sur l'ensemble de la semaine, raccourcie par le Nouvel An, le S&P 500 a gagné 1,86%, le Dow 1,61% et le Nasdaq 2,34%.

La publication du **meilleur rapport mensuel sur l'emploi aux Etats-Unis depuis 10 mois**, avec la création de 312.000 emplois en décembre, le chiffre le plus élevé depuis février, a redonné le moral aux investisseurs sur la vigueur de l'économie américaine. Les déclarations du président de la Réserve fédérale, Jerome Powell, qui a assuré que la Fed était prête à adapter sa politique monétaire en cas de besoin, ont achevé d'apaiser les craintes de remontée brutale des taux d'intérêt, après les quatre hausses de 2018.

Jerome Powell pas prêt de démissionner

Attaqué sur ses choix monétaires par Donald Trump, qui l'a lui-même nommé, le patron de la banque centrale s'est montré à la fois ferme, affirmant son indépendance, et flexible, sur la trajectoire des taux, qualifiant de "*très solide*" le dernier rapport sur l'emploi.

"Au vu en particulier des chiffres d'inflation mitigés que nous avons constatés, nous serons patients tout en étudiant la manière dont évolue l'économie", a déclaré Jerome Powell lors d'un débat organisé à Atlanta. "Nous sommes toujours prêts à modifier l'orientation de la politique et à la modifier de manière significative" a-t-il ajouté. "Nous écoutons de façon appropriée le message que les marchés envoient et nous allons prendre en compte ces risques baissiers dans la conduite de notre politique à l'avenir."

Des propos jugés apaisants par les investisseurs, qui font preuve d'une grande nervosité. La remontée des taux incite ces derniers à fuir les actifs à risque, comme les actions, au profit des emprunts d'Etat.

Prié de dire s'il démissionnerait de ses fonctions si Donald Trump le lui demandait, Jerome Powell a répondu "*non*", ajoutant qu'aucune rencontre avec le président américain n'était prévue à son agenda.

Industries

Aéronautique : Boeing l'emporte sur tous les tableaux face à Airbus

Entreprises & Finance Industrie Aéronautique & Défense https://www.latribune.fr/ Par Fabrice Gliszczynski | 09/01/2019, 19:37



La performance de Boeing constitue, pour certains experts, une surprise car l'industriel américain n'a pas proposé de nouveaux programmes. (Crédits : Alwyn Scott)

Le groupe américain a livré plus d'avions que son rival européen et a engrangé plus de prises de commandes.

Boeing aura été le grand vainqueur de l'édition 2018. Pour la première fois depuis bien longtemps, le géant américain a non seulement remporté le match des livraisons d'avions mais également celui des prises de commandes, alors que sur ce dernier terrain de jeu, il s'était souvent fait dépasser sur le fil ces dernières années par Airbus.

Malgré plusieurs gros contrats signés en décembre, l'industriel européen a terminé l'année avec 747 commandes nettes, loin derrière les 893 annoncées mardi par Boeing. L'écart est encore plus important si l'on exclut des résultats d'Airbus les 135 commandes d'A220 du nom des C-Series du

Canadien Bombardier, comptabilisés dans le portefeuille d'Airbus depuis sa prise de contrôle du programme canadien en juillet.

La performance commerciale de Boeing a surpris

La performance commerciale de Boeing constitue une surprise pour certains experts. Dans la mesure où de nombreuses commandes avant étaient signées l'année précédente et en l'absence de nouveaux programmes, nombre d'entre eux avaient prévu au contraire une année moins soutenue, plus proche d'un « book to bill » (ratio entre les commandes et les livraisons) de 0,75-0,8 que de 1 comme l'Américain s'en est au final approché.

Boeing termine également en tête en termes de production. Le groupe américain a fait état mardi de 806 livraisons, 43 de plus qu'en 2017. Même si la direction tablait initialement sur un nombre compris de 810 à 815 appareils, cette performance est suffisante pour devancer Airbus. Ce dernier a livré 800 appareils, dont 20 A220. Un résultat que le groupe européen comptait initialement atteindre sans les avions canadiens. Mais les difficultés de production rencontrées par plusieurs fournisseurs, en particulier les motoristes, mais aussi en interne dans l'usine d'assemblage de Hambourg, ont contraint Airbus à revoir sa copie en octobre.



The Boeing Company

✔ @Boeing

What a great year! We delivered 806 commercial and 96 military aircraft in 2018. Learn more about our 2018 deliveries: http://bit.ly/2Qx2WlR

20:02 - 8 janv. 2019

Airbus se rapproche de Boeing en termes de production

Pour autant, grâce à un effort colossal au dernier trimestre au cours duquel il aura livré près 285 avions, l'avionneur européen s'en tire très bien. Il réduit même l'écart de production par rapport à son rival. Airbus finit avec 26 avions de moins que Boeing, contre 45 appareils un an plus tôt.

"Mieux équilibrer la production sur l'ensemble de l'année sera l'un des enjeux de l'année pour l'Airbus», assure un expert. "Pour cela il faut accélérer la digitalisation de l'entreprise et des fournisseurs et donner plus de visibilité à ces derniers", ajoute-t-il.

Alors qu'Airbus prévoit d'augmenter les cadences d'A320 en 2019, le groupe discutait jusqu'ici avec les motoristes de la possibilité de franchir une nouvelle étape pour aller jusqu'à la cadence de 70 avions livrés par mois au cours de la prochaine décennie. Ce qui permettrait peut-être de dépasser Boeing, malgré les baisses de cadence attendue de la production d'A330 et d'A380. Pour autant, les menaces de récession qui planent sur l'économie mondiale peuvent appeler à la prudence.

L'énorme crash du marché des satellites de télécoms commerciaux en 2018

Entreprises & Finance Industrie Aéronautique & Défense https://www.latribune.fr/ Par Michel Cabirol | 09/01/2019, 13:28



Airbus Space Systems a été sélectionné par Eutelsat pour fournir deux satellites de télécoms de nouvelle génération Hotbird (13F et 13G) (Crédits : Eutelsat)

Le marché des satellites télécoms géostationnaires s'est élevé entre quatre ou cinq en 2018. C'est peu, trop peu pour faire vivre une dizaine de constructeurs de satellites.

Entre quatre et cinq, selon les sources interrogées. C'est le nombre de satellites de télécoms commerciaux commandés en 2018 sur le marché ouvert. C'est peu, très peu par rapport aux années précédentes (huit satellites GTO en 2017, 15 en 2016 et 22 en 2015). C'est trop peu également pour faire vivre la dizaine de constructeurs de satellites. Car le marché est complètement atone. A-t-il atteint son niveau le plus bas et va-t-il rebondir dès cette année ? C'est ce qu'anticipe le PDG d'Arianespace, Stéphane Israël, qui présentait mercredi ses vœux à la presse et qui a recensé cinq contrats de satellites vers l'industrie. *"Le marché commercial géostationnaire est calme"* mais Stéphane Israël anticipe *"un rebond"* dès 2019, au-delà même du niveau de 2017. L'ensemble du marché géostationnaire (ouvert et fermé) est estimé à plus de 1,2 milliard de dollars en 2018.

"C'est maintenant la troisième année que le marché commercial et singulièrement le marché géostationnaire est extrêmement calme", a-t-il souligné. "Nous avons beaucoup de discussions avec nos clients sur différents continents, et on sent à l'évidence un frémissement, que beaucoup de projets qui avaient été retardés sont maintenant en train de se concrétiser", a-t-il expliqué pour étayer son optimisme sur un rebond de ce marché.

Des constructeurs français performants

Sur un marché très restreint, les constructeurs français ont brillé. Ce qui est une petite satisfaction dans ce marché déprimé. Dans ce contexte, Airbus Space Systems a réalisé un énorme coup commercial en étant sélectionné par Eutelsat pour fournir deux satellites de télécoms de nouvelle génération Hotbird (13F et 13G). Une commande estimée à 500 millions d'euros. De son côté, Thales Alenia Space (TAS) a gagné en avril 2018 la fabrication du satellite Konnect VHTS (Very High Throughput Satellite) pour le compte également d'Eutelsat. Ce satellite va connecter par satellite les Français qui vivent dans des zones isolées et difficiles d'accès. Les deux industriels français ont également obtenu des contrats portant sur la fabrication de charges utiles (payloads) : Express AMU3 et Express AMU7 pour TAS et AngoSat 2 pour Airbus.

Outre les trois satellites d'Eutelsat confiés à ADS et TAS, Loral (groupe Maxar Technologies) a remporté le satellite BSAT-4b pour le compte de l'opérateur japonais B-SAT. Enfin, Intelsat a attribué à Orbital ATK, devenu Northrop Grumman Innovation Systems (NGIS) le satellite de communications Galaxy 30 bandes Ku et Ka. Mais le contrat a-t-il été signé fin 2017 ou début 2018? Il y a semble-t-il débat.

Le marché fermé également atone

Par ailleurs, sur le marché considéré comme fermé, la société russe ISS Reshetnev basée à Krasnoïarsk, a remporté en août deux satellites de RSCC, le fournisseur de services par satellite, Express-AMU3 et Express-AMU7. Ils seront lancés en 2020. Le russe RKK Energia a également remporté le satellite de télécoms angolais AngoSat 2, qui sera lancé en 2020. Un succès en dépit de l'échec d'AngoSat 1, qui a été perdu au bout de quatre jours. Enfin, l'Inde a confié à ISRO deux

satellites GSAT-30 et GSAT-31 qui seront conçus, assemblés et intégrés par l'agence spatiale indienne.

Lancement de satellites : le leader, c'est qui ? C'est Arianespace

Entreprises & Finance Industrie Aéronautique & Défense https://www.latribune.fr/ Par Michel Cabirol | 10/01/2019, 12:36



Arianespace prévoit jusqu'à 12 lancements depuis le CSG en 2019 (Crédits : CHRISTIAN HARTMANN)

Selon le PDG d'Arianespace, Stéphane Israël, la société de services de lancement européenne a réaffirmé "de façon incontestable" son "leadership sur le segment géostationnaire".

Année après année (à l'exception de 2014), Arianespace réaffirme son leadership en matière de lancements de satellites commerciaux. 2018 n'a pas dérogé à la bonne habitude prise par la société de services de lancement européenne. L'an dernier, Arianespace a effectué 11 lancements (6 Ariane 5, 3 Soyuz et 2 Vega) depuis le Centre spatial guyanais. Ces lancements réalisés pour 13 clients, dont cinq au profit d'institutions européennes, ont permis de mettre en orbite 21 satellites (dont 13 satellites commerciaux) pour près de 57 tonnes de charge utile, et d'atteindre un chiffre d'affaires de 1,4 milliard d'euros. Notamment Ariane 5 a effectué quatre lancements doubles vers l'orbite géostationnaire sur les six réalisés en 2018.

"Nous en avons envoyé huit (satellites géostationnaires, ndlr), cela représente la moitié des satellites géostationnaires commerciaux qui ont été mis en orbite l'an dernier", a fait observer le PDG d'Arianespace, Stéphane Israël. "L'an dernier, il y a eu de façon incontestable, la réaffirmation de notre leadership sur le segment géostationnaire", a-t-il précisé.

Une très bonne année commerciale en 2018

Sur le plan commercial, Arianespace a signé 18 contrats en 2018, dont le premier contrat commercial pour Ariane 64 dans le cadre d'un accord multi-lancements portant sur cinq satellites avec Eutelsat et le premier vol Vega SSMS. Côté institutionnel, le CNES et la DGA ont signé pour le satellite d'observation CSO-3 un lancement à bord d'une Ariane 62. Cela représente au total 15 clients différents afin de mettre en orbite 26 nouveaux satellites (de neuf kg à plus de six tonnes). C'est l'équivalent de deux Ariane 5, deux Ariane 64, une Ariane 62, trois Vega et/ou Vega C (dont le vol de démonstration du service de lancement multiple de petits satellites SSMS), ainsi que deux premières opportunités pour le vol SSMS 2 sur Vega et deux nanosatellites du CNES (ANGELS et EyeSat), qui embarqueront sur Soyuz en 2019. En outre, le satellite Taranis, signé également avec le CNES en 2012, volera sur Vega en 2020.

Dans le contexte d'un marché des satellites de télécoms géostationnaires très resserré, Arianespace a réaffirmé son leadership sur ce segment, avec le gain de huit satellites supplémentaires (cinq Eutelsat, deux ISRO, un B-SAT), portant à 28 les satellites GEO dans son carnet de commandes et devançant nettement ses concurrents en termes de part de marché, notamment SpaceX qui s'est focalisé sur les missions institutionnelles. Vega confirme également ses succès dans le domaine de l'observation de la Terre, avec trois satellites supplémentaires gagnés. La commercialisation du vol de démonstration du service de lancement multiple de petits satellites (SSMS) a entraîné la signature d'accords commerciaux avec sept clients pour un lancement en 2019.

Début 2019, le carnet de commandes d'Arianespace atteignait 4,2 milliards d'euros. Soit l'équivalent de 54 lancements : 70% commerciaux, 30% institutionnels en valeur ; 40% pour des missions géostationnaires (GEO) et 60% pour des missions non GEO ; et, enfin, 68% pour les

télécoms, 24% pour l'observation de la Terre, 4% pour la navigation et 4% pour la science et la technologie. Cela représente 18 Ariane (13 Ariane 5, trois Ariane 62 et deux Ariane 64), 26 Soyuz et 10 Vega/Vega C.

Jusqu'à 12 lancements en 2019

Arianespace prévoit jusqu'à 12 lancements depuis le CSG en 2019, dont deux missions institutionnelles. Dans le détail, la société compte jusqu'à cinq Ariane 5, toutes en lancements doubles vers l'orbite de transfert géostationnaire, dont la première prévu le 5 février 2019 pour les clients Arabsat, Hellas Sat et "King Abdulaziz City for Science and Technology" d'une part et l'ISRO, l'agence spatiale indienne, d'autre part. Elle vise jusqu'à trois Soyuz avec notamment le premier lancement de la constellation OneWeb le 19 février, qui ouvrira la voie à de prochains lancements depuis Baïkonour à partir du dernier trimestre 2019. Le lanceur russe lancera également une cinquième mission pour la constellation O3b (SES), la mission COSMO-SkyMed/CHEOPS pour l'agence spatiale et le Ministère de la Défense italiens et l'ESA.

Enfin, Vega effectuera jusqu'à quatre lancements Vega **:** la mission PRISMA pour l'agence spatiale italienne (ASI), les deux Falcon Eye pour les Emirats Arabes Unis et le vol de démonstration du service de lancement de petits satellites (SSMS) de Vega, un programme lancé par l'ESA en 2016 avec la contribution de la Commission européenne. Ce vol a pour objectif de répondre aux besoins institutionnels et commerciaux du nouveau marché prometteur des micro-satellites. Le vol de qualification de Vega C est prévu à partir de la fin de l'année. Aux côtés de l'ESA, maître d'ouvrage du programme Vega C, et d'Avio, maître d'œuvre du lanceur, Arianespace prépare activement le premier lancement de Vega C qui, grâce à une augmentation de sa capacité d'emport (masse et volume utiles), pourra accomplir une variété encore plus importante de missions (des nanosatellites aux gros satellites optiques et radars).

D'ores et déjà trois campagnes de lancements sont actuellement en cours au Centre spatial guyanais avec les trois lanceurs d'Arianespace. La cadence soutenue du dernier trimestre 2018 se poursuit avec quatre lancements visés dès le premier trimestre 2019. Un programme ambitieux à la portée d'Arianespace.

Technologie

La télé « enroulable » de LG bientôt dans vos salons

Actualités Economie Innovation - High Tech https://www.ladepeche.fr/ Publié le 09/01/2019 à 16:00, Mis à jour le 09/01/2019 à 16:29



La télé révolutionnaire selon LG dont l'écran disparaît et s'enroule à l'intérieur de son socle. / photo LG

Beaucoup en rêvaient, LG l'a fait. Le constructeur sud-coréen a présenté au salon high-tech de Las Vegas une télé à l'écran « enroulable » mise en vente cette année.

« Ce que la science-fiction a imaginé il y a des décennies est désormais une réalité. » En marge du salon CES (Consumer Electronic Show) de Las Vegas, le Sud-Coréen LG a dévoilé une télévision dont l'écran pliable de 65 pouces (165 cm) peut complètement s'enrouler et se dérouler dans sa base qui fait office d'enceinte dernier cri.

Le constructeur sud coréen n'a pas donné de date pour sa commercialisation, mais le groupe a présenté ce modèle dans sa gamme 2019 laissant supposer qu'il pourrait être disponible cette année. Pas de prix indiqué même si tout laisse à penser qu'il faudra compter plus de 15 000 dollars pour se payer cette merveille technologique qui déjà fait le bonheur des décorateurs d'intérieur. Fini l'écran, même plat, même incurvé, place à une enceinte discrète dans laquelle disparaît (ou réapparaît) à volonté l'écran équipé des assistants virtuels vocaux d'Amazon (Alexa)

et de Google (Assitant) ainsi que du logiciel Airplay d'Apple qui permet de diffuser directement sur l'écran le contenu de son Iphone.

Le smartphone de demain

Le Sud-coréen est donc prêt à commercialiser cette nouvelle technologie, qui après des années de recherches et de prototypes, va révolutionner le secteur technologique, et notamment les fabricants de smartphones qui voient dans cette (r)évolution un moyen de relancer un marché devenu atone.

Le fabricant de smartphones Samsung qui semblait en avance sur cette technologie ne présente pas de modèle « pliable » à Las Vegas, réservant une annonce pour le Mobile World Congress qui aura lieu à Barcelone du 25 au 28 février 2019.

Au CES, seule la start-up chinoise Royole a présenté un modèle – FlexPai – doté d'un écran pliable qui peut se transformer en tablette et désormais en vente en Chine et aux Etats-Unis pour 1 300 dollars .

Selon les spécialistes, les écrans pliables seront donc la grosse tendance de cette année même si les applications et les systèmes d'exploitation (Ios, Android) doivent être entièrement repensés pour fonctionner sur ces nouveaux écrans ouvrant de nouvelles opportunités pour ceux qui les conçoivent.

Technologie numérique

CES 2019: 420 entreprises françaises présentes à Las Vegas

Tech & Web http://www.lefigaro.fr/ Par Elsa Bembaron Mis à jour le 07/01/2019 à 11:11 Publié le 06/01/2019 à 19:07

Notre dossier / CES Las Vegas 2019 : tout ce qu'il faut savoir sur le grand salon de la high-tech



Le CES s'ouvre ce lundi à Las Vegas. FREDERIC J. BROWN/AFP

Des start-up aux grands groupes, les entreprises françaises n'ont jamais été aussi représentées à la grand-messe de la tech.

«Chasser en meute.» L'expression chère à Fleur Pellerin quand elle était secrétaire d'État du Numérique a fait école. En 2019, jamais les Français n'auront été aussi nombreux à faire le déplacement au CES de Las Vegas. Les chiffres parlent d'eux-mêmes, plus de 420 entreprises tricolores sont présentes sur le salon, selon le décompte d'Olivier Ezraty, consultant et auteur du «rapport du CES». Parmi elles, près de 380 start-up, un chiffre qui reste considérable et qui fait de la France la nation la plus représentée à l'Eurêka Park. Mais il faut savoir raison garder, il ne s'agit que de l'espace réservé aux jeunes entreprises et qui représente à peine un quart de ce tentaculaire événement!

Peu de politiques

Les grands groupes font eux aussi le déplacement. Certains sont des habitués et accompagnent des start-up qu'ils aident à grandir: La Poste, Legrand, Engie, Valeo, Faurecia. Pour leur part, Total, Dassault Systèmes et Air France sont partenaires de la région Île-de-France, emmenant une trentaine de jeunes pousses. Les régions ont aussi répondu à l'appel du CES, onze d'entre elles sur treize y sont présentes, dont neuf regroupées sous la bannière de la French Tech, à la demande de Business France. Celle-ci bénéficie du soutien d'Orange, STMicroelectronics ou encore BNP Paribas et Bolloré Logistics. Preuve de la transversalité des sujets abordés, les fédérations professionnelles sont aussi plus nombreuses à y emmener leurs membres: le bâtiment

(FFB), l'aéronautique, la COMME (confédération des PME) ou le Cigref pour les grandes entreprises…

En revanche, les politiques seront les grands absents de cette édition, après avoir monopolisé l'attention lors des cinq précédentes. Crise des «gilets jaunes» oblige, l'heure n'est pas au déplacement à Las Vegas. Le ministre de l'Économie, le secrétaire d'État au Numérique, la présidente de région Île-de-France, celui de la région Aquitaine et beaucoup d'autres ont renoncé à y aller. Pas de quoi perturber Christophe Béchu, le maire d'Angers et président d'Angers Loire Métropole. Après avoir lancé un appel d'offres autour du territoire intelligent, il vient faire de la veille technologique, avec pour ambition de faire d'Angers «la vitrine de la ville intelligente».

10.000 startups au CES : et les gagnants sont...

Technos & Medias Innovation et Start-up Par latribune.fr | 09/01/2019, 18:40



Le Prix 10.000 startups pour changer le monde récompense à l'occasion du CES 2019 les startups innovantes. (Crédits : iStock)

La huitième saison du Prix 10.000 startups pour changer le monde a été lancée à Las Vegas, en marge du CES, le plus grand salon technologique au monde. Cinq startups ont été primées.

Le prix 10.000 startups pour changer le monde, c'est reparti ! Pour marquer le coup d'envoi de sa huitième édition, l'événement tech organisé par La Tribune et BNP Paribas débute sa tournée à Las Vegas, en marge du CES. Avant d'effectuer le tour des France des plus belles startups, le jury composé de représentants d'Enedie, de WeHealth by Servier, d'Arkéa, de la RATP et de OuiSncf, a récompensé cinq startups francophones exposant au CES.

Dans la catégorie Energie, le jury a distingué la startup québécoise Lithion Recycling. La pépite canadienne a développé un procédé de recyclage de tous les modèles de batteries lithium-ion, provenant de l'électronique grand-public comme des véhicules électriques. 95% des composants peuvent ainsi être recyclés.

Dans la catégorie Protech/Smart building, c'est le français Bonjour + qui a reçu les faveurs du jury. La startup a développé un interphone connecté au smartphone, qui permet d'interagir avec le visiteur depuis son smartphone même en étant absent, de donner un QR code qui débloque la porte pour des visiteurs autorisés, ou encore d'envoyer une alerte lorsque quelqu'un rôde de manière suspecte près du domicile.

Dans la catégorie Mobilité/Transport, le gagnant est le québécois Smart Halo. Ce produit montréalais vise à changer le quotidien des cyclistes. Il suffit de le fixer à son guidon et de le connecter à son smartphone pour rendre le vélo intelligent en lui apportant un système de navigation, une alarme antivol et une lumière nocturne automatique.

Dans la catégorie Santé, la startup belge Intersysto a séduit le jury avec sa solution d'aide au maintien à domicile des seniors. Son outil interactif, "3S Homecare", permet aux patients d'être mieux pris en charge par les prestataires d'aide et de soins à domicile comme les médecins, infirmiers, kinés, ou encore les aide-ménagères, grâce à une tablette qui permet au patient de s'organiser et aux professionnels de noter au fur et à mesure leurs actions.

Enfin, **dans la catégorie Smart city**, le jury a récompensé la startup française Parkki. La pépite de Lille peut agréger les données de stationnement dans les parkings en ville, et informe les utilisateurs de son application en temps réel pour leur éviter de tourner en rond pendant une demi-heure.

Ecrans, voiture autonome, smart home, French Tech... ce qu'il faut retenir du CES 2019

Technos & Medias Innovation et Start-up https://www.latribune.fr/ Par Sylvain Rolland | 11/01/2019, 6:28



Samsung a impressionné avec "The Wall", un immense téléviseur 4K de 75 pouces et 190cm, à base de Micro-Led. (Crédits : DR)

Alors que le CES 2019 s'achève à Las Vegas, La Tribune revient sur les temps forts du plus grand salon technologique au monde.

- **Google star de la maison connectée, devant Amazon**

En France, le marché de la commande vocale avec les assistants personnels intelligents peine à décoller puisque seulement 9% de la population s'est équipée. Mais aux Etats-Unis, un foyer sur quatre possède l'enceinte intelligente d'Alexa ou celle de Google. Les deux géants se partagent le marché de la « smart home » (maison connectée et intelligente), avec toujours une prime au premier pour Amazon (30% contre 27% pour Google fin 2018). Mais Google rattrape rapidement son retard. Au CES 2019, les deux concurrents étaient intégrés dans tous les objets connectés de la maison, ou presque. Google a même annoncé que son Assistant fonctionne aujourd'hui sur **près d'un milliard d'appareils connectés** dans le monde. Autrement dit, les constructeurs semblent accepter qu'Alexa et Google Assistant deviennent le standard de la commande vocale, et ils y adaptent la plupart de leurs objets connectés, du frigidaire à la télévision, en passant par le four, la cafetière, le lave-vaisselle, l'éclairage, le miroir de la salle de bain et même le lit.

Au petit jeu de celui qui a fait la plus forte impression, Google était vraiment immanquable avec son énorme stand à l'entrée du Las Vegas Convention Center (LVCC), le centre névralgique du salon. Le géant californien a aussi profité du CES pour annoncer de nouvelles fonctionnalités pour Google Assistant. Celui-ci sera désormais **intégré à Google Maps** afin de pouvoir effectuer des recherches d'itinéraires par la voix et partager les informations avec des amis pour les informer par exemple de l'heure d'arrivée. Dans la même logique de faciliter la mobilité, Google Assistant va être capable aux Etats-Unis de **simplifier le check-in à l'aéroport** en retrouvant vos informations de vol, en vous indiquant l'heure de l'embarquement et en affichant le billet. Sur les appareils Google Home, l'Assistant sera aussi capable de **traduire en temps réel** vos propos en une autre langue, par la voix et par texte. Enfin, Google lance **Assistant Connect, une plateforme destinée aux développeurs**, pour permettre aux fabricants d'objets connectés d'ajouter eux-mêmes de nouvelles fonctionnalités à Google Assistant.

- **Démesure des écrans**

Historiquement le salon des écrans, le CES 2019 a tenu ses promesses dans ce domaine. Cette édition a été celle de la démesure avec des modèles de plus en plus sophistiqués et spectaculaires. Globalement, le salon a été le théâtre de l'éclosion de la 8K (33 millions de pixels contre 8 millions pour les téléviseurs 4K et 2 millions pour ceux qui sont en Full HD), ce qui permet de proposer des écrans énormes de 49 pouces, sans perte de qualité.

LG a réussi le plus grand coup en présentant son téléviseur OLED enroulable. Le dispositif permet à l'écran de disparaître après utilisation dans un meuble design qui fait office de barre de son. Compatible avec les assistants vocaux Alexa d'Amazon et Google Assistant, le téléviseur intègre un système de son Dolby Atmos 4.2 d'une puissance de 100 watts et sera commercialisé au deuxième semestre 2019 pour un prix encore inconnu.



LG Electronics

✔ @LGUS

The LG Signature OLED TV R will stop you in your tracks at #CES2019. #LgCES2019

155

01:58 - 9 janv. 2019

Samsung, qui disposait encore une fois du plus grand stand du salon, a également impressionné avec "The Wall", un immense téléviseur 4K de 75 pouces et 190cm (!), à base de Micro-Led. Une technologie qui permet à Samsung de diviser par quatre la taille de ses pixels, ce qui donne une image d'une grande pureté.

Tous les constructeurs ont présenté des innovations spectaculaires dans les écrans. Sony a dévoilé deux téléviseurs 8K de très grande taille, de respectivement 215 cm et 249 cm de diagonale, tout comme Sony, Panasonic, TLC, Huawei ou encore Lenovo.

- **La voiture autonome en force**

Depuis quelques années, les mobilités ont le vent en poupe au CES. L'édition 2019 n'a pas fait exception, bien au contraire. Avec la plupart des constructeurs mondiaux privilégiant le CES au salon de Detroit pour présenter leurs innovations, le salon a donné un aperçu des mobilités de demain, et notamment la voiture du futur, qui sera autonome et connectée. Ainsi, Nissan a présenté son nouveau SUV électrique autonome, baptisé Nissan iMx. Le français Navya a aussi fait sensation avec son taxi autonome pouvant accueillir jusqu'à six personnes et pouvant rouler jusqu'à 90 km/h. De son côté, Mercedes-Benz a dévoilé Smart Fortwo Vision IQ, une voiture électrique 100% autonome destinée à l'autopartage, tout comme Toyota ou encore Ford.

L'industrie des semi-conducteurs s'en retrouve dynamisée, puisque la voiture devient un ordinateur mobile doté d'intelligence, qu'il faut sécuriser et connecter à son environnement. Le constructeur Ford a annoncé au CES un partenariat avec le fabricant de processeurs Qualcomm à partir de 2022, pour déployer la technologie Cellular Vehicule-to-Everything (C-V2X) sur ses véhicules. Ce standard qui fonctionne sur la 5G permettra à tout véhicule équipé, y compris d'autres marques, d'accéder à des données issues des infrastructures des villes, comme le réseau des feux de la voirie, aux données collectées par les capteurs des autres véhicules, et au flux destinés au divertissement des passagers (vidéo, internet...).

Puisqu'on ne conduira plus dans la voiture de demain, les industriels rivalisent d'inventivité pour aménager l'habitacle libéré du volant, du levier de vitesse et des pédales, afin que les passagers puissent se divertir, travailler ou se reposer à leur convenance. L'Allemand Audi a révélé un projet de média en réalité augmentée, en partenariat avec Disney. Panasonic y intègre des écrans, pour pouvoir communiquer ou regarder Netflix.

- **Grand succès pour la French Tech et le business entre Français**

Plus de 420 entreprises de toutes taille -décompte provisoire- ont exposé au CES. Le record de 2018 (412), qui explosait lui-même celui de 2017 (320), est donc déjà battu. Grands groupes (Dassault Systèmes, Air France, Total, Enedis, La Poste, Crédit Agricole...), centres de recherche (CEA), PME innovantes (Pixminds, spécialisée dans le multimédia, a été la troisième entreprise la plus récompensée au monde avec six Innovation Awards, derrière Samsung et le taïwanais MSI), 11 Régions et plus de 380 startups au total ont fait le déplacement. Côté gouvernement, personne

ne s'est déplacé, mais Mounir Mahjoubi a déambulé virtuellement dans les allées du salon pour montrer son soutien à la French Tech.

Le pari de Business France et de la Mission French Tech de fédérer les régions sous la bannière du coq de la French Tech, a été une franche réussite. Contrairement à l'an dernier, la France a montré un visage unifié et cohérent, au point que sa présence massive au cœur de l'Eureka Park est devenue une attraction pour les visiteurs impressionnés par cette démonstration de force. Les innovations présentées par les Français ont continué à attirer de nombreux médias internationaux. Seul bémol : l'isolement des régions Aura (Auvergne-Rhône-Alpes) et Grand-Est, qui ont choisi de faire bande à part. Leurs startups se sont ainsi retrouvées moins bien placées dans le salon, donc moins visibles.

Au-delà des exposants, il fut impossible de se promener dans les allées du CES et dans les rues de Las Vegas sans entendre parler français. Et pour cause : de nombreuses entreprises, régions et organisations professionnelles comme la CPME ont emmené des délégations fournies de visiteurs, créant un véritable écosystème de "rencontres BtoB" entre français, qui a bénéficié à la fois aux exposants, mais aussi aux visiteurs, qui ont pu faire du business entre eux, en marge du salon. "*Il y a tout le monde au CES, c'est l'endroit où on peut rencontrer des dirigeants qu'il est compliqué de voir à Paris, dans un contexte plus détendu. C'est un accélérateur de business*", se réjouit Julien Nicolas, le Directeur général adjoint de Oui Sncf.

- **Le smartphone pliable ne convainc pas**

Du côté des déceptions, les médias attendaient de pied ferme de tester le premier smartphone pliable, oeuvre du chinois Royole. FlexPai, c'est son nom, a raté son pari. Au-delà de la performance technique de pouvoir plier l'écran de son smartphone, le smartphone a été décrié par des spécialistes pour sa lenteur, et l'écran pour sa faible qualité, loin des meilleurs écrans actuels de Samsung, Huawei ou Apple. La prochaine "révolution du smartphone" attendra, d'autant plus que l'intérêt de pouvoir plier à l'envi son smartphone ne saute pas aux yeux pour le consommateur.

C'est aussi ça le CES : une caverne d'Ali Baba de petites et grandes innovations, parfois révolutionnaires comme la technologie embarquée dans les futures voitures autonomes, parfois triviale à l'image du smartphone pliable ou de l'impression 3D, quasiment absente cette année en raison de son incapacité à trouver son marché.

13 – Rubriques divers (Conférences, etc)

Conférences

Conférence à Rennes: "Comment les citoyens réagissent-ils à la surveillance électronique de masse":

http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 08.01.2019 Par Philippe Chapleau

Jean-Marc Manach sera à Rennes, le 6 février, pour une conférence intitulée : "Boîtes noires et grandes oreilles : comment les citoyens réagissent-ils à la surveillance électronique de masse".

Cette conférence sera suivie d'un entretien entre Christophe Gimbert (IEP Rennes) et Jean-Marc Manach sur le thème : "Comment former des journalistes hackers".

Jean-Marc Manach, journaliste d'investigation indépendant, a publié dans différents médias (Libération, Rue89, InternetActu, Arrêt sur image) le résultat de ses enquêtes sur l'usage d'outils de surveillance électronique en France et à l'étranger. Il est co-auteur d'une bande dessinée Grandes oreilles et bras cassés, avec le dessinateur Nicoby et auteur d'un ouvrage sur la prise en compte de la vie privée dans les habitudes numériques de la génération Y, *La vie privée, un problème de vieux cons ?*

Pratique :

le 6 février à 20 h Université de Rennes 1, amphithéâtre de Sciences Économiques, 7 place Hoche, 35000 Rennes.

Michel Goya, invité de Minerve le 24 janvier, à l'Ecole militaire

http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 12.01.2019 Par Philippe Chapleau

Minerve et le Forum du Futur organisent une conférence le jeudi 24 janvier, de 18h30 à 20h30: "Comment la France a gagné la Grande Guerre !" par le colonel Michel Goya.

Officier des troupes de marine et docteur en histoire moderne, le colonel Goya est avant tout un historien militaire. Il vient de publier un livre sur la guerre 14-18 expliquant les raisons de la victoire française au travers d'une analyse originale de son organisation et de ses atouts comparés. Il propose un nouveau regard sur ce conflit à l'occasion du centenaire de la fin de la Grande Guerre.

Pratique :
Ecole Militaire : Amphithéâtre Louis
Accueil : au 5, place Joffre de 18h00 à 18h30 puis entrée au 1, place Joffre
IMPERATIF : pièce d'identité officielle exigée à l'entrée. Réponse électronique uniquement

Inscriptions **ici**
https://docs.google.com/forms/d/e/1FAIpQLSeDuAmChYKirBG4aCVtFDaW8fB7z63GKNNfm7NWwtMW-A9RqQ/viewform avant le dimanche 20 janvier 2019 (date impérative)

14 – Livres & Publications

Livres

A la découverte du 1er Groupement de sapeurs-pompiers de Paris

http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 06.01.2019 Par Philippe Chapleau



Ce livre publié par les éditions Carlo Zaglia (qui édite aussi le magazine Soldats du feu) propose une balade historique sur le secteur du 1er Groupement de sapeurs-pompiers de Paris, créé en 1972. Un groupement commandé depuis 2017 par le lieutenant-colonel Paul-Marie Vilbé et qui compte 1808 hommes et femmes répartis dans 9 compagnies.

La zone d'intervention du 1er Groupement de la BSPP couvre le Nord de Paris et la Seine-Saint-Denis. Cette zone accueille une population de 2,2 millions d'habitants et se caractérise par de grands ensembles d'habitations qui abritent souvent une population hétérogène vivant en situation de précarité. La Seine-Saint-Denis réunit plus de 40 cités, réputées dangereuses, et à l'habitat souvent délabré. On y trouve plusieurs zones de redynamisation urbaine (ZRU) et zones urbaines sensibles (ZUS).

Du Paris de Napoléon en passant par celui d'Haussmann à nos jours, le livre évoque les constantes révolutions urbaines entraînant les adaptations de la réponse opérationnelle pour assurer le secours efficace de la population.

"Il rend hommage aux hommes et aux femmes du groupement qui ont écrit par leur héroïsme la grande Histoire des pompiers de Paris et qui, sous la bienveillance du Sacré Cœur, ont entretenu le feu sacré", précise l'éditeur qui ajoute qu'il "permet au lecteur de pénétrer le cœur des casernes et des soldats du feu pour y découvrir un état d'esprit et un esprit de Corps : l'esprit Pompier de Paris, respectueux de la Mémoire et en quête d'adaptabilité anticipatrice."

Pour commander l'ouvrage (39 €), c'est **ici** https://www.soldatdufeu.fr/achat/histoire-et-patrimoines-du-1er-groupement-de-sapeurs-pompiers-de-paris/G1.htm

15 – Société

Sciences

Le réchauffement climatique transforme les mésanges en tueurs en série

Actualité Sciences & Environnement http://www.lefigaro.fr/ Par Vincent Bordenave Publié le 10/01/2019 à 17:00



Ne vous y trompez pas, sous ses faux airs mignons, la mésange est une véritable machine à tuer. Tbird ulm under Creative Commons 3.0

Bousculées dans leur quotidien par le changement climatique, les mésanges deviennent de plus en plus violentes et c'est une autre espèce, les gobe-mouches, qui en font le frais.

Les oiseaux sont les seuls animaux appartenant au grand groupe des dinosaures à avoir survécu à leur extinction il y a 66 millions d'années. Et selon les spécialistes, la mésange est l'animal qui d'un point de vue comportemental se rapproche le plus... du T. Rex. Difficile d'imaginer cet oiseau qui pèse tout au plus une dizaine de grammes à l'âge adulte se jeter sur ses adversaires et les massacrer sans aucune pitié. Et pourtant, une étude menée par deux chercheurs hollandais et publiée dans Cell Press montre comment le changement climatique pousse ce petit animal, apparemment inoffensif, dans ces derniers retranchements et le transforme en machine à tuer.

Les deux chercheurs se sont interrogés sur les morts suspectes de plusieurs mâles gobe-mouches noirs. Ces oiseaux partagent leur niche écologique avec les mésanges charbonnières et il arrive qu'ils occupent à tour de rôle le même nid. «Nous avons remarqué que, certaines années, on retrouvait énormément de cadavres de gobe-mouches dans des nids de mésanges charbonnières», explique Jelmer Samplonius, premier auteur de la publication. «Et d'autres années aucun! On s'est demandé si ce partage de niche entre les deux espèces en était responsable.» Les chercheurs ont donc étudié l'évolution précise des populations des deux espèces entre 2007 et 2016.

Les mésanges charbonnières sont présentes sur tout le continent européen. «C'est un oiseau qui ne migre pas», explique Élie Gaget chercheur à l'Institut de recherche pour la conservation des zones humides méditerranéennes de la Tour du Valat. «Elle subit donc les conséquences du réchauffement et doit s'adapter. Cet oiseau se nourrit principalement de chenilles. Avec les hivers qui deviennent de plus en plus doux, les chenilles prolifèrent plus tôt qu'auparavant, ce qui a totalement décalé les mésanges.» En revanche, les gobe-mouches noirs sont migrateurs.

Pendant la saison froide ils se réfugient dans des contrées plus clémentes et ne subissent pas les conséquences de la hausse des températures hivernales.

Une montée de la violence ne met cependant en danger la survie des deux espèces

«Auparavant, les périodes de nidification des deux espèces se succédaient», explique Élie Gaget «Désormais, elles se chevauchent. Ce qui crée quelques bisbilles!» Désormais, de retour de leur grand voyage, les gobe-mouches trouvent leurs niches occupées par des mésanges en pleine couvaison. Les mésanges mâles se montrent particulièrement agressives pour défendre leurs progénitures. Conséquence, la mortalité des mâles gobe-mouches a augmenté de 8,9%.

Cette montée de la violence ne met pourtant en danger aucune des deux espèces. Les chercheurs ont noté que les mâles gobe-mouches qui subissent la terrible loi des mésanges sont ceux qui rentrent le plus tard de leurs migrations. «Chez les oiseaux, les mâles les plus forts rentrent en premier», explique Élie Gaget. «Les derniers sont souvent les plus fragiles. Dans le cas présent, ils se font tuer par les mésanges mais ils n'auraient probablement pas eu de descendance.»

Climat: Les océans se réchauffent plus vite que ce que les mesures indiquaient

Accueil Planète 20 Minutes avec AFP Publié le 11/01/19 à 00h57 — Mis à jour le 11/01/19 à 01h21

PLANETE Les anciennes études ont sous-évalué l'ampleur du phénomène, selon une inquiétante nouvelle analyse...

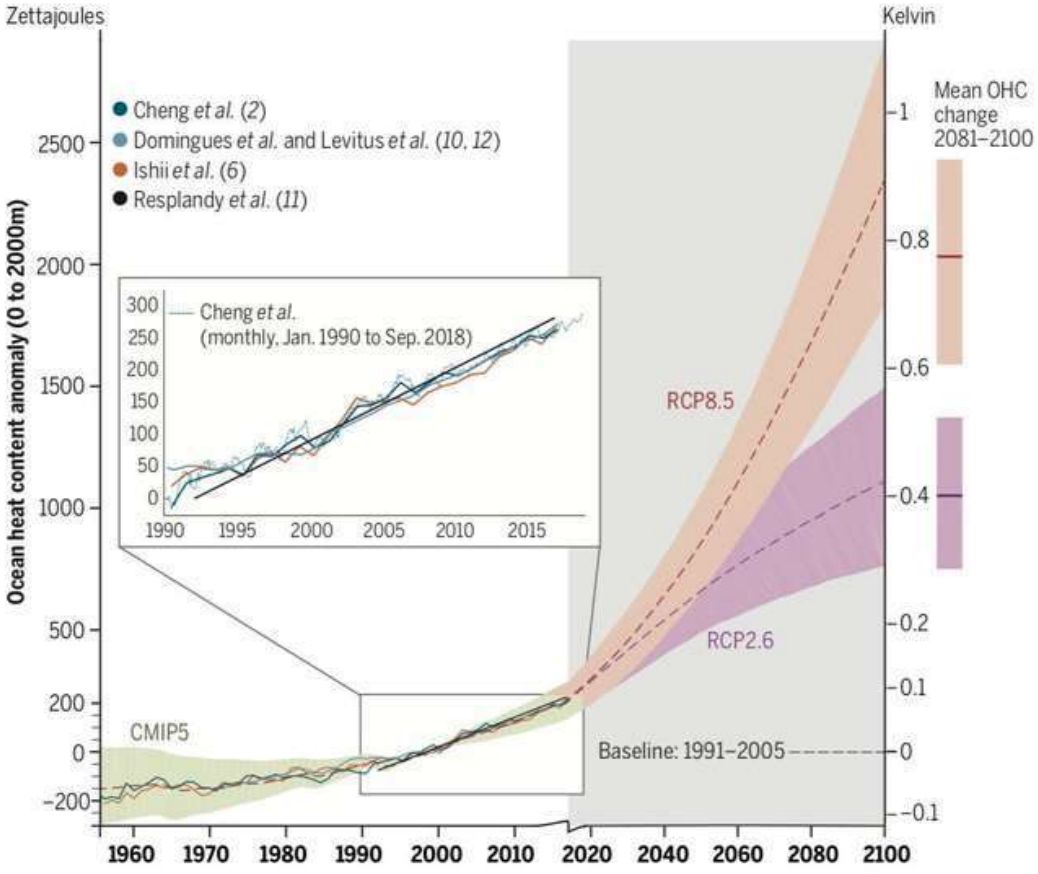


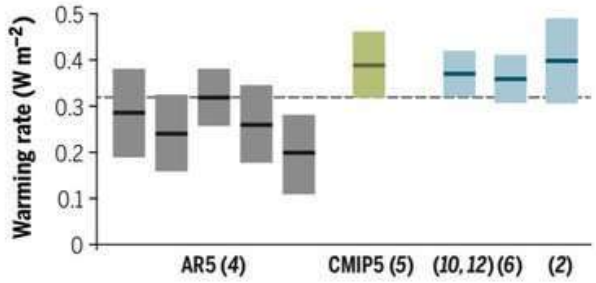
L'océan arctique au large des côtes canadiennes (illustration). — *David Goldman/AP/SIPA*

Le mystère est tranché, et ce n’est pas une bonne nouvelle. Depuis 2014, les experts climatiques étaient perplexes : la hausse de température mesurée des océans n’était pas aussi forte que ce que les modèles climatiques prédisaient. Les thermomètres avaient-ils faux ? Une nouvelle étude parue jeudi dans la revue *Science* résout le problème et confirme que les modèles voyaient juste : au total, la température des océans, dans la couche de 2.000 mètres sous la surface, a été revue à la hausse de façon importante pour la période 1971-2010 par rapport à un rapport scientifique de référence parrainé par l’ONU.

Past and future ocean heat content changes

Annual observational OHC changes are consistent with each other and consistent with the ensemble means of the CMIP5 models for historical simulations pre-2005 and projections from 2005 to 2017, giving confidence in future projections to 2100 (RCP2.6 and RCP8.5) (see the supplementary materials). The mean projected OHC changes and their 90% confidence intervals between 2081 and 2100 are shown in bars at the right. The inset depicts the detailed OHC changes after January 1990 using the monthly OHC changes updated to September 2018 [Cheng *et al.* (*2*)] along with the other annual observed values superposed.





Updated OHC estimates compared with AR5. The three most recent observation-based OHC analyses give ocean warming rates (depths from 0 to 2000 m) for 1971 to 2010 that are closer to model results than those reported in AR5. This increases confidence in the model projections (see supplementary materials for more detail). The error bars are 90% confidence intervals.



Lijing Cheng @Lijing_Cheng

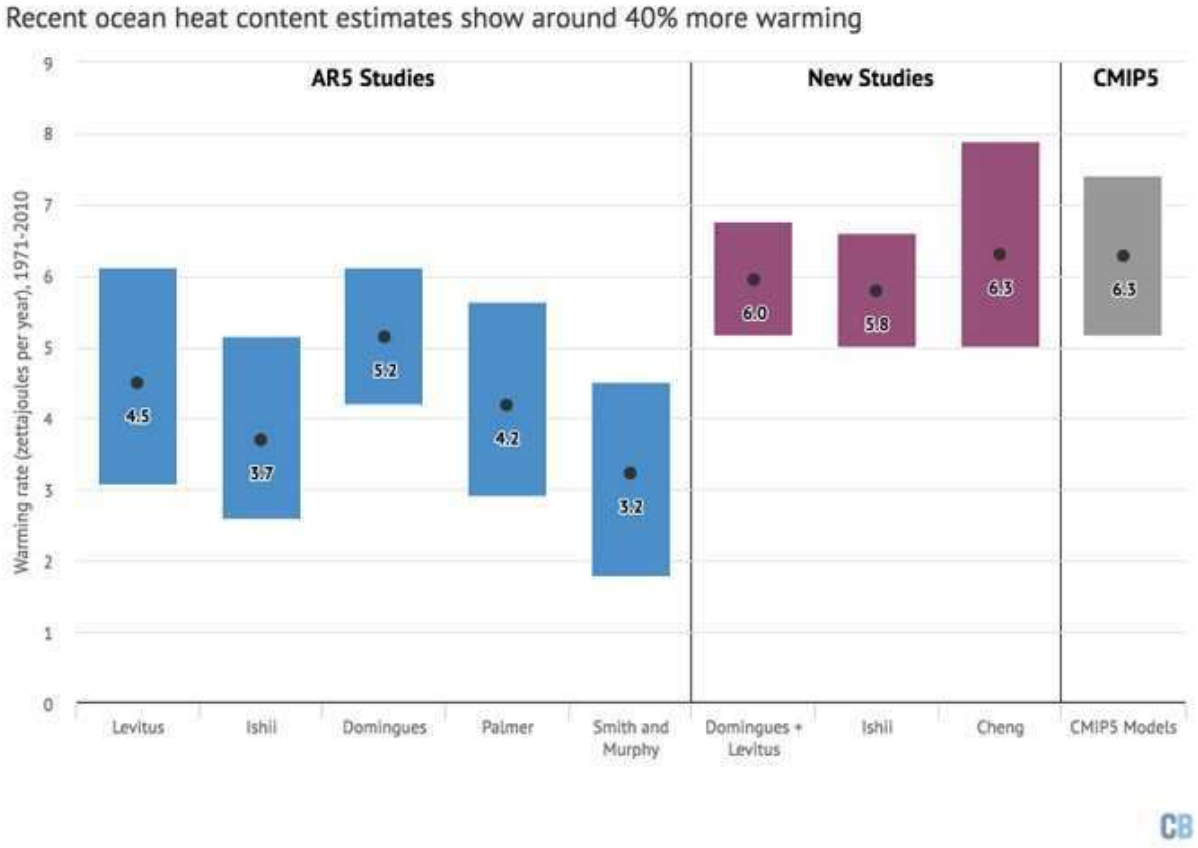
Ocean warming: past and future! Ocean warming has already been detected in the past 60 years, and is accelerating now and well projected in the future! Read our new science study: http://science.sciencemag.org/content/363/6423/128.full …

49

01:56 - 11 janv. 2019

Ce nouveau travail combine quatre études scientifiques publiées depuis 2014 et qui concordent pour dire que les mesures anciennement utilisées n'étaient pas assez précises – et trop basses, in fine.

"Si vous voulez comprendre où se passe le réchauffement climatique, regardez dans nos océans", dit l'un des auteurs du résumé publié dans *Science*, Zeke Hausfather, de l'Université de Californie à Berkeley. "Le réchauffement océanique est un indicateur très important du changement climatique, et nous avons les preuves que ce réchauffement va plus vite que ce que nous pensions". Sur la période 1971-2010, le taux a été revu à la hausse d'environ 40%.



Zeke Hausfather @hausfath

Estimates of ocean warming have been revised substantially upward – by around 40% – in the years since the IPCC 5th Assessment Report, as we discuss in our article in Science today (w/ @Lijing_Cheng). Over at @CarbonBrief we provide a detailed look: https://www.carbonbrief.org/guest-post-observations-and-models-agree-that-the-oceans-are-warming-faster … [1/6]

184

23:00 - 10 janv. 2019

2018 sera sans doute l'année la plus chaude

Le chercheur parle d'"indicateur" car les océans absorbent l'excès de chaleur de l'atmosphère créé par les rejets de gaz à effet de serre. Le réchauffement de l'eau agit comme un signal confirmant la vitesse du changement climatique, explique-t-il. Selon lui, 2018 sera "très probablement l'année la plus chaude jamais enregistrée dans les océans, comme 2017 et 2016 auparavant".

Alors que le Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (Giec) estimait en 2014 que le "contenu thermique des océans", l'unité utilisée pour ces mesures, était entre 0,20 et 0,32 watt par mètre carré pour la période 1971-2010, les quatre nouvelles études convergent autour d'un chiffre supérieur, entre 0,36 à 0,39 -- et 0,55 à 0,68 pour la période la plus récente, à partir des années 1990.

Nouvelles balises plus précises

L'imprécision des mesures passées s'explique par le matériel alors utilisé. Il s'agissait de sortes de thermomètres en forme de torpilles, des bathythermographes, plongeant sous l'eau et reliés par un câble à un navire. Ils ne remontaient pas à la surface et ne duraient pas longtemps.

Depuis le début des années 2000, 3.900 balises "Argo" flottantes et plongeantes réparties sur le globe fournissent des données bien plus complètes sur les 2.000 premiers mètres, transmises par satellites avec une fréquence incomparable. Les nouvelles estimations "semblent résoudre de nombreux problèmes qui affectaient les anciennes mesures, et désormais elles semblent s'accorder plutôt bien aux modèles climatiques", conclut Zeke Hausfather.

Océan Arctique

Arctique: l'US Navy pourrait s'installer dans le détroit de Béring

http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 09.01.2019 Par Philippe Chapleau



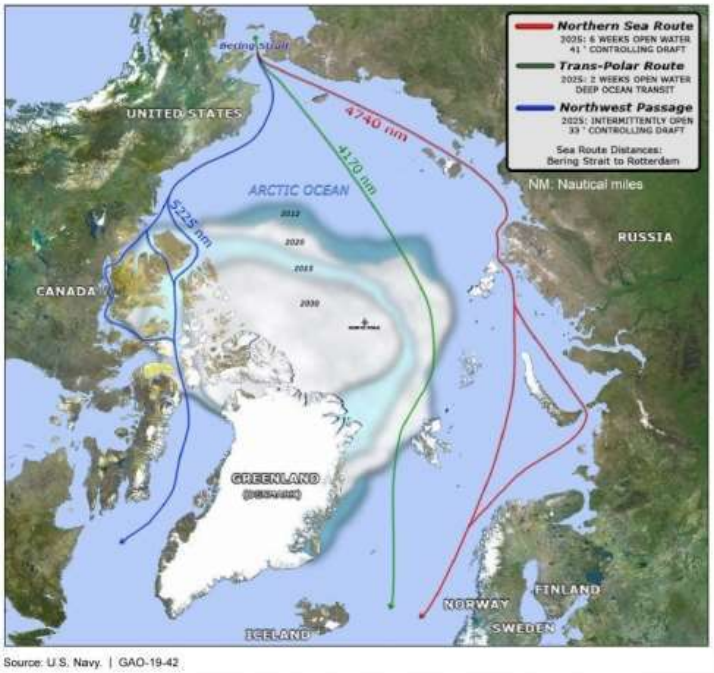
L'Arctique est toujours d'actualité.

Les forces terrestres US se préparent à de futurs déploiements depuis quelques temps déjà, avec des incursions dans le nord de la Scandinavie. L'USAF se réimplante en Islande.

La Navy se met aussi au tempo polaire.

L'US Navy dont les sous-marins sont des habitués de cette zone, doit mieux se préparer à des opérations dans les mers de l'Arctique, estime Richard Spencer, le Secrétaire à la Marine américaine, selon un article paru dans DefenseOne. Un des projets émis serait la création d'un port militaire dans le détroit de Béring. Une zone où la marine russe manœuvre déjà. Une zone d'importance économique et stratégique qui ne laisse indifférent aucun des pays voisins.

Figure 2: Arctic Transit Routes with Potential for Increased Maritime Activity from 2012 through 2030



Source: U.S. Navy. | GAO-19-42

Un rapport du GAO de novembre dernier revient sur le document intitulé The United States Navy Arctic Roadmap for 2014 to 2030; et il analyse les directives du DoD de 2016 sur l'*Artcic Strategy*.

Parmi les autres propositions formulées dans ce document du GAO (qui aborde aussi la question climatique) figurent d'autres options qu'un déploiement en surface de la Navy, dont le renforcement des moyens de *Coast Guards* et de l'aviation.

Première française.

On se souvient qu'en septembre, le *Rhône*, nouveau bâtiment de soutien et d'assistance hauturier (BSAH) basé à Brest, a franchi le passage du Nord-Est. Cette voie maritime relie l'Atlantique au Pacifique en passant par le nord de la Sibérie et le détroit de Béring entre la Russie et l'Alaska.



Le *Rhône* et son équipage ont quitté le port de Tromsø (Norvège), le 1er septembre. À cette date, la banquise est moins étendue dans l'Arctique. Le 17, le navire atteignait le port américain de Dutch Harbor, dans les îles Aléoutiennes. "La traversée avait pour objectif de développer notre connaissance de cette zone dont l'intérêt stratégique est en constante augmentation", expliquait en octobre le commandant du navire, Philippe Guéna.

Le réchauffement climatique rend cette route plus accessible. La Russie mise sur son développement à moyen terme, puisqu'elle permet aux navires de gagner jusqu'à quinze jours de mer par rapport à la voie classique. Les compagnies maritimes réduiraient ainsi leur facture de carburant et l'exposition à la piraterie dans l'océan Indien.

Océan Indien

Le 11 janvier à Saint-Denis

actu Réunion par www.ipreunion.com le 9 janvier 2019 à 13:41

Un hommage organisé pour les gilets jaunes "tombés pour la France"



Photos JB - ImazPress

La mobilisation des gilets jaunes à la Réunion se structure depuis plusieurs semaines. Beaucoup d'échanges ont lieu dans les "lieux de vie" comme la Kaz du Peuple ou dans le rond-point de Manapany. Si les blocages sont organisés périodiquement, les gilets jaunes souhaitent éviter ces actions. Le mouvement semble se diriger vers d'autres formes d'actions dans les jours et semaines à venir. Le vendredi 11 janvier à 18 heures, les gilets jaunes rendront hommage aux 11 victimes dénombrées lors des différentes actions sur le territoire français. Cet hommage sera encadré par la police et est déclaré en préfecture.

Sous les tentes de la Kaz du Peuple en face de la Préfecture à Saint-Denis, Clarisse et Norbert rappellent qu'ils sont gilets jaunes depuis le 17 novembre 2018. Ils déclarent aussi, pour couper court aux rumeurs que la Kaz du Peuple n'est pas financé par les mairies ou collectivités. Sur le jardin de la Préfecture, c'est une démarche d'échanges qui est mise en place. "C'est le point de ralliement de tous les gilets jaunes" indique Clarisse.

"Hommage aux gilets jaunes qui sont décédés pour la France"

Vendredi 11 janvier à 18h, ils rendront hommage aux gilets jaunes qui "ont été assassinés" selon Clarisse. Les mots choisis sont forts et assumés. Les organisateurs recherchent les noms des personnes afin de pouvoir les nommer lors de l'hommage prévu à Saint-Denis. C'est avec une mise en scène, où les victimes seront personnifiées par les gilets jaunes de la Réunion afin de ne pas oublier que c'était des citoyens tout comme eux. Les lieux choisis sont très symboliques. Devant la statue de Sarda Garriga pour faire passer le message que l'esclavage prend d'autres formes aujourd'hui. Les gilets jaunes veulent ensuite se rendre devant la croix de Lorraine, symbole de résistance pour y chanter une marseillaise. Pour rappel la France libre adopta la croix Lorraine pour emblème " en opposition à la croix gammée ". Trois couplets seront entonnés par les personnes présentes "Car on oublie que la Marseillaise possède une partie : l'appel des patriotes. Il y a une partie pour la liberté et aussi un couplet pour les jeunes qui arrivent". Un lâché de lanternes clôturera cet hommage, avec une lanterne par victime et également le nom des personnes décédées.

Démarche pacifique Un pot de l'amitié sera donné à la fin de l'évènement afin de pouvoir se rassembler une dernière fois avec des gilets jaunes de toute l'île. Clarisse prévient "C'est une démarche pacifique", aucun blocage de route ou de magasin n'est à l'ordre du jour. "La Kaz du peuple a été mis là et le nom a été choisi pour servir de relai" les gilets jaunes souhaitent faire le relai de toutes les kaz de l'île et les organisateurs attendent les gilets jaunes de chaque coin de la Réunion. Clarisse conclue "S'il y a bien un évènement où les gens peuvent venir avec aucune crainte, avec leurs enfants. On va être encadré par la police et le mouvement a été déposé aussi en préfecture, c'est pas illégal on va le faire pacifiquement". jb/www.ipreunion.com

Océan Pacifique

Océan Pacifique: Une partie des profondeurs serait en train de se refroidir

Accueil Planète 20 Minutes avec agence Publié le 09/01/19 à 17h34 — Mis à jour le 09/01/19 à 17h38

ETUDE A l'heure du réchauffement climatique généralisé, une zone des profondeurs de l'océan Pacifique voit, au contraire, ses températures baisser…



Une zone de l'océan Pacifique profond serait en train de refroidir, selon une étude américaine (illustration). — *Pixabay/Free-Photos*

Une étude américaine publiée le 4 janvier dans la revue *Science* met le doigt sur une singularité d'une partie des eaux profondes du Pacifique. Alors que les océans sont partout affectés par le réchauffement climatique, cette zone, elle, échapperait au phénomène.

Ce secteur de l'océan profond serait resté dans le passé, précisément à l'époque du « Petit âge glaciaire », explique *Numerama*.

Circulation des eaux

Cette période, qui s'étend entre le début du XIVe siècle et la fin du XIXe, a été marquée en Europe et en Amérique du Nord par une baisse générale des températures. Ce sont les effets de cette « petite glaciation » qui affectent aujourd'hui les profondeurs en raison de la circulation des eaux de l'océan. Celles, froides donc, qui se trouvaient en surface à l'époque, sont aujourd'hui dans les profondeurs.

Pour étayer leur théorie, les auteurs des recherches ont utilisé les températures enregistrées par l'expédition océanographique du bateau HMS Challenger (années 1870) et le projet World Ocean Circulation Experiment (années 1990). A partir de ces données, ils ont bâti un modèle de circulation océanique.

Compenser le réchauffement de la surface

Bien avant le début du réchauffement climatique et pendant des milliers d'années, les scientifiques ont observé que l'océan profond s'adaptait aux températures de surface. Et le refroidissement de l'océan profond a permis de « compenser un quart des gains de chaleur globaux dans les couches supérieures » (sur 700 mètres) depuis 1750.

Les scientifiques estiment que ces zones ont un rôle crucial à jouer dans « le bilan thermique de la planète. ». Reste que, selon eux, il ne faut pas surestimer la capacité de cette zone à absorber la chaleur du reste de l'océan.

Le Monde est fou !

Un appel aux dons pour soutenir l'agresseur présumé de deux gendarmes fait polémique

http://www.opex360.com/ Posté dans Gendarmerie par Laurent Lagneau Le 08-01-2019



Lors de l'acte 8 des « gilets jaunes », le 5 janvier, à Paris, plusieurs gendarmes mobiles ont été grièvement blessés par des manifestants, qui, selon la Gendarmerie nationale, les ont « frappés au sol avec une violence et une haine insupportables […] à coups de barre de fer ».

Mais les images qui ont tourné en boucle auront été celles de la porte défoncée menant aux bureaux du secrétaire d'État auprès du Premier ministre, Benjamin Grivaux, ainsi que celles de ces deux « moblots » de l'escadron 24/5 de Grenoble violemment pris à partie sur la passerelle « Léopold-Sédar-Senghor » par un individu semblant maîtriser parfaitement les techniques propres à la boxe.

Dans la soirée, le syndicat des commissaires de la Police nationale [SCPN] s'est adressé directement à l'individu en question, via Twitter. « Monsieur, vous qui avez frappé un collègue à terre, vous êtes identifié. Pour un boxeur, vous ne respectez apparement pas beaucoup de règles. Nous allons vous apprendre celles du code pénal.

Alors que les gendarmes violemment agressés venaient de porter plainte [l'un d'eux s'est vu prescrire 15 jours d'incapacité totale de travail], leur agresseur présumé s'est rendu à la police, après avoir tenté de justifier son attitude dans une vidéo postée sur les réseaux sociaux [il se serait « défendu » face « aux violences policières », ce que les images sont loin de suggérer, ndlr]. C'est ainsi que l'ancien boxeur professionnel Christophe Dettinger, champion de France poids lourds-légers en 2007 et 2008 et actuellement fonctionnaire territorial au sein de la mairie de Massy, a été placé en garde à vue.



Porte-parole de la Gendarmerie Nationale @PorteparoleGN

Frappés au sol avec une violence et une haine insupportables, blessés grièvement à coups de barre de fer, plusieurs gendarmes ont été sérieusement touchés lors de l'#ActeVIII. Le DGGN rencontre les GM ce matin à Dugny, pour les assurer du soutien indéfectible de la gendarmerie.

1 386

11:00 - 7 janv. 2019

Seulement, dans le même temps, une cagnotte a été ouverte afin de « soutenir » M. Dettinger sur le site de financement participatif Leetchi. Et, visiblement, la cause de l'ancien boxeur a suscité un élan de générosité étonnant… Au matin de ce 8 janvier, plus de 110.000 euros avaient en effet été récoltés.

« Tous les week-ends, cet homme a défendu pacifiquement ses idées, celle des gilets jaunes. Ce week-end face à la pression il a pris un risque pour défendre les manifestants. Malheureusement il risque de servir d'exemple. Aidons le dans ce combat, il ne doit pas être le seul à payer », ont fait valoir ceux ayant pris cette initiative

De quoi donner lieu à une polémique, d'autant plus que l'agression des deux militaires a suscité une vive émotion au sein de la Gendarmerie nationale.

Ainsi, le secrétaire d'État au Numérique, Mounir Mahjoubi a été l'un des premiers à réagir. « Apparemment, ça rapporte de frapper un policier. Quand l'attrait de l'argent vient s'ajouter à la haine et à la violence, je n'ai que du dégoût. Tout le monde doit être responsable : cette cagnotte est indigne », a-t-il affirmé.

« Est-ce que c'est normal de vouloir apporter un soutien à ce monsieur qu'on a vu frapper un policier à terre, qu'on a vu boxer un policier? », s'est indignée Elisabeth Borne, la ministre des Transports, sur les ondes de France Info. « Je pense qu'il faut aussi que chacun reprenne un peu ses repères », a-t-elle ajouté.

De son côté, Syndicat des cadres de la sécurité intérieure [SCSI] a dénoncé une « énième provocation », estimant qu'il s'agit d'un « message à la haine et à la violence par destination qui se doit d'être sanctionné. »

« La cagnotte du boxeur qui a délibérément frappé nos camarades gendarmes dépasse les 110.000 euros ce matin. Cette marque de soutien est un message de haine envers les forces de l'ordre qui chaque jour sont engagées pour la sécurité des français », a réagi Frédéric Le Louette, sous-officier de gendarmerie et président de l'Association Professionnelle Nationale de Militaires Gend XXI.



LE LOUETTE Frédéric @LeLouetteoff

La cagnotte du boxeur qui a délibérément frappé nos camarades gendarmes dépasse les 110 000€ ce matin
Cette marque de soutien est un message de haine envers les forces de l'ordre qui chaque jour sont engagées pour la sécurité des français @CCastaner @NunezLaurent @PorteparoleGN

12

13:06 - 8 janv. 2019

« Il n'y a aucune défense dans les actes de Christophe Dettinger. La volonté de casser 'du gendarme' est le seul moteur de sa violence, de sa haine. Les gendarmes sont des soldats au service de la loi et des citoyens, pas des punching ball », a-t-il fait valoir.

Devant les réactions négatives suscitées par cette cagnotte, Leetchi a dû répondre aux interpellations de nombreux internautes, lesquels ont, le plus souvent, mis en cause la légalité d'une telle initiative. L'un d'eux, citant la loi de 1881 sur la liberté de la presse, a ainsi rappelé qu'il est « interdit « d'ouvrir ou d'annoncer publiquement des souscriptions ayant pour objet d'indemniser des amendes, frais et dommages-intérêts prononcés par des condamnations

judiciaires, en matière criminelle et correctionnelle, sous peine de six mois d'emprisonnement et de 45.000 euros d'amende, ou de l'une de ces deux peines seulement. »

« Aujourd'hui elle [la cagnotte] est légale puisqu'aucune peine n'a pour l'heure été prononcée. Nous avons l'habitude de ce genre de cas et sommes très vigilants au respect de la loi », a répondu Leetchi.

Mais, finalement, ce site de financement participatif s'est fendu d'un communiqué pour annoncer que la cagnotte ouverte au bénéfice de M. Dettinger « n'accepte désormais plus de contributions. »

« Leetchi s'engage à ce que les fonds collectés sur la cagnotte de soutien à Christophe Dettinger servent uniquement à financer les frais de justice conformément à nos CGU et à la législation en vigueur. En effet, nos CGU proscrivent toute incitation à la haine ou à la violence. Compte tenu des actes reprochés à Christophe Dettinger, aucune autre utilisation de la cagnotte ne saurait être acceptée. Le transfert des fonds ne sera ainsi effectué que sur présentation de justificatifs (Devis et Notes d'honoraires de l'Avocat). L'argent sera reversé directement sur le compte dédié de l'avocat et ce sans aucun intermédiaire », a expliqué l'entreprise.

Quoi qu'il en soit, selon l'article 222-12 du Code pénal, M. Dettinger risque une peine de cinq ans d'emprisonnement et de 75.000 euros d'amende s'il est reconnu coupable d'avoir commis des violences ayant entraîné une incapacité totale de travail pendant plus de huit jours contre une « personne dépositaire de l'autorité publique. »

Par ailleurs, et selon les chiffres donnés par le Premier ministre, Édouard Philippe, il y a déjà plus de 1.000 condamnation et 5.600 gardes à vue depuis le début du mouvement des « gilets jaunes ». En outre, il aussi annoncé un durcissement de loi contre les casseurs. Enfin, pour le prochain « acte », le 12 janvier, 80.000 membres des forces de l'ordre seront mobilisés afin de « garantir l'ordre public ».

À noter que le président de la région PACA, Renaud Muselier, a décidé d'ouvrir une cagnotte en soutien aux 1.050 membres des forces de l'ordre blessés au cours du mouvement des « gilets jaunes ». « Depuis plus de huit semaines, nos forces de l'ordre sont surexposées [https://www.leetchi.com/c/soutien-fdo]. Sans relâche, celles et ceux qui mettent leur vie en danger pour protéger la nôtre et faire respecter l'ordre républicain en France font face à un déferlement de violence et de haine absolument intolérable », a-t-il fait valoir, avant de réclamer des sanctions « avec la plus grande fermeté » envers ces « comportements ultra-violents ». À 14H30, un peu plus de 47.000 euros avaient été récoltés.

Insolite

Par erreur, un astronaute appelle les secours depuis l'espace

https://www.ouest-france.fr/ L'édition du soir Espace lundi 7 janvier 2019



L'histoire a eu lieu il y a quelques années mais l'astronaute néerlandais André Kuipers vient seulement de la raconter. Alors qu'il était à bord de la Station spatiale internationale, il a appelé le 911, le numéro d'appel d'urgence nord-américain.

C'est une drôle de révélation qu'a fait l'astronaute néerlandais André Kuipers, mercredi 2 janvier pendant l'émission *Met Het Oog Op Morgen* diffusée sur la station néerlandaise NPO Radio 1.

Quand il était à bord de la Station spatiale internationale (ISS), en orbite autour de la Terre, il y a plusieurs années, il a accidentellement appelé le 911, numéro d'appel d'urgence nord-américain !

L'astronaute de 60 ans a expliqué que les connexions se font par satellite avec le Centre spatial Lyndon B. Johnson, centre de l'agence spatiale américaine de la Nasa, à Houston (Texas, États-Unis). **« Si vous êtes dans l'espace, c'est comme si vous passiez un appel *via* Houston. Vous composez d'abord le 9 pour une ligne extérieure, puis le 011 pour une ligne internationale. Mais vous flottez et vous devez le saisir sur un écran. J'ai commis une erreur et le lendemain, j'ai reçu un e-mail : "Avez-vous appelé le 911 ?" »**

« Est-ce bien la Terre ? »

André Kuipers n'est pas le seul astronaute à avoir eu ce genre de mésaventure. En décembre 2015, l'astronaute britannique Tim Peake, à bord de l'ISS, s'était excusé sur le réseau social Twitter auprès d'une dame qu'il avait appelée par erreur depuis l'espace : **« Ce n'était pas un canular, seulement un faux numéro,** avait-il écrit. **J'aimerais m'excuser auprès de la dame que je viens juste d'appeler par erreur en lui demandant "Bonjour, est-ce bien la Terre ?" »**

D'ailleurs, les appels téléphoniques entre l'espace et la planète bleue ne marchent pas que dans un sens. Depuis la Terre aussi, il est possible d'appeler l'ISS à l'aide de fréquences radio amateurs que les astronautes utilisent à l'occasion, relève le site d'information *Motherboard*. En 2015, l'animateur radio britannique Adrian Lane avait échangé pendant 50 secondes avec un astronaute américain qui était à bord de l'ISS.

16 – Vie de l'UOROI